

N°	Signature <i>Signatur</i>	Genre <i>Typ</i>	Affaire <i>Geschäft</i>	Traitement <i>Behandlung</i>	Personnes <i>Personen</i>	Remarques <i>Bemerkungen</i>	Cat. <i>Kat.</i>
1.	2013-GC-4	Divers <i>Verschiedenes</i>	Communications <i>Mitteilungen</i>				
2.	2013-GC-40	Divers <i>Verschiedenes</i>	Assermentations <i>Vereidigungen</i>				
3.	2016-DSJ-236	Loi <i>Gesetz</i>	Adaptation de la durée de la période administrative de certaines commissions <i>Anpassung der Amtsdauer einiger Kommissionen</i>	Entrée en matière, 1re et 2e lectures <i>Eintreten, 1. und 2. Lesungen</i>	Nicolas Kolly Rapporteur-e / <i>Berichterstatter/-in</i> Maurice Ropraz Représentant-e du Gouvernement / <i>Regierungsvertreter/-in</i>		II
4.	2017-GC-7	Motion <i>Motion</i>	Modification de l'ouverture des commerces le samedi <i>Änderung der Ladenöffnungszeiten am Samstag</i>	Prise en considération <i>Erheblicherklärung</i>	Stéphane Peiry Auteur-e / <i>Urheber/-in</i> Laurent Dietrich Auteur-e / <i>Urheber/-in</i> Maurice Ropraz Représentant-e du Gouvernement / <i>Regierungsvertreter/-in</i>		
5.	2017-GC-99	Rapport d'activité <i>Tätigkeitsbericht</i>	Conseil de la magistrature (2016) <i>Justizrates (2016)</i>	Discussion <i>Diskussion</i>	Nicolas Kolly Rapporteur-e / <i>Berichterstatter/-in</i>		

N°	Signature <i>Signatur</i>	Genre <i>Typ</i>	Affaire <i>Geschäft</i>	Traitement <i>Behandlung</i>	Personnes <i>Personen</i>	Remarques <i>Bemerkungen</i>	Cat. <i>Kat.</i>
6.	2017-DSAS-16	Rapport d'activité <i>Tätigkeitsbericht</i>	Réseau fribourgeois de santé mentale (2016) <i>Freiburger Netzwerk für psychische Gesundheit (2016)</i>	Discussion <i>Diskussion</i>	Anne-Claude Demierre Représentant-e du Gouvernement / <i>Regierungsvertreter/-in</i>		
7.	2017-GC-98	Rapport d'activité <i>Tätigkeitsbericht</i>	Commission interparlementaire de contrôle de l'Hôpital intercantonal de la Broye (CIP HIB) (2016) <i>Interparlamentarischen Kommission für die Kontrolle der Interkantonale Spital der Broye (IPK HIB) (2016)</i>	Discussion <i>Diskussion</i>	Anne Meyer Loetscher Rapporteur-e / <i>Berichterstatter/-in</i> Anne-Claude Demierre Représentant-e du Gouvernement / <i>Regierungsvertreter/-in</i>		
8.	2013-GC-41	Divers <i>Verschiedenes</i>	Clôture de la session <i>Schluss der Session</i>				



Message 2016-DSJ-236

28 mars 2017

du Conseil d'Etat au Grand Conseil accompagnant le projet de loi adaptant la durée de la période administrative de certaines commissions

1. Origine et nécessité du projet

La loi du 10 septembre 2015 modifiant certaines dispositions en matière de durée des fonctions publiques accessoires (ROF 2015_089), entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2016, a allongé la durée de la période propre aux fonctions publiques accessoires et restreint le nombre de périodes admises. A compter du 1^{er} juillet 2017, la durée des périodes administratives passera ainsi de quatre à cinq ans (période de législature). Le nombre de périodes sera réduit à trois, de telle sorte que les membres des commissions de l'Etat ne pourront pas siéger au-delà de quinze ans.

Le présent projet de loi adapte les dispositions légales qui ne sont pas encore compatibles avec ces nouvelles règles, et ce pour l'ensemble des Directions de l'Etat.

Il convient de préciser que les dispositions d'ordre réglementaire ont d'ores et déjà été adaptées par l'ordonnance du 7 décembre 2015 modifiant certaines dispositions en matière de durée des fonctions publiques accessoires (ROF 2015_133).

2. Consultation

Dans la mesure où cette modification se limite aux commissions permanentes de l'Etat et de ses établissements, elle n'a fait l'objet que d'une consultation restreinte auprès des Directions de l'Etat, de la Chancellerie d'Etat, du Service de législation, du Bureau de l'égalité hommes-femmes et de la famille ainsi que de l'Autorité cantonale de la transparence et de la protection des données, en application de l'article 31 du règlement du 24 mai 2005 sur l'élaboration des actes législatifs (REAL; RSF 122.0.21). Celle-ci s'est déroulée du 1^{er} février au 7 mars 2017.

Dans le cadre de la procédure de consultation, la Direction de la sécurité et de la justice (DSJ) a invité les autres Directions à lui communiquer d'éventuels projets de modifications législatives en lien avec la nouvelle durée des fonctions publiques accessoires. La Direction de l'instruction publique, de la culture et du sport a ainsi demandé à ce qu'une adaptation de la loi sur l'Office cantonal du matériel scolaire soit intégrée dans le projet de loi.

3. Conséquences du projet

Le projet n'aura pas de conséquences financières, ni d'implications en matière de personnel.

Il n'a pas d'influence sur la répartition des tâches Etat-communes, ni sur le développement durable. Il ne soulève pas de difficultés s'agissant de sa constitutionnalité, de sa conformité au droit fédéral et de l'eurocompatibilité.

4. Commentaire des dispositions

Art. 1

Art. 5 de la loi sur l'Office de la circulation et de la navigation

L'article 5 al. 1 de la loi sur l'Office de la circulation et de la navigation (LOCN; RSF 122.23.7) fixe la durée de la période administrative des membres du Conseil d'administration de l'OCN à quatre ans. Le projet de loi supprime cette mention et fait référence à la législation sur la durée des fonctions publiques accessoires, qui fixe la durée d'une période administrative à 5 ans.

Art. 2

Art. 12 de la loi sur les établissements publics

L'article 12 al. 2 de la loi sur les établissements publics (LEPu; RSF 952.1) fixe la durée de la période administrative des membres de la Commission des examens professionnels des cafetiers restaurateurs (ci-après: la Commission) à quatre ans. Le projet de loi supprime cette mention et fait référence à la législation sur la durée des fonctions publiques accessoires, qui fixe la durée d'une période administrative à 5 ans.

La DSJ profite de cette modification législative pour préciser la composition de la Commission, décrite à l'article 12 al. 1 LEPu. En effet, cette disposition indique que la Commission est composée de cinq membres, dont un représentant de la DSJ et trois représentants désignés sur la proposition des milieux professionnels intéressés. En réalité, le cinquième membre est aussi désigné par les milieux professionnels intéressés.

Il convient ici de préciser que, conformément à l'article 3 al. 2 de la loi réglant la durée des fonctions publiques accessoires (RSF 122.8.2), la limite des trois périodes administrative admises pour les membres des commissions de l'Etat ne s'applique pas aux magistrats et fonctionnaires nommés en raison de leur fonction ainsi qu'aux membres qui ne sont pas désignés par l'Etat¹. Les membres de la Commission étant soit nommés en raison de leur fonction (le représentant ou la représentante de la DSJ), soit désignés sur proposition des milieux professionnels intéressés (les quatre autres membres), la durée de leur mandat n'est donc pas limitée.

Art. 3

Art. 5 de la loi sur l'Office cantonal du matériel scolaire

L'article 5 al. 1 de la loi sur l'Office cantonal du matériel scolaire (LOCMS; RSF 413.4.1) fixe la durée de la période administrative des membres du Conseil d'administration de l'OCMS à quatre ans. Le projet de loi supprime cette mention et fait référence à la législation sur la durée des fonctions publiques accessoires, qui fixe la durée d'une période administrative à 5 ans.

Art. 4

L'entrée en vigueur de la loi est fixée au 1^{er} juillet 2017, soit à la date du prochain renouvellement des membres des commissions de l'Etat.

¹ Le message du Conseil d'Etat accompagnant la loi réglant la durée des fonctions publiques accessoires (BGC 1982 pp. 928ss) indique que l'exception de la limitation des périodes administratives concerne les membres qui ne sont pas désignés par l'Etat, à savoir des «personnes qui, bien que nommées formellement par l'Etat, sont proposées ou désignées par des associations, des sociétés, voire des établissements ou des institutions de l'Etat.»



Botschaft 2016-DSJ-236

28. März 2017

des Staatsrats an den Grossen Rat zum Entwurf des Gesetzes zur Anpassung der Amtsdauer einiger Kommissionen

1. Ausgangslage und Notwendigkeit des Entwurfs

Mit dem Gesetz vom 10. September 2015 zur Änderung gewisser Bestimmungen über die Dauer der öffentlichen Nebenämter (ASF 2015_089), das am 1. Januar 2016 in Kraft trat, wurde die Mandatsdauer der öffentlichen Nebenämter verlängert und gleichzeitig die Zahl der erlaubten Mandate reduziert. Am 1. Juli 2017 steigt die Mandatsdauer der öffentlichen Nebenämter deshalb von vier auf fünf Jahre an (Legislativperiode). Die Zahl der erlaubten Mandate wird auf drei reduziert, sodass die Mitglieder der Kommissionen des Staates nicht länger als fünfzehn Jahre im Amt bleiben können.

Mit diesem Gesetzesentwurf werden verschiedene Gesetzesbestimmungen angepasst, die noch nicht mit den neuen Regeln übereinstimmen, und zwar für alle Direktionen des Staates.

Es sei hier noch ergänzt, dass die Bestimmungen auf Reglementebene bereits mit der Verordnung vom 7. Dezember 2015 zur Änderung gewisser Bestimmungen über die Dauer der öffentlichen Nebenämter (ASF 2015_133) angepasst wurden.

2. Vernehmlassung

Da sich die Änderung auf die ständigen Kommissionen des Staates und seiner Anstalten beschränkt, wurde in Anwendung von Artikel 31 des Reglements vom 24. Mai 2005 über die Ausarbeitung der Erlasse (AER; SGF 122.0.21) nur eine beschränkte Vernehmlassung bei den Direktionen des Staates, bei der Staatskanzlei, beim Amt für Gesetzgebung, beim Büro für die Gleichstellung von Frau und Mann und für Familienfragen und bei der Behörde für Öffentlichkeit und Datenschutz durchgeführt. Sie dauerte von 1. Februar bis 7. März 2017.

Im Rahmen des Vernehmlassungsverfahrens lud die Sicherheits- und Justizdirektion (SJD) die übrigen Direktionen ein, sie über allfällige geplante Gesetzesänderungen in Zusammenhang mit der neuen Dauer der öffentlichen Nebenämter zu informieren. In der Folge bat die Direktion für Erziehung, Kultur und Sport darum, eine Anpassung des Gesetzes über

die Kantonale Lehrmittelverwaltung in den Gesetzesentwurf zu integrieren.

3. Auswirkungen des Entwurfs

Der Entwurf hat weder finanzielle noch personelle Auswirkungen.

Er hat keine Auswirkungen auf die Aufgabenverteilung zwischen Staat und Gemeinden oder auf die nachhaltige Entwicklung. Er bereitet keine Probleme in Bezug auf seine Verfassungsmässigkeit, seine Übereinstimmung mit dem Bundesrecht und seine Europaverträglichkeit.

4. Kommentar zu den einzelnen Bestimmungen

Art. 1

Art. 5 des Gesetzes über das Amt für Strassenverkehr und Schifffahrt

Artikel 5 Abs. 1 des Gesetzes über das Amt für Strassenverkehr und Schifffahrt (ASSG; SGF 122.23.7) legt die Mandatsdauer der Mitglieder des Verwaltungsrats des ASS auf vier Jahre fest. Der Gesetzesentwurf verzichtet auf diese Bestimmung und verweist stattdessen auf die Gesetzgebung über die Dauer der öffentlichen Nebenämter, die eine Amtsdauer von fünf Jahren vorsieht.

Art. 2

Art. 12 des Gesetzes über die öffentlichen Gaststätten

Artikel 12 Abs. 2 des Gesetzes über die öffentlichen Gaststätten (ÖGG; SGF 952.1) legt die Mandatsdauer der Mitglieder der Fachprüfungskommission (nachfolgend: die Kommission) auf vier Jahre fest. Der Gesetzesentwurf verzichtet auf diese Bestimmung und verweist stattdessen auf die Gesetzgebung über die Dauer der öffentlichen Nebenämter, die eine Amtsdauer von fünf Jahren vorsieht.

Die SJD nutzt die Gelegenheit dieser Gesetzesänderung, um die Zusammensetzung der in Artikel 12 Abs. 1 ÖGG beschriebenen Kommission näher auszuführen. In der

Bestimmung heisst es, dass die Kommission sich aus fünf Mitgliedern zusammensetzt. Ein Mitglied vertritt die Direktion; drei Mitglieder werden auf Vorschlag der betreffenden Berufskreise ernannt. In Wahrheit wird jedoch auch das fünfte Mitglied auf Vorschlag der betroffenen Berufskreise ernannt.

Es sei hier noch klargestellt, dass Magistraten und Beamte, welche aufgrund ihrer Funktion ernannt sind, sowie Mitglieder, welche nicht vom Staat bezeichnet werden, gemäss Artikel 3 Abs. 2 des Gesetzes betreffend die Dauer der öffentlichen Nebenämter (SGF 122.8.2) von der Beschränkung der Amtszeit, die für die Mitglieder der Kommissionen des Staates gilt, nicht betroffen sind¹. Da die Mitglieder der Kommission entweder aufgrund ihrer Funktion ernannt (Vertreter/in der SJD) oder auf Vorschlag der betroffenen Berufskreise bezeichnet werden (die übrigen vier Mitglieder), ist ihre Amtszeit nicht beschränkt.

Art. 3

Art. 5 des Gesetzes über die Kantonale Lehrmittelverwaltung

Artikel 5 Abs. 1 des Gesetzes über die Kantonale Lehrmittelverwaltung (KLVG; SGF 413.4.1) legt die Mandatsdauer der Mitglieder des Verwaltungsrats der KLV auf vier Jahre fest. Der Gesetzesentwurf verzichtet auf diese Bestimmung und verweist stattdessen auf die Gesetzgebung über die Dauer der öffentlichen Nebenämter, die eine Amtsdauer von fünf Jahren vorsieht.

Art. 4

Das Inkrafttreten dieses Gesetzes wird auf 1. Juli 2017 festgesetzt bzw. auf das Datum der nächsten Erneuerung der Mitglieder der Kommissionen des Staates.

¹ Die Botschaft des Staatsrats zum Gesetz betreffend die Dauer der öffentlichen Nebenämter (TGR 1982, S. 935 ff.) zeigt, dass die Ausnahme von der Beschränkung der Amtszeit jene Mitglieder betrifft, die nicht vom Staat bezeichnet werden, d. h. «Personen, welche zwar formell vom Staat ernannt werden, aber von Verbänden, Gesellschaften oder gar staatlichen Anstalten oder Institutionen vorgeschlagen oder bezeichnet werden».

Loi

du

adaptant la durée de la période administrative de certaines commissions

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu la modification du 10 septembre 2015 de la loi du 22 septembre 1982 réglant la durée des fonctions publiques accessoires;

Vu le message 2016-DSJ-236 du Conseil d'Etat du 28 mars 2017;

Sur la proposition de cette autorité,

Décrète:

Art. 1

La loi du 7 mai 1996 sur l'Office de la circulation et de la navigation (RSF 122.23.7) est modifiée comme il suit:

Art. 5 al. 1

Remplacer les mots «période de quatre ans» *par* «période administrative conformément à la législation sur la durée des fonctions publiques accessoires».

Art. 2

La loi du 24 septembre 1991 sur les établissements publics (RSF 952.1) est modifiée comme il suit:

Art. 12 al. 1 et 2

¹ *Remplacer les mots* «trois représentants désignés» *par* «quatre personnes désignées».

Gesetz

vom

zur Anpassung der Amtsdauer einiger Kommissionen

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

gestützt auf die Änderung vom 10. September 2015 des Gesetzes vom 22. September 1982 betreffend die Dauer der öffentlichen Nebenämter;

nach Einsicht in die Botschaft 2016-DSJ-236 des Staatsrats vom 28. März 2017;

auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

Art. 1

Das Gesetz vom 7. Mai 1996 über das Amt für Strassenverkehr und Schifffahrt (SGF 122.23.7) wird wie folgt geändert:

Art. 5 Abs. 1

Den Ausdruck «für vier Jahre» *durch* «für eine Amtsperiode gemäss der Gesetzgebung über die Dauer der öffentlichen Nebenämter» *ersetzen*.

Art. 2

Das Gesetz vom 24. September 1991 über die öffentlichen Gaststätten (SGF 952.1) wird wie folgt geändert:

Art. 12 Abs. 1 und 2

¹ *Den Ausdruck* «drei Mitglieder» *durch* «vier Mitglieder» *ersetzen*.

² *Remplacer les mots «période administrative de quatre ans» par «période administrative conformément à la législation sur la durée des fonctions publiques accessoires».*

Art. 3

La loi du 13 septembre 2007 sur l'Office cantonal du matériel scolaire (RSF 413.4.1) est modifiée comme il suit:

Art. 5 al. 1

Remplacer les mots «période de quatre ans» par «période administrative conformément à la législation sur la durée des fonctions publiques accessoires».

Art. 4

¹ La présente loi entre en vigueur le 1^{er} juillet 2017.

² Elle est soumise au referendum législatif. Elle n'est pas soumise au referendum financier.

² *Den Ausdruck «Amtsperiode von vier Jahren» durch «Amtsperiode gemäss der Gesetzgebung über die Dauer der öffentlichen Nebenämter» ersetzen.*

Art. 3

Das Gesetz vom 13. September 2007 über die Kantonale Lehrmittelverwaltung (SGF 413.4.1) wird wie folgt geändert:

Art. 5 Abs. 1

Den Ausdruck «für vier Jahre» durch «für eine Amtsperiode gemäss der Gesetzgebung über die Dauer der öffentlichen Nebenämter» ersetzen.

Art. 4

¹ Dieses Gesetz tritt am 1. Juli 2017 in Kraft.

² Es untersteht dem Gesetzesreferendum. Es untersteht nicht dem Finanzreferendum.

Annexe

GRAND CONSEIL

2016-DSJ-236

Projet de loi :
Adaptation de la durée de la période administrative de certaines commissions

Propositions de la commission ordinaire CO-2017-007

Présidence : Nicolas Kolly

Membres : Jean Bertschi, Denis Chassot, Hubert Dafflon, Bertrand Gaillard, Ursula Krattinger-Jutzet, Elias Moussa, André Schoenenweid, Julia Senti, Rudolf Vonlanthen, Peter Wüthrich

Entrée en matière

Par décision tacite, la commission propose au Grand Conseil d'entrer en matière sur ce projet de loi.

Vote final

Par 10 voix sans opposition ni abstention (un membre est excusé), la commission propose au Grand Conseil d'accepter ce projet de loi selon la version initiale du Conseil d'Etat.

Catégorisation du débat

La commission propose au Bureau que l'objet soit traité par le Grand Conseil selon la catégorie II (débat organisé).

Le 6 juin 2017

Anhang

GROSSER RAT

2016-DSJ-236

Gesetzesentwurf:
Anpassung der Amtsdauer einiger Kommissionen

Antrag der ordentlichen Kommission OK-2017-007

Präsidium : Nicolas Kolly

Mitglieder : Jean Bertschi, Denis Chassot, Hubert Dafflon, Bertrand Gaillard, Ursula Krattinger-Jutzet, Elias Moussa, André Schoenenweid, Julia Senti, Rudolf Vonlanthen, Peter Wüthrich

Eintreten

Die Kommission beantragt dem Grossen Rat stillschweigend, auf diesen Gesetzesentwurf einzutreten.

Schlussabstimmung

Mit 10 Stimmen ohne Gegenstimme und ohne Enthaltung (ein Mitglied ist entschuldigt) beantragt die Kommission dem Grossen Rat, diesen Gesetzesentwurf in der ursprünglichen Fassung des Staatsrats anzunehmen.

Kategorie der Behandlung

Die Kommission beantragt dem Büro, dass dieser Gegenstand vom Grossen Rat nach der Kategorie II (organisierte Debatte) behandelt wird.

Den 6. Juni 2017



Réponse du Conseil d'Etat à un instrument parlementaire

Motion Laurent Dietrich / Stéphane Peiry

2017-GC-7

Modification de l'ouverture des commerces le samedi

I. Résumé de la motion

Par une motion déposée et développée le 23 décembre 2016, les députés Laurent Dietrich et Stéphane Peiry ont proposé de modifier l'article 7 al. 1 de la loi du 25 septembre 1997 sur l'exercice du commerce en prolongeant jusqu'à 17 heures, voire 18 heures l'heure d'ouverture des commerces le samedi.

Cette proposition est essentiellement motivée comme suit :

Un panorama des autres cantons romands montre que l'ouverture des commerces le samedi y est autorisée jusqu'à 17 heures (VS, JU, BE) et même jusqu'à 18 heures (GE, NE, Lausanne).

Une adaptation de la loi dans le même sens permettrait aux commerçants de notre canton de demeurer compétitifs, de profiter du potentiel économique et touristique induit par une présence accrue de clientèle chaque fin de semaine et de proposer à la population une offre globale l'incitant à consommer local (« faire les magasins » et « aller boire un verre sur place »).

II. Réponse du Conseil d'Etat

Depuis le 1^{er} janvier 1999, les heures d'ouverture des commerces sont régies de manière uniforme sur le territoire cantonal par la loi du 25 septembre 1997 sur l'exercice du commerce (LCom ; RSF 940.1) et par son règlement d'exécution du 14 septembre 1998 (RCom ; RSF 940.11). S'agissant du samedi en particulier, où les commerces sont contraints de fermer leurs portes à 16 heures (art. 7 al.1 LCom), les seules exceptions prévues concernent les kiosques et les shops de stations d'essence, dont l'ouverture est autorisée jusqu'à 21 heures (art. 7a et 7b LCom) ainsi que, dans un contexte plus anecdotique, les laiteries, dont l'ouverture peut être prolongée pendant la livraison du lait (art. 7 al. 1, 2^{ème} phr. LCom).

Des compétences résiduelles sont accordées aux communes. Au travers d'un règlement de portée générale, ces dernières peuvent autoriser, le samedi comme du reste les autres soirs de la semaine hormis le dimanche et les jours fériés, l'ouverture nocturne jusqu'à 23 heures de certains commerces spécialisés dans la vente de mets prêts à une consommation immédiate (art. 5 RCom) et, tout récemment, une exploitation jusqu'à 22 heures des cuisines ambulantes (food trucks) (art. 46 al. 9 de la loi du 24 septembre 1991 sur les établissements publics ; LEPu ; RSF 952.1).

Dans ce contexte, les communes considérées comme sites touristiques disposent quant à elles de compétences plus larges susceptibles de conduire, notamment le samedi, à une ouverture généralisée des commerces jusqu'à 22 heures (art. 7 al. 2 LCom). Il est rappelé à ce titre que toute commune dispose de la faculté de requérir cette qualification auprès du Conseil d'Etat.

L'Agglomération de Fribourg étudie ainsi actuellement l'opportunité de solliciter l'octroi du statut de site touristique aux quartiers historiques de la ville de Fribourg.

Enfin, il convient de ne pas perdre de vue le statut particulier des gares d'importance régionale et des aires d'autoroute, sur le territoire desquelles l'horaire est déterminé tout le long de la semaine et donc également le samedi par les autorités fédérales en tenant compte du trafic des voyageurs.

Le rappel de ce panel de situations et des réponses qui y ont été apportées sur le plan légal, tant dans la version initiale de la loi que dans des adaptations ultérieures, démontre que la problématique des heures d'ouverture des commerces ne peut pas donner lieu à des solutions inscrites dans le marbre. Même si les options retenues à une certaine époque disposaient alors d'une légitimité populaire, elles doivent pouvoir être remises en question lorsqu'elles ne permettent plus d'assurer la capacité d'un secteur important de l'économie.

D'un point de vue comparatif, il est clair que dans la toute grande majorité des cantons et plus spécifiquement en Suisse romande, les commerces dans leur ensemble sont autorisés à pratiquer des horaires plus généreux le samedi. Lorsque la comparaison se limite aux cantons qui nous entourent, l'horaire le plus fréquemment retenu prévoit une fermeture à 17 heures. C'est ainsi le cas du canton de Berne dans son ensemble et de la plupart des grandes communes du canton de Vaud (Avenches, Payerne, Moudon, Yverdon-les-Bains, Renens, Aigle ou Montreux en période hivernale). Le canton de Neuchâtel est pour sa part plus généreux avec une ouverture des commerces jusqu'à 18 heures, à l'instar des communes vaudoises de Lausanne, Nyon ou Montreux qui, en période touristique et dans des périmètres donnés, appliquent un régime encore plus permissif.

Si l'on entend éviter de donner au canton de Fribourg l'image d'un îlot de restrictions, il sied de reconnaître, sans faire pour cela preuve de libéralisme excessif, qu'un prolongement généralisé des activités commerciales le samedi après-midi rétablirait une concurrence plus saine avec nos voisins. Il offrirait un nouveau souffle aux entreprises locales privées pour l'heure d'un chiffre d'affaires important à un moment-clé de la semaine. Il leur ouvrirait des perspectives plus rassurantes et accompagnerait positivement les divers projets de revitalisation des centres-villes en cours dans plusieurs communes du canton.

Le commerce est en pleine mutation. S'il devenait virtuel à l'extrême, les horaires les plus restrictifs n'auraient plus aucune emprise sur lui. L'évolution constatée ces dernières années ne doit certes pas faire fi d'un régime modéré qui a fait ses preuves. Le Conseil d'Etat est néanmoins d'avis qu'un report de l'heure de fermeture du samedi constituerait un signe favorable pour l'économie de toute une région. En la limitant à 17 heures, cette modification d'horaire serait susceptible de renforcer l'attrait de nombreux espaces publics et privés et d'y favoriser l'animation dans un cadre raisonnable et mieux adapté à son temps.

La mise en œuvre de la motion pourra être accompagnée le cas échéant de discussions avec les partenaires sociaux en vue de la conclusion éventuelle d'une convention collective de travail pour le commerce de détail.

En conclusion, le Conseil d'Etat vous propose l'acceptation de cette motion, pour autant que l'heure de fermeture des commerces le samedi soit arrêtée à 17 heures et non pas à 18 heures comme le suggère la variante évoquée par les motionnaires.

9 mai 2017



Antwort des Staatsrats auf einen parlamentarischen Vorstoss

Motion Laurent Dietrich / Stéphane Peiry
Änderung der Ladenöffnungszeiten am Samstag

2017-GC-7

I. Zusammenfassung der Motion

Mit einer am 23. Dezember 2016 eingereichten und begründeten Motion schlugen die Grossräte Laurent Dietrich und Stéphane Peiry vor, Artikel 7 Abs. 1 des Gesetzes vom 25. September 1997 über die Ausübung des Handels dahingehend zu ändern, dass die Öffnungszeiten der Geschäfte am Samstag bis 17 Uhr oder sogar 18 Uhr verlängert werden.

Der Vorschlag wird hauptsächlich folgendermassen begründet:

Ein Vergleich mit den übrigen Westschweizer Kantonen ergebe, dass die Geschäfte dort am Samstag bis 17 Uhr (VS, JU, BE) oder sogar bis 18 Uhr (GE, NE, Lausanne) geöffnet bleiben dürfen.

Eine entsprechende Gesetzesänderung würde es den Geschäftsführenden unseres Kantons erlauben, wettbewerbsfähig zu bleiben, vom wirtschaftlichen und touristischen Potenzial der grösseren Kundschaft am Wochenende zu profitieren und der Bevölkerung ein Gesamtangebot für einen lokalen Konsum zu machen («einkaufen» und «vor Ort etwas trinken gehen»).

II. Antwort des Staatsrats

Seit 1. Januar 1999 sind die Geschäftsöffnungszeiten auf kantonaler Ebene im Gesetz vom 25. September 1997 über die Ausübung des Handels (HAG; SGF 940.1) und im dazugehörigen Ausführungsreglement vom 14. September 1998 (HAR; SGF 940.11) einheitlich geregelt. Am Samstag, wenn die Geschäfte um 16 Uhr schliessen müssen (Art. 7 Abs. 1 HAG), betreffen die einzig vorgesehenen Ausnahmen Kioske und Tankstellenshops, die bis 21 Uhr geöffnet bleiben dürfen (Art. 7a und 7b HAG), und – in einem traditionelleren Zusammenhang – Käsereien, deren Öffnungszeit während der Milchlieferung verlängert werden kann (Art. 7 Abs. 1, 2. Satz HAG).

Die Gemeinden verfügen zudem über Restkompetenzen. Sie dürfen mit einem allgemeinverbindlichen Reglement bestimmten dauerhaft betriebenen Geschäften, die Speisen und Getränke für den sofortigen Verzehr anbieten, an Samstagen und an allen übrigen Abenden mit Ausnahme von Sonntagen und Feiertagen eine nächtliche Öffnungszeit bis 23 Uhr bewilligen (Art. 5 HAR) und seit Kurzem auch den Betrieb von fahrenden Küchen (Food Trucks) bis 22 Uhr erlauben (Art. 46 Abs. 9 des Gesetzes vom 24. September 1991 über die öffentlichen Gaststätten; ÖGG; SGF 952.1).

In diesem Kontext verfügen Gemeinden, die als touristische Gebiete gelten, über erweiterte Kompetenzen, mit denen sie die allgemeine Geschäftsöffnungszeit namentlich am Samstag bis 22 Uhr verlängern können (Art. 7 Abs. 2 HAG). Es wird zudem daran erinnert, dass jede Gemeinde die Möglichkeit hat, diese Klassifizierung beim Staatsrat zu beantragen. So prüft die Agglomeration

Freiburg zurzeit die Möglichkeit, den historischen Quartieren der Stadt Freiburg den Status eines touristischen Gebiets verleihen zu lassen.

Schliesslich gilt es, den besonderen Status von Bahnhöfen von regionaler Bedeutung und Autobahnraststätten zu berücksichtigen. Für diese Standorte werden die Öffnungszeiten der gesamten Woche und also auch die Samstagsoffnungszeiten mit Blick auf den Reiseverkehr von den Bundesbehörden festgelegt.

Die Aufzählung dieser verschiedenen Situationen und der entsprechenden, gesetzlichen Regelungen, die sowohl in der ursprünglichen Gesetzesversion als auch in späteren Anpassungen eingeführt wurden, zeigt, dass die Problematik der Geschäftsöffnungszeiten keine in Stein gehauenen Lösungen erlaubt. Selbst wenn die zu einem Zeitpunkt gewählten Optionen ursprünglich vom Volk legitimiert waren, müssen sie doch in Frage gestellt werden dürfen, wenn sich mit ihnen die Leistungsfähigkeit eines wichtigen Wirtschaftssektors nicht mehr gewährleisten lässt.

Ein Vergleich macht klar, dass die Geschäfte in der grossen Mehrheit der Kantone und insbesondere in der Westschweiz am Samstag insgesamt grosszügigere Öffnungszeiten anwenden dürfen. Bezogen auf unsere Nachbarkantone sehen die häufigsten Regelungen eine Schliessung der Geschäfte um 17 Uhr vor. Dies trifft auf den gesamten Kanton Bern und auf die meisten grösseren Gemeinden der Waadt zu (Avenches, Payerne, Moudon, Yverdon-les-Bains, Renens, Aigle und Montreux in der Wintersaison). Noch grosszügigere Öffnungszeiten bis 18 Uhr gelten im Kanton Neuenburg sowie in den Waadtländer Gemeinden Lausanne, Nyon und Montreux, wo während der Saison und in bestimmten Gebieten eine noch liberalere Regelung besteht.

Wer das Bild des Kantons Freiburg als restriktive Insel vermeiden will, muss ohne übertriebenen Liberalismus eingestehen, dass eine allgemeine Verlängerung der Geschäftsöffnungszeiten am Samstagnachmittag den gesunden Wettbewerb mit unseren Nachbarn wiederherstellen würde. Die Massnahme würde den lokalen Unternehmen, die im Moment zu einem entscheidenden Zeitpunkt der Woche auf einen grösseren Umsatz verzichten müssen, neues Leben einhauchen. Sie würde ihnen ermutigendere Perspektiven eröffnen und die verschiedenen Projekte zur Wiederbelebung der Stadtzentren, die in mehreren Gemeinden des Kantons laufen, positiv unterstützen.

Der Handel erfährt grosse Umwälzungen. Würde er vollkommen virtuell, so liesse er sich selbst von den restriktivsten Öffnungszeiten nicht mehr beeinflussen. Die Entwicklungen der letzten Jahre sollten sicherlich nicht dazu führen, dass ein bewährtes moderates System abgeschafft wird. Der Staatsrat ist jedoch der Ansicht, dass eine Verlängerung der Geschäftsöffnungszeiten am Samstag für die Wirtschaft einer ganzen Region ein positives Signal darstellen würde. Mit einer Festlegung der Schliessungszeit auf 17 Uhr könnten die Attraktivität zahlreicher öffentlicher und privater Räume und ihre Belegung in einem vernünftigen und zeitgemässen Rahmen verbessert werden.

Bei einer Umsetzung der Motion könnten gegebenenfalls mit den Sozialpartnern Gespräche über den möglichen Abschluss eines Gesamtarbeitsvertrags für den Detailhandel geführt werden.

Aufgrund dieser Ausführungen schlägt Ihnen der Staatsrat die Annahme der Motion vor, sofern die Geschäftsöffnungszeiten am Samstag auf 17 Uhr festgelegt werden, und nicht auf 18 Uhr, wie es in der Variante der Motionäre vorgeschlagen wird.

9. Mai 2017

Rapport annuel Jahresbericht

—

2016



**POUVOIR JUDICIAIRE
GERICHTSBEHÖRDEN**

ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

**Conseil de la magistrature CM
Justizrat JR**

Table des matières

page

<i>Avant-propos</i>	4
I. Le Conseil de la magistrature	8
1. Conseil et secrétariat	8
2. Activités	9
2.1 Elections et réélections	9
2.2 Pouvoir de surveillance	9
2.3 Nominations	17
2.4 Surcharge des autorités judiciaires et gel de l'engagement du personnel	17
2.5 Heures supplémentaires des magistrats	18
2.6 Communication	18
2.7 Divers	18
II. Les autorités judiciaires	34
1. Le Tribunal cantonal	34
1.1 Partie générale	34
1.2 Partie statistique	70
Annexe: Composition du Tribunal cantonal et de ses Cours pour 2016	66
2. Le Ministère public	99
2.1 Partie générale	99
2.2 Tableaux statistiques – Ministère public	108
3. Les Tribunaux d'arrondissement	121
3.1 Partie générale	121
3.2 Partie statistique	177
4. Juge itinérant	196
5. Le Tribunal des mesures de contrainte	200
5.1 Partie générale	200
5.2 Partie statistique	206
6. Les Justices de paix	209
6.1 Partie générale	209
6.2 Partie statistique	246
7. Le Tribunal pénal des mineurs	250
7.1 Partie générale	250
7.2 Partie statistique	259
8. Commissions et autres autorités	268
8.1 Préfectures	268
8.2 Commission de recours de l'Université	295

8.3	Commission de recours en matière d'améliorations foncières	297
8.4	Commission de recours en matière de premier relevé.....	299
8.5	Commission d'expropriation	301
8.6	Autorité de surveillance du registre foncier.....	303
8.7	Tribunal arbitral en matière d'assurance maladie et accident.....	306
8.8	Commission de conciliation en matière d'égalité entre les sexes dans les rapports de travail	308
8.9	Commission de conciliation en matière de bail de la Sarine	310
8.10	Commission de conciliation en matière de bail de la Singine et du Lac	312
8.11	Commission de conciliation en matière de bail de la Gruyère, de la Glâne, de la Broye et de la Veveyse	314

Inhaltsverzeichnis

Seite

<i>Vorwort</i>	6
I. Der Justizrat	21
1. Rat und Sekretariat	21
2. Tätigkeit	21
2.1 Wahlen	22
2.2 Aufsicht	22
2.3 Ernennungen	30
2.4 Überlastung der Gerichtsbehörden und Anstellungsstopp.....	31
2.5 Überstunden der Magistratspersonen	31
2.6 Mitteilungen	32
2.7 Verschiedenes	32
II. Die Gerichtsbehörden	49
1. Das Kantonsgericht	49
1.1 Allgemeiner Teil.....	49
1.2 Statistischer Teil	70
Beilage: Zusammensetzung des Kantonsgerichts und seiner Höfe 2016	66
2. Die Staatsanwaltschaft	110
2.1 Allgemeines	110
2.2 Statistische Tabelle – Staatsanwaltschaft	119
3. Bezirksgerichte.....	149
3.1 Allgemeiner Teil.....	149
3.2 Statistischer Teil	177
4. Gerichtsunabhängiger Richter.....	198

5.	Zwangsmassnahmengericht	203
5.1	Allgemeiner Teil	203
5.2	Statistischer Teil	206
6.	Friedensgerichte	227
6.1	Allgemeiner Teil	227
6.2	Statistischer Teil	246
7.	Jugendstrafgericht	254
7.1	Allgemeiner Teil	254
7.2	Statistischer Teil	259
8.	Kommissionen und andere Behörden	268
8.1	Oberämter	281
8.2	Rekurskommission der Universität	295
8.3	Rekurskommission für Bodenverbesserungen	297
8.4	Rekurskommission für die Ersterhebung	299
8.5	Enteignungskommission	301
8.6	Aufsichtsbehörde über das Grundbuch	303
8.7	Schiedsgericht in Sachen Kranken- und Unfallversicherung	306
8.8	Schlichtungskommission für Gleichstellung der Geschlechter im Erwerbsleben	308
8.9	Schlichtungskommission für Mietsachen des Saanebezirks	310
8.10	Schlichtungskommission für Mietsachen des Sense- und Seebezirks	312
8.11	Schlichtungskommission für Mietsachen des Greyerz-, Glane, Broye- und Vivisbachbezirks	314

Avant-propos

En 2016, la justice fribourgeoise a dans l'ensemble bien travaillé. Aucun incident particulier n'est à signaler.

Charge de travail

La charge de travail du pouvoir judiciaire reste élevée, même si le nombre des nouvelles affaires entrées au cours de l'exercice 2016 a légèrement fléchi pour la plupart des autorités. Au total, les tribunaux d'arrondissement ont enregistré en matière civile (affaires prud'homales et de bail comprises) 10'100 nouvelles entrées contre 11'174 en 2015 et ont liquidé 9'923 affaires civiles (2015 : 10'177). Les nouvelles entrées ont également diminué auprès des commissions de conciliation en matière de bail (752 contre 932 en 2015).

En matière pénale par contre, le nombre de personnes jugées par les tribunaux d'arrondissement (991) a sensiblement augmenté par rapport à l'année précédente (952). La justice pénale des mineurs enregistre également une recrudescence des affaires de sa compétence (116,7%). Avec 7'987 nouvelles entrées, les justices de paix ont elles aussi subi une augmentation de leur masse de travail (7'573 en 2015).

La charge de travail globale du Tribunal cantonal est toujours importante. Si les efforts organisationnels ainsi que le grand investissement des juges et de tout le personnel ont permis d'augmenter de 9% les liquidations (3'199 arrêts rendus en 2016 contre 2'868 en 2015), il n'ont toutefois pas suffi à endiguer la hausse de 10% des nouvelles entrées.

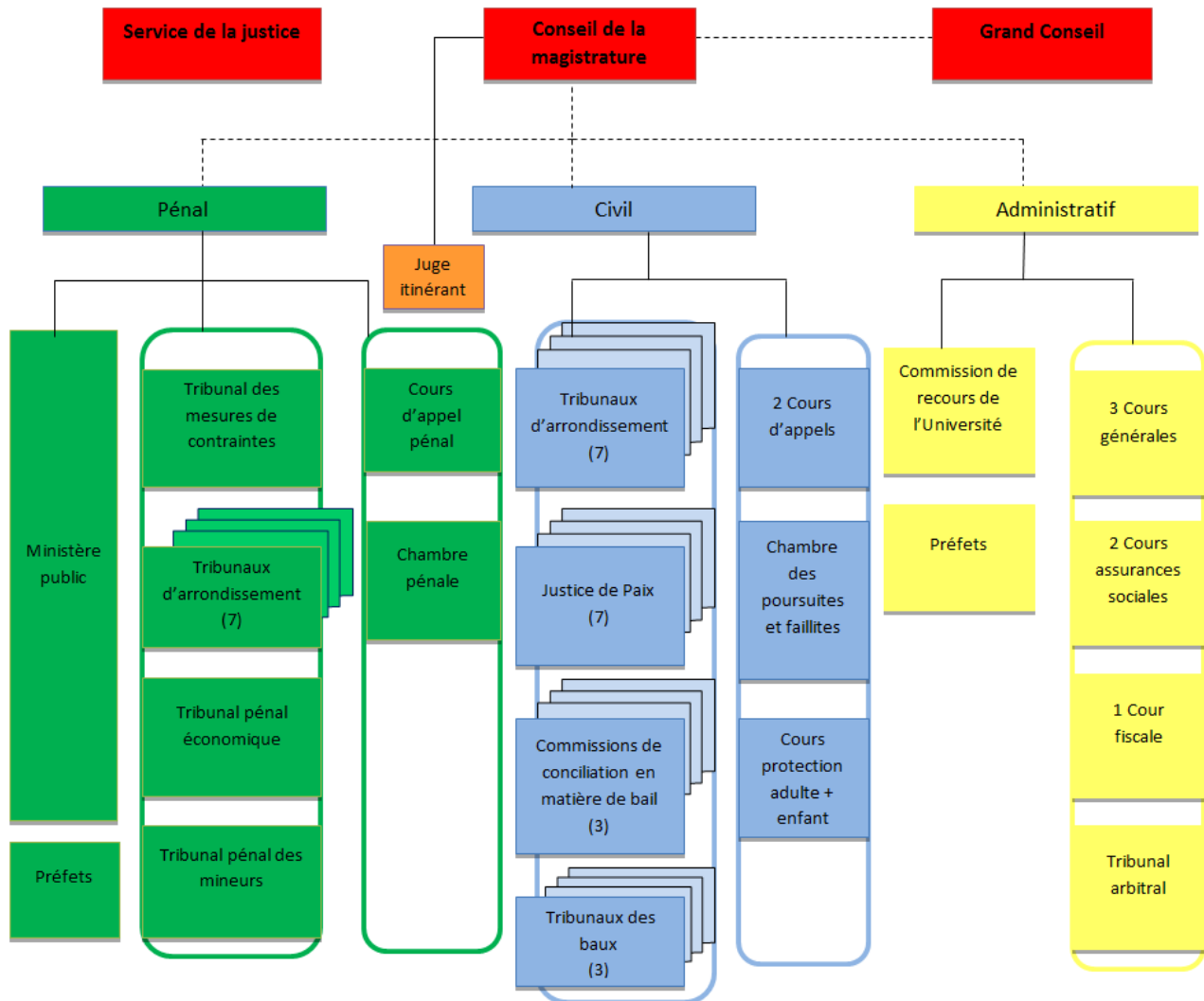
Le nombre de procédures enregistrées au Ministère public a pour sa part décru de 1'709 unités pour atteindre 13'291 procédures. Cette situation, couplée avec un effort intense de l'ensemble des procureurs et des collaborateurs de cette autorité, lui a permis d'augmenter le nombre global de procédures liquidées (12'618 décisions motivées et 8'789 ordonnance pénales).

Organisation

La répartition équilibrée de cette charge de travail reste un défi. Avec la création d'un poste de juge itinérant, le Conseil dispose désormais d'un instrument lui permettant d'intervenir rapidement auprès des autorités de première instance nécessitant un soutien ponctuel. Il réfléchit par ailleurs aux mesures organisationnelles susceptibles de soulager l'administration de la justice des tribunaux.

La justice civile, pénale et administrative du canton représente 63 juges professionnels et 370 assesseurs. 312 juristes (65.6 EPT) et employés administratifs (71.9 EPT, y compris personnel apprenant, stagiaires, jeunes demandeurs d'emploi) leur sont subordonnés. 15 procureurs-es conduisent l'instruction pénale. Ils sont assistés de greffiers juristes et de personnel administratif. Au total, 78 personnes travaillent au Ministère public. S'ajoutent encore les 7 préfets qui agissent comme conciliateur pour des infractions pénales se poursuivant sur plainte et qui peuvent juger certaines infractions relevant de leur compétence.

Organigramme du pouvoir judiciaire :



(PERRIER Sophie/GASSER Fabien, *Analyse du pouvoir judiciaire en 2016 et pistes de réflexion*, IN : RFJ 2016, p. 282)

Vorwort

Die Freiburger Justiz hat im Jahr 2016 insgesamt gut gearbeitet; es sind keine besonderen Vorkommnisse zu verzeichnen.

Arbeitslast

Die Arbeitslast der Gerichtsbehörden bleibt allgemein hoch, dies trotz der mehrheitlich festgestellten leichten Abnahme der Neueingänge. Die Bezirksgerichte haben in Zivilsachen - arbeits- und mietgerichtliche Angelegenheiten inbegriffen - insgesamt 10'100 neue Angelegenheiten verzeichnet (2015: 11'174) und 9'923 Verfahren erledigt (2015: 10'177). Bei den Schlichtungskommissionen für Mietsachen haben die Neueingänge ebenfalls abgenommen (2016: 752; 2015: 932).

Die Zahl der von den Bezirksstrafgerichten abgeurteilten Personen (991) ist hingegen im Vergleich zum Vorjahr (952) deutlich gestiegen. Auch die Friedensgerichte verzeichnen mit 7'987 Neueingängen (2015: 7'573) eine Zunahme ihrer Arbeitslast.

Das Arbeitsvolumen des Kantonsgerichts bleibt erheblich. Das Gericht konnte zwar seine Erledigungsquote dank organisatorischen Bemühungen und dem grossen Einsatz seiner Richterinnen und Richter und aller Mitarbeitenden um 9 % steigern (2016: 3'199 Entscheide; 2015: 2'868), trotz dieser Anstrengungen vermochte es jedoch nicht, die Zunahme der Neueingänge um 10% zu bewältigen.

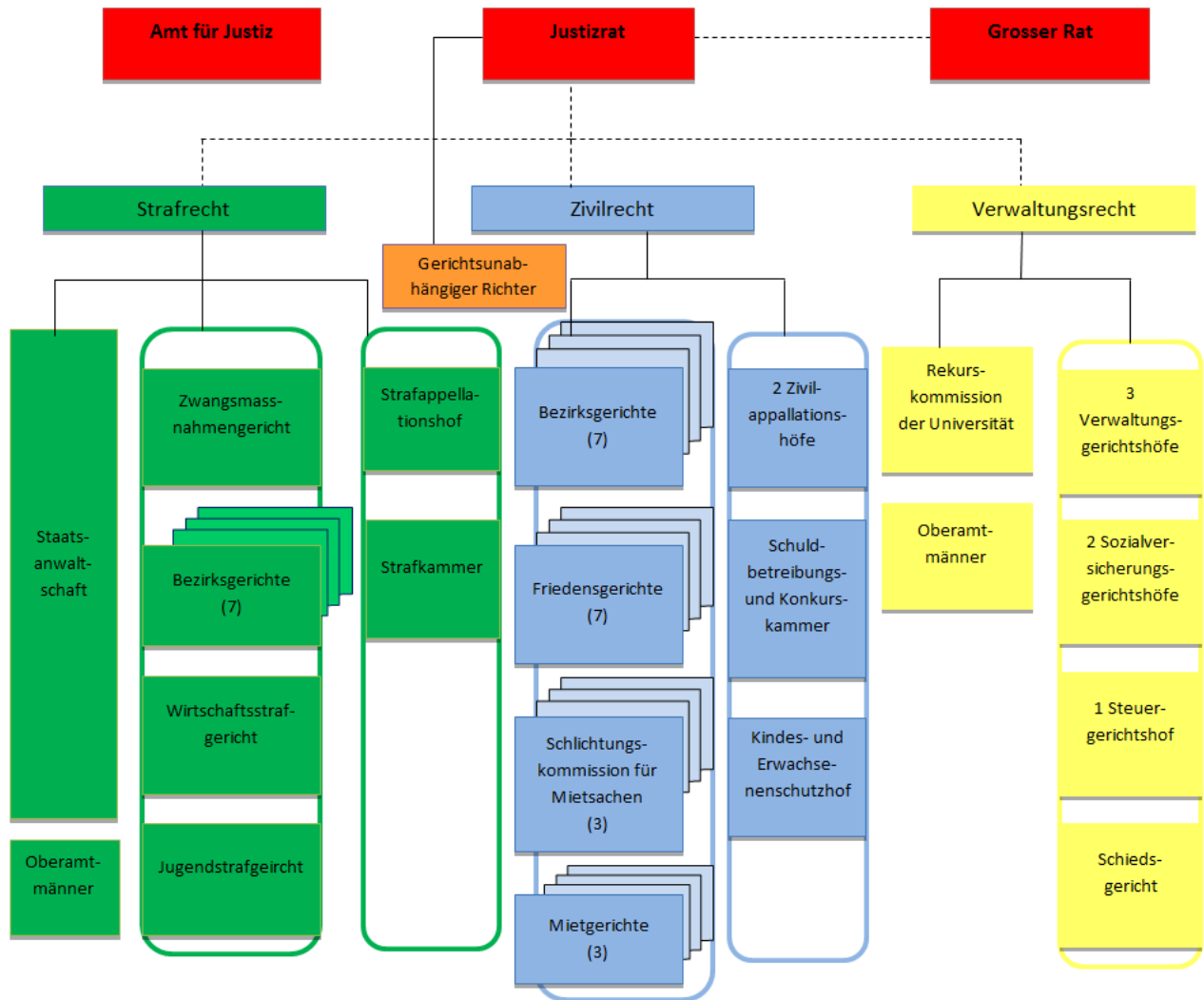
Bei der Staatsanwaltschaft ist die Anzahl der registrierten Verfahren um 1'709 Einheiten auf 13'291 gesunken. Dank diesem Umstand und den grossen Anstrengungen der gesamten Belegschaft konnte die Staatsanwaltschaft die Gesamtzahl der erledigten Verfahren erhöhen (12'618 begründete Verfügungen und 8'789 Strafbefehle).

Organisation

Die ausgeglichene Verteilung dieser Arbeitslast bleibt eine Herausforderung. Mit der Einführung der Institution „Gerichtsunabhängige Richterin/Gerichtsunabhängiger Richter“ wurde dem Justizrat ein Instrument zur Verfügung gestellt, um bei den erstinstanzlichen Gerichten rasch auf Engpässe zu reagieren. Der Rat macht sich zudem Gedanken, mit welchen organisatorischen Massnahmen die Justizverwaltung der einzelnen Gerichte entlastet werden kann.

Die Zivil-, Straf- und Verwaltungsjustiz im Kanton wird von 63 Berufsrichterinnen und Berufsrichtern und 370 Beisitzerinnen und Beisitzern getragen. Unter ihrer Verantwortung arbeiten 312 Juristinnen und Juristen (65.6 VZE) und Verwaltungsangestellte (71.9 VZE, inkl. Lernende, Praktikantinnen und Praktikanten, junge Stellensuchende). 15 Staatsanwältinnen und Staatsanwälte gewährleisten die Strafverfolgung; sie werden durch Gerichtsschreiberinnen und Gerichtsschreiber und Verwaltungsangestellte unterstützt. Die Staatsanwaltschaft umfasst eine Belegschaft von insgesamt 78 Personen. Dazu kommen 7 Oberamtmänner, die in Vergehen, welche auf einer Klage beruhen, als vermittelnde Behörde fungieren oder für das Beurteilen bestimmter Vergehen zuständig sind.

Die verschiedenen Gerichts- und Strafverfolgungsbehörden sind wie folgt gegliedert:



(PERRIER Sophie/GASSER Fabien, *Analyse du pouvoir judiciaire en 2016 et pistes de réflexion*, IN : FZR 2016, S. 282)

Introduction

L'article 127 alinéa 3 de la Constitution du canton dispose que le Conseil de la magistrature renseigne annuellement le Grand Conseil sur son activité. Le présent rapport comporte deux parties. La première est consacrée à l'activité proprement dite du Conseil de la magistrature, la seconde porte sur l'administration de la justice dans le canton.

I. Le Conseil de la magistrature

1. Conseil et secrétariat

Au cours de cet exercice, la composition du Conseil de la magistrature (ci-après le Conseil) a subi plusieurs modifications. MM. Fabien Gasser, Procureur général et Jean-Benoît Meuwly, Président du Tribunal de la Broye, n'ayant pas souhaité se représenter à l'issue des cinq années passées au sein du Conseil, ils l'ont quitté le 31 décembre 2015. Qu'ils soient ici remerciés pour leur engagement en faveur de la justice fribourgeoise et pour tout le travail effectué au sein de l'autorité de surveillance. Pour remplacer les démissionnaires, sur proposition des corps concernés, le Grand Conseil a élu en septembre 2015 MM. Raphaël Bourquin, Procureur général adjoint et Philippe Vallet, Président du Tribunal de la Gruyère en qualité de représentants respectivement du Ministère public et des autorités de première instance. Entrés en fonction le 1^{er} janvier 2016, M. Bourquin a été désigné à la présidence de la commission des élections alors que M. Vallet s'est vu confier la présidence de la commission de surveillance administrative. En mai 2016, à l'issue de son premier mandat, Mme Nadine Gobet a été reconduite dans sa fonction de représentante du Grand Conseil pour une nouvelle période de cinq ans.

Le 30 juin 2016, c'est le Président Jérôme Delabays qui a démissionné. Sa grande expérience du milieu judiciaire fribourgeois, ses compétences juridiques, son sens de l'écoute et de la collégialité ont fait de lui un président apprécié. Le Conseil le remercie pour son engagement et lui souhaite plein succès pour la suite de sa carrière. Pour le remplacer, le Tribunal cantonal a désigné M. Adrian Urwyler qui a été élu par le Grand Conseil en mai 2016. Entré en fonction le 1^{er} juillet, M. Urwyler a été porté par ses pairs à la présidence le 7 juillet suivant. Il est en outre devenu membre de la commission de surveillance administrative.

L'année s'est achevée enfin avec le départ de M. Erwin Jutzet, représentant du Conseil d'Etat au Conseil de la magistrature. Membre de la première heure du Conseil, le Directeur de la sécurité et de la justice a participé activement au développement de cette institution devenue aujourd'hui incontournable. Son travail et son soutien à l'ensemble du pouvoir judiciaire se sont avérés précieux. Qu'il en soit ici vivement remercié.

Le secrétariat, composé de Mmes Christine Keller, Secrétaire générale et de Yolande Brünisholz, Secrétaire, est quant à lui resté stable au cours de cet exercice.

2. Activités

En 2016, le Conseil a tenu 17 séances plénières. Les commissions se sont réunies en fonction des besoins. Comme par le passé, des délégations ont été formées pour les auditions des candidats aux fonctions judiciaires à titre professionnel et pour les inspections.

2.1. Elections

Au cours de l'année 2016, le Conseil a préavisé 19 élections, dont 3 pour des postes à titre professionnel.

2.2. Pouvoir de surveillance

L'art. 127 de la Constitution (Cst.) charge le Conseil de la surveillance administrative et disciplinaire du pouvoir judiciaire et du Ministère public (al.1). Le Conseil est autorisé à déléguer au Tribunal cantonal la surveillance administrative des autorités judiciaires de première instance (al. 2).

2.2.1. Surveillance administrative

Outre l'inspection du Tribunal cantonal qui lui revient d'office, le Conseil a inspecté les Justices de paix de la Glâne, de la Singine et de la Veveyse, le Tribunal d'arrondissement de la Gruyère, de la Broye, du Lac et les présidents pénaux du Tribunal de la Sarine. Il a également procédé aux inspections du Procureur général et de ses deux adjoints, du Tribunal des mesures de contrainte, de la Préfecture de la Sarine, de la Commission d'expropriation, ainsi que de la Commission de conciliation en matière d'égalité entre les sexes dans les rapports de travail.

L'inspection des autres autorités a été déléguée au Tribunal cantonal comme l'autorise l'art. 127 al. 2 Cst. (cf. Partie II, Tribunal cantonal, point 1.1.2.1.3).

Faute d'affaires, l'inspection de la Commission de recours en matière de premier relevé (anciennement commission de recours en matière de nouvelles mensurations parcellaires) a été annulée.

2.2.1.1. Tribunal cantonal

Charge de travail - organisation

La charge globale du Tribunal cantonal, déjà lourde, a encore augmenté au cours de cet exercice. Le Conseil se réjouit cependant de constater que celle-ci est pour l'heure maîtrisée, d'une part grâce au grand investissement des juges et de tout le personnel, d'autre part en raison des nombreuses mesures organisationnelles consenties. Il salue notamment la hausse des liquidations et les efforts pour trouver à l'interne les ressources nécessaires pour faire face à cette surcharge. Il se plaît également à souligner l'important travail effectué par cette autorité pour se doter d'instruments de gestion modernes et performants.

Cela étant, quand bien même d'une manière générale le Tribunal cantonal fonctionne bien, il ne pourrait, avec les moyens dont il dispose actuellement, faire face à la situation si les entrées devaient continuer d'augmenter.

Cours civiles et pénales

L'augmentation du volume d'affaires a été particulièrement ressentie par la Ière Cour d'appel civil, dont la charge de travail a été multipliée par trois en dix ans. L'entrée en vigueur en 2017 des modifications des contributions d'entretien ne laisse pas présager une diminution de sa charge. La Chambre pénale a, quant à elle, enregistré une hausse significative de ses dossiers de près de 19 %.

Cours administratives

La Ière Cour administrative a connu une augmentation record de 85%, en lien avec le droit des étrangers, les recours en matière de personnel et les dossiers accessoires (assistance judiciaire et mesures provisionnelles). Les deux Cours des assurances sociales ont, elles-aussi, enregistré une augmentation des entrées de plus de 10%.

Personnel - formation

L'état de situation du personnel est stable. L'ambiance de travail est toujours bonne.

Juges et assesseur/e-s

Cet exercice a été marqué par le départ à la retraite de quatre juges cantonaux. Mme Gabrielle Multone, ainsi que MM. Josef Hayoz et Roland Henninger, ont quitté leur fonction à la fin janvier. A fin décembre, c'est M. Hugo Casanova qui a atteint la limite d'âge. Le Conseil exprime sa profonde gratitude à ces juges qui ont œuvré avec dévouement et compétences pendant de très nombreuses années au service de la plus haute instance judiciaire du canton. Mmes Dominique Gross et Sandra Wohlhauser, ainsi que M. Marc Boivin, leur ont succédé le 1^{er} février 2016, alors que Mme Daniela Kiener, élue par le Grand Conseil en octobre 2016, entrera en fonction le 1^{er} janvier 2017.

2.2.1.2. *Ministère public*

Le Ministère public fonctionne bien et ne connaît pas de surcharge.

La direction de cette autorité s'est réorganisée au cours de cet exercice et compte désormais avec Mme Alessia Chocomeli et M. Raphaël Bourquin deux procureurs généraux adjoints aux personnalités complémentaires. Sa gestion s'en est trouvée améliorée. L'implication des greffiers-chefs et du chef de chancellerie au niveau de la direction mérite également d'être relevée.

2.2.1.3. *Tribunaux d'arrondissement*

En 2016, ont quitté leur fonction judiciaire à titre accessoire les personnes suivantes :

- > Jean-Paul Glasson et René Grandjean, Assesseurs au Tribunal d'arrondissement de la Gruyère
- > Josiane Galley, Assesseure au Tribunal d'arrondissement de la Veveyse,
- > René Bossel, Assesseur au Tribunal d'arrondissement de la Sarine,
- > Jacqueline Liard, Assesseure au Tribunal d'arrondissement de la Glâne,
- > Michel Pittet et Louis Magnin, Assesseurs suppléants au Tribunal des prud'hommes de la Glâne,
- > José Gremaud et Jean-Bernard Droux, Assesseurs au Tribunal des baux de la Gruyère, de la Glâne, de la Broye et de la Veveyse

1. Tribunal d'arrondissement de la Sarine

a. Tribunal civil

L'important volume d'affaires de la compétence de cette autorité requiert une grande implication tant des magistrats que des greffiers. S'estimant sous-doté en forces rédactionnelles, ce tribunal réitère ses demandes de renfort formulées les années précédentes.

Par ailleurs, certains magistrats, dont le rôle comprend des dossiers particulièrement complexes et chronophages, devront l'an prochain bénéficier de décharges et/ou de mesures de soutien. Enfin, se prévalant d'un nombre insuffisant d'assesseurs ainsi que du manque de disponibilité de plusieurs d'entre eux, ce tribunal a sollicité, à la fin de l'année 2016, une augmentation sensible de leur nombre. Le Conseil procédera l'an prochain aux mises au concours nécessaires pour doter correctement le Tribunal de la Sarine, non sans avoir préalablement demandé au Tribunal de déterminer avec les assesseurs concernés s'ils sont encore en mesure de poursuivre leur mandat.

Le 1^{er} janvier 2016, M. Guy Python a remplacé M. Christian Ayer, Assesseur.

b. Tribunal pénal et Tribunal pénal économique

Au 31 janvier 2016, le Président Ayer a fait valoir son droit à la retraite. Le Conseil remercie ce magistrat pour l'engagement dont il a fait preuve durant plus de 27 ans. Pour lui succéder le Grand Conseil a élu M. José Rodriguez qui est entré en fonction le 1^{er} août 2016. L'intérim a été assuré par M. Michel Morel, nommé Président ad hoc à 60% par le Conseil du 1^{er} février au 31 juillet 2016.

Malgré une charge de travail soutenue qui oblige ses présidents à travailler à flux tendu, le Tribunal pénal de la Sarine fonctionne bien.

Le Tribunal pénal économique n'est pas moins chargé. Appelé à traiter de nombreuses causes très complexes, son Président, Alain Gautschi, a continué d'accumuler les heures supplémentaires. Sa suppléance n'ayant pas pu être repourvue, le Conseil a nommé M. Michel Morel Président suppléant ad hoc (art. 22 LJ) pour le traitement d'un dossier pour lequel le titulaire a dû se récuser.

c. Tribunal des prud'hommes

Au 1^{er} janvier 2016, M. Pierre-André Charrière a remplacé Mme Marianne Schmutz en qualité d'assesseur suppléant représentant les travailleurs.

2. Tribunal d'arrondissement de la Gruyère

Depuis plusieurs années, ce tribunal souffre d'une surcharge chronique, sans que ses demandes réitérées de renfort en personnel ne trouvent un écho favorable. Au cours de cet exercice, le volume de ses affaires civiles pendantes a augmenté de manière inquiétante. En pénal, les délais de citation et de rédaction se sont allongés. Soucieux de venir en aide à cette autorité, dont le bon fonctionnement est menacé, le Conseil a nommé l'ancien Président du Tribunal de la Glâne, M. Michel Morel, Président ad hoc de ce tribunal et de celui de la Broye (cf. point 2.7.5). Du 1^{er} décembre 2016 au 31 mai 2017, ce magistrat a pour mandat d'assumer essentiellement les procédures de conciliation de ces deux autorités. Sur le plan pénal en outre, cette autorité bénéficie de l'aide de la juge itinérante pour plusieurs dossiers. Par ailleurs alors même que le blocage de l'engagement du personnel a été prorogé en 2017, le Tribunal de la Gruyère obtiendra un poste supplémentaire de greffier en 2017. Le Conseil souhaite vivement que l'ensemble de ces mesures soulage cette autorité et lui permette de travailler dans des conditions plus sereines.

MM. Emeric Descloux et Joseph Geinoz ont pris leur fonction d'assesseur respectivement le 1^{er} janvier et 6 septembre 2016, en remplacement de démissionnaires.

Enfin, sur demande du tribunal, le Conseil a prolongé la fonction d'un assesseur démissionnaire au-delà du 31 décembre, afin de lui permettre de terminer une affaire complexe (art. 6 al. 2 LJ par analogie).

3. Tribunal de la Broye

2016, tout comme les années précédentes, se caractérise par un volume de travail très élevé. Pour se maintenir à flot, cette autorité a bénéficié de nombreuses mesures tout au long de cet exercice. Au cours des cinq premiers mois de l'année, elle a tout d'abord pu compter sur l'aide d'une présidente ad hoc en la personne de Mme Marlène Collaud. Si l'intervention de cette magistrate a permis de réduire notablement la surcharge en matière pénale, la situation en matière civile est restée préoccupante. A la demande de cette autorité et avec l'accord du Tribunal cantonal, le Conseil lui a attribué la juge itinérante à plein temps pour ses trois premiers mois d'activité, soit du 1^{er} juillet au 30 septembre (cf. point 2.2.1.7). A l'échéance de ce mandat, ce tribunal a par ailleurs pu lui transmettre de nombreux dossiers. De plus, depuis le 1^{er} décembre 2016 et pour une durée de six mois, il peut compter, conjointement avec le Tribunal de la Gruyère, sur l'appui du Président ad hoc Michel Morel, nommé par le Conseil pour traiter prioritairement des procédures de conciliation de ces deux autorités (cf. point 2.7.5).

Enfin, il est réjouissant de relever qu'en dépit du blocage de l'engagement du personnel prorogé en 2017, ce tribunal s'est vu octroyer deux nouveaux demi-postes pour l'an prochain, respectivement de président et de greffier. Le Conseil souhaite vivement que cette dotation supplémentaire, conjuguée avec tous les efforts consentis à ce jour, contribue à normaliser la situation de ce tribunal.

4. Tribunal du Lac

Après deux exercices exceptionnellement chargés, ce tribunal a vu le niveau de ses affaires en français baisser légèrement. Les inquiétudes émises l'an dernier par le Conseil demeurent néanmoins d'actualité. Le volume de dossiers à traiter reste important. Les magistrats qui travaillent à flux tendu, accomplissent de nombreuses heures supplémentaires et atteignent la limite de ce que l'on peut attendre d'eux. Si l'augmentation de 10% du taux de son activité octroyée à la Présidente Schaller Walker l'an prochain lui permettra de stabiliser sa charge de travail, il convient de rester attentif à l'évolution de la situation dans cette autorité.

Tribunal des prud'hommes

Au 1^{er} janvier 2016, Mme Eliane Weber a remplacé Mme Ingeborg Cadonau en qualité d'assesseure représentant les travailleurs. En février, Mme Anne-Marie Coopt a succédé à Mme Suzanne Gilomen, Assesseure suppléante représentant les travailleurs.

5. Tribunal de la Glâne

Sous la houlette de son nouveau président Grégoire Bovet, entré en fonction le 1^{er} janvier 2016, ce tribunal continue de bien fonctionner malgré une charge de travail importante.

Mme Marlène Cornu, élue le 15 mars 2016, a succédé à Mme Jacqueline Liard en qualité d'assesseure.

6. Tribunal de la Veveyse

En dépit d'une augmentation sensible des affaires, cette autorité fonctionne bien et maîtrise pour l'heure sa charge de travail.

Au 1^{er} janvier 2016, Mme Anita Genoud a succédé à Mme Marie-Madeleine Rey en qualité d'assesseure. M. Jean-Bernard Jaquet a également accédé à cette fonction le 6 septembre 2016 en remplacement de Mme Josiane Galley.

7. Tribunal de la Singine

Ce tribunal, qui fonctionne bien, n'appelle pas de remarque particulière.

8. Tribunal des baux de la Gruyère, Glâne, Broye et Veveyse

Le 1^{er} avril 2016 est entré en fonction en qualité d'assesseur M. Marc Delabays en remplacement de M. Jean-Bernard Droux.

2.2.1.4. Tribunal des mesures de contrainte

Si le volume d'affaires de cette autorité a enregistré une augmentation notable de 20% au cours de cet exercice, le nombre de dossiers en allemand est par contre en constante diminution. Ayant repris son activité en avril après plusieurs mois d'absence pour raison de santé, le Juge Michel Wuilleret a annoncé son départ à la retraite pour la fin juillet 2017.

Ce tribunal, qui assume une permanence sept jours sur sept tout au long de l'année, souffre de ne pouvoir bénéficier d'un secrétariat à plein temps. Un renfort de son effectif s'avérerait absolument nécessaire pour ses trois juges qui travaillent sans greffier et liquident plus de 900 cas/an.

2.2.1.5. Tribunal pénal des mineurs

La charge de travail de ce tribunal est stable. En dépit de problèmes de personnel qui en compliquent la gestion, cette autorité fonctionne bien.

Dès le 1^{er} février, M. Julien Aubry, nommé président ad hoc à 50%, a remplacé M. Arthur Lehmann, en congé sabbatique durant un an.

2.2.1.6. Justices de paix

En 2016 ont quitté leur fonction judiciaire à titre accessoire les personnes suivantes :

- > Walter Tramaux, Assesseur à la Justice de paix de la Broye,
- > Peter Künzi, Assesseur à la Justice de paix de la Sarine,
- > Patrick Vauthey, Assesseur à la Justice de paix de la Veveyse.

Soucieux de renseigner au mieux les candidats s'intéressant à une fonction d'assesseur sur la nature et l'étendue de celle-ci, le Conseil a envisagé la possibilité d'en établir un cahier des charges. Après consultation de la Conférence des Juges de paix, il y a finalement renoncé considérant que les tâches des assesseurs découlent de la loi sur la justice et de la loi sur la protection de l'enfant et de l'adulte. Il a toutefois inséré sur son site internet une information complète sur le fonctionnement et l'organisation des justices de paix.

D'une manière générale, les justices de paix souhaitent voir pérenniser le personnel sous contrat de durée déterminée. Elles déplorent en outre le budget de formation insuffisant qui leur est alloué.

1. Justice de paix de la Sarine

Cette autorité fonctionne bien en dépit d'une lourde charge de travail et d'un roulement de personnel important.

Elue assesseure en juin, Mme Nathalie Griesser a succédé à M. Peter Künzi qui a atteint la limite d'âge.

2. Justice de paix de la Singine

Cet exercice n'a pas été de tout repos pour cette autorité dont la charge de travail importante pèse lourdement tant sur la magistrate en place que sur l'ensemble du personnel. En tout début d'année, cette justice de paix a requis de l'autorité de surveillance un renfort en magistrat, demande à laquelle il n'a pu être donné suite en raison du gel de l'engagement du personnel prorogé par l'Etat jusqu'en 2017. Au cours du 1^{er} semestre, la

Juge de paix titulaire, en incapacité partielle de travail pour raison de santé (cf. rapport 2015), a été secondée par Mme Johanna Mayer-Ladner, nommée Juge de paix ad hoc à 20% l'an dernier. Ayant repris son activité professionnelle à plein temps en juillet, Mme Béatrice Kaeser a une nouvelle fois tiré la sonnette d'alarme et réclamé un soutien urgent et durable pour pouvoir faire face à la surcharge persistante. Au début novembre, une récurrence de sa maladie a contraint la magistrate à interrompre son activité jusqu'à la mi-décembre suivant. Pour pallier son absence, le Conseil a nommé M. Elias Moussa Juge de paix ad hoc du 14 novembre au 14 décembre 2016. Dès la mi-décembre et jusqu'à la fin de l'année, Mme Kaeser a repris son travail à 50%. Elle a pu compter durant cette période sur l'aide de ses suppléantes, Mmes Claudine Lerf et Wanda Suter.

Préoccupé par la situation très critique de cette autorité, le Conseil a salué l'octroi par la Direction de la sécurité et de la justice d'un nouveau poste de juge à mi-temps pour 2017. Mme Kaeser ayant par ailleurs sollicité et obtenu une réduction de son taux d'activité de 10%, conformément à la procédure convenue avec la Commission de justice (cf. point 2.7.4), un poste de juge de paix à 60% a été mis au concours à la fin de l'exercice. Un nouveau magistrat pourra être élu lors de la session du mois de mars 2017. La réduction du taux de 100% à 90% de Mme Kaeser sera effective dès l'entrée en fonction du nouveau juge de paix.

Quant à M. Elias Moussa, il a terminé en avril 2016 son mandat de juge de paix ad hoc pour le traitement de trois dossiers successoraux complexes confiés en 2014.

Il est à souligner que malgré les problèmes de santé de la magistrate titulaire et sa très forte charge de travail, cette autorité fonctionne bien.

3. Justice de paix de la Gruyère

Cette autorité, qui travaille à flux tendu, a entrepris cette année de louables efforts de communication, afin de sensibiliser ses différents partenaires à son fonctionnement et à ses compétences. Les retours qu'elle en a eus sont très positifs.

Cette justice de paix demande des forces supplémentaires au niveau du greffe et des juges.

4. Justice de paix du Lac

Cette autorité, qui peut compter sur une équipe efficace et bien rôdée, n'a pas de retard en dépit d'un volume de travail toujours élevé. Elle se heurte par ailleurs au manque de disponibilité de certains assesseurs, ce qui complique son organisation. L'autorité de surveillance a invité la Juge de paix à prendre langue avec les personnes concernées, afin de déterminer si elles sont encore en mesure de poursuivre leur mandat.

En été 2017, la Justice de paix du Lac devra quitter ses locaux sis en vieille ville de Morat. Elle s'installera dans des bureaux situés dans la zone artisanale du chef-lieu lacois.

5. Justice de paix de la Glâne

Trois ans après l'entrée en fonction du Juge de paix Marc Butty, son taux d'activité de 80% apparaît insuffisant eu égard à sa charge de travail comme en témoignent les très nombreuses heures supplémentaires accumulées régulièrement au cours des dernières années. Le Conseil se réjouit que sa demande d'augmentation de son taux d'activité, qu'il a soutenue auprès du Conseil d'Etat, ait abouti en dépit des restrictions budgétaires. A compter du 1^{er} janvier 2017, ce magistrat exercera par conséquent sa charge à temps plein.

En septembre, le Grand Conseil a élu M. Claude-Alain Bürgi Assesseur en remplacement de Mme Marie-Christine Offner Deillon démissionnaire en 2015.

6. Justice de paix de la Broye

La situation se stabilise, même si la Juge de paix accumule encore de très nombreuses heures supplémentaires et des jours de vacances. A volume de travail stable et moyennant la pérennisation du personnel actuel, la dotation de cette justice de paix s'avère suffisante.

7. Justice de paix de la Veveyse

La charge de travail en augmentation est pour l'heure maîtrisée. Lors de l'inspection, il est apparu que la collaboration, tant avec le secrétariat qu'avec les assesseurs est bonne. La Juge de paix poursuit son effort d'uniformisation des pratiques des curateurs qui, d'une manière générale, s'avère bénéfique malgré certaines réticences.

Il n'a pas été possible de trouver un successeur à M. Patrick Vauthey, Assesseur démissionnaire à fin août. Le Conseil proposera des candidats pour élection lors de la session du mois de février 2017.

2.2.1.7. Cellule judiciaire itinérante

Suite à l'intervention conjointe de l'Association fribourgeoise des magistrats, de la Commission de justice et du Conseil de la magistrature auprès de l'exécutif cantonal en novembre 2015 sur l'urgence en matière de personnel au sein du pouvoir judiciaire, le Conseil d'Etat a accepté au printemps 2016 de créer une cellule judiciaire itinérante, composée d'un magistrat, d'un greffe et d'un secrétariat à plein temps pour une durée déterminée, soit jusqu'à fin 2018. Cette nouvelle institution introduite par la dernière révision de la loi sur la justice (art. 10a LJ) doit apporter une aide ponctuelle aux autorités judiciaires de première instance. Son affectation relève de la compétence du Conseil sur préavis du Tribunal cantonal (art. 10a al.2 LJ).

Après mise au concours du poste, le Grand Conseil a élu, le 14 juin 2016, Mme Marlène Collaud juge itinérante. Sur requête du Tribunal de la Broye, le Conseil l'a affectée dans un premier temps à cette autorité, soit du 1^{er} juillet au 30 septembre 2016. Il en a informé les autorités judiciaires en invitant toutes celles nécessitant un appui à requérir l'aide de cette magistrate pour la suite. A cours de l'été, il a déterminé le mode de fonctionnement du juge itinérant. Soucieux de permettre à tous les magistrats qui en ont besoin de profiter du soutien de ce juge, le Conseil a décidé de ne pas l'affecter de manière périodique à une autorité déterminée, mais a opté pour une solution jugée plus équitable pour l'ensemble des magistrats de 1^{ère} instance. Concrètement, les magistrats qui entendent recourir à ses services doivent se conformer à la procédure établie et communiquée pour la transmission d'un ou de plusieurs dossiers. A compter du 1^{er} octobre, la Juge itinérante gère par conséquent son propre rôle, composé des dossiers que lui confient les autorités nécessitant une décharge.

Au cours du 2^{ème} semestre 2016, elle a liquidé 54 dossiers au bénéfice du Tribunal de la Broye.

A la fin octobre, la cellule judiciaire itinérante s'est installée dans ses nouveaux locaux, rue Frédéric-Chaillet 6, à Fribourg.

2.2.1.8. Préfectures

Sous l'angle judiciaire de leur activité, les préfectures fonctionnent bien, malgré une charge de travail importante notamment en matière pénale, ainsi qu'en police des constructions. Certaines d'entre elles nécessitent un renfort en personnel juridique et administratif. Le Conseil se félicite de la réorganisation en profondeur opérée cette année au sein de la Préfecture de la Sarine. Un groupe de travail inter-directionnel a été constitué pour améliorer le fonctionnement des préfectures. L'engagement d'un conseiller juridique commun est notamment envisagé.

2.2.1.9. Commission de recours de l'Université

L'entrée en vigueur de la nouvelle loi modifiant la loi sur l'Université a eu des effets positifs sur la Commission dont l'organisation est désormais beaucoup plus stable.

Mme Sarah Riedo, élue assesseure en remplacement de M. Marius Osterfeld, est entrée en fonction en février 2016.

2.2.1.10. Commissions de conciliation en matière de bail

L'augmentation du nombre d'assesseurs de la Commission du sud consentie en 2015 permet davantage de flexibilité dans son organisation.

La Commission de la Sarine fonctionne bien, même si certains assesseurs sont indisponibles, ce qui surcharge les autres. Le Conseil a prié la Présidente d'en discuter avec les personnes concernées et de les inviter le cas échéant à démissionner. Cette autorité devra par ailleurs déménager l'an prochain, sans que sa nouvelle adresse soit pour l'heure connue.

La charge de travail de la Commission de la Singine et du Lac a retrouvé un niveau normal après la forte hausse de l'année précédente. Le taux d'activité de la secrétaire, toujours insuffisant, mériterait d'être augmenté et son poste pérennisé.

Au surplus, la gestion des dossiers de ces autorités ne suscite aucune remarque particulière.

2.2.1.11. Commission d'expropriation

Cette commission, dont l'activité n'appelle pas de remarque particulière, fonctionne bien. Sa charge de travail augmentera vraisemblablement l'an prochain en raison d'une hausse des expropriations matérielles.

2.2.1.12. Commission de recours en matière d'améliorations foncières

Cette commission, qui fonctionne bien, rend très peu de décisions au fond, car les causes sont réglées par conciliation ou rayées du rôle pour défaut d'avance de frais. Elle n'a plus connu d'affaires en allemand depuis plusieurs années.

2.2.1.13. Commission de conciliation en matière d'égalité entre les sexes dans les rapports de travail

Cette commission n'a enregistré que deux dossiers cette année. Dès lors qu'elle compte trop d'assesseurs de sexe féminin, sa composition pose problème, eu égard à l'exigence de parité entre les sexes de l'art. 62 al. 4 LJ. Afin d'y remédier, le Conseil a mis au concours un poste d'assesseur représentant les travailleurs, s'adressant exclusivement à des candidatures masculines. L'élection du nouveau membre de la Commission aura lieu en février 2017.

2.2.1.14. Autorité de surveillance du registre foncier

Cette commission, dont l'activité n'appelle pas de remarque particulière, fonctionne bien.

2.2.1.15. Remerciements

Le Conseil exprime ici sa gratitude à toutes les personnes mentionnées dans ce rapport, qui ont quitté leur fonction judiciaire accessoire au cours de cet exercice. Il les remercie pour leur travail et leur engagement, indispensables au bon fonctionnement de la justice fribourgeoise.

2.2.2. Surveillance disciplinaire

	Nouveaux dossiers ouverts	Dossiers reportés de l'année précédente	Nombre total de dossiers	Dossiers transmis à autres autorités	Dossiers clos sans échange d'écritures	Dossiers clos après échge écrit. ou enquête.	Dossiers reportés à l'année suivante
2012	27	3	30	2	17	6	5
2013	21	5	26	-	14	8	4
2014	21	4	25	2	11	7	5
2015	28	5	33	-	19	8	6
2016	23	6	29	5	14	7	3

Le Conseil a clos la procédure préliminaire ouverte en 2014 sans lui donner de suite disciplinaire, estimant que le travail de la magistrate concernée n'était pas mis en cause. Il l'a toutefois priée d'adopter une manière d'être et une communication avec autrui conformes aux exigences de sa profession. En 2016, une dénonciation a donné lieu à l'ouverture d'une procédure préliminaire contre une autre personne. Son instruction étant toujours en cours, aucune information supplémentaire n'est communiquée à ce stade.

Par ailleurs, le Conseil a classé sans autre suite une dénonciation portant sur le fonctionnement administratif de la justice.

2.3. Nominations

Il est rappelé que dans des situations exceptionnelles et urgentes, le Conseil est habilité à nommer de sa propre autorité un juge pour une durée maximale de six mois (art. 91 al.1 let. d LJ). Lorsqu'il est vraisemblable qu'un magistrat sera empêché pour une période plus longue, il peut pourvoir à son remplacement pour douze mois maximum, moyennant approbation du Grand Conseil, sur préavis de la Commission de justice (art. 91 al. 1 let. d^{bis} LJ).

En 2016, le Conseil a nommé trois magistrats ad hoc. Ces nominations ayant déjà été évoquées précédemment, prière de se référer aux points 2.2.1.3/1b concernant M. Morel au Tribunal de la Sarine, 2.2.1.3/2 et 2.2.1.3/3 concernant M. Morel aux Tribunaux de la Gruyère et de la Broye et 2.2.1.6/2 concernant M. Moussa à la Justice de paix de la Singine.

Faisant usage de l'art. 22 LJ, le Conseil a par ailleurs nommé M. Morel suppléant du Président du Tribunal pénal économique pour traiter une affaire dans laquelle le Président Gautschi a dû se récuser (cf. point 2.2.1.3/1b). Il a enfin nommé la Présidente Bulliard Grosset suppléante du Président du Tribunal des baux de la Gruyère, Glâne, Broye et Veveyse.

2.4. Surcharge des autorités judiciaires et gel de l'engagement du personnel

Le Conseil a mis en évidence dans ses précédents rapports les difficultés rencontrées par de nombreuses autorités judiciaires surchargées, dont la dotation en personnel n'a pas été adaptée. A fin avril, il a soutenu auprès du gouvernement cantonal la démarche de l'Association fribourgeoise des magistrats de l'ordre judiciaire tendant à la mise en œuvre de la procédure prévue par l'art. 19 al.2 LJ pour répondre aux besoins en personnel des autorités.

Deux mois plus tard, préoccupé par la décision du Conseil d'Etat de proroger en 2017 le gel de l'engagement du personnel de l'Etat décrété en 2016, il s'est adressé une nouvelle fois au Conseil d'Etat pour dénoncer la pression insupportable imposée au pouvoir judiciaire et le déficit en personnel dont souffrent de nombreuses instances. Il a relevé que, lors de la session du mois de juin, tous les partis politiques ont unanimement

déploré le manque flagrant de ressources allouées aux instances judiciaires et réclamé l'octroi de forces nouvelles, en dépit du programme d'économie de l'Etat. L'autorité de surveillance a par ailleurs mis en évidence le risque induit par la surcharge de travail et le manque chronique de personnel de voir les magistrats accumuler les heures supplémentaires pour assurer envers et contre tout le bon fonctionnement de la justice et en demander, ensuite, le paiement. Si de telles demandes devaient se multiplier, elles pourraient représenter des montants considérables. Partant, le Conseil a demandé au Conseil d'Etat d'accorder aux autorités judiciaires, dans le cadre de son prochain budget, les moyens nécessaires pour assurer la célérité et la qualité de la justice.

Son appel n'a pas été vain puisque, l'an prochain, le Conseil d'Etat accordera au pouvoir judiciaire 2,5 EPT sur les 12 EPT nouvellement créés pour l'ensemble de l'administration au 1^{er} janvier 2017, soit 0,1 EPT de président au Tribunal du Lac, 0,4 EPT de président au Tribunal de la Broye, 0,5 EPT de juge de paix en Singine, 0,2 EPT de juge de paix en Glâne, le solde étant attribué aux greffes des tribunaux de la Broye et de la Gruyère, ainsi qu'au secrétariat de la Commission de libération conditionnelle auprès du Tribunal cantonal. Par ailleurs, l'équivalent de 21,7 EPT, correspondant à des engagements en contrat de durée déterminée sur des montants forfaitaires, sera régularisé, ce qui permettra d'octroyer un nouveau contrat de durée indéterminée ou de compléter les engagements fixes de 44 personnes.

2.5. Heures supplémentaires des magistrats

Dans son précédent rapport, le Conseil a exposé la problématique des heures supplémentaires des magistrats, induites par la surcharge de travail chronique et la sous-dotation en personnel de leurs autorités. Confronté au manque de clarté de la loi s'agissant notamment de la compétence pour autoriser, respectivement payer, ces heures supplémentaires, il a entamé, en automne 2015, un échange de vues avec la Commission de justice. A l'issue de celui-ci, après avoir également sollicité l'avis du Service du personnel et d'organisation et rencontré ses représentants, il a estimé que la compétence d'autoriser l'accomplissement (et partant le paiement) des heures supplémentaires des magistrats ne lui appartenait pas. Il a par conséquent renvoyé le dossier au Grand Conseil, respectivement à sa Commission de justice. Dans le courant de l'automne, le Bureau du Grand Conseil, après avoir fait siennes les recommandations de la Commission de justice, a saisi la Direction de la sécurité et de la justice pour la mise en œuvre de celles-ci. Il lui demande notamment de réactualiser l'analyse du pouvoir judiciaire, initialement prévue comme condition au financement de la cellule judiciaire itinérante (cf. point 2.2.1.7). Ce processus requerra encore un peu de temps, avant qu'une réponse définitive à la question de l'autorisation, respectivement à celle du paiement des heures supplémentaires des magistrats, puisse être apportée.

2.6. Communication

La parution du rapport annuel du Conseil a donné lieu à une conférence de presse le 8 juin 2016. L'intérêt des journalistes a porté essentiellement sur la surcharge des juges, ainsi que sur la nouvelle fonction de juge itinérant.

Comme le veut la loi (art. 198a de la loi sur le Grand Conseil), le Président du Conseil a assisté à la présentation du rapport annuel devant le Grand Conseil, lors de la session du mois de juin.

2.7. Divers

2.7.1. Directives

Par le biais d'une directive (art. 114 al.1 LJ), le Conseil a rendu attentif l'ensemble du personnel des autorités judiciaires du canton, y compris les magistrats, à l'interdiction de détenir des armes à feu sur son lieu de travail.

2.7.2. Analyse du fonctionnement du pouvoir judiciaire

Comme déjà mentionné précédemment, le Conseil d'Etat a subordonné la création d'une cellule judiciaire itinérante à une analyse externe du fonctionnement du pouvoir judiciaire, dans le but d'en améliorer l'organisation et le fonctionnement.

Placé sous la houlette de la Direction de la sécurité et de la justice, qui collaborera avec un groupe de travail métier, formé de représentants de chaque instance, ce mandat aura pour objectif une recherche de rationalisation et d'efficacité. Le Conseil sera représenté au sein du comité de pilotage. La mise en œuvre du projet interviendra l'année prochaine, ses premiers résultats étant attendus au cours du 2^{ème} semestre 2017.

2.7.3. Régionalisation des tâches administratives des autorités judiciaires

Se fondant sur l'art. 21 al. 2bis de la loi sur la justice, qui lui octroie la compétence de prévoir la régionalisation ou la gestion centralisée de certaines tâches administratives, le Conseil a entamé une réflexion visant à alléger la charge de certaines autorités judiciaires et à éviter la dispersion des ressources. Dans ce but, il a consulté l'Association fribourgeoise des magistrats, ainsi que la Conférence des présidents de première instance et des juges de paix. Ce processus, qui sera finalisé au début 2017, permettra au Conseil de formuler des objectifs et d'établir sa feuille de route pour les prochaines années.

2.7.4. Modification du taux d'activité des magistrats

Au cours de cet exercice, le Conseil a, d'entente avec la Commission de justice, finalisé la procédure à suivre en cas de modification du taux d'activité d'un magistrat. Il appartient désormais à l'autorité de surveillance de gérer, respectivement de se prononcer sur les demandes de modification (augmentation ou réduction) du taux d'activité des juges, toutes instances confondues. Elle tient la Commission de justice au courant de ses décisions. Le Conseil n'ayant aucune compétence budgétaire, cette procédure ne vaut qu'en cas de compensation entre deux postes de magistrat d'une même autorité.

2.7.5. Juge conciliateur

Soucieux de soulager les Tribunaux de la Gruyère et de la Broye, notoirement surchargés, le Conseil a cherché un moyen de leur venir en aide. Dans la mesure où en matière pénale, ces deux autorités peuvent désormais compter sur l'appui de la Juge itinérante, il a orienté sa réflexion vers une assistance en matière civile. Partant du principe que la résolution autonome des conflits vise un règlement durable et participe au désengorgement de la justice, il s'est focalisé sur les procédures de conciliation. Préalable obligatoire à la résolution de tout litige depuis l'entrée en vigueur en 2011 du code de procédure civile suisse (CPC), la conciliation, si elle aboutit, permet aux parties d'éviter des procès longs et coûteux et aux tribunaux des procédures chronophages. Il a par conséquent nommé l'ancien président du Tribunal de la Glâne, M. Michel Morel, Président ad hoc des Tribunaux d'arrondissement de la Gruyère et de la Broye, aux fins de traiter prioritairement les procédures de conciliation de ces deux autorités. Déchargé de la gestion quotidienne d'un tribunal, ce magistrat conciliateur peut se consacrer pleinement aux préoccupations des parties. Sa longue expérience de président lui permet également de les informer sur les chances de succès de leur dossier et de leur proposer des solutions de règlement de leur différend. Au terme de ce premier mandat de 6 mois, il sera possible de juger l'efficacité d'une telle mesure et d'envisager, le cas échéant, de l'institutionnaliser.

2.7.6. Consultation

Le Conseil a été consulté sur l'avant-projet de loi sur l'exécution des peines et des mesures, ainsi que sur l'ordonnance sur le télétravail.

2.7.7. Informatique - statistiques

Les nouveaux codes informatiques Tribuna ont été mis en exploitation au début de l'année. Sur demande du Conseil, le Sitel a procédé à des améliorations du système, aux fins d'automatiser l'établissement des statistiques des tribunaux de première instance.

Une nouvelle organisation informatique est en cours. Le Tribunal cantonal, chargé par le Conseil de la gestion de l'informatique du pouvoir judiciaire, a constitué un groupe de travail au sein duquel l'autorité de surveillance est représentée. Il travaille à l'instauration d'une commission informatique spécialisée, appelée à être l'organe de la Commission informatique de l'Etat pour les autorités judiciaires.

2.7.8. Emission télévisuelle

Le Conseil a donné son aval au tournage d'un reportage de la RTS sur le travail quotidien des juges. Il a par ailleurs autorisé les Juges de paix S. Périsset Gantner et D. Queloz à y participer.

Fribourg, le 27 mars 2017.

Einleitung

Gemäss Art. 127 Abs. 3 der Verfassung des Kantons Freiburg informiert der Justizrat den Grossen Rat jährlich über seine Tätigkeit. Der vorliegende Bericht beinhaltet zwei Teile. Der erste Teil betrifft die Tätigkeit des Justizrates, der zweite Teil umfasst die Tätigkeit der kantonalen Gerichtsverwaltung.

I. Der Justizrat

1. Rat und Sekretariat

Die Zusammensetzung des Justizrates (hiernach Rat) hat sich 2016 wie folgt geändert : Fabien Gasser, Generalstaats-anwalt, und Jean-Benoît Meuwly, Präsident des Bezirksgerichts Broye, haben sich nach fünf Jahren Amtszeit nicht für eine weitere Amtsperiode zur Verfügung gestellt und sind per 31. Dezember 2015 zurückgetreten. Der Rat dankt Ihnen an dieser Stelle für die geleistete Arbeit und ihren Einsatz im Dienst der Freiburger Justiz. Als Nachfolge für die beiden zurückgetretenen Mitglieder hat der Grosse Rat im September 2015 auf Vorschlag der betroffenen Körperschaften Staatsanwalt Raphaël Bourquin als Vertreter der Staatsanwaltschaft und Gerichtspräsident Philippe Vallet als Vertreter der erstinstanzlichen Gerichtsbehörden gewählt. Nach deren Amtsantritt am 1. Januar 2016 hat der Rat die beiden Neumitglieder wie folgt in seine internen Kommissionen ernannt: Raphaël Bourquin, Präsident der Wahlkommission und Philippe Vallet, Präsident der Kommission für die administrative Aufsicht. Nadine Gobet wurde nach Ablauf ihrer ersten Amtszeit von fünf Jahren für eine weitere Amtsperiode als Vertreterin des Grossen Rates gewählt.

Per 30. Juni 2016 ist Jérôme Delabays als Präsident des Justizrates zurückgetreten. Er hat sich mit seiner grossen Erfahrung in der Freiburger Justiz, seinem Fachwissen, seinem offenen Ohr und seiner Kollegialität als überaus geschätzter Präsident ausgezeichnet. Der Rat dankt ihm für seinen Einsatz und wünscht ihm viel Erfolg für seine weitere Laufbahn. Als Nachfolger hat der Grosse Rat im Mai 2016 den durch das Kantonsgericht als Vertreter bezeichnete Kantonsrichter Adrian Urwyler gewählt. Nach seinem Amtsantritt am 1. Juli wurde Adrian Urwyler am 7. Juli von seinen Ratskollegen zum Präsidenten des Justizrates ernannt. Er wurde ausserdem Mitglied der Kommission für die administrative Aufsicht des Rates.

Ende Jahr ist schliesslich Staatsrat Erwin Jutzet, der die Kantonsregierung im Rat vertreten hat, ausgeschieden. Der Sicherheits- und Justizdirektor war als Justizratsmitglied der ersten Stunde aktiv an der Entstehung dieser 2007 neu geschaffenen und heute nicht mehr wegzudenkenden Behörde beteiligt. Seine Arbeit und seine Unterstützung der Gerichtsbehörden waren überaus wertvoll. Der Rat spricht ihm hierfür seinen grossen Dank aus.

Das Personal des Sekretariates, bestehend aus Christine Keller, juristische Sekretärin, und Yolande Brünisholz, Sekretärin, bleibt unverändert.

2. Tätigkeit

Im Geschäftsjahr 2016 hat der Rat 17 Plenarsitzungen abgehalten. Die Kommissionen sind jeweils nach Bedarf zusammengekommen. Wie bereits in den vergangenen Jahren wurden Delegationen für die Vorstellungsgespräche mit den Kandidatinnen und Kandidaten für die neu zu besetzenden Berufsrichterstellen sowie die Inspektionen gebildet.

2.1. Wahlen

Im Verlauf des Jahres 2016 hat der Rat zu 19 Wahlen Stellung genommen, 3 davon betrafen hauptberufliche Ämter.

2.2. Aufsicht

Gemäss Art. 127 KV übt der Rat die Administrativ- und Disziplinaufsicht über die richterliche Gewalt sowie die Staatsanwaltschaft aus (Abs. 1). Der Rat ist befugt, die Administrativaufsicht über die erstinstanzlichen Gerichtsbehörden dem Kantonsgericht zu übertragen (Abs. 2).

2.2.1. Administrativaufsicht

Nebst der ihm von Amtes wegen obliegenden Inspektion des Kantonsgerichts hat der Rat die Friedensgerichte des Glane-, Sense- und Vivisbachbezirks, die Bezirksgerichte Greyerz, Broye, See sowie die Präsidenten des Strafgerichts des Saanebezirks inspiziert. Er hat ferner den Generalstaatsanwalt und dessen Stellvertreter sowie das Zwangsmassnahmengericht, das Oberamt des Saanebezirks, die Enteignungskommission und die Schlichtungskommission für Gleichstellung der Geschlechter im Erwerbsleben geprüft.

Die Inspektion der restlichen Behörden wurde gemäss Art. 127 Abs. 2 KV dem Kantonsgericht übertragen. (vgl. Teil II, Kantonsgericht, Punkt 1.1.2.1.3.)

Bei der Rekurskommission für die Ersterhebung (früher Rekurskommission für neue Parzellarvermessung) hat keine Inspektion stattgefunden, weil diese keine Fälle zu verzeichnen hatte.

2.2.1.1. Kantonsgericht

Arbeitslast - Organisation

Die bereits hohe Arbeitslast des Kantonsgerichts hat weiter zugenommen. Erfreulicherweise kann jedoch das Arbeitsvolumen im Moment dank dem grossen Einsatz der Richterinnen und Richter und aller Mitarbeitenden sowie vieler organisatorischer Massnahmen bewältigt werden. Der Rat freut sich insbesondere über die Steigerung der Erledigungsquote und die durch das Kantonsgericht gemachten Anstrengungen, um intern die nötigen Ressourcen für die Bewältigung der Überlastung zu finden. Der Rat hebt ausserdem die bedeutende Arbeit hervor, die diese Behörde geleistet hat, um sich mit modernen und effizienten Arbeitsmitteln für die Verwaltung auszustatten.

Auch wenn das Kantonsgericht allgemein gut funktioniert, könnte eine weitere Zunahme der Neueingänge mit den momentan zur Verfügung stehenden Mitteln nicht mehr bewältigt werden.

Zivil- und Strafrechtliche Höfe

Der I. Zivilappellationshof, dessen Arbeitslast sich innerhalb von zehn Jahren verdreifacht hat, bekam die Zunahme des Arbeitsvolumens besonders zu spüren. Die Änderungen der Bestimmungen im Bereich der Unterhaltsbeiträge, die 2017 in Kraft treten werden, bedeuten für diesen Hof vermutlich eine zusätzliche Belastung. Die Strafkammer verzeichnet ihrerseits eine signifikante Zunahme ihrer Dossiers von fast 19 %.

Verwaltungsrechtliche Höfe

Der I. Verwaltungsgerichtshof hat in den Bereichen des Ausländerwesens, der Beschwerden im Personalwesen und in den Nebendossiers (unentgeltliche Rechtspflege und vorsorgliche Massnahmen) eine Rekordzunahme von 85 % verzeichnet. Auch die beiden Sozialversicherungsgerichtshöfe verbuchen eine Zunahme der Neueingänge von über 10%.

Personal - Ausbildung

Im Personalbereich wird eine stabile Situation verbucht und es herrscht nach wie vor ein gutes Arbeitsklima.

Richterinnen/Richter und Beisitzerinnen/Beisitzer

In diesem Jahr sind eine Kantonsrichterin und drei Kantonsrichter in den Ruhestand getreten. Kantonsrichterin Gabrielle Multone und die Kantonsrichter Josef Hayoz und Roland Henninger haben ihr Amt per Ende Januar niedergelegt. Kantonsrichter Hugo Casanova ist per Ende Dezember in den Ruhestand getreten. Der Rat spricht dieser Richterin und diesen Richtern für ihren langjährigen gewissenhaften und kompetenten Einsatz im Dienst der höchsten kantonalen Gerichtsinstanz seinen aufrichtigen Dank aus. Als Nachfolgerinnen und Nachfolger haben Dominique Gross, Sandra Wohlhauser und Marc Boivin per 1. Februar ihr Amt als Kantonsrichterinnen und Kantonsrichter angetreten. Die vom Grossen Rat im Oktober gewählte Kantonsrichterin Daniela Kiener wird ihre Tätigkeit am 1. Januar 2017 aufnehmen.

2.2.1.2. *Staatsanwaltschaft*

Die Staatsanwaltschaft ist nicht überlastet und funktioniert gut.

Die Leitung dieser Behörde wurde im Verlauf dieses Jahres neu organisiert und zählt mit Alessia Chocomeli und Rahpaël Bourquin nunmehr zwei Stellvertretende Generalstaatsanwälte, was sich positiv auf die Verwaltung dieser Behörde ausgewirkt hat. Man hat überdies die Chefgerichts-schreiberin, den Chefgerichtsschreiber und den Kanzleichef in die Direktion eingebunden.

2.2.1.3. *Bezirksgerichte*

Folgende Personen haben 2016 ihr nebenberufliches Richteramt niedergelegt:

- > Jean-Paul Glasson und René Grandjean, Beisitzer beim Bezirksgericht Greyerz
- > Josiane Galley, Beisitzerin beim Bezirksgericht Vivisbach
- > René Bossel, Beisitzer beim Bezirksgericht Saane
- > Jacqueline Liard, Beisitzerin beim Bezirksgericht Glane
- > Michel Pittet und Louis Magnin, Ersatzbeisitzer beim Arbeitsgericht des Glanebezirks
- > José Gremaud und Jean-Bernard Droux, Beisitzer beim Mietgericht des Greyerz-, Glane-, Broye- und Vivisbachbezirks

1. Bezirksgericht Saane

a. Zivilgericht

Das erhebliche Arbeitsvolumen dieser Behörde verlangt einen grossen Einsatz der Richterinnen und Richter und der Gerichtsschreiberei. Das Gericht erachtet sich im redaktionellen Bereich als unterdotiert und wiederholt seinen bereits in den letzten Jahren gemachten Antrag auf Unterstützung.

Die Richter, die besonders komplexe und zeitaufwendige Dossiers bearbeiten, bedürfen im kommenden Jahr einer entsprechenden Entlastung. Das Gericht befindet die Zahl seiner Beisitzerinnen und Beisitzer sowie deren zeitliche Verfügbarkeit zum Teil als unzureichend. Es hat deshalb Ende 2016 eine Erhöhung der Anzahl Beisitzerinnen und Beisitzer beantragt. Der Rat wird das Gericht auffordern, mit den Betroffenen abzuklären, ob sie noch in der Lage sind, ihr Mandat weiterzuführen und anschliessend die nötigen Ämter ausschreiben.

Am 1. Januar 2016 hat Guy Python den zurückgetretenen Christian Ayer als Beisitzer ersetzt.

b. Straf- und Wirtschaftsstrafgericht

Gerichtspräsident Nicolas Ayer ist per 31. Januar 2016 in den Ruhestand getreten. Der Rat bedankt sich bei ihm für seinen Einsatz während über 27 Jahren. Als Nachfolge hat der Grosse Rat José Rodriguez gewählt, der seine Tätigkeit am 1. August 2016 begonnen hat. Die Interimsvertretung vom 1. Februar bis 31. Juli 2016 hat der vom Rat für ein Pensum von 60% ernannte Präsident ad hoc Michel Morel gewährleistet.

Trotz der anhaltenden Arbeitslast, die die Gerichtspräsidenten zwingt, in einem hohen Rhythmus zu arbeiten, funktioniert das Strafgericht des Saanebezirks gut.

Das Wirtschaftsstrafgericht ist nicht weniger belastet. Beim Präsidenten Alain Gautschi, der zahlreiche äusserst komplexe Fälle behandeln muss, haben sich weiter Überstunden angehäuft. Da das Amt des Stellvertretenden Präsidenten nicht wiederbesetzt werden konnte, hat der Rat für die Bearbeitung eines Dossiers, für das der Präsident in den Ausstand treten musste, Michel Morel zum Stellvertretenden Präsidenten ad hoc ernannt (Art. 22 JG).

c. Arbeitsgericht

Pierre-André Charrière hat per 1. Januar 2016 als Ersatzbeisitzer und Arbeitnehmervertreter die Nachfolge von Marianne Schmutz angetreten.

2. Bezirksgericht Greyerz

Dieses Gericht leidet seit mehreren Jahren unter einer chronischen Überlastung, ohne dass seine wiederholten Anträge auf Unterstützung im Personalbereich auf positives Echo gestossen sind. Im Verlauf dieses Jahres ist die Zahl der hängigen Zivilsachen auf ein bedenkliches Mass angestiegen.

In Strafsachen verlängern sich die Vorladungs- und Redaktionsfristen. Um diese Behörde, deren guter Betrieb bedroht ist, zu unterstützen, hat der Rat den ehemaligen Gerichtspräsidenten des Glanebezirks, Michel Morel, zum Präsidenten ad hoc dieses Gerichts sowie des Bezirksgerichts Broye ernannt (vgl. Punkt 2.7.5). Michel Morel hat den Auftrag, vom 1. Dezember 2016 bis zum 31. Mai 2017, in erster Linie die Schlichtungsverhandlungen dieser beiden Gerichte zu leiten. Das Bezirksgericht Greyerz erhält ausserdem in mehreren Strafangelegenheiten Unterstützung durch die gerichtsunabhängige Richterin. Ihm wird überdies trotz dem im Jahr 2017 fortbestehenden Anstellungstopp eine zusätzliche Gerichtsschreiberstelle zugesprochen. Der Rat hofft, dass diese Massnahmen die Behörde entlasten und ihr erlauben, unter normalen Bedingungen arbeiten zu können.

Emeric Descloux und Joseph Geinoz fungieren seit 1. Januar und 6. September 2016 als Nachfolger der beiden zurückgetretenen Beisitzer.

Der Rat hat auf Antrag des Gerichts die Amtsdauer eines per 31. Dezember ausscheidenden Beisitzers verlängert, damit dieser eine komplexe Angelegenheit abschliessen kann (in analoger Anwendung von Art. 6 Abs. 2 JG).

3. Bezirksgericht Broye

2016 charakterisiert sich wie bereits die vorangehenden Jahre durch ein sehr hohes Arbeitsvolumen. Im Verlauf dieses Jahres wurden zahlreiche Massnahmen ergriffen, damit sich diese Behörde über Wasser halten kann. Während der ersten fünf Monate konnte das Gericht auf die Hilfe von Marlène Collaud als Präsidentin ad hoc zählen. Durch die Intervention dieser Richterin konnte die Überlastung im Strafbereich zwar merklich reduziert werden, die Situation im Zivilbereich bleibt jedoch beunruhigend. Auf Anfrage des Gerichts und mit Zustimmung des Kantonsgerichts hat der Rat dieser Behörde für ein Vollzeitpensum die gerichtsunabhängige Richterin zugeteilt, dies für die ersten drei Monate ihrer Amtstätigkeit, d.h. vom 1. Juli bis 30. September (vgl. Punkt 2.2.1.7). Nach Ende dieses Mandates konnte das Gericht darüber hinaus eine Vielzahl von Dossiers an die gerichtsunabhängige Richterin zur Bearbeitung weitergeben. Die Behörde kann

ausserdem ab dem 1. Dezember 2016 und für eine Dauer von sechs Monaten zusammen mit dem Bezirksgericht Greyerz auf die Unterstützung von Michel Morel als Präsident ad hoc zählen. Der Rat hat ihn ernannt, um für diese beiden Behörden in erster Linie Schlichtungsverhandlungen zu führen (vgl. Punkt 2.7.5).

Es freut den Rat, dass diesem Gericht für das kommende Jahr trotz dem für 2017 weitergeführten Anstellungsstopp zwei neue 50%-Stellen zugesprochen wurden, d.h. eine Stelle als Präsident/Präsidentin und eine als Gerichtsschreiber/Gerichtsschreiberin. Der Rat hofft, dass sich die Situation dieses Gerichts dank dieser zusätzlichen Dotierung und den bislang gemachten Bemühungen normalisiert.

4. Bezirksgericht See

Nach zwei ausgesprochen beladenen Jahren stellt dieses Gericht wieder eine leichte Abnahme bei den französischen Angelegenheiten fest. Die vom Rat im letzten Jahr vorgebrachten Anliegen sind jedoch nach wie vor aktuell. Das Volumen der zu bearbeitenden Dossiers bleibt beträchtlich. Die Richterin und der Richter arbeiten in einem hohen Rhythmus, leisten zahlreiche Überstunden und stossen an ihre Grenzen. Trotz der für das kommende Jahr genehmigten Erhöhung des Arbeitspensums der Gerichtspräsidentin Schaller Walker um 10% gilt es, die Situation an diesem Gericht aufmerksam zu verfolgen.

Arbeitsgericht

Eliane Waeber hat per 1. Januar 2016 die zurücktretende Beisitzerin und Arbeitnehmervertreterin Ingeborg Cadonau ersetzt, während Anne-Marie Coopt im Februar in ihr Amt als Nachfolgerin von Suzanne Gilomen, Ersatzbeisitzerin und Arbeitnehmervertreterin, getreten ist.

5. Bezirksgericht Glane

Auch unter der Führung seines neuen Präsidenten Grégoire Bovet, der seine Tätigkeit am 1. Januar 2016 aufgenommen hat, funktioniert dieses Gericht trotz der beträchtlichen Arbeitslast gut.

Marlène Cornu wurde am 15. März 2016 als Nachfolgerin von Jacqueline Liard zur Beisitzerin gewählt.

6. Bezirksgericht Vivisbach

Trotz einem spürbaren Anstieg der Angelegenheiten funktioniert dieses Gericht gut und bewältigt momentan seine Arbeitslast.

Am 1. Januar 2016 hat Anita Genoud als Beisitzerin die Nachfolge von Marie-Madeleine Rey angetreten, während Jean-Bernard Jaquet am 6. September 2016 die scheidende Beisitzerin Josiane Galley ersetzt hat.

7. Bezirksgericht Sense

Dieses Gericht funktioniert gut und gibt keinen Anlass zu besonderen Bemerkungen.

8. Mietgericht des Greyerz-, Glane-, Broye- und Vivisbachbezirks

Marc Delabays hat am 1. April 2016 die Nachfolge des zurückgetretenen Beisitzers Jean-Bernard Droux angetreten.

2.2.1.4. Zwangsmassnahmengericht

Diese Behörde verzeichnet in diesem Jahr einen beachtlichen Anstieg der Angelegenheiten um 20%, wobei die Zahl der deutschen Dossier konstant abnimmt. Richter Michel Wuilleret, der aus gesundheitlichen Gründen für mehrere Monate abwesend war, hat seine Tätigkeit im April wieder aufgenommen; er wird per Ende Juli 2017 in den Ruhestand treten.

Dieses Gericht, das ganzjährig einen Bereitschaftsdienst von sieben Tagen in der Woche gewährleisten muss, leidet darunter, dass ihm kein Vollzeitpensum für sein Sekretariat zur Verfügung steht. Für diese drei Magistratspersonen, die ohne Gerichtsschreiber arbeiten und mehr als 900 Fälle pro Jahr zu erledigen haben, wäre eine Verstärkung des Personalbestandes erforderlich.

2.2.1.5. Jugendstrafgericht

Die Arbeitslast dieses Gerichts ist stabil und funktioniert trotz gewisser Probleme im Personalbereich, die die Verwaltung erschweren, gut.

Julien Aubry wurde per 1. Februar zum Präsidenten ad hoc mit einem Pensum von 50% ernannt, um den Präsidenten Arthur Lehmann während dessen Sabbatjahr zu vertreten.

2.2.1.6. Friedensgerichte

Folgende Personen haben 2016 ihr nebenberufliches Richteramt niedergelegt:

- > Walter Tramaux, Beisitzer beim Friedensgericht des Broyebezirks,
- > Peter Küenzi, Beisitzer beim Friedensgericht des Saanebezirks,
- > Patrick Vauthey, Beisitzer beim Friedensgericht des Vivisbachbezirks.

Um die an einem Amt als Beisitzerin oder Beisitzer interessierten Personen bestmöglich über Inhalt und Umfang des Amtes zu informieren, hat der Rat in Betracht gezogen, ein entsprechendes Pflichtenheft zu erstellen. Nach Befragung der Konferenz der Friedensrichterinnen und Friedensrichter hat er jedoch darauf verzichtet, weil die Aufgaben der Beisitzerinnen und Beisitzer aus dem Justizgesetz und dem Gesetz über den Kindes- und Erwachsenenschutz hervorgehen. Er hat allerdings seine Internetseite mit umfassenden Informationen über die Funktion und die Organisation der Friedensgerichte ergänzt.

Die Friedensgerichte wünschen sich allgemein eine Festanstellung für die Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter mit befristeten Arbeitsverträgen. Sie beklagen ausserdem, dass ihnen ein unzureichendes Ausbildungsbudget zur Verfügung gestellt wird.

1. Friedensgericht des Saanebezirks

Diese Behörde funktioniert trotz grosser Arbeitslast und intensivem Personalwechsel gut.

Nathalie Griesser wurde im Juni zur Beisitzerin gewählt. Sie ersetzt Peter Küenzi, der die gesetzliche Altersgrenze erreicht hat.

2. Friedensgericht des Sensebezirks

Das vergangene Geschäftsjahr war für dieses Gericht kein Spaziergang. Das beträchtliche Arbeitsvolumen dieser Behörde belastet die Friedensrichterin und ihr gesamtes Arbeitsteam schwer. Zu Beginn des Jahres hat das Friedensgericht die Aufsichtsbehörde um Unterstützung in Form einer Magistratsperson ersucht. Diesem Antrag konnte jedoch aufgrund des bis 2017 geltenden Anstellungsstopps nicht nachgekommen werden. Im Verlauf des 1. Semesters musste die Friedensrichterin Béatrice Kaeser ihr Pensum aus gesundheitlichen Gründen reduzieren und wurde durch Johanna Mayer Ladner als Friedensrichterin ad hoc unterstützt. Letztere wurde bereits im Vorjahr zur Friedensrichterin ad hoc zu 20 % ernannt (vgl. Jahresbericht 2015). Nachdem Béatrice Kaeser ihre Tätigkeit im Juli wieder vollzeitlich aufgenommen hat, musste sie erneut Alarm schlagen und um dringende und dauerhafte Unterstützung bitten, damit die anhaltende Überlastung bewältigt werden kann. Anfang November war die Friedensrichterin nach einem Krankheitsrückfall gezwungen, ihre Tätigkeit bis Mitte Dezember zu unterbrechen. Um ihre Abwesenheit zu überbrücken, hat

der Rat Elias Moussa für die Dauer vom 14. November bis 14. Dezember 2016 zum Friedensrichter ad hoc ernannt. Friedensrichterin Kaeser hat ihre Arbeit Mitte Dezember wieder im Teilzeitpensum aufgenommen und war folglich bis Ende Jahr zu 50% beschäftigt. Während diesem Zeitraum konnte sie auf die Hilfe ihrer Stellvertreterinnen Claudine Lerf und Wanda Suter zählen.

Der Rat ist über die kritische Situation am Friedensgericht des Sensebezirks besorgt. Er begrüsst die von der Sicherheits- und Justizdirektion für 2017 genehmigte neue 50%-Richterstelle. Da Friedensrichterin Béatrice Kaeser ausserdem um eine Reduktion ihres Arbeitspensums um 10% ersucht hat, wurde schliesslich gemäss dem mit der Justizkommission vereinbarten Verfahren (vgl. Punkt 2.7.4) Ende Jahr eine 60%-Stelle als Friedensrichterin oder Friedensrichter zur Bewerbung ausgeschrieben. Der oder die neue RichterIn oder Richter wird voraussichtlich anlässlich der Märzsession 2017 gewählt. Die Reduktion des Arbeitspensums von Béatrice Kaeser von 100% auf 90% wird mit Amtsantritt des neuen Friedensrichters oder der neuen Friedensrichterin umgesetzt.

Elias Moussa hat im April 2016 sein Mandat als Friedensrichter ad hoc für die ihm im Jahr 2014 übertragenen drei komplexen Erbdossiers abgeschlossen.

Es gilt zu betonen, dass diese Behörde trotz der gesundheitlichen Probleme der Friedensrichterin und der enormen Arbeitslast gut funktioniert.

3. Friedensgericht des Greyerzbezirks

Diese Behörde arbeitet in einem hohen Rhythmus und hat sich in diesem Geschäftsjahr in lobenswerter Weise angestrengt, die Kommunikation zu verbessern, um die verschiedenen Partner hinsichtlich Funktion und Kompetenzen des Gerichts zu sensibilisieren. Die diesbezüglichen Rückmeldungen sind sehr positiv.

Dieses Friedensgericht beantragt zusätzliche Arbeitskräfte zur Verstärkung der Friedensrichter und der Gerichtsschreiberei.

4. Friedensgericht des Seebezirks

Dieses Gericht kann auf ein effizientes und gut eingespieltes Team zählen und verzeichnet trotz einem nach wie vor hohen Arbeitsvolumen keine Rückstände. Die fehlende zeitliche Verfügbarkeit gewisser Beisitzerinnen und Beisitzer und die dadurch erschwerte Organisation macht dem Gericht zu schaffen. Die Aufsichtsbehörde hat die Friedensrichterin aufgefordert, das Gespräch mit den betroffenen Personen zu suchen, um abzuklären, ob diese noch in der Lage sind, ihr Mandat weiterzuführen.

2017 wird das Friedensgericht des Seebezirks seine Räumlichkeiten in der Altstadt von Murten verlassen und sich in neuen Büros in der Gewerbezone des Bezirkshauptortes einrichten.

5. Friedensgericht des Glanebezirks

Drei Jahre nach Amtsantritt des Friedensrichters Marc Butty erweist sich sein Arbeitspensum von 80% angesichts seiner Arbeitslast als unzureichend. Dies beweisen auch die zahlreichen Überstunden, die sich im Verlauf der drei letzten Jahre regelmässig bei ihm angehäuft haben. Der Rat freut sich, dass der Staatsrat den diesbezüglichen Antrag des Friedensrichters trotz den Budgeteinschränkungen gutgeheissen hat, so dass Marc Butty sein Friedensrichteramt ab dem 1. Januar 2017 mit einem Vollzeitpensum ausüben kann.

Im September hat der Grosse Rat Claude-Alain Bürgi zum Beisitzer gewählt. Er ersetzt die 2015 zurückgetretene Marie-Christine Offner Deillon.

6. Friedensgericht des Broyebezirks

Auch wenn sich bei der Friedensrichterin noch zahlreiche Überstunden und Ferientage ansammeln, zeichnet sich eine Stabilisierung der Situation ab. Die Dotierung dieses Gerichts erweist sich dank des unveränderten Arbeitsvolumens und der Festanstellung des aktuellen Mitarbeiterteams als hinreichend.

7. Friedensgericht des Vivisbachbezirks

Die zunehmende Geschäftslast wird im Moment bewältigt. Aus der Inspektion ist hervorgegangen, dass eine gute Zusammenarbeit mit dem Sekretariat und den Beisitzerinnen und Beisitzern vorherrscht. Die Friedensrichterin ist weiter bestrebt, die Verfahrensweisen der Beistände zu vereinheitlichen, was sich trotz gewisser Vorbehalte allgemein als vorteilhaft erweist.

Es konnte keine Nachfolge für den Ende August zurückgetretenen Beisitzer Patrick Vauthey gefunden werden. Der Rat wird voraussichtlich anlässlich der Februarsession 2017 Kandidatinnen und Kandidaten zur Wahl vorschlagen.

2.2.1.7. Gerichtsunabhängige Richter/gerichtsunabhängiger Richter

Nachdem die Freiburger Vereinigung der Richterinnen und Richter, die Justizkommission und der Justizrates im November 2015 gemeinsam bei der Regierung hinsichtlich des dringenden Handlungsbedarfs im Personalbereich der Gerichtsbehörden interveniert haben, hat der Staatsrat im Frühling 2016 die Schaffung einer Stelle für eine je nach Bedarf einsetzbare Magistratsperson genehmigt. Die Behörde besteht für eine befristet Dauer bis Ende 2018 und umfasst eine Stelle für eine gerichtsunabhängige Richterin oder einen gerichtsunabhängigen Richter, eine Gerichtsschreiberei und ein Sekretariat, die jeweils mit einem Vollzeitpensum besetzt sind. Diese neue Institution wurde mit der letzten Revision des Justizgesetzes eingeführt (Art. 10a JG) und bietet den erstinstanzlichen Behörden eine punktuelle Hilfestellung. Über den Einsatz der gerichtsunabhängigen Richterinnen und Richter entscheidet der Justizrat nach Stellungnahme des Kantonsgerichts (Art. 10a Abs. 2 JG).

Nach Ausschreibung des Amtes hat der Grosse Rat am 14. Juni 2016 Marlène Collaud zur gerichtsunabhängigen Richterin gewählt. Der Rat hat die Richterin auf Antrag des betroffenen Gerichts für eine erste Dauer vom 1. Juli bis 30. September 2016 am Bezirksgericht Broye eingesetzt. Er hat die Gerichtsbehörden darüber in Kenntnis gesetzt und gleichzeitig die Gerichte, die Hilfe benötigen, gebeten, ihre allfälligen Unterstützungsanträge zu stellen. Im Verlauf des Sommers hat der Rat die Arbeitsweise der gerichtsunabhängigen Richterin festgelegt. Darauf bedacht, allen erstinstanzlichen Richterinnen und Richtern zu ermöglichen, bei Bedarf in den Genuss dieser neuen Unterstützung zu kommen, hat der Rat beschlossen, die gerichtsunabhängige Richterin grundsätzlich nicht für einen bestimmten Zeitraum an einem Gericht einzusetzen. Er hat sich vielmehr für eine Lösung entschieden, die allen erstinstanzlichen Richterinnen und Richtern gerecht wird. Die Richterinnen und Richter können nunmehr die Unterstützung der gerichtsunabhängigen Richterin für ein oder mehrere Dossiers beantragen. Hierfür wurde ein offizielles Antragsverfahren festgelegt. Die gerichtsunabhängige Richterin verwaltet demzufolge seit dem 1. Oktober die ihr zugewiesenen Dossiers bis zum Abschluss des Verfahrens mittels eigener Geschäftskontrolle.

Im Verlauf des 2. Semesters 2016 hat die gerichtsunabhängige Richterin 54 Dossiers für das Bezirksgericht Broye abgeschlossen.

Ende Oktober hat sich die Dienststelle der gerichtsunabhängigen Richterin in ihren neuen Räumlichkeiten an der Rue Frédéric-Chaillet 6 in Freiburg eingerichtet.

2.2.1.8. Oberämter

Die Oberämter funktionieren hinsichtlich ihrer richterlichen Tätigkeit gut. Dies trotz der besonders in den Bereichen Strafsachen und Baupolizei hohen Arbeitslast. Einige Oberämter benötigen personelle Unterstützung in Form von Verwaltungsmitarbeitenden und Personen mit juristischer Ausbildung. Der Rat freut sich über die grundlegende Neuorganisation, die in diesem Jahr beim Oberamt des Saanebezirks durchgeführt wurde. Es wurde eine direktionsübergreifende Arbeitsgruppe gegründet, um den Betrieb der Oberämter zu verbessern. Man hat insbesondere die Anstellung eines gemeinsamen Rechtsberaters ins Auge gefasst.

2.2.1.9. Rekurskommission der Universität

Das Inkrafttreten des neuen Gesetzes zur Änderung des Gesetzes über die Universität hatte positive Auswirkungen auf die Kommission und deren Zusammensetzung, die nunmehr viel beständiger ist.

Sarah Riedo wurde als Nachfolgerin des scheidenden Beisitzers Marius Osterfeld gewählt und hat ihr Amt Ende Februar 2016 angetreten.

2.2.1.10. Schlichtungskommissionen für Mietsachen

Durch die 2015 bewilligte Erhöhung der Beisitzerzahl ist die Schlichtungskommission des Greyerz-, Glane-, Broye- und Vivisbachbezirks hinsichtlich ihrer Organisation viel flexibler geworden.

Die Schlichtungskommission des Saanebezirks funktioniert gut. Einige Beisitzerinnen und Beisitzer sind nicht ausreichend verfügbar, was sich für alle belastend auswirkt. Der Rat hat die Präsidentin gebeten, die betroffenen Personen darauf anzusprechen und sie gegebenenfalls aufzufordern, ihr Amt freizugeben. Die Kommission muss im kommenden Jahr umziehen. Die neue Adresse steht jedoch noch nicht fest.

Die Arbeitslast der Schlichtungskommission des Sense- und Seebezirks hat nach der Zunahme im letzten Jahr zu einem normalen Niveau zurückgefunden. Das Sekretariat ist immer noch unzureichend dotiert. Eine Erhöhung des Arbeitspensums und Festanstellung der Sekretärin wäre angebracht.

Die Dossierverwaltung dieser Kommissionen gibt keinen Anlass zu besonderen Bemerkungen.

2.2.1.11. Enteignungskommission

Diese Kommission funktioniert gut. Ihre Tätigkeit gibt keinen Anlass zu besonderen Bemerkungen. Die Arbeitslast der Kommission wird vermutlich im kommenden Jahr aufgrund der Zunahme der materiellen Enteignungen steigen.

2.2.1.12. Rekurskommission für Bodenverbesserungen

Die Kommission funktioniert gut. Sie erlässt sehr wenig materielle Entscheide, weil die Fälle durch Schlichtungen oder Abschreibungen infolge ausbleibender Vorschusszahlungen geregelt werden. Die Kommission verzeichnet bereits seit mehreren Jahren keine deutschsprachigen Angelegenheiten mehr.

2.2.1.13. Schlichtungskommission für Gleichstellung der Geschlechter im Erwerbsleben

Die Kommission hat in diesem Jahr lediglich zwei Dossiers verzeichnet. Sie setzt sich in der Mehrzahl aus Beisitzerinnen zusammen, was hinsichtlich des in Art. 62 Abs. 4 JG verlangten Geschlechterausgleichs problematisch ist. Der Rat hat deshalb ein Amt als Beisitzer und Arbeitnehmervertreter zur Bewerbung ausgeschrieben. Die Ausschreibung hat sich lediglich an männliche Kandidaten gerichtet. Die Wahl dieses neuen Kommissionsmitgliedes wird im Februar 2017 stattfinden.

2.2.1.14. Aufsichtsbehörde über das Grundbuch

Diese Kommission funktioniert gut und gibt keinen Anlass zu besonderen Bemerkungen.

2.2.1.15. Verdankungen

Der Rat spricht an dieser Stelle allen in diesem Bericht erwähnten Personen, die ihr nebenberufliches Amt im Verlauf dieses Jahres niedergelegt haben, seinen aufrichtigen Dank aus. Er bedankt sich für ihre Arbeit und ihren Einsatz, die für das gute Funktionieren der Freiburger Justiz unerlässlich sind.

2.2.2. Disziplinaraufsicht

	Neu erfasste Dossiers	Vom ver- gangenen Jahr über- tragene Dossiers	Total Dossiers	An andere Behörden weiterge- leitete Dossiers	Ohne Schriften- wechsel ab- geschlossene Dossiers	Nach Schrif- tenwechsel/ Untersuchung abgeschlossene Dossiers	Ins folg. Jahr über- tragene Dossiers
2012	27	3	30	2	17	6	5
2013	21	5	26	-	14	8	4
2014	21	4	25	2	11	7	5
2015	28	5	33	-	19	8	6
2016	23	6	29	5	14	7	3

Der Rat hat die Untersuchung, die er 2014 eingeleitet hat, ohne disziplinarische Folge abgeschlossen, weil er zum Schluss gekommen ist, dass die Arbeit der betroffenen Magistratsperson nicht in Zweifel gezogen wird. Er hat sie dennoch aufgefordert, ihr Verhalten und ihre Kommunikationweise den Anforderungen ihres Amtes anzupassen. 2016 hat eine Beschwerde Anlass zur Eröffnung eines Verfahrens gegen eine weitere Magistratsperson gegeben. Hier sind die Untersuchungen noch nicht abgeschlossen, so dass zum jetzigen Zeitpunkt keine weiteren Informationen bekanntgegeben werden.

Der Rat hat ausserdem eine Beschwerde betreffend die Justizverwaltung ohne weitere Folge abgelegt.

2.3. Ernennungen

Der Rat kann nur in Ausnahme- und Notsituationen Richterinnen und Richtern für eine Maximaldauer von sechs Monaten ernennen (Art. 91 Abs. 1 Bst. d JG). Bei einer voraussichtlich längeren Verhinderung einer Magistratsperson kann er eine Ersatzperson für eine Maximaldauer von zwölf Monaten ernennen. Diese Ernennungen müssen vom Grossen Rat nach Stellungnahme der Justizkommission genehmigt werden (Art. 91 Abs. 1 Bst. d^{bis} JG).

2016 hat der Rat drei Richter ad hoc ernannt. Diese Ernennungen wurden bereits hiervoor erwähnt. Es wird deshalb betreffend die Ernennung von Michel Morel beim Bezirksgericht Saane auf die Punkte 2.2.1.3/1b, diejenige beim Bezirksgericht Greyerz und Broye auf die Punkte 2.2.1.3/2 und 2.2.1.3/ und betreffend Elias Moussa beim Friedensgericht Sense auf Punkt 2.2.1.6/2 verwiesen.

Der Rat hat überdies in Anwendung von Art. 22 JG Michel Morel zum Stellvertretenden Präsidenten ad hoc des Wirtschaftsstrafgerichts ernannt, damit dieser eine Angelegenheit bearbeiten kann, in der Präsident Alain Gautschi in den Ausstand treten musste (vgl. Punkt 2.2.1.3/1b). Er hat ferner Gerichtspräsidentin Sonia Buillard Grosset zur Stellvertretenden Präsidentin des Mietgerichts des Greyerz- Glane-, Broye- und Vivisbachbezirks ernannt.

2.4. Überlastung der Gerichtsbehörden und Anstellungsstopp

Der Rat hat in seinen letzten Berichten auf die Notlage vieler überlasteter Gerichtsbehörden hingewiesen, deren Personalbestand nicht angepasst wurde. Die Freiburger Vereinigung der Richterinnen und Richter hat Ende April mit Unterstützung des Rates einen Vorstoss hinsichtlich der Umsetzung des Art. 19 Abs. 2 JG gemacht, damit der Personalbedarf der Gerichtsbehörden erfüllt wird.

Zwei Monate später, nachdem der Staatsrat entschieden hat, den 2016 verhängten Anstellungsstopp für das Staatspersonal auf das Jahr 2017 zu verlängern, hat sich der Rat erneut an den Staatsrat gewandt und ihn auf den untragbaren Druck, der dem Gerichtswesen auferlegt wird und den Personalmangel, unter dem viele Instanzen leiden, hingewiesen. Er hat dabei betont, dass anlässlich der Junisession alle politischen Parteien einstimmig bemängelt haben, dass den Gerichtsinstanzen offensichtlich zu wenig Ressourcen gewährt werden und diese gleichzeitig gefordert haben, dass trotz des staatlichen Sparprogramms neue Kräfte bewilligt werden. Die Aufsichtsbehörde hat überdies die Risiken hervorgehoben, die die Arbeitsüberlastung und der chronische Personalmangel hervorrufen; d.h. die Überstunden, die sich bei den Richterinnen und Richtern anhäufen, um den guten Betrieb der Justiz allen Umständen zum Trotz gewährleisten zu können und natürlich die diesbezüglichen Vergütungsforderungen. Sollten sich solche Forderungen häufen, können sich erhebliche Summen ergeben. Der Rat hat deshalb den Staatsrat ersucht, im Rahmen des nächsten Budgets die nötigen Mittel für die Gerichtsbehörden zu bewilligen, damit das Ansehen und die Qualität der Justiz sichergestellt werden können.

Der Aufruf des Rates ist nicht ungehört geblieben. Der Staatsrat wird für nächstes Jahr von den 12 VZE, die er neu geschaffen hat, 2,5 VZE für die Gerichtsbehörden zur Verfügung stellen; d.h. 0,1 VZE Präsident/in Bezirksgericht See, 0,4 VZE Präsident/in Bezirksgericht Broye, 0,5 VZE Friedensrichter/in Sensebezirk, 0,2 VZE Friedensrichter/in Glanebezirk. Der Saldo wird den Gerichtsschreibereien des Broye- und Greyerzbezirks sowie dem Sekretariat der Kommission für die bedingte Straffentlassung beim Kantonsgericht zugewiesen. Ausserdem werden für 21,7 VZE befristete Arbeitsverträge in Festanstellungen umgewandelt oder Festanstellungen ergänzt; davon sind 44 Personen betroffen.

2.5. Überstunden der Magistratspersonen

In seinem letzten Bericht hat der Rat die Problematik hinsichtlich der Überstunden der Magistratspersonen dargelegt; Überstunden, die auf die chronische Arbeitsüberlastung und die Unterbesetzung im Personalbereich der Gerichtsbehörden zurückzuführen sind. Da die Zuständigkeit für die Bewilligung und für die Zahlung dieser Überstunden nicht klar aus dem Gesetz hervorgeht, hat der Rat im Herbst 2015 die Justizkommission für eine Beratung kontaktiert, die Meinung des Amtes für Personal und Organisation eingeholt und sich mit dessen Vertretern getroffen. Der Rat ist zum Schluss gekommen, dass die Zuständigkeit für die Bewilligung (und damit die Zahlung) der Leistung von Überstunden durch Magistratspersonen nicht dem Rat obliegt. Er hat deshalb die Angelegenheit an den Grossen Rat bzw. an dessen Justizkommission weitergeleitet. Im Herbst hat das Sekretariat des Grossen Rates die Sicherheits- und Justizkommission ersucht, die Empfehlungen der Justizkommission umzusetzen. Es wird insbesondere beantragt, die Untersuchung der Gerichtsbehörden zu aktualisieren, die ursprünglich als Bedingung für die Finanzierung der gerichtsunabhängigen Richterstelle (vgl. Punkt 2.2.1.7) vorgesehen war. Dieses Verfahren verlangt noch ein wenig Zeit, bevor eine definitive Antwort auf die Frage der Bewilligung bzw. der Vergütung von Überstunden der Magistratspersonen gegeben werden kann.

2.6. Mitteilungen

Am 8. Juni 2016 hat anlässlich der Veröffentlichung des Jahresberichts des Rates eine Medienkonferenz stattgefunden. Das Interesse der Journalisten galt hauptsächlich der Arbeitsüberlastung der Richterinnen und Richter sowie der neuen Behörde der gerichtsunabhängigen Richterin/des gerichtsunabhängigen Richters.

Wie es das Gesetz verlangt (Art. 198a Grossratsgesetz), hat der Ratspräsident der Präsentation des Jahresberichts anlässlich der Junisession des Grossen Rates beigewohnt.

2.7. Verschiedenes

2.7.1. Weisungen

Der Rat hat mittels einer Weisung (Art. 114 Abs.1 JG) das gesamte Personal der kantonalen Gerichtsbehörden - einschliesslich die Richterinnen und Richter - darauf aufmerksam gemacht, dass der Besitz von Schusswaffen am Arbeitsplatz verboten ist.

2.7.2. Analyse der Arbeitsweise der Gerichtsbehörden

Wie bereits hiervor erwähnt, hat der Staatsrat die Schaffung der gerichtsunabhängigen Richterstelle einer externen Untersuchung hinsichtlich der Arbeitsweise der Gerichtsbehörden unterstellt, mit dem Ziel, die Organisation und den Betrieb der Behörden zu verbessern.

Mit diesem Mandat sollen Lösungsansätze für eine Rationalisierung und Effizienzsteigerung gefunden werden. Es steht unter der Federführung der Sicherheits- und Justizdirektion, die mit einer professionellen Arbeitsgruppe zusammenarbeitet, welche aus Vertreterinnen und Vertretern jeder Instanz besteht. Das Projekt wird im kommenden Jahr umgesetzt und der Rat im Leitungsteam vertreten sein. Erste Resultate sind im Verlauf des 2. Semesters 2017 zu erwarten.

2.7.3. Regionalisierung der administrativen Aufgaben der Gerichtsbehörden

Gestützt auf Art. 21 Abs. 2^{bis} des Justizgesetzes ist der Rat befugt, Regionalisierungen oder die zentralisierte Verwaltung bestimmter administrativer Aufgaben vorzusehen. Der Rat prüft zurzeit Möglichkeiten, die darauf hinzielen, die Last gewisser Gerichtsbehörden zu mindern und die Zersplitterung von Ressourcen zu vermeiden. Er hat die Freiburger Vereinigung der Richterinnen und Richter sowie die Konferenz der erstinstanzlichen Präsidentinnen und Präsidenten und der Friedensrichterinnen und Friedensrichter dahingehend konsultiert. Das Verfahren wird Anfang 2017 abgeschlossen. Der Rat wird daraufhin die entsprechende Zielsetzung und seinen Handlungsrahmen für die kommenden Jahre festlegen.

2.7.4. Änderungen im Bereich des Arbeitspensums von Magistratspersonen

Im Lauf dieses Geschäftsjahres hat der Rat in Absprache mit der Justizkommission festgelegt, wie bei einer Anpassung des Arbeitspensums einer Magistratsperson vorgegangen werden muss. Es obliegt nunmehr der Aufsichtsbehörde, die Anträge für eine Anpassung des Arbeitspensums von Richterinnen und Richtern (Erhöhung oder Senkung) zu behandeln bzw. zu dieser Stellung zu nehmen. Sie informiert die Justizkommission über die diesbezüglichen Entscheide. Da der Rat keine originären Finanzkompetenzen besitzt, gilt dieses Verfahren nur für Kompensierungen innerhalb derselben Behörde.

2.7.5. Richter für Schlichtungsverhandlungen

In seinen Bemühungen, die notorisch überlasteten Bezirksgerichte Greyerz und Broye zu entlasten, hat der Rat nach einem Weg für eine entsprechende Hilfestellung gesucht. Da diese beiden Behörden im Strafbereich zunächst auf die Unterstützung der richtersunabhängigen Richterinnen zählen können, hat er seine Überlegungen auf eine Entlastung im Zivilbereich gerichtet. Aufgrund der Tatsache, dass die einvernehmliche Lösung von Konflikten auf eine nachhaltige Lösung hinzielt und zur Entlastung der Justiz beiträgt, hat sich der Rat auf die Schlichtungsverfahren konzentriert. Die im Jahre 2011 in Kraft getretene Schweizerische Zivilprozessordnung (ZPO) verlangt ein obligatorisches Vorverfahren, bevor jemand eine Klage einreichen kann. Bei einer Einigung können sich die Parteien lange und kostspielige Prozesse sparen und die Gerichte zeitaufwendige Verfahren vermeiden. In diesem Sinn hat der Rat den ehemaligen Gerichtspräsidenten des Glanebezirks, Michel Morel, zum Präsidenten ad hoc der Bezirksgerichte Greyerz und Broye ernannt, damit er an diesen Gerichten in erster Linie die Schlichtungsverhandlungen führen kann. Er wird sich, ohne dem Druck des Tagesgeschäfts zu unterliegen, Zeit nehmen können, um auf die Anliegen der Parteien einzugehen. Als langjähriger Gerichtspräsident hat er die nötige Erfahrung, um den zerstrittenen Parteien seine Einschätzung der Prozessaussichten darzulegen und ihnen Lösungsvorschläge aufzuzeigen. Nach Ablauf dieses sechsmonatigen Mandates wird der Rat die Effizienz dieser Massnahme einschätzen und gegebenenfalls eine entsprechende Institutionalisierung ins Auge fassen können.

2.7.6. Vernehmlassung

Der Rat hat zum Vorentwurf des Gesetzes über den Straf- und Massnahmenvollzug sowie zur Verordnung über die Telearbeit Stellung genommen.

2.7.7. Informatik - Statistiken

Die neuen Tribuna Informatik-Codes wurden Anfang Jahr ausgewertet. Das ITA hat auf Wunsch des Rates das System verbessert, damit die Erstellung der Statistiken durch die erstinstanzlichen Gerichte automatisiert werden kann.

Es findet zurzeit eine Neuorganisation im Informatikbereich statt. Das vom Rat mit der Verwaltung der Informatikfragen für das Gerichtswesen beauftragte Kantonsgericht hat eine Arbeitsgruppe gebildet, in der auch die Aufsichtsbehörde vertreten ist. Die Arbeitsgruppe arbeitet an der Einführung einer Fachkommission für Informatikfragen für das Gerichtswesen, Organ der Informatikkommission des Staates.

2.7.8. Fernsehsendung

Der Rat hat Dreharbeiten für eine Reportage des Senders RTS über das Alltagsleben der Richterinnen und Richter gutgeheissen und die Friedensrichterinnen Sylviane Périsset Gantner und Delphine Queloz befugt, an diesen teilzunehmen.

Freiburg, 27. März 2017.

II. Les autorités judiciaires

Considérant que le rapport annuel sur l'administration de la justice a valeur de document d'archive reflétant la marche de la justice du canton, le Conseil de la magistrature y insère désormais les rapports des différentes autorités in extenso.

1. Le Tribunal cantonal

1.1. Partie générale

1.1.1. Remarques générales

En 2016, le Tribunal cantonal a rendu 3139 arrêts. 301 d'entre eux ont fait l'objet d'un recours auprès de l'autorité supérieure qui en a admis 32, soit environ 1 % des décisions du Tribunal cantonal. Sur le plan organisationnel, l'année a été marquée par le départ des juges Josef Hayoz, Gabrielle Multone et Roland Henninger à fin janvier, ainsi que Hugo Casanova à fin décembre. Le Tribunal cantonal les remercie de leur engagement sans faille en faveur de la justice fribourgeoise et leur exprime toute sa gratitude pour le travail accompli pendant de si nombreuses années. Pour remplacer les trois premiers d'entre eux, le Grand Conseil a élu les juges Dominique Gross, Marc Boivin (à 50 %, l'autre mi-temps ayant été confié à Marc Sugnaux qui a augmenté son taux d'activité à 100 %) et Sandra Wohlhauser. L'intégration des nouveaux juges s'est très bien déroulée. Il est également relevé que Daniela Kiener, élue juge cantonale à 50 %, remplacera Hugo Casanova à partir du 1^{er} janvier 2017. S'agissant du personnel du Greffe, il y a lieu de constater avec grande satisfaction que l'Etat a pris la décision de pérenniser les postes sur crédits forfaitaires dès 2017, ce qui concerne 9 employés du Tribunal cantonal qui étaient depuis plusieurs années engagés par contrats de durée déterminée. Sur le plan administratif, un important travail a été effectué pour se doter d'instruments de gestion modernes et performants. Un plan directeur a ainsi été élaboré et de nouveaux outils informatiques ont été mis en production (moteur de recherche des arrêts publiés, site Intranet).

1.1.1.1. Administration de la justice

Le Tribunal plénier s'est réuni à 9 reprises et la Commission administrative à 17 reprises. Plusieurs décisions ont en outre été prises par voie de circulation. Le Tribunal plénier et la Commission administrative se sont occupés des tâches générales de gestion relatives notamment au personnel et au budget, ont traité de questions concernant l'organisation du Tribunal et se sont déterminés dans le cadre de 16 consultations législatives. Par ailleurs, le Tribunal cantonal a présenté son rapport annuel lors de sa traditionnelle conférence de presse. Il a organisé, au nom du canton, la Journée des Tribunaux des assurances qui a eu lieu le 3 juin 2016, à Fribourg. Il a participé à la sixième Conférence de la justice suisse organisée par le Tribunal fédéral, à Berne, aux Journées des Juges administratifs de Suisse, à Zoug, à la Journée des Juges organisée par l'Association suisse des magistrats de l'ordre judiciaire (ASM) ainsi qu'à l'assemblée annuelle de la Société suisse de droit pénal, au Lichtenstein. Enfin, les juges cantonaux ont procédé à diverses inspections annuelles, sur délégation du Conseil de la magistrature.

Organisation et fonctionnement

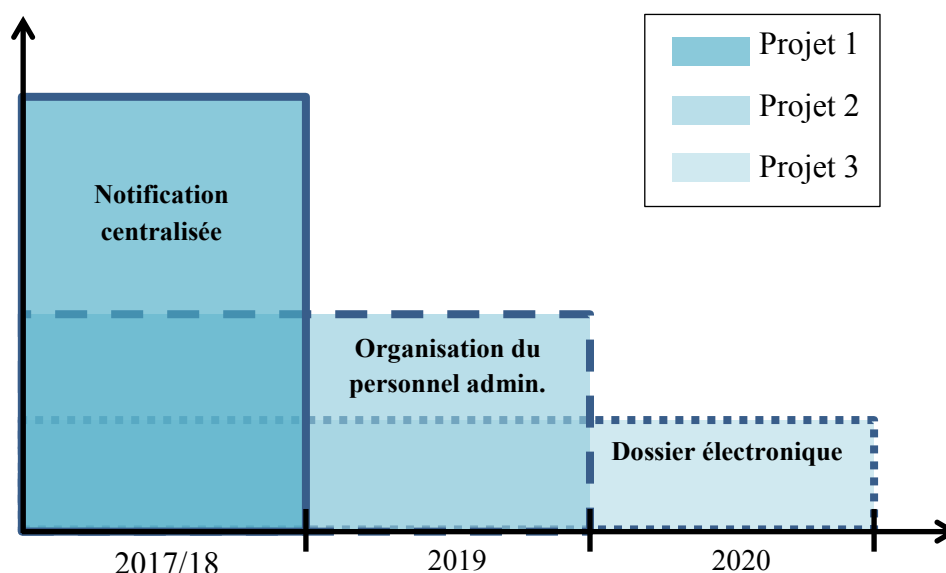
L'organisation et le fonctionnement du Tribunal cantonal sont fixés dans le règlement du 22 novembre 2012 (RTC ; RSF 131.11).

Les modifications réglementaires suivantes - qui prennent notamment en compte la modification du 19 décembre 2014 de la loi sur la justice - ont été mises en œuvre en 2016 :

- > Les sections – et leur présidence – ont été supprimées. Afin de faciliter la gestion interne du Tribunal, les Cours civiles, pénales et administratives ont désigné un juge répondant par matière. Cette personne est l'interlocuteur pour les questions liées à la gestion générale des Cours en collaboration avec la greffière présidentielle ou le greffier présidentiel (ancienne fonction de greffier/ère de section). Sur délégation du Tribunal plénier, le répondant formule également des préavis à l'intention du Conseil de la magistrature sur les demandes d'affectation de dossiers à la juge itinérante.
- > La Commission administrative est désormais composée de la présidence et de la vice-présidence du Tribunal cantonal ainsi que d'un ou d'une troisième juge, élu-e pour une année, avec le secrétariat général. De 2008 à fin 2015, elle avait siégé à cinq juges. Les premières expériences ont été très positives. La nouvelle composition renforce l'efficacité dans les prises de décision au sein de la Commission administrative, tout en permettant les échanges nécessaires à cet effet; quant aux deux autres juges précédemment impliqués, ils peuvent se consacrer pleinement à leurs tâches juridictionnelles.
- > Sur ce plan précisément, la Cour de modération a été supprimée, ses compétences pouvant être réparties sur les autres Cours civiles. Les compétences de la II^e Cour d'appel civil ont également été revues. Les dossiers d'assistance judiciaire et d'exception d'incompétence suivent désormais la même voie que la procédure au fond qui les concerne. En plus de ses autres compétences actuelles, la II^e Cour d'appel civil examine et transmet les demandes d'entraide internationale au sens de la Convention de La Haye du 18 mars 1970 sur l'obtention des preuves à l'étranger en matière civile ou commerciale. Cette nouvelle attribution simplifie la gestion de ces cas. Enfin, une adjonction règlementaire permet également, en cas de besoin, d'équilibrer la charge de travail entre les deux Cours des assurances sociales en vue d'assurer leur bon fonctionnement.
- > Par ailleurs, le Tribunal cantonal a adopté **son plan directeur pour la période 2017 à 2021** (art. 8 et 11 RTC). Pour ce faire, il a établi un portefeuille de cinq projets priorités conformément au tableau ci-dessous :

Plan directeur 2017-2021: Portefeuille de cinq projets priorités	
Projets	Brève description
1) Notification centralisée	Introduction d'une notification centralisée intégrant une impression centralisée. Premier pas vers le dossier électronique. Gain d'efficacité, en particulier pour le personnel administratif.
2) Organisation et exigences du personnel administratif	Avec l'introduction de la notification centralisée, les méthodes de travail du personnel administratif doivent être adaptées. Réflexions sur la structure et l'organisation de cette entité.
3) Dossier électronique	Amener graduellement le Tribunal cantonal vers le dossier électronique en mettant en oeuvre plusieurs sous-projets tels que la numérisation de la bibliothèque et des archives.
4) Charge de travail	Analyse des tâches actuelles et des responsabilités dans le but de faciliter la répartition de la charge de travail.
5) Travail à temps partiel et télétravail	Clarification des conditions-cadre du travail à temps partiel et du télétravail à l'aide d'une directive interne.

Les trois premiers projets seront lancés en même temps mais ils ne seront pas achevés au même moment, car les ressources à investir diffèrent. Leur planification est présentée dans le schéma suivant :



En relation avec l'organisation et le fonctionnement du Tribunal cantonal, il est par ailleurs procédé aux constats suivants :

En ce qui concerne les activités juridictionnelles

La **charge de travail globale est toujours importante**. Au 31 décembre 2016, le Tribunal comptait, toutes cours confondues, 1325 affaires pendantes (contre 1302 au 31.12.2015). Il a enregistré 3177 nouvelles affaires, soit 309 de plus qu'en 2015, ce qui correspond à une augmentation de plus de 10 %. Cette augmentation est ressentie en particulier par la I^e Cour d'appel civil (qui a par ailleurs vu le volume de ses affaires augmenter de trois ou quatre fois en dix ans). Celle-ci craint en particulier les conséquences des modifications des dispositions relatives aux contributions d'entretien qui entreront en vigueur en 2017. La Chambre pénale, quant à elle, a subi une augmentation de 20 % par rapport à 2015; elle peine à rattraper le retard alors que les causes doivent, sauf exception, être jugées rapidement. La I^e Cour administrative a connu une très forte augmentation sur la même période considérée : 108 affaires supplémentaires par rapport à 2015, soit une augmentation de 62 %, que l'on retrouve dans le domaine des étrangers et des recours en matière de personnel (augmentation logique de ce point de vue suite à la suppression du recours au Conseil d'Etat au 1^{er} juillet 2016), ainsi que dans les dossiers accessoires (assistances judiciaires et mesures provisionnelles). Quant aux deux Cours des assurances sociales, elles ont vécu une augmentation des nouvelles affaires en général de 4,85 % pour près de 10 % d'augmentation des affaires sur le fond, pour atteindre un total de 562 nouvelles entrées. Les liquidations pour l'ensemble du Tribunal ont pour leur part cru d'environ 9 %. Cette augmentation ne permet toutefois pas de contenir la hausse des entrées. Le Tribunal cantonal a entrepris des mesures de réorganisation pour faire face à cette situation. La mise en œuvre des modifications du RTC, le plan directeur, les améliorations des processus internes et dans la communication (cf. ci-après) figurent parmi les mesures entreprises en 2016. Si les entrées devaient continuer à augmenter, le Tribunal cantonal parviendra toutefois rapidement à ses limites et ne pourra plus juguler la charge de travail avec les

moyens dont il dispose, que ce soit en personnel ou en mesures organisationnelles. Des précisions figurent encore sous les points 1.1.2.2 à 1.1.2.12 du présent rapport.

En ce qui concerne le greffe

- > Les **processus de travail** ont continué de faire l'objet de réflexions. Ces démarches ont abouti à de nouveaux processus unifiés au sein du tribunal.
- > La **communication** interne a également été analysée et améliorée. Pour ce faire, une enquête a notamment été adressée à l'ensemble du personnel qui a pu se déterminer de manière anonyme. Sur la base des résultats et autres travaux, un site **intranet** (à contrôle d'accès ; usage interne au Tribunal cantonal) a été créé et mis en production.
- > La communication externe a été également améliorée, en particulier en relation avec la jurisprudence. Le Tribunal cantonal publiait d'ores et déjà ses arrêts sur son site internet. L'accès à la jurisprudence est toutefois désormais facilité grâce au **moteur de recherche « Tribuna Publication »** (<https://publicationtc.fr.ch/?locale=fr>) qui, après une phase de test, a été mis en production dès le mois juin 2016. La plate-forme dispose de plusieurs fonctions de recherche (recherches "plein texte", par normes, "avec Thésaurus"). Afin d'alléger la charge de travail supplémentaire du Tribunal cantonal liée à la mise à disposition de ses arrêts sur internet, les processus d'anonymisation et de publication ont été optimisés à l'interne, en étroite collaboration entre le Tribunal cantonal, le Service de l'informatique et des télécommunications (SITel) et le fournisseur de logiciel, Delta Logic AG. Le logiciel Tribuna Anonymisation facilite en effet le travail d'anonymisation grâce à un complément de Word Office qui crée automatiquement des propositions d'anonymisation sur la base des données du dossier fournies par Tribuna Gestion d'affaires. Les noms cités fréquemment peuvent notamment être anonymisés automatiquement. Il est par ailleurs possible d'adapter et de compléter manuellement les propositions d'anonymisation. Certains travaux internes nécessaires avant publication ont par ailleurs été automatisés, ce qui simplifie considérablement le travail des collaboratrices et collaborateurs du Tribunal cantonal en charge de ces tâches. Les arrêts du Tribunal cantonal, publiés de 2014 à ce jour, sont d'ores et déjà disponibles via le moteur de recherche. Les décisions antérieures - publiées sans moteur de recherche - seront intégrées, rétroactivement et au fur à mesure, dans le nouveau logiciel du Tribuna Publication.

En ce qui concerne les infrastructures et les autres tâches d'administration de la justice

- > Conformément à la nouvelle ordonnance du 3 novembre 2015 sur la gestion de l'informatique et des télécommunications dans l'Administration cantonale, une **nouvelle organisation informatique des autorités judiciaires** a été mise sur pied. Elle doit encore être formellement institutionnalisée par le Conseil d'Etat, lequel a d'ores et déjà nommé Madame la Juge cantonale Sandra Wohlhauser en tant que membre de la Commission informatique de l'Etat (organe de pilotage informatique cantonal). Une Commission informatique des autorités judiciaires a été constituée en tant qu'organe de pilotage informatique des autorités judiciaires. Le premier objectif de cette nouvelle organisation est de gérer et développer efficacement les outils informatiques des autorités judiciaires, devenus indispensables, en promouvant toutes les synergies possibles. Le second but est de défendre les intérêts des autorités judiciaires auprès de nos partenaires, tant sur le plan informatique que budgétaire. Après échanges avec les différentes autorités, respectivement avec les conférences concernées, la Commission est composée de magistrats de l'ordre judiciaires représentant les différentes autorités ainsi d'autres représentants des entités partenaires (Conseil de la magistrature, DSJ, SITel). Afin de préparer ses séances et de gérer les affaires informatiques courantes, la Commission a également instauré un Bureau informatique des autorités judiciaires.

- > S'agissant du **bâtiment**, l'Institut universitaire romand de Santé au Travail (IST) a poursuivi ses démarches sur mandat du Service du personnel et d'organisation. Il a enquêté sur les problématiques de climat intérieur du bâtiment et a rendu un nouveau rapport, après analyses. De nouveaux travaux d'isolation thermique et phonique ont été entrepris dans l'aile ouest du bâtiment. Cette dernière va encore faire l'objet de nouvelles interventions pour améliorer les conditions de travail.
- > Des mesures ont également été mises en œuvre en lien avec les questions d'**archivage** et de gestion documentaire. Afin de répondre aux exigences de la nouvelle loi sur l'archivage et avec le soutien et la conduite de l'archiviste judiciaire, le Tribunal cantonal a débuté le projet d'établissement et de mise en œuvre des plans de classement et de gestion des autorités judiciaires, ce en accord avec le Service de la justice et les Archives de l'Etat. Enfin, les développements de **consultation numérique** proposée aux collaborateurs du Tribunal cantonal ont été poursuivis. Cette consultation est de plus en plus utilisée (Revue Print Plus, site CPC online, ATF, Weblaw, Swisslex), à la satisfaction des utilisateurs. Par ailleurs, la possibilité de pouvoir accéder à la consultation numérique d'ouvrages de doctrine est également en cours d'analyse.

1.1.1.2. Volume des affaires

La charge de travail du Tribunal cantonal est de plus en plus importante. Le nombre de dossiers enregistrés a systématiquement augmenté (cours civiles: 1099 en 2015, 1170 en 2016 = + 71 dossiers [+ 6.5 %]; cours pénales: 483 en 2015, 551 en 2016 = + 68 dossiers [+ 14.1 %]; cours administratives: 1270 en 2015, 1441 en 2016 = + 171 dossiers [+ 13.5 %]). La hausse des taux de liquidation a permis de juguler cette augmentation (cours civiles: 1128 en 2015, 1150 en 2016 = + 22 dossiers [+2 %]; cours pénales: 461 en 2015, 553 en 2016 = + 92 dossiers [+ 20 %]; cours administratives: 1279 en 2015, 1420 en 2016 = + 141 dossiers [+ 11 %]). Cette augmentation ne permet toutefois pas de contenir la hausse des affaires pendantes (cours civiles: 163 au 31.12.15, 183 au 31.12.16 = + 20 dossiers [+ 12.3 %]; cours pénales: 156 au 31.12.15, 154 au 31.12.16 = - 2 dossiers [- 1.3 %]; cours administratives: 965 au 31.12.15, 986 au 31.12.16 = + 21 dossiers [+ 2.2 %]). Le Tribunal cantonal doit ainsi constater une augmentation globale d'environ 3 % de ses affaires pendantes (1287 au 31.12.15 ; 1325 au 31.12.16 = + 38 dossiers [+ 2.95 %]).

Pour des explications complémentaires, il convient de se référer aux chiffres 1.2.1.1, 1.2.1.2 et 1.2.2 à 1.2.13 ci-après.

1.1.2. Activité juridictionnelle

1.1.2.1. En général

1.1.2.1.1. Statistiques générales pour l'ensemble du Tribunal cantonal et les différentes cours

Tribunal cantonal				
Statistique générale	2016	2015	2014	2013
a) affaires pendantes au 1 ^{er} janvier	1287	1302	1323	1207
b) affaires enregistrées	3177	2868	2957	2933
c) affaires liquidées	3139	2883	2978	2817
d) affaires pendantes au 31 décembre	1325	1287	1302	1323

De manière générale, le nombre des nouvelles affaires a augmenté (2016: 3177; 2015: 2868; 2014: 2957 ; 2013: 2'933), en rappelant également la complexité et le volume important des dossiers à traiter.

Langue des affaires liquidées

Le Tribunal cantonal a rendu 2589 décisions en français et 534 en allemand, sans compter les 16 consultations législatives sur lesquelles le Tribunal plénier a pris position.

Cours civiles

Statistique générale	2016	2015	2014	2013
a) affaires pendantes au 1 ^{er} janvier	163	192	216	200
b) affaires enregistrées	1170	1099	1218	1143
c) affaires liquidées	1150	1128	1242	1127
d) affaires pendantes au 31 décembre	183	163	192	216

Le nombre des affaires portées au rôle de la I^e Cour d'appel civil a fortement augmenté, soit de 50 % (300 en 2015, 450 en 2016 = + 150 dossiers); celui de la II^e Cour d'appel civil de 43.1 % (311 en 2015, 445 en 2016 = + 134 dossiers), étant toutefois relevé que 166 demandes d'entraides judiciaires ont été incluses dans le total de 445 dossiers. Le nombre d'affaires enregistrées auprès de la Chambre des poursuites et faillites a quant à lui diminué de 10 % (160 en 2015, 144 en 2016 = - 16 dossiers). Après la très forte augmentation des dossiers portés au rôle de la Cour de protection de l'enfant et de l'adulte (22 en 2012, 178 en 2013, 197 en 2014), la situation s'est stabilisée (125 en 2015, 131 en 2016 = + 6 dossiers [+ 4.8%]). Il est enfin relevé que la Cour de modération a été supprimée dès le 1^{er} janvier 2016, les affaires qui étaient auparavant portées à son rôle étant désormais réparties dans les autres cours civiles.

Langue des affaires liquidées

Les cours civiles ont rendu 1030 décisions en français et 120 en allemand.

Cours pénales

Statistique générale	2016	2015	2014	2013
a) affaires pendantes au 1 ^{er} janvier	156	134	155	145
b) affaires enregistrées	551	483	450	459
c) affaires liquidées	553	461	471	449
d) affaires pendantes au 31 décembre	154	156	134	155

Le nombre des affaires portées au rôle de la Cour d'appel pénal (+ 9.9 %) et de la Chambre pénale (+ 20 %) a augmenté. La hausse globale des affaires enregistrées est de plus 14 % par rapport à 2015.

Langue des affaires liquidées

Les cours pénales ont rendu 460 décisions en français et 93 en allemand.

Cours administratives

Statistique générale	2016	2015	2014	2013
a) affaires pendantes au 1 ^{er} janvier	965	974	949	862
b) affaires enregistrées	1441	1270	1272	1300
c) affaires liquidées	1420	1279	1247	1213
d) affaires pendantes au 31 décembre	986	965	974	949

Le nombre des affaires enregistrées en 2016 auprès des cours administratives est en hausse par rapport à 2015 (+ 171 dossiers). Les dossiers inscrits au rôle de de la I^e Cour administrative (+ 107 dossiers [+62 %]) ont nettement augmenté. Cette hausse se retrouve dans le domaine des étrangers et des recours en matière de personnel (21 recours enregistrés), augmentation somme toute logique à la suite de la suppression du recours du personnel de l'Etat au Conseil d'Etat au 1^{er} juillet 2016, ainsi que dans les dossiers accessoires (assistance judiciaire et mesures provisionnelles). Les affaires de la II^e Cour administrative ont également augmenté (+ 23 dossiers [+ 16.1 %]). Il en va de même pour les nouvelles affaires enregistrées auprès de la III^e Cour administrative (+ 24 dossiers [+ 11.4 %]). En revanche, le nombre d'affaires enregistrées auprès de la Cour fiscale a légèrement diminué (- 13 dossiers [- 4.5 %]). Les dossiers des Cours des assurances sociales ont quant à eux subi une augmentation des entrées de 4.5 % (+26 dossiers).

Au niveau de la répartition des causes, les deux Cours des assurances sociales comptabilisent 1063 dossiers (I^e Cour : dossiers pendants au 1^{er} janvier 2016 [308] et nouvelles affaires enregistrées [295] ; II^e Cour : dossiers pendants au 1^{er} janvier 2015 [219] et nouvelles affaires enregistrées [241]). Cela représente 48.4% des affaires pendantes en 2016 auprès des cours administratives. La Cour fiscale totalise 16 % des enregistrements (139 dossiers pendants + 212 nouvelles affaires = 351) ; la I^e Cour administrative 11.9 % (88 dossiers pendants + 171 nouvelles affaires = 259), la II^e Cour administrative 11.2 % (101 dossiers pendants + 143 nouvelles affaires = 244) et la III^e Cour 12.5 % (72 dossiers pendants + 208 nouvelles affaires = 280 dossiers).

Il est relevé que le nombre d'affaires liquidées par l'ensemble des cours administratives a encore augmenté et de manière importante (+ 141 dossiers en 2015 ;+ 32 dossiers en 2015;+ 34 dossiers en 2014). Malgré l'effort considérable de tous les juges, collaboratrices et collaborateurs et à l'utilisation régulière des juges suppléants, le nombre d'affaires liquidées au sein des cours n'a toutefois pas égalé celui des nouvelles causes enregistrées, ce qui a débouché sur une augmentation de 21 du nombre des affaires pendantes au 31 décembre 2016 par rapport au 31 décembre 2015. Cette situation est préoccupante dès lors que le nombre d'affaires pendantes est élevé, avec 986 dossiers non liquidés au 31 décembre 2016.

Langue des affaires liquidées

Les cours administratives ont rendu 1099 décisions en français et 321 en allemand.

1.1.2.1.2. Durée de la procédure

Le tableau suivant rend compte de la durée des procédures dans les principales Cours/Chambres.

	1 à 30 Jours	1 à 3 mois	3 à 6 mois	6 à 12 mois	1 à 2 ans	Plus de 2 ans
I ^o Cour d'appel civil	186	121	68	54	6	2
II ^o Cour d'appel civil	306	93	37	12	4	1
Chambre des poursuites et faillites	101	34	3	0	2	0
Cour de protection de l'enfant et de l'adulte	53	44	21	0	0	0
Cour d'appel pénal	65	36	35	67	20	2
Chambre pénale	136	110	45	26	1	0
I ^o Cour administrative	49	70	36	50	20	6
II ^o Cour administrative	29	35	42	32	19	13
III ^o Cour administrative	73	83	29	20	11	5
Cour fiscale	29	47	30	42	92	1
I ^o Cour des assurances sociales	23	24	18	49	144	35
II ^o Cour des assurances sociales	22	41	35	35	113	18

Le nombre de 53 affaires avec une durée de procédure de plus de 2 ans pour les Cours des assurances sociales s'explique par leur surcharge. Si ce chiffre a diminué par rapport à 2015 (70), il demeure important.

1.1.2.1.3. Surveillance déléguée

Sur délégation du Conseil de la magistrature (art. 127 al. 2 Cst. cant.), le Tribunal cantonal a inspecté une partie du Ministère public (10 procureurs) et du Tribunal de l'arrondissement de la Sarine (7 présidents) ; le Tribunal pénal des mineurs ; les Tribunaux d'arrondissement de la Glâne, de la Gruyère, de la Singine et de la Veveyse ; les Justices de paix de la Broye, de la Gruyère, du Lac et de la Sarine ; les Préfectures à l'exception de celle de la Sarine ; l'Autorité de surveillance du Registre foncier ; les Commissions de recours en matière de nouvelle mensuration parcellaire, de recours de l'Université, de recours en matière d'améliorations foncières et de conciliation en matière d'abus dans le secteur locatif.

En sa propre qualité d'autorité de surveillance, le Tribunal cantonal a aussi inspecté l'Office cantonal des faillites et les sept offices des poursuites.

1.1.2.2. I^o Cour d'appel civil

Après les augmentations sans précédent des années 2010 et 2011 (affaires enregistrées passant de 100 à 353), les affaires inscrites au rôle de la I^o Cour d'appel civil s'étaient stabilisées (300 affaires enregistrées en 2015). Malheureusement, en 2016, l'augmentation a fortement repris (450 affaires enregistrées, soit une augmentation de 50 %). Ainsi, de 2010 à 2016, l'augmentation des affaires est de 350 %.

Le nombre de dossiers pendants en fin d'année est néanmoins resté inférieur à la centaine ; les anciennes affaires (enregistrées avant 2016) ont toutes été liquidées. La Cour fonctionne désormais avec 4 juges titulaires, contre 3.5 auparavant. Le recours à des juges suppléants et le soutien de greffiers compétents ont permis pour l'instant de maîtriser cette augmentation. La situation de la Cour est toutefois délicate et les incertitudes liées à l'application du nouveau droit relatif aux contributions d'entretien pour les enfants et au partage des avoirs de prévoyance en cas de divorce, entré en vigueur le 1^{er} janvier 2017, laissent craindre un nombre à nouveau élevé de recours en 2017, dans des matières qui nécessitent par ailleurs un traitement prioritaire.

1.1.2.3. II^e Cour d'appel civil

La II^e Cour d'appel civil traite les appels et recours en matière droit de la poursuite pour dettes et faillite (~ 45 %), bail - à loyer et à ferme -, droit du travail (~ 10 %) et assistance judiciaire (~ 5 %) ainsi que des procédures complexes en tant qu'instance cantonale unique (5 affaires).

Les parties devant pouvoir compter dans ces domaines sur une décision rapide, la Cour fait en sorte de statuer avec célérité. Ainsi, en 2016, 87 % des affaires ont été liquidées en moins de trois mois et 95 % dans les six mois.

La II^e Cour d'appel civil est nouvellement compétente pour examiner et transmettre les demandes d'entraide internationale en matière civile et commerciale. 166 demandes d'entraide ont été traitées durant l'année 2016 (36 %), ce qui explique également l'augmentation massive des affaires enregistrées auprès de la Cour.

1.1.2.4. Chambre des poursuites et faillites

Un rapport séparé sur l'activité de la Chambre en sa qualité d'autorité de surveillance des offices des poursuites et faillites sera déposé auprès de l'Office fédéral de la justice et du Conseil d'Etat.

Le traitement des affaires de la Chambre n'appelle pas de remarques particulières.

1.1.2.5. Cour de protection de l'enfant et de l'adulte

En 2016, le nombre de dossiers entrés est resté stable (125 dossiers en 2015, 131 en 2016). La charge de travail demeure toutefois importante, ces dossiers devant être traités prioritairement. La Cour s'est en outre déplacée à 13 reprises au Centre de soins hospitaliers de Marsens pour procéder à des auditions.

1.1.2.6. Cour d'appel pénal

Si ce n'est une nouvelle augmentation du nombre de dossiers enregistrés (+ 10 % en 2016), l'activité de la Cour pour l'année 2016 n'appelle pas de remarques particulières.

1.1.2.7. Chambre pénale

Depuis l'entrée en vigueur du nouveau Code de procédure pénale en 2011, le nombre des affaires enregistrées en Chambre pénale est passé de 197 à 333, soit une augmentation de 69%. Compte tenu de leurs objets, la plupart de ces causes ont un degré de priorité élevé. A cet égard, il est en particulier relevé que les recours touchant aux détentions - au degré de priorité le plus élevé qui soit, qui nécessite par ailleurs la mise en place d'une permanence en cas de week-ends prolongés - sont passés de 17 en 2011 à 34 en 2016. Cette situation est préoccupante, d'autant que la célérité exigée rend plus difficile de recourir aux juges suppléants. Pour rappel, les trois juges de la Chambre pénale, outre qu'ils sont membres ordinaires d'autres Cours, traitent aussi toutes les demandes de révision inscrites au rôle de la Cour d'appel pénal.

1.1.2.8. I^{er} Cour administrative

La I^{er} Cour administrative a connu une très forte augmentation par rapport à 2015: 107 affaires supplémentaires, soit une augmentation de 62.5 %, que l'on retrouve dans le domaine des étrangers et des recours en matière de personnel (augmentation somme toute logique suite à la suppression du recours au Conseil d'Etat au 1 juillet 2016), ainsi que dans les dossiers accessoires (assistances judiciaires et mesures provisionnelles).

1.1.2.9. II^{er} Cour administrative

L'activité de la II^{er} Cour administrative pour l'année 2016 n'amène pas de remarques particulières.

1.1.2.10. III^{er} Cour administrative

L'activité de la III^{er} Cour administrative pour l'année 2016 n'amène pas de remarques particulières. Il y a toutefois lieu de relever, suite aux départs de Josef Hayoz et de Gabrielle Multone, l'arrivée de Dominique Gross, pour les affaires de langue allemande, et celle de la nouvelle membre et présidence désormais assurée par Anne-Sophie Peyraud.

1.1.2.11. Cour fiscale

Après avoir présidé l'ancienne Commission cantonale de recours en matière d'impôt depuis 1985, Hugo Casanova a été Président de la Cour fiscale depuis sa constitution le 1er janvier 1992 jusqu'en 2013, puis Juge titulaire de celle-ci jusqu'au 31 décembre 2016. La Cour fiscale lui est profondément reconnaissante d'avoir ainsi œuvré durant plus de trente ans à la qualité et à la cohérence d'une jurisprudence sur laquelle elle pourra continuer à s'appuyer à l'avenir.

Le nombre de nouvelles causes enregistrées est stable, à un niveau relativement élevé (202). La quantité d'affaires liquidées est sensiblement plus importante que celle des nouvelles entrées, ramenant le nombre de procédures pendantes à fin 2016 (139) à un niveau proche de celui existant à fin 2012 (131). La nature des affaires traitées n'appelle quant à elle pas de remarque particulière.

1.1.2.12. I^{er} et II^{er} Cour des assurances sociales

En 2016, sans changement notable des taux d'activité des collaboratrices et collaborateurs, les deux Cours des assurances sociales ont poursuivi leurs efforts, sur la lancée de l'année 2015.

Elles ont connu une augmentation des nouvelles affaires de 4,85 %, dont la proportion de dossiers sur le fond a cependant augmenté de près de 10 % par rapport à 2015. Si le taux de liquidations a un peu diminué par rapport aux statistiques de l'année précédente, cela résulte en partie des nouvelles mesures prises à l'interne au tout début de l'année, dans le sillage de la réorganisation des deux Cours (avec, notamment, un changement au niveau de la Présidence de la I^{er} Cour, de sa Vice-présidence et l'augmentation du taux d'activité d'un troisième juge). Dorénavant, les assistances judiciaires sont traitées en principe avec les arrêts de fond, ce qui occasionne une baisse provisoire des liquidations. Cependant, le nombre d'affaires traitées au fond a augmenté de 49 unités; les deux Cours fonctionnent ainsi à la fin de l'année, grosso modo, avec deux mois d'avance par rapport à l'année précédente à la même date, ce qui devrait amener une diminution sensible de la durée des procédures.

A côté de la contribution des greffiers et de tous les juges actuels et anciens (qui ont grandement participé à accélérer la prise de décisions par voie de circulation), le concours des juges suppléants s'est encore avéré très précieux en 2016.

Pour autant, la situation des deux Cours reste précaire. Elles demeurent engorgées, la durée des procédures y est plus longue que dans toutes les autres cours, en raison notamment du volume des affaires à traiter, dont celles en assurance-invalidité (194 dossiers pendants, une grande partie des recours concernant les

révisions/suppressions de rente). L'augmentation de certains contentieux est inquiétante (assurance-accidents) et le nombre des recours directement liés à la situation de précarité des assurés-administrés (prestations complémentaires, chômage, aide sociale) ne se résorbe pas, bien au contraire. Les indicateurs socio-économiques n'invitent guère à l'optimisme.

Le manque de personnel se fait donc toujours sentir. Aussi, lorsque les nouvelles mesures organisationnelles introduites ne suffiront plus à endiguer la masse des affaires en hausse constante, n'y aura-t-il pas d'autre choix que de leur octroyer de nouvelles forces de travail.

1.1.3. Personnel

1.1.3.1. Juges

Comme relevé en introduction, l'année a été marquée par le départ des juges Josef Hayoz, Gabrielle Multone et Roland Henninger à fin janvier, ainsi que Hugo Casanova à fin décembre.

Josef Hayoz est né en 1951 à Fribourg. Après sa scolarité obligatoire à Giffers et l'obtention de sa maturité au Collège St-Michel à Fribourg, il a entrepris des études de droit à l'Université de Fribourg, dont il a obtenu la licence en 1976. Quatre ans plus tard, l'obtention du brevet d'avocat est venue compléter son cursus juridique. Josef Hayoz est entré au service du pouvoir judiciaire en 1980, en qualité de greffier auprès du Tribunal d'arrondissement du Lac. Il en est devenu le président deux ans plus tard, fonction qu'il occupera jusqu'à son élection par le Grand Conseil, en mai 1991, comme juge au Tribunal administratif cantonal. Il a présidé cette instance en 1995 et en 2001, puis est devenu le premier président du Tribunal cantonal unifié en 2008. A côté de son activité ordinaire de juge cantonal, il a mis son expérience et ses compétences au service de diverses instances fédérales ou cantonales. De 1997 à 2014, il a ainsi fonctionné comme président suppléant de la Commission fédérale d'estimation du 6^e arrondissement (canton de Berne et communes alémaniques du canton de Fribourg). Il a présidé la Commission cantonale de nomenclature germanophone depuis 2011, année où il a intégré également le Conseil de la magistrature, qu'il a présidé jusqu'en 2014. Il a également siégé depuis 2012 au sein du Conseil scientifique du projet de recherche interuniversitaire « Justizforschung » sur le fonctionnement et le management de la justice.

Gabrielle Multone est née à Amsterdam (Pays-Bas) en 1952. Après avoir effectué sa scolarité obligatoire à Fribourg, elle a effectué sa maturité à Rome (Italie) en 1970, avant de revenir à Fribourg entreprendre des études de droit à l'Université, dont elle a obtenu la licence en 1975. Après avoir effectué un stage auprès des Communautés européennes à Bruxelles (Belgique), elle a travaillé de 1976 à 1982 comme greffière-adjointe auprès du Tribunal d'arrondissement de la Sarine et du Tribunal cantonal. Elle a effectué ensuite son stage d'avocat et a obtenu le brevet en 1984. Elle a exercé alors la profession d'avocate à Fribourg. Engagée dans la vie de la cité, elle a notamment présidé durant de nombreuses années l'Association des centres de loisirs de la ville de Fribourg, ainsi que la Commission cantonale de l'égalité et de la famille, jusqu'à ce que le Grand Conseil, en septembre 1997, l'élise au Tribunal administratif, où cette mère de trois enfants est devenue la première juge cantonale mère de famille. Sa fonction l'a amenée à cultiver par ailleurs des liens particuliers avec l'Université de Fribourg, par l'organisation de rencontres avec les professeurs et les étudiants en droit administratif. Elle a en outre siégé au sein de la Commission du barreau et de la Commission de recours du Gymnase intercantonal de la Broye.

Roland Henninger est né en 1953 à Cormondes. Après sa scolarité obligatoire effectuée dans son village natal et l'obtention de sa maturité au Collège St-Michel à Fribourg, il a entrepris des études de droit à l'Université de Fribourg, couronnées par une licence en 1978, puis par un doctorat en 1984. Parallèlement à ses études post-grades, il a fonctionné d'abord comme collaborateur juridique au service de révision totale de la Constitution fédérale de 1979 à 1986, période durant laquelle il a œuvré également comme secrétaire de langue allemande de la Commission de recours de l'Université de Fribourg. En 1986, il est revenu au service de l'administration cantonale, en tant que chef de service du Département de police. C'est en 1988 que le

Grand Conseil a élu Roland Henninger comme juge cantonal, fonction qu'il a occupé depuis le 1^{er} janvier 1989. Il a mis au cours de ces dix-sept années de magistrature ses grandes compétences au service de presque toutes les cours civiles et pénales du Tribunal cantonal. Il a en particulier présidé la Chambre pénale pendant de nombreuses années ainsi que le Tribunal cantonal, en 2003 et 2011. Il a été en outre membre de la Commission d'examen des candidats au barreau.

Hugo Casanova est né en 1951 à Schmiten. Après l'obtention de sa maturité au Collège St-Michel à Fribourg, il a entrepris des études de droit à l'Université de Fribourg, couronnées par une licence en 1975, puis par l'obtention du doctorat en 1982, année où il a obtenu également le brevet d'avocat. En 1985, Hugo Casanova a embrassé la carrière judiciaire qu'il ne quittera plus, en accédant à la Présidence de la Commission de recours en matière d'impôt du canton de Fribourg. Une charge qui l'a mené tout naturellement à être élu par le Grand Conseil, en 1991, comme Président de la Cour fiscale du nouveau Tribunal administratif cantonal qu'Hugo Casanova a présidé en 1994, en 2000 et en 2007. Son très fort engagement au sein de la Cour fiscale, qu'il a présidée jusqu'en 2013, a trouvé durant toute sa carrière un écho dans l'enseignement du droit fiscal, à l'Université de Fribourg dès 1987, où il a fonctionné dès 1996 comme Professeur titulaire, mais aussi au Schweizerisches Institut für Steuerlehre, à Zurich. Sa contribution au droit fiscal s'est encore concrétisée comme collaborateur de la rédaction des Archives de droit fiscal suisse et comme cofondateur et membre de la rédaction de la Revue fribourgeoise de jurisprudence. Il est également l'auteur de nombreuses publications sur le droit fiscal et sa procédure, notamment dans le cadre des rapports annuels sur la jurisprudence du Tribunal fédéral en matière de contributions cantonales et la procédure fiscale.

Le Tribunal cantonal remercie Josef Hayoz, Gabrielle Multone, Roland Henninger et Hugo Casanova pour leur engagement sans faille en faveur de la justice fribourgeoise et leur exprime toute sa gratitude pour le travail accompli pendant de si nombreuses années. Pour remplacer les trois premiers d'entre eux, le Grand Conseil a élu les juges Dominique Gross, Marc Boivin (à 50 %, l'autre mi-temps ayant été confié à Marc Sugnaux qui a augmenté son taux d'activité à 100 %) et Sandra Wohlhauser. L'intégration de ces nouveaux juges s'est très bien déroulée. Il est également relevé que Daniela Kiener, élue juge cantonale à 50 %, remplacera Hugo Casanova à partir du 1^{er} janvier 2017.

S'agissant des activités accessoires, Dina Beti est membre de la Commission du barreau, nouvellement membre de la Commission des examens du barreau, et membre suppléant de la nouvelle Commission du notariat. Marc Boivin est membre suppléant de la Commission du barreau. Il est en outre chargé de cours de droit auprès de la HEG Fribourg, pour les formations de postgrade EMBA et CAS (public management). A côté de son poste de juge à mi-temps, il est actif dans le domaine de l'humour et de la culture. Hubert Bugnon préside la Commission d'école du Collège Ste-Croix et est membre de la Commission du barreau. Hugo Casanova était membre suppléant de la Commission du barreau et membre ordinaire de la Commission de recours de la Convention intercantonale sur les loteries et paris (saisie en général de un à deux cas par année). Il a continué en outre à être chargé de cours auprès de l'Institut suisse pour l'enseignement du Droit fiscal dans le cadre de la formation "Master of Advanced Studies Taxation FH" (trois leçons annuellement). Jérôme Delabays a été Président du Conseil de la magistrature jusqu'à fin juin et est toujours membre suppléant de l'Autorité de surveillance du registre foncier. Johannes Frölicher continue d'œuvrer en tant que juge de la Commission de recours des Hautes écoles spécialisées de la Suisse occidentale et est toujours membre du comité de direction du service éducatif itinérant (SEI) et du centre de thérapie et traitement spécialisés (CTTS) de la fondation « les Buissonnets ». Jusqu'à leur départ à la retraite, Josef Hayoz a été membre de la Commission cantonale de nomenclature et du Conseil scientifique pour le projet de recherche "Grundlagen guten Justizmanagements in der Schweiz", Roland Henninger membre de la Commission d'examen des candidats au barreau et Gabrielle Multone membre de la Commission de recours du Gymnase intercantonal de la Broye (GYB) de celle du barreau. Marianne Jungo est membre de la Commission de recours du Gymnase intercantonal de la Broye (GYB). Catherine Overney est membre de l'Autorité de

surveillance du registre foncier et membre de la Commission du contentieux de la commune d'Ependes. Anne-Sophie Peyraud est Présidente du Tribunal arbitral en matière d'assurance-maladie et accidents, Vice-présidente de la Commission fédérale d'estimation, 2^{ème} arrondissement, ainsi que désormais aussi membre de la Commission de recours du GYB. Elle est Vice-présidente de l'Association St-Camille, à Marly. Christian Pfammatter préside la Commission consultative de libération conditionnelle et d'examen de la dangerosité et est membre suppléant de la Commission d'examen des candidats au barreau. Marc Sugnaux est membre suppléant de la Commission des examens du barreau et de la Commission de la médiation en matière civile, pénale et pénale pour les mineurs. Il préside le comité des associations Le Bosquet, à Givisiez. Il est membre du Comité de direction de la Fondation pour la formation continue des juges suisses et il est formateur en droit commercial dans le cadre d'un brevet fédéral. Adrian Urwyler préside le Conseil de la magistrature depuis le mois de juillet 2016 et est Président de la direction de l'Académie suisse de la magistrature. Sandra Wohlhauser préside la Commission informatique des autorités judiciaires et est membre de la Commission informatique de l'Etat de Fribourg.

1.1.3.2. Greffe

Actuellement, 65 personnes travaillent au Tribunal cantonal :

15	Juges cantonaux
1	Secrétaire général
24	Greffiers
18	Collaborateurs au sein du personnel administratif (1 cheffe de bureau, 15 secrétaires, 1 huissier, 1 archiviste judiciaire travaillant à 10% [engagé par le Service de la justice])
5	Greffiers-stagiaires (en principe 10 sur l'année)
2	Apprentis employés de commerce

65 (total)

En 2016, sans compter les Juges cantonaux et les engagements de durée déterminée (stagiaires, apprentis, personnel engagé sur crédits forfaitaires), l'effectif du greffe du Tribunal cantonal est constitué de 26.90 postes d'équivalents plein temps (EPT). Les montants suivants ont par ailleurs été octroyés à titre de crédits forfaitaires au budget 2016 (concerne le personnel administratif) :

Huissier : 97'000.- francs

Secrétaires : 130'000.- francs

Team informatique : 140'000.- francs (personnel travaillant au SITel)

Mise à jour RSF : 3'000.- francs (étudiante)

A titre informatif, les montants alloués ne correspondent pas forcément à la charge salariale y relative. Un 5% supplémentaire de poste de greffier a par ailleurs pu être comptabilisé sur les crédits forfaitaires. De surcroît, à la suite de la suppression du recours au Conseil d'Etat en matière de personnel le Tribunal cantonal s'est vu octroyer, à la suite d'un transfert de poste, un 100 % de greffier (non encore comptabilisé dans les EPT ci-dessus) afin de bénéficier des forces de travail indispensables à la gestion des nouveaux dossiers qu'implique cette modification législative.

S'agissant du personnel du Greffe, il y a lieu de relever avec grande satisfaction que l'Etat a pris la décision de pérenniser les postes sur crédits forfaitaires dès 2017, ce qui concerne 9 employés du Tribunal cantonal qui étaient depuis plusieurs années engagés par contrats de durée déterminée.

Départs-arrivées

S'agissant des greffiers, Rahel Brühwiler (départ à fin février 2016), Sandra Martins (fin août 2016), Laura Granito (fin septembre 2016) et Frédérique Riesen (fin octobre 2016) ont quitté le Tribunal cantonal. Elles ont été remplacées respectivement par Mirjam Brodbeck (début d'activité le 1^{er} mai), Isabelle Schuwey

(début d'activité en janvier 2017; vacance de poste comblée par Guillaume Bénard jusqu'à la fin de l'année), Jessica Koller (1^{er} novembre 2016), et Silvia Aguirre (1^{er} janvier 2017). Daniela Kiener, élue juge cantonale, a été remplacée par Angelika Spiess. Enfin, en ce qui concerne les procédures de recours direct du personnel de l'Etat auprès du Tribunal cantonal (sans procédure auprès du Conseil d'Etat), selon législation entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2016, Stéphanie Eichenberger a été engagée dès le mois de juillet 2016.

Au sein du secrétariat, Patricia Flynn (engagement sur crédit forfaitaire) a quitté le Tribunal cantonal et a été remplacée par Ophélie Carrel.

La forte charge de travail n'a pas empêché le Tribunal cantonal de poursuivre ses tâches de formation. Ainsi, dans le cadre de leur formation d'avocat/e, douze personnes ont accompli un stage de greffier/ère. Le Tribunal cantonal forme également des apprentis employés de commerce.

Des félicitations sont enfin adressées à Sandra Mantelli, greffière, qui a réussi le Certificate of Advanced Studies pour la Magistrature pénale (CAS MAP) délivré par l'Ecole romande de la magistrature pénale (ERMP).

1.1.4. Autres activités

La Présidente, Marc Boivin et Johannes Frölicher ont organisé la Journée des Tribunaux des assurances 2016 qui s'est déroulée le 3 juin à Fribourg, en accueillant les Présidents des cours cantonales actives en assurances sociales de l'ensemble des cantons. Les juges et greffiers des cours administratives ainsi que le secrétaire général ont également participé à cette journée.

La Présidente a participé à la sixième Conférence de la justice suisse organisée par le Tribunal fédéral, à Berne.

Les juges et les greffiers de la Cour d'appel pénal ont participé à Lausanne à la rencontre annuelle des Cours d'appel pénal des cantons de Vaud, Neuchâtel et Fribourg.

Des juges ont participé aux Journées des Juges administratifs de Suisse, à Zoug ainsi qu'à la Journée des Juges organisée par l'Association suisse des magistrats de l'ordre judiciaire (ASM).

Michel Favre a participé à l'assemblée annuelle de la Société suisse de droit pénal, au Lichtenstein.

Le 30 août 2016, Sandra Wohlhauser a participé à la Journée organisée par la Fondation pour la formation continue des juges suisses, à Olten.

Le 2 novembre 2016, Adrian Urwyler et Sandra Wohlhauser ainsi que les membres du Bureau informatique des autorités judiciaires ont participé à la 13^{ème} journée d'informatique juridique à Berne.

La Présidente, d'autres Juges cantonaux et le Secrétaire général ont participé aux diverses manifestations auxquelles le Tribunal cantonal a été invité.

Formations suivies par les juges

Les différentes formations suivies par les juges au cours de l'année 2016 figurent dans les formulaires envoyés séparément au Conseil de la Magistrature.

Activités scientifiques des juges/greffiers

Hugo Casanova a contribué aux Mélanges en l'honneur de Claude Rouiller en rédigeant un article intitulé « Steuerverfahren und Steuergerechtigkeit – Gedanken zum „Steuerfall Dürnten » ». Il a été modérateur dans le cadre des cours de formation continue de Schwarzenburg en droit fiscal en rapport avec le thème « Steuerrulings ». Il a participé au workshop de la 1^{ère} Journée des Cours fiscales à Berne.

Hugo Casanova, Adrian Urwyler et Frédéric Oberson sont membres du Comité de rédaction de la RFJ.

Jérôme Delabays donne des cours aux avocats-stagiaires portant sur la procédure civile. Il a également donné une conférence dans le cadre de la journée de formation organisée par l'Ordre des avocats fribourgeois. Il collabore toujours au Code de procédure civile annoté on-line.

Michel Favre est chargé de cours à la Haute école ARC-ERMP (Ecole romande de la magistrature pénale) dans le cadre du CAS en magistrature pénale. Il a donné une conférence sur les frais et indemnités en matière pénale dans le cadre de la journée de la Revue neuchâteloise de jurisprudence ainsi qu'une conférence sur le thème de la fixation de la peine à l'occasion de la journée de formation de l'ordre des avocats fribourgeois. Il a donné des cours aux avocats-stagiaires fribourgeois sur la question de l'appel pénal.

Catherine Faller donne des cours aux avocats-stagiaires portant sur le recours (art. 393 à 397 CPP) et la révision (art. 410 à 415 CPP) en matière pénale.

La Présidente, Johannes Frölicher et Marc Boivin ont animé la Journée des Tribunaux des assurances 2016.

Adrian Urwyler a assumé la responsabilité du module d'enseignement "Justice et publicité" dans le cadre du Certificat d'études approfondies (CAS) en magistrature mis en place par l'Académie suisse de la magistrature. Marc Sugnaux y a donné un cours sur le thème de la publicité de la justice. Frédéric Oberson a également dispensé un cours en matière de relations entre les tribunaux et les médias.

Christian Pfammatter a donné le 2 décembre 2016 une conférence sur certains aspects particuliers de l'aménagement du territoire dans le cadre de la Journée de formation de l'Ordre des avocats fribourgeois.

II. Die Gerichtsbehörden

Der Justizrat erachtet den Jahresbericht über die Tätigkeit der Gerichtsbehörden als Archivadokument, das den Betrieb des kantonalen Gerichtswesens widerspiegelt. Er gibt daher in diesem Bericht die Jahresberichte der verschiedenen Behörden in extenso wieder.

1. Das Kantonsgericht

1.1. Allgemeiner Teil

1.1.1. Allgemeine Bemerkungen

Im 2016 hat das Kantonsgericht 3139 Urteile gefällt. Gegen 301 dieser Urteile wurden Beschwerden beim Bundesgericht eingereicht; in 32 Fällen, also in 1% der Entscheide des Kantonsgerichts, wurden sie gutgeheissen. In organisatorischer Hinsicht war das Jahr geprägt durch den Rücktritt der Richter Josef Hayoz, Gabrielle Multone und Roland Henninger per Ende Januar und von Hugo Casanova auf Ende Dezember. Das Kantonsgericht dankt ihnen für ihren grossen Einsatz zum Wohlergehen der Freiburger Justiz und drückt ihnen seine Anerkennung für die während so vielen Jahren geleistete Arbeit aus. In Ersetzung der drei erstgenannten Richter wählte der Grosse Rat die Richter Dominique Gross, Marc Boivin (zu 50 %, die andere Hälfte des Stelle wurde Marc Sugnaux anvertraut, der seinen Beschäftigungsgrad auf 100 % erhöht hat) sowie Sandra Wohlhauser. Die Integrierung der neuen Richter ist reibungslos verlaufen. Des Weiteren wird Daniela Kiener, die als Kantonsrichterin mit einem Beschäftigungsgrad von 50 % gewählt wurde, Hugo Casanova ab dem 1. Januar 2017 ersetzen. Was das Personal der Gerichtsschreiberei anbelangt, kann mit grosser Zufriedenheit festgestellt werden, dass der Staat beschlossen hat, die mit einem Pauschalkredit geschaffenen Stellen ab 2017 in ordentliche Stellen umzuwandeln. Von diesem Entscheid sind 9 Angestellte des Kantonsgerichts betroffen, die während mehreren Jahren mit befristeten Verträgen angestellt waren. Auf administrativer Ebene wurde ein beträchtlicher Aufwand geleistet, um das Kantonsgericht mit modernen und leistungsstarken Arbeitsinstrumenten auszurüsten. Es wurden ein Leitplan ausgearbeitet und neue Informatikwerkzeuge in Betrieb genommen (Suchmaschine für veröffentlichte Entscheide, Intranet).

1.1.1.1. Verwaltung der Justiz

Das Gesamtgericht ist zu 9 und die Verwaltungskommission zu 17 Sitzungen zusammengetreten. Mehrere Entscheide konnten ausserdem auf dem Zirkulationsweg gefällt werden. Das Gesamtgericht und die Verwaltungskommission haben sich um allgemeine Verwaltungsaufgaben namentlich in Bezug auf das Personal und den Voranschlag gekümmert, mit Fragen betreffend die Organisation des Gerichts befasst und an 16 Vernehmlassungen im Gesetzgebungsbereich teilgenommen. Ausserdem hat das Kantonsgericht anlässlich seiner traditionellen Pressekonferenz seinen Jahresbericht vorgestellt. Es hat im Namen des Kantons die Tagung der schweizerischen Sozialversicherungsgerichte, die am 3. Juni 2016 in Freiburg stattfand, organisiert. Es hat an der sechsten vom Bundesgericht organisierten Justizkonferenz in Bern, an der Schweizerischen Verwaltungsrichtertagung in Zug, an dem von der Schweizerischen Vereinigung der Richterinnen und Richter (SVR) organisierten Tag der Richterinnen und Richter sowie an der Jahresversammlung der Schweizerischen Kriminalistischen Gesellschaft in Lichtenstein teilgenommen. Schliesslich haben die Kantonsrichter auf Delegation des Justizrates hin verschiedene jährliche Inspektionen durchgeführt.

Organisation und Arbeitsweise

Die Organisation und die Arbeitsweise des Kantonsgerichts sind im entsprechenden Reglement des Kantonsgerichts vom 22. November 2012 (RKG; SGF 131.11) geregelt.

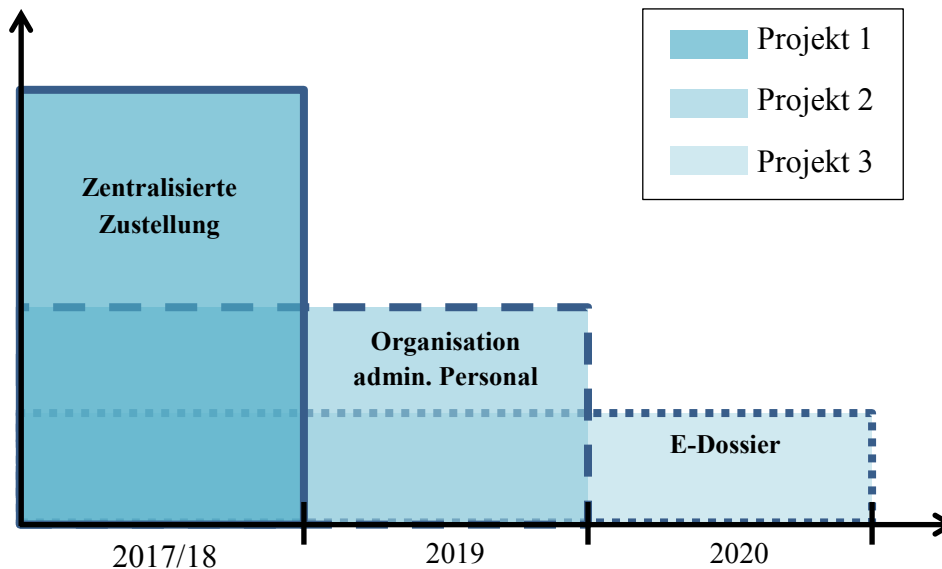
Namentlich der Änderung des Justizgesetzes vom 19. Dezember 2014 Rechnung tragend, wurden 2016 folgende Reglementsänderungen vorgenommen:

- > Die Abteilungen – und ihr Präsidium – wurden aufgehoben. Um die interne Verwaltung des Gerichts zu erleichtern, haben die Zivilrechtlichen, Strafrechtlichen und Verwaltungsrechtlichen Gerichtshöfe je eine Richterin oder einen Richter pro Sachgebiet als Ansprechperson bezeichnet. Diese Person ist in Zusammenarbeit mit der Präsidialgerichtsschreiberin oder dem Präsidialgerichtsschreiber (ehemals die Funktion einer Abteilungs-Gerichtsschreiberin oder eines Abteilungs-Gerichtsschreibers) die Ansprechperson bei Fragen zur allgemeinen Geschäftsführung der Gerichtshöfe. Auf Delegation des Gesamtgerichts gibt die Ansprechperson ebenfalls Stellungnahmen zu Händen des Justizrates ab, wenn es um die Zuteilung von Dossiers an die gerichtsunabhängige Richterin geht.
- > Die Verwaltungskommission setzt sich nunmehr aus dem Präsidium und dem Vizepräsidium des Kantonsgerichts sowie einer dritten Richterin oder einem dritten Richter, die oder der für ein Jahr gewählt wird, mit dem Generalsekretariat zusammen. Von 2008 bis Ende 2015 tagte sie noch mit fünf Richterinnen und Richtern. Die ersten Erfahrungen sind sehr positiv ausgefallen. Die neue Zusammensetzung verstärkt die Effizienz bei der Entscheidfällung innerhalb der Verwaltungskommission und erlaubt gleichzeitig den diesbezüglichen notwendigen Austausch untereinander; die beiden anderen vorher beteiligten Richter können sich indessen voll und ganz ihren richterlichen Aufgaben widmen.
- > Auf gerichtlicher Ebene wurde der Moderationshof aufgehoben; dessen Befugnisse konnten auf die übrigen Zivilgerichtshöfe verteilt werden. Auch die Zuständigkeiten des II. Zivilappellationshofs wurden überarbeitet. Die Dossiers im Bereich der unentgeltlichen Rechtspflege und der Einrede der Unzuständigkeit folgen nunmehr dem gleichen Weg wie das betreffende Verfahren in der Sache selber. Zusätzlich zu seinen anderen gegenwärtigen Kompetenzen prüft und überweist der II. Zivilappellationshof die im Sinne des Haager Übereinkommens vom 18. März 1970 über die Beweisaufnahme im Ausland in Zivil- oder Handelssachen eingereichten internationalen Rechtshilfesuche. Diese neue Befugnis vereinfacht die Behandlung dieser Fälle. Schliesslich ermöglicht es ein Zusatz im Reglement, im Bedarfsfall die Arbeitslast der beiden Sozialversicherungsgerichtshöfe auszugleichen, um deren ordnungsgemässen Betrieb sicherzustellen.
- > Der Weiteren hat das Kantonsgericht **seinen Leitplan 2017 - 2021** (Art. 8 und 11 RKG) angenommen. Hierzu hat es ein Portfolio von fünf priorisierten Projekten gemäss folgender Tabelle erstellt.

Leitplan 2017-2021: Portfolio an fünf priorisierten Projekten

Projekt	Kurzbeschreibung
1: Zentralisierte Zustellung	Einführung eines zentralisierten Zustellungssystems, mit integrierter zentraler Druckerei. Heranführung an das elektronische Dossier. Effizienzgewinn, vor allem beim administrativen Personal.
2: Organisation und Anforderungen des administrativen Personals	Durch die Einführung des zentralisierten Zustellungssystems verändern sich die Arbeitsmethoden des administrativen Personals. Überlegungen zu Struktur und Organisation dieser Einheit.
3: Elektronisches Dossier	Schrittweise Heranführung des Kantonsgerichts an das elektronische Dossier durch verschiedene Unterprojekte wie die Digitalisierung der Bibliothek, des Archivs und so weiter.
4: Arbeitslast	Analyse der gegenwärtigen Arbeitslastverhältnisse unter Berücksichtigung der Verantwortlichkeiten mit dem Ziel, die Arbeitslast adäquat verteilen zu können.
5: Teilzeit- und Telearbeit	Ausarbeitung der Rahmenbedingungen mit Hilfe einer Weisung für Teilzeit- und Telearbeitende.

Die ersten drei Projekte werden gleichzeitig gestartet, jedoch nicht gleichzeitig abgeschlossen werden, da die einzubringenden Ressourcen unterschiedlich sind. Ihre Planung gestaltet sich nach folgendem Schema:



In Zusammenhang mit der Organisation und der Arbeitsweise des Kantonsgerichts wird ausserdem Folgendes festgestellt:

Die Gerichtstätigkeit betreffend

Die **gesamte Arbeitslast ist weiterhin hoch**. Per 31. Dezember 2016 waren beim Kantonsgericht insgesamt 1325 Angelegenheiten hängig (gegenüber 1302 per 31.12.2015). Es verzeichnete 3177 neue Angelegenheiten, somit 309 mehr als 2015, was einer Zunahme von über 10 % entspricht. Zu spüren bekommt diese Zunahme insbesondere der I. Zivilappellationshof (dessen Arbeitsvolumen im Übrigen innert zehn Jahren um das Drei- oder Vierfache gestiegen ist). Er befürchtet namentlich die Konsequenzen der Änderungen der Bestimmungen im Bereich der Unterhaltsbeiträge, die 2017 in Kraft treten werden. Die Strafkammer hatte ihrerseits eine Zunahme von 20 % gegenüber 2015 zu verzeichnen; es gelingt ihr kaum, die Rückstände aufzuholen, wo doch die Angelegenheiten fast ausnahmslos rasch entschieden werden müssen. Der I. Verwaltungsgerichtshof hatte im betreffenden Zeitraum seinerseits einen starken Anstieg zu verzeichnen: 108 Angelegenheiten mehr als 2015, somit eine Zunahme von 62 %, dies im Bereich des Ausländerwesens und der Beschwerden im Personalwesen (logische Zunahme nach der Aufhebung der Beschwerde an den Staatsrat per 1. Juli 2016) sowie in den Nebendossiers (unentgeltliche Rechtspflege und vorsorgliche Massnahmen). Was die zwei Sozialversicherungsgerichtshöfe anbelangt, beläuft sich die Zunahme der neuen Angelegenheiten auf insgesamt 4,85 %, wobei die Erhöhung jener in der Hauptsache nahezu 10 % beträgt, was insgesamt 562 Neueingänge ausmacht. Die Erledigung der Angelegenheiten ist für das Kantonsgericht insgesamt um ca. 9 % gestiegen. Dieser Anstieg vermag jedoch die Zunahme der Neueingänge nicht einzudämmen. Das Kantonsgericht hat Reorganisationsmassnahmen getroffen, um diese Situation bewältigen zu können. Die Umsetzung der Änderungen des RKG, der Leitplan, die Verbesserung der internen Abläufe und in der Kommunikation (vgl. weiter unten) bilden Teil der 2016 getroffenen Massnahmen. Sollten die

Neueingänge weiterhin ansteigen, wird das Kantonsgericht jedoch rasch an seine Grenzen gelangen und die Arbeitslast, sei es im Personalbereich oder in den organisatorischen Massnahmen, nicht mehr mit den ihm zur Verfügung stehenden Mitteln bewältigen können. Weitere Einzelheiten folgen unter den Punkten 1.1.2.2 - 1.1.2.12 dieses Berichts.

Die Gerichtsschreiberei betreffend

- > Die **Arbeitsprozesse** sind weiterhin Abklärungen unterzogen worden. Diese Schritte führten zu neuen vereinheitlichten Abläufen innerhalb des Gerichts.
- > Auch die interne **Kommunikation** wurde analysiert und verbessert. In diesem Hinblick wurde namentlich eine Umfrage beim gesamten Personal durchgeführt, das darauf anonymisiert antworten konnte. Gestützt auf die Ergebnisse und weitere Arbeiten wurde eine **Intranet-** Seite (mit Zugriffskontrolle; interne Benutzung durch das Kantonsgericht) entwickelt und in Betrieb gesetzt.
- > Die Kommunikation nach aussen wurde ebenfalls verbessert, insbesondere in Bezug auf die Rechtsprechung. Das Kantonsgericht veröffentlichte bereits jetzt seine Entscheide auf seiner Internetseite. Dank der **Suchmaschine «Tribuna Publication»**, die nach einer Testphase ab Juni 2016 in Betrieb genommen wurde, ist der Zugang zur Rechtsprechung nunmehr leichter geworden (<https://publicationtc.fr.ch/?locale=fr>). Die Plattform verfügt über mehrere Suchfunktionen («Volltext»-Suche, Normen-Suche, Suche «mit Thesaurus»). Um die zusätzliche Arbeitslast am Kantonsgericht für die Bereitstellung der Entscheide im Internet möglichst gering zu halten, wurden die internen Abläufe zur Anonymisierung und Publikation in enger Zusammenarbeit mit dem Amt für Informatik und Telekommunikation (ITA) und dem Anbieter Delta Logic AG optimiert. Die Software Tribuna Anonymisierung, die als Word-AddIn die Funktionen von Word Office erweitert, erleichtert die Anonymisierungsarbeit, indem sie automatisch mit Hilfe der von Tribuna Geschäftskontrolle gelieferten Dossierdaten einen Vorschlag für die Anonymisierung erstellt. Häufig verwendete Namen und Begriffe können ebenfalls automatisch anonymisiert werden. Zusätzlich ist es möglich, diese automatisierten Vorschläge manuell zu ergänzen und zu überarbeiten. Einige interne Arbeiten, die vor der Publikation nötig sind, werden durch einen Automatisierungsprozess unterstützt, was die Arbeit der Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter am Kantonsgericht stark erleichtert. Die Entscheide des Kantonsgerichts, die seit 2014 bis zum heutigen Tag publiziert worden sind, sind bereits in der Suchmaschine verfügbar. Diejenigen Entscheide, die noch vor 2014 und somit ohne Suchmaschine publiziert worden sind, werden rückwirkend aufbearbeitet und schrittweise in die neue Software Tribuna Publikation integriert.

Die Infrastruktur und die übrigen Verwaltungsaufgaben des Justizwesens betreffend

- > Gemäss der neuen Verordnung vom 3. November 2015 über das Informatik- und Telekommunikationsmanagement in der Kantonsverwaltung wurde eine **neue Informatikorganisation der Gerichtsbehörden** bereitgestellt. Sie muss noch formell vom Staatsrat institutionalisiert werden, welcher derweilen bereits Kantonsrichterin Sandra Wolhauser als Mitglied der Informatikkommission des Staates (kantonales Organ für Informatiksteuerung) ernannt hat. Es wurde eine Informatikkommission der Gerichtsbehörden als Informatiksteuerungsorgan der Gerichtsbehörden eingesetzt. Oberstes Ziel dieser neuen Organisation sind die effiziente Verwaltung und Weiterentwicklung der unerlässlich gewordenen Informatikwerkzeuge der Gerichtsbehörden, indem alle möglichen Synergien genutzt werden. Zweites Ziel ist die Vertretung der Interessen der Gerichtsbehörden gegenüber unseren Partnern, dies sowohl im Informatikbereich als auch bei der finanziellen Planung. Nach einem Austausch mit den verschiedenen Behörden bzw. den betroffenen

Konferenzen setzt sich die Kommission aus Magistraten des Gerichtswesens, welche die verschiedenen Behörden vertreten, sowie aus weiteren Vertretern der Partnereinheiten (Justizrat, SJD, ITA) zusammen. Für die Vorbereitung der Sitzungen und die Bewältigung der laufenden Informatikgeschäfte hat die Kommission ebenfalls ein Informatikbüro der Gerichtsbehörden eingesetzt.

- > Was das **Gebäude** anbelangt, hat das «Institut universitaire romand de la santé au travail (IST)» seine Massnahmen im Auftrag des Amtes für Personal und Organisation weiterverfolgt. Es hat die klimatische Problematik im Innenbereich des Gebäudes untersucht und nach Analyse einen neuen Bericht erstellt. Im Westflügel des Gebäudes wurden neue thermische und phonische Isolationsarbeiten ausgeführt. Für diesen Gebäudebereich sind weitere Vorkehrungen geplant, um die Arbeitsbedingungen zu verbessern.
- > Ebenfalls wurden Massnahmen getroffen, die in Zusammenhang mit Fragen der **Archivierung** und der Dokumentenverwaltung stehen. Um den Anforderungen des neuen Gesetzes über die Archivierung zu genügen und mit der Unterstützung und unter Leitung des Gerichtsarchivars hat das Kantonsgericht mit dem Projekt der Erstellung und Umsetzung der Aktenablage und –führung der Gerichtsbehörden begonnen, dies in Übereinstimmung mit dem Amt für Justiz und dem Staatsarchiv. Die den Mitarbeitenden des Kantonsgerichts angebotenen Möglichkeiten des **digitalen Konsultierens** wurden weiterentwickelt. Es wird unter Zufriedenheit der Benutzer immer mehr Gebrauch davon gemacht (Revue Print Plus, ZPO- online, BGE, Weblaw, Swisslex). Ausserdem wird die Möglichkeit des digitalen Konsultierens von Lehrbüchern ebenfalls gegenwärtig analysiert.

1.1.1.2. Arbeitsvolumen

Die Arbeitslast des Kantonsgerichts wird immer umfangreicher. Die Zahl der eingetragenen Angelegenheiten hat systematisch zugenommen (Zivilrechtliche Höfe: 1099 im Jahr 2015, 1170 im Jahr 2016 = + 71 Dossiers [+ 6.5 %]; Strafrechtliche Höfe: 483 im Jahr 2015, 551 im Jahr 2016 = + 68 Dossiers [+ 14.1 %]; Verwaltungsrechtliche Höfe: 1270 im Jahr 2015, 1441 im Jahr 2016 = + 171 Dossiers [+ 13.5 %]). Die Zunahme der Erledigungen hat es erlaubt, diesen Anstieg einigermaßen zu bewältigen (Zivilrechtliche Höfe: 1128 im Jahr 2015, 1150 im Jahr 2016 = + 22 Dossiers [+2 %]; Strafrechtliche Höfe: 461 im Jahr 2015, 553 im Jahr 2016 = + 92 Dossiers [+ 20 %]; Verwaltungsrechtliche Höfe: 1279 im Jahr 2015, 1420 im Jahr 2016 = + 141 Dossiers [+ 11 %]). Diese Zunahme ermöglicht es jedoch nicht, die steigende Zahl der hängigen Angelegenheiten einzudämmen (Zivilrechtliche Höfe: 163 per 31.12.15, 183 per 31.12.16 = + 20 Dossiers [+ 12.3 %]; Strafrechtliche Höfe: 156 per 31.12.15, 154 per 31.12.16 = - 2 Dossiers [- 1.3 %]; Verwaltungsrechtliche Höfe: 965 per 31.12.15, 986 per 31.12.16 = + 21 Dossiers [+ 2.2 %]). Das Kantonsgericht stellt somit eine Gesamtzunahme der hängigen Angelegenheiten von ca. 3 % fest (1287 per 31.12.15; 1325 per 31.12.16 = + 38 Dossiers [+ 2.95 %]).

Für ergänzende Erläuterungen wird auf die Ziffern 1.2.1.1, 1.2.1.2 und 1.2.2 - 1.2.13 weiter unten verwiesen.

1.1.2. Gerichtstätigkeit

1.1.2.1. Allgemeines

1.1.2.1.1. Allgemeine Statistik für das ganze Kantonsgericht und die verschiedenen Höfe

Kantonsgericht				
Allgemeine Statistik	2016	2015	2014	2013
a) am 1. Januar hängige Angelegenheiten	1287	1302	1323	1207
b) eingetragene Angelegenheiten	3177	2868	2957	2933
c) erledigte Angelegenheiten	3139	2883	2978	2817
d) am 31. Dezember hängige Angelegenheiten	1325	1287	1302	1323

Ganz allgemein ist die Zahl der neuen Angelegenheiten gestiegen (2016: 3177; 2015: 2868; 2014: 2957; 2013: 2'933), wobei hervorzuheben ist, dass zahlreiche zu behandelnde Dossiers sehr komplex und umfangreich sind.

Verfahrenssprache der erledigten Angelegenheiten

Das Kantonsgericht hat 2589 Urteile in französischer und 534 in deutscher Sprache gefällt. Hinzu kommen die 16 Vernehmlassungen im Gesetzgebungsbereich, bei denen das Gesamtgericht eine Stellungnahme abgegeben hat.

Zivilrechtliche Höfe				
Allgemeine Statistik	2016	2015	2014	2013
a) am 1. Januar hängige Angelegenheiten	163	192	216	200
b) eingetragene Angelegenheiten	1170	1099	1218	1143
c) erledigte Angelegenheiten	1150	1128	1242	1127
d) am 31. Dezember hängige Angelegenheiten	183	163	192	216

Die Zahl der eingetragenen Angelegenheiten des I. Zivilappellationshofs ist stark gestiegen, nämlich um 50 % (300 im Jahr 2015, 450 im Jahr 2016 = + 150 Dossiers); jene des II. Zivilappellationshofs hat um 43.1 % zugenommen (311 im Jahr 2015, 445 im Jahr 2016 = + 134 Dossiers), wobei hervorzuheben ist, dass 166 Rechtshilfesuche in der Gesamtzahl von 445 Dossiers mit enthalten sind. Die Zahl der eingetragenen Angelegenheiten der Schuldbetreibungs- und Konkurskammer ist indessen um 10 % zurückgegangen (160 im Jahr 2015, 144 im Jahr 2016 = - 16 Dossiers). Nach der starken Zunahme der beim Kindes- und Erwachsenenschutzhof eingetragenen Angelegenheiten (22 im Jahr 2012, 178 im Jahr 2013, 197 im Jahr 2014) hat sich die Lage stabilisiert (125 im Jahr 2015, 131 im Jahr 2016 = + 6 Dossiers [+ 4.8%]). Schliesslich wird hervorgehoben, dass der Moderationshof ab dem 1. Januar 2016 aufgehoben wurde. Die bei ihm eingetragenen Angelegenheiten sind auf die übrigen Zivilrechtlichen Höfe verteilt worden.

Verfahrenssprache der erledigten Angelegenheiten

Die zivilrechtlichen Höfe haben 1030 Urteile in französischer und 120 in deutscher Sprache gefällt.

Strafrechtliche Höfe				
Allgemeine Statistik	2016	2015	2014	2013
a) am 1. Januar hängige Angelegenheiten	156	134	155	145
b) eingetragene Angelegenheiten	551	483	450	459
c) erledigte Angelegenheiten	553	461	471	449
d) am 31. Dezember hängige Angelegenheiten	154	156	134	155

Die Zahl der beim Strafpellationshof (+ 9.9 %) und bei der Strafkammer (+ 20 %) eingetragenen Angelegenheiten ist gestiegen. Die Gesamtzunahme erhebt sich gegenüber 2015 auf über 14 %.

Verfahrenssprache der erledigten Angelegenheiten

Die strafrechtlichen Höfe haben 460 Urteile in französischer und 93 in deutscher Sprache gefällt.

Verwaltungsrechtliche Höfe				
Allgemeine Statistik	2016	2015	2014	2013
a) am 1. Januar hängige Angelegenheiten	965	974	949	862
b) eingetragene Angelegenheiten	1441	1270	1272	1300
c) erledigte Angelegenheiten	1420	1279	1247	1213
d) am 31. Dezember hängige Angelegenheiten	986	965	974	949

Die Zahl der 2016 bei den Verwaltungsrechtlichen Höfen eingetragenen Angelegenheiten liegt höher als 2015 (+ 171 Dossiers). Die Anzahl Dossiers des I. Verwaltungsgerichtshofs (+ 107 Dossiers [+62 %]) hat stark zugenommen. Diese Erhöhung ist im Bereich des Ausländerwesens und der Beschwerden im Personalwesen (21 eingegangene Beschwerden), was sich als logische Folge der Aufhebung der Beschwerden des Personals an den Staatsrat ab dem 1. Juli 2016 erwiesen hat, sowie in den Nebendossiers (unentgeltliche Rechtspflege und provisorische Massnahmen) zu verzeichnen. Auch die Angelegenheiten des II. Verwaltungsgerichtshofs haben zugenommen (+ 23 Dossiers [+ 16.1 %]). Dasselbe gilt für die neuen Angelegenheiten beim III. Verwaltungsgerichtshof (+ 24 Dossiers [+ 11.4 %]). Hingegen ist die Zahl der beim Steuergerichtshof eingetragenen Angelegenheiten leicht rückläufig (- 13 Dossiers [- 4.5 %]). Bei den Dossiers der Sozialversicherungsgerichtshöfe ist eine Zunahme der Neueingänge von 4.5 % (+26 Dossiers) zu verzeichnen.

Hinsichtlich der Verteilung der Fälle verzeichnen die beiden Sozialversicherungsgerichtshöfe 1063 Dossiers (I. Hof: hängige Dossiers per 1. Januar 2016 [308] und neu eingetragene Angelegenheiten [295]; II. Hof: hängige Dossiers per 1. Januar 2015 [219] und neu eingetragene Angelegenheiten [241]). Dies macht 48.4% der 2016 bei den Verwaltungsrechtlichen Höfen hängigen Angelegenheiten aus. Beim Steuergerichtshof sind insgesamt 16 % der Eintragungen zu verzeichnen (139 hängige Dossiers + 212 neue Angelegenheiten = 351), Beim I. Verwaltungsgerichtshof 11.9 % (88 hängige Dossiers + 171 neue Angelegenheiten = 259), beim II. Verwaltungsgerichtshof 11.2 % (101 hängige Dossiers + 143 neue Angelegenheiten = 244) und beim III. Verwaltungsgerichtshof 12.5 % (72 hängige Dossiers + 208 neue Angelegenheiten = 280 Dossiers).

Es wird hervorgehoben, dass die Zahl der gesamten durch die Verwaltungsrechtlichen Höfe erledigten Angelegenheiten nochmals stark gestiegen ist (+ 141 Dossiers im Jahr 2015; + 32 Dossiers im Jahr 2015; + 34 Dossiers im Jahr 2014). Trotz der grossen Bemühungen aller Richter und Mitarbeitenden und des regelmässigen Beizugs von Ersatzrichtern konnte die Zahl der in den Höfen erledigten Angelegenheiten die Zahl der neu eingetragenen Fälle nicht ausgleichen, was zu einer Erhöhung der hängigen Angelegenheiten per 31. Dezember 2016 gegenüber dem 31. Dezember 2015 um 21 Dossiers führte. Diese Situation ist bedenklich, ist doch die Zahl der hängigen Angelegenheiten mit 986 offenen Dossiers per 31. Dezember 2016 hoch.

Verfahrenssprache der erledigten Angelegenheiten

Die verwaltungsrechtlichen Höfe haben 1099 Urteile in französischer und 321 in deutscher Sprache gefällt.

1.1.2.1.2. Dauer der Verfahren

Die nachfolgende Tabelle gibt Auskunft über die Dauer der Verfahren in den wichtigsten Höfen bzw. Kammern.

	1 bis 30 Tage	1 bis 3 Monate	3 bis 6 Monate	6 bis 12 Monate	1 bis 2 Jahre	Mehr als 2 Jahre
I. Zivilappellationshof	186	121	68	54	6	2
II. Zivilappellationshof und Präsident	306	93	37	12	4	1
Schuldbetreibungs- und Konkurskammer	101	34	3	0	2	0
Kindes- und Erwachsenenschutzhof	53	44	21	0	0	0
Strafappellationshof	65	36	35	67	20	2
Strafkammer	136	110	45	26	1	0
I. Verwaltungsgerichtshof	49	70	36	50	20	6
II. Verwaltungsgerichtshof	29	35	42	32	19	13
III. Verwaltungsgerichtshof	73	83	29	20	11	5
Steuergerichtshof	29	47	30	42	92	1
I. Sozialversicherungsgerichtshof	23	24	18	49	144	35
II. Sozialversicherungsgerichtshof	22	41	35	35	113	18

Die Zahl von 53 Angelegenheiten mit einer Verfahrensdauer von über 2 Jahren bei den Sozialversicherungsgerichtshöfen lässt sich durch deren Überlastung erklären. Auch wenn die Zahl gegenüber 2015 (um 70) zurückgegangen ist, bleibt sie immer noch hoch.

1.1.2.1.3. Delegierte Aufsicht

Im Auftrag des Justizrats (Art. 127 Abs. 2 KV) hat das Kantonsgericht einen Teil der Staatsanwaltschaft (10 Staatsanwälte) und des Bezirksgerichts der Saane (7 Präsidenten), das Jugendgericht, die Bezirksgerichte der Glane, des Greyerz, der Sense und des Vivisbachs, die Friedensgerichte der Broye, des Greyerz, des Sees und der Saane, alle Oberämter mit Ausnahme jenes des Saanebezirks, die Aufsichtsbehörde über das Grundbuch, die Rekurskommissionen für neue Parzellarvermessung, der Universität, für Bodenverbesserungen und die Schlichtungskommission für Missbräuche im Mietwesen inspiziert.

Als unabhängige Aufsichtsbehörde hat das Kantonsgericht auch das kantonale Konkursamt sowie die sieben Betreibungsämter inspiziert.

1.1.2.2. I. Zivilappellationshof

Nach den bis dahin nie gekannten Zunahmen in den Jahren 2010 und 2011 (wo die Zahl der eingetragenen Angelegenheiten von 100 auf 353 gestiegen ist), hatte sich die Zahl der beim I. Zivilappellationshof eingetragenen Fälle stabilisiert (300 eingetragene Angelegenheiten im Jahr 2015). Leider hat sich 2016 wieder eine starke Zunahme ergeben (450 eingetragene Angelegenheiten, somit eine Erhöhung um 50 %). Von 2010 bis 2016 haben die Fälle somit um 350 % zugenommen.

Die Zahl der hängigen Angelegenheiten am Ende des Jahres hat sich nichtsdestotrotz auf unter hundert gehalten; die älteren (vor 2016 eingetragenen) Dossiers sind alle erledigt worden. Der Hof arbeitet nunmehr mit 4 ordentlichen Richtern, gegenüber den 3.5 Stelleneinheiten zuvor. Mit dem Beizug von Ersatzrichtern und der Unterstützung durch kompetente Gerichtsschreiber konnte diese Erhöhung gegenwärtig bewältigt werden. Die Situation des Hofes ist jedoch heikel und die Ungewissheit in Zusammenhang mit der Anwendung des neuen, seit dem 1. Januar 2017 geltenden Rechts in Bezug auf den Kindesunterhalt und den Vorsorgeausgleich bei Scheidung lässt wiederum eine hohe Zahl von Beschwerden im Jahr 2017 erwarten, und dies in Bereichen, in denen eine rasche Behandlung geboten ist.

1.1.2.3. II. Zivilappellationshof

Der II. Zivilappellationshof behandelt die Berufungen und Beschwerden im Bereich des Schuldbetreibungs- und Konkursrechts (~ 45%), des Miet-, Pacht- und Arbeitsrechts (~ 10%) und der unentgeltlichen Rechtspflege (~ 5%) sowie komplexe Verfahren als einzige kantonale Instanz (5 Angelegenheiten).

Da die Parteien in diesen Rechtsgebieten auf einen raschen Entscheid angewiesen sind, sorgt der Hof für eine rasche Erledigung der Angelegenheiten. So wurden 2016 87 % der Angelegenheiten binnen drei Monaten entschieden, 95 % innerhalb von sechs Monaten.

Der II. Zivilappellationshof ist neu zuständig für die Prüfung und Weiterleitung der eingehenden internationalen Rechtshilfegesuche in Zivil- und Handelssachen. Im Jahre 2016 wurden 166 Rechtshilfeersuchen behandelt (36%); damit erklärt sich auch der massive Anstieg der eingegangenen Angelegenheiten.

1.1.2.4. Schuldbetreibungs- und Konkurskammer

Über die Tätigkeit der Schuldbetreibungs- und Konkurskammer in ihrer Eigenschaft als Aufsichtsbehörde über die Betreibungsämter und das Kantonale Konkursamt ergeht ein separater Bericht an das Bundesamt für Justiz und an den Staatsrat.

Die Geschäftsführung der Kammer gibt zu keinen besonderen Bemerkungen Anlass.

1.1.2.5. Kindes- und Erwachsenenschutzhof

Die Zahl der Dossiers ist 2016 stabil geblieben (125 Dossiers im Jahr 2015, 131 im Jahr 2016). Die Arbeitslast bleibt jedoch hoch, da diese Fälle rasch behandelt werden müssen. Der Hof hat sich ausserdem dreizehnmal ins Behandlungszentrum in Marsens begeben, um Anhörungen durchzuführen.

1.1.2.6. Strafappellationshof

Abgesehen davon, dass ein erneuter Anstieg der Zahl der eingetragenen Dossiers zu verzeichnen ist (+ 10 % im Jahr 2016), gibt die Tätigkeit des Strafappellationshofs für das Jahr 2016 zu keinen besonderen Bemerkungen Anlass.

1.1.2.7. Strafkammer

Seit dem Inkrafttreten der neuen Strafprozessordnung im Jahr 2011 ist die Zahl der bei der Strafkammer eingetragenen Angelegenheiten von 197 auf 333 gestiegen, was eine Erhöhung von 69% ausmacht. Sachbedingt sind die meisten dieser Fälle mit einem hohen Prioritätsgrad zu behandeln. Diesbezüglich ist insbesondere hervorzuheben, dass die Beschwerden im Bereich der Inhaftierungen – die absolute Priorität haben, und für die im Übrigen während verlängerten Wochenenden eine Permanenz eingerichtet werden muss – von 17 Fällen im Jahr 2011 auf 34 Fälle im Jahr 2016 gestiegen sind. Diese Situation ist besorgniserregend, dies umso mehr, als wegen der erforderlichen Raschheit der Behandlung der Fälle sich der Beizug von Ersatzrichtern schwieriger gestaltet. Es sei ausserdem daran erinnert, dass die drei Richter der Strafkammer abgesehen davon, dass sie als ordentliche Richter in anderen Höfen tagen, zudem alle Revisionsgesuche, die beim Strafappellationshof eingetragen werden, behandeln.

1.1.2.8. I. Verwaltungsgerichtshof

Beim I. Verwaltungsgerichtshof war gegenüber 2015 eine starke Zunahme der Fälle zu verzeichnen: 107 zusätzliche Angelegenheiten, somit eine Erhöhung um 62.5 %. Betroffen waren die Bereiche Ausländerwesen und Beschwerden im Personalwesen (logische Zunahme nach der Aufhebung der Beschwerden an den Staatsrat ab dem 1. Juli 2016), sowie die Fälle in Nebenangelegenheiten (unentgeltliche Rechtspflege und vorsorgliche Massnahmen).

1.1.2.9. II. Verwaltungsgerichtshof

Die Geschäftsführung des II. Verwaltungsgerichtshofs gibt für 2016 zu keinen besonderen Bemerkungen Anlass.

1.1.2.10. III. Verwaltungsgerichtshof

Die Geschäftsführung 2016 des III. Verwaltungsgerichtshofs gibt zu keinen besonderen Bemerkungen Anlass. Hervorzuheben ist jedoch, dass nach dem Weggang von Josef Hayoz und von Gabrielle Multone für die Behandlung der Fälle in deutscher Sprache Dominique Gross, und als neues Mitglied und neue Präsidentin Anne-Sophie Peyraud hinzugekommen sind.

1.1.2.11. *Steuergerichtshof*

Nachdem Hugo Casanova seit 1985 als Präsident der ehemaligen Steuerrekurskommission gewirkt hatte, war er ab der Schaffung des Steuergerichtshofs am 1. Januar 1992 bis 2013 dessen Präsident und danach ordentlicher Richter bis zum 31. Dezember 2016. Der Steuergerichtshof ist ihm zutiefst dankbar, dass er während mehr als dreissig Jahren für Qualität und Kohärenz in einer Rechtsprechung bedacht war, auf die sich der Hof auch in Zukunft wird abstützen können.

Die Zahl der neu eingetragenen Fälle ist stabil, wenn auch auf einem relativ hohen Niveau (202). Der Umfang der erledigten Angelegenheiten ist bedeutend grösser als die Zahl der Neueingänge, was die Zahl der Ende 2016 hängigen Fälle (139) nahezu auf den Stand von Ende 2012 (131) versetzt. Die Art der behandelten Fälle gibt ihrerseits zu keinen besonderen Bemerkungen Anlass.

1.1.2.12. *I. und II. Sozialversicherungsgerichtshof*

Die beiden Sozialversicherungsgerichtshöfe haben 2016, wie auch im Jahr 2015, ohne wesentliche Änderungen des Beschäftigungsgrades der Mitarbeitenden ihre Bemühungen fortgesetzt.

Der Eingang der Dossiers hat um 4.85 % zugenommen, wobei der Anteil jener in der Hauptsache gegenüber 2015 um nahezu 10 % angestiegen ist. Wenn der Prozentsatz der Erledigungen im Verhältnis zur Statistik des Vorjahres ein wenig abgenommen hat, so ist das zum Teil auf die neuen Massnahmen zurückzuführen, die zu Beginn des Jahres im Zuge der Reorganisation beider Höfe (namentlich mit einem Wechsel auf der Präsidialebene des I. Hofes, seines Vizepräsidiums und der Erhöhung des Beschäftigungsgrades eines dritten Richters) intern getroffen wurden. Die Fälle von unentgeltlicher Rechtspflege werden nunmehr grundsätzlich mit den Entscheiden in der Sache selber behandelt, was einen provisorischen Rückgang der Erledigungen verursacht. Indessen wurden im Vergleich zum Jahr 2015 49 zusätzliche Angelegenheiten in der Hauptsache erledigt. Die beiden Höfe verzeichnen somit per Ende Jahr grosso modo zwei Monate Vorsprung gegenüber dem gleichen Datum des Vorjahres, was eine deutliche Verkürzung der Verfahrensdauer bringen sollte.

Neben dem Leistungsbeitrag der Gerichtsschreiber und aller amtierenden und ehemaligen Richter (die namhaft dazu beigetragen haben, die Entscheidfällung auf dem Zirkulationsweg zu beschleunigen), hat sich die Mitwirkung der Ersatzrichter im Jahr 2016 wiederum als sehr hilfreich erwiesen.

Dennoch bleibt die Situation der beiden Höfe prekär. Sie bleiben überlastet, die Dauer der Verfahren ist länger als in allen anderen Höfen, dies namentlich wegen der umfangreichen zu behandelnden Fälle; dazu gehören die Fälle im Bereich der Invalidenversicherung (194 hängige Dossiers, wobei ein grosser Teil der Beschwerden Revisionen bzw. Rentenstreichungen betrifft). Die Zunahme von Streitfällen in bestimmten Bereichen ist bedenklich (Unfallversicherung), und die Zahl der Beschwerden im direkten Zusammenhang mit prekären Situationen von Versicherten (Ergänzungsleistungen, Arbeitslosigkeit, Sozialhilfe) nimmt nicht ab, im Gegenteil: Die sozioökonomischen Indikatoren verheissen kaum Optimismus.

Der Personalmangel ist somit immer noch spürbar. Wenn die neu eingeführten Organisationsmassnahmen nicht mehr ausreichend sein werden, um die Masse von stetig zunehmenden Fällen einzudämmen, wird es keine andere Lösung geben, als weitere Arbeitskräfte zuzusprechen.

1.1.3. Personal

1.1.3.1. *Richter*

Wie eingangs erwähnt, war das Jahr geprägt von den Weggängen der Richter Josef Hayoz, Gabrielle Multone und Roland Henninger per Ende Januar, sowie von Richter Hugo Casanova per Ende Dezember.

Josef Hayoz wurde 1951 in Freiburg geboren. Nach der obligatorischen Schulzeit in Giffers und Erlangen der Maturität am Kollegium St. Michael in Freiburg studierte er Rechtswissenschaften an der Universität Freiburg, wo er 1976 das Lizentiat entgegennahm. Vier Jahre später ergänzte er sein Jurastudium mit dem Anwaltpatent. 1980 trat Joseph Hayoz als Gerichtsschreiber am Bezirksgericht des Sees in den Dienst der Judikative. Zwei Jahre später wurde er Präsident dieser Behörde und übte dieses Amt aus, bis ihn der Grosse Rat im Mai 1991 zum Richter am kantonalen Verwaltungsgericht wählte. 1995 und 2001 stand er dieser Behörde vor, danach wurde er 2008 zum ersten Präsidenten des vereinigten Kantonsgerichts ernannt. Neben seiner ordentlichen Tätigkeit als Kantonsrichter stellte er seine Erfahrung und seine Kompetenzen in den Dienst verschiedener eidgenössischer und kantonaler Kommissionen: Von 1997 bis 2014 war er stellvertretender Präsident der Eidgenössischen Schätzungskommission, Kreis 6 (Kanton Bern und deutschsprachige Gemeinden des Kantons Freiburg), ab 2011 Präsident der deutschsprachigen kantonalen Nomenklaturkommission; im selben Jahr wurde er in den Justizrat gewählt, den er bis 2014 präsidierte. Ab 2012 gehörte er ausserdem dem wissenschaftlichen Beirat des universitätsübergreifenden Forschungsprojekts «Justizforschung» an, das die Funktionsweise und das Management der Justiz untersucht.

Gabrielle Multone wurde 1952 in Amsterdam (Niederlande) geboren. Nach der obligatorischen Schulzeit in Freiburg erlangte sie 1970 in Rom (Italien) die Maturität und kehrte anschliessend für das Jurastudium, das sie 1975 mit dem Lizentiat abschloss, nach Freiburg zurück. Nach einem Praktikum bei den Europäischen Gemeinschaften in Brüssel (Belgien) arbeitete sie von 1976 bis 1982 als Gerichtsschreiber-Adjunktin am Gericht des Saanabezirks und am Kantonsgericht. Anschliessend absolvierte sie ihr Anwaltspraktikum und erhielt 1984 ihr Anwaltpatent. Danach arbeitete sie als Anwältin in Freiburg. Die dreifache Mutter engagierte sich im Stadtleben und war lange Jahre Präsidentin des Vereins der Freiburger Freizeitzentren sowie der kantonalen Kommission für die Gleichstellung und für Familienfragen, bis sie der Grosse Rat im September 1987 als erste Mutter zur Kantonsrichterin wählte. In dieser Funktion pflegte sie eine besondere Beziehung zur Universität Freiburg, da sie Treffen mit den Professoren und Studierenden des Verwaltungsrechts organisierte. Sie gehörte ausserdem der Anwaltskommission und der Beschwerdekommision des Interkantonalen Gymnasiums der Region Broye an.

Roland Henninger wurde 1953 in Gurmels geboren. Nach der obligatorischen Schulzeit in seinem Heimatort und Erlangen der Maturität am Kollegium St. Michael in Freiburg trat er das Jurastudium an der Universität Freiburg an, wo er 1978 das Lizentiat und 1984 den Dokortitel erhielt. Neben seinem Doktorstudium war er zunächst von 1979 bis 1986 als stellvertretender Jurist im Dienst der Totalrevision der Bundesverfassung; in dieser Zeit amtierte er auch als deutschsprachiger Sekretär der Rekurskommission der Universität Freiburg. 1986 kehrte er zur Kantonsverwaltung zurück und wurde Dienstchef des Polizeidepartements. 1998 wählte der Grosse Rat Roland Henninger zum Kantonsrichter. Dieses Amt übte er seit 1. Januar 1989 aus. In seinen siebzehn Jahren als Richter setzte er seine grossen Kompetenzen in fast allen Zivil- und Strafgerichtshöfen ein. Er war namentlich mehrere Jahre Präsident der Strafkammer. In den Jahren 2003 und 2011 präsidierte er das Kantonsgericht. Er war ausserdem Mitglied der Prüfungskommission für die Anwaltskandidaten.

Hugo Casanova wurde 1951 in Schmitten geboren. Nach Erlangen der Maturität am Kollegium St. Michael trat er das Jurastudium an der Universität Freiburg an, das er 1975 mit dem Lizentiat abschloss; 1982 erhielt er den Dokortitel und im selben Jahr auch das Anwaltpatent. 1985 startete Hugo Casanova seine juristische Laufbahn, die er nicht mehr verliess: Er wurde zum Präsidenten der kantonalen Steuerrekurskommission ernannt. Dieses Amt führte auf natürliche Weise dazu, dass ihn der Grosse Rat 1991 zum Präsidenten des Steuergerichtshofs des neuen kantonalen Verwaltungsgerichts wählte. 1994, 2000 und 2007 präsidierte Hugo Casanova das Verwaltungsgericht. Sein grosses Engagement für den Steuergerichtshof, den er bis 2013 präsidierte, prägte seine gesamte Karriere und damit seine Lehrtätigkeit im Steuerrecht ab 1987 an der Universität Freiburg, wo er ab 1996 als Titularprofessor tätig war, aber auch am Schweizerischen Institut für Steuerlehre in Zürich. Seinen Beitrag zum Steuerrecht konkretisierte er auch als redaktioneller Mitarbeiter des Archivs für Schweizerisches Abgaberecht und als Mitbegründer und Redaktionsmitglied der Freiburger

Zeitschrift für Rechtsprechung. Hugo Casanova ist ausserdem Autor zahlreicher Publikationen zum Steuerrecht und zum Steuerverfahren, insbesondere im Rahmen der jährlichen Berichterstattung über die steuerrechtliche Rechtsprechung des Bundesgerichts in den Bereichen der kantonalen Abgaben und des Steuerverfahrensrechts.

Das Kantonsgericht spricht Josef Hayoz, Gabrielle Multone, Roland Henninger und Hugo Casanova seinen Dank aus für ihr bedingungsloses Engagement im Dienst der Freiburger Justiz und für die Arbeit, die sie während vieler Jahre geleistet haben. Um die drei Erstgenannten zu ersetzen, wählte der Grosse Rat die Richter Dominique Gross, Marc Boivin (zu 50 %, während die andere Halbzeitstelle Marc Sugnaux zugeteilt wurde, der seinen Beschäftigungsgrad auf 100 % erweiterte) und Sandra Wohlhauser, Die Integration dieser neuen Richter ist reibungslos verlaufen. Ausserdem ist die Wahl von Daniela Kiener zur Kantonsrichterin mit einem Arbeitspensum von 50 % gewählt worden; sie wird ab dem 1. Januar 2017 Hugo Casanova ersetzen.

Was die Nebentätigkeiten anbelangt, ist Dina Beti Mitglied der Anwaltskommission, neu auch Mitglied der Prüfungskommission für die Anwaltskandidaten und Ersatzmitglied der neuen Notariatskommission. Marc Boivin ist Ersatzmitglied der Anwaltskommission. Er ist ausserdem Lehrbeauftragter für Recht an der HSW-Freiburg für die Weiterbildung mit den Diplomabschlüssen EMBA und CAS (public management). Neben seiner Halbeittätigkeit als Richter wirkt er aktiv mit in den Bereichen Humor und Kultur. Hubert Bugnon präsidiert die Schulkommission des Kollegiums Heiligkreuz und ist Mitglied der Anwaltskommission. Hugo Casanova war Ersatzmitglied der Anwaltskommission und ordentliches Mitglied der Rekurskommission Interkantonale Vereinbarung Lotterien und Wetten (welche sich im Allgemeinen mit ein bis zwei Fällen pro Jahr zu befassen hat). Er war ausserdem weiterhin Lehrbeauftragter beim Schweizerischen Institut für Steuerlehre im Rahmen der Ausbildung "Master of Advanced Studies Taxation FH" (drei Lektionen jährlich). Jérôme Delabays war bis Ende Juni Präsident des Justizrats und ist weiterhin Ersatzmitglied der Aufsichtsbehörde über das Grundbuch. Johannes Frölicher amtet weiterhin als Richter der Rekurskommission der Fachhochschule Westschweiz und als Mitglied des Direktionskomitees des Früherziehungsdienstes (FED) und des Zentrums für physiotherapeutische und ergotherapeutische Behandlung (CTTS) der Stiftung «les Buissonnets». Bis zu ihrem Weggang waren Josef Hayoz Mitglied der kantonalen Nomenklaturkommission und des Wissenschaftsrates für das Forschungsprojekt «Grundlagen guten Justizmanagements in der Schweiz», Roland Henninger Mitglied der Prüfungskommission für die Anwaltskandidaten und Gabrielle Multone Mitglied der Beschwerdekommision des Interkantonalen Gymnasiums der Region Broye (GYB) und der Anwaltskommission. Marianne Jungo ist Mitglied der Beschwerdekommision des Interkantonalen Gymnasiums der Region Broye (GYB). Catherine Overney ist Mitglied der Aufsichtsbehörde über das Grundbuch und der Kommission für Rechtsstreitigkeiten der Gemeinde Ependes. Anne-Sophie Peyraud ist Präsidentin des Schiedsgerichts in Sachen Kranken- und Unfallversicherung und Vizepräsidentin der Eidgenössischen Schätzungskommission, Kreis 2, und nunmehr ebenfalls Mitglied der Beschwerdekommision des GYB. Sie ist Vizepräsidentin der Vereinigung St-Camille in Marly. Christian Pfammatter ist Präsident der beratenden Kommission für die bedingte Straffentlassung und die Abklärung der Gemeingefährlichkeit und Ersatzmitglied der Anwaltsprüfungskommission. Marc Sugnaux ist Ersatzmitglied der Anwaltsprüfungskommission und der Kommission für Mediation in Zivil-, Straf- und Jugendstrafsachen. Er ist Präsident des Ausschusses der Vereinigung Le Bosquet in Givisiez. Er ist Mitglied der Geschäftsleitung der Stiftung für die Weiterbildung schweizerischer Richterinnen und Richter und Ausbildner in Arbeits- und Handelsrecht im Rahmen der eidgenössischen Fachausweise und Diplome. Adrian Urwyler ist seit Juli 2016 Präsident des Justizrats und weiterhin Präsident der Direktion der Schweizerischen Richterakademie. Sandra Wohlhauser ist Präsidentin der Informatikkommision der Gerichtsbehörden und Mitglied der Informatikkommision des Staates Freiburg.

1.1.3.2. *Gerichtsschreiberei*

Beim Kantonsgericht arbeiten gegenwärtig 65 Personen:

15	Kantonsrichter
1	Generalsekretär
24	Gerichtsschreiber
18	Mitarbeitende des Verwaltungspersonals (1 Bürochefin, 15 Sekretärinnen, 1 Weibel, 1 juristischer Archivar zu 10 % [vom Justizamt angestellt])
5	Gerichtsschreiber-Praktikantinnen und -praktikanten (in der Regel 10 über das Jahr verteilt)
2	Kaufmännische Lernende

65 (insgesamt)

Die Kantonsrichter und die befristet Angestellten (Praktikanten, Lernende, mittels Pauschalkredit angestelltes Personal) nicht mitgerechnet, umfasst das Personal der Gerichtsschreiberei des Kantonsgerichts im Jahr 2016 26.90 Vollzeitäquivalenzen (VZÄ). Ausserdem wurden als Pauschalkredite im Voranschlag 2016 folgende Beträge zugesprochen (betrifft das Verwaltungspersonal):

Weibel: 97'000.- Franken

Sekretärinnen: 130'000.- Franken

Informatikteam: 140'000.- Franken (beim ITA arbeitendes Personal)

Nachführung FZR: 3'000.- Franken (Studierende)

Zur Information sei erwähnt, dass die gewährten Beträge nicht unbedingt dem diesbezüglichen Lohnaufwand entsprechen. Mittels der Pauschalkredite konnte im Übrigen eine Gerichtsschreiberstelle zu 5% verbucht werden. Im Anschluss an die Streichung der Beschwerde an den Staatsrat im Personalwesen wurde dem Kantonsgericht zudem per Arbeitsstellenübertragung ein Gerichtsschreiber zu 100% zugeteilt (diese Stelle ist noch nicht bei den oben vermerkten VZÄ aufgeführt), womit für die Behandlung der mit der Gesetzesänderung erhaltenen neuen Dossiers die dafür unerlässlichen Arbeitskräfte zur Verfügung gestellt wurden.

Was das Personal der Gerichtsschreiberei anbelangt, kann mit grosser Erleichterung hervorgehoben werden, dass der Staat beschlossen hat, ab 2017 die zuvor per Pauschalkredit zugestandenen Stellen in Festanstellungen umzuwandeln. Es geht dabei um 9 Mitarbeitende des Kantonsgerichts, die während mehreren Jahren mittels zeitlich befristeter Verträge angestellt waren.

Weggänge-Neuzugänge

Was die Gerichtsschreiber anbelangt, haben Rahel Brühwiler (Ende Februar 2016), Sandra Martins (Ende August 2016), Laura Granito (Ende September 2016) und Frédérique Riesen (Ende Oktober 2016) das Kantonsgericht verlassen. Sie wurden ersetzt durch Mirjam Brodbeck (ab dem 1. Mai), Isabelle Schuwey (ab Januar 2017; eine Überbrückung fand statt bis zum Ende des Jahres durch Guillaume Bénard), Jessica Koller (ab dem 1. November 2016), und Silvia Aguirre (ab dem 1. Januar 2017). Die zur Kantonsrichterin gewählte Daniela Kiener wurde durch Angelika Spiess ersetzt. Schliesslich wurde in Bezug auf die gemäss der am 1. Juli 2016 in Kraft getretenen Gesetzgebung direkt an das Kantonsgericht gerichteten Beschwerdeverfahren des Staatspersonals (ohne Verfahren beim Staatsrat) Stéphanie Eichenberger ab dem Monat Juli 2016 angestellt.

Beim Sekretariat hat Patricia Flynn (Anstellung auf Pauschalkredit) das Kantonsgericht verlassen; sie wurde durch Ophélie Carrel ersetzt.

Die grosse Arbeitslast hat das Kantonsgericht nicht daran gehindert, seine Ausbildungstätigkeit fortzuführen. So haben im Rahmen ihrer Ausbildung zur Anwältin bzw. zum Anwalt zwölf Personen ein Gerichtsschreiber-Praktikum absolviert. Ausserdem bildet das Kantonsgericht kaufmännische Lernende aus.

Gratulationen gehen schliesslich an Sandra Mantelli, Gerichtsschreiberin, die das durch die «Ecole romande de la magistrature pénale (ERMP)» verliehene Certificate of Advanced Studies pour la Magistrature pénale (CAS MAP) erworben hat.

1.1.4. Weitere Tätigkeiten

Die Präsidentin, Marc Boivin und Johannes Frölicher haben die Jahreskonferenz 2016 der Versicherungsgerichte organisiert, die am 3. Juni in Freiburg stattgefunden hat. Sie empfangen dabei die Präsidentinnen und Präsidenten der kantonalen Sozialversicherungsgerichte aller Kantone. Auch die Richter und die Gerichtsschreiber der Verwaltungsrechtlichen Höfe sowie der Generalsekretär haben an dieser Tagung teilgenommen.

Die Präsidentin hat an der sechsten vom Bundesgericht organisierten Justizkonferenz in Bern teilgenommen.

Die Richter und die Gerichtsschreiber des Strafappellationshofs haben am jährlichen Treffen der Strafappellationshöfe der Kantone Neuenburg, Waadt und Freiburg in Lausanne teilgenommen.

Einige Richter haben an der Schweizerischen Verwaltungsrichtertagung in Zug sowie am Tag der Richterinnen und Richter der Schweizerischen Vereinigung der Richterinnen und Richter (SVR) teilgenommen.

Michel Favre hat an der Jahrestagung der Schweizerischen Kriminalistischen Gesellschaft in Lichtenstein teilgenommen.

Am 30. August 2016 hat Sandra Wohlhauser an der Tagung der Stiftung für die Weiterbildung schweizerischer Richterinnen und Richter in Olten teilgenommen.

Am 2. November 2016 haben Adrian Urwyler und Sandra Wohlhauser sowie die Mitglieder des Informatikbüros der Gerichtsbehörden an der 13. Tagung für Informatik und Recht in Bern teilgenommen.

Die Präsidentin, weitere Richter und der Generalsekretär haben an verschiedenen Veranstaltungen teilgenommen, zu denen das Kantonsgericht eingeladen war.

Von den Richtern besuchte Weiterbildungsveranstaltungen

Die von den Richtern im Jahr 2016 befolgten Weiterbildungsveranstaltungen sind in den Formularen aufgelistet, die dem Justizrat separat zugestellt wurden.

Wissenschaftliche Tätigkeiten der Richter/Gerichtsschreiber

Hugo Casanova hat den Artikel «Steuerverfahren und Steuergerechtigkeit – Gedanken zum Steuerfall Dürnten» für die Festschrift für Claude Rouiller verfasst. Er war Moderator im Rahmen der Weiterbildungskurse im Steuerrecht zum Thema «Steuerrulings» in Schwarzenburg. Er hat am Workshop der 1. Tagung der Steuergerichtshöfe in Bern teilgenommen.

Hugo Casanova, Adrian Urwyler und Frédéric Oberson sind Mitglieder des Redaktionskomitees der FZR.

Jérôme Delabays erteilt den Anwaltspraktikantinnen und Anwaltspraktikanten Kurse über das Zivilverfahren. Er hat ausserdem im Rahmen der vom Freiburger Anwaltsverband organisierten Weiterbildungstagung eine Konferenz abgehalten. Er wirkt weiterhin mit bei der annotierten Zivilprozessordnung Online.

Michel Favre ist Lehrbeauftragter an der Hochschule ARC-ERMP (Ecole romande de la magistrature pénale) im Rahmen des CAS (Certificate of Advanced Studies) im Strafrichterwesen. Er hat im Rahmen der Tagung der «Revue neuchâteloise de jurisprudence» eine Konferenz über Kosten und Entschädigungen im Strafwesen sowie anlässlich der Weiterbildungstagung des Freiburger Anwaltsverbandes eine Konferenz über das Thema Festsetzung der Strafe abgehalten. Er hat den freiburgischen Anwaltspraktikantinnen und Anwaltspraktikanten einen Kurs zum Thema Strafappellation erteilt.

Catherine Faller erteilt den Anwaltspraktikantinnen und Anwaltspraktikanten Kurse zu den Themen Beschwerde (Art. 393 - 397 StPO) und Revision (Art. 410 - 415 StPO) im Strafbereich.

Die Präsidentin, Johannes Frölicher und Marc Boivin haben an der Tagung der schweizerischen Sozialversicherungsgerichte 2016 mitgewirkt.

Adrian Urwyler war verantwortlich für das Unterrichtsmodul «Gericht und Öffentlichkeit» im Rahmen des von der Schweizerischen Richterakademie verliehenen Certificate of Advanced Studies (CAS) im Richterwesen. Marc Sugnaux hat zum Thema Öffentlichkeit im Gerichtswesen einen Kurs erteilt. Frédéric Oberson hat ebenfalls im Bereich der Beziehungen zwischen Gerichten und Medien einen Kurs erteilt.

Christian Pfammatter hat am 2. Dezember 2016 im Rahmen der Weiterbildungstagung des Freiburger Anwaltsverbandes eine Konferenz über gewisse besondere Aspekte der Raumplanung abgehalten.

Annexe/Beilage:

—
**Composition du Tribunal cantonal et de ses Cours pour l'année 2016 /
Zusammensetzung des Kantonsgerichts und seiner Höfe im Jahr 2016**
—

Présidente/Präsidentin : Anne-Sophie Peyraud

Vice-président/Vizepräsident : Johannes Frölicher

Membres/Mitglieder :

- Dina Beti
- Marc Boivin (dès le / ab 01.02.16)
- Hubert Bugnon
- Hugo Casanova
- Jérôme Delabays
- Michel Favre
- Dominique Gross (dès le / ab 01.02.16)
- Josef Hayoz (jusqu'au / bis zum 31.01.16)
- Roland Henninger (jusqu'au /bis zum 31.01.16)
- Marianne Jungo
- Gabrielle Multone (jusqu'au / bis zum 31.01.16)
- Catherine Overney
- Christian Pfammatter
- Marc Sugnaux
- Adrian Urwyler
- Sandra Wohlhauser (dès le / ab 01.03.16)

Juges suppléants/Ersatzrichter/innen :

François-Xavier Audergon
Felix Baumann
Olivier Bleicker
Georges Chanez
Pierre Corboz
Francine Defferrard
Omblin de Poret Bortolaso
Caroline Gehring
Susanne Genner
Tarkan Göksu
Catherine Hayoz
Yann Hofmann
Christophe Maillard
Séverine Monferini Nuoffer
Jean-Luc Mooser
André Riedo
Armin Sahli
Hans-Jürg Schläppi
Ursula Schneider Schüttel
Daniel Schneuwly
Laurent Schneuwly
Erika Schnyder
Kurt Schwab
Pascal Terrapon
Catherine Yesil-Huguenot

Cours civiles / zivilrechtliche Höfe

I^e Cour d'appel civil / I. Zivilappellationshof

Président/Präsident :

Jérôme Delabays

Membres/Mitglieder :

Hubert Bugnon

Dina Beti

Sandra Wohlhauser

II^e Cour d'appel civil / II. Zivilappellationshof

Président/Präsident : Adrian Urwyler
Membres/Mitglieder : Dina Beti
Michel Favre
Catherine Overney

Chambre des poursuites et faillites / Schuldbetreibungs- und Konkurskammer

Présidente/Präsidentin : Catherine Overney
Membres/Mitglieder : Dina Beti
Adrian Urwyler

Cour de protection de l'enfant et de l'adulte / Kindes- und Erwachsenenschutzhof

Présidente/Präsidentin : Sandra Wohlhauser
Membres/Mitglieder : Jérôme Delabays
Michel Favre
Catherine Overney

Cours pénales / strafrechtliche Höfe

Cour d'appel pénal / Strafappellationshof

Président/Präsident : Michel Favre
Membres/Mitglieder : Dina Beti
Catherine Overney
Adrian Urwyler

Chambre pénale / Strafkammer

Président/Präsident : Hubert Bugnon
Membres/Mitglieder : Jérôme Delabays
Sandra Wohlhauser

Cours administratives / verwaltungsrechtliche Höfe

I^e Cour administrative / I. Verwaltungsgerichtshof

Présidente/Präsidentin : Marianne Jungo
Membres/Mitglieder : Dominique Gross
Anne-Sophie Peyraud
Christian Pfammatter

II^e Cour administrative / II. Verwaltungsgerichtshof

Président/Präsident : Christian Pfammatter
Membres/Mitglieder : Johannes Frölicher
Dominique Gross

III^e Cour administrative / III. Verwaltungsgerichtshof

Présidente/Präsidentin : Anne-Sophie Peyraud
Membres/Mitglieder : Johannes Frölicher
Dominique Gross
Marianne Jungo

Cour fiscale/Steuergerichtshof :

Président/Präsident : Marc Sugnaux
Membres/Mitglieder : Dina Beti
Hugo Casanova
Christian Pfammatter

I^e Cour des assurances sociales/ I. Sozialversicherungsgerichtshof :

Président/Präsident : Marc Boivin
Membres/Mitglieder : Dominique Gross
Marianne Jungo
Marc Sugnaux

II^e Cour des assurances sociales/ II. Sozialversicherungsgerichtshof :

Président/Präsident : Johannes Frölicher
Membres/Mitglieder : Hugo Casanova
Anne-Sophie Peyraud
Marc Sugnaux

1.2. Partie statistique / Statistischer Teil

1.2.1. Cours civiles / zivilrechtliche Höfe

I^e Cour d'appel civil / I. Zivilappellationshof

Statistique générale / <i>Allgemeine Statistik</i>	2015	2016
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier / <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	115	76
Affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	300	450
Affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	339	437
Affaires pendantes au 31 décembre / <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	76	89

Modes de liquidation / <i>Erledigungsart</i>		
	2015	2016
Admis / <i>Gutheissung</i>	21	44
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	69	91
Admission avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	5	5
Rejetés / <i>Abweisung</i>	68	71
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	39	46
Retirés / <i>Rückzug</i>	9	5
Transaction / <i>Vergleich</i>	2	1
Sans objet ou autres motifs / <i>Gegenstandslos oder andere Gründe</i>	19	36
AJ (avec avocat) octroyée / <i>URP (mit Anwalt) gewährt</i>	91	99
AJ (avec avocat) refusée / <i>URP (mit Anwalt) verweigert</i>	9	21
AJ (avec avocat) partiellement octroyée / <i>URP (mit Anwalt) teilweise gewährt</i>	3	3
AJ (sans avocat) octroyée / <i>URP (ohne Anwalt) gewährt</i>	1	0
AJ (sans avocat) refusée / <i>URP (ohne Anwalt) verweigert</i>	3	7
Décharge / <i>Entlastung</i>	0	1
Désignation (récusations) / <i>Bezeichnung (Ausstände)</i>	0	7
Total	339	437

Matières traitées / <i>Behandelte Rechtsgebiete</i>		
	2015	2016
Droit des personnes / <i>Personenrecht</i>	2	2
Droit de la famille / <i>Familienrecht</i>	89	101
dont mesures protectrices de l'union conjugale/ <i>davon Eheschutzmassnahmen</i>	43	47
Droit de la tutelle / <i>Vormundschaftsrecht</i>	0	0
Droit des successions / <i>Erbrecht</i>	2	4
Droit réels / <i>Sachenrecht</i>	7	6
Droit des obligations / <i>Obligationenrecht</i>	29	27
Assurance / <i>Versicherung</i>	1	0
Suspension de la procédure / <i>Sistierung des Verfahrens</i>	2	2
Récusation / <i>Ausstand</i>	4	13
Compétence des tribunaux / <i>Zuständigkeit der Gerichte</i>	0	1
Conciliation / <i>Schlichtung</i>	2	2
Frais de justice / <i>Gerichtskosten</i>	1	2
Sursis et remise de frais judiciaires / <i>Stundung und Erlass der Gerichtskosten</i>	0	2
Attribution des dépens / <i>Auferlegung der Parteikosten</i>	6	7
Montant des dépens / <i>Höhe der Parteikosten</i>	0	5
Sûretés / <i>Sicherheiten</i>	1	1
Exécution / <i>Vollstreckung</i>	3	5
Mesures provisionnelles et leur modification/ <i>Vorsorgliche Massnahmen und deren Abänderung</i>	35	55
Appel/recours sur mesures provisionnelles/ <i>Berufung/Beschwerde gegen vorsorgliche Massnahmen</i>	33	40
Assistance judiciaire (recours) / <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Beschwerde)</i>	0	15
Assistance judiciaire (requête) / <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Gesuch)</i>	111	141
Révision / <i>Revision</i>	5	1
Retard injustifié / <i>Rechtsverzögerung</i>	2	1
Interprétation et rectification / <i>Erläuterung und Berichtigung</i>	0	4
Divers / <i>Verschiedenes</i>	4	0
Total	339	437

Provenance / <i>Herkunft</i>		
	2015	2016
Sarine / <i>Saane</i>	62	108
Singine / <i>Sense</i>	11	10
Gruyère / <i>Greyerz</i>	26	36
Lac / <i>See</i>	21	16
Glâne / <i>Glane</i>	7	7
Broye / <i>Broye</i>	37	31
Veveyse / <i>Vivisbach</i>	18	23
Autres / <i>Andere</i>	157	206
Total	339	437

II^e Cour d'appel civil / II. Zivilappellationshof

Statistique générale / <i>Allgemeine Statistik</i>	2015	2016
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier / <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	58	62
Affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	311	445*
Affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	307	453*
Affaires pendantes au 31 décembre / <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	62	54

* Sont incluses 166 demandes d'entraide judiciaire internationale / Mitinbegriffen sind 166 internationale Rechtshilfen

Modes de liquidation / <i>Erledigungsart</i>	2015	2016
Admis / <i>Gutheissung</i>	43	36
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	6	14
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	7	6
Rejetés / <i>Abweisung</i>	99	90
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	79	85
Retirés / <i>Rückzug</i>	5	5
Transaction / <i>Vergleich</i>	1	2
AJ (avec avocat) octroyée / <i>URP (mit Anwalt) gewährt</i>	7	4
AJ (avec avocat) refusée / <i>URP (mit Anwalt) verweigert</i>	18	6
AJ (sans avocat) octroyée / <i>URP (ohne Anwalt) gewährt</i>	0	1
AJ (sans avocat) refusée / <i>URP (ohne Anwalt) verweigert</i>	6	1
Fixation des dépens / <i>Festsetzung der Parteikosten</i>	1	0
Sans objet ou autres motifs / <i>Gegenstandslos oder andere Gründe</i>	21	29
Classé sans suite / <i>Ohne Folge klassiert</i>	12	6
Liquidation par lettre / <i>Erledigung durch Brief</i>	2	0
Désignation / <i>Bezeichnung</i>	0	2
Transmission des entraides judiciaires / <i>Übermittlung der Rechtshilfen</i>	-	166
par arrêt / <i>mit Urteil</i>	-	8
par transmission simple / <i>ohne Urteil</i>	-	158
Total	307	453

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete		
	2015	2016
Assistance judiciaire (recours) / <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Beschwerde)</i>	71	2
Assistance judiciaire (requête) / <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Gesuch)</i>	-	21
Travail / <i>Arbeit</i>	10	4
Bail / <i>Mietgerichtsbarkeit</i>	23	23
Droit de la poursuite pour dettes et la faillite / <i>Schuldbetreibungs- und Konkursrecht</i>	130	147
dont faillites / <i>davon Konkurse</i>	23	35
dont mainlevées / <i>davon Rechtsöffnungen</i>	103	107
Mesures provisionnelles / <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	44	54
Appel/recours sur mesures provisionnelles / <i>Berufung/Beschwerde gegen vorsorgliche Massnahmen</i>	2	1
Récusation / <i>Ausstand</i>	5	7
Exécution / <i>Vollstreckung</i>	5	1
Frais de justice / <i>Gerichtskosten</i>	2	3
Sursis et remise des frais de justice / <i>Stundung und Erlass der Gerichtskosten</i>	0	1
Attribution des dépens / <i>Auferlegung der Parteikosten</i>	3	4
Montant des dépens / <i>Höhe der Parteikosten</i>	2	2
Sûretés / <i>Sicherheiten</i>	2	1
Révision / <i>Revision</i>	0	2
Mémoire préventif / <i>Schutzschrift</i>	1	1
Arbitrage / <i>Schiedsverfahren</i>	2	1
Concurrence déloyale / <i>Unlauterer Wettbewerb</i>	1	1
Séquestre / <i>Arrest</i>	0	1
Retard injustifié / <i>Rechtsverzögerung</i>	2	3
Entraide judiciaire internationale / <i>Internationale Rechtshilfe</i>	-	166
Propriété intellectuelle et protection des données / <i>Geistiges Eigentum und Datenschutz</i>	0	4
Enlèvement international d'enfant / <i>Intenationale Kindesentführung</i>	0	1
Divers / <i>Verschiedenes</i>	2	2
Total	307	453

Provenance / Herkunft		
	2015	2016
Sarine / <i>Saane</i>	92	90
Singine / <i>Sense</i>	18	8
Gruyère / <i>Greyerz</i>	28	34
Lac / <i>See</i>	18	10
Glâne / <i>Glane</i>	12	14
Broye / <i>Broye</i>	32	33
Veveyse / <i>Vivisbach</i>	10	14
Autorités étrangères / <i>Ausländische Behörden</i>	-	166
Autres / <i>Andere</i>	97	84
Total	307	453

Chambre des poursuites et faillites / *Schuldbetreibungs- und Konkurskammer*

Statistique générale / <i>Allgemeine Statistik</i>	2015	2016
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier / <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	6	9
Affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	160	144
Affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	157	140
Affaires pendantes au 31 décembre / <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	9	13

Modes de liquidation / <i>Erledigungsart</i>		
	2015	2016
Admis / <i>Gutheissung</i>	116	74
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	6	4
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	1	1
Rejet / <i>Abweisung</i>	17	32
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	3	7
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	11	15
Retrait / <i>Rückzug</i>	1	6
AJ (avec avocat) octroyée / <i>URP (mit Anwalt) gewährt</i>	1	0
AJ (avec avocat) refusée / <i>URP (mit Anwalt) verweigert</i>	1	1
Total	157	140

Matières traitées / <i>Behandelte Rechtsgebiete</i>		
	2015	2016
Plaintes / <i>Beschwerden</i>	29	52
Restitution de délai / <i>Wiederherstellung der Frist</i>	1	1
Réalisation de parts de communauté / <i>Verwertung von Anteilen an Gemeinschaftsvermögen</i>	1	2
Prolongation du délai de liquidation de la faillite / <i>Fristverlängerung zur Durchführung des Konkursverfahrens</i>	102	61
Assistance judiciaire (requête) / <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Gesuch)</i>	3	1
Mesures provisionnelles / <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	12	8
Rémunération de l'administration de la faillite / <i>Vergütung für die</i>	5	7
Séquestre / <i>Arrest</i>	3	5
Récusation / <i>Ausstand</i>	1	3
Total	157	140

Durée de la procédure / Dauer des Verfahrens		
	2015	2016
1 à 15 jours / 1 bis 15 Tage	116	77
15 jours à 1 mois / 15 Tage bis 1 Monat	14	24
1 à 2 mois / 1 bis 2 Monate	9	23
Plus de 2 mois / mehr als 2 Monate	18	16
Total	157	140

Provenance / Herkunft		
	2015	2016
Sarine / Saane	18	23
Singine / Sense	1	10
Gruyère / Greyerz	6	10
Lac / See	1	8
Glâne / Glane	1	1
Broye / Broye	2	2
Veveyse / Vivisbach	4	1
Office cantonal des faillites / Kantonales Konkursamt	103	66
Autres / Andere	21	19
Total	157	140

Cour de modération / Moderationshof

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2015	2016
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier / am 1. Januar hängige Angelegenheiten	6	2
Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	18	0
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	22	2
Affaires pendantes au 31 décembre / am 31. Dezember hängige Angelegenheiten	2	0

Modes de liquidation / Erledigungsart		
	2015	2016
Admis / Gutheissung	2	0
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	5	0
Transmission à l'autorité compétente / Überweisung an die zuständige Behörde	0	2
Rejet / Abweisung	6	0
Irrecevables / Nichteintreten	6	0
AJ (avec avocat) octroyée / URP (mit Anwalt) gewährt	1	0
AJ (sans avocat) refusée / URP (ohne Anwalt) verweigert	2	0
Total	22	2

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete		
	2015	2016
Frais de justice / Gerichtskosten	5	1
Montant des dépens / Höhe der Parteikosten	6	1
Assistance judiciaire, montant de l'indemnité en matière civile / Unentgeltliche Rechtspflege, Höhe der Entschädigung in Zivilsachen	6	0
Mesures provisionnelles / Vorsorgliche Massnahmen	1	0
Assistance judiciaire / Unentgeltliche Rechtspflege	3	0
Récusation / Ausstand	1	0
Total	22	2

Provenance / Herkunft		
	2015	2016
Sarine / Saane	8	1
Singine / Sense	2	0
Gruyère / Greyerz	1	0
Lac / See	1	0
Glâne / Glane	1	0
Broye / Broye	3	1
Veveyse / Vivisbach	1	0
Autres / Andere	5	0
Total	22	2

Cour de protection de l'enfant et de l'adulte / Kindes- und Erwachsenenschutzhof

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2015	2016
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier / am 1. Januar hängige Angelegenheiten	7	14
Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	125	131
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	118	118
Affaires pendantes au 31 décembre / am 31. Dezember hängige Angelegenheiten	14	27

Modes de liquidation / Erledigungsart		
	2015	2016
Admis / <i>Gutheissung</i>	11	15
Admission partielle / <i>Teilweise Gutheissung</i>	8	7
Admission avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	7	0
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	24	17
Rejetés / <i>Abweisung</i>	34	48
Retirés / <i>Rückzug</i>	3	3
AJ (avec avocat) octroyée / <i>URP (mit Anwalt) gewährt</i>	9	14
AJ (avec avocat) refusée / <i>URP (ohne Anwalt) verweigert</i>	4	3
AJ (sans avocat) refusée / <i>URP (ohne Anwalt) verweigert</i>	4	1
Sans objet ou autres motifs / <i>Gegenstandslos oder andere Gründe</i>	10	8
Transmis à l'autorité compétente / <i>Überweisung an die zuständige Behörde</i>	2	1
Liquidation par lettre / <i>Erledigung durch Brief</i>	2	1
Total	118	118

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete		
	2015	2016
Recours / <i>Beschwerde</i>	84	81
dont placements à des fins d'assistance / <i>davon Fürsorgerische Unterbringung</i>	20	18
dont protection de l'adulte / <i>davon Erwachsenenschutz</i>	43	27
dont effets de la filiation / <i>davon Wirkungen des Kindesverhältnisses</i>	20	36
dont établissement de la filiation / <i>davon Entstehung des Kindesverhältnisses</i>	1	0
Assistance judiciaire (requête) / <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Gesuch)</i>	18	18
Assistance judiciaire (recours) / <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Beschwerde)</i>	0	2
Mesures provisionnelles / <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	11	13
Intervention, dénonciation d'instance et appel en cause / <i>Intervention, Streitverkündung und Streitverkündungsklage</i>	0	1
Frais de justice / <i>Gerichtskosten</i>	2	1
Retard injustifié / <i>Rechtsverzögerung</i>	1	1
Récusation / <i>Ausstand</i>	2	0
Droit des successions / <i>Erbrecht</i>	0	1
Total	118	118

Provenance / Herkunft		
	2015	2016
Sarine (Justice de paix) / <i>Saane (Friedensgericht)</i>	-	33
Singine (Justice de paix) / <i>Sense (Friedensgericht)</i>	-	7
Gruyère (Justice de paix) / <i>Greyerz (Friedensgericht)</i>	-	19
Lac (Justice de paix) / <i>See (Friedensgericht)</i>	-	3
Glâne (Justice de paix) / <i>Glane (Friedensgericht)</i>	-	5
Broye (Justice de paix) / <i>Broye (Friedensgericht)</i>	-	8
Veveyse (Justice de paix) / <i>Vivisbach (Friedensgericht)</i>	-	12
Justices de paix (sans distinction) / <i>Friedensgerichte (insgesamt)</i>	85	-
Autres / <i>Andere</i>	33	31
Total	118	118

1.2.2. Cours pénales / strafrechtliche Höfe

Cour d'appel pénal / Strafappellationshof

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2015	2016
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier / <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	86	99
Affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	192	211
Affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	179	225
Affaires pendantes au 31 décembre / <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	99	85

Modes de liquidation / Erledigungsart		
	2015	2016
Admis / <i>Gutheissung</i>	14	25
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	40	31
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	2	3
Rejetés / <i>Abweisung</i>	51	63
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	5	17
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	32	29
Retirés / <i>Rückzug</i>	25	37
AJ (sans avocat) refusée / <i>URP (ohne Anwalt) verweigert</i>	1	3
AJ (avec avocat) accordée/ <i>URP (mit Anwalt) gewährt</i>	3	4
AJ (avec avocat) refusée / <i>URP (mit Anwalt) verweigert</i>	0	4
AJ (avec avocat) partiellement accordée / <i>URP (mit Anwalt) teilweise gewährt</i>	0	1
Désignation / <i>Bezeichnung</i>	3	5
Changement du défenseur d'office / <i>Wechsel des amtlichen Verteidigers</i>	0	1
Liquidation par lettre / <i>Erledigung durch Brief</i>	3	0
Détention confirmée / <i>Genehmigung der Haft</i>	0	1
Transmission à l'autorité compétente / <i>Überweisung an die zuständige Behörde</i>	0	1
Total	179	225

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete		
	2015	2016
Appels / Berufungen	149	177
Récusation / Ausstand	0	0
Détention provisoire ou des motifs de sûretés / Untersuchungs- oder Sicherheitshaft	2	4
Assistance judiciaire et défense d'office / Unentgeltliche Rechtspflege und amtliche Verteidigung	9	19
Mesures provisionnelles / Vorsorgliche Massnahmen	2	0
Révision / Revision	12	15
Indemnités et réparation du tort moral / Entschädigung und Genugtuung	1	4
Sursis et remise de frais / Stundung und Erlass der Verfahrenskosten	4	5
Consultation dossier / Akteneinsicht	0	1
Total	179	225

Provenance / Herkunft		
Tribunal pénal d'arrondissement / Bezirksstrafgericht		
	2015	2016
Sarine / Saane	35	29
Singine / Sense	4	6
Gruyère / Greyerz	13	10
Lac / See	7	9
Glâne / Glane	5	3
Broye / Broye	10	7
Veveyse / Vivisbach	3	0
Total	77	64

Juge de police / Polizeirichter		
	2015	2016
Sarine / Saane	23	43
Singine / Sense	9	6
Gruyère / Greyerz	17	23
Lac / See	7	13
Glâne / Glane	3	7
Broye / Broye	9	13
Veveyse / Vivisbach	3	6
Total	71	111

Tribunal des mineurs / Jugendgericht		
	2015	2016
	0	2

Tribunal pénal économique / <i>Wirtschaftsstrafgericht</i>		
	2015	2016
	2	3

Ministère public / <i>Staatsanwaltschaft</i>		
	2015	2016
	10	7

Cour d'appel pénal / <i>Strafappellationshof</i>		
	2015	2016
	2	7

Autres / <i>Andere</i>		
	2015	2016
	17	31

Chambre pénale / *Strafkammer*

Statistique générale / <i>Allgemeine Statistik</i>	2015	2016
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier / <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	48	57
Affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	275	330
Affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	266	318
Affaires pendantes au 31 décembre / <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	57	69

Modes de liquidation / Erledigungsart		
	2015	2016
Admis / <i>Gutheissung</i>	19	19
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	23	13
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	14	12
Rejetés / <i>Abweisung</i>	109	147
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	60	76
Retirés / <i>Rückzug</i>	9	6
Transmis à l'autorité compétente / <i>Überweisung an die zuständige Behörde</i>	1	1
Sans objet ou autres motifs / <i>Gegenstandslos oder andere Gründe</i>	16	14
Désignation (récusation) / <i>Bezeichnung (Ausstand)</i>	0	3
AJ (avec avocat) accordée / <i>URP (mit Anwalt) gewährt</i>	2	1
AJ (avec avocat) refusée / <i>URP (mit Anwalt) verweigert</i>	4	8
AJ (sans avocat) refusée / <i>URP (ohne Anwalt) verweigert</i>	2	11
Désignation (AJ) / <i>Bezeichnung (URP)</i>	4	0
Décharge / <i>Entlastung</i>	1	0
Liquidation par lettre / <i>Erledigung durch Brief</i>	0	1
Classé sans suite / <i>Ohne Folge klassiert</i>	2	6
Total	266	318

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete		
	2015	2016
Recours / <i>Beschwerden</i>	199	228
Indemnité et réparation du tort moral / <i>Entschädigung und Genugtuung</i>	16	10
Récusation / <i>Ausstand</i>	12	14
Assistance judiciaire et défense d'office / <i>unentgeltliche Rechtspflege und amtliche Verteidigung</i>	25	50
Effet suspensif / <i>aufschiebende Wirkung</i>	7	0
Consultation du dossier / <i>Akteneinsicht</i>	3	2
Sursis et remise de frais / <i>Stundung und Erlass der Verfahrenskosten</i>	4	3
Mesures provisionnelles / <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	0	10
Divers / <i>Verschiedenes</i>	0	1
Total	266	318

Provenance / Herkunft		
Ministère public / Staatsanwaltschaft		
	-	2016
	-	196

Tribunal des mesures de contrainte / Zwangsmassnahmengericht		
	-	2016
	-	34

Tribunal pénal d'arrondissement / Bezirksstrafgericht		
	-	2016
Sarine / Saane	-	2
Singine / Sense	-	0
Gruyère / Greyerz	-	2
Lac / See	-	1
Glâne / Glane	-	1
Broye / Broye	-	4
Veveyse / Vivisbach	-	0
Total	-	10

Juge de police / Polizeirichter		
	-	2016
Sarine / Saane	-	9
Singine / Sense	-	2
Gruyère / Greyerz	-	5
Lac / See	-	2
Glâne / Glane	-	0
Broye / Broye	-	3
Veveyse / Vivisbach	-	2
Total	-	23

Tribunal des mineurs / Jugendgericht		
	-	2016
	-	4

Tribunal pénal économique / Wirtschaftsstrafgericht		
	-	2016
	-	1

Autres / Andere		
	-	2016
	-	50

Président de la Chambre pénale / Präsident der Strafkammer

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2015	2016
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier / am 1. Januar hängige Angelegenheiten	0	0
Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	16	10
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	16	10
Affaires pendantes au 31 décembre / am 31. Dezember hängige Angelegenheiten	0	0

Modes de liquidation / Erledigungsart		
	2015	2016
Admis / <i>Gutheissung</i>	16	8
Sans objet ou autres motifs / <i>Gegenstandslos oder andere Gründe</i>	0	1
Irrecevable / <i>Nichteintreten</i>	0	1
Total	16	10

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete		
	2015	2016
Mesures de surveillance (localisation d'une personne disparue; art. 31c LPol) / <i>Überwachungsmassnahmen (Ortung einer vermissten Person; Art. 31c PolG)</i>	16	10
Total	16	10

1.2.3. Cours administratives / verwaltungsrechtliche Höfe

I^e Cour administrative / I. Verwaltungsgerichtshof

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2015	2016
a) affaires pendantes au 1 ^{er} janvier / <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	101	88
b) affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	171	278
c) affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	184	231
d) affaires pendantes au 31 décembre / <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	88	135

	2015	2016
Admission / <i>Gutheissung</i>	13	24
Admission partielle / <i>Teilweise Gutheissung</i>	2	3
Admission avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	3	2
Rejet / <i>Abweisung</i>	84	83
Irrecevabilité / <i>Nichteintreten</i>	1	1
Irrecevabilité manifeste / <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	13	19
Retrait / <i>Rückzug</i>	5	18
Passe-expédient/Nouvelle décision de l'autorité inférieure / <i>Streitabstand/Neuer Entscheid Vorinstanz</i>	8	7
Sans objet autres motifs / <i>Abschreibung aus anderen Gründen</i>	33	38
Rayé du rôle / <i>Abschreibung (Abwesenheit)</i>	1	0
Transaction/Ratification / <i>Vergleich/Genehmigung</i>	0	1
Liquidation par lettre / <i>Erledigung durch Brief</i>	1	2
Assistance judiciaire accordée (avec avocat) / <i>Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (mit Anwalt)</i>	8	8
Assistance judiciaire refusée (avec avocat) / <i>Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (mit Anwalt)</i>	3	15
Assistance judiciaire accordée (sans avocat) / <i>Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (ohne Anwalt)</i>	6	5
Assistance judiciaire refusée (sans avocat) / <i>Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (ohne Anwalt)</i>	3	4
Assistance judiciaire partiellement octroyée (sans avocat) / <i>Unentgeltliche Rechtspflege teilweise verweigert (ohne Anwalt)</i>	0	1
Total	184	231

Matières traitées <i>Behandelte Rechtsgebiete</i>	Pendant au 1.1. <i>Hängig per 1.1.</i>	Entrées <i>Neueingänge</i>	Total	Liquidé <i>Erledigt</i>	Pendant au 31.12. <i>Hängig per 31.12.</i>
Etablissement et séjour <i>Niederlassung und Aufenthalt</i>	34	94	128	72	56
Droits politiques <i>Politische Rechte</i>	0	4	4	4	0
Agents des collectivités publiques <i>Amtsträger der Gemeinwesen</i>	9	36	45	22	23
Affaires communales <i>Gemeindeangelegenheiten</i>	0	1	1	0	1
Responsabilité des collectivités publiques <i>Haftung der Gemeinwesen und ihrer Amtsträger</i>	10	3	13	5	8
Ecole et formation <i>Schule und Bildung</i>	6	21	27	21	6
Affaires culturelles <i>Kulturelle Angelegenheiten</i>	0	1	1	1	0
Exécution des peines et mesures <i>Straf- und Massnahmenvollzug</i>	3	1	4	4	0
Avocats, notaires <i>Anwälte, Notare</i>	1	0	1	1	0
Droit des personnes et famille <i>Personen- und Familienrecht</i>	1	3	4	2	2
Réclamation (frais) <i>Einsprache (Kosten)</i>	0	1	1	1	0
Recours contre décision du Tribunal des mesures de contrainte <i>Rekurs gegen Entscheid des Zwangsmassnahmengerichts</i>	1	0	1	1	0
Protection des données <i>Datenschutz</i>	2	3	5	3	2
Décision sur frais et dépens après TF / <i>Entscheid über Kosten und Entschädigungen nach BG</i>	0	1	1	0	1
Déclinatoire / <i>Unzuständigkeitseinrede</i>	0	1	1	1	0
Preuve à futur <i>Vorsorgliche Beweisführung</i>	1	0	1	0	1
Révision / <i>Revision</i>	0	1	1	1	0
Recours contre décision incidente / <i>Beschwerde gegen Zwischenentscheide</i>	0	2	2	2	0
Mesures provisionnelles <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	5	29	34	29	5
Mesures provisionnelles urgentes <i>Dringliche vorsorgliche Massnahmen</i>	1	11	12	12	0
Recours sur mesures provisionnelles <i>Beschwerde gegen vorsorgliche Massnahmen</i>	2	1	3	3	0
Assistance judiciaire (principe) <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Grundsatz)</i>	11	59	70	40	30
Recours sur assistance judiciaire <i>Beschwerde gegen URP-Entscheid</i>	1	5	6	6	0
Total	88	278	366	231	135

II^e Cour administrative / II. Verwaltungsgerichtshof

Statistique générale / <i>Allgemeine Statistik</i>	2015	2016
a) affaires pendantes au 1 ^{er} janvier / <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	90	101
b) affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	143	166
c) affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	132	170
d) affaires pendantes au 31 décembre / <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	101	97

Mode de liquidation / <i>Erledigungsart</i>	2015	2016
Admission / <i>Gutheissung</i>	13	26
Admission partielle / <i>Teilweise Gutheissung</i>	2	6
Admission avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	1	8
Rejet / <i>Abweisung</i>	48	53
Irrecevabilité / <i>Nichteintreten</i>	0	1
Irrecevabilité manifeste / <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	13	8
Retrait / <i>Rückzug</i>	16	25
Passe-expédient/Nouvelle décision de l'autorité inférieure <i>Streitabstand/Neuer Entscheid Vorinstanz</i>	0	1
Transaction/Ratification / <i>Vergleich/Genehmigung</i>	8	1
Sans objet autres motifs / <i>Abschreibung andere Gründe</i>	28	34
Rayé du rôle (défaut) / <i>Abschreibung (Abwesenheit)</i>	0	1
Liquidation par lettre / <i>Erledigung durch Brief</i>	0	2
Transmission à l'autorité compétente / <i>Überweisung an die zuständige Behörde</i>	1	1
Assistance judiciaire refusée (sans avocat) / <i>Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (ohne Anwalt)</i>	0	2
Assistance judiciaire refusée (avec avocat) / <i>Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (mit Anwalt)</i>	1	0
Décision sur frais et dépens après TF / <i>Entscheid über Kosten und Entschädigungen nach BG</i>	1	1
Total	132	170

Matières traitées <i>Behandelte Rechtsgebiete</i>	Pendant au 1.1. <i>Hängig per 1.1.</i>	Entrées <i>Neueingänge</i>	Total	Liquidé <i>Erledigt</i>	Pendant au 31.12. <i>Hängig per 31.12.</i>
Aménagement du territoire et constructions <i>Raumplanung und Bauwesen</i>	65	97	162	102	60
Protection de la nature et du paysage <i>Natur- und Heimatschutz</i>	1	1	2	1	1
Protection de l'environnement <i>Umweltschutz</i>	7	0	7	4	3
Expropriation <i>Enteignung</i>	1	0	1	0	1
Forêts <i>Forstwesen</i>	2	1	3	3	0
Energie <i>Energie</i>	1	1	2	1	1
Marchés publics <i>Beschaffungswesen</i>	2	11	13	5	8
Protection contre les incendies et les éléments naturels <i>Schutz gegen Feuer- und Elementarschäden</i>	0	2	2	0	2
Décision sur frais et dépens après TF <i>Entscheid über Kosten und Entschädigungen nach BG</i>	0	1	1	1	0
Requête de sûretés <i>Begehren auf Sicherstellung</i>	0	1	1	1	0
Réclamation (frais) <i>Einsprache (Kosten)</i>	0	3	3	3	0
Réclamation (dépens, art. 148 CPJA) <i>Einsprache (Entschädigung, Art. 148 VRG)</i>	1	1	2	2	0
Recours contre décision incidente <i>Beschwerde gegen Zwischenentscheide</i>	0	1	1	0	1
Mesures provisionnelles <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	17	36	53	34	19
Mesures provisionnelles urgentes <i>Dringliche vorsorgliche Massnahmen</i>	3	8	11	10	1
Assistance judiciaire (principe) <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Grundsatz)</i>	1	2	3	3	0
Total	101	166	267	170	97

III^e Cour administrative / III. Verwaltungsgerichtshof

Statistique générale / <i>Allgemeine Statistik</i>	2015	2016
a) affaires pendantes au 1 ^{er} janvier / <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	84	72
b) affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	208	232
c) affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	220	221
d) affaires pendantes au 31 décembre / <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	72	83

Mode de liquidation / <i>Erledigungsart</i>	2015	2016
Admission / <i>Gutheissung</i>	4	17
Admission partielle / <i>Teilweise Gutheissung</i>	15	1
Admission avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	5	4
Rejet / <i>Abweisung</i>	80	59
Irrecevabilité / <i>Nichteintreten</i>	2	0
Irrecevabilité manifeste / <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	55	52
Retrait / <i>Rückzug</i>	15	33
Passe-expédient/Nouvelle décision de l'autorité inférieure / <i>Streitabstand/Neuer Entscheid Vorinstanz</i>	11	9
Sans objet autres motifs / <i>Abschreibung andere Gründe</i>	30	32
Rayé du rôle (défaut) / <i>Abschreibung (Abwesenheit)</i>	0	1
Classé sans suite / <i>Ohne Folge klassiert</i>	0	1
Liquidation par lettre / <i>Erledigung durch Brief</i>	1	4
Assistance judiciaire accordée (avec avocat) / <i>Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (mit Anwalt)</i>	0	1
Assistance judiciaire refusée (avec avocat) / <i>Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (mit Anwalt)</i>	1	6
Assistance judiciaire refusée (sans avocat) / <i>Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (ohne Anwalt)</i>	1	1
Total	220	221

Matières traitées <i>Behandelte Rechtsgebiete</i>	Pendant au 1.1. <i>Hängig per 1.1.</i>	Entrées <i>Neueingänge</i>	Total	Liquidé <i>Erledigt</i>	Pendant au 31.12. <i>Hängig per 31.12.</i>
Circulation routière et transports <i>Strassenverkehr und Transportwesen</i>	33	148	181	135	46
Droit social <i>Sozialrecht</i>	2	7	9	4	5
Agriculture <i>Landwirtschaft</i>	6	8	14	8	6
Economie <i>Wirtschaft</i>	0	1	1	1	0
Commerces et établissements publics <i>Handel und Gastgewerbe</i>	10	8	18	7	11
Travail <i>Arbeit</i>	1	0	1	1	0
Animaux <i>Tiere</i>	2	3	5	4	1
Santé publique <i>Öffentliche Gesundheit</i>	2	4	6	1	5
Décision sur frais et dépens après TF <i>Entscheid über Kosten und Entschädigungen nach BG</i>	1	0	1	1	0
Révision <i>Revision</i>	0	1	1	1	0
Procédure autres <i>Verfahren andere</i>	1	1	2	2	0
Mesures provisionnelles <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	9	25	34	30	4
Mesures provisionnelles urgentes <i>Dringliche vorsorgliche Massnahmen</i>	0	7	7	7	0
Recours sur mesures provisionnelles <i>Beschwerde gegen vorsorgliche Massnahmen</i>	0	6	6	5	1
Assistance judiciaire (principe) <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Grundsatz)</i>	4	13	17	13	4
Recours sur assistance judiciaire <i>Beschwerde gegen URP-Entscheid</i>	1	0	1	1	0
Total	72	232	304	221	83

Cour fiscale / *Steuergerichtshof*

Statistique générale / <i>Allgemeine Statistik</i>	2015	2016
a) affaires pendantes au 1 ^{er} janvier / <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	143	139
b) affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	212	203
- compétence de la Cour / <i>Zuständigkeit des Hofes</i>	141	165
- compétence présidentielle en fonction de la valeur litigieuse / <i>Zuständigkeit des Präsidenten aufgrund des Streitwertes</i>	71	38
c) affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	178	241
- compétence de la Cour / <i>Zuständigkeit des Hofes</i>	126	187
- compétence présidentielle en fonction de la valeur litigieuse / <i>Zuständigkeit des Präsidenten aufgrund des Streitwertes</i>	52	54
d) affaires pendantes au 31 décembre / <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	177	139

Mode de liquidation / <i>Erledigungsart</i>	2015	2016
Admission / <i>Gutheissung</i>	8	15
Admission partielle / <i>Teilweise Gutheissung</i>	9	19
Admission avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	4	12
Rejet / <i>Abweisung</i>	71	106
Irrecevabilité / <i>Nichteintreten</i>	3	3
Irrecevabilité manifeste / <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	36	19
Retrait / <i>Rückzug</i>	16	32
Passe-expédient/Nouvelle décision de l'autorité inférieure <i>Streitabstand/Neuer Entscheid Vorinstanz</i>	9	13
Transaction/Ratification / <i>Vergleich/Genehmigung</i>	6	4
Sans objet autres motifs / <i>Abschreibung andere Gründe</i>	8	14
Liquidation par lettre / <i>Erledigung durch Brief</i>	1	2
Assistance judiciaire accordée (sans avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (ohne Anwalt)</i>	3	0
Assistance judiciaire refusée (avec avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (mit Anwalt)</i>	1	0
Assistance judiciaire refusée (sans avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (ohne Anwalt)</i>	3	2
Total	178	241

Matières traitées <i>Behandelte Rechtsgebiete</i>	Pendant au 1.1. <i>Hängig per 1.1.</i>	Entrées <i>Neueingänge</i>	Total	Liquidé <i>Erfledigt</i>	Pendant au 31.12 <i>Hängig per 31.12</i>
Généralités / <i>Allgemeines</i>	0	2	2	2	0
Impôt sur revenu et fortune personnes physiques <i>Einkommens- und Vermögenssteuer der natürlichen Personen</i>	122	134	256	157	99
Impôt sur bénéfice et capital personnes morales / <i>Gewinn- u. Kapitalsteuer der juristischen Pers.</i>	23	11	34	18	16
Impôt anticipé / <i>Verrechnungssteuer</i>	7	2	9	9	0
Impôt sur les gains immobiliers / <i>Grundstückgewinnsteuer</i>	1	0	1	1	0
Impôts communaux / <i>Gemeindesteuern</i>	2	0	2	2	0
Impôts paroissiaux / <i>Pfarreistuern</i>	0	1	1	1	0
Droits de mutation et gages immobiliers / <i>Handänderungs- und Grundpfandrechtsabgabe</i>	0	2	2	0	2
Contribution immobilière / <i>Liegenschaftssteuer</i>	3	1	4	3	1
Impôt destiné à compenser la dim. aire agricole / <i>Steuer zum Ausgleich der Verminderung Kulturland</i>	2	1	3	2	1
Taxe d'exemption de l'obligation de servir / <i>Wehrpflichtersatz</i>	0	1	1	0	1
Taxe de séjour / <i>Aufenthaltssteuer</i>	1	18	19	17	2
Contributions publiques communales / <i>Öffentliche kommunale Abgaben</i>	4	2	6	4	2
Amendes d'ordre / <i>Ordnungsbussen</i>	4	8	12	6	6
Emoluments administratifs / <i>Verwaltungsgebühren</i>	1	2	3	3	0
Soustraction fiscale et rappel d'impôts / <i>Steuerhinterziehung und Nachsteuer</i>	4	2	6	2	4
Réclamation (frais) / <i>Einsprache (Kosten)</i>	0	1	1	1	0
Récusation / <i>Ausstand</i>	0	2	2	2	0
Révision / <i>Revision</i>	3	0	3	3	0
Recours contre décision incidente / <i>Beschwerde gegen Zwischenentscheide</i>	0	1	1	1	0
Assistance judiciaire (principe) / <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Grundsatz)</i>	0	9	9	4	5
Recours sur assistance judiciaire / <i>Beschwerde gegen URP-Entscheid</i>	0	2	2	2	0
Mesures provisionnelles / <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	0	1	1	1	0
Total	177	203	380	241	139

I^e Cour des assurances sociales / I. Sozialversicherungsgerichtshof

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2015	2016
a) affaires pendantes au 1 ^{er} janvier / am 1. Januar hängige Angelegenheiten	310	308
b) affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	295	285
c) affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	297	293
d) affaires pendantes au 31 décembre / am 31. Dezember hängige Angelegenheiten	308	300

Mode de liquidation / Erledigungsart	2015	2016
Admission / Gutheissung	19	22
Admission partielle / Teilweise Gutheissung	24	10
Admission avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	14	20
Rejet / Abweisung	127	164
Irrecevabilité / Nichteintreten	1	1
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	26	15
Retrait / Rückzug	15	6
Passe-expédient/Nouvelle décision de l'autorité inférieure / Streitabstand/Neuer Entscheid Vorinstanz	9	5
Transaction/Ratification / Vergleich/Genehmigung	1	0
Sans objet autres motifs / Abschreibung andere Gründe	16	26
Liquidation par lettre / Erledigung durch Brief	1	0
Assistance judiciaire accordée (avec avocat) / Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (mit Anwalt)	20	7
Assistance judiciaire refusée (avec avocat) / Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (mit Anwalt)	11	9
Assistance judiciaire accordée (sans avocat) / Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (ohne Anwalt)	10	5
Assistance judiciaire refusée (sans avocat) / Unentgeltliche Rechtspflege entzogen (ohne Anwalt)	1	1
Décision sur frais et dépens après TF / Entscheid über Kosten und Entschädigungen nach BG	2	2
Total	297	293

Matières traitées <i>Behandelte Rechtsgebiete</i>	Pendant au 1.1. <i>Hängig per 1.1.</i>	Entrées <i>Neueingänge</i>	Total	Liquidé <i>Erledigt</i>	Pendant au 31.12. <i>Hängig per 31.12.</i>
Assurance-invalidité <i>Invalidenversicherung</i>	109	53	162	92	70
Assurance-accident <i>Unfallversicherung</i>	60	74	134	55	79
Assurance-chômage <i>Arbeitslosenversicherung</i>	93	59	152	62	90
Assurance militaire <i>Militärversicherung</i>	1	1	2	1	1
Allocations pour perte de gain <i>Erwerbsersatz</i>	1	0	1	1	0
Allocations familiales <i>Familienzulagen</i>	5	5	10	4	6
Aide sociale <i>Sozialhilfe</i>	11	23	34	21	13
Décision sur frais et dépens après TF <i>Entscheid über Kosten und Entschädigungen nach BG</i>	0	3	3	2	1
Révision <i>Revision</i>	0	1	1	0	1
Recours contre décision incidente <i>Beschwerde gegen Zwischenentscheide</i>	0	4	4	3	1
Mesures provisionnelles <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	5	12	17	12	5
Mesures provisionnelles urgentes <i>Dringliche Vorsorgliche Massnahmen</i>	0	8	8	8	0
Recours sur mesures provisionnelles <i>Beschwerde gegen vorsorgliche Massnahmen</i>	2	1	3	3	0
Assistance judiciaire (principe) <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Grundsatz)</i>	21	39	60	27	33
Assistance judiciaire (montant de l'indemnité) <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Entschädigungsbetrag)</i>	0	1	1	1	0
Recours sur assistance judiciaire <i>Beschwerde gegen URP-Entscheid</i>	0	1	1	1	0
Total	308	285	593	293	300

II^e Cour des assurances sociales / II. Sozialversicherungsgerichtshof

Statistique générale / <i>Allgemeine Statistik</i>	2015	2016
a) affaires pendantes au 1 ^{er} janvier / <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	246	219
b) affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	241	277
c) affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	268	264
d) affaires pendantes au 31 décembre / <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	219	232

Mode de liquidation / <i>Erledigungsart</i>	2015	2016
Admission / <i>Gutheissung</i>	21	11
Admission partielle / <i>Teilweise Gutheissung</i>	12	12
Admission avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	19	28
Rejet / <i>Abweisung</i>	87	97
Irrecevabilité / <i>Nichteintreten</i>	2	3
Irrecevabilité manifeste / <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	20	27
Retrait / <i>Rückzug</i>	15	18
Passe-expédient/Nouvelle décision de l'autorité inférieure / <i>Streitabstand/Neuer Entscheid Vorinstanz</i>	14	14
Transaction/Ratification / <i>Vergleich/Genehmigung</i>	4	8
Sans objet autres motifs / <i>Abschreibung andere Gründe</i>	19	12
Liquidation par lettre / <i>Erledigung durch Brief</i>	3	5
Transmission à l'autorité compétente / <i>Überweisung an die zuständige Behörde</i>	2	0
Assistance judiciaire accordée (avec avocat) / <i>Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (mit Anwalt)</i>	22	8
Assistance judiciaire refusée (avec avocat) / <i>Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (mit Anwalt)</i>	13	7
Assistance judiciaire accordée (sans avocat) / <i>Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (ohne Anwalt)</i>	10	2
Assistance judiciaire refusée (sans avocat) / <i>Unentgeltliche Rechtspflege entzogen (ohne Anwalt)</i>	2	2
Partage de la prestation de sortie en cas de divorce / <i>Teilung der Austrittsleistung bei Ehescheidung</i>	2	9
Décision sur frais et dépens après TF / <i>Entscheid über Kosten und Entschädigungen nach BG</i>	1	1
Total	268	264

Matières traitées <i>Behandelte Rechtsgebiete</i>	Pendant au 1.1. <i>Hängig per 1.1.</i>	Entrées <i>Neueingänge</i>	Total	Liquidé <i>Erledigt</i>	Pendant au 31.12. <i>Hängig per 31.12.</i>
Assurance-vieillesse et survivants <i>Alters- und Hinterlassenenversicherung</i>	22	23	45	17	28
Assurance-invalidité <i>Invalidenversicherung</i>	113	135	248	124	124
Prestations complémentaires <i>Ergänzungsleistungen</i>	16	21	37	21	16
Assurance-maladie <i>Krankenversicherung</i>	22	22	44	28	16
Prévoyance professionnelle <i>Berufliche Vorsorge</i>	16	14	30	17	13
Assurance-maternité <i>Mutterschaftsversicherung</i>	1	1	2	1	1
Assurance-maladie complémentaire LCA <i>Zusatzkrankenversicherung VVG</i>	8	11	19	12	7
Décision sur frais et dépens après TF <i>Entscheid über Kosten und Entschädigungen nach BG</i>	1	0	1	1	0
Réclamation (frais) <i>Einsprache (Kosten)</i>	0	1	1	0	1
Révision <i>Revision</i>	0	1	1	1	0
Recours contre décision incidente <i>Beschwerde gegen Zwischenentscheide</i>	0	1	1	0	1
Mesures provisionnelles <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	2	11	13	10	3
Recours sur mesures provisionnelles <i>Beschwerde gegen vorsorgliche Massnahmen</i>	1	0	1	1	0
Assistance judiciaire (principe) <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Grundsatz)</i>	16	36	52	30	22
Recours sur assistance judiciaire <i>Beschwerde gegen URP-Entscheid</i>	1	0	1	1	0
Total	219	277	496	264	232

1.2.4. Recours au Tribunal fédéral / Beschwerden an das Bundesgericht

Recours déposés / Eingereichte Beschwerden	2015	2016
I ^{er} Cour d'appel civil / I. Zivilappellationshof	24	23
II ^e Cour d'appel civil / II. Zivilappellationshof	25	44
Chambre des poursuites et des faillites / Schuldbetreibungs- und Konkurskammer	7	10
Cour de protection de l'enfant et de l'adulte/ Kindes- und Erwachsenenschutzhof	11	7
Cour d'appel pénal / Strafappellationshof	30	39
Chambre pénale / Strafkammer	35	52
I ^{er} Cour administrative / I. Verwaltungsgerichtshof	24	30
II ^e Cour administrative / II. Verwaltungsgerichtshof	12	9
III ^e Cour administrative / III. Verwaltungsgerichtshof	14	6
Cour fiscale / Steuergerichtshof	22	24
I ^{er} Cour des assurances sociales / I. Sozialversicherungsgerichtshof	32	35
II ^e Cour des assurances sociales / II. Sozialversicherungsgerichtshof	16	22
Total	253	301

Recours traités / Erledigte Beschwerden	2015	2016
Modes de liquidation / Erledigungsarten		
I^{er} Cour d'appel civil / I. Zivilappellationshof		
Admis / Gutheissung	0	0
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	2	0
Admis avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	3	5
Rejetés / Abweisung	8	9
Irrecevables / Nichteintreten	12	8
Sans objet / Gegenstandslos	0	0
Retirés / Rückzug	0	1
II^e Cour d'appel civil / II. Zivilappellationshof		
Admis / Gutheissung	0	0
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	2	0
Admis avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	1	1
Rejetés / Abweisung	2	6
Irrecevables / Nichteintreten	18	35
Sans objet / Gegenstandslos	0	0
Retirés / Rückzug	0	0
Chambre des poursuites et faillites / Schuldbetreibungs- und Konkurskammer		
Admis / Gutheissung	2	0
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	0	0
Admis avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	2	1
Rejetés / Abweisung	2	4
Irrecevables / Nichteintreten	4	2
Sans objet / Gegenstandslos	0	1
Retirés / Rückzug	1	0

Cour de protection de l'enfant et de l'adulte/ Kindes- und Erwachsenenschutzhof	2015	2016
Admis / <i>Gutheissung</i>	0	0
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	0	0
Rejetés / <i>Abweisung</i>	0	3
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	11	5
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	0	0
Retirés / <i>Rückzug</i>	0	0
Cour d'appel pénal / <i>Strafappellationshof</i>		
Admis / <i>Gutheissung</i>	1	2
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	6	1
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	2	2
Rejetés / <i>Abweisung</i>	12	22
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	7	14
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	2	1
Retirés / <i>Rückzug</i>	0	2
Rayé du rôle / <i>Abschreibung</i>	1	0
Chambre pénale / <i>Strafkammer</i>		
Admis / <i>Gutheissung</i>	0	2
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	0	0
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	5	1
Rejetés / <i>Abweisung</i>	12	13
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	20	30
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	0	0
Retirés / <i>Rückzug</i>	1	1
I^e Cour administrative / <i>I. Verwaltungsgerichtshof</i>		
Admis / <i>Gutheissung</i>	0	1
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	0	1
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	1	2
Rejetés / <i>Abweisung</i>	19	14
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	0	2
Irrecevabilité manifeste / <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	7	6
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	0	0
Retirés / <i>Rückzug</i>	0	0
II^e Cour administrative / <i>II. Verwaltungsgerichtshof</i>		
Admis / <i>Gutheissung</i>	1	0
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	0	1
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	1	1
Rejetés / <i>Abweisung</i>	13	6
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	2	2
Irrecevabilité manifeste / <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	1	0
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	0	0
Retirés / <i>Rückzug</i>	0	0

III^e Cour administrative / III. Verwaltungsgerichtshof	2015	2016
Admis / Gutheissung	3	0
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	1	0
Admis avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	0	0
Rejetés / Abweisung	8	4
Irrecevables / Nichteintreten	0	1
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	2	2
Sans objet / Gegenstandslos	0	0
Retirés / Rückzug	0	0
Cour fiscale / Steuergerichtshof		
Admis / Gutheissung	1	0
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	0	0
Admis avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	0	0
Rejetés / Abweisung	12	14
Irrecevables / Nichteintreten	3	1
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	6	7
Sans objet / Gegenstandslos	0	0
Retirés / Rückzug	0	0
I^e Cour des assurances sociales / I. Sozialversicherungsgerichtshof		
Admis / Gutheissung	3	5
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	0	1
Admis avec renvoi / Gutheissung und Rückweisung	3	4
Rejetés / Abweisung	22	13
Irrecevables / Nichteintreten	6	2
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	7	3
Sans objet / Gegenstandslos	0	0
Retirés / Rückzug	0	0
II^e Cour des assurances sociales / II. Sozialversicherungsgerichtshof		
Admis / Gutheissung	2	0
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	0	0
Admis avec renvoi / Gutheissung und Rückweisung	1	1
Rejetés / Abweisung	16	8
Irrecevables / Nichteintreten	1	1
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	3	5
Sans objet / Gegenstandslos	0	0
Retirés / Rückzug	0	0
Total	284	280

2. Le Ministère public

2.1. Partie générale

2.1.1. Remarques générales

Au 31 décembre 2016, le Ministère public présente un bilan globalement très positif.

En 2016, le nombre des procédures enregistrées a décliné de 1'709 unités pour atteindre 13'291 procédures. Profitant de cette situation favorable, les procureurs¹ et leurs collaborateurs sont parvenus à diminuer le nombre des procédures pendantes de 4'607 à 3'807 procédures, et tout particulièrement le nombre des procédures ouvertes depuis plus de 12 mois de 33 unités. Parallèlement, ils ont augmenté tant le nombre global de procédures liquidées par décisions motivées, qui s'établit désormais à 12'618 unités, que celui des ordonnances pénales qui s'élève à 8'789 unités. Le recours à la détention avant jugement demeure très élevé, avec 272 détenus respectivement 24'228 jours de détention pour l'année 2016. Enfin, la proportion du nombre des dossiers liquidés dans les trois mois depuis leur enregistrement dépasse les 66%

Ces excellents résultats doivent être mis au bénéfice des efforts intenses et continus de l'ensemble des procureurs et des collaborateurs du Ministère public, de leur souci de s'investir pour une amélioration des processus et une justice de qualité, et de la participation de tout le personnel à une ambiance de travail excellente qui se traduit par une stabilité des collaborateurs et un taux de rotation extrêmement bas. Enfin l'entrée en fonction au 1er janvier 2016 des deux nouveaux procureurs généraux adjoints a favorisé une nouvelle dynamique de groupe au sein de l'équipe de direction, qui profite à tout le Ministère public.

2.1.2. Les activités générales

2.1.2.1. En général

	2015	2016
Procédures enregistrées ² en	15'000	13'291
Procédures pendantes au 31.12.	4'607	3'807
dont anciennes procédures sous la compétence du procureur ³	462	429
Procédures liquidées par décisions motivées ⁴ , en	12'493	12'618

¹ Les termes masculins du présent rapport désignent indistinctement les deux genres.

² Dans toutes les statistiques présentées ci-après, une unité correspond à une personne prévenue ; il est cependant possible qu'un même dossier physique concerne plusieurs prévenus.

³ Soit ouvertes depuis plus de 12 mois.

⁴ Soit les procédures closes par ordonnances motivées : ordonnance de non entrée en matière, ordonnance de suspension, ordonnance de classement, ordonnance pénale définitive, décision ultérieure au jugement.

2.1.2.2. Procédures enregistrées et pendantes

2.1.2.2.1. Procédures enregistrées

Répartition des procédures enregistrées	2015	2016
Procédures ordinaires contre des prévenus majeurs	14'783	13'028
Procédures du Tribunal pénal des mineurs avec participation des procureurs des	4	5
Procédures civiles avec participation de la procureure en charge de ces affaires	3	1
Procédures du juge d'application des peines ⁵	210	257
Nombre total de procédures enregistrées	15'000	13'291

	2015	2016
Procédures enregistrées contre auteurs connus	13'280	11'895
Procédures enregistrées contre auteurs inconnus	1'720	1'396

	2015	2016
Procédures enregistrées en français	12'507 (83.4%)	11'116 (83.6%)
Procédures enregistrées en allemand	2'493 (16.6%)	2'175 (16.4%)

2.1.2.2.2. Procédures pendantes

Procédures pendantes	2015	2016
en instruction (sous la compétence du procureur)	4'464	3'682
suspendues (art. 314 al. 1 let. b à d CPP)	143	125
Nombre total de procédures pendantes	4'607	3'807

2.1.2.2.3. Anciennes procédures pendantes

	2015	2016
Anciennes procédures pendantes devant le procureur, soit enregistrées depuis plus de 12 mois	462 (dont 52 procédures suspendues)	429 (dont 53 procédures suspendues)

Procédures pendantes devant les procureurs, ouvertes au 31.12.2016, de l'année :							
2008	2010	2011	2012	2013	2014	2015	Total
1	2	6	12	32	86	290	429

⁵ Ci-après JAP.

2.1.2.3. Procédures renvoyées devant une autre instance ou liquidées

2.1.2.3.1. En général

	2015	2016
Ordonnances de non entrée en matière dont les cas de levée de corps	1'677 111	1'659 111
Ordonnances de suspension	1'149	1'107
Ordonnances de classement	1'024	955
Ordonnances pénales	8'824	9'216
Actes d'accusation	331	366
Confiscations indépendantes	0	0
Décisions ultérieures au jugement (JAP)	207	231
Décisions de dessaisissement	401	430
Décisions de renvoi au préfet (sauf pour tentative légale de conciliation)	8	3
Décisions de renvoi à la police cantonale	331	244
Ordonnances de conversion (peine pécuniaire ou amende)	3'230	3'716
Commissions rogatoires nationales	31	17
Commissions rogatoires internationales	62	95
Classements sans suite	207	98

2.1.2.3.2. Ordonnance pénale

Ordonnances pénales et de conversion	2015	2016
Ordonnances pénales définitives	8'436	8'789
Ordonnances pénales frappées d'opposition et renvoyées au juge de police	388	427
Nombre total des ordonnances pénales	8'824	9'216

2.1.2.3.3. Acte d'accusation

Actes d'accusation	2015	2016
Acte d'accusation avec renvoi au juge de police	169	205
Acte d'accusation avec renvoi au Tribunal pénal d'arrondissement	100	96
Acte d'accusation avec renvoi au Tribunal pénal économique	7	5
Acte d'accusation avec renvoi au Tribunal pénal des mineurs	5	5
Acte d'accusation selon procédure simplifiée avec renvoi au Tribunal pénal économique	50 0	54 1
Nombre total d'actes d'accusation	331	366

2.1.2.3.4. Décision ultérieure au jugement

Ordonnances du JAP	2015	2016
Ordonnances de suspension de la peine privative de liberté	54	74
Ordonnances de refus de suspension de la peine privative de liberté	10	20
Ordonnances de conversion du travail d'intérêt général	139	131
Opposition aux ordonnances du JAP	3	3
Autres ordonnances du JAP	1	3

2.1.2.3.5. Durée de la procédure jusqu'à sa liquidation

Ordonnances de non entrée en matière, de suspension, de classement et pénales définitives	2015	2016
0 à 1 mois	27.98%	22.34%
1 à 2 mois	26.12%	26.83%
2 à 3 mois	13.15%	17.01%
3 à 6 mois	17.47%	19.54%
6 à 12 mois	9.56%	9.85%
12 à 18 mois	3.65%	2.52%
18 à 24 mois	1%	0.85%
24 à 36 mois	0.71%	0.69%
Plus de 36 mois	0.36%	0.37%

2.1.2.4. Détention provisoire

Détention provisoire	2015	2016
Nombre de personnes en détention provisoire	224	272
Nombre de jours de détention	20'791	24'228

2.1.2.5. Recours

Recours interjetés par les procureurs	2015	2016
Nombre de recours interjetés par les procureurs devant le Tribunal cantonal (Chambre pénale et Cour d'appel pénal)	19	17
Nombre de recours interjetés par les procureurs devant le Tribunal fédéral	4	5

2.1.2.6. Défenseurs

Défenseurs	2015	2016
Nombre de désignations d'un défenseur d'office ou d'un mandataire gratuit, dont selon le tournus	211	226
	108	108

Le défenseur nécessaire choisi par la personne prévenue n'est pas inclus dans le tournus (cf. Directive n° 1.7 du procureur général du 12 janvier 2011 relative à la désignation des avocats, chiffre 5) ; cette règle justifie qu'il soit établi une distinction entre le nombre total de désignation et celui selon le tournus.

2.1.2.7. Contrôle du procureur général

Contrôles préalables et postérieurs des ordonnances rendues par les procureurs, les préfets et les présidents du Tribunal pénal des mineurs	2015	2016
Nombre de refus d'approbation aux ordonnances de non entrée en matière, de suspension et de classement	6	2
Nombre d'oppositions aux ordonnances pénales	22	19

2.1.3. Le personnel

2.1.3.1 En général

Au 31 décembre 2016, le Ministère public compte 57.3 (EPT⁶) procureurs et collaborateurs. Il comprend ainsi 15 cellules judiciaires, pour 14.5 (EPT) procureurs. A leurs côtés, on trouve les greffiers (14.8 EPT) et les collaborateurs administratifs des procureurs (15.3 EPT) ainsi qu'un (0.6 EPT) conseiller économique ; s'y ajoutent les collaborateurs de la réception (4.6 EPT), le personnel de la comptabilité (3.5 EPT), les greffiers-stagiaires (3 EPT) et 1 (EPT) apprentie. Au total, ce sont 78 personnes qui travaillent au Ministère public

2.1.3.2 La Direction du Ministère public

L'année 2016 a été marquée sur le plan légal par les modifications législatives relatives à l'expulsion des personnes étrangères condamnées et à l'introduction de l'éthylomètre pour le contrôle de l'alcoolémie au volant. Ainsi le Ministère public a adopté les recommandations en matière d'application des articles 66a et suivants du code pénal, recommandations établies par le groupe de travail conduit par le procureur général Fabien Gasser pour le compte de la Conférence des Procureurs de Suisse⁷. Il a aussi adopté une nouvelle directive (n. 1.14) qui règle notamment le recours au défenseur ainsi que la durée d'expulsion minimale à requérir en fonction des infractions retenues. Par ailleurs, le Ministère public a préparé avec la Police cantonale l'entrée en vigueur au 1^{er} octobre 2016 du contrôle à l'éthylomètre en adaptant sa directive y relative (n. 1.5). Parallèlement, il s'est doté d'une nouvelle directive (n. 3.10) sur la constitution et la tenue des dossiers et il a modifié sa pratique en matière de langue de la procédure (directive n. 3.8) en choisissant de privilégier comme langue de procédure la langue maternelle de la personne prévenue, même s'il ne s'agit pas de la langue officielle du district du for mais de l'autre langue officielle cantonale.

En novembre 2016, le procureur général a été porté à la présidence de la CPS. Constituée en association, la CPS réunit l'ensemble des procureurs généraux des cantons, de la Confédération ainsi que de la Principauté du Liechtenstein. Elle poursuit notamment comme but la promotion de la coopération des autorités de poursuite pénale ainsi que l'harmonisation de ses pratiques. A l'instar des mandats des membres du comité, celui du président est d'une durée de 2 ans (rééligible).

Toujours en 2016, le procureur général et la greffière-chef Sophie Perrier ont suivi un CAS en management des administrations publiques et ils ont publié leur rapport dans la Revue fribourgeoise de jurisprudence. Le Ministère public a aussi participé, par l'intermédiaire de sa procureure générale adjointe Alessia Chocomeli-Lisibach et de son greffier-chef Raphaël Brenta, avec les Ministères publics des cantons du Valais, de Vaud, de Neuchâtel, du Jura et de Berne (francophone), à la mise sur pied d'une formation destinée aux interprètes et qui sera dispensée dès 2017.

Le Ministère public accorde toujours la priorité à la formation continue des procureurs et des collaborateurs. En charge de la formation interne, les procureurs généraux adjoints Raphaël Bourquin et Alessia Chocomeli-Lisibach ont organisé deux journées de formation à l'attention des procureurs et des greffiers, dont une demi-journée de formation en lien avec les activités de la Police de sûreté et une autre demi-journée présentée par le Centre universitaire romand de médecine légale et qui traitait de l'avancée des sciences forensiques. Les collaborateurs administratifs du Ministère public ont aussi bénéficié d'une formation sous la forme d'une présentation du service de l' « info-centre » de la Police cantonale dédié à l'enregistrement de ses affaires dans son application informatique. Par ailleurs, outre des séances de formation interne, des formations spécifiques ont aussi été organisées pour les greffiers et les collaborateurs administratifs : trois

⁶ Equivalent plein temps.

⁷ Ci-après CPS.

collaboratrices ont ainsi suivi les cours de droit dispensés par le Centre de formation des aspirants de la Police cantonale fribourgeoise⁸, respectivement une greffière la formation CAS en magistrature.

En 2016 le procureur général a conduit deux séances plénières des procureurs et il a convoqué 36 séances de direction. Au 31 décembre 2016, le Ministère public compte 29 directives (dont 19 publiées sur son site internet⁹) et 30 marches à suivre.

Le Procureur général est président de l'association fribourgeoise des magistrats de l'ordre judiciaire, il est membre de la commission informatique des autorités judiciaires (CIAJ) et de la séance de coordination des acteurs de la chaîne pénale (avec les procureurs généraux adjoints), il fonctionne comme enseignant auprès du CIFPol, il dispense des cours aux avocats-stagiaires, et il est intervenu en novembre 2016 comme conférencier dans le cadre de la journée nationale de lutte contre la violence domestique. En 2017, le Procureur général intégrera par ailleurs le comité de pilotage HIJP qui poursuit comme but l'harmonisation des applications informatiques de l'ensemble de la chaîne pénale au niveau suisse.

La procureure générale adjointe Alessia Chocomeli-Lisibach est déléguée CPS et membre de la commission criminalité économique de la CPS, elle est aussi membre du Conseil cantonal de prévention et de sécurité ainsi que du groupe de travail « dialogue santé-justice » ; enfin, elle fonctionne comme enseignante auprès du CIFPol.

Le procureur général adjoint Raphaël Bourquin est membre du bureau de la Conférence latine des procureurs¹⁰, du Conseil de la magistrature, du groupe de travail avec le corps des garde-frontières en vue de la modification du concordat entre la Police cantonale fribourgeoise et le corps précité, du Groupe de travail en matière de tags et graffitis, ainsi que de groupes de travail avec la Police cantonale (Police de sûreté et Gendarmerie) et la Commission des mesures administratives en matière de circulation routière. Il est aussi l'interlocuteur du Ministère public auprès de la Police cantonale fribourgeoise. Enfin, il fonctionne comme enseignant auprès du CIFPol et participe également à ses procès fictifs.

En charge principalement de la gestion du personnel, de l'uniformisation des pratiques et de l'administration générale, les greffiers-chefs Sophie Perrier et Raphaël Brenta ainsi que le chef de chancellerie Mathieu Chappuis ont continué de soutenir le procureur général et les procureurs généraux adjoints dans leurs tâches. De l'année 2016 on retiendra principalement la mise sur pied d'un nouveau concept de formation pour les greffiers-stagiaires et l'organisation à Fribourg de l'assemblée générale de la Conférence suisse des chargés de communication des Ministères publics (CCCMP) dont le greffier-chef Raphaël Brenta est membre du comité. En 2017, le chef de chancellerie Mathieu Chappuis intégrera le bureau informatique des autorités judiciaires (BIAJ).

Egalement porte-parole du Ministère public, les greffiers-chefs ont répondu aux sollicitations des médias, rédigé et diffusé huit communiqués de presse, organisé 66 consultations de classeurs d'ordonnances par des journalistes et dispensé une demi-journée d'informations à sept journalistes de médias fribourgeois qui s'étaient manifestés suite à l'invitation formulée dans le cadre de la conférence de presse du Ministère public sur son rapport de l'année précédente.

Enfin, le Ministère public a organisé en 2016 une journée « portes ouvertes » à l'attention des familles des procureurs et des collaborateurs, ainsi que la journée futur en tous genres – nouvelles perspectives pour filles et garçons, avec la Police cantonale.

⁸ Centre interrégional de formation de police, ci-après CIFPol.

⁹ www.fr.ch/mp.

¹⁰ Ci-après CLP.

2.1.3.3. *Les procureurs*

Les procureurs ont continué à occuper dans le courant de l'année 2016 les fonctions d'enseignant ou de conférencier :

- > auprès du CIFPol, comme enseignant : Philippe Barboni, Christiana Dieu-Bach et Liliane Hauser ;
- > auprès de l'Institut de pédagogie curative de l'Université de Fribourg, comme chargé de cours : Marc Bugnon ;

respectivement de membre :

- > du Groupe de travail sur les gens du voyage, institué par la Conférence latine des Chefs des Départements de justice et police : Philippe Barboni ;
- > du Groupe de travail avec les hôpitaux pour définir l'intervention de la justice en matière d'erreurs médicales : Philippe Barboni ;
- > de la Commission d'examen des candidats au barreau : Christiana Dieu-Bach et Jean-Luc Mooser ;
- > de la Cellule romande de lutte contre le dopage : Laurent Moschini ;
- > du Tribunal cantonal : Jean-Luc Mooser (juge suppléant) ;
- > de Commissions de la CPS et de la CLP : Philippe Barboni (Groupe de travail psychiatrie forensique et droit médical), Marc Bugnon (Groupe de travail déontologie), Frédéric Chassot (COMINTEL), Christiana Dieu-Bach (COMAMAL et groupe de travail crime organisé), Yvonne Gendre (COMAMAL), Patrick Genoud (COMASTUP et Commission transports), Catherine Christinaz (groupe de travail crime organisé) et Jean-Frédéric Schmutz (COMASTUP) ;

du Bureau de la Direction du SCOTT (Service de coordination contre la traite d'êtres humains et le trafic des migrants) : Yvonne Gendre ;

- > de la Commission cantonale contre la violence domestique : Yvonne Gendre ;
- > de la Commission cantonale consultative dans le domaine de la prostitution : Yvonne Gendre ;
- > du Groupe de travail en matière de hooliganisme : Laurent Moschini ;
- > de la Commission cantonale des addictions : Philippe Barboni ;
- > de la Fondation latine « Projets pilotes-addictions » : Philippe Barboni ;
- > de la Commission cantonale pour les questions d'aumônerie : Marc Bugnon (président) ;
- > du Groupe de travail en matière de travail au noir : Frédéric Chassot ;
- > de la Commission de recours de l'Université : Markus Julmy (président).

Finalement, s'agissant des formations suivies par les procureurs, les formules d'annonce accompagnent le présent rapport.

2.1.3.4. *Les collaborateurs*

En 2016, le Ministère public a fait engager Sophie Moeschler, Zérine Renklicicek, Justine Leonardi et Jérémie Overney. Il a par ailleurs adapté son organisation interne de sorte à mettre à disposition du Procureur général, sans création de nouveau poste, la greffière Pauline Descloux (0.5 EPT) pour décharger partiellement les greffiers-chefs de leurs activités judiciaires. Le greffier Julien Aubry a diminué son taux d'activité au Ministère public suite à son engagement de durée déterminée comme président ad hoc à 50% auprès du Tribunal pénal des mineurs. Orphélie Morel a brillamment terminé son apprentissage d'employée de commerce ; elle a ensuite poursuivi jusqu'au 31 décembre 2016 son activité au Ministère public comme collaboratrice administrative. Finalement, toujours en 2016, le Ministère public a accueilli dix juristes post-master pour effectuer un stage de greffier d'une durée de six mois, trois étudiants en droit de l'Université pour un stage de deux mois dans le cadre de leur travail de séminaire, un apprenti du Service de l'application

des sanctions pénales et des prisons pour une durée d'un mois et quatre aspirants CIFPol de la Police de sûreté chaque fois pour un stage d'un jour.

2.1.3.5. *Le service comptable*

En 2016, le service comptable du Ministère public a accordé 2'124 (1'977 en 2015)¹¹ paiements par acomptes, il a effectué 5'034 (5'169) rappels et 1'047 (1'138) rappels de solde, il a requis 444 (343) poursuites et il a traité 3'716 (3'230) conversions d'amende en peine privative de liberté.

Le montant des amendes facturées s'élève pour l'année 2016 à CHF 6'963'621.40 (CHF 6'004'345.39), alors qu'il avait été budgétisé à CHF 6'000'000.00 (CHF 6'100'000.00). Quant au montant encaissé par les conversions d'amende 2016, il s'est établi à CHF 1'767'144.65 (CHF 1'046'361.79). A noter que cette augmentation de l'encaissement des conversions d'amendes a aussi été rendue possible par la mise à disposition du Service de l'application des sanctions pénales et des prisons d'une collaboratrice du Ministère public qui a été affectée au rattrapage des conversions d'amendes. Le service comptable a aussi récupéré auprès d'assurances-maladies des frais médicaux liés à la détention pour un montant de CHF 46'811.95. Finalement, il a comptabilisé durant l'année 2016 106'647 (101'652) écritures.

2.1.4. Divers

En 2016, le Ministère public a poursuivi les améliorations de ses processus et de ses applications informatiques. C'est ainsi qu'il a mis sur pied, avec son gestionnaire de compte auprès du Service informatique et des télécommunications, un nouveau mode d'envoi de son courrier de sorte à parvenir à l'insertion automatisée des quittances de réception de ses recommandés et à l'abandon des envois par acte judiciaire. Par ailleurs, sous l'égide du Tribunal cantonal, il a participé aux travaux tendant à la réalisation de la transmission des données entre les autorités via l'application Tribuna V3, travaux qui devraient voir leur concrétisation au début de l'année 2017. De même, il est partie prenante à la réalisation de passerelles entre son application Tribuna V3 et de l'application Gina du Service de l'application des sanctions pénales et des prisons, en prévision du futur Service d'exécution des sanctions pénales et de la probation.

Durant l'année 2016, le Ministère public a subi d'importants dégâts d'eau dans ses salles d'audition. Si ces dégâts n'ont pas entravé le fonctionnement du service, ils ont toutefois eu des conséquences importantes, rendant plusieurs salles temporairement indisponibles, obligeant procureurs et collaborateurs à une certaine souplesse, et demandant au chef de chancellerie et à son suppléant à veiller à suivre la remise en état des locaux.

2.1.5. Défis et perspectives 2017

Le Ministère public est convaincu de la nécessité de regrouper certaines tâches de support pour améliorer le fonctionnement global des autorités judiciaires. Il salue la création d'une commission informatique du Pouvoir judiciaire, qui permettra de fédérer des synergies. Il estime toutefois que la gestion de la comptabilité pourrait être améliorée ; pour ce faire, le Ministère public est disposé à accueillir en ses locaux un service comptable du Pouvoir judiciaire, qui permettrait d'éviter en premier lieu les facturations entre autorités judiciaires et qui rendrait plus efficient le recouvrement des factures impayées. On peut également penser à la création d'une entité de gestion des ressources humaines pour le Pouvoir judiciaire, qui permettrait une meilleure professionnalisation à tous les échelons des processus de recrutement et d'évaluation du personnel.

¹¹ Le chiffre entre parenthèse renvoie toujours à l'année 2015 dans ce chapitre.

Le Ministère public estime en outre qu'une réflexion concrète doit être menée sur la construction d'un bâtiment pénal, qui regrouperait des autorités qui traitent successivement, voire conjointement, les mêmes dossiers, à savoir la Police de sûreté, le Ministère public, le Tribunal des mesures de contrainte, le Tribunal pénal des mineurs et le futur Service d'exécution des sanctions pénales et de la probation. Un groupe de travail, mené par le Procureur général adjoint Raphaël Bourquin, a débuté ses travaux dans ce sens. Cependant, on pourrait aussi ajouter à cette réflexion la création d'un Tribunal pénal de 1^{ère} instance, ayant juridiction sur l'entier du canton.

Le Ministère public estime enfin que le Pouvoir judiciaire doit également s'adapter à l'environnement numérique. Dans ce sens, le projet HIJP, conduit par la Conférence des Directeurs de justice et police, sera attentivement suivi par le Procureur général qui, comme déjà dit, intégrera en 2017 le comité de pilotage du projet.

Annexe :

-

2.2. Tableaux statistiques

-

Procédures enregistrées	13'291
Procédures enregistrées contre auteurs connus	11'895
Procédures enregistrées contre auteurs inconnus	1'396
Procédures enregistrées en français	11'116
Procédures enregistrées en allemand	2'175
Procédures enregistrées et ordinaires	13'028
Procédures enregistrées et impliquant la participation des procureurs des mineurs devant le Tribunal des mineurs	5
Procédures enregistrées et impliquant la participation des procureurs en charge des affaires civiles devant les Tribunaux civils	1
Procédures enregistrées du juge d'application des peines	257

Procédures pendantes	3'682
Procédures pendantes qui sont suspendues (art. 314 al. 1 let. b à d CPP)	125

Ordonnances de non entrée en matière	1'659
Ordonnances de classement	955
Ordonnances de suspension	1'107
Confiscations indépendantes	0
Décisions de dessaisissement, y compris envers les Préfectures	433
Commissions rogatoires nationales	17
Commissions rogatoires internationales	95
Ordonnances pénales définitives	8'789
Ordonnances pénales frappées d'opposition et renvoyées au juge de police	427
Ordonnances de conversion de peines pécuniaires ou d'amendes	3'716

Acte d'accusation avec renvoi au juge de police	205
Acte d'accusation avec renvoi au Tribunal pénal d'arrondissement	96
Acte d'accusation avec renvoi au Tribunal pénal économique	5
Acte d'accusation avec renvoi au Tribunal pénal des mineurs	5
Acte d'accusation, procédure simplifiée	55

Ordonnances définitives du juge d'application des peines	228
Ordonnances frappées d'opposition du juge d'application des peines	3

Nombre de personnes en détention provisoire	272
Nombre de jours de détention	24'228
Nombre de recours interjetés par les procureurs devant le Tribunal cantonal (Chambre pénale et Cour d'appel pénal)	17
Nombre de recours interjetés par les procureurs devant le Tribunal fédéral	5
Nombre de refus d'approbation du procureur général aux ordonnances de non entrée en matière, de suspension et de classement	2
Nombre d'opposition du procureur général aux ordonnances pénales	19

Fribourg, le 20 janvier 2017

Fabien GASSER
Procureur général

Raphaël BRENTA
Greffier-chef

2. Die Staatsanwaltschaft

2.1 Allgemeines

2.1.1. Allgemeine Bemerkungen

Am 31. Dezember 2016 präsentiert die Staatsanwaltschaft insgesamt eine sehr positive Bilanz.

Im Jahr 2016 ist die Anzahl der registrierten Verfahren um 1'709 Einheiten auf 13'291 Verfahren gesunken. Dank dieser vorteilhaften Situation gelang es den Staatsanwälten¹² und ihren Mitarbeitern, die Anzahl der hängigen Verfahren von 4'607 auf 3'807 zu vermindern, und insbesondere die Anzahl der seit mehr als zwölf Monaten offenen Verfahren auf 33 Einheiten zu reduzieren. Gleichzeitig haben sie sowohl die Gesamtzahl der mit begründeten Verfügungen erledigten Verfahren erhöht – sie betrug neu 12'618 Einheiten - als auch die Anzahl der Strafbefehle vermehrt. Letztere stieg auf 8'789 Einheiten an. Der Einsatz der Untersuchungs- und Sicherheitshaft blieb mit 272 Häftlingen beziehungsweise 24'228 Tagen Haft im Jahr 2016 sehr hoch. Ferner überstieg der Anteil der Verfahren, welche innerhalb von drei Monaten nach ihrer Registrierung abgeschlossen werden konnten, 66%.

Diese ausgezeichneten Ergebnisse sind einerseits den intensiven und stetigen Bemühungen der Gesamtheit der Staatsanwälte und Mitarbeiter der Staatsanwaltschaft zu verdanken, sich für eine Verbesserung der Abläufe und für eine erstklassige Rechtspflege einzusetzen, und andererseits dem beim ganzen Personal herrschenden ausgezeichneten Arbeitsklima. Letzteres verdeutlicht sich in der Beständigkeit der Mitarbeiter und einem äusserst tiefen Personalwechsel. Schliesslich hat der Amtsantritt der zwei neuen stellvertretenden Generalstaatsanwälte per 1. Januar 2016 eine neue Gruppendynamik innerhalb der Direktion begünstigt, von der die gesamte Staatsanwaltschaft profitiert.

2.1.2. Die Tätigkeiten

2.1.2.1 Im Allgemeinen

	2015	2016
eingetragene Verfahren ¹³	15'000	13'291
hängige Verfahren am 31.12.	4'607	3'807
davon alte Verfahren unter der Zuständigkeit des Staatsanwalts ¹⁴	462	429
durch begründete Verfügungen ¹⁵ erledigte Verfahren	12'493	12'618

¹² Aus Gründen der besseren Lesbarkeit wird im vorliegenden Bericht nur die männliche Form verwendet. Gemeint ist stets sowohl die männliche als auch die weibliche Form.

¹³ In allen nachfolgenden statistischen Zahlen entspricht eine Einheit einem Beschuldigten. Es ist indessen möglich, dass sich in einem physischen Strafdossier mehrere Beschuldigte zusammengefasst wiederfinden.

¹⁴ D.h. offen seit mehr als 12 Monaten.

¹⁵ Das heisst die mit begründeter Verfügung abgeschlossenen Verfahren: Nichtanhandnahme-, Sistierungs-, Einstellungsverfügungen, rechtskräftige Strafbefehle, selbständige nachträgliche Entscheidungen.

2.1.2.2. Eingetragene und hängige Verfahren

2.1.2.2.1. Eingetragene Verfahren

Verteilung der eingetragenen Verfahren	2015	2016
Verfahren gegen erwachsene Beschuldigte	14'783	13'028
Verfahren vor dem Jugendstrafgericht mit Teilnahme des Jugendstaatsanwaltes	4	5
Zivilverfahren mit Teilnahme der für diese Verfahren zuständigen Staatsanwältin	3	1
Verfahren des Strafvollzugsrichters	210	257
Total der eingetragenen Verfahren	15'000	13'291

	2015	2016
Verfahren gegen bekannte Täter	13'280	11'895
Verfahren gegen unbekannte Täter	1'720	1'396

	2015	2016
französischsprachige Verfahren	12'507 (83,4%)	11'116 (83,6%)
deutschsprachige Verfahren	2'493 (16,6%)	2'175 (16,4%)

2.1.2.2.2. Hängige Verfahren

Hängige Verfahren	2015	2016
in Untersuchung (unter der Zuständigkeit des Staatsanwaltes), davon sistiert (Art. 314 Abs. 1 Bst. b bis d StPO)	4'464	3'682
	143	125
Total der hängigen Verfahren	4'607	3'807

2.1.2.2.3. Ältere hängige Verfahren

	2015	2016
Verfahren unter der Zuständigkeit des Staatsanwalts, die vor mehr als 12 Monaten eröffnet wurden	462 (davon 52 suspendierte Verfahren)	429 (davon 53 suspendierte Verfahren)

Verfahren in der Zuständigkeit des Staatsanwalts, die vor mehr als 12 Monaten eröffnet wurden, nach Jahr der Verfahrenseröffnung:							
2008	2010	2011	2012	2013	2014	2015	Total
1	2	6	12	32	86	290	429

2.1.2.3. Einer anderen Instanz überwiesene oder erledigte Verfahren

2.1.2.3.1. Im Allgemeinen

	2015	2016
Nichtanhandnahmeverfügungen	1'677	1'659
davon Fälle von Leichenhebungen	111	111
Sistierungsverfügungen	1'149	1'107
Einstellungsverfügungen	1'024	955
Strafbefehle	8'824	9'216
Anklageschriften	331	366
selbständige Einziehungsverfahren	0	0
selbständige nachträgliche Entscheidungen	207	231
Unzuständigkeitsentscheide	401	430
Übermittlungen an den Oberamtmann (ohne gesetzliche Versöhnungsversuche)	8	3
Übermittlungen an die Kantonspolizei	331	244
Verfügungen betreffend Umwandlung von Geldstrafen und Bussen	3'230	3'716
Nationale Rechtshilfesuche	31	17
Internationale Rechtshilfesuche	62	95
Klassierungen ohne Folge	207	98

2.1.2.3.2. Strafbefehle

Strafbefehle und Umwandlungsverfügungen	2015	2016
rechtskräftige Strafbefehle	8'436	8'789
Einsprachen gegen Strafbefehle mit Überweisung an den Polizeirichter	388	427
Total der Strafbefehle	8'824	9'216

2.1.2.3.3. Anklageschriften

Anklageschriften	2015	2016
Anklageschriften mit Überweisung an den Polizeirichter	169	205
Anklageschriften mit Überweisung an das Bezirksstrafgericht	100	96
Anklageschriften mit Überweisung an das Wirtschaftsstrafgericht	7	5
Anklageschriften mit Überweisung an das Jugendstrafgericht	5	5
Anklageschriften, abgekürztes Verfahren	50	54
mit Überweisung an das Wirtschaftsstrafgericht	0	1
Total der Anklageschriften	331	366

2.1.2.3.4. Selbständige nachträgliche Entscheidungen

Verfügungen des Strafvollzugsrichters	2015	2016
Verfügungen betreffend Suspendierung der Freiheitsstrafe	54	74
Verfügungen betreffend die Verweigerung der Suspendierung der Freiheitsstrafe	10	20
Verfügungen betreffend die Umwandlung von gemeinnütziger Arbeit	139	131
Einsprachen gegen Verfügungen des Strafvollzugsrichters	3	3
andere Verfügungen des Strafvollzugsrichters	1	3

2.1.2.3.5. Verfahrensdauer

Nichtanhandnahme-, Sistierungs- und Einstellungsverfügungen sowie rechtskräftige Strafbefehle	2015	2016
0 bis 1 Monat	27.98%	22.34%
1 bis 2 Monate	26.12%	26.83%
2 bis 3 Monate	13.15%	17.01%
3 bis 6 Monate	17.47%	19.54%
6 bis 12 Monate	9.56%	9.85%
12 bis 18 Monate	3.65%	2.52%
18 bis 24 Monate	1%	0.85%
24 bis 36 Monate	0.71%	0.69%
mehr als 36 Monate	0.36%	0.37%

2.1.2.4. Untersuchungshaft

Untersuchungshaft	2015	2016
Anzahl Personen in Untersuchungshaft	224	272
Anzahl Hafttage	20'791	24'228

2.1.2.5. Beschwerden

Von den Staatsanwälten eingereichte Beschwerden	2015	2016
Anzahl Beschwerden, die von den Staatsanwälten beim Kantonsgericht eingereicht wurden (Strafkammer und Strafappellationshof)	19	17
Anzahl Beschwerden der Staatsanwälte an das Bundesgericht	4	5

2.1.2.6. Verteidiger

Verteidiger	2015	2016
Anzahl Bezeichnungen als amtlicher oder unentgeltlicher Verteidiger, davon nach Turnusliste	211	226
	108	108

Der vom Beschuldigten gewählte notwendige Verteidiger wird in der Turnusliste nicht berücksichtigt (vgl. Richtlinie 1.7 des Generalstaatsanwalts vom 12. Januar 2011 betreffend die Bestellung der Verteidiger, Ziffer 5); diese Regel erklärt den Unterschied zwischen der Gesamtzahl der amtlichen Verteidiger und jener gemäss Turnusliste.

2.1.2.7. Kontrolle durch den Generalstaatsanwalt

Vor- und Nachkontrolle der Verfügungen der Staatsanwälte, der Oberämter und des Jugendstrafgerichts	2015	2016
Verweigerung der Genehmigung von Nichtanhandnahme-, Sistierungs- und Einstellungsverfügungen	6	2
Einsprachen gegen Strafbefehle	22	19

2.1.2. Das Personal

2.1.3.1. *Im Allgemeinen*

Am 31. Dezember 2016 zählte die Staatsanwaltschaft insgesamt 57.3 (VZÄ¹⁶) Staatsanwälte und Mitarbeiter. Das Personal ist aufgeteilt in 15 Einheiten für 14.5 (VZÄ) Staatsanwälte. Mit ihnen arbeiten Gerichtsschreiber (14.8 VZÄ), die administrativen Mitarbeiter der Staatsanwälte (15.3 VZÄ) sowie ein Wirtschaftsberater (0.6 VZÄ). Im Weiteren gehören das Personal des Empfangs (4.6 VZÄ), das Personal der Buchhaltung (3.5 VZÄ), die Gerichtsschreiberpraktikanten (3 VZÄ) sowie ein (VZÄ) Lehrling dazu. Insgesamt arbeiten bei der Staatsanwaltschaft 78 Personen.

2.1.3.2. Die Direktion der Staatsanwaltschaft

Das Jahr 2016 war auf Gesetzesebene geprägt durch die Gesetzesänderungen betreffend die Landesverweisung von verurteilten Ausländern sowie die Einführung des Atemalkoholmessgeräts zur Alkoholkontrolle am Steuer. So hat die Staatsanwaltschaft die Empfehlungen betreffend die Anwendung der Artikel 66a ff. des Strafgesetzbuches angepasst. Diese Empfehlungen sind durch die von Generalstaatsanwalt Fabien Gasser geleitete Arbeitsgruppe zuhanden der Schweizerischen Staatsanwälte-Konferenz¹⁷ festgelegt worden. Die Staatsanwaltschaft hat auch eine neue Richtlinie (Nr. 1.14) angenommen, welche insbesondere die Benennung einer Verteidigung sowie die Mindestdauer der Landesverweisung regelt, welche je nach verletzter Katalogtat beantragt werden soll. Ausserdem hat die Staatsanwaltschaft mit der Kantonspolizei das Inkrafttreten der Kontrolle mit dem Atemalkoholmessgerät auf den 1. Oktober 2016 vorbereitet, indem sie die entsprechende Richtlinie (Nr. 1.5) angepasst hat. Gleichzeitig hat sie eine neue Richtlinie (Nr. 3.10) betreffend die Eröffnung und die Handhabung von Dossiers erstellt und ihre Praxis bezüglich der Verfahrenssprache (Richtlinie Nr. 3.8) geändert, indem sie als Verfahrenssprache die Muttersprache der beschuldigten Person bevorzugt, selbst wenn es sich dabei nicht um die offizielle Amtssprache des zuständigen Bezirks handelt, sondern um die andere offizielle Amtssprache des Kantons.

Im November 2016 wurde der Generalstaatsanwalt zum Präsidenten der SSK ernannt. Als Verein organisiert, umfasst die SSK sämtliche Generalstaatsanwälte der Kantone, des Bundes sowie des Fürstentums Liechtenstein. Sie hat insbesondere die Förderung der Zusammenarbeit der Strafverfolgungsbehörden sowie die Harmonisierung ihrer Praktiken zum Ziel. Wie die Mandate der Vorstandsmitglieder dauert jenes des Präsidenten 2 Jahre (wiederwählbar).

Ausserdem haben im Jahre 2016 der Generalstaatsanwalt und die Chef-Gerichtsschreiberin Sophie Perrier die Ausbildung CAS Public Management abgeschlossen und ihren Bericht in der Freiburger Zeitschrift für Rechtsprechung veröffentlicht. Vertreten durch die stellvertretende Generalstaatsanwältin Alessia Chocomeli-Lisibach und Chef-Gerichtsschreiber Raphaël Brenta, hat die Staatsanwaltschaft ausserdem gemeinsam mit den Staatsanwaltschaften der Kantone Wallis, Waadt, Neuenburg, Jura und Bern (französischsprachiger Teil) eine Ausbildung für Übersetzer erarbeitet, welche ab 2017 zur Verfügung stehen wird.

¹⁶ Vollzeitäquivalente.

¹⁷ Nachfolgend SSK.

Für die Staatsanwaltschaft ist die Weiterbildung der Staatsanwälte und Mitarbeiter stets vorrangig. Die stellvertretenden Generalstaatsanwälte Raphaël Bourquin und Alessia Chocomeli-Lisibach, welche für die interne Weiterbildung verantwortlich sind, haben für die Staatsanwälte und Gerichtsschreiber zwei Weiterbildungstage organisiert, davon einen halben Tag Fortbildung im Zusammenhang mit den Tätigkeiten der Kriminalpolizei und einen halben Tag Weiterbildung über die Fortschritte der forensischen Wissenschaft, welcher durch das Westschweizer Universitätszentrum für Rechtsmedizin vorgetragen wurde. Die administrativen Mitarbeiter der Staatsanwaltschaft kamen in den Genuss einer Fortbildung in Form einer Präsentation des Dienstes «Info-Center» der Kantonspolizei, welcher unter anderem für die Registrierung der Ereignisse in der Informatikanwendung zuständig ist. Ansonsten wurden, ausser den internen Weiterbildungen, spezifische Ausbildungen für Gerichtsschreiber und administrative Mitarbeiter organisiert: drei Mitarbeiterinnen haben Rechtskurse des Ausbildungszentrums der Aspiranten der Kantonspolizei Freiburg¹⁸ besucht und eine Gerichtsschreiberin hat die Ausbildung CAS Forensics abgeschlossen.

Im Jahre 2016 hat der Generalstaatsanwalt zwei Plenarsitzungen der Staatsanwälte geleitet und 36 Direktionssitzungen einberufen. Am 31. Dezember 2016 verfügte die Staatsanwaltschaft über 29 Richtlinien (wovon 19 auf ihrer Internetseite veröffentlicht sind¹⁹) und 30 Anleitungen zur Arbeitsweise.

Der Generalstaatsanwalt ist Präsident der Freiburger Vereinigung der Richter und Richterinnen sowie Mitglied der Informatikkommission der Gerichtsbehörden (IKGB) und der Koordinationssitzung der Akteure der Verfahrenskette der Strafverfolgung (mit den stellvertretenden Generalstaatsanwälten); er unterrichtet ausserdem an der IPAZ, gibt den Anwaltspraktikanten Kurse und ist im Rahmen des nationalen Tages des Kampfes gegen die häusliche Gewalt als Redner aufgetreten. Im Jahre 2017 wird der Generalstaatsanwalt ferner dem Lenkungsausschuss der HIS beitreten, welcher die Harmonisierung der Informatikanwendungen der gesamten Verfahrenskette der Strafverfolgung in der Schweiz zum Ziel hat.

Die stellvertretende Generalstaatsanwältin Alessia Chocomeli-Lisibach ist Delegierte der SSK und Mitglied der Kommission Wirtschaftskriminalität der SSK, sie ist ausserdem Mitglied des kantonalen Rats für Prävention und Sicherheit sowie der Arbeitsgruppe «Dialog Gesundheit-Justiz» und unterrichtet an der IPAZ.

Der stellvertretende Generalstaatsanwalt Raphaël Bourquin ist Mitglied der «Conférence latine des procureurs²⁰», des Justizrates, der Arbeitsgruppe mit dem Grenzwachtkorps im Hinblick auf die Änderung des Konkordates zwischen der Kantonspolizei Freiburg und dem vorgenannten Korps, der Arbeitsgruppe betreffend Tags und Graffitis sowie von Arbeitsgruppen mit der Kantonspolizei (Kriminalpolizei und Gendarmerie) und der Kommission für Administrativmassnahmen im Strassenverkehr. Er ist ausserdem Ansprechpartner der Staatsanwaltschaft bei der Kantonspolizei Freiburg, unterrichtet ebenfalls an der IPAZ und nimmt an deren fiktiven Prozessen teil.

Die Chef-Gerichtsschreiber Sophie Perrier und Raphaël Brenta sowie der Kanzleichef Mathieu Chappuis sind in erster Linie für die Personalverwaltung, die Vereinheitlichung der Praktiken und die allgemeine Verwaltung verantwortlich und haben den Generalstaatsanwalt und die stellvertretenden Generalstaatsanwälte weiterhin in ihren Aufgaben unterstützt. Besondere Aufgaben im Jahr 2016 waren namentlich die Erstellung eines neuen Konzeptes für die Ausbildung der Gerichtsschreiber-Praktikanten und

¹⁸ Interregionales Polizei-Ausbildungszentrum, nachstehend IPAZ.

¹⁹ www.fr.ch/mp.

²⁰ Nachfolgend CLP.

die Organisation der Generalversammlung der Schweizerischen Konferenz der Informationsbeauftragten der Staatsanwaltschaften (SKIS) in Freiburg. Chef-Gerichtsschreiber Raphaël Brenta ist Mitglied des Vorstandes dieser Organisation. 2017 wird der Kanzleichef Mathieu Chappuis Mitglied des Informatikbüros der Gerichtsbehörden werden.

In ihrer Funktion als Mediensprecher der Staatsanwaltschaft haben die Chef-Gerichtsschreiber die Anfragen der Medien beantwortet, acht Pressemitteilungen verfasst und verbreitet sowie 66 Einsichtnahmen in die Sammlungen der Verfügungen für die Journalisten gewährt. Während eines halben Tages haben sie sieben Journalisten der Freiburger Medien auf deren Wunsch im Nachgang zur Pressekonferenz der Staatsanwaltschaft über ihren Bericht des Vorjahres Informationen erteilt.

Schliesslich hat die Staatsanwaltschaft im Jahre 2016 einen «Tag der offenen Tür» für die Familien der Staatsanwälte und Mitarbeiter sowie zusammen mit der Kantonspolizei den «Nationalen Zukunftstag-neue Perspektiven für Mädchen und Jungs» organisiert.

2.1.3.3. Die Staatsanwälte

Die Staatsanwälte haben 2016 ebenfalls als Lehrer, Lehrbeauftragte oder Referenten gewirkt:

- > bei der IPAZ, als Lehrer: Philippe Barboni, Christiana Dieu-Bach und Liliane Hauser;
- > beim heilpädagogischen Institut der Universität Freiburg, als Lehrbeauftragter: Marc Bugnon;

beziehungsweise als Mitglied:

- > der Arbeitsgruppe für die Fahrenden, ins Leben gerufen von der „Conférence latine des Chefs des Départements de justice et police“: Philippe Barboni;
- > der Arbeitsgruppe mit den Spitälern für die Intervention der Justiz bei ärztlichem Fehlverhalten: Philippe Barboni;
- > der Anwaltsprüfungskommission: Christiana Dieu-Bach und Jean-Luc Mooser;
- > der Westschweizer Arbeitsgruppe für die Bekämpfung des Dopings: Laurent Moschini;
- > des Kantonsgerichts: Jean-Luc Mooser (nebenamtlicher Richter);
- > der Kommission der SSK und der CLP: Philippe Barboni (Arbeitsgruppe «Forensische Psychiatrie und Medizinrecht»), Marc Bugnon (Arbeitsgruppe „Deontologie“), Frédéric Chassot (COMINTEL), Christiana Dieu-Bach (COMAMAL und Arbeitsgruppe „Organisierte Kriminalität“), Yvonne Gendre (COMAMAL), Patrick Genoud (COMASTUP und Transportkommission), Catherine Christinaz (Arbeitsgruppe „Organisierte Kriminalität“) und Jean-Frédéric Schmutz (COMASTUP);
- > des Direktionsbüros der KSMM (Koordinationsstelle gegen Menschenhandel und Menschenschmuggel): Yvonne Gendre;
- > der kantonalen Kommission gegen häusliche Gewalt: Yvonne Gendre;
- > der beratenden Kommission des Kantons Freiburg im Bereich der Prostitution: Yvonne Gendre;
- > der Arbeitsgruppe Hooliganismus: Laurent Moschini;
- > der kantonalen Kommission für Suchtfragen: Philippe Barboni;
- > der Stiftung der lateinischen Schweiz „Pilotprojekte – Sucht“: Philippe Barboni;
- > der kantonalen Kommission für Fragen der Anstaltsseelsorge: Marc Bugnon (Präsident);
- > der Arbeitsgruppe Schwarzarbeit: Frédéric Chassot;
- > der Rekurskommission der Universität: Markus Julmy (Präsident).

Schliesslich finden sich im Anhang zu diesem Rapport die Formulare betreffend die von den einzelnen Staatsanwälten besuchten Ausbildungsanlässe.

2.1.2.4. Die Mitarbeiter

Im Jahre 2016 stellte die Staatsanwaltschaft Sophie Moeschler, Zérine Renklicicek, Justine Leonardi und Jérémie Overney neu an. Sie hat ausserdem ihre interne Organisation angepasst, um dem Generalstaatsanwalt die Gerichtsschreiberin Pauline Descloux (0.5 VZÄ) zur Verfügung zu stellen, ohne eine neue Stelle zu schaffen, und dadurch die Chef-Gerichtsschreiber teilweise von deren juristischen Tätigkeiten zu entlasten. Der Gerichtsschreiber Julien Aubry hat seinen Beschäftigungsgrad bei der Staatsanwaltschaft infolge seiner befristeten 50%igen Anstellung als Präsident ad hoc beim Jugendstrafgericht reduziert. Orphélie Morel hat ihre Lehre als kaufmännische Angestellte ausgezeichnet abgeschlossen; sie hat anschliessend ihre Tätigkeit bei der Staatsanwaltschaft bis zum 31. Dezember 2016 als administrative Mitarbeiterin fortgesetzt. Schliesslich hat die Staatsanwaltschaft im Jahre 2016 zehn Juristen nach Erwerb ihres Masterdiploms die Möglichkeit geboten, ein Gerichtsschreiberpraktikum für die Dauer von sechs Monaten zu absolvieren, drei Studenten der Rechtswissenschaftlichen Fakultät der Universität Freiburg gewährte sie ein Praktikum von zwei Monaten im Rahmen ihrer Seminararbeit, ein Lehrling des Amtes für Straf- und Massnahmenvollzug und Gefängnisse wurde für die Dauer eines Monats und vier IPAZ-Aspiranten der Kriminalpolizei wurden jeweils für ein eintägiges Praktikum empfangen.

2.1.2.5. Die Buchhaltungsabteilung

Im Jahre 2016 gewährte die Buchhaltungsabteilung der Staatsanwaltschaft 2'124 (1'977 im 2015)²¹ Ratenzahlungen, versandte in 5'034 (5'169) Fällen Mahnungen, in 1'047 weiteren Fällen (1'138) Mahnungen bezüglich Saldobeträgen, leitete 444 (343) Beteiligungen ein und behandelte 3'716 (3'229) Umwandlungen von Bussen in Freiheitsstrafen.

Der Betrag der in Rechnung gestellten Bussen beträgt für das Jahr 2016 CHF 6'963'621.40 (CHF 6'004'345.39), wobei das Budget einen Betrag von CHF 6'000'000.00 (CHF 6'100'000.00) vorsah. Dank der Umwandlung der Bussen im Jahre 2016 konnten schliesslich CHF 1'767'144.65 (CHF 1'046'361.79) einkassiert werden. Es ist zu erwähnen, dass die Erhöhung des aus den Bussenumwandlungen einkassierten Betrags unter anderem dadurch möglich wurde, weil eine administrative Mitarbeiterin der Staatsanwaltschaft dem Amt für Straf- und Massnahmenvollzug und Gefängnisse zur Verfügung gestellt wurde, um Rückstände bei den Bussenumwandlungen aufzuholen. Die Buchhaltungsabteilung hat ausserdem bei den Krankenkassen Krankheitskosten im Zusammenhang mit der Haft in der Höhe von CHF 46'811.95 zurückerhalten. Schliesslich nahm die Buchhaltungsabteilung im Jahre 2016 insgesamt 106'647 (101'652) Buchungen vor.

2.1.3. Diverses

Im Jahre 2016 hat die Staatsanwaltschaft ihre Abläufe und ihre Informatikanwendungen weiterhin verbessert. So hat sie, zusammen mit ihrem Kontenverwalter beim Amt für Informatik und Telekommunikation, eine neue Versandart ihres Briefverkehrs entwickelt, welche eine automatische Speicherung der Empfangsbestätigungen der Briefsendungen mit Zustellnachweis (Einschreiben) ermöglicht und damit den Versand durch Gerichtsurkunden hinfällig macht. Ausserdem hat sie, unter der Leitung des Kantonsgerichts, an den Arbeiten zur Durchführung der Datenübertragung zwischen den Behörden mittels der Anwendung Tribuna V3 teilgenommen; diese Arbeiten dürften zu Beginn des Jahres 2017 abgeschlossen werden. Die Staatsanwaltschaft ist auch an der Realisierung einer Verbindung zwischen der Anwendung

²¹ Die Zahl innerhalb der Klammern bezieht sich in diesem Kapitel auf das Jahr 2015.

Tribuna V3 und der Anwendung Gina des Amtes für Straf- und Massnahmenvollzug und Gefängnisse beteiligt, dies im Hinblick auf das künftige Amt für den Vollzug der strafrechtlichen Sanktionen und die Bewährungshilfe.

Während des Jahres 2016 traten in den Einvernahmesälen der Staatsanwaltschaft erhebliche Wasserschäden auf. Selbst wenn diese den Betrieb des Amtes nicht beeinträchtigt haben, hatten sie trotzdem beträchtliche Auswirkungen: mehrere Säle standen zeitweise nicht zur Verfügung, weshalb Staatsanwälte und Mitarbeiter gezwungen waren, sich den Gegebenheiten anzupassen. Vom Kanzleichef und dessen Vertreter erforderte dies, die Arbeiten zur Instandsetzung der Räumlichkeiten zu überwachen.

2.1.4. Herausforderungen und Perspektiven 2017

Die Staatsanwaltschaft ist von der Notwendigkeit überzeugt, dass gewisse Unterstützungsaufgaben zusammengefasst werden müssen, um die Funktionsfähigkeit der Justizbehörden insgesamt zu verbessern. Sie begrüsst die Gründung einer Informatikkommission der Gerichtsbehörden, um Synergien zu fördern. Sie ist der Ansicht, dass die Kostenverwaltung verbessert werden könnte. Zu diesem Zweck ist die Staatsanwaltschaft bereit, in ihren Räumlichkeiten eine Buchhaltungsabteilung der Justizverwaltung aufzunehmen, wodurch vor allem die Fakturierungen zwischen den Justizbehörden vermieden und die Eintreibung der unbezahlten Rechnungen effizienter würden. Denkbar ist auch die Schaffung einer Personalabteilung der Justizverwaltung, womit das Personalrekrutierungs- und -beurteilungsverfahren auf allen Stufen noch professioneller würde.

Die Staatsanwaltschaft findet, dass der Bau eines Justizgebäudes konkret durchdacht werden muss. Behörden, welche dieselben Akten nacheinander oder gemeinsam behandeln, würden dann im gleichen Gebäude untergebracht, das heisst die Kriminalpolizei, die Staatsanwaltschaft, das Zwangsmassnahmengericht, das Jugendstrafgericht sowie das zukünftige Amt für den Vollzug der strafrechtlichen Sanktionen und die Bewährungshilfe. Eine durch den stellvertretenden Generalstaatsanwalt Raphaël Bourquin geleitete Arbeitsgruppe hat die ersten Arbeiten in diesem Sinne getätigt. Man könnte sich auch die Schaffung eines erstinstanzlichen, für die Gerichtsbarkeit des gesamten Kantonsgebiets zuständigen Strafgerichts überlegen.

Die Staatsanwaltschaft ist ausserdem der Auffassung, dass das Justizwesen den Entwicklungen der Informatik Rechnung tragen muss. In diesem Sinne wird das von der Konferenz der Justiz- und Polizeidirektoren geleitete Projekt HIS vom Generalstaatsanwalt aufmerksam verfolgt. Wie schon erwähnt, wird er 2017 dem Lenkungsausschuss des Projekts beitreten.

Beilage :

—

2.2. Statistische Tabelle

—

Eingetragene Verfahren	13'291
Eingetragene Verfahren gegen bekannte Täter	11'895
Eingetragene Verfahren gegen unbekannte Täter	1'396
Eingetragene französischsprachige Verfahren	11'116
Eingetragene deutschsprachige Verfahren	2'175
Eingetragene normale Verfahren gegen erwachsene Beschuldigte	13'028
Eingetragene Verfahren vor dem Jugendgericht mit Teilnahme des Jugendstaatsanwaltes	5
Zivilverfahren mit Teilnahme der für diese Verfahren zuständigen Staatsanwältin	1
Eingetragene Verfahren des Strafvollzugsrichters	257

Hängige Verfahren	3'682
Hängige sistierte Verfahren (Art. 314 Abs. 1 Bst. b bis d StPO)	125

Nichtanhandnahmeverfügungen	1'659
Einstellungsverfügungen	955
Sistierungsverfügungen	1'107
Selbständige Einziehungsverfahren	0
Unzuständigkeitsentscheidungen	433
Nationale Rechtshilfeersuche	17
Internationale Rechtshilfeersuche	95
Rechtskräftige Strafbefehle	8'789
Einsprachen gegen Strafbefehle und Überweisung an den Polizeirichter	427
Umwandlungsverfügungen betreffend Geldstrafen und Bussen	3'716

Anklageschriften mit Überweisung an den Polizeirichter	205
Anklageschriften mit Überweisung an das Bezirksstrafgericht	96
Anklageschriften mit Überweisungen an das Wirtschaftsstrafgericht	5
Anklageschriften mit Überweisungen an das Jugendstrafgericht	5
Anklageschriften, abgekürztes Verfahren	55

Verfügungen des Strafvollzugsrichters	228
Einsprachen gegen Verfügungen des Strafvollzugsrichters	3

Anzahl Personen in Untersuchungshaft	272
Anzahl Hafttage	24'228

Anzahl Beschwerden, die von den Staatsanwälten beim Kantonsgericht eingereicht wurden (Strafkammer und Strafappellationshof)	17
Anzahl Beschwerden der Staatsanwälte an das Bundesgericht	5

Verweigerung der Genehmigung von Nichtanhandnahme-, Sistierungs- und Einstellungsverfügungen durch den Generalstaatsanwalt	2
Einsprachen des Generalstaatsanwaltes gegen Strafbefehle	19

Freiburg, den 20. Januar 2017

Fabien GASSER
Generalstaatsanwalt

Raphaël BRENTA
Chef-Gerichtsschreiber

3. Les Tribunaux d'arrondissement

3.1. Partie générale

3.1.1. En général

En 2016, le nombre des affaires civiles enregistrées au rôle des tribunaux, qui avait légèrement baissé l'année précédente, enregistre une nouvelle hausse et se retrouve à son plus haut niveau depuis 2013 (2016 : 480 ; 2015 : 436 ; 2014 : 452 ; 2013: 356, 2012: 593). Le nombre des affaires ressortant de la compétence des présidents quant à lui fléchit à la baisse (2016 : 8766 ; 2015 : 8847; 2014 : 9301, 2013: 8894, 2012: 8986).

En matière prud'homale, les nouvelles affaires relevant de la compétence des présidents retrouvent un niveau comparable à 2014 (2016 : 375 ; 2015 : 402 ; 2014 : 363, 2013: 314, 2012: 423) tandis que celles de la compétence des tribunaux restent stables (2016 : 79 ; 2015 : 80 ; 2014 : 60, 2013: 58, 2012: 96).

En matière de bail enfin, le nombre des nouvelles affaires que ce soit devant les tribunaux des baux (2016 : 94 ; 2015 : 108 ; 2014 : 83, 2013: 121, 2012: 85), ou les présidents en matière de bail (2016 : 306 ; 2015 : 349 ; 2014 : 289, 2013: 294, 2012: 357) diminue quelque peu.

3.1.2. Temps moyen écoulé entre l'enregistrement des causes et le prononcé du jugement

Juge de répression	1-30 jours	1-3 mois	3-6 mois	6-12 mois	1-2 ans	Plus de 2 ans	Total
Tribunal pénal	15	50	46	26	12	11	160
Juge de police	95	240	284	146	168	20	953

Tribunal civil	1-30 jours	1-3 mois	3-6 mois	6-12 mois	1-2 ans	Plus de 2 ans	Total
Droit de la famille	28	32	57	84	103	49	353
Actions résultant des contrats	0	0	4	8	14	9	35

Président tribunal civil	1-30 jours	1-3 mois	3-6 mois	6-12 mois	1-2 ans	Plus de 2 ans	Total
Divorce sur requête commune avec accord complet	27	237	122	45	6	1	438
Mesures protectrices de l'union conjugale et leur modification	61	200	119	84	31	12	507
Affaires pécuniaires (art. 139 LOJ)	19	40	43	54	33	9	198
Mainlevée	515	1842	234	19	8	3	2621

Juridiction des prud'hommes	1-30 jours	1-3 mois	3-6 mois	6-12 mois	1-2 ans	Plus de 2 ans	Total
Président	88	212	55	55	16	2	428
Tribunal	1	5	19	12	19	8	64

Juridiction des baux	1-30 jours	1-3 mois	3-6 mois	6-12 mois	1-2 ans	Plus de 2 ans	Total
Président	88	171	39	9	5	0	312
Tribunal	5	9	24	29	18	7	92

Il ressort notamment de ce tableau que 80% des affaires du juge de police et 86% des affaires du tribunal pénal sont jugées dans l'année à compter de leur enregistrement (2015 : 81% et 82%, 2014 : 86% et 85%, 2013 : 89% et 85%). En matière civile, 57% des affaires en droit de la famille de la compétence du tribunal, 91% des mesures protectrices de l'union conjugale et 79% des affaires pécuniaires de la compétence du président de tribunal, sont jugées dans l'année (2015 : 64%, 91%, 92%, 2014 : 63%, 94%, 93%, 2013 : 81%, 93%, 95%).

3.1.3. Tribunal de l'arrondissement de la Sarine

3.1.3.1. Composition et locaux

3.1.3.1.1. Composition du Tribunal (uniquement Juges, y compris les juges-asseesseurs)

Juges professionnels		
Prénom/nom	Fonction	EPT
Stéphane Raemy	Président du Tribunal civil	100%
Pascal Terrapon	Président du Tribunal civil, du Tribunal des baux et du Tribunal des Prud'hommes	100%
François-Xavier Audergon	Président du Tribunal civil	100%
Laurent Schneuwly	Président du Tribunal civil et en plus de sa charge Président du Tribunal des Prud'hommes	100%
Alexandra Rossi Carré	Présidente du Tribunal civil et en plus de sa charge Présidente suppléante du Tribunal des baux	100%
Jean-Marc Sallin	Président du Tribunal pénal	100%
Benoît Chassot	Président du Tribunal pénal	100%
José Rodriguez	Président du Tribunal pénal et du Tribunal des Prud'hommes	100%
Alain Gautschi	Président du Tribunal civil et du Tribunal pénal	100%
Caroline Gauch	Présidente du Tribunal des Prud'hommes	10%
Total équivalents plein temps EPT		9,10

Juges-asseesseurs	
Prénom/nom	Fonction
Béatrice Ackermann-Clerc	Juge assesseur
Ayer Christian	Juge assesseur
Mary-Lise Bapst	Juge assesseur
Raymond Baraké	Juge assesseur
Judith Berger	Juge assesseur
Pierre Bossart	Juge assesseur
René Bossel	Juge assesseur
Daniel Bovet	Juge assesseur
Hélène Cudré-Mauroux	Juge assesseur
Caroline De Buman	Juge assesseur
Colette Défago	Juge assesseur
Caroline Dénervaud	Juge assesseur
Marianne Dey-Raemy	Juge assesseur
Yolande Flury-Morard	Juge assesseur
Christine Frehner	Juge assesseur
Nicolas Gisler	Juge assesseur

Juges-asseesseurs	
Agnès Hayoz	Juge assesseur
Catherine Hayoz	Juge assesseur et Juge suppléante des baux à loyer
Christiane King-Perroulaz	Juge assesseur
Jean-Marc Kuhn	Juge assesseur
Sébastien Roch	Juge assesseur
Brigitte Steinauer	Juge assesseur
Pierre-André Tissot	Juge assesseur
Annegret Weidling	Juge assesseur
David Brugger	Juge des prud'hommes
Chantal Clément Hayoz	Juge des prud'hommes
Patrick Dénervaud	Juge des prud'hommes
Marc Fischer	Juge des prud'hommes
Jean-Jacques Marti	Juge des prud'hommes
Karin Rudaz	Juge des prud'hommes
Pierre-André Charrière	Juge des prud'hommes
Christian Brique	Juge titulaire des baux à loyer
Pierre Wicht	Juge titulaire des baux à loyer
Christian Aebischer	Juge suppléant des baux à loyer
Roxane Casazza	Juge suppléante des baux à loyer
Caroline Wiman	Juge suppléante des baux à loyer

En 2016, le Tribunal plénier a été présidé par Stéphane Raemy et la vice-présidence a été assurée par Benoit Chassot. Le 1^{er} janvier 2016, José Rodriguez a été nommé Président au Tribunal de l'arrondissement de la Sarine. Il est entré en fonction le 1^{er} août 2016 en tant que Président du Tribunal pénal et du Tribunal des prud'hommes.

En 2017, la présidence du Tribunal plénier sera assurée par Benoit Chassot et la vice-présidence par Laurent Schnewly.

En 2016, le juge assesseur Daniel Bovet a mis fin à sa fonction et celle de René Bossel s'est terminée. Le juge assesseur Pierre Bossart a malheureusement été emporté par la maladie. Le Tribunal leur adresse ses vifs remerciements pour leur activité exercée au service de la justice au sein de notre Tribunal. Pour les remplacer, le Grand Conseil a élu le juge assesseur Guy Schorderet. Le Tribunal lui souhaite la bienvenue et plein succès dans sa nouvelle fonction.

3.1.3.1.2. Composition du Greffe et du secrétariat

Au 31 décembre 2016 :

Equivalent plein temps	EPT
Total EPT personnel juriste	12,75
Total EPT personnel non juriste	16

Au 1^{er} janvier 2016, le Président Nicolas Ayer était toujours en incapacité de travail. Les trois autres Présidents pénaux ont géré son rôle du 1^{er} janvier 2016 jusqu'au 1^{er} février 2016, date de l'entrée en fonction de M. Michel Morel, désigné ad hoc par le Conseil de la magistrature pour une durée de six mois, soit jusqu'au 31 juillet 2016.

Le Président ad hoc n'a pas pris la charge de nouvelles affaires, de sorte que, jusqu'au 31 juillet 2016, leur répartition s'est faite entre les trois Présidents Alain Gautschi, Benoît Chassot et Jean-Marc Sallin.

Le 1^{er} août 2016 est entré en fonction le Président José Rodriguez, désigné à la succession du Président Nicolas Ayer.

Les mutations suivantes sont intervenues au sein des greffières.

Du 1^{er} février 2016 au 31 juillet 2016, Mmes Valentine Moschini et Virginie Sonney ont occupé chacune un poste de greffière à 50% du Président ad hoc Michel Morel. Depuis le 1^{er} août 2016, elles exercent chacune la fonction de greffière à 50% du Président José Rodriguez.

Depuis le 1^{er} janvier 2016 jusqu'au 31 juillet 2016, Mme Yasemin Bayhan a poursuivi le remplacement de Mme Marlène Collaud, greffière à 50% du Président Jean-Marc Sallin.

Mme Marlène Collaud a démissionné avec effet au 31 juillet 2016 pour occuper la fonction de Présidente de la cellule itinérante.

Du 1^{er} janvier 2016 au 31 juillet 2016, Mme Adeline Corpataux avait le statut de greffière volante pour les Présidents Michel Morel, Benoît Chassot et Jean-Marc Sallin, à raison de 25% pour chacun d'eux. A partir du 1^{er} août 2016, date à laquelle elle a succédé à Mme Marlène Collaud, elle occupe le poste de greffière à 50% du Président civil Laurent Schnewly et à 50% du Président Jean-Marc Sallin.

Depuis le 1^{er} août 2016, à la suite de Mme Adeline Corpataux, Mme Nadège Héritier tient la place de greffière volante, à raison de 85%, soit 60% pour le Président Benoît Chassot et 25% pour le Président Jean-Marc Sallin.

Dès cette date, Mme Karine Devaud, greffière à 70% du Président Benoît Chassot, a diminué son temps de travail à 60%.

Les changements suivants sont intervenus au sein des secrétaires.

Mme Sophie Magnin, secrétaire à 100% du Président Jean-Marc Sallin, a bénéficié d'un congé maternité du 12 juillet 2016 au 12 décembre 2016. Elle a été remplacée par Mme Charlotte Buergy.

Dès le 12 décembre 2016, Mme Sophie Magnin a réduit son taux d'activité à 60%, le 40% étant dès cette date assuré par Mme Charlotte Buergy.

L'entrée en fonction le 1^{er} août 2016 du Président José Rodriguez a donné lieu aux permutations suivantes.

A partir de cette date, Mme Anne-Caroline Demierre (jusqu'alors secrétaire du Président Nicolas Ayer) assure le poste à 100% de secrétaire du Président Benoît Chassot et Mme Margot Philipona (jusqu'alors secrétaire du Président Benoît Chassot) occupe celui à 100% de secrétaire du Président José Rodriguez.

Le Président Alain Gautschi dispose de 150% de poste de greffier (100% pour le Tribunal pénal économique et les affaires pénales de langue française et 50% pour les affaires civiles et pénales de langue allemande). Il bénéficie depuis le 1^{er} avril 2014 d'un greffier stagiaire germanophone pour les affaires allemandes du

Tribunal pénal économique, du Tribunal de l'arrondissement de la Sarine et du Tribunal des prud'hommes, ce dernier étant présidé par Mme Caroline Gauch.

Mme Danièle Cretegy, secrétaire du Président Alain Gautschi, a augmenté son taux d'activité de 80% à 100% jusqu'au 31 décembre 2016. A partir du 1^{er} janvier 2017, son taux d'activité a pu être augmenté à 100% de façon définitive.

Le Président José Rodriguez étant entré en fonction le 1^{er} août 2016, le poste de Greffier-chef a été occupé ad interim à raison de 50% par M. Özgür Imrak, greffier à 50% du Président civil Stéphane Raemy, jusqu'à l'entrée en fonction de la nouvelle Greffière-chef Mme Christelle Almeida Borges le 5 septembre 2016.

Au sein du Service comptable, Mme Emilie Mauron, secrétaire comptable à 100%, a bénéficié d'un congé maternité du 15 novembre 2015 au 10 avril 2016. Dès son retour, elle a réduit son taux d'activité à 50%.

Au niveau du secrétariat civil, Mme Chantal Margueron, secrétaire à 100% du Président Stéphane Raemy, a été absente du 9 septembre au 4 décembre 2016 pour des raisons de maladie. Elle a repris son poste à hauteur de 50% depuis le 5 décembre 2016.

3.1.3.1.3. Locaux

L'aspect sécuritaire du Tribunal présentant des déficiences, des séances avec le Service des bâtiments ont eu lieu durant l'année 2016 permettant ainsi de définir les besoins en matière de sécurité. Les travaux à réaliser ont été arrêtés et budgétisés par un bureau d'architectes mandaté par le Service des bâtiments. Ceux-ci devraient commencer en février 2017.

3.1.3.2. Activité juridictionnelle

3.1.3.2.1. En général (charge de travail globale etc.)

En 2016, les affaires inscrites tant au rôle du Tribunal civil de l'arrondissement de la Sarine qu'à celui des Présidents se sont élevées à 3676, soit un nombre quasiment identique à ceux des dernières années. La charge de travail de chacun des Présidents est ainsi toujours très importante. En effet, en tenant compte du fait que le Président Pascal Terrapon consacre environ 30% de son rôle aux pures causes civiles, le solde l'étant pour les causes prud'homales et des baux à loyer, les affaires inscrites au rôle de chacun des Présidents du Tribunal civil de l'arrondissement de la Sarine pour l'année 2016 ont été en moyenne de 855 (3676 : 4.30 EPT). Pour la même période, on peut constater que le nombre des décisions rendues tant par le Tribunal civil de la Sarine que par ses Présidents s'est élevé à 3623, soit en moyenne à 842 par Magistrat. Indépendamment du nombre de dossiers non traités au cours de l'année concernée, soit en moyenne 12 par Président, on observe surtout un accroissement de la difficulté des causes qui relève non seulement du droit de la construction, mais également du droit des sociétés et du droit bancaire. Comme il l'a été indiqué lors des années précédentes, la charge de travail par Magistrat est importante de sorte que des jugements sont en attente d'être rédigés en des causes particulièrement complexes. Pour que le traitement des dossiers puisse se faire dans des délais acceptables pour une saine et bonne administration de la justice, un renfort de force rédactionnelle est actuel, urgent et indispensable. L'engagement minimal d'un greffier ou d'une greffière supplémentaire à 100% s'impose afin d'éviter des retards aux préjudices des justiciables.

En 2016, le Tribunal pénal de la Sarine a reçu des dossiers à juger concernant 69 personnes en Tribunal pénal (66 en français / 3 en allemand) (2015 : 81 personnes) et 350 personnes en Juge de police (329 en français / 21 en allemand) (2015 : 338 personnes). Rappelons que dès le 1^{er} juillet 2015, la compétence du Juge de police a augmenté à 18 mois de peine privative de liberté, ce qui a entraîné une recrudescence des affaires importantes en Juge de police, soit celles qui, avant cette date, étaient déferées au Tribunal.

3.1.3.2.2. Affaires civiles (Président, Tribunal, tutelles, prud'hommes, baux, poursuites et faillites)

Les Présidents du Tribunal civil de l'arrondissement de la Sarine se réfèrent aux statistiques remises en annexe, tout en émettant des réserves quant à l'attribution des « objets des jugements rendus », selon rubriques des documents statistiques. S'agissant de la charge globale tant des affaires inscrites au rôle qu'à celles liquidées, il y a lieu de se référer à ce qui a été rapporté ci-devant sous le paragraphe 1.1.1.2.1.

En ce qui concerne les procédures de conciliation des art. 197ss CPC, sur 242 procédures liquidées en 2016, 50 ont abouti à une conciliation (art. 208 CPC), 91 ont débouché sur une autorisation de procéder (art. 209 CPC), 10 sur des propositions de jugement (art. 210 CPC), 30 sur des décisions (art. 212 CPC) et 61 ont abouti à des irrecevabilités, ou encore ont été retirées.

La juridiction des baux a été saisie de 208 nouvelles affaires en 2016 (163 pour le Président et 45 pour le Tribunal). Le stock des affaires pendantes au 31 décembre 2016 a diminué de 83 à 79 unités. Toutefois, cette juridiction reste surchargée, sachant que le magistrat en charge assume également le tiers des affaires prud'homales et le tiers d'un rôle de magistrat civil ordinaire.

Quant à la juridiction des Prud'hommes, 220 nouvelles affaires lui ont été attribuées (179 pour le Président, 41 pour le Tribunal). Au 31 décembre 2016, le stock des affaires en cours a augmenté de 88 à 108 unités.

3.1.3.2.3. Affaires pénales (Juges de police, Tribunal pénal)

En 2016, les Juges de police ont jugé 361 personnes (334 en français / 27 en allemand). Au 1^{er} janvier 2017, les dossiers à juger concernent 149 personnes en Juge de police (145 en français / 4 en allemand) (2015 : 327 personnes).

En 2016, le Tribunal pénal de la Sarine a jugé 68 personnes (64 en français / 4 en allemand). Au 1^{er} janvier 2017, les dossiers à juger concernent 30 personnes en Tribunal pénal (29 en français / 1 en allemand) (2015 : 72 personnes).

3.1.3.2.4. Rapport avec les autorités, les avocats et autres intervenants

Le rapport avec les autres autorités est généralement bon, voire très bon. Il n'y a aucune remarque particulière s'agissant des rapports avec les avocats et autres intervenants.

3.1.3.3. Formation

Les formations suivies ont été annoncées sur les formulaires ad hoc. Le personnel du Greffe a également pu bénéficier de cours et de séminaires de formation.

3.1.3.4. Divers (proposition de modifications législatives, informatiques etc.)

Le Tribunal n'a aucune remarque particulière à formuler à ce sujet.

3.1.4. Tribunal de l'arrondissement de la Singine

3.1.4.1. Composition et locaux

3.1.4.1.1. Composition du tribunal (exclusivement les juges, y c. assesseurs)

Juges professionnels		
Prénom/nom	Fonction	EPT
Reinold Raemy	Président du tribunal	100
Peter Rentsch	Président du tribunal	100
Pascale Vaucher Mauron	Présidente du tribunal des baux	10
Seraina Rohner Stulz	Présidente du tribunal des prud'hommes	10
Total en équivalents plein temps EPT		

Assesseurs (à titre accessoire)	
Prénom/Nom	Fonction
Robert Aeberhard	Tribunal civil et pénal
Gabriel Aebischer	Tribunal civil et pénal
Martha Bürgisser	Tribunal civil et pénal
Dominique Chappuis Waeber	Tribunal civil et pénal et tribunal des prud'hommes
Aldo Fasel	Tribunal civil et pénal
Monika Grossrieder	Tribunal civil et pénal
Guido Jungo	Tribunal civil et pénal
Marianne Portmann	Tribunal civil et pénal
Thomas Reidy	Tribunal civil et pénal
Bruno Schwaller	Tribunal civil et pénal
Myriam Sturny	Tribunal civil et pénal
Ruth Waeber-Hayoz	Tribunal civil et pénal
Erika Schneider	Tribunal des baux
Jean-Louis Jungo	Tribunal des baux
Gilberte Schär	Tribunal des baux
Verena Loembe	Tribunal des baux
Ivo Hubmann	Tribunal des baux
Susanne Genner	Tribunal des baux
Norbert Vonlanthen	Tribunal des prud'hommes
Irène Marquet-Brügger	Tribunal des prud'hommes
Pascal Rappo	Tribunal des prud'hommes
Anton Ruffieux	Tribunal des prud'hommes
Urs Maurer	Tribunal des prud'hommes

3.1.4.1.2. Composition du greffe et du secrétariat

Équivalents plein temps	EPT
Total EPT des collaborateurs avec formation juridique	405
Total EPT des collaborateurs sans formation juridique	350

Il n'y a pas de changements s'agissant du personnel du greffe.

Les postes de stagiaires ont été occupés en 2016 par Gaëlle Waeber (1^{er} octobre 2015 au 31 mars 2016), Jessica Magdalena Meer (1^{er} avril au 30 septembre 2016), Christoph Hirschi (1^{er} juillet au 31 décembre 2016) et Valentin Vonlanthen (1^{er} octobre 2016 au 31 mars 2016). Les stagiaires sont comptés parmi les collaborateurs avec une formation juridique.

3.1.4.1.3. Locaux

À cet égard, aucun changement n'a été enregistré en 2016.

3.1.4.2. Activité judiciaire

3.1.4.2.1. Généralités (charge de travail en général, etc.)

En 2016, c'est le président du tribunal Peter Rentsch qui a assuré la présidence pour la gestion des questions administratives (art. 21 LJ). Hormis le fait que Peter Rentsch a assumé la charge du tribunal des prud'hommes avec Seraina Rohner Stulz et Reinold Raemy celle du tribunal des baux avec Pascale Vaucher Mauron, les présidents de tribunal ont continué à se partager le travail selon des critères pratiques ; autrement dit, ils ne se répartissent pas les tâches en fonction de la nature des affaires, chaque juge exerce en principe en tout domaine. Les dossiers sont attribués de manière aléatoire, alors que pour le greffe, la clé de répartition 50:50 est de rigueur.

La charge de travail est demeurée élevée mais, pour l'essentiel, il a été possible de la maîtriser. En sa qualité de président du Tribunal civil de l'arrondissement de la Gruyère (cas en langue allemande), Peter Rentsch a réglé six affaires en tout, et deux autres en tant que juge de police. Au Tribunal de la Sarine, il a réglé une affaire en qualité de président du tribunal civil et suspendu la procédure dans deux affaires relevant du tribunal économique. Pendant l'année sous rapport, Reinold Raemy a été mis une fois à contribution en sa fonction de suppléant du président du tribunal des mesures de contrainte (charge d'environ un jour de travail).

3.1.4.2.2. Matière civile (président, tribunal, chambre des tutelles, tribunal des prud'hommes et tribunal des baux, poursuites et faillites)

En 2016, 915 affaires civiles ont été enregistrées au total (2012 : 937, 2013 : 819, 2014 : 899, 2015 : 852), dont 22 en matière de baux à Morat. 861 procédures ont été closes (2012 : 895, 2013 : 939, 2014 : 907, 2015 : 816), compte tenu de 24 affaires de bail réglées à Morat. Ce chiffre de 861 porte sur les décisions mettant fin à une procédure ; toutes les autres décisions, comme par exemple les suspensions, celles relatives aux expertises et autres décisions intermédiaires, ne sont pas prises en considération.

En principe et comme par le passé, les affaires du tribunal des baux ont été réparties selon le lieu de l'objet loué, soit entre Tavel et Morat. Les dossiers sont pourtant traités administrativement par le greffe respectif (inscription au rôle, archivage).

Il convient d'ajouter qu'en 2016, 62 jugements de divorce (2011 : 95, 2012 : 98, 2013 : 78, 2014 : 69, 2015 : 72) ont été rendus. Dans les affaires civiles, les listes de frais n'ont pas été établies séparément (2012 : 71, 2013 : 65, 2014 : 40, 2015 : 6). Au contraire, les indemnités de partie et les indemnités allouées aux défenseurs en matière d'assistance sont fixées dans la décision rendue sur le fond. De plus, 35 auditions d'enfants (2011 : 28, 2012 : 26, 2013 : 28, 2014 : 41, 2015 : 22) ont eu lieu, qui ont été menées par la greffière Vaucher Mauron, des auditions simultanées de plusieurs enfants étant fréquentes.

Au sujet des données entrant dans la statistique, les explications suivantes sont données à titre de complément :

Les présidents du tribunal des prud'hommes ont réglé 22 affaires en tout, dont 16 en procédure de conciliation.

Il y a lieu de noter dans la statistique de la juridiction des baux que depuis le 1^{er} janvier 2013, seul le tribunal qui a aussi traité le cas recense administrativement les affaires en la matière. Celles enregistrées avant cette date et traitées à Morat étaient à chaque fois recensées dans les systèmes des deux tribunaux. Jusqu'à la clôture de tous ces cas – à l'heure actuelle, il y a encore à Morat une affaire pendante qui est aussi enregistrée administrativement à Tavel – il existera des chevauchements dans les statistiques Tribuna.

Il y a eu 71 audiences de conciliation qui ont été réglées comme suit : décisions au sens de l'art. 212 CPC : 10, non-entrée en matière : 2 ; passe-expédient : 2 ; transaction/conciliation : 14 ; sans objet ou autres motifs : 3 ; classements suite à un retrait de plainte : 11 ; autorisations de procéder : 27 ; proposition de jugement : 1 ; renvoi devant une autre autorité : 1. Ces chiffres comprennent aussi les procédures de conciliation relevant du droit du travail, qui ne sont pas saisies dans la statistique (président du tribunal civil, formulaire 2).

3.1.4.2.3. Matière pénale (juge de police, tribunal pénal)

Au total, 104 affaires pénales ont été enregistrées (2012 : 98, 2013 : 84, 2014 : 86, 2015 : 81) et 86 ont été réglées (2012 : 102, 2013 : 99, 2014 : 83, 2015 : 82). Ont également été prises en compte dans ces chiffres trois affaires enregistrées qui ont été traitées par le président du tribunal pénal (instance 60) et ne figurent pas dans la statistique. Aucune liste de frais n'a été établie séparément dans des affaires pénales (2012 : 6, 2013 : 9, 2014 : 5, 2015 : 1) car là aussi, les indemnités sont fixées dans le jugement rendu sur le fond.

3.1.4.2.4. Relations avec les autorités, les avocats et autres intéressés

Les relations avec les autorités et les avocats sont bonnes.

Le Tribunal cantonal a inspecté le Tribunal d'arrondissement en date du 20 septembre 2016.

3.1.4.3. Formation

Les présidents de tribunal et les greffières et greffiers ont pris part à des sessions de formation continue. Renvoi est fait à cet égard aux formulaires d'inscription.

3.1.4.4. Divers (propositions de modification de lois, informatique, etc.)

Pas de remarques.

3.1.5. Tribunal de l'arrondissement de la Gruyère

3.1.5.1. Composition et locaux

3.1.5.1.1. Composition du Tribunal (uniquement Juges, y compris les juges-asseesseurs)

En 2016, Madame la Présidente Claudia Dey Gremaud a fonctionné en qualité de Présidente en charge des questions administratives et Madame Frédérique Bütikofer Repond en qualité de Vice-Présidente. La présidence sera assumée pour l'année 2017 par Madame la Présidente Frédérique Bütikofer Repond et la vice-présidence par Monsieur le Président Philippe Vallet.

Au 31 mai 2016, Monsieur le Juge assesseur Jean-Paul Glasson a donné sa démission et il a été remplacé par Monsieur Joseph Geinoz. On relève encore le départ à la retraite de Monsieur le Juge assesseur René Grandjean, remplacé par Monsieur Patrice Morand dès le 1^{er} janvier 2017.

Juges professionnels		
Prénom/nom	Fonction	EPT
Frédérique Buetikofer Repond	Présidente	0.5
Claudia Dey Gremaud	Présidente	1
Camille Perroud Sugnaux	Présidente	0.5
Philippe Vallet	Président	1
Nicolas Oberson	Président du Tribunal des prud'hommes	0.1
Total équivalents plein temps EPT		3.1

Juges-asseesseurs		
Prénom/nom	Fonction	
Barras Philippe	Assesseur	
Brodard Jacqueline	Assesseur	
Brülhart Maguy	Assesseur	
Castella Michel	Assesseur	
Descloux Emeric	Assesseur	
Dupasquier Colette	Assesseur	
Fragnière-Morard Nicole	Assesseur	
Galley Josiane	Assesseur	
Geinoz Joseph	Assesseur	
Giller Stéphane	Assesseur	
Morand Anne	Assesseur	
Morand Patrice	Assesseur	
Repond Jean-Pierre	Assesseur	
Romanens Claudia	Assesseur	
Clément Philippe	Assesseur prud'hommes employeurs	
Magnin Daniel	Assesseur prud'hommes employés	
Progin Yolande	Assesseur prud'hommes employeurs	
Remy Annick	Assesseur prud'hommes employeurs	
Remy Raymond	Assesseur prud'hommes employés	
Rouiller Pierre	Assesseur prud'hommes employés	
Delabays Marc	Assesseur baux propriétaires	

Juges-asseesseurs		
Prénom/nom		Fonction
Dumas	Justine	Assesseur baux locataires
Magne	André	Assesseur baux propriétaires
Martins	Sandra	Assesseur baux locataires
Perroud	Noëlle	Assesseur baux propriétaires
Scazzari	Valentina	Assesseur baux locataires

3.1.5.1.2. Composition du Greffe et du secrétariat

Equivalents plein temps	EPT
Total EPT personnel juriste , dont	3.9
<i>Greffier-chef</i>	0.9
<i>Greffiers-Greffières de 1^{ère} instance</i>	3.0
Total EPT personnel non juriste	5.6

Il n'y a pas eu de modification dans le personnel du Greffe en termes d'EPT pour l'année 2016. Nous notons toutefois la présence depuis le 1^{er} décembre 2016 du Président Michel Morel, fonctionnant comme Juge ad hoc au taux de 30% pour notre Autorité, nommé par le Conseil de la Magistrature pour une période de 6 mois. Il est accompagné d'un greffier.

Le Tribunal peut également compter sur le soutien de greffiers stagiaires qui travaillent en principe pour une durée de 6 mois et sont en permanence au nombre de deux.

3.1.5.1.3. Locaux

Nous sommes très satisfaits de nos locaux, même si quelques réglages au niveau du chauffage et du taux d'humidité de l'air doivent encore intervenir.

3.1.5.2. Activité juridictionnelle

3.1.5.2.1. En général (charge de travail globale etc.)

Depuis de nombreuses années, la charge de travail est extrêmement soutenue pour l'ensemble du personnel du Tribunal. La situation actuelle est insatisfaisante et on peut estimer que la santé du personnel du Tribunal est mise en danger en raison du stress constant que ce rythme induit.

3.1.5.2.2. Affaires civiles (Président, Tribunal, prud'hommes, baux, poursuites et faillites)

cf. Statistiques.

En particulier, les Présidents du Tribunal civil et du Tribunal des prud'hommes ont liquidé 128 procédures de conciliation (art. 197 ss CPC) durant l'année 2016. On dénombre 47 conciliations, 51 autorisations de procéder délivrées, 4 propositions de jugement acceptées, 2 décisions définitives et exécutoires et 24 dossiers liquidés pour d'autres raisons, par exemple suite à un retrait de la requête, une irrecevabilité, etc.

3.1.5.2.3. Affaires pénales (Juges de police, Tribunal pénal)

cf. Statistiques.

3.1.5.2.4. Rapport avec les autorités, les avocats et autres intervenants

D'une manière générale, les rapports avec les avocats ainsi que les autres autorités sont bons.

3.1.5.3. Formation

Les formations suivies ont été annoncées sur les formulaires ad hoc.

3.1.5.4. Divers (proposition de modifications législatives, informatiques etc.)

Le secrétariat du Tribunal doit gérer de nombreuses demandes de renseignements, tant par téléphone que directement au guichet du Greffe du Tribunal. Les justiciables demandent souvent où et à qui ils doivent écrire et comment ils doivent le faire ou posent des questions de droit. Actuellement, la réponse principale est celle d'informer l'auteur de la demande d'informations que le tribunal ne peut pas donner des renseignements juridiques, ce qui n'est pas satisfaisant. Or, le travail du secrétariat et du greffe à ce niveau pourrait être fortement allégé s'il existait un site informatique du pouvoir judiciaire mieux organisé et plus étayé, à l'exemple de ce qui existe notamment dans les cantons de Genève, Vaud ou Berne et de renvoyer le justiciable à la lecture de ce dernier. Il serait intéressant aussi que chaque autorité judiciaire puisse accéder à son propre site et publier sur celui-ci des informations utiles au public, en particulier les horaires et dates des audiences/séances, comme le fait par exemple le canton de Berne. Le site pourrait également contenir des informations juridiques générales sur les procédures judiciaires soit les compétences tant matérielles que locales, la langue de la procédure, ainsi que sur les procédures matrimoniales, les principes légaux de l'autorité parentale, du droit de visite et de garde, etc. (cf le site genevois en la matière) et des formulaires de demandes mis à jour régulièrement par exemple pour l'assistance judiciaire. Actuellement, le site du pouvoir judiciaire fribourgeois est insuffisant. Un management du pouvoir judiciaire au niveau cantonal serait souhaitable sur cette problématique. En effet, un justiciable mieux informé fait perdre moins de temps à l'autorité et se sent moins frustré devant la complexité des procédures.

3.1.6. Tribunal de l'arrondissement du Lac

3.1.6.1. Composition et locaux

3.1.6.1.1. Composition du Tribunal (uniquement Juges, y compris les juges-asseesseurs)

Juges professionnels		
Prénom/nom	Fonction	EPT
Markus Ducret	Président	1
Sandrine Schaller Walker	Présidente	0.5
Peter Stoller	Président du Tribunal des prud'hommes	0.1
Total équivalents plein temps EPT		1.6

La Présidente Sandrine Schaller Walker a été Présidente responsable des affaires administratives en 2016.

Juges-asseesseurs	
Prénom/nom	Fonction
Brigitte Bauer	Juge-asseesseur au Tribunal d'arrondissement
Nicole Chuard	idem
Eric Delley	idem
Miriam Deuble	idem
Roger Folly	idem
Andreas von Kaenel	idem
Anne Kleinewefers Lehner	idem
Cilette Marchand	idem
Frédéric Plancherel	idem
Thomas Schick	idem
Daniel Zinder	idem
Susanne Genner	Juge-asseesseur au Tribunal des baux
Ivo Hubmann	idem
Jean-Louis Jungo	idem
Verena Loembe	idem
Gilberte Schär-Demont	idem
Erika Schnyder	idem
Anne-Marie Coopt	Juge-asseesseur au Tribunal des prud'hommes
Manfred Meyer	idem
Christian Pillonel	idem
Bruno Schwander	idem
Eliane Weber	idem
Philipp Wieland	idem

3.1.6.1.2. Composition du Greffe et du secrétariat

Equivalents plein temps	EPT
Total EPT personnel juriste	1.8
Total EPT personnel non juriste	2.9

Le Tribunal a accueilli en outre quatre greffiers-stagiaires pour des périodes de six mois.

Le Tribunal du Lac a dû faire face à l'absence pour cause de maladie d'une secrétaire, en incapacité totale dès le mois d'octobre 2016 et pour plusieurs mois. Une solution de remplacement a pu être mise sur pieds dès le mois de décembre avec l'aide de l'ORP.

3.1.6.1.3. Locaux

Pas de remarque particulière

3.1.6.2. Activité juridictionnelle

3.1.6.2.1. En général (charge de travail globale etc.)

Durant l'année 2016, le Tribunal du Lac a conservé une charge de travail très importante, même si le nombre de dossiers enregistrés a légèrement diminué par rapport aux années 2014 et 2015 qui avaient été particulièrement intenses. Cette légère diminution du nombre de dossiers concerne en particulier les procédures de poursuites et faillites et n'a donc eu qu'une répercussion limitée sur la charge de travail globale du Tribunal.

3.1.6.2.2. Affaires civiles (Président, Tribunal, tutelles, prud'hommes, baux, poursuites et faillites)

Tribunal civil :

En 2016 (*en comparaison de 2015*), le Tribunal civil a enregistré 47 nouvelles affaires (2015 = 46), dont 25 en allemand (2015 = 24). Durant l'année, 36 affaires (2015 = 37), dont 26 en allemand, ont été liquidées.

Au 31 décembre 2016, 63 affaires (2015 = 46) sont encore en cours devant le Tribunal civil, dont 33 en allemand. 9 affaires ont été inscrites au rôle avant le 31 décembre 2014.

Président du Tribunal civil :

Devant le Président du Tribunal civil, 776 affaires (2015 = 822) ont été inscrites au rôle avant le 31 décembre 2016, dont 483 (2015 = 468) en allemand. Durant l'année 2016, 765 affaires (2015 = 852) ont été liquidées. 180 affaires demeurent inscrites au rôle, dont 101 en allemand.

Sur les procédures liquidées en 2016, 393 (2015 = 461) relèvent de la loi sur les poursuites et faillites. Il y a eu notamment 207 procédures de mainlevées d'opposition et 119 ouvertures de faillite. .

73 procédures de conciliation ont été liquidées en 2016 dont 55 en allemand, pour lesquelles 47 autorisations de procéder ont été rendues, 2 propositions de jugement et 2 jugements ont été prononcés. 9 procédures se sont soldées par une transaction et 14 ont été liquidées d'une autre manière (notamment retrait de la requête).

Prud'hommes :

Devant le Président du Tribunal des prud'hommes, 33 nouvelles affaires (2015=50) ont été inscrites au rôle, dont 23 en allemand. Les Présidents ont traité 41 affaires (dont 30 affaires liquidées par conciliation). Au 31 décembre 2016, il demeure 6 affaires pendantes (2015= 14).

Devant le Tribunal des prud'hommes, 7 nouvelles affaires (2015=11) ont été introduites, dont 4 en allemand. 8 affaires (2015=8) ont été liquidées. Il reste 6 procédures pendantes au 31 décembre 2016 (2015=8).

Tribunal des baux

Devant le Président du Tribunal des baux, 15 nouvelles affaires ont été inscrites au rôle, dont 11 en allemand. 16 jugements ont été rendus, et il reste une affaire pendante au 31 décembre 2016.

Durant l'année 2016, 7 nouvelles affaires, dont 5 en allemand, ont été inscrites au rôle du Tribunal des baux qui a rendu 8 jugements (dont 5 en allemand). Au 31 décembre 2016, il demeure 7 affaires pendantes.

Pour le surplus, il est renvoyé au rapport du Tribunal de la Singine concernant les affaires relevant du Tribunal des baux de la Singine et du Lac.

3.1.6.2.3. Affaires pénales (Juges de police, Tribunal pénal)

Juge de police

En 2016, 120 nouvelles affaires (2015 = 129) ont été enregistrées : 53 oppositions aux ordonnances pénales du Préfet, 47 oppositions aux ordonnances pénales du Ministère public, 19 renvois directs et 1 conversion d'amende en peine privative de liberté. Les juges de police ont liquidé 125 cas (2015 = 130). Au 31 décembre 2016, 40 affaires restent inscrites au rôle.

Tribunal pénal

16 nouvelles affaires ont été enregistrées (2015=14). Durant cette année, le Tribunal pénal a jugé 13 personnes (2015 = 17). Au 31 décembre 2016, il reste 10 personnes à juger

3.1.6.2.4. Rapport avec les autorités, les avocats et autres intervenants

Aucune remarque.

3.1.6.3. Formation

Les Présidents et les greffiers ont suivi des cours de formation continue. Les formations suivies ont été annoncées sur les formulaires ad hoc.

3.1.6.4. Divers (proposition de modifications législatives, informatiques etc.)

Aucune remarque.

3.1.7. Tribunal de l'arrondissement de la Glâne

3.1.7.1. Composition et locaux

3.1.7.1.1. Composition du Tribunal (uniquement Juges, y compris les juges-asseesseurs)

Juges professionnels		
Prénom/nom	Fonction	EPT
Grégoire Bovet	Président	1
Jacques Menoud	Président du Tribunal des prud'hommes	0.1
Total équivalents plein temps EPT		

Juges-asseesseurs	
Prénom/nom	Fonction
Favre Guillaume	Assesseur
Philippe Pache	Assesseur
Astrid Oberson	Assesseur
Jean-François Bard	Assesseur
Marlène Cornu	Assesseur
Claudine Matthey	Assesseur
Astrid Bichsel-Zeindl	Assesseur
Heinz Krattinger	Assesseur
Vincent Brodard	Assesseur
Louis Magnin	Assesseur
Michel Pittet	Assesseur
Bernard Ropraz	Assesseur
Lüthi Daniel	Assesseur
Jean-François Vuagniaux	Assesseur
José Gremaud	Assesseur
André Magne	Assesseur
Marc Delabays	Assesseur
Noëlle Perroud	Assesseur
Sandra Martins	Assesseur
Justine Dumas	Assesseur

3.1.7.1.2. Composition du Greffe et du secrétariat

Equivalents plein temps	EPT
Total EPT personnel juriste	1,2
Total EPT personnel non juriste	1,5

Le greffe du Tribunal est composé d'un président, d'un greffier-chef à 90 %, d'une greffière adjointe à 30 %, d'un greffier-stagiaire, d'une secrétaire à 90 %, d'une secrétaire-comptable à 60 % et d'une apprentie.

3.1.7.1.3. Locaux

Les locaux donnent entière satisfaction.

3.1.7.2. Activité juridictionnelle

3.1.7.2.1. En général (charge de travail globale etc.)

La charge de travail est élevée.

3.1.7.2.2. Affaires civiles (Président, Tribunal, tutelles, prud'hommes, baux, poursuites et faillites)

Le Président du Tribunal civil a procédé à 50 tentatives de conciliation en 2016. Le sort réservé à celles-ci est le suivant :

Conciliations :	25
Délivrances d'une autorisation de procéder :	19
Propositions de jugement acceptées	3
Autres	3

Le Président du Tribunal des prud'hommes a procédé à 24 tentatives de conciliation en 2016. Le sort réservé à celles-ci est le suivant :

Conciliations :	15
Délivrances d'une autorisation de procéder :	3
Propositions de jugement acceptées	2
Autres	4

3.1.7.2.3. Affaires pénales (Juges de police, Tribunal pénal)

Les affaires pénales peuvent être traitées dans des délais raisonnables. Pour le surplus, cf. statistiques.

3.1.7.2.4. Rapport avec les autorités, les avocats et autres intervenants

De façon générale, les rapports avec les avocats sont bons.

3.1.7.3. Formation

Les formations suivies ont été annoncées sur les formulaires ad hoc

3.1.7.4. Divers (proposition de modifications législatives, informatiques etc.)

Néant.

3.1.8. Tribunal de l'arrondissement de la Broye

3.1.8.1. Composition et locaux

3.1.8.1.1. Composition du Tribunal (uniquement Juges, y compris les juges-asseurs)

Dans les rapports annuels des dernières années, il avait été relevé la situation de surcharge importante du Tribunal de la Broye. La Présidente suppléante ad hoc Marlène Collaud, qui avait déjà fonctionné pour le tribunal du 1^{er} novembre 2014 au 31 mai 2015 dans le cadre des mesures de décharge prononcées par le Conseil de la magistrature, a été réaffectée par celui-ci à notre tribunal en cette qualité du 1^{er} janvier 2016 au 31 mai 2016, à 100%. Elue ensuite Juge itinérante à plein temps par le Grand Conseil, elle a dans un premier temps été entièrement attribuée au Tribunal de la Broye de juillet à fin septembre 2016, avec siège à Estavayer-le-Lac, puis l'a déchargé plus ponctuellement, à l'instar des autres autorités judiciaires du canton. Elle a emménagé dans ses locaux de Fribourg en octobre 2016. Michel Morel, ancien Président du Tribunal de la Glâne, a également été nommé pour six mois Président suppléant ad hoc, essentiellement chargé des conciliations. Il assume cette fonction depuis le mois de décembre 2016 à un taux d'activité de 30% pour notre tribunal, fonctionnant principalement comme Juge de police.

Ces aides bienvenues, cumulées avec un grand investissement des Présidents en place, ont permis au Tribunal de la Broye de se maintenir à flot en dépit du volume de travail très élevé. Enfin et surtout, il convient de saluer qu'à la suite de sa requête du 10 mars 2015, celui-ci a obtenu la création de deux postes ordinaires, soit ½ EPT de Président et ½ EPT de greffier, avec effet au 1^{er} janvier 2017. Cette dotation supplémentaire, conjuguée avec tous les efforts consentis à ce jour, devraient contribuer à normaliser la situation du tribunal. Les Présidents soussignés tiennent à remercier ici le Conseil de la magistrature pour son soutien manifesté tout au long de ces années difficiles et pour l'aide apportée.

Il n'y a pas de modifications à signaler au sein des Assesseur(e)s.

Juges professionnels		
Prénom/nom	Fonction	EPT
Jean-Benoît Meuwly	Président	1
Sonia Bulliard Grosset	Présidente	0,5
Christian Esseiva	Président	0,1
Total équivalents plein temps EPT		1,6

Juges-asseesseurs	
Prénom/nom	Fonction
Maurice Bourqui	Assesneur
Martine Corminboeuf	Assesseure
Gabriel Dougoud	Assesneur
Francis Duruz	Assesneur
Nicolas Emery	Assesneur
Micheline Guerry	Assesseure
Carine Haenni	Assesseure
Claude Jabornigg	Assesneur
Francis Marchand	Assesneur
Annelise Moser	Assesseure
Monique Pedroli	Assesseure
Claire-Lise Sudan	Assesseure
François Berchier	Assesneur (prud'hommes, représentant les employeurs)
Frédéric Gross	Assesneur (prud'hommes, représentant les employeurs)
Francis Michel	Assesneur (prud'hommes, représentant les employeurs)
Yvan Corminboeuf	Assesneur (prud'hommes, représentant les employés)
Hans Krebs	Assesneur (prud'hommes, représentant les employés)
Christian Müller	Assesneur (prud'hommes, représentant les employés)

3.1.8.1.2. Composition du Greffe et du secrétariat

Le personnel administratif a été stable en 2016.

En raison de deux incapacités de travail de longue durée, dont une liée à la grossesse, le Tribunal de la Broye a engagé Mme Laure Andrey en qualité de secrétaire remplaçante à 50% à partir du 12 décembre 2016. Enfin, Justine Carnal, secrétaire à 80%, a été reconnue officiellement, avec effet au 1^{er} octobre 2016, agente des services publics de l'Etat de Fribourg.

Quatre greffières-stagiaires ont été engagées dans le cadre de leur formation d'avocate : Doriane Baettig jusqu'au 31 mars 2016, Fanny Emery, du 1^{er} mars au 31 juillet 2016, Alexandra Cottier, du 1^{er} avril 2016 au 31 décembre 2016, et Valentine Delarze dès octobre 2016.

Le greffe totalise 2,4 EPT de greffiers répartis sur trois personnes, y compris le poste de greffier-chef (90%). Quant au secrétariat et à la comptabilité, ils représentent 2,8 EPT répartis sur 4 personnes, ainsi qu'une apprentie (Jessica Guillet).

Equivalents plein temps	EPT
Total EPT personnel juriste	2,4
Total EPT personnel non juriste	2,8

3.1.8.1.3. Locaux

Nous n'avons rien de particulier à mentionner sous cette rubrique, si ce n'est que l'unique salle du tribunal a été fortement occupée, en quasi permanence, en raison d'un nombre important de séances, ce qui n'a permis que peu de souplesse au niveau de l'agenda des Présidents. Avec l'arrivée en 2017 d'un nouveau Président et d'un nouveau greffier, les locaux deviennent manifestement trop exigus et se pose sérieusement la question d'un agrandissement / déménagement du tribunal dans un avenir assez proche.

3.1.8.2. Activité juridictionnelle

3.1.8.2.1. En général (charge de travail globale etc.)

Globalement, la charge du Tribunal, quoiqu'en léger recul apparent par rapport à celle relevée dans les exercices annuels précédents (puisque n'intégrant pas les affaires enregistrées par la Juge itinérante qui a œuvré pour le Tribunal de Broye à 100% du 1^{er} juillet au 30 septembre 2016), s'est maintenue à un niveau très élevé, compte tenu de la dotation en personnel du tribunal (cf. ch. 1.1.1.1.2), justifiant ainsi pleinement les mesures de décharge accordées par le Conseil de la magistrature et la création des postes mentionnés pour 2017 (cf. ch. 1.1.1.1.1.) : 1'264 affaires enregistrées en 2016, contre 1'319 en 2015, 1'300 en 2014, 1'343 en 2013, 1'289 en 2012, 1'195 en 2011 et 1'117 en 2010. Les dossiers ont été liquidés dans la même mesure : 1'259 décisions rendues, contre 1'324 en 2015, 1'319 en 2014, 1'246 en 2013, 1'298 en 2012, 1'146 en 2011 et 1'132 en 2010. Le travail soutenu de l'ensemble du tribunal et l'aide des Président(e) ad hoc Marlène Collaud et Michel Morel ont permis de réduire le nombre de dossiers pendants à la fin 2016 à 340 dossiers (299 dossiers civils, dont 72 de la compétence du Tribunal, et 41 pénaux, dont 2 relevant du Tribunal) (contre 379 en 2015, 381 en 2014, 423 en 2013 et 319 en 2012).

Dans le domaine civil, le nombre total de nouvelles causes, en retrait par rapport aux années antérieures, est toutefois resté à un niveau très élevé. On observe ainsi qu'en dépit d'une bonne liquidation, 72 dossiers de la compétence du Tribunal restent pendants au 31 décembre 2016, dossiers qui relèvent du droit matrimonial et de la construction (contrats d'entreprise, hypothèques légales définitives) et qui sont souvent complexes et chronophages. En revanche, le nombre d'affaires pénales enregistrées a explosé, dépassant le niveau record atteint en 2013. Cette augmentation concerne les affaires de la compétence du Juge de police.

Il convient de préciser que ces données statistiques 2016 ne prennent en compte l'activité de la Présidente ad hoc Marlène Collaud que jusqu'au 30 juin 2016, laquelle s'est essentiellement chargée d'affaires pénales. Les dossiers liquidés en décembre 2016 par le Président ad hoc Michel Morel sont également pris en considération. Ainsi, la présente statistique ne reflète qu'une situation partielle de la charge pénale du Tribunal de la Broye.

3.1.8.2.2. Affaires civiles (Président, Tribunal, tutelles, prud'hommes, baux, poursuites et faillites)

Globalement

Le nombre total des affaires civiles introduites devant le Tribunal civil et son Président a été de 1'131 causes, contre 1'224 en 2015, 1'178 en 2014, 1'224 en 2013, 1'171 en 2012, 1'098 en 2011 et 1'003 en 2010.

Quant au nombre de décisions rendues, il a été de 1'176, contre 1'211 en 2015, 1'202 en 2014, 1'131 en 2013, 1'199 en 2012, 1'015 en 2011 et 1'028 en 2010.

Cette statistique comprend toutes les affaires civiles traitées, également les affaires prud'homales, ainsi que celles concernant les baux à loyer et la LP. Les chiffres 1.1.1.2.2.4. à 1.1.1.2.2.6. détaillent la statistique en fonction des matières.

Tribunal civil

Affaires enregistrées : 46 (contre 71 en 2015, 74 en 2014, 41 en 2013 et 65 en 2012)

Affaires liquidées : 55 (contre 68 en 2015, 57 en 2014, 43 en 2013 et 87 en 2012)

Cette statistique ne comprend pas les affaires de bail.

Président du Tribunal civil

Affaires enregistrées : 461 (contre 541 en 2015, 502 en 2014, 572 en 2013 et 483 en 2012)

Affaires liquidées : 526 (contre 530 en 2015, 532 en 2014, 508 en 2013 et 490 en 2012)

Cette statistique ne comprend pas les affaires de poursuites et faillites, ni prud'homales, ni de bail (expulsion).

S'agissant des procédures de conciliation, au nombre de 58, 16 ont fait l'objet d'une transaction, 9 d'une décision, 14 d'une autre décision (irrecevabilité, retrait, etc.) et 19 d'une autorisation de procéder. Ainsi, un tiers des affaires seulement s'est poursuivi au-delà de la procédure de conciliation.

Poursuites et faillites

Le nombre des affaires liées au contentieux LP se maintient à un niveau élevé, en marquant néanmoins un très léger recul par rapport aux deux dernières années. En 2016, 562 affaires ont été enregistrées (contre 537 en 2015, 552 en 2014, 557 en 2013, 496 en 2012, 466 en 2011 et 493 en 2010). 523 affaires ont été liquidées en 2016 (contre 542 en 2015, 565 en 2014, 512 en 2013, 515 en 2012, 452 en 2011 et 494 en 2010).

Juridiction des Prud'hommes

Après avoir fortement augmenté en 2015, le nombre d'affaires enregistrées en 2016 a retrouvé un niveau moyen: 35 nouvelles affaires en 2016 (31 devant le Président et 4 devant le Tribunal) (contre 50 en 2015, 34 en 2014, 37 en 2013, 81 en 2012, 36 en 2011 et 28 en 2010). 35 causes ont été liquidées durant la même période (contre 49 en 2015, 31 en 2014, 49 en 2013, 64 en 2012, 35 en 2011 et 26 en 2010).

Suppléant du Président du Tribunal des baux à loyer

Le nombre de requêtes d'expulsion enregistrées en 2016 se conserve à un niveau élevé sans atteindre le niveau record de 2012 : 27 (contre 25 en 2015, 16 en 2014, 17 en 2013, 37 en 2012 et 20 en 2011). 27 causes ont également été liquidées (contre 22 en 2015, 18 en 2014, 19 en 2013 et 32 en 2012).

3.1.8.2.3. Affaires pénales (Juges de police, Tribunal pénal)

En 2016, le nombre total des nouvelles affaires pénales enregistrées s'élève à 128 dossiers de la compétence du Juge de police et du Président du Tribunal pénal (assistances judiciaires) (contre 83 en 2015, 100 en 2014, 119 en 2013, 95 en 2012, 92 en 2011 et 100 en 2010) et à 5 dossiers du ressort du Tribunal pénal (contre 12 en 2015, 22 en 2014, 14 en 2013, 23 en 2012, 5 en 2011 et 12 en 2010), totalisant 133 affaires (contre 95 en 2015, 122 en 2014, 133 en 2013, 118 en 2012, 97 en 2011 et 112 en 2010).

83 affaires pénales ont été liquidées (contre 113 en 2015, 117 en 2014, 115 en 2013, 99 en 2012, 109 en 2011 et 101 en 2010) : 76, y compris 3 décisions d'assistance judiciaire, relevant du Juge de police et du Président du Tribunal (contre 97 en 2015, 95 en 2014, 97 en 2013, 85 en 2012, 99 en 2011 et 92 en 2010) et 7 relevant du Tribunal pénal (contre 16 en 2015, 22 en 2014, 18 en 2013, 14 en 2012, 10 en 2011 et 11 en 2010).

A noter encore que la présentation statistique actuelle ne permet pas de mettre en évidence les 14 dossiers liquidés par voie d'irrecevabilité, de renvoi à l'instruction ou de transmission à une autre autorité, les décisions prises sur requêtes d'assistance judiciaire, ni les affaires liquidées par la Juge itinérante depuis le 1er juillet 2016.

3.1.8.2.4. *Rapport avec les autorités, les avocats et autres intervenants*

Nous n'avons rien de particulier à mentionner sous cette rubrique.

3.1.8.3. *Formation*

La Présidente Bulliard Grosset a assisté à une journée de formation en droit de la famille, particulièrement de la prévoyance professionnelle, organisé le 8 novembre 2016 par l'Université de Genève (1 jour). Elle a également pris part, le 2 décembre 2016, à la Journée de formation de l'Ordre des avocats fribourgeois (1 jour).

Comme les années précédentes, le Président Meuwly a donné le 20 mai 2016 une conférence sur le thème « L'entretien de l'enfant du couple marié et non marié », organisée par le Service de la formation continue de l'Université de Fribourg dans le cadre de la journée consacrée au thème « Le sort de l'enfant dans le droit du divorce », en particulier sur les modifications du droit des pensions alimentaires à compter du 1er janvier 2017 (1 jour). Il a également assisté aux Journées du droit de la circulation routière le 24 juin 2016 et à une journée de formation, le 4 novembre 2016, organisée par l'Université de Neuchâtel en particulier sur les nouveautés du droit de la famille (2 jours). Il a également pris part, le 2 décembre 2016, à la Journée de formation de l'Ordre des avocats fribourgeois (1 jour).

Les collaboratrices et collaborateurs du Tribunal ont suivi divers cours et séminaires spécialisés, au titre du perfectionnement professionnel.

3.1.8.4. *Divers (proposition de modifications législatives, informatiques etc.)*

Nous n'avons rien de particulier à mentionner sous cette rubrique.

3.1.9. Tribunal de l'arrondissement de la Veveyse

3.1.9.1. Composition et locaux

3.1.9.1.1. Composition du Tribunal (uniquement Juges, y compris les juges-asseesseurs)

Juges professionnels		
Prénom/nom	Fonction	EPT
Pascal L'Homme	Président	1
Total équivalents plein temps EPT		1

Juges-asseesseurs	
Prénom/nom	Fonction
François Pilloud	Tribunal
Yvette Jolliet	Tribunal
Michel Savoy	Tribunal
Jeannick Cardinaux	Tribunal
Claudine Aebischer	Tribunal
Roland Dumoulin	Tribunal
Stéphane Broillet	Tribunal
Guy-Pierre Ducrot	Tribunal
Catherine Mossier	Tribunal
Caroline Perroud	Tribunal
Anita Genoud	Tribunal
Jean-Bernard Jaquet	Tribunal
Pascal Emonet	Prud'hommes/employeurs
Fabienne Tâche	Prud'hommes/employés
Eric Maillard	Prud'hommes/employeurs
Laurent Gabriel	Prud'hommes/employés
Antonio-Elviro Soares	Prud'hommes/employés
Daniel Jamain	Prud'hommes/employeurs
André Magne	Baux/Propriétaires
Sandra Martin	Baux/locataires
Justine Dumas	Baux/locataires
Noëlle Perroud	Baux/propriétaires
Marc Delabays	Baux/propriétaires
José Gremaud	Baux/locataires

Les tribunaux civil et pénal siègent de moins en moins en raison de l'augmentation des compétences des juges uniques. Les assesseurs s'en plaignent parfois. Néanmoins, il paraît opportun de conserver 12 assesseurs afin de parer à tous problèmes de récusation et de permettre une composition paritaire du tribunal dans certaines affaires (matrimoniales ou d'actes d'ordre sexuel).

3.1.9.1.2. Composition du Greffe et du secrétariat

Equivalents plein temps	EPT
Total EPT personnel juriste	1.5
Total EPT personnel non juriste	1.5

M. Eric Boschung a pris une retraite méritée le 31 mai 2016, après 38 ans de bons et loyaux services. Il a été remplacé par M. Romain Lang qui dispose d'une formation d'avocat et qui donne entière satisfaction comme, d'ailleurs, tous les autres membres du personnel, malgré des conditions de travail parfois difficiles (cf. ch. suivant).

3.1.9.1.3. Locaux

Ceux-ci sont exigüs, en particulier le bureau des secrétaires et celui de la greffière-adjointe qui fait également office de bibliothèque et de salle de délibération. Il nous est par ailleurs impossible de former des stagiaires et des apprentis car nous manquons de place.

3.1.9.2. Activité juridictionnelle

3.1.9.2.1. En général (charge de travail globale etc.)

La charge de travail augmente régulièrement mais, grâce à un personnel compétent et motivé, le Tribunal n'accuse pas de retard significatif dans le traitement des dossiers. Il n'est en revanche plus possible au Président d'apporter son aide aux autres tribunaux, à l'exception de quelques affaires du Tribunal de la Glâne dans lesquelles M. le Président Bovet avait été le mandataire de l'une des parties.

3.1.9.2.2. Affaires civiles (Président, Tribunal, tutelles, prud'hommes, baux, poursuites et faillites)

On se permet de renvoyer aux statistiques.

3.1.9.2.3. Affaires pénales (Juges de police, Tribunal pénal)

On se permet de renvoyer aux statistiques.

3.1.9.2.4. Rapport avec les autorités, les avocats et autres intervenants

Pas de remarque particulière à formuler. Les rapports sont globalement bons.

3.1.9.3. Formation

Les formations suivies ont été annoncées sur les formulaires ad hoc

3.1.9.4. Divers (proposition de modifications législatives, informatiques etc.)

Pas de remarque particulière.

3.1.10. Tribunal pénal économique

3.1.10.1. Composition et locaux

3.1.10.1.1. Composition du Tribunal (uniquement Juges, y compris les juges-asseesseurs)

Juges professionnels		
Prénom/nom	Fonction	EPT
Alain Gautschi	Président du Tribunal pénal économique	100%
Total équivalents plein temps EPT		1

Juges-asseesseurs	
Prénom/nom	Fonction
Dominique Corminboeuf	Juge du Tribunal pénal économique
Joseph Denervaud	Juge du Tribunal pénal économique
Marie-Madeleine Descloux	Juge du Tribunal pénal économique
Marie-Christine Dorand	Juge du Tribunal pénal économique
Alexandre Dumas	Juge du Tribunal pénal économique
Stéphane Gmünder	Juge du Tribunal pénal économique
Jean-Daniel Grand	Juge du Tribunal pénal économique
Per (Armin) Imesch	Juge du Tribunal pénal économique
Laurent Jacot	Juge du Tribunal pénal économique
Bernard Loup	Juge du Tribunal pénal économique
Gisela Marty	Juge du Tribunal pénal économique
Nicole Moret	Juge du Tribunal pénal économique
Jean-Louis Progin	Juge du Tribunal pénal économique
Thierry Schmid	Juge du Tribunal pénal économique
Oswald Udry	Juge du Tribunal pénal économique
Daniel Unternährer	Juge du Tribunal pénal économique
Thierry Vial	Juge du Tribunal pénal économique
Andreas Zbinden	Juge du Tribunal pénal économique

Suite à la démission du Président suppléant, ce poste est toujours vacant. Il a été requis à plusieurs reprises que ce poste soit repourvu par un/e magistrat/e bilingue, le Tribunal pénal économique étant un Tribunal cantonal de première instance qui juge tant les affaires en allemand qu'en français.

3.1.10.1.2. Composition du Greffe et du secrétariat

Equivalents plein temps	EPT
Total EPT personnel juriste	1,50
Total EPT personnel non juriste	1

Mme Fabienne Cajoux, greffière, titulaire du brevet d'avocate, à 100% dès le 1^{er} juin 2001, à ma disposition depuis le 1^{er} septembre 2010.

Mme Caroline Gauch, titulaire du brevet d'avocate et docteur en droit depuis le 1^{er} janvier 2012, à 50% auprès du Tribunal de la Sarine et du Tribunal pénal économique, pour les affaires en allemand. Mme Caroline Gauch exerce également en qualité de Présidente du Tribunal des Prud'hommes à raison de 10%.

Mme Danièle Cretegnny, secrétaire, qui travaille au service du Tribunal pénal économique depuis le 1^{er} janvier 1999, avec un taux d'activité de 100%. En effet, son taux d'activité a pu être augmenté de 80% à 100%, toutefois que pour une durée déterminée jusqu'à fin 2016. A partir du 1^{er} janvier 2017, son taux d'activité a pu être augmenté à 100% de façon définitive.

Depuis le 1^{er} avril 2014, un greffier-stagiaire germanophone est à disposition pour les affaires allemandes du Tribunal pénal économique, du Tribunal de la Sarine et celles du Tribunal des prud'hommes.

3.1.10.1.3. Locaux

Le Tribunal pénal économique étant rattaché administrativement au Tribunal de l'arrondissement de la Sarine, ses locaux se situent donc au siège du Tribunal de la Sarine, rte des Arsenaux 17, à Fribourg. Il y a lieu de relever que ceux-ci sont adéquats et correspondent parfaitement aux activités et aux besoins du Tribunal pénal économique. Toutefois, l'aspect sécuritaire pose toujours problème.

3.1.10.2. Activité juridictionnelle

3.1.10.2.1. En général (charge de travail globale etc.)

Malgré l'engagement de l'ensemble des membres du Tribunal pénal économique, la charge de travail a augmenté.

En 2016, le Tribunal pénal économique a siégé de la façon suivante :

- > 1 séance en juin 2016 concernant une prévenue
- > 1 séance en juillet 2016 concernant un prévenu (décision ultérieure)
- > 1 procès en septembre 2016 concernant deux prévenus
- > 1 séance en septembre 2016 concernant un prévenu (décision ultérieure)

3.1.10.2.2. Affaires du Tribunal pénal économique

A ce jour, 13 affaires sont encore inscrites au rôle : quatre ont été jugées en janvier 2017 et sont actuellement en rédaction, une sera jugée en février 2017. Deux affaires sont en mains du Président Peter Rentsch, suite à la récusation du soussigné. Par ailleurs, dans une affaire, il y a lieu de statuer sur la réalisation d'objets, respectivement d'un appartement partiellement séquestré. Cette affaire sera traitée dans le courant 2017.

3.1.10.2.3. Rapport avec les autorités, les avocats et autres intervenants

Rien de particulier à relever.

3.1.10.3. Formation

Le soussigné a suivi 4 jours de cours auprès de la Stiftung für die Weiterbildung schweizerischer Richter, à Gerzensee, ainsi qu'auprès de la Société suisse de droit pénal (SSDP), à Vaduz.

Mme Caroline Gauch a suivi 3 jours de cours (Kindersunterhalt und Vorsorgeausgleich, Olten; OAF, Fribourg; Arbeitsrecht, Zürich).

3.1.10.4. Divers (*proposition de modifications législatives, informatiques etc.*)

Le Président du Tribunal pénal économique, ainsi que le personnel sous ch. 1.1.1.1.2. assurent également les affaires pénales ordinaires de l'arrondissement de la Sarine, tant pour la section alémanique que francophone, ainsi que les affaires allemandes du Tribunal civil de la Sarine. Il faut dès lors relever qu'en sus du rôle du Tribunal pénal économique, 6 personnes ont été jugées en Tribunal pénal d'arrondissement (dont 4 en allemand), ainsi que 41 personnes renvoyées devant le Juge de police (dont 28 en allemand). Enfin, 33 jugements ont été rendus dans les affaires allemandes du Tribunal civil de la Sarine.

3. Bezirksgerichte

3.1. Allgemeiner Teil

3.1.1. Allgemeines

Nach der im Vorjahr verzeichneten leichten Abnahme, hat die Zahl der bei den Zivilgerichten erfassten Angelegenheiten 2016 wieder zugenommen und befindet sich auf dem höchsten Stand seit 2013 (2016: 480; 2015: 436; 2014: 452; 2013: 356; 2012: 593). Die Zahl der Angelegenheiten, die in die Zuständigkeit der Gerichtspräsidenten fallen, ist rückläufig (2016: 8766; 2015: 8847; 2014: 9301; 2013: 8894; 2012: 8986).

Die Zahl der in die Zuständigkeit der Präsidenten der Arbeitsgerichte fallenden neuen Angelegenheiten bewegt sich auf einem mit dem Jahr 2014 vergleichbaren Stand (2016: 375; 2015: 402; 2014: 363 ; 2013: 314 ; 2012: 423) während die Zahl der Angelegenheiten der Arbeitsgerichte stabil bleibt (2016: 79; 2015: 80; 2014: 60; 2013: 58, 2012: 96).

Sowohl die Zahl der neuen Angelegenheiten der Mietgerichte (2016: 94; 2015: 108; 2014: 83; 2013: 121; 2012: 85) als auch die Zahl der in der Zusädnigkeit der Präsidenten liegenden neuen Angelegenheiten (2016: 306; 2015: 349; 2014: 289; 2013: 294; 2012: 357) hat leicht abgenommen.

3.1.2. Zwischen der Erfassung der Angelegenheiten und der Urteilsfällung durchschnittlich verstrichene Zeit

Zuständiger Strafrichter	1-30 Tage	1-3 Monate	3-6 Monate	6-12 Monate	1-2 Jahre	Mehr als 2 Jahre	Total
Strafgericht	15	50	46	26	12	11	160
Polizeirichter	95	240	284	146	168	20	953

Zivilgericht	1-30 Tage	1-3 Monate	3-6 Monate	6-12 Monate	1-2 Jahre	Mehr als 2 Jahre	Total
Familienrecht	28	32	57	84	103	49	353
Klagen aus Vertrag	0	0	4	8	14	9	35

Präsident Zivilgericht	1-30 Tage	1-3 Monate	3-6 Monate	6-12 Monate	1-2 Jahre	Mehr als 2 Jahre	Total
Scheidung auf gemeinsames Begehren mit umfassender Einigung	27	237	122	45	6	1	438
Eheschutzmassnahmen und deren Abänderung	61	200	119	84	31	12	507
Vermögensrechtliche Sachen (Art. 139 GOG)	19	40	43	54	33	9	198
Rechtsöffnung	515	1842	234	19	8	3	2621

Arbeitsgericht	1-30 Tage	1-3 Monate	3-6 Monate	6-12 Monate	1-2 Jahre	Mehr als 2 Jahre	Total
Präsident	88	212	55	55	16	2	428
Gericht	1	5	19	12	19	8	64

Mietgerichtsbarkeit	1-30 Tage	1-3 Monate	3-6 Monate	6-12 Monate	1-2 Jahre	Mehr als 2 Jahre	Total
Präsident	88	171	39	9	5	0	312
Gericht	5	9	24	29	18	7	92

Aus der Tabelle geht insbesondere hervor, dass 80% der in die Zuständigkeit des Polizeirichters und 86% der in die Zuständigkeit des Strafgerichts fallenden Angelegenheiten innerhalb eines Jahres nach ihrer Erfassung abgeschlossen wurden (2015: 81% und 82%, 2014: 86% und 85%, 2013: 89% und 85%). Mit Blick auf die Zivilsachen sind 57% der Angelegenheiten aus dem Gebiet des Familienrechts, die in die Zuständigkeit des Gerichts fallen, sowie 91% der Eheschutzmassnahmen und 79% der vermögensrechtlichen Streitigkeiten, die in die Zuständigkeit des Gerichtspräsidenten fallen, innerhalb eines Jahres erledigt worden (2015: 64%, 91%, 92%, 2014: 63%, 94%, 93%, 2013: 81%, 93%, 95%).

3.1.3. Bezirksgericht Saane

3.1.3.1. Zusammensetzung und Räumlichkeiten

3.1.3.1.1. Zusammensetzung des Gerichts (nur Richter/innen und Richter/innen-Beisitzer/innen)

Berufsrichter/innen		
Vorname / Name	Funktion	VZÄ
Stéphane Raemy	Präsident des Zivilgerichts	100 %
Pascal Terrapon	Präsident des Zivilgerichts, des Mietgerichts und des Arbeitsgerichts	100 %
François-Xavier Audergon	Präsident des Zivilgerichts	100 %
Laurent Schneuwly	Präsident des Zivilgerichts und zusätzlich Präsident des Arbeitsgerichts	100 %
Alexandra Rossi Carré	Präsidentin des Zivilgerichts und zusätzlich stellvertretende Präsidentin des Mietgerichts	100 %
Jean-Marc Sallin	Präsident des Strafgerichts	100 %
Benoît Chassot	Präsident des Strafgerichts	100 %
José Rodriguez	Präsident des Strafgerichts und des Arbeitsgerichts	100 %
Alain Gautschi	Präsident des Zivilgerichts und des Strafgerichts	100 %
Caroline Gauch	Präsidentin des Arbeitsgerichts	10 %
Total Vollzeitäquivalente VZÄ		9,10

Richter/innen-Beisitzer/innen	
Vorname / Name	Funktion
Béatrice Ackermann-Clerc	Richterin-Beisitzerin
Christian Ayer	Richter-Beisitzer
Mary-Lise Bapst	Richterin-Beisitzerin
Raymond Baraké	Richter-Beisitzer
Judith Berger	Richterin-Beisitzerin
Pierre Bossart	Richter-Beisitzer
René Bossel	Richter-Beisitzer
Daniel Bovet	Richter-Beisitzer
Hélène Cudré-Mauroux	Richterin-Beisitzerin
Caroline De Buman	Richterin-Beisitzerin
Colette Défago	Richterin-Beisitzerin
Caroline Dénervaud	Richterin-Beisitzerin
Marianne Dey-Raemy	Richterin-Beisitzerin
Yolande Flury-Morard	Richterin-Beisitzerin
Christine Frehner	Richterin-Beisitzerin
Nicolas Gisler	Richter-Beisitzer

Richter/innen-Beisitzer/innen	
Agnès Hayoz	Richterin-Beisitzerin
Catherine Hayoz	Richterin-Beisitzerin und Ersatzrichterin des Mietgerichts
Christiane King-Perroulaz	Richterin-Beisitzerin
Jean-Marc Kuhn	Richter-Beisitzer
Sébastien Roch	Richter-Beisitzer
Brigitte Steinauer	Richterin-Beisitzerin
Pierre-André Tissot	Richter-Beisitzer
Annegret Weidling	Richterin-Beisitzerin
David Brugger	Richter des Arbeitsgerichts
Chantal Clément Hayoz	Richterin des Arbeitsgerichts
Patrick Dénervaud	Richter des Arbeitsgerichts
Marc Fischer	Richter des Arbeitsgerichts
Jean-Jacques Marti	Richter des Arbeitsgerichts
Karin Rudaz	Richterin des Arbeitsgerichts
Pierre-André Charrière	Richter des Arbeitsgerichts
Christian Brique	fest angestellter Richter des Mietgerichts
Pierre Wicht	fest angestellter Richter des Mietgerichts
Christian Aebischer	Ersatzrichter des Mietgerichts
Roxane Casazza	Ersatzrichterin des Mietgerichts
Caroline Wiman	Ersatzrichterin des Mietgerichts

2016 wurde das Gesamtgericht von Stéphane Raemy präsiert; Vizepräsident war Benoit Chassot. Am 1. Januar 2016 wurde José Rodriguez zum Präsidenten am Bezirksgericht Saane ernannt. Er trat sein Amt als Präsident des Strafgerichts und des Arbeitsgerichts am 1. August 2016 an.

2017 wird Benoit Chassot Präsident und Laurent Schneuwly Vizepräsident sein.

2016 beendete Richter-Beisitzer Daniel Bovet seine Tätigkeit, und diejenige von René Bossel ging zu Ende. Leider erlag Richter-Beisitzer Pierre Bossart seiner Krankheit. Das Gericht entbietet ihnen seinen aufrichtigen Dank für ihre Arbeit im Dienst der Freiburger Gerichtsbarkeit bei unserem Gericht. Als Ersatz hat der Grosse Rat Richter-Beisitzer Guy Schorderet gewählt. Das Gericht heisst ihn herzlich willkommen und wünscht ihm viel Erfolg in seiner neuen Tätigkeit.

3.1.3.1.2. Zusammensetzung der Gerichtsschreiberei und des Sekretariats

Am 31. Dezember 2016:

Vollzeitäquivalente	VZÄ
Total VZÄ juristisches Personal	12,75
Total VZÄ nichtjuristisches Personal	16

Am 1. Januar 2016 war Präsident Nicolas Ayer noch immer arbeitsunfähig. Die drei anderen Strafgerichtspräsidenten übernahmen seine Fälle vom 1. Januar 2016 bis 1. Februar 2016. Am 1. Februar 2016 trat Michel Morel, der vom Justizrat für 6 Monate, d. h. bis 31. Juli 2016, ad hoc ernannt wurde, sein Amt an.

Der Ad-hoc-Präsident übernahm keine neuen Fälle, so dass diese bis 31. Juli 2016 unter den drei Präsidenten Alain Gautschi, Benoît Chassot und Jean-Marc Sallin aufgeteilt wurden.

Am 1. August 2016 trat Präsident José Rodriguez als Nachfolger von Präsident Nicolas Ayer sein Amt an.

Bei den Gerichtsschreiberinnen gab es folgende Änderungen:

Vom 1. Februar 2016 bis 31. Juli 2016 waren Valentine Moschini und Virginie Sonney zu je 50 % als Gerichtsschreiberinnen von Ad-hoc-Präsident Michel Morel angestellt. Seit dem 1. August 2016 sind sie beide Gerichtsschreiberinnen zu je 50 % von Präsident José Rodriguez.

Vom 1. Januar 2016 bis 31. Juli 2016 setzte Yasemin Bayhan ihre Stellvertretung für Marlène Collaud, Gerichtsschreiberin zu 50 % von Präsident Jean-Marc Sallin, fort.

Marlène Collaud trat am 31. Juli 2016 zurück, um das Amt der Präsidentin der gerichtsunabhängigen Einheit anzutreten.

Vom 1. Januar 2016 bis 31. Juli 2016 hatte Adeline Corpataux den Status einer frei zuteilbaren Gerichtsschreiberin zu je 25 % für die Präsidenten Michel Morel, Benoît Chassot und Jean-Marc Sallin inne. Am 1. August 2016 folgte sie auf Marlène Collaud und amtiert seither als Gerichtsschreiberin zu 50 % von Zivilgerichtspräsident Laurent Schneuwly und zu 50 % von Präsident Jean-Marc Sallin.

Seit dem 1. August 2016 amtiert Nadège Héritier, als Nachfolgerin von Adeline Corpataux, als frei zuteilbare Gerichtsschreiberin zu 85 %, d. h. 60 % für Präsident Benoît Chassot und 25 % für Präsident Jean-Marc Sallin.

Am 1. August 2016 hat Karine Devaud, Gerichtsschreiberin zu 70 % von Präsident Benoît Chassot, ihren Beschäftigungsgrad auf 60 % verringert.

Bei den Sekretärinnen gab es folgende Änderungen:

Sophie Magnin, Sekretärin zu 100 % von Präsident Jean-Marc Sallin, war vom 12. Juli 2016 bis 12. Dezember 2016 im Mutterschaftsurlaub. Sie wurde durch Charlotte Buergy ersetzt.

Am 12. Dezember 2016 verringerte Sophie Magnin ihren Beschäftigungsgrad auf 60 %; die restlichen 40 % übernahm Charlotte Buergy.

Die Amtsübernahme am 1. August 2016 von Präsident José Rodriguez führte zu folgenden Änderungen:

Anne-Caroline Demierre (bisher Sekretärin von Präsident Nicolas Ayer) wird ab 1. August 2016 Sekretärin zu 100 % von Präsident Benoît Chassot, und Margot Philipona (bisher Sekretärin von Präsident Benoît Chassot) wird Sekretärin zu 100 % von Präsident José Rodriguez.

Präsident Gautschi verfügt über 150 % Gerichtsschreiberstellen (100 % für das Wirtschaftsstrafgericht und die französischsprachigen Straffälle und 50 % für die deutschsprachigen Zivil- und Straffälle). Er verfügt seit 1. April 2014 über einen deutschsprachigen Gerichtsschreiber-Praktikanten für die deutschsprachigen Fälle des Wirtschaftsstrafgerichts, des Bezirksgerichts Saane und des Arbeitsgerichts. Das Arbeitsgericht wird von Caroline Gauch präsidiert.

Danièle Cretegy, Sekretärin von Präsident Gautschi, erhöhte ihren Tätigkeitsgrad bis 31. Dezember 2016 von 80 % auf 100 %. Am 1. Januar 2017 konnte ihr Tätigkeitsgrad definitiv auf 100 % erhöht werden.

Da Präsident José Rodriguez sein Amt am 1. August 2016 antrat, wurde die Chefgerichtsschreiber-Stelle ad interim zu 50 % von Özgür Imrak, Gerichtsschreiber zu 50 % von Zivilgerichtspräsident Stéphane Raemy, besetzt. Am 5. September 2016 trat die neue Chefgerichtsschreiberin Christelle Almeida Borges ihr Amt an.

In der Buchhaltungsabteilung war Emilie Mauron, Sekretärin-Buchhalterin zu 100 %, vom 15. November 2015 bis 10. April 2016 im Mutterschaftsurlaub. Nach ihrer Rückkehr verringerte sie ihren Tätigkeitsgrad auf 50 %.

Beim Zivilgerichtssekretariat war Chantal Margueron, Sekretärin zu 100 % von Präsident Stéphane Raemy, krankheitsbedingt vom 9. September bis 4. Dezember 2016 abwesend. Am 5. Dezember 2016 nahm sie ihre Arbeit zu 50 % wieder auf.

3.1.3.1.3. Räumlichkeiten

Da die Sicherheit des Gerichtsgebäudes mangelhaft ist, fanden 2016 mehrere Sitzungen mit dem Hochbauamt statt, in denen die Sicherheitsbedürfnisse festgelegt wurden. Die erforderlichen Arbeiten wurden von einem Architekturbüro, das vom Hochbauamt beauftragt worden war, festgehalten und voranschlagt. Die Arbeiten sollten im Februar 2017 beginnen.

3.1.3.2. Gerichtstätigkeit

3.1.3.2.1. Im Allgemeinen (Arbeitslast usw.)

2016 waren beim Zivilgericht des Saanebezirks und bei den Präsidenten 3676 Fälle eingetragen, etwa gleich viele wie in den letzten Jahren. Die Arbeitslast jedes Präsidenten ist also weiterhin beträchtlich. In der Tat, wenn man berücksichtigt, dass Präsident Pascal Terrapon rund 30 % seines Sitzungsjournals nur für Zivilfälle einsetzt und dass der Rest arbeitsrechtliche und mietrechtliche Fälle betrifft, war 2016 die Zahl der eingetragenen Fälle für die Präsidenten des Zivilgerichts des Saanebezirks durchschnittlich 855 (3676: 4,30 VZÄ). Für denselben Zeitraum lässt sich feststellen, dass die Zahl der Entscheide des Zivilgerichts des Saanebezirks und der Präsidenten 3623 beträgt, d. h. durchschnittlich 842 pro Magistratsperson. Unabhängig von der Zahl der im Laufe des Jahres nicht behandelten Fälle (durchschnittlich 12 pro Präsident) stellt man fest, dass die Fälle immer komplexer werden. Das rührt nicht nur vom Baurecht, sondern auch vom Gesellschafts- und Bankrecht her. Wie in den vergangenen Jahren bereits erwähnt, ist die Arbeitslast pro Magistratsperson erheblich, so dass Urteile in besonders komplexen Fällen auf ihre Redaktion warten. Wenn die Behandlung der Fälle in für eine gesunde und gute Rechtsprechung annehmbaren Fristen geschehen soll, ist eine redaktionelle Verstärkung aktuell, dringend und unabdingbar. Es braucht mindestens eine 100 %-Stelle für eine zusätzliche Gerichtsschreiberin oder einen zusätzlichen Gerichtsschreiber, wenn Verspätungen zum Schaden der Rechtssuchenden verhindert werden sollen.

2016 erhielt das Strafgericht des Saanebezirks Dossiers von 69 Personen zur Beurteilung durch das Strafgericht (66 auf Französisch / 3 auf Deutsch) (2015: 81 Personen) und von 350 Personen zur Beurteilung durch den Polizeirichter (329 auf Französisch / 21 auf Deutsch) (2015: 338 Personen). Seit dem 1. Juli 2015 kann der Polizeirichter Haftstrafen bis zu 18 Monate aussprechen. Dadurch ist die Zahl der bedeutenden Angelegenheiten beim Polizeirichter angestiegen; es handelt sich vor allem um Angelegenheiten, mit denen sich vor der Änderung das Gericht befasste.

3.1.3.2.2. Zivilverfahren (Präsident, Gericht, Vormundschaft, Arbeits- und Mietgericht, Betreibungen und Konkurse)

Die Präsidenten des Zivilgerichts des Saanebezirks beziehen sich auf die beiliegende Statistik und äussern einen Vorbehalt, was die Zuteilung der «Gegenstände der Urteile» nach Rubriken der Statistikdokumente betrifft. Da es um die Gesamtlast sowohl der eingetragenen als auch der erledigten Fälle geht, ist es angezeigt, sich auf das zu beziehen, was weiter oben unter 1.1.1.2.1. zusammengetragen wurde.

Was die Schlichtungsverfahren gemäss Artikel 197ff. ZPO betrifft, führten von den 242 im Jahr 2016 erledigten Verfahren 50 zu einer Einigung (Art. 208 ZPO), 91 zu einer Klagebewilligung (Art. 209 ZPO), 10 zu einem Urteilsvorschlag (Art. 210 ZPO), 30 zu Entscheiden (Art. 212 ZPO), und 61 waren unzulässig oder wurden zurückgezogen.

2016 gingen beim Mietgericht 208 neue Fälle ein (163 für den Präsidenten, 45 für das Gericht). Der Bestand an hängigen Fällen am 31. Dezember 2016 hat von 83 auf 79 Einheiten abgenommen. Allerdings bleibt diese Rechtsprechung überlastet, zumal der beauftragte Magistrat auch ein Drittel der Arbeitsrechtsfälle und ein Drittel der Fälle eines ordentlichen Zivilrichters erledigt.

Dem Arbeitsgericht wurden 220 neue Fälle zugeteilt (179 für den Präsidenten, 41 für das Gericht). Der Bestand an hängigen Fällen am 31. Dezember 2016 hat von 88 auf 108 Einheiten zugenommen.

3.1.3.2.3. Strafverfahren (Polizeirichter, Strafgericht)

2016 beurteilten die Polizeirichter 361 Personen (334 auf Französisch / 27 auf Deutsch). Am 1. Januar 2017 betrafen die von Polizeirichtern zu beurteilenden Fälle 149 Personen (145 auf Französisch / 4 auf Deutsch) (2015: 327 Personen).

2016 beurteilte das Strafgericht des Saanebezirks 68 Personen (64 auf Französisch / 4 auf Deutsch). Am 1. Januar 2017 betrafen die vom Strafgericht zu beurteilenden Fälle 30 Personen (29 auf Französisch / 1 auf Deutsch) (2015: 72 Personen).

3.1.3.2.4. Verhältnis zu den Behörden, Rechtsanwältinnen und Rechtsanwälten und anderen Beteiligten

Das Verhältnis zu den übrigen Behörden ist allgemein gut, ja sogar sehr gut. Zum Verhältnis zu den Rechtsanwältinnen und Rechtsanwälten und anderen Beteiligten gibt es keine besondere Bemerkung.

3.1.3.3. Weiterbildung

Die besuchten Ausbildungen wurden auf den Ad-hoc-Formularen gemeldet. Das Personal der Gerichtsschreiberei kam ebenfalls in den Genuss von Weiterbildungskursen und -seminaren.

3.1.3.4. Verschiedenes (Vorschläge Gesetzesänderungen, Informatik usw.)

Das Gericht hat keine besonderen Bemerkungen.

3.1.4. Bezirksgericht Sense

3.1.4.1. Zusammensetzung und Räumlichkeiten

3.1.4.1.1. Zusammensetzung des Gerichts (ausschliesslich Richter/innen, inkl. Beisitzer/innen)

Berufsrichter/innen		
Vorname/Name	Funktion	VZE
Dr. Reinold Raemy	Gerichtspräsident	100
Peter Rentsch	Gerichtspräsident	100
Pascale Vaucher Mauron	Präsidentin Mietgericht	10
Seraina Rohner Stulz	Präsidentin Arbeitsgericht	10
Total Vollzeitäquivalenzen VZE		

Beisitzer/innen (nebenberuflich)	
Vorname/Name	Funktion
Robert Aeberhard	Straf- und Zivilgericht
Gabriel Aebischer	Straf- und Zivilgericht
Martha Bürgisser	Straf- und Zivilgericht
Dominique Chappuis Waeber	Straf-, Zivil- und Arbeitsgericht
Aldo Fasel	Straf- und Zivilgericht
Monika Grossrieder	Straf- und Zivilgericht
Guido Jungo	Straf- und Zivilgericht
Marianne Portmann	Straf- und Zivilgericht
Thomas Reidy	Straf- und Zivilgericht
Bruno Schwaller	Straf- und Zivilgericht
Myriam Sturny	Straf- und Zivilgericht
Ruth Waeber-Hayoz	Straf- und Zivilgericht
Erika Schneider	Mietgericht
Jean-Louis Jungo	Mietgericht
Gilberte Schär	Mietgericht
Verena Loembe	Mietgericht
Ivo Hubmann	Mietgericht
Susanne Genner	Mietgericht
Norbert Vonlanthen	Arbeitsgericht
Irène Marquet-Brügger	Arbeitsgericht
Pascal Rappo	Arbeitsgericht
Anton Ruffieux	Arbeitsgericht
Urs Maurer	Arbeitsgericht

3.1.4.1.2. Zusammensetzung der Gerichtsschreiberei und des Sekretariats

Vollzeitäquivalenzen	VZE
Total VZE Mitarbeiter/innen mit juristischer Ausbildung	405
Total VZE Mitarbeiter/innen ohne juristische Ausbildung	350

Bei den Gerichtsschreiber/innen hat sich nichts geändert.

Die Praktikanten/innen-Stellen hatten im Jahr 2016 Gaëlle Waeber (1. Oktober 2015 bis 31. März 2016), Jessica Magdalena Meer (1. April bis 30. September 2016), Christoph Hirschi (1. Juli bis 31. Dezember 2016) und Valentin Vonlanthen (1. Oktober 2016 bis 31. März 2016) inne. Bei den Mitarbeiter/innen mit juristischer Ausbildung wurden auch die Praktikanten/innen berücksichtigt.

3.1.4.1.3. Räumlichkeiten

Diesbezüglich gab es im Jahr 2016 keine Änderungen.

3.1.4.2. Gerichtstätigkeit

3.1.4.2.1. Allgemeines (Arbeitslast allgemein usw.)

Gerichtspräsident Peter Rentsch führte 2016 in administrativen Angelegenheiten den Vorsitz (Art. 21 JG). Die Gerichtspräsidenten teilten die Arbeit - abgesehen davon, dass Peter Rentsch zusammen mit Seraina Rohner Stulz das Arbeits- und Reinold Raemy zusammen mit Pascale Vaucher Mauron das Mietgericht betreuen - weiterhin nach praktischen Gesichtspunkten auf, d.h. sie teilen ihre Tätigkeit nicht nach Sachgebieten auf, sondern jeder Richter ist grundsätzlich in allen Bereichen tätig. Die Dossiers werden nach dem Zufallsprinzip aufgeteilt, wobei der Kanzlei der Schlüssel 50:50 vorgegeben wird.

Die Arbeitslast blieb hoch, konnte indessen im Wesentlichen bewältigt werden. Peter Rentsch hat am Gericht des Greyerzbezirks (deutschsprachige Fälle) insgesamt 6 Fälle als Präsident Zivilgericht und 2 Fälle als Polizeirichter erledigt. Am Saanegericht hat Peter Rentsch einen Fall als Präsident Zivilgericht erledigt und in 2 Wirtschaftsgerichtsfällen das Verfahren eingestellt. Reinold Raemy wurde im Berichtsjahr als Stellvertreter der Präsidenten des Zwangsmassnahmengerichts in einem Fall beigezogen (Aufwand gesamthaft etwa ein Arbeitstag).

3.1.4.2.2. Zivilsachen (Präsident, Gericht, Vormundschaft, Arbeits- und Mietgericht, Betreibungen und Konkurs).

Im Jahr 2016 gingen insgesamt 915 Zivilangelegenheiten ein (2012: 937, 2013: 819, 2014: 899, 2015: 852), davon 22 Mietangelegenheiten in Murten. 861 Verfahren konnten abgeschlossen werden (2012: 895, 2013: 939; 2014: 907; 2015: 816), wobei 24 in Murten erledigte Mietsachen berücksichtigt sind. Die Zahl 861 bezieht sich auf die ein Verfahren abschliessenden Entscheide; alle übrigen Entscheide, wie zum Beispiel Sistierungen, Entscheide betreffend Expertisen und andere Zwischenentscheide, werden nicht erfasst.

Die Mietgerichtsangelegenheiten wurden weiterhin grundsätzlich nach dem Ort des Mietgegenstandes zwischen Tafers und Murten aufgeteilt. Die Dossiers werden von der jeweiligen Gerichtsschreiberei administrativ behandelt (Eintragung im Rodel, Archivierung).

Beizufügen ist, dass im Jahr 2016 62 Scheidungsentscheide (2011: 95, 2012: 98, 2013: 78, 2014: 69; 2015: 72) gefällt wurden. Kostenlisten in Zivilsachen wurden nicht separat festgesetzt (2012: 71, 2013: 65, 2014: 40; 2015: 6), sondern die Festsetzung der Parteientschädigungen und der Entschädigungen der amtlichen Rechtsbeistände erfolgt im Sachentscheid. Es fanden 35 Kinderanhörungen (2011: 28, 2012: 26, 2013: 28, 2014: 41; 2015: 22) statt, die von Gerichtsschreiberin Vaucher Mauron durchgeführt wurden, wobei oftmals mehrere Kinder zusammen angehört wurden.

Zu den Angaben in der Statistik können folgende ergänzenden Erklärungen abgegeben werden:

Die Präsidenten des Arbeitsgerichts erledigten insgesamt 22 Angelegenheiten, wovon 16 im Schlichtungsverfahren.

Bei der Statistik zur Mietgerichtsbarkeit ist zu beachten, dass die Mietgerichtsangelegenheiten seit dem 1. Januar 2013 nur noch von demjenigen Gericht administrativ erfasst werden, welches den Fall auch behandelt. Die vor diesem Zeitpunkt eingegangenen und in Murten behandelten Fälle wurden jeweils in den Systemen beider Gerichte erfasst. Bis zum Abschluss all dieser Fälle - zurzeit ist in Murten noch eine Angelegenheit vor dem Mietgericht hängig, welche auch in Tafers administrativ erfasst ist - wird es zu Überschneidungen in den Tribuna-Statistiken kommen.

Es wurden 71 Schlichtungsverhandlungen durchgeführt, wobei diese wie folgt erledigt wurden: Entscheide gemäss Art. 212 ZPO: 10, Nichteintreten: 2, Streitabstand: 2, Vergleich/Versöhnung: 14, Gegenstandslos oder andere Gründe: 3, Klagerückzüge: 11, Klagebewilligungen: 27, Urteilsvorschlag angenommen: 1, Überweisung an andere Behörde: 1. Diese Zahlen umfassen auch die Schlichtungsverfahren im Arbeitsrecht, welche in der Statistik (Präsident Zivilgericht, Formular 2) nicht erfasst sind.

3.1.4.2.3. Strafsachen (Polizeirichter/in, Strafgericht)

Insgesamt gingen 104 Strafsachen ein (2012: 98, 2013: 84, 2014: 86; 2015:81)), 86 Angelegenheiten wurden erledigt (2012: 102, 2013: 99, 2014: 83; 2015: 82). In diesen Zahlen sind auch drei eingegangene Angelegenheiten berücksichtigt, welche durch den Präsidenten des Strafgerichts (Instanz 60) behandelt wurden und in der Statistik nicht erfasst sind. Es wurde keine Kostenliste in Strafsachen separat festgesetzt (2012: 6, 2013: 9, 2014: 5, 2015:1), da die Entschädigungen auch in den Strafverfahren im Sachentscheid festgesetzt wird.

3.1.4.2.4. Verhältnis zu den Behörden, den Rechtsanwälten und weiteren Beteiligten

Die Beziehungen zu den Behörden und den Anwälten sind gut.

Das Kantonsgericht inspizierte das Bezirksgericht am 20. September 2016.

3.1.4.3. Ausbildung

Die Gerichtspräsidenten und Gerichtsschreiberinnen nahmen an Weiterbildungsveranstaltungen teil. Es wird auf die Meldeblätter verwiesen.

3.1.4.4. Verschiedenes (Vorschläge Gesetzesänderungen, Informatik usw.)

Keine Bemerkungen.

3.1.5. Bezirksgericht Greyerz

3.1.5.1. Zusammensetzung und Räumlichkeiten

3.1.5.1.1. Zusammensetzung des Gerichts (nur Richter/innen und Richter/innen-Beisitzer/innen)

2016 amtierte Präsidentin Claudia Dey Gremaud als Präsidentin für Verwaltungsangelegenheiten und Frédérique Bütikofer Repond als Vizepräsidentin. 2017 wird Frédérique Bütikofer Repond Präsidentin und Philippe Vallet Vizepräsident sein.

Am 31. Mai 2016 trat Richter-Beisitzer Jean-Paul Glasson zurück. Er wurde durch Joseph Geinoz ersetzt. Zudem wurde Richter-Beisitzer René Grandjean pensioniert und auf 1. Januar 2017 durch Patrice Morand ersetzt.

Berufsrichter/innen		
Vorname / Name	Funktion	VZÄ
Frédérique Buetikofer Repond	Präsidentin	0,5
Claudia Dey Gremaud	Präsidentin	1
Camille Perroud Sugnaux	Präsidentin	0,5
Philippe Vallet	Präsident	1
Nicolas Oberson	Präsident des Arbeitsgerichts	0,1
Total Vollzeitäquivalente VZÄ		3,1

Richter/innen-Beisitzer/innen		
Vorname / Name	Funktion	
Philippe Barras	Beisitzer	
Jacqueline Brodard	Beisitzerin	
Maguy Brülhart	Beisitzerin	
Michel Castella	Beisitzer	
Emeric Descloux	Beisitzer	
Colette Dupasquier	Beisitzerin	
Nicole Fragnière-Morard	Beisitzerin	
Josiane Galley	Beisitzerin	
Joseph Geinoz	Beisitzer	
Stéphane Giller	Beisitzer	
Anne Morand	Beisitzerin	
Patrice Morand	Beisitzer	
Jean-Pierre Repond	Beisitzer	
Claudia Romanens	Beisitzerin	
Philippe Clément	Beisitzer am Arbeitsgericht, Arbeitgeber	
Daniel Magnin	Beisitzer am Arbeitsgericht, Arbeitnehmer	
Yolande Progin	Beisitzerin am Arbeitsgericht, Arbeitgeber	
Annick Remy	Beisitzerin am Arbeitsgericht, Arbeitgeber	
Raymond Remy	Beisitzer am Arbeitsgericht, Arbeitnehmer	
Pierre Rouiller	Beisitzer am Arbeitsgericht, Arbeitnehmer	
Marc Delabays	Beisitzer am Mietgericht, Eigentümer	

Richter/innen-Beisitzer/innen		
Justine	Dumas	Beisitzerin am Mietgericht, Mieter
André	Magne	Beisitzer am Mietgericht, Eigentümer
Sandra	Martins	Beisitzerin am Mietgericht, Mieter
Noëlle	Perroud	Beisitzerin am Mietgericht, Eigentümer
Valentina	Scazzari	Beisitzerin am Mietgericht, Mieter

3.1.5.1.2. Zusammensetzung der Gerichtsschreiberei und des Sekretariats

Vollzeitäquivalente	VZÄ
Total VZÄ juristisches Personal , davon	3,9
<i>Chefgerichtsschreiber</i>	0,9
<i>Gerichtsschreiber/innen erster Instanz</i>	3,0
Total VZÄ nichtjuristisches Personal	5,6

Die Zahl der VZÄ beim Personal der Gerichtsschreiberei hat sich 2016 nicht verändert. Seit 1. Dezember 2016 ist allerdings Präsident Michel Morel als Ad-hoc-Richter zu 30 % für unsere Behörde tätig. Er wurde vom Justizrat für 6 Monate ernannt. Ihm steht ein Gerichtsschreiber zur Seite.

Das Gericht wird zudem immer von zwei Gerichtsschreiber-Praktikanten unterstützt, die grundsätzlich für 6 Monate angestellt werden.

3.1.5.1.3. Räumlichkeiten

Wir sind mit unseren Räumlichkeiten sehr zufrieden, auch wenn noch einige Einstellungen bei der Heizung und bei der Luftfeuchtigkeit vorgenommen werden müssen.

3.1.5.2. Gerichtstätigkeit

3.1.5.2.1. Im Allgemeinen (Arbeitslast usw.)

Seit vielen Jahren ist die Arbeitsbelastung des gesamten Gerichtspersonals äusserst hoch. Die gegenwärtige Situation ist unbefriedigend, und man kann davon ausgehen, dass die Gesundheit des Gerichtspersonals wegen des Dauerstressses gefährdet ist.

3.1.5.2.2. Zivilverfahren (Präsident, Gericht, Arbeits- und Mietgericht, Betreibungen und Konkurse)

s. Statistik.

Im Jahr 2016 haben die Präsidenten des Zivilgerichts und des Arbeitsgerichts 128 Schlichtungsverfahren (Art. 197 ff. ZPO) erledigt. Es handelt sich um 47 Schlichtungsgesuche, 51 ausgestellte Klagebewilligungen, 4 angenommene Urteilsvorschläge, 2 endgültige und rechtskräftige Urteile und 24 aus anderen Gründen erledigte Fälle, z. B. wegen des Rückzugs der Klage, wegen Unzulässigkeit usw.

3.1.5.2.3. Strafverfahren (Polizeirichter, Strafgericht)

s. Statistik.

3.1.5.2.4. Verhältnis zu den Behörden, Rechtsanwältinnen und Rechtsanwälten und anderen Beteiligten

Im Allgemeinen ist das Verhältnis zu den Anwältinnen und Anwälten und zu den übrigen Behörden gut.

3.1.5.3. Weiterbildung

Die besuchten Ausbildungen wurden auf den Ad-hoc-Formularen gemeldet.

3.1.5.4. Verschiedenes (Vorschläge Gesetzesänderungen, Informatik usw.)

Das Sekretariat des Gerichts muss zahlreiche Auskünfte erteilen, sowohl am Telefon als auch direkt am Schalter der Gerichtsschreiberei. Die Rechtsuchenden fragen oft, an wen sie schreiben müssen und wie sie dies tun sollen, oder stellen Rechtsfragen. Gegenwärtig lautet die häufigste Antwort, dass das Gericht den Fragestellern keine Rechtsauskunft geben kann, was unbefriedigend ist. Die Arbeit des Sekretariats und der Gerichtsschreiberei könnte wesentlich erleichtert werden, wenn die Website der Gerichtsbehörden besser organisiert und breiter abgestützt wäre, wie dies etwa in den Kantonen Genf, Waadt und Bern der Fall ist, und die Rechtsuchenden auf diese Website verwiesen würden. Es wäre auch interessant, wenn jede Gerichtsbehörde auf ihre eigene Website zugreifen könnte und dort Informationen für die Öffentlichkeit, insbesondere die Öffnungszeiten und die Daten der Anhörungen/Sitzungen, veröffentlichen könnte, wie es z. B. der Kanton Bern macht. Die Website könnte auch allgemeine Informationen über die Gerichtsverfahren enthalten, etwa materielle und örtliche Zuständigkeit, Prozesssprache sowie Verfahren in Ehesachen, Rechtsgrundsätze der elterlichen Sorge, des Besuchs- und Sorgerechts usw. (s. entspr. Website des Kantons Genf) und regelmässig aktualisierte Antragsformulare, z. B. für die unentgeltliche Rechtspflege. Gegenwärtig ist die Website der freiburgischen Gerichtsbehörden ungenügend. Ein Management der Gerichtsbehörden auf Kantonsebene wäre zur Lösung dieses Problems wünschenswert. In der Tat kostet ein besser informierter Rechtsuchender die Behörde weniger Zeit und ist weniger frustriert wegen der Komplexität der Verfahren.

3.1.6. Bezirksgericht See

3.1.6.1. Zusammensetzung und Räumlichkeiten

3.1.6.1.1. Zusammensetzung des Gerichts (nur Richter/innen und Richter/innen-Beisitzer/innen)

Berufsrichter/innen		
Vorname / Name	Funktion	VZÄ
Markus Ducret	Präsident	1
Sandrine Schaller Walker	Präsidentin	0,5
Peter Stoller	Präsident des Arbeitsgerichts	0,1
Total Vollzeitäquivalente VZÄ		1,6

Präsidentin Sandrine Schaller Walker war 2016 verantwortliche Präsidentin für Verwaltungsangelegenheiten.

Richter/innen-Beisitzer/innen	
Vorname / Name	Funktion
Brigitte Bauer	Richter/in-Beisitzer/in am Bezirksgericht
Nicole Chuard	idem
Eric Delley	idem
Miriam Deuble	idem
Roger Folly	idem
Andreas von Kaenel	idem
Anne Kleinewefers Lehner	idem
Cilette Marchand	idem
Frédéric Plancherel	idem
Thomas Schick	idem
Daniel Zinder	idem
Susanne Genner	Richter/in-Beisitzer/in am Mietgericht
Ivo Hubmann	idem
Jean-Louis Jungo	idem
Verena Loembe	idem
Gilberte Schär-Demont	idem
Erika Schnyder	idem
Anne-Marie Coopt	Richter/in-Beisitzer/in am Arbeitsgericht
Manfred Meyer	idem
Christian Pillonel	idem
Bruno Schwander	idem
Eliane Weber	idem
Philipp Wieland	idem

3.1.6.1.2. Zusammensetzung der Gerichtsschreiberei und des Sekretariats

Vollzeitäquivalente	VZÄ
Total VZÄ juristisches Personal	1,8
Total VZÄ nichtjuristisches Personal	2,9

Das Gericht nahm ausserdem vier Gerichtsschreiber-Praktikantinnen und -Praktikanten für jeweils sechs Monate auf.

Das Bezirksgericht See war konfrontiert mit einer Absenz wegen Krankheit einer Sekretärin, die ab dem Monat Oktober 2016 für die Dauer von mehreren Monaten vollständig arbeitsunfähig war. Ab Dezember konnte mit Hilfe der RAV eine Ersatzlösung geschaffen werden.

3.1.6.1.3. Räumlichkeiten

Keine besondere Bemerkung

3.1.6.2. Gerichtstätigkeit

3.1.6.2.1. Im Allgemeinen (Arbeitslast usw.)

Während des Jahres 2016 hatte das Bezirksgericht See weiterhin eine sehr bedeutende Arbeitslast, auch wenn die Zahl der eingetragenen Dossiers im Vergleich zu den Jahren 2014 und 2015, die besonders intensiv waren, leicht abgenommen hat. Diese leichte Abnahme der Zahl der Dossiers betrifft insbesondere die Betreibungs- und Konkursverfahren und hatte deshalb nur eine begrenzte Auswirkung auf die gesamte Arbeitslast des Gerichts.

3.1.6.2.2. Zivilverfahren (Präsident, Gericht, Vormundschaft, Arbeits- und Mietgericht, Betreibungen und Konkurse)

Zivilgericht:

Im Jahr 2016 (*im Vergleich zu 2015*), hat das Zivilgericht 47 neue Angelegenheiten registriert (*2015=46*), davon 25 auf Deutsch (*2015 = 24*). Im Verlauf des Jahres wurden 36 Angelegenheiten (*2015=37*), davon 26 auf Deutsch, erledigt.

Am 31. Dezember 2016 waren 63 Angelegenheiten (*2015=46*), davon 33 auf Deutsch, noch vor dem Zivilgericht hängig. 9 Angelegenheiten wurden vor dem 31. Dezember 2014 im Verzeichnis eingetragen.

Präsident des Zivilgerichts :

Vor dem Zivilgerichtspräsidenten wurden 776 Angelegenheiten (*2015=822*) vor dem 31. Dezember 2016 im Verzeichnis eingetragen, davon 483 (*2015=468*) auf Deutsch. Im Verlauf des Jahres 2016 wurden 765 Angelegenheiten (*2015=852*) erledigt. 180 Angelegenheiten sind weiterhin im Verzeichnis eingetragen, 101 davon auf Deutsch.

Von den im Jahr 2016 erledigten Verfahren fielen 393 (*2015=461*) unter das Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz. Es gab namentlich 207 Rechtsöffnungsverfahren und 119 Konkurse.

73 Schlichtungsverfahren wurden 2016 erledigt, davon 55 auf Deutsch, 47 Klagebewilligungen wurden gewährt, 2 Urteilsvorschläge und 2 Urteile wurden ausgesprochen. 9 Verfahren wurden durch eine Transaktion beglichen, und 14 wurden auf andere Weise erledigt (namentlich Rückzug des Gesuchs).

Arbeitsgericht:

Vor dem Arbeitsgerichtspräsidenten wurden 33 neue Angelegenheiten (2015=50) im Verzeichnis eingetragen, davon 23 auf Deutsch. Die Präsidenten haben 41 Angelegenheiten behandelt (30 Angelegenheiten wurden mit Schlichtung erledigt). Am 31. Dezember 2016 waren 12 Angelegenheiten hängig (2015=14).

Vor dem Arbeitsgericht wurden 7 neue Angelegenheiten (2015=11) eröffnet, davon 4 auf Deutsch. 8 Angelegenheiten (2015=8) wurden erledigt. Am 31. Dezember 2016 waren 6 Verfahren hängig (2015=8).

Mietgericht:

Vor dem Mietgerichtspräsidenten wurden 15 neue Angelegenheiten ins Verzeichnis eingetragen, davon 11 auf Deutsch. 16 Urteile wurden gefällt, es bleibt eine hängige Angelegenheit am 31. Dezember 2016.

Im Verlauf des Jahres 2016 wurden 7 neue Angelegenheiten, davon 5 auf Deutsch, ins Verzeichnis des Mietgerichts eingetragen, das 8 Urteile gefällt hat (davon 5 auf Deutsch). Am 31. Dezember 2016 waren 7 Angelegenheiten hängig.

Die übrigen Angelegenheiten, für welche die Mietgerichte Sense und See zuständig sind, werden an das Bezirksgericht Sense weitergeleitet.

3.1.6.2.3. Strafverfahren (Polizeirichter, Strafgericht)**Polizeirichter:**

2016 wurden 120 neue Angelegenheiten (2015=129) eingetragen: 53 Einsprachen gegen Strafbefehle des Oberamtmanns, 47 Einsprachen gegen Strafbefehle der Staatsanwaltschaft, 19 direkte Rückweisungen und 1 Umwandlung einer Busse in eine Freiheitsstrafe. Die Polizeirichter erledigten 125 Fälle (2015=130). Am 31. Dezember 2016 waren noch 40 Angelegenheiten im Verzeichnis eingetragen.

Strafgericht:

16 neue Angelegenheiten wurden eingetragen (2015=14). Im Verlauf dieses Jahres beurteilte das Strafgericht 13 Personen (2015=17). Am 31. Dezember 2016 warteten noch 10 Beschuldigte auf ein Urteil.

3.1.6.2.4. Verhältnis zu den Behörden, Rechtsanwältinnen und Rechtsanwälten und anderen Beteiligten

Keine Bemerkung

3.1.6.3. Weiterbildung

Die Präsidenten und die Gerichtsschreiber haben Weiterbildungskurse besucht. Die besuchten Ausbildungen wurden auf den Ad-hoc-Formularen gemeldet.

3.1.6.4. Verschiedenes (Vorschläge Gesetzesänderungen, Informatik usw.)

Keine Bemerkung.

3.1.7. Bezirksgericht Glane

3.1.7.1. Zusammensetzung und Räumlichkeiten

3.1.7.1.1. Zusammensetzung des Gerichts (nur Richter/innen und Richter/innen-Beisitzer/innen)

Berufsrichter/innen		
Vorname / Name	Funktion	VZÄ
Grégoire Bovet	Präsident	1
Jacques Menoud	Präsident des Arbeitsgerichts	0,1
Total Vollzeitäquivalente VZÄ		

Richter/innen-Beisitzer/innen	
Vorname / Name	Funktion
Guillaume Favre	Beisitzer
Philippe Pache	Beisitzer
Astrid Oberson	Beisitzerin
Jean-François Bard	Beisitzer
Marlène Cornu	Beisitzerin
Claudine Matthey	Beisitzerin
Astrid Bichsel-Zeindl	Beisitzerin
Heinz Krattinger	Beisitzer
Vincent Brodard	Beisitzer
Louis Magnin	Beisitzer
Michel Pittet	Beisitzer
Bernard Ropraz	Beisitzer
Daniel Lüthi	Beisitzer
Jean-François Vuagniaux	Beisitzer
José Gremaud	Beisitzer
André Magne	Beisitzer
Marc Delabays	Beisitzer
Noëlle Perroud	Beisitzerin
Sandra Martins	Beisitzerin
Justine Dumas	Beisitzerin

3.1.7.1.2. Zusammensetzung der Gerichtsschreiberei und des Sekretariats

Vollzeitäquivalente	VZÄ
Total VZÄ juristisches Personal	1,2
Total VZÄ nichtjuristisches Personal	1,5

Der Gerichtsschreiberei gehören ein Präsident, ein Chefgerichtsschreiber zu 90 %, eine Gerichtsschreiber-Adjunktin zu 30 %, ein Gerichtsschreiber-Praktikant, eine Sekretärin zu 90 %, eine Sekretärin-Buchhalterin zu 60 % und eine Lernende an.

3.1.7.1.3. Räumlichkeiten

Die Räumlichkeiten geben zu keinerlei Beanstandung Anlass.

3.1.7.2. Gerichtstätigkeit

3.1.7.2.1. Im Allgemeinen (Arbeitslast usw.)

Die Arbeitsbelastung ist hoch.

3.1.7.2.2. Zivilverfahren (Präsident, Gericht, Vormundschaft, Arbeits- und Mietgericht, Betreibungen und Konkurse)

2016 hat der Gerichtspräsident 50 Schlichtungsversuche unternommen. Mit folgendem Erfolg:

Einigungen:	25
Klagebewilligungen:	19
angenommene Urteilsvorschläge	3
übrige	3

2016 hat der Arbeitsgerichtspräsident 24 Schlichtungsversuche unternommen. Mit folgendem Erfolg:

Einigungen:	15
Klagebewilligungen:	3
angenommene Urteilsvorschläge	2
übrige	4

3.1.7.2.3. Strafverfahren (Polizeirichter, Strafgericht)

Die Strafsachen können innerhalb nützlicher Frist erledigt werden. Alles Übrige s. Statistik.

3.1.7.2.4. Verhältnis zu den Behörden, Rechtsanwältinnen und Rechtsanwälten und anderen Beteiligten

Im Allgemeinen ist das Verhältnis zu den Anwältinnen und Anwälten gut.

3.1.7.3. Weiterbildung

Die besuchten Ausbildungen wurden auf dem Ad-hoc-Formular gemeldet.

3.1.7.4. Verschiedenes (Vorschläge Gesetzesänderungen, Informatik usw.)

Nichts zu verzeichnen.

3.1.8. Bezirksgericht Broye

3.1.8.1. Zusammensetzung und Räumlichkeiten

3.1.8.1.1. Zusammensetzung des Gerichts (nur Richter/innen und Richter/innen-Beisitzer/innen)

In den Jahresberichten der letzten Jahre wurde immer wieder auf die massive Überlastung des Bezirksgerichts Broye hingewiesen. Die stellvertretende Ad-hoc-Präsidentin Marlène Collaud, die bereits vom 1. November 2014 bis 31. Mai 2015 im Rahmen der Entlastungsmassnahmen des Justizrats für unser Gericht gearbeitet hatte, wurde vom Justizrat in derselben Funktion zu 100 % für die Zeit vom 1. Januar 2016 bis 31. Mai 2016 wieder unserem Gericht zugeteilt. Anschliessend wählte der Grosse Rat Marlène Collaud zur vollzeitlichen gerichtsunabhängigen Richterin. Als solche arbeitete sie von Juli bis Ende September 2016 ausschliesslich für das Bezirksgericht Broye. Sie hatte ihren Sitz in Estavayer-le-Lac; in der Folge entlastete sie unser Gericht noch punktuell und arbeitete daneben für andere Gerichtsbehörden des Kantons. Im Oktober 2016 bezog sie ihre Räumlichkeiten in Freiburg. Michel Morel, ehemaliger Präsident des Bezirksgerichts Glane, wurde ebenfalls für sechs Monate zum stellvertretenden Ad-hoc-Präsidenten ernannt; er befasst sich hauptsächlich mit Schlichtungen. Er übt dieses Amt für unser Gericht seit Dezember 2016 zu 30 % aus; zur Hauptsache ist er Polizeirichter.

Diese willkommenen Aushilfen in Kombination mit einem grossen Einsatz der amtierenden Präsidenten erlaubten es dem Bezirksgericht Broye, dem beträchtlichen Arbeitsvolumen zu trotzen. Schliesslich wurden unserem Gericht als Antwort auf seine Eingabe vom 10. März 2015 auf den 1. Januar 2017 zwei ordentliche Stellen bewilligt, ½ VZÄ Präsident/in und ½ VZÄ Gerichtsschreiber/in. Dank dieser Aufstockung und mit allen bisherigen Anstrengungen sollte sich die Situation des Gerichts normalisieren. Die unterzeichneten Präsidenten danken an dieser Stelle dem Justizrat für seine Unterstützung und Hilfe während all dieser schwierigen Jahre.

Bei den Beisitzerinnen und Beisitzern gibt es keine Änderungen zu verzeichnen.

Berufsrichter/innen		
Vorname / Name	Funktion	VZÄ
Jean-Benoît Meuwly	Präsident	1
Sonia Bulliard Grosset	Präsidentin	0,5
Christian Esseiva	Präsident	0,1
Total Vollzeitäquivalente VZÄ		1,6

Richter/innen-Beisitzer/innen	
Vorname / Name	Funktion
Maurice Bourqui	Beisitzer
Martine Corminbœuf	Beisitzerin
Gabriel Dougoud	Beisitzer
Francis Duruz	Beisitzer
Nicolas Emery	Beisitzer
Micheline Guerry	Beisitzerin
Carine Haenni	Beisitzerin
Claude Jabornigg	Beisitzer
Francis Marchand	Beisitzer
Annelise Moser	Beisitzerin
Monique Pedroli	Beisitzerin
Claire-Lise Sudan	Beisitzerin
François Berchier	Beisitzer am Arbeitsgericht, Arbeitgebervertreter
Frédéric Gross	Beisitzer am Arbeitsgericht, Arbeitgebervertreter
Francis Michel	Beisitzer am Arbeitsgericht, Arbeitgebervertreter
Yvan Corminbœuf	Beisitzer am Arbeitsgericht, Arbeitnehmervertreter
Hans Krebs	Beisitzer am Arbeitsgericht, Arbeitnehmervertreter
Christian Müller	Beisitzer am Arbeitsgericht, Arbeitnehmervertreter

3.1.8.1.2. Zusammensetzung der Gerichtsschreiberei und des Sekretariats

Beim Verwaltungspersonal gab es 2016 keine Änderung.

Infolge zweier langfristiger Arbeitsunfähigkeiten, eine der beiden wegen Schwangerschaft, hat das Bezirksgericht Broye Laure Andrey ab 12. Dezember 2016 als stellvertretende Sekretärin zu 50 % angestellt. Schliesslich wurde Justine Carnal, Sekretärin zu 80 %, am 1. Oktober 2016 offiziell als Mitarbeiterin des öffentlichen Diensts des Staates Freiburg anerkannt.

Vier Gerichtsschreiberinnen-Praktikantinnen wurden im Rahmen ihrer Anwaltsausbildung angestellt: Doriane Baettig bis 31. März 2016, Fanny Emery, vom 1. März bis 31. Juli 2016, Alexandra Cottier, vom 1. April bis 31. Dezember 2016, und Valentine Delarze ab Oktober 2016.

Die Gerichtsschreiberei zählt 2,4 VZÄ, verteilt auf drei Personen; mitgezählt ist die Stelle des Chefgerichtsschreibers (90 %). Für das Sekretariat und die Buchhaltung stehen 4 Personen insgesamt 2,8 VZÄ zur Verfügung; dazu kommt eine Lernende (Jessica Guillet).

Vollzeitäquivalente	VZÄ
Total VZÄ juristisches Personal	2,4
Total VZÄ nichtjuristisches Personal	2,8

3.1.8.1.3. *Räumlichkeiten*

Hier haben wir nichts Spezielles zu bemerken, ausser der Tatsache, dass der einzige Saal des Gerichts sehr stark, eigentlich fast immer, ausgelastet war. Dies lag an der grossen Zahl an Sitzungen und erlaubte nur geringe Flexibilität bei der Agenda der Präsidenten. Mit der Ankunft eines neuen Präsidenten und eines neuen Gerichtsschreibers im Jahr 2017 werden die Räumlichkeiten offensichtlich zu eng, und es stellt sich in naher Zukunft ernsthaft die Frage nach einer Erweiterung oder einem Umzug des Gerichts.

3.1.8.2. *Gerichtstätigkeit*

3.1.8.2.1. *Im Allgemeinen (Arbeitslast usw.)*

Insgesamt blieb die Arbeitslast des Gerichts mit seinem Personalbestand (s. Ziff. 1.1.1.1.2) sehr hoch, auch wenn sie im Vergleich mit den Vorjahren etwas tiefer erscheint (die Fälle der richterunabhängigen Richterin, die vom 1. Juli bis 30. September 2016 zu 100 % für das Bezirksgericht Broye arbeitete, wurden nicht mitgezählt). So waren die Entlastungsmassnahmen durch den Justizrat und die Schaffung der Stellen für 2017 (s. Ziff. 1.1.1.1.1.) vollauf gerechtfertigt. 1264 eingetragene Angelegenheiten im Jahr 2016 (2015: 1319; 2014: 1300; 2013: 1343; 2012: 1289; 2011: 1195; 2010: 1117). Die Fälle wurden im gleichen Masse erledigt: 1259 Entscheide (2015: 1324; 2014: 1319; 2013: 1246; 2012: 1298; 2011: 1146; 2010: 1132). Dank der intensiven Arbeit des gesamten Gerichts und der Hilfe der Ad-hoc-Präsidenten Marlène Collaud und Michel Morel konnte die Zahl der hängigen Fälle Ende 2016 auf 340 (299 Zivilfälle, davon 72 in der Zuständigkeit des Gerichts, und 41 Straffälle, davon 2 für das Gericht) verringert werden (2015: 379; 2014: 381; 2013: 423; 2012: 319).

Im Zivilbereich ist die Gesamtzahl der neuen Fälle zurückgegangen, befindet sich aber noch immer auf einem sehr hohen Niveau. So lässt sich feststellen, dass am 31. Dezember 2016 trotz guter Erledigung 72 Fälle in der Zuständigkeit des Gerichts hängig sind; es handelt sich um Fälle des Eherechts und des Baurechts (Werkverträge, definitives gesetzliches Grundpfandrecht), die oft komplex und zeitraubend sind. Regelrecht explodiert ist die Zahl der eingetragenen Straffälle, die sogar den Rekordwert von 2013 übertrifft. Diese Zunahme betrifft die Fälle, für die der Polizeirichter zuständig ist.

Es sei klargestellt, dass diese statistischen Angaben 2016 die Tätigkeit von Ad-hoc-Präsidentin Marlène Collaud, die sich hauptsächlich den Straffällen widmete, nur bis 30. Juni 2016 berücksichtigen. Die erledigten Fälle im Dezember 2016 von Ad-hoc-Präsident Michel Morel sind ebenfalls mitgezählt. Damit wird klar, dass die vorliegende Statistik nur einen Teil der Straffälle-Last des Bezirksgerichts Broye ausweist.

3.1.8.2.2. *Zivilverfahren (Präsident, Gericht, Vormundschaft, Arbeits- und Mietgericht, Betreibungen und Konkurse)*

Allgemein

Die Gesamtzahl der zivilen Fälle, die vor dem Zivilgericht und seinem Präsidenten eröffnet wurden, betrug 1131 (2015: 1224; 2014: 1178; 2013: 1224; 2012: 1171; 2011: 1098; 2010: 1003).

Die Zahl der Entscheide betrug 1176 (2015: 1211; 2014: 1202; 2013: 1131; 2012: 1199; 2011: 1015; 2010: 1028).

In dieser Statistik sind alle behandelten zivilen Angelegenheiten, auch die arbeitsgerichtlichen Angelegenheiten sowie diejenigen, welche die Mietverträge und das SchKG betreffen, enthalten. Unter den Ziffern 1.1.1.2.2.4 bis 1.1.1.2.2.6 wird die Statistik nach Bereichen aufgeschlüsselt.

Zivilgericht

Eingetragene Angelegenheiten: 46 (2015: 71; 2014: 74; 2013: 41; 2012: 65)

Erledigte Angelegenheiten: 55 (2015: 68; 2014: 57; 2013: 43; 2012: 87)

In dieser Statistik sind die mietrechtlichen Angelegenheiten nicht enthalten.

Präsident des Zivilgerichts

Eingetragene Angelegenheiten: 461 (2015: 541; 2014: 502; 2013: 572; 2012: 483)

Erledigte Angelegenheiten: 526 (2015: 530; 2014: 532; 2013: 508; 2012: 490)

In dieser Statistik sind die Angelegenheiten aus den Bereichen Schuldbetreibung und Konkurs, Arbeitsgericht sowie Miete (Ausweisung) nicht enthalten.

Von den 58 Schlichtungsverfahren führten 16 zu einem Ausgleich, 9 zu einem Entscheid, 14 zu einem anderen Entscheid (Unzulässigkeit, Rückzug usw.) und 19 zu einer Klagebewilligung. Das heisst, dass nur jeder dritte Fall nach dem Schlichtungsverfahren weitergeführt wurde.

Schuldbetreibung und Konkurs

Die Zahl der Angelegenheiten im Zusammenhang mit SchKG-Streitfällen bleibt auf hohem Niveau, hat jedoch gegenüber den Vorjahren leicht abgenommen. 2016 wurden 562 Angelegenheiten eingetragen (2015: 537; 2014: 552; 2013: 557; 2012: 496; 2011: 466 und 2010: 493). 2016 wurden 523 Angelegenheiten erledigt (2015: 542; 2014: 565; 2013: 512; 2012: 515; 2011: 452 und 2010: 494).

Arbeitsgericht

Nach einer starken Zunahme im Jahr 2015 bewegte sich die Zahl der eingetragenen Fälle 2016 wieder auf durchschnittlichem Niveau: 35 neue Angelegenheiten im Jahr 2016 (31 vor dem Präsidenten und 4 vor dem Gericht) (2015: 50; 2014: 34; 2013: 37; 2012: 81; 2011: 36 und 2010: 28). Im selben Zeitraum wurden 35 Angelegenheiten erledigt (2015: 49; 2014: 31; 2013: 49; 2012: 64; 2011: 35 und 2010: 26).

Stellvertreter des Präsidenten des Mietgerichts

Die Zahl der eingetragenen Ausweisungsanträge hielt sich 2016 auf hohem Niveau, ohne jedoch den Rekordstand von 2012 zu erreichen: 27 (2015: 25; 2014: 16; 2013: 17; 2012: 37 und 2011: 20). 27 Angelegenheiten wurden erledigt (2015: 22; 2014: 18; 2013: 19 und 2012: 32).

3.1.8.2.3. Strafverfahren (Polizeirichter, Strafgericht)

2016 beläuft sich die Gesamtzahl der neu eingetragenen Straffälle auf 128, für die der Polizeirichter und der Präsident des Strafgerichts zuständig sind (unentgeltliche Rechtspflege) (2015: 83; 2014: 100; 2013: 119; 2012: 95; 2011: 92 und 2010: 100), und auf 5 Fälle, für die das Strafgericht zuständig ist (2015: 12; 2014: 22; 2013: 14; 2012: 23; 2011: 5 und 2010: 12), was insgesamt 133 Angelegenheiten ergibt (2015: 95; 2014: 122; 2013: 133; 2012: 118; 2011: 97 und 2010: 112).

83 Straffälle wurden erledigt (2015: 113; 2014: 117; 2013: 115; 2012: 99; 2011: 109 und 2010: 101). Für 76 (einschliesslich 3 Entscheide über unentgeltliche Rechtshilfe) waren der Polizeirichter und der Gerichtspräsident (2015: 97; 2014: 95; 2013: 97; 2012: 85; 2011: 99 und 2010: 92) und für 7 das Strafgericht (2015: 16; 2014: 22; 2013: 18; 2012: 14; 2011: 10 und 2010: 11) zuständig.

Es sei noch bemerkt, dass aus der aktuellen Statistik weder die 14 wegen Unzulässigkeit, Rückweisung an den Untersuchungsrichter oder Weiterleitung an eine andere Behörde erledigten Angelegenheiten noch die Urteile nach einem Gesuch um Gewährung der unentgeltlichen Rechtspflege noch die seit 1. Juli 2016 von der gerichtsunabhängigen Richterin erledigten Fälle hervorgehen.

3.1.8.2.4. Verhältnis zu den Behörden, Rechtsanwältinnen und Rechtsanwälten und anderen Beteiligten

Nichts zu vermerken.

3.1.8.3. Weiterbildung

Am 8. November 2016 nahm Präsidentin Bulliard Grosset an einem von der Universität Genf organisierten Weiterbildungstag über Familienrecht, an dem es vor allem um die berufliche Vorsorge ging, teil (1 Tag). Sie nahm ebenfalls am Weiterbildungstag des Freiburger Anwaltsverbands vom 2. Dezember 2016 teil (1 Tag).

Wie in den vergangenen Jahren hielt Präsident Meuwly am 20. Mai 2016 einen Vortrag zum Thema «Der Unterhalt des Kindes bei verheirateten und bei unverheirateten Paaren», der von der Weiterbildungsstelle der Universität Freiburg im Rahmen des Tages zum Thema «Das Schicksal des Kindes im Scheidungsrecht» organisiert wurde. Insbesondere ging es um die Änderungen bei der Regelung der Unterhaltsbeiträge ab 1. Januar 2017 (1 Tag). Er nahm auch am Tag des Strassenverkehrsrechts (24. Juni 2016) und an einem Weiterbildungstag der Universität Neuenburg (4. November 2016), speziell über die Neuerungen des Familienrechts, teil (2 Tage). Er nahm ebenfalls am Weiterbildungstag des Freiburger Anwaltsverbands vom 2. Dezember 2016 teil (1 Tag).

Alle Mitarbeitenden des Gerichts besuchten im Rahmen der beruflichen Weiterbildung verschiedene Kurse und Fachseminare.

3.1.8.4. Verschiedenes (Vorschläge Gesetzesänderungen, Informatik usw.)

Nichts zu vermerken.

3.1.9. Bezirksgericht Vivisbach

3.1.9.1. Zusammensetzung und Räumlichkeiten

3.1.9.1.1. Zusammensetzung des Gerichts (nur Richter/innen und Richter/innen-Beisitzer/innen)

Berufsrichter/innen		
Vorname / Name	Funktion	VZÄ
Pascal L'Homme	Präsident	1
Total Vollzeitäquivalente VZÄ		1

Richter/innen-Beisitzer/innen	
Vorname / Name	Funktion
François Pilloud	Gericht
Yvette Jolliet	Gericht
Michel Savoy	Gericht
Jeannick Cardinaux	Gericht
Claudine Aebischer	Gericht
Roland Dumoulin	Gericht
Stéphane Broillet	Gericht
Guy-Pierre Ducrot	Gericht
Catherine Mossier	Gericht
Caroline Perroud	Gericht
Anita Genoud	Gericht
Jean-Bernard Jaquet	Gericht
Pascal Emonet	Arbeitsgericht/Arbeitgeber
Fabienne Tâche	Arbeitsgericht/Arbeitnehmer
Eric Maillard	Arbeitsgericht/Arbeitgeber
Laurent Gabriel	Arbeitsgericht/Arbeitnehmer
Antonio-Elviro Soares	Arbeitsgericht/Arbeitnehmer
Daniel Jamain	Arbeitsgericht/Arbeitgeber
André Magne	Mietgericht/Eigentümer
Sandra Martin	Mietgericht/Mieter
Justine Dumas	Mietgericht/Mieter
Noëlle Perroud	Mietgericht/Eigentümer
Marc Delabays	Mietgericht/Eigentümer
José Gremaud	Mietgericht/Mieter

Das Zivil- und das Strafgericht tagen aufgrund der steigenden Kompetenzen der Einzelrichter immer weniger. Die Beisitzerinnen und Beisitzer beklagen sich manchmal darüber. Dennoch scheint es passend, 12 Beisitzerinnen und Beisitzer beizubehalten, um Ausstände zu vermeiden und um eine paritätische Zusammensetzung des Gerichts in gewissen Angelegenheiten zu erlauben (Ehesachen oder sexuelle Handlungen).

3.1.9.1.2. Zusammensetzung der Gerichtsschreiberei und des Sekretariats

Vollzeitäquivalente	VZÄ
Total VZÄ juristisches Personal	1,5
Total VZÄ nichtjuristisches Personal	1,5

Eric Boschung ist am 31. Mai 2016, nach 38 guten und verlässlichen Dienstjahren, in den wohlverdienten Ruhestand getreten. Er wurde durch Romain Lang ersetzt, der ausgebildeter Anwalt ist und der, wie alle anderen Mitglieder des Personals, seine Arbeit trotz manchmal schwerer Arbeitsbedingungen zu vollster Zufriedenheit ausführt (s. folgendes K.).

3.1.9.1.3. Räumlichkeiten

Diese sind sehr klein, insbesondere das Büro der Sekretäre und das der Gerichtsschreiberin-Adjunktin, das auch als Bibliothek und Sitzungssaal genutzt wird. Es ist uns ausserdem nicht möglich, Praktikanten oder Lehrlinge auszubilden, da uns der Platz dazu fehlt.

3.1.9.2. Gerichtstätigkeit

3.1.9.2.1. Im Allgemeinen (Arbeitslast usw.)

Die Arbeitslast wird regelmässig grösser, jedoch muss das Gericht dank eines kompetenten und motivierten Personals keine bedeutenden Verspätungen bei der Bearbeitung der Dossiers in Kauf nehmen. Es ist dem Präsidenten hingegen nicht mehr möglich, andere Gerichte zu unterstützen, mit Ausnahme einiger Angelegenheiten des Bezirksgerichts Glane, in welchen Präsident Bovet Vertreter einer der Parteien war.

3.1.9.2.2. Zivilverfahren (Präsident, Gericht, Vormundschaft, Arbeits- und Mietgericht, Betreibungen und Konkurse)

Es sei auf die Statistiken verwiesen.

3.1.9.2.3. Strafverfahren (Polizeirichter, Strafgericht)

Es sei auf die Statistiken verwiesen.

3.1.9.2.4. Verhältnis zu den Behörden, Rechtsanwältinnen und Rechtsanwälten und anderen Beteiligten

Keine besondere Bemerkung. Die Verhältnisse sind insgesamt gut.

3.1.9.3. Weiterbildung

Die besuchten Ausbildungen wurden auf den Ad-hoc-Formularen gemeldet.

3.1.9.4. Verschiedenes (Vorschläge Gesetzesänderungen, Informatik usw.)

Keine besondere Bemerkung.

3.1.10. Wirtschaftsstrafgericht

3.1.10.1. Zusammensetzung und Räumlichkeiten

3.1.10.1.1. Zusammensetzung des Gerichts (nur Richter/innen und Richter/innen-Beisitzer/innen)

Berufsrichter/innen		
Vorname / Name	Funktion	VZÄ
Alain Gautschi	Präsident des Wirtschaftsstrafgerichts	100 %
Total Vollzeitäquivalente VZÄ		1

Richter/innen-Beisitzer/innen	
Vorname / Name	Funktion
Dominique Corminboeuf	Richter beim Wirtschaftsstrafgericht
Joseph Denervaud	Richter beim Wirtschaftsstrafgericht
Marie-Madeleine Descloux	Richterin beim Wirtschaftsstrafgericht
Marie-Christine Dorand	Richterin beim Wirtschaftsstrafgericht
Alexandre Dumas	Richter beim Wirtschaftsstrafgericht
Stéphane Gmünder	Richter beim Wirtschaftsstrafgericht
Jean-Daniel Grand	Richter beim Wirtschaftsstrafgericht
Per (Armin) Imesch	Richter beim Wirtschaftsstrafgericht
Laurent Jacot	Richter beim Wirtschaftsstrafgericht
Bernard Loup	Richter beim Wirtschaftsstrafgericht
Gisela Marty	Richterin beim Wirtschaftsstrafgericht
Nicole Moret	Richterin beim Wirtschaftsstrafgericht
Jean-Louis Progin	Richter beim Wirtschaftsstrafgericht
Thierry Schmid	Richter beim Wirtschaftsstrafgericht
Oswald Udry	Richter beim Wirtschaftsstrafgericht
Daniel Unternährer	Richter beim Wirtschaftsstrafgericht
Thierry Vial	Richter beim Wirtschaftsstrafgericht
Andreas Zbinden	Richter beim Wirtschaftsstrafgericht

Nach dem Rücktritt des stellvertretenden Präsidenten ist diese Stelle immer noch offen. Wiederholt wurde verlangt, dass diese Stelle mit einer zweisprachigen Magistratsperson besetzt werde, da das Wirtschaftsstrafgericht ein kantonales Gericht erster Instanz ist, das sowohl Angelegenheiten auf Deutsch als auch auf Französisch beurteilt.

3.1.10.1.2. *Zusammensetzung der Gerichtsschreiberei und des Sekretariats*

Vollzeitäquivalente	VZÄ
Total VZÄ juristisches Personal	1,50
Total VZÄ nichtjuristisches Personal	1

Fabienne Cajoux, Gerichtsschreiberin, Inhaberin des Anwaltspatents, zu 100 % seit dem 1. Juni 2001, zu meiner Verfügung seit 1. September 2010.

Caroline Gauch, Inhaberin des Anwaltspatents und Doktor der Rechtswissenschaften, seit dem 1. Januar 2012, zu 50 % beim Bezirksgericht Saane und beim Wirtschaftsstrafgericht, für die deutschsprachigen Sachen. Caroline Gauch wirkt zudem zu 10 % als Präsidentin des Arbeitsgerichts.

Danièle Creteigny, Sekretärin, arbeitet seit 1. Januar 1999 zu 100 % beim Wirtschaftsstrafgericht. Ihr Beschäftigungsgrad konnte von 80 % auf 100 % erhöht werden, allerdings nur bis Ende 2016. Ab 1. Januar 2017 konnte ihr Tätigkeitsgrad definitiv auf 100 % erhöht werden.

Seit 1. April 2014 steht ein deutschsprachiger Gerichtsschreiber-Praktikant für die deutschsprachigen Fälle des Wirtschaftsstrafgerichts, des Bezirksgerichts Saane und des Arbeitsgerichts zur Verfügung.

3.1.10.1.3. *Räumlichkeiten*

Da das Wirtschaftsstrafgericht administrativ dem Bezirksgericht Saane zugewiesen ist, befinden sich seine Räumlichkeiten am Sitz des Bezirksgerichts Saane, Route des Arsenaux 17, in Freiburg. Es sei darauf hingewiesen, dass diese angemessen sind und vollkommen der Tätigkeit und den Bedürfnissen des Wirtschaftsstrafgerichts entsprechen. Allerdings stellt die Sicherheit immer noch ein Problem dar.

3.1.10.2. *Gerichtstätigkeit*

3.1.10.2.1. *Im Allgemeinen (Arbeitslast usw.)*

Trotz des Einsatzes aller Mitglieder des Wirtschaftsstrafgerichts hat die Arbeitslast zugenommen.

2016 tagte das Wirtschaftsgericht wie folgt:

- > 1 Sitzung im Juni 2016 mit einer Beschuldigten
- > 1 Sitzung im Juli 2016 mit einem Beschuldigten (der Entscheid wird später gefällt)
- > 1 Prozess im September 2016 mit zwei Beschuldigten
- > 1 Sitzung im September 2016 mit einem Beschuldigten (der Entscheid wird später gefällt)

3.1.10.2.2. *Angelegenheiten des Wirtschaftsstrafgerichts*

Bis heute sind noch 13 Angelegenheiten im Verzeichnis eingetragen: Vier wurden im Januar 2017 beurteilt, und die Urteile werden derzeit verfasst, eine wird im Februar 2017 beurteilt. Zwei Fälle befinden sich in den Händen von Präsident Peter Rentsch, nachdem der Unterzeichnende in den Ausstand getreten ist. In einer Angelegenheit muss über die Verwertung eines Objekts bzw. über eine teils beschlagnahmte Wohnung befunden werden. Dieser Fall wird im Laufe des Jahres 2017 behandelt.

3.1.10.2.3. *Verhältnis zu den Behörden, Rechtsanwältinnen und Rechtsanwälten und anderen Beteiligten*

Keine besonderen Bemerkungen.

3.1.10.3. *Weiterbildung*

Der Unterzeichnende hat 4 Kurstage bei der Stiftung für die Weiterbildung schweizerischer Richter in Gerzensee und bei der Schweizerischen Kriminalistischen Gesellschaft (SKG) in Vaduz besucht.

Caroline Gauch hat 3 Kurstage besucht (Kindesunterhalt und Vorsorgeausgleich, Olten; FAV, Freiburg; Arbeitsrecht, Zürich).

3.1.10.4. *Verschiedenes (Vorschläge Gesetzesänderungen, Informatik usw.)*

Der Präsident des Wirtschaftsstrafgerichts und das Personal unter Ziff. 1.1.1.1.2 stellen ebenfalls die Behandlung der ordentlichen Strafsachen des Saanebezirks (sowohl in der deutsch- als auch in der französischsprachigen Abteilung) und der deutschsprachigen Angelegenheiten des Zivilgerichts des Saanebezirks sicher. Deshalb sei darauf hingewiesen, dass das Gericht neben seiner Rolle als Wirtschaftsstrafgericht 6 Personen (davon 4 in deutscher Sprache) als Bezirksstrafgericht beurteilt und 41 Personen vor den Polizeirichter gebracht hat (davon 28 in deutscher Sprache). Schliesslich ergingen 33 Urteile in deutschsprachigen Sachen des Zivilgerichts des Saanebezirks.

3.2. Partie statistique / Statistischer Teil

3.2.1. Affaires civiles / Zivilverfahren

3.2.1.1. Tribunaux d'arrondissement / Bezirksgerichte

Tribunaux d'arrondissement Bezirksgerichte	Affaires inscrites au rôle/ Eingereichte Angelegenheiten	Affaires liquidées / Erledigte Angelegenheiten	Affaires en cours / Hängige Angelegenheiten	dont inscrites au rôle jusqu'au 31.12.2014/ davon bis 31.12.2014 eingereicht
Sarine / Saane	188 ¹⁾	198 ²⁾	219 ³⁾	45
Singine / Sense	47	36	39	5
Gruyère / Greyerz	84	66	133	41
Lac / See	47 ⁴⁾	36 ⁵⁾	63 ⁶⁾	9
Glâne / Glane	40	31	31	5
Broye / Broye	46	55	72	10
Veveyse / Vivisbach	28	31	46	19
Total	480	453	603	134

En 2015	436	420	560
En 2014	452	415	532
En 2013	356	426	497

(1) dont 3 en allemand / davon 3 auf Deutsch (2015: 6)

(2) dont 3 en allemand / davon 3 auf Deutsch (2015: 8)

(3) dont 7 en allemand / davon 7 auf Deutsch (2015: 7)

(4) dont 22 en français / davon 22 auf Französisch (2015: 22)

(5) dont 10 en français / davon 10 auf Französisch (2015: 10)

(6) dont 30 en français / davon 30 auf Französisch (2015: 19)

Objets des jugements rendus <i>Gegenstand der Entscheide</i>	Sarine <i>Saane</i>	Singine <i>Sense</i>	Gruyère <i>Greyerz</i>	Lac <i>See</i>	Glâne <i>Glane</i>	Broye <i>Broye</i>	Veveyse <i>Vivisbach</i>	Total
A. Code civil / <i>Zivilgesetzbuch</i>								
1. Droit des personnes / <i>Personenrecht</i>	0	0	0	0	0	2	0	2
2. Droit de la famille / <i>Familienrecht</i>								
a) divorce / <i>Scheidung</i>	104	13	37	16	16	31	12	229
b) modification de jugements de divorce / <i>Änderung von Scheidungsurteilen</i>	51	13	12	11	4	7	9	107
c) séparation de corps / <i>Trennung</i>	1	0	1	0	1	0	0	3
d) action en désaveu / <i>Anfechtungsklage</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
e) recherche en paternité / <i>Vaterschaftsklage</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
f) droit de la tutelle / <i>Vormundschaftsrecht</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
g) divers / <i>Verschiedenes</i>	8	0	2	0	2	1	0	13
3. Droit des successions / <i>Erbrecht</i>	3	3	0	0	2	3	2	13
4. Droits réels / <i>Sachenrecht</i>	8	2	3	0	0	5	1	19
B. Code des obligations / <i>Obligationenrecht</i>								
1. Actions résultant des contrats / <i>Klagen aus Vertrag</i>	10	4	8	4	3	4	3	36
2. Actions résultant d'actes illicites / <i>Klagen aus unerlaubter Handlung</i>	3	0	1	0	0	0	0	4
3. Droit des sociétés / <i>Gesellschaftsrecht</i>	1	1	0	1	0	0	3	6
4. Autres / <i>Andere</i>	1	0	0	0	1	0	0	2
C. Autres lois fédérales ou cantonales / <i>Andere eidgenössische oder kantonale Gesetze</i>	7	0	2	4	2	2	1	18
Total général / <i>Gesamttotal</i>	197	36	66	36	31	55	31	452

3.2.1.2. Présidents de tribunaux / Gerichtspräsidenten

Présidents de tribunaux Gerichtspräsidenten	Affaires inscrites au rôle/ Eingereichte Angelegenheiten	Affaires liquidées / Erledigte Angelegenheiten	Affaires en cours / Hängige Angelegenheiten	dont inscrites au rôle jusqu'au 31.12.2014/ davon bis 31.12.2014 eingereicht
Sarine / Saane	3'488 ¹⁾	3'416 ²⁾	754 ³⁾	32
Singine / Sense	794	743	211	0
Gruyère / Greyerz	1'511	1'484	354	20
Lac / See	776 ⁴⁾	765 ⁵⁾	180 ⁶⁾	1
Glâne / Glane	648	631	118	10
Broye / Broye	1'023	1'048	204	3
Veveyse / Vivisbach	526	538	80	6
Total	8'766	8'625	1'901	72

En 2015	8847	8864	1764
En 2014	9301	9119	1835
En 2013	8894	8984	1745

(1) dont 37 en allemand / davon 37 auf Deutsch (2015: 45)

(2) dont 31 en allemand / davon 31 auf Deutsch (2015: 55)

(3) dont 12 en allemand / davon 12 auf Deutsch (2015: 6)

(4) dont 293 en français / davon 293 auf Französisch (2015: 354)

(5) dont 289 en français / davon 289 auf Französisch (2015: 367)

(6) dont 79 en français / davon 79 auf Französisch (2015: 67)

Objets des jugements et ordonnances rendus <i>Gegenstand der ergangenen Entscheide und Verfügungen</i>	Sarine <i>Saane</i>	Singine <i>Sense</i>	Gruyère <i>Greyerz</i>	Lac <i>See</i>	Glâne <i>Glane</i>	Broye <i>Broye</i>	Veveyse <i>Vivisbach</i>	Total
1. Divorce sur requête commune avec accord complet / <i>Scheidung auf gemeinsames Begehren mit umfassender Einigung</i>	154	49	84	55	32	51	22	447
2. Séparation de corps sur requête commune avec accord complet / <i>Trennung auf gemeinsames Begehren mit umfassender Einigung</i>	1	0	2	1	0	0	1	5
3. Mesures protectrices de l'union conjugale et leur modification (art. 172 CC / ZGB) / <i>Eheschutzmassnahmen und deren Abänderung</i>	200	31	81	37	46	73	38	506
4. Affaires pécuniaires (art. 51 al. 1 let. a LJ/JG) / <i>Vermögensrechtliche Streitigkeiten</i>	83	8	35	24	13	21	13	197
5. Mesures provisionnelles et leur modification / <i>Vorsorgliche Massnahmen und deren Abänderung</i>	215	62	83	31	28	96	43	558
6. Inscription provisoire des hypothèques légales des entrepreneurs et artisans / <i>Vorläufige Eintragung von Pfandrechten der Handwerker und Unternehmer</i>	16	28	13	5	6	17	8	93
7. Décisions rendues en matière d'assistance judiciaire / <i>Entscheide betreffend die unentgeltliche Rechtspflege</i>	543	100	185	99	101	160	52	1240
8. Décisions rendues en vertu de la LELP / <i>Entscheide gestützt auf das EGSchKG</i>	1826	359	822	393	320	522	280	4522
a) Mainlevée / <i>Rechtsöffnung</i>	1034	197	474	207	198	324	172	2606
b) Annulation et suspension de la poursuite (art. 85 LP / <i>SchKG</i>) / <i>Richterliche Aufhebung oder Einstellung der Betreibung im summarischen Verfahren</i>	7	0	4	1	2	1	0	15
c) Action en constatation négative (art. 85a LP / <i>SchKG</i>) / <i>Negative Feststellungsklage</i>	1	0	1	2	0	0	1	5
d) Action en contestation de l'épuration de l'état de charges (art. 140 LP / <i>SchKG</i>) / <i>Bestreitung der Lastenbereinigung</i>	1	0	0	0	0	0	0	1

Objets des jugements et ordonnances rendus <i>Gegenstand der ergangenen Entscheide und Verfügungen</i>	Sarine <i>Saane</i>	Singine <i>Sense</i>	Gruyère <i>Greyerz</i>	Lac <i>See</i>	Glâne <i>Glane</i>	Broye <i>Broye</i>	Veveyse <i>Vivisbach</i>	Total
e) Contestation de l'état de collocation / <i>Klage auf Anfechtung des Kollokationsplans</i>	0	0	0	0	1	0	0	1
f) Ouverture de la faillite / <i>Konkurseröffnung</i>	396	81	187	119	66	120	46	1'015
g) Suspension de la faillite faute d'actif / <i>Einstellung des Konkursverfahrens mangels Aktiven</i>	111	14	41	23	20	24	12	245
h) Liquidation sommaire de la faillite / <i>Summarisches Konkursverfahren</i>	55	15	31	0	12	0	10	123
i) Décision relative au retour à meilleure fortune (art. 265a al. 1 et 3 LP <i>SchKG) / Entscheid über die Feststellung neuen Vermögens</i>	85	19	20	13	6	28	5	176
j) Action en constatation du retour ou non retour à meilleure fortune (art. 265a al. 4 LP / <i>SchKG) / Klage auf Bestreitung oder Feststellung des neuen Vermögens</i>	1	0	0	0	0	0	7	8
k) Clôture de la faillite / <i>Schluss des Konkursverfahrens</i>	73	29	40	15	6	14	22	199
l) Séquestre / Arrest	29	2	24	3	5	5	2	70
m) Sursis oncordataire / <i>Nachlassstundung</i>	29	2	0	0	2	1	2	36
n) Concordats homologués / <i>Bestätigte Nachlassverträge dont / davon</i>								
aa) Concordats-dividende (ordinaires) / <i>Ordentliche Nachlassverträge</i>	4	0	0	0	2	1	1	8
bb) Concordats par abandon d'actif / <i>Nachlassverträge mit Vermögensabtretung</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
o) Révocation du concordat / <i>Widerruf des Nachlassvertrags</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
p) Divers / <i>Verschiedenes</i>	0	0	0	10	0	5	0	15

Objets des jugements et ordonnances rendus <i>Gegenstand der ergangenen Entscheide und Verfügungen</i>	Sarine <i>Saane</i>	Singine <i>Sense</i>	Gruyère <i>Greyerz</i>	Lac <i>See</i>	Glâne <i>Glane</i>	Broye <i>Broye</i>	Veveyse <i>Vivisbach</i>	Total
9. Bénéfices d'inventaires / <i>Inventaraufnahmen</i>	14	0	0	0	0	0	0	14
10. Répudiation de successions / <i>Ausschlagung der Erbschaft</i>	0	0	0	0	0	0	10	10
11. Annulation de titres / <i>Aufhebung von Wertpapieren</i>	13	3	11	7	5	8	2	49
12. Commissions rogatoires / <i>Rechtshilfebegehren</i>	3	6	11	15	8	5	11	59
13. Exécution des jugements (art. 339 CPC/ <i>ZPO</i>) / <i>Urteilstvollstreckung</i>	3	11	1	3	0	0	2	20
14. Procédures de conciliation (art. 197ss CPC/ <i>ZPO</i>) / <i>Schlichtungsverfahren</i>	242	54	65	73	50	58	40	582
a) Transaction / <i>Einigung</i>	50	11	25	8	25	16	3	138
b) Autorisation de procéder / <i>Klagebewilligung</i>	91	23	20	47	19	19	25	244
c) Proposition de jugement / <i>Urteilsvorschlag</i>	10	1	3	2	3	0	5	24
d) Jugement / <i>Urteil</i>	30	0	1	2	3	9	1	46
e) Autres / <i>andere</i>	61	19	16	14	0	14	6	130
15. Divers / <i>Verschiedenes</i>	113	32	91	22	22	37	11	328
Total général / <i>Gesamttotal</i>	3'426	743	1'484	765	631	1'048	533	8'630

3.2.1.3. Juridiction des prud'hommes / Arbeitsgericht

Présidents des tribunaux des prud'hommes / Präsidenten der Arbeitsgerichte

Les Présidents des tribunaux des prud'hommes ont été saisis de 375 causes (2015: 402, 2014: 363, 2013: 314, 2012: 423, 2011: 348) qui se répartissent ainsi :

Bei den Präsidenten der Arbeitsgerichte wurden 375 Angelegenheiten eingereicht (2015: 402, 2014: 363, 2013: 314, 2012: 423, 2011: 348), die sich wie folgt aufteilen:

Arrondissements / Bezirke	Affaires pendantes au 01.01.2016 / per 01.01.2016 hängige Angelegenheiten	Nouvelles affaires inscrites au rôle / neu eingereichte Angelegenheiten	Jugements rendus / gefällte Urteile	Affaires liquidées par conciliation / abgeschlossene Fälle durch Versöhnungsverhandlung	Affaires pendantes au 31.12.2016 / per 31.12.2016 hängige Angelegenheiten
Sarine / Saane	55 ¹⁾	179 ²⁾	26 ³⁾	151 ⁴⁾	57
Singine / Sense	2	22	3	17	4
Gruyère / Greyerz	18	78	14	63	19
Lac / See	14 ⁵⁾	33 ⁶⁾	11 ⁷⁾	30 ⁸⁾	6
Glâne / Glane	9	19	0	15	4
Broye / Broye	4	31	7	26	2
Veveyse / Vivisbach	4	13	2	12	3
Total	106	375	63	314	95

(1) dont 0 en allemand / davon 0 auf Deutsch

(2) dont 3 en allemand / davon 3 auf Deutsch

(3) dont 0 en allemand / davon 0 auf Deutsch

(4) dont 3 en allemand / davon 3 auf Deutsch

(5) dont 4 en français / davon 4 auf Französisch

(6) dont 10 en français / davon 10 auf Französisch

(7) dont 3 en français / davon 3 auf Französisch

(8) dont 9 en français / davon 9 auf Französisch

Tribunaux des prud'hommes / *Arbeitsgerichte*

Elles ont été saisies de 79 causes (2015: 80, 2014 : 60, 2013: 58, 2012: 96, 2011: 59) qui se répartissent ainsi:

Es wurden 79 Angelegenheiten eingereicht (2015: 80, 2014: 60, 2013: 58, 2012: 96, 2011: 59), die sich wie folgt aufteilen:

Arrondissements / <i>Bezirke</i>	Affaires pendantes au 01.01.2016 / <i>per 01.01.2016 hängige Angelegenheiten</i>	Nouvelles affaires inscrites au rôle / <i>neu eingereichte Angelegenheiten</i>	Jugements rendus / <i>gefällte Urteile</i>	Affaires liquidées par conciliation / <i>abgeschlossene Fälle durch Versöhnungsverhandlung</i>	Affaires pendantes au 31.12.2016 / <i>per 31.12.2016 hängige Angelegenheiten</i>
Sarine / <i>Saane</i>	34 ¹⁾	41 ²⁾	24 ³⁾	0	51
Singine / <i>Sense</i>	4	4	2	0	6
Gruyère / <i>Greyerz</i>	23	21	14	0	30
Lac / <i>See</i>	7 ⁴⁾	7 ⁵⁾	8 ⁶⁾	0	6
Glâne / <i>Glane</i>	0	1	0	0	1
Broye / <i>Broye</i>	11	4	8	4	3
Veveyse / <i>Vivisbach</i>	7	1	4	0	4
Total	86	79	60	4	101

(1) dont 0 en allemand / *davon 0 auf Deutsch*

(2) dont 1 en allemand / *davon 1 auf Deutsch*

(3) dont 1 en allemand / *davon 1 auf Deutsch*

(5) dont 4 en français / *davon 4 auf Französisch*

(6) dont 3 en français / *davon 3 auf Französisch*

(7) dont 4 en français / *davon 4 auf Französisch*

3.2.1.4. Juridiction des baux / *Mietgerichtsbarkeit*

Présidents des tribunaux des baux / *Mietgerichtspräsidenten*

Les Présidents des tribunaux des baux ont été saisis de 306 causes (2015: 349, 2014 : 289, 2013: 294, 2012: 357, 2011: 335) qui se répartissent ainsi:

Bei den Mietgerichtspräsidenten wurden 306 Angelegenheiten eingereicht (2015: 349, 2014: 289, 2013: 294, 2012: 357, 2011: 335), die sich wie folgt aufteilen:

Arrondissements / <i>Bezirke</i>	Affaires pendantes au 01.01.2016 / <i>per 01.01.2016 hängige Angelegenheiten</i>	Nouvelles affaires inscrites au rôle / <i>neu eingereichte Angelegenheiten</i>	Jugements rendus / <i>gefällte Urteile</i>	Affaires pendantes au 31.12.2016 / <i>per 31.12.2016 hängige Angelegenheiten</i>
Sarine / <i>Saane</i>	38	163	167	34
Singine et Lac / <i>Sense und See</i>	6 ¹⁾	35 ²⁾	38 ³⁾	3
Gruyère, Glâne, Broye et Veveyse / <i>Greyerz, Glane, Broye und Vivisbach</i>	20	108	107	21
Total	64	306	312	58

(1) dont 1 en français / *davon 1 auf Französisch*

(2) dont 4 en français / *davon 4 auf Französisch*

(3) dont 5 en français / *davon 5 auf Französisch*

Tribunaux des baux / Mietgerichte

Ils ont été saisis de 94 causes (2015: 108, 2014 : 83, 2013: 121, 2012: 85, 2011: 82) qui se répartissent ainsi:

Es wurden 94 Angelegenheiten eingereicht (2015: 108, 2014: 83, 2013: 121, 2012: 85, 2011: 82), die sich wie folgt aufteilen:

Arrondissements / Bezirke	Affaires pendantes au 01.01.2016 / per 01.01.2016 hängige Angelegenheiten	Nouvelles affaires inscrites au rôle / neu eingereichte Angelegenheiten	Jugements rendus / gefällte Urteile	Affaires pendantes au 31.12.2016 / per 31.12.2016 hängige Angelegenheit
Sarine / Saane	44	45	44	45
Singine et Lac / Sense und See	19 ¹⁾	13 ²⁾	22 ³⁾	11
Gruyère, Glâne, Broye et Veveyse / Greyerz, Glane, Broye und Vivisbach	20	36	26	30
Total	83	94	92	86

(1) dont 3 en français / davon 3 auf Französisch

(2) dont 2 en français / davon 2 auf Französisch

(3) dont 3 en français / davon 3 auf Französisch

3.2.1.5. Assistance judiciaire / Unentgeltliche Rechtspflege

En matière civile / in Zivilsachen

Assistance judiciaire comprenant la dispense des frais judiciaires et des sûretés ainsi que la désignation d'un défenseur d'office <i>Unentgeltliche Rechtspflege, welche die Befreiung von den Gerichtskosten und der Leistung von Sicherheiten sowie die Bestellung eines amtlichen Rechtsbeistandes umfasst</i>				
Arrondissements / Bezirke	Octroi non subordonné au paiement d'une contribution mensuelle <i>Nicht von der Bezahlung eines monatlichen Beitrages abhängige Gewährung</i>	Octroi subordonné à un tel paiement <i>Von einer solchen Bezahlung abhängige Gewährung</i>	Refusée / Abweisung	Retirée / Rückzug
Sarine / Saane	412	3	26	4
Singine / Sense	64	0	14	5
Gruyère / Greyerz	144	0	5	1
Lac / See	71	1	9	6
Glâne / Glane	63	0	10	4
Broye / Broye	98	0	31	3
Veveyse / Vivisbach	40	4	0	0
Total	892	8	95	23

Assistance judiciaire comprenant la dispense des frais judiciaires et des sûretés <i>Unentgeltliche Rechtspflege, welche die Befreiung von den Gerichtskosten und der Leistung von Sicherheiten umfasst</i>				
Arrondissements <i>Bezirke</i>	Octroi non subordonné au paiement d'une contribution mensuelle <i>Nicht von der Bezahlung eines monatlichen Beitrages abhängige Gewährung</i>	Octroi subordonné à un tel paiement <i>Von einer solchen Bezahlung abhängige Gewährung</i>	Refusée <i>Abweisung</i>	Retirée <i>Rückzug</i>
Sarine / Saane	59	0	7	1
Singine / Sense	11	0	1	3
Gruyère / Greyerz	15	0	4	0
Lac / See	8	0	0	5
Glâne / Glane	22	0	0	2
Broye / Broye	17	0	3	0
Veveyse / Vivisbach	5	0	1	2
Total	137	0	16	13

3.2.2. Affaires pénales / Strafverfahren

3.2.2.1. Tribunaux pénaux d'arrondissement / Bezirksstrafgerichte

Nombre de personnes jugées: 130 (2015 : 167, 2014 : 140 ; 2013 : 132, 2012:131, 2011: 105). Les tribunaux pénaux d'arrondissement ont condamné 120 personnes à une peine privative de liberté et 12 personnes à une peine pécuniaire. 53 peines ont été assorties du sursis et 27 du sursis partiel. 16 mesures ont été prononcées. Les tribunaux ont infligé 54 amendes. 1 personne a été acquittée. Il n'y a eu aucune demande d'indemnité par des personnes acquittées.

Anzahl der abgeurteilten Personen: 130 (2015: 167, 2014 : 140 ; 2013: 132, 2012:131, 2011: 105). Die Bezirksstrafgerichte haben 120 Personen zu Freiheitsstrafen und 12 Personen zu einer Geldstrafe verurteilt. In 53 Fällen wurde der bedingte und in 27 Fällen der teilbedingte Strafvollzug gewährt. 16 Massnahmen wurden angeordnet. Weiter wurden in 54 Fällen Bussen verhängt. 1 Person wurde freigesprochen. Es gab keinen Antrag auf Entschädigung durch freigesprochene Personen.

Tribunaux / Gerichte	Personnes jugées / Abgeurteilte Personen	Nationalité <i>Nationalität</i>		Sexe <i>Geschlecht</i>		Etat civil <i>Zivilstand</i>	
		Suisses / Schweizer	Etrangers / Ausländer	Hommes / Männer	Femmes / Frauen	Mariés / Verheiratet	Non-mariés / Nicht verheiratet
Sarine / Saane	68 ¹⁾	39	29	65	3	15	53
Singine / Sense	5	3	2	5	0	1	4
Gruyère / Greyerz	26	11	15	26	0	3	23
Lac / See	13 ²⁾	4	9	12	1	3	10
Glâne / Glane	5	1	4	5	0	1	4
Broye / Broye	6	1	5	5	1	2	4
Veveyse / Vivisbach	7	5	2	6	1	1	6
Total	130	64	66	124	6	26	104

(1) 4 procédures ont été conduites en allemand (2015: 5) / 4 Verfahren wurden auf Deutsch durchgeführt (2015: 5)

(2) 8 procédures ont été conduites en français (2015: 10) / 8 Verfahren wurden auf Französisch durchgeführt (2015: 10)

Nombre d'infractions: Anzahl strafbarer Handlungen:	Sarine Sarane	Singine Sense	Gruyère Grejerz	Lac See	Glâne Glane	Broje Broje	Veveysse Frisbach	Total
1. Infractions contre la vie et l'intégrité corporelle / Strafbare Handlungen gegen Leib und Leben (Art. 111-136 CP / StGB)	29	1	24	4	1	5	0	64
Meurtre / Vorsätzliche Tötung	1	0	0	0	0	0	0	1
Assassinat / Mord	0	0	0	0	0	2	0	2
Meurtre passionnel / Totschlag	0	0	0	0	0	0	0	0
Homicides par négligence / Fahrlässige Tötung	0	0	0	0	0	0	0	0
Homicides par négligence à la suite de la violation d'une disposition de la LCR / Fahrlässige Tötung als Folge einer Widerhandlung gegen das SVG	0	0	0	0	0	0	0	0
Lésions corporelles / Körperverletzungen	18	1	12	3	0	1	0	35
Lésions corporelles à la suite de la violation d'une disposition de la LCR / Körperverletzungen als Folge einer Widerhandlung gegen das SVG	0	0	0	0	0	0	0	0
Divers / Verschiedenes	10	0	12	1	1	2	0	26
2. Infractions contre le patrimoine / Strafbare Handlungen gegen das Vermögen (Art. 137-172 CP / StGB)	41	4	35	13	5	3	4	105
Abus de confiance / Veruntreuung	2	0	2	0	0	0	0	4
Vol / Diebstahl	10	1	10	7	1	0	2	31
Brigandage / Raub	2	0	6	3	3	1	0	15
Escroquerie / Betrug	6	1	1	0	0	0	0	8
Utilisation frauduleuse d'un ordinateur / Betrügerischer Missbrauch einer Datenverarbeitungsanlage	6	0	0	0	0	0	0	6
Abus de cartes-chèques et de cartes de crédit / Check- und Kreditkartenmissbrauch	0	0	0	0	0	0	0	0
Extorsion et chantage / Erpressung	1	0	0	0	0	0	0	1
Gestion déloyale / Ungetreue Geschäftsbesorgung	0	0	0	0	0	0	0	0
Recel / Hehlerei	1	0	6	0	0	1	0	8
Crimes ou délits dans la faillite et la poursuite pour dettes / Konkurs- und Betreibungsverbrechen oder -vergehen	0	1	0	0	0	1	0	2
Divers / Verschiedenes	13	1	10	3	1	0	2	30
3. Infractions contre l'honneur, le domaine secret ou le domaine privé / Strafbare Handlungen gegen die Ehre und den Geheim- oder Privatbereich (Art. 173-179 CP / StGB)	6	0	3	0	0	1	0	10
4. Crimes ou délits contre la liberté / Verbrechen oder Vergehen gegen die Freiheit (Art. 180-186 CP / StGB)	34	3	12	7	1	1	2	60
Menaces / Drohung	14	0	4	1	0	0	0	19
Contrainte / Nötigung	9	1	2	3	0	1	0	16
Violation de domicile / Hausfriedensbruch	7	1	5	2	1	0	2	18
Divers / Verschiedenes	4	1	1	1	0	0	0	7

Nombre d'infractions: <i>Anzahl strafbarer Handlungen:</i>	Sarine <i>Sarine</i>	Singine <i>Singine</i>	Gruyère <i>Gruyère</i>	Lac <i>Lac</i>	Glâne <i>Glâne</i>	Broye <i>Broye</i>	Veveyse <i>Veveyse</i>	Total
5. Infractions contre l'intégrité sexuelle / <i>Strafbare Handlungen gegen die Sexuelle Integrität</i> (Art. 187-200 CP / StGB)	24	1	5	3	2	6	1	42
Mise en danger du développement de mineurs / <i>Gefährdung der Entwicklung von Unmündigen</i>	3	0	1	0	1	2	0	7
Atteinte à la liberté et à l'honneur sexuels / <i>Angriff auf die sexuelle Freiheit und Ehre</i>	18	1	3	3	1	3	1	30
Divers / <i>Verschiedenes</i>	3	0	1	0	0	1	0	5
6. Délits contre la famille / <i>Vergehen gegen die Familie</i> (Art. 213-220 CP / StGB)	3	0	1	0	0	0	0	4
Violation d'une obligation d'entretien / <i>Vernachlässigung von Unterhaltspflichten</i>	2	0	1	0	0	0	0	3
Divers / <i>Verschiedenes</i>	1	0	0	0	0	0	0	1
7. Crimes ou délits créant un danger collectif / <i>Gemeingefährliche Verbrechen oder Vergehen</i> (Art. 221-230 CP / StGB)	0	0	0	0	0	0	0	0
Incendie intentionnel / <i>Brandstiftung</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
Incendie par négligence / <i>Fahrlässige Verursachung einer Feuerbrunst</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
Divers / <i>Verschiedenes</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
8. Crimes ou délits contre la santé publique / <i>Verbrechen und Vergehen gegen die öffentliche Gesundheit</i> (Art. 230bis-236 CP / StGB)	0	0	0	0	0	0	0	0
Propagation d'une maladie de l'homme / <i>Verbreiten menschlicher Krankheiten</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
Divers / <i>Verschiedenes</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
9. Crimes ou délits contre les communications publiques / <i>Verbrechen und Vergehen gegen den öffentlichen Verkehr</i> (Art. 237-239 CP / StGB)	0	0	0	0	0	0	0	0
10. Fausse monnaie, falsification des timbres officiels de valeur, des marques officielles, des poids et mesures / <i>Fälschung von Geld, amtlichen Wertzeichen, amtlichen Zeichen, Mass und Gewicht</i> (Art. 240-250 CP / StGB)	2	0	0	0	0	0	0	2
11. Faux dans les titres / <i>Urkundenfälschung</i> (Art. 251-257 CP / StGB)	5	0	1	0	1	0	0	7
12. Crimes ou délits contre la paix publique / <i>Verbrechen oder Vergehen gegen den öffentlichen Frieden</i> (Art. 258-263 CP / StGB)	0	0	0	0	0	0	0	0
12^{bis} Délits contre les intérêts de la communauté internationale / <i>Straftaten gegen die Interessen der Völkergemeinschaft</i> (Art. 264 CP / StGB)	0	0	0	0	0	0	0	0
13. Crimes et délits contre l'Etat et la défense nationale / <i>Verbrechen und Vergehen gegen den Staat und die Landesverteidigung</i> (Art. 265-278 CP / StGB)	0	0	0	0	0	0	0	0

14. Délits contre la volonté populaire / <i>Vergehen gegen den Volkswillen</i> (Art. 279-284 CP / StGB)	0	0	0	0	0	0	0	0
15. Infractions contre l'autorité publique / <i>Strafbare Handlungen gegen die öffentliche Gewalt</i> (Art. 285-295 CP / StGB)	12	1	4	0	0	1	0	18
16. Crime ou délit de nature à compromettre les relations avec l'étranger / <i>Störung der Beziehungen zum Ausland</i> (Art. 296-302 CP / StGB)	0	0	0	0	0	0	0	0
17. Crimes ou délits contre l'administration de la justice / <i>Verbrechen oder Vergehen gegen die Rechtspflege</i> (Art. 303-311 CP / StGB)	4	1	2	0	0	0	0	7
Induction de la justice en erreur / <i>Irreführung der Rechtspflege</i>	1	0	1	0	0	0	0	2
Blanchissage d'argent / <i>Geldwäscherei</i>	2	1	1	0	0	0	0	4
Fausse déclaration d'une partie en justice / <i>Falsche Beweisaussage der Partei</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
Divers / <i>Verschiedenes</i>	1	0	0	0	0	0	0	1
18. Infractions contre les devoirs de fonction et les devoirs professionnels / <i>Strafbare Handlungen gegen die Amts- und Berufspflicht</i> (Art. 312-322 CP / StGB)	0	0	0	0	0	0	0	0
19. Corruption / <i>Bestechung</i> (Art. 322 ^{ter} -322 ^{quies} CP / StGB)	1	0	0	0	0	0	0	1
20. Contravention à des dispositions du droit fédéral/ <i>Übertretungen bundesrechtlicher Bestimmungen</i> (Art. 323-332 CP / StGB)	0	0	0	0	0	0	0	0
21. Infractions à la LCR / <i>Verstöße gegen das SVG</i>	37	9	10	2	1	0	2	61
Art. 90 ch. 1 / Ziff. 1	6	1	0	0	0	0	0	7
Art. 90 ch. 2 / Ziff. 2 (faute grave / <i>schweres Verschulden</i>)	1	1	1	1	0	0	2	6
Art. 91 (conducteurs pris de boisson / <i>Fahren in angetrunkenem Zustand</i>)	4	0	1	0	0	0	0	5
Art. 94 (vol d'usage / <i>Entwendung zum Gebrauch</i>)	3	0	1	0	1	0	0	5
Art. 95 (circulation sans permis / <i>Fahren ohne Ausweis</i>)	7	1	2	0	0	0	0	10
Divers / <i>Verschiedenes</i>	16	6	5	1	0	0	0	28
22. Infractions à la LStup / <i>Verstöße gegen das BetmG</i>	53	7	15	0	0	0	1	76
23. Infractions à la LALeTr / <i>Verstöße gegen das AGAuG</i>	5	0	0	2	0	1	0	8
24. Infractions à d'autres lois fédérales ou cantonales / <i>Verstöße gegen andere eidgenössische oder kantonale Gesetze</i>	10	1	2	0	0	3	0	16
Total	266	28	114	31	11	21	10	481

3.2.2.2. Juges de police / Polizeirichter

Nombre de personnes renvoyées : 857 (2015 : 782, 2014 : 692, 2013: 778, 2012: 773, 2011: 906).

Anzahl der überwiesenen Personen : 857 (2015 : 782, 2014 : 692, 2013: 778, 2012: 773, 2011: 906).

Arrondissements	Personnes renvoyées	Condamnées	Acquittées	Retrait de plainte ou d'opposition
<i>Bezirke</i>	<i>Überwiesene Personen</i>	<i>Verurteilte</i>	<i>Freigesprochene</i>	<i>Rückzug des Strafantrags oder der Einsprache</i>
Sarine / Saane	361 ¹⁾	192	53	116
Singine / Sense	94	32	6	24
Gruyère / Greyerz	122	65	15	39
Lac / See	125 ²⁾	50	29	46
Glâne / Glane	40	20	4	13
Broye / Broye	74	34	6	20
Veveyse / Vivisbach	41	27	3	10
Total	857	420	116	268

(1) 28 procédures ont été conduites en allemand / 28 Verfahren wurden auf Deutsch durchgeführt (2015:16).

(2) 54 procédures ont été conduites en français / 54 Verfahren wurden auf Französisch durchgeführt (2015:62).

Les juges de police ont condamné 88 personnes à des peines privatives de liberté (2015: 43), 57 personnes à un travail d'intérêt général et 159 personnes à une peine pécuniaire. 5 mesures ont été prononcées. 203 peines ont été assorties du sursis et 20 du sursis partiel. Les juges de police ont infligé 250 amendes. 116 personnes ont été acquittées et 14 d'entre elles ont demandé à être indemnisées.

Die Polizeirichter haben 88 Personen zu einer Freiheitsstrafe (2015:43), 57 Personen zu gemeinnütziger Arbeit und 159 Person zu einer Geldstrafe verurteilt. Es wurde 5 Massnahmen angeordnet. In 203 Fällen wurde der bedingte und in 20 Fällen der teilbedingte Strafvollzug gewährt. Weiter wurden 250 Bussen verhängt. 116 Personen wurden freigesprochen, 14 von ihnen haben eine Entschädigung beantragt.

Nombre d'infractions <i>Anzahl Straffbacher Handlungen:</i>	Sarine <i>Saane</i>	Singine <i>Sense</i>	Gruyère <i>Greyerz</i>	Lac <i>See</i>	Glâne <i>Glane</i>	Broye <i>Broye</i>	Veveyse <i>Vivisbach</i>	Total
Infractions au CP / <i>Strafbare Handlungen gemäss StGB</i>	189	8	51	31	9	8	7	303
Atteinte à l'intégrité corporelle / <i>Körperverletzungen</i>	40	4	18	9	3	1	1	76
Infractions contre le patrimoine / <i>Strafbare Handlungen gegen das Vermögen</i>	56	0	1	0	0	2	0	59
Atteinte à l'honneur / <i>Ehrverletzungen</i>	20	0	7	6	1	2	2	38
Infractions contre l'intégrité sexuelle / <i>Sexualdelikte</i>	4	0	0	4	2	0	0	10
Insoumission à une décision de l'autorité / <i>Ungehorsam gegen amtliche Verfügungen</i>	18	1	4	1	0	1	0	25
Contravention à des dispositions du droit fédéral / <i>Übertretung von Bestimmungen des Bundesrechts</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
Conversion d'amendes en arrêts <i>Umwandlungen von Bussen in Haft</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
Divers / <i>Verschiedens</i>	55	3	21	11	3	2	4	99

Nombre d'infractions <i>Anzahl Straffbacher Handlungen:</i>	Sarine <i>Saane</i>	Singine <i>Sense</i>	Gruyère <i>Greyerz</i>	Lac <i>See</i>	Glâne <i>Glane</i>	Broye <i>Broye</i>	Veveyse <i>Vivisbach</i>	Total
<i>Strafbare Handlungen gemäss EGStGB</i>	17	0	1	1	0	0	0	19
Art. 8 LACP / <i>EGStGB</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
Divers / <i>Verschiedenes</i>	17	0	1	1	0	0	0	19
<i>Infractions / Strafbare Handlungen</i>	246	58	86	43	23	43	19	518
à la loi sur la pêche / <i>gegen das Fischereigesetz</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
à la loi sur la chasse / <i>gegen das Jagdgesetz</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
au code forestier / <i>gegen das Waldgesetz</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
à la loi sur les denrées alimentaires / <i>gegen das Lebensmittelgesetz</i>	2	0	1	0	0	0	0	3
à la loi sur la police des étrangers / <i>gegen das Fremdenpolizeigesetz</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
à la loi sur les étrangers / <i>gegen das Gesetz über die Ausländerinnen u. Ausländer</i>	33	0	1	1	1	2	0	38
à la loi sur la protection civile / <i>gegen das Zivilschutzgesetz</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
à la loi sur la protection des animaux <i>gegen das Tierschutzgesetz</i>	1	1	0	0	0	0	0	2
à la loi sur la protection des eaux <i>gegen das Gewässerschutzgesetz</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
à la loi sur le transport de voyageurs / <i>gegen das Gesetz über die Personenbeförderung</i>	11	0	0	0	0	0	0	11
à la loi sur les établissements publics et la danse / <i>gegen das Gesetz über die öffentlichen Gaststätten und den Tanz</i>	5	0	1	1	0	0	0	7
à la loi sur le chômage / <i>gegen das Arbeitslosenversicherungsgesetz</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
à la loi sur la navigation intérieure / <i>gegen das Binnenschiffahrtsgesetz</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
à la loi sur la circulation routière / <i>gegen das Strassenverkehrsgesetz</i>	89	49	65	32	21	35	16	307
à la loi sur les stupéfiants / <i>gegen das Betäubungsmittelgesetz</i>	44	3	6	5	0	5	1	64
Divers / <i>Verschiedenes</i>	61	5	12	4	1	1	2	86
Total	452	66	138	75	32	51	26	840

3.2.2.3. Tribunal pénal économique / Wirtschaftsstrafgericht

Nombre de personnes jugées: 4 (2015 : 3 ; 2014 : 2 ; 2013: 1 ; 2012: 4 ; 2011: 9). Le Tribunal a condamné 4 personnes à une peine privative de liberté et 1 personne à une peine pécuniaire. 2 peines ont été assorties du sursis et 1 du sursis partiel.

Anzahl abgeurteilter Personen: 4 (2015 : 3; 2014 : 2 ; 2013: 1; 2012: 4; 2011: 9). Das Gericht hat 4 Personen zu einer Freiheitsstrafe und eine Person zu einer Geldstrafe verurteilt. Es wurden 2 bedingte Strafen und 1 teilbedingte Strafe ausgesprochen.

Récapitulation / Zusammenfassung

En 2016, 991 personnes ont occupé les tribunaux pénaux du canton (2015: 952*, 2014: 834; 2013: 911, 2012: 908, 2011: 1020). *Une malencontreuse erreur s'est glissée dans le rapport 2015 (p. 173). Le total des affaires ressortant des juges de police se montant à 782 et non à 372, le total des personnes ayant occupé les tribunaux pénaux était de 952 en 2015.

2016 wurden 991 Personen von den kantonalen Strafgerichten abgeurteilt (2015: 952*, 2014: 834; 2013: 911, 2012: 908, 2011: 1020). *Im Jahresbericht 2015 hat sich ein Fehler eingeschlichen (S. 173). Da das Total der Fälle der Polizeirichter 782 und nicht 372 beträgt, beläuft sich die Zahl der im Jahr 2015 von den kantonalen Strafgerichten abgeurteilten Personen auf 952.

	Tribunaux pénaux d'arrondissement Bezirksstrafgerichte	Juges de police Polizeirichter	Tribunal pénal économique Wirtschaftsstrafgericht	Total
Sarine / Saane	68	361		429
Singine / Sense	5	94		99
Gruyère / Greyerz	26	122		148
Lac / See	13	125		138
Glâne / Glane	5	40		45
Broye / Broye	6	74		80
Veveyse / Vivisbach	7	41		48
Tribunal pénal économique / Wirtschaftsstrafgericht			4	4
Total	130	857	4	991

Nature du jugement / Art des Urteils	Tribunaux pénaux d'arrondissement Bezirksstrafgerichte	Juges de police Polizeirichter	Tribunal pénal économique Wirtschaftsstrafgericht	Total
Personnes acquittées / <i>Freisprüche</i>	1	116	0	117
Demandes d'indemnité par des personnes acquittées/ <i>Entschädigungsbegehren freigesprochener Personen</i>	0	14	0	14
Personnes condamnées à des peines privatives de liberté / <i>Verurteilungen zu Freiheitsstrafen</i>	120	88	4	212
Personnes condamnées à des TIG / <i>Verurteilungen zu gemeinnützigen Arbeiten</i>	3	57	0	60
Personnes condamnées à des peines pécuniaires / <i>Verurteilungen zu Geldstrafen</i>	12	159	1	172
à l'amende / <i>zur Busse</i>	54	250	3	307
dont assorties du sursis / <i>davon unter Gewährung des bedingten Strafvollzugs</i>	53	203	2	258
Dont assorties du sursis partiel / <i>davon unter Gewährung der teilbedingte Strafen</i>	27	20	1	48
Retrait de plainte ou d'opposition / <i>Rückzug des Strafantrags oder der Einsprache</i>	2	272	0	274

3.2.2.4. Jugements concernant la révocation ou la prolongation du sursis / Urteile betreffend den Widerruf oder die Verlängerung des bedingten Strafvollzugs

	Tribunaux pénaux d'arrondissement Bezirksstrafgerichte	Juges de police Polizeirichter	Tribunal pénal économique Wirtschaftsstrafgericht	Total
Sarine / <i>Saane</i>	23	14		37
Singine / <i>Sense</i>	0	1		1
Gruyère / <i>Greyerz</i>	5	1		6
Lac / <i>See</i>	3	1		4
Glâne / <i>Glane</i>	1	2		3
Broye / <i>Broye</i>	2	5		7
Veveyse / <i>Vivisbach</i>	1	2		3
Tribunal pénal économique / <i>Wirtschaftsstrafgericht</i>			1	1
Total	35	26	1	62

3.2.2.5. Détention préventive / Untersuchungshaft

	Sarine <i>Sarine</i>	Singine <i>Singine</i>	Gruyère <i>Gruyère</i>	Lac <i>Lac</i>	Glâne <i>Glâne</i>	Broye <i>Broye</i>	Veveysse <i>Veveysse</i>	TPE <i>TPE</i>	Total
Nombre de prévenus en détention préventive au moment du jugement <i>Anzahl der Beschuldigten in Untersuchungshaft zum Zeitpunkt des Urteils</i>	19	0	1	0	2	3	0	0	25
Nombre de jours de détention depuis le renvoi <i>Anzahl Tage in Untersuchungshaft seit der Überweisung</i>	8124	311	4003	0	574	465	870	0	14347

4. Juge itinérant

4.1. Partie générale

4.1.1. Compétences

Fonction instituée lors de la révision de décembre 2014 de la loi sur la justice (art. 10a LJ), le juge itinérant est appelé à pallier les manques temporaires de personnel en cas de surcharge ou d'absence dans les autorités judiciaires de première instance (Tribunaux d'arrondissement, Justices de paix ou Ministère public).

Chaque autorité qui entend solliciter l'aide de la Juge itinérante doit remplir une fiche de demande d'attribution, qu'elle adresse à la magistrate ; cette dernière préavise la demande, qu'elle transmet au Tribunal cantonal. Le Conseil de la magistrature décide ensuite des attributions confiées.

La juge itinérante est appuyée dans ses tâches par un greffier et une secrétaire.

4.1.2. Remarques générales

C'est sous l'appellation « Cellule judiciaire itinérante » qu'exerce cette nouvelle entité, entrée en fonction le 1er juillet 2016.

4.1.2.1. Composition du greffe et du secrétariat (EPT)

La Cellule judiciaire itinérante est composée de la Juge itinérante, d'un greffier et d'une secrétaire, tous trois exerçant leur activité à temps complet (soit 2 EPT personnel juriste et 1 EPT personnel non juriste).

La Juge itinérante a pris ses fonctions au 1er juillet 2016. La secrétaire et le greffier ont débuté leur activité dès le mois d'août 2016.

4.1.2.2. Locaux

Dès sa création au 1er juillet 2016 et jusqu'à la fin octobre 2016, la CJI a bénéficié de l'accueil et des locaux du Tribunal d'arrondissement de la Broye, à Estavayer-le-Lac. Dès la fin octobre 2016, elle a pris ses quartiers dans les locaux nouvellement aménagés et situés à Fribourg, Rue Frédéric-Chaillet 6. Ces bureaux sont occupés par le personnel de la CJI les jours où il n'est pas amené à se déplacer auprès d'une autorité pour siéger.

Les locaux sis à Fribourg permettent notamment à la CJI de recevoir les justiciables et les mandataires pour la consultation des dossiers qui lui sont confiés. En revanche, les audiences se déroulent au siège de l'autorité requérante.

4.1.3. Activité juridictionnelle

4.1.3.1. Remarques générales

La Juge itinérante peut se voir confier des dossiers par les autorités de première instance, soit les Tribunaux d'arrondissement, les Justices de paix et le Ministère public. Pour l'heure, la magistrate est appelée à siéger pour les Tribunaux d'arrondissement de la Broye et de la Gruyère, essentiellement pour des causes relevant du droit pénal ; plusieurs dossiers de droit civil lui ont également été attribués. En outre, quelques affaires ont été adressées par la Justice de paix de la Sarine.

Du 1er juillet jusqu'au 31 décembre 2016, 54 dossiers ont été liquidés par la Juge itinérante. L'ensemble des dossiers liquidés pour l'année 2016 l'a été au bénéfice du Tribunal de la Broye.

4.1.3.2. Affaires pénales

Sur les 50 dossiers pénaux liquidés, 48 relevaient de la compétence du Juge de police et 2 de la compétence du Tribunal pénal. Tous ces dossiers ont été traités pour le compte du Tribunal de la Broye.

4.1.3.3. Affaires civiles

La Juge itinérante a traité 4 dossiers de droit civil, relevant de la compétence de la Présidente du Tribunal civil de la Broye.

4.1.4. Divers

Pas de remarque.

4. Gerichtsunabhängige Richter/innen

4.1. Allgemeiner Teil

4.1.1. Kompetenzen

Diese neue Funktion wurde bei der Revision vom Dezember 2014 des Justizgesetzes (Art. 10a JG) geschaffen. Die gerichtsunabhängige Richterin oder der gerichtsunabhängige Richter wird dazu aufgerufen, temporäre Personalmängel bei Überlastung oder Abwesenheiten bei den erstinstanzlichen Gerichtsbehörden (Bezirksgerichte, Friedensgerichte oder Staatsanwaltschaft) zu überbrücken.

Jede Behörde, die beabsichtigt, die Hilfe einer gerichtsunabhängigen Richterin oder eines gerichtsunabhängigen Richters in Anspruch zu nehmen, muss ein ausgefülltes Antragsformular für die Zuteilung an die Magistratsperson senden; diese nimmt Stellung zum Antrag und leitet ihn an das Kantonsgericht weiter. Der Justizrat entscheidet daraufhin über die Zuteilungen.

Die gerichtsunabhängige Richterin oder der gerichtsunabhängige Richter wird in ihren seinen Aufgaben von einer Gerichtsschreiberin oder einem Gerichtsschreiber und einer Sekretärin oder einem Sekretär unterstützt.

4.1.2. Allgemeine Anmerkungen

Unter der Bezeichnung «Gerichtsunabhängige Einheit» trat diese neue Einheit am 1. Juli 2016 den Dienst an.

4.1.2.1. Zusammensetzung der Gerichtsschreiberei und des Sekretariats (VZÄ)

Die gerichtsunabhängige Einheit besteht aus einer gerichtsunabhängigen Richterin, einem Gerichtsschreiber und einer Sekretärin, die vollzeitbeschäftigt sind (das heisst 2 VZÄ juristisches Personal und 1 VZÄ nichtjuristisches Personal).

Die gerichtsunabhängige Richterin hat ihren Dienst am 1. Juli 2016 angetreten. Die Sekretärin und der Gerichtsschreiber haben ihre Tätigkeit im August 2016 begonnen.

4.1.2.2. Räumlichkeiten

Seit ihrer Bildung am 1. Juli 2016 bis Ende 2016 hat die «Gerichtsunabhängige Einheit» den Empfang und die Räumlichkeiten des Bezirksgerichts Broye in Estavayer-le-Lac benutzen können. Seit Ende Oktober 2016 ist sie in den neu eingerichteten Räumlichkeiten in Freiburg, Rue Frédéric-Chaillet 6, untergebracht. Diese Büros werden an den Tagen, an denen es nicht an einer Sitzung bei einer anderen Behörde anwesend ist, vom Personal der «Gerichtsunabhängigen Einheit» besetzt.

Die Räumlichkeiten in Freiburg erlauben es der «Gerichtsunabhängigen Einheit» namentlich Rechtsuchende und Rechtsvertreter für die Einsicht in die ihr anvertrauten Dossiers zu empfangen. Hingegen finden die Verhandlungen am Sitz der antragstellenden Behörde statt.

4.1.3. Gerichtstätigkeit

4.1.3.1. Allgemeine Bemerkungen

Der gerichtsunabhängigen Richterin können Dossiers durch die erstinstanzlichen Behörden, das heisst die Bezirksgerichte, die Friedensgerichte und die Staatsanwaltschaft, anvertraut werden. Im Moment ist die Magistratsperson dazu angehalten, für die Bezirksgerichte Broye und Greyerz zu tagen, im Wesentlichen für strafrechtliche Fälle; mehrere zivilrechtliche Dossiers wurden ihr ebenfalls zugewiesen. Des Weiteren wurden einige Angelegenheiten vom Friedensgericht Saane an sie gerichtet.

Vom 1. Juli bis 31. Dezember 2016 wurden von der richtsunabhängigen Richterinnen 54 Dossiers erledigt. Alle Dossiers wurden für das Bezirksgericht Broye behandelt.

4.1.3.2. Strafverfahren

Von den 50 erledigten strafrechtlichen Dossiers lagen 48 in der Zuständigkeit des Polizeirichters und 2 in der Zuständigkeit des Strafgerichts. All diese Dossiers wurden im Auftrag des Bezirksgerichts Broye behandelt.

4.1.3.3. Zivilverfahren

Die richtsunabhängige Richterinnen hat 4 zivilrechtliche Dossiers behandelt, die in der Zuständigkeit der Präsidentin des Zivilgerichts Broye lagen.

4.1.4. Diverses

Keine Bemerkung.

5. Tribunal des mesures de contrainte

5.1. Partie générale

5.1.1. Compétences

Conformément à l'art. 18 CPP, le Tribunal des mesures de contrainte ordonne la détention provisoire et la détention pour des motifs de sûreté et en contrôle la légalité. Il lui appartient également de décider, d'autoriser ou de refuser d'autres mesures de contrainte [surveillance de la correspondance par poste et télécommunication et par d'autres mesures techniques, investigation secrète (agent infiltré), prélèvement d'échantillons (ADN) lors d'enquêtes de grande envergure].

Indépendamment de ses attributions en matière de procédure pénale, il statue sur les mesures de contrainte dans le domaine du droit des étrangers si la cause doit être jugée par une autorité judiciaire, en vertu de l'art. 74 LJ.

5.1.2. Remarques générales

5.1.2.1. Juges

Le Tribunal des mesures de contrainte se compose de trois juges ordinaires, soit Michel Wuilleret, Felix Baumann et Géraldine Pontelli-Barras, chacun à un taux d'activité de 50 %, ainsi que de quatre juges suppléants, soit Laurent Schneuwly, Alexandra Rossi-Carré et Reinold Raemy, Présidents de première instance, et Peter Stoller, Greffier au Tribunal de l'arrondissement du Lac.

Le Tribunal des mesures de contrainte juge sans greffier ou greffière (art. 73 al. 1 LJ).

5.1.2.2. Personnel non juriste (EPT)

Equivalents plein temps	EPT
Total EPT personnel non juriste	0.5

La Cheffe de bureau est engagée à 50 %. Présente tous les matins, elle assure, outre le travail ordinaire de secrétariat, la tenue de la comptabilité du Tribunal.

Une nouvelle fois, par le biais d'un « contrat sur le crédit des jeunes demandeurs d'emploi » de durée limitée, le Tribunal a pu s'attacher les services d'une jeune demandeuse d'emploi pour un taux d'activité de 60 %, soit tous les après-midis, plus un matin par semaine. De plus, depuis le 16 août 2016, le Tribunal assure la formation d'un stagiaire « 3+1 » pour une durée d'une année.

C'est le lieu de relever que sans ces appuis extrabudgétaires, le fonctionnement normal du Tribunal, en particulier le respect des délais légaux, ne pourrait être assuré à satisfaction.

Durant l'été 2016, le Tribunal a fait appel à un étudiant afin d'effectuer un stage universitaire non rémunéré au Tribunal pendant 2 mois. Le Tribunal a déjà eu recours à des stagiaires universitaires les années précédentes. L'étudiant rédige des projets d'ordonnances et prépare des procès-verbaux, assiste aux audiences, fait des recherches juridiques et effectue des tâches de secrétariat. L'étudiant choisi en 2016 n'a pas souhaité poursuivre son stage au-delà d'une semaine. Le Tribunal souhaite toutefois reconduire cette expérience habituellement positive l'année prochaine.

5.1.2.3. *Locaux*

Les locaux du Tribunal des mesures de contrainte sont situés Place de Notre-Dame 8, à Fribourg, dans un bâtiment qui accueille en outre le Conseil de la magistrature et six appartements privés. Il dispose actuellement de cinq pièces dont trois occupées par les trois juges ordinaires, la quatrième par le secrétariat/réception, ainsi que d'une cuisine/bibliothèque/salle de conférence/bureau du stagiaire 3+1. Pour des raisons évidentes de sécurité et de confidentialité mais aussi de place, elles ne peuvent être utilisées pour les auditions des parties. Le Tribunal de l'arrondissement de la Sarine met une salle d'audience à disposition, à raison de 4 jours par semaine. Les mercredis, celle-ci est occupée par l'Autorité de conciliation en matière des baux. Cependant, jusqu'à maintenant, le Tribunal de la Sarine, par ses huissiers, a toujours trouvé une salle si une audience devait avoir lieu un mercredi. Cette solution assure le fonctionnement du Tribunal des mesures de contrainte dans des conditions conformes au droit, satisfait également aux exigences de la Police (convoyeurs), garantit une certaine discrétion et offre aux avocats la possibilité de s'entretenir avec leur client dans des locaux sécurisés. Elle présente, en revanche, le gros inconvénient d'exiger du juge et de la secrétaire de se déplacer, d'où une perte de temps considérable. La proximité du Tribunal avec le Ministère public offre cependant l'avantage incontestable de permettre la transmission très rapide des dossiers judiciaires entre ces autorités.

5.1.3. *Activité juridictionnelle*

5.1.3.1. *Remarques générales*

Pour sa sixième année de fonction, le Tribunal des mesures de contrainte a été saisi de 915 nouvelles affaires (2011 : 574 ; 2012 : 735 ; 2013 : 797 ; 2014 : 777 ; 2015 : 759), en sus des 4 affaires pendantes au 31 décembre 2015. 10 affaires étaient pendantes au 31 décembre 2016. La nature des cas et le mode de liquidation sont illustrés en détail dans la partie statistique de ce rapport.

Sur les 909 affaires liquidées, 854 (2015 : 718) ont été traitées en français et 55 (2015 : 46) en allemand, soit 94 % en français et 6 % en allemand. 2 (2015 : 12) affaires ont été liquidées par les juges suppléants. Le Tribunal a tenu 128 audiences (2015 : 122).

Après une forte augmentation du nombre d'affaires en 2012 et 2013, ce nombre s'est stabilisé en 2014 et 2015. Une nouvelle forte augmentation du nombre d'affaires est à relever en 2016. Elle est de 20 % par rapport à l'année précédente. La charge de travail est devenue plus importante, alors que les taux d'activité des juges sont restés les mêmes. Si le nombre d'affaires continue d'augmenter de la sorte, il faudra revoir ces taux d'activité à la hausse. Tenu compte des délais légaux très courts (48 et 96 heures respectivement en matière pénale et administrative), les demandes de détention doivent être traitées très rapidement, ce qui oblige régulièrement les trois juges à consacrer une partie de leurs week-ends à la prise de décision et à leur rédaction. Les permanences et la tenue d'audiences en fin de semaine exigent également de leur part mais aussi des secrétaires et des convoyeurs une disponibilité considérable. Le recours aux juges suppléants n'est possible qu'à titre exceptionnel, ces magistrats étant déjà très chargés. Afin de combler le sous-effectif évident du secrétariat, l'engagement d'une secrétaire supplémentaire a été demandé dans le cadre de chaque budget ordinaire depuis 2012. Le Conseil d'Etat n'a toujours pas donné suite à cette demande et le secrétariat du Tribunal se voit dès lors contraint de continuer à fonctionner avec des solutions improvisées (jeunes demandeurs d'emploi, stagiaires, etc.). La fluctuation rapide du personnel auxiliaire n'est pas dans l'intérêt d'une saine administration de la justice. Les mesures d'économie prises par l'Etat ne laissent cependant que peu d'espoir.

5.1.3.2. *Affaires pénales*

Le prononcé de la détention provisoire ainsi que l'autorisation des mesures de surveillance secrètes constituent les domaines d'activité principaux du Tribunal des mesures de contrainte. Le nombre de décisions en matière de détention a fortement augmenté par rapport à l'année précédente (2016 : 525 ; 2015 : 442 ; 2014 : 462). Après une augmentation très importante pour l'année 2012 et une diminution en 2014, le nombre de décisions en matière de mesures de surveillance secrètes, notamment les surveillances téléphoniques, a augmenté en 2015 et continué son ascension en 2016 (2016 : 283 ; 2015 : 234 ; 2014 : 206 ; 2013 : 232 ; 2012 : 229 ; 2011 : 144).

En 2016, les ordonnances du Tribunal des mesures de contrainte ont fait l'objet de 31 recours auprès de la Chambre pénale du Tribunal cantonal, en sus des 2 affaires pendantes au 31 décembre 2015. 2 recours ont été admis partiellement. 4 affaires ont été déferées au Tribunal fédéral.

5.1.3.3. *Mesures de contrainte en droit des étrangers*

Indépendamment de ses attributions en matière de procédure pénale, le Tribunal des mesures de contrainte statue sur les mesures de contrainte dans le domaine du droit des étrangers si la cause doit être jugée par une autorité judiciaire. Principalement, il s'agit de contrôler la légalité et l'adéquation des détentions administratives ordonnées par le Service de la population et des migrants (SPoMi). Après avoir diminué en 2015, le nombre de détentions administratives contrôlées par le Tribunal a de nouveau augmenté en 2016 (2016 : 83 ; 2015 : 75, 2014 : 90, 2013 : 71, 2012 : 61). Parmi les autres mesures de contrainte administrative dont le Tribunal a été saisi, l'on note des recours contre des interdictions de pénétrer ainsi que la délivrance d'ordres de perquisition à l'intention de la police.

En 2016, aucune ordonnance du Tribunal des mesures de contrainte n'a fait l'objet d'un recours auprès du Tribunal cantonal, section administrative. Le recours pendant au Tribunal cantonal au 1^{er} janvier a été rejeté.

5.1.4. *Divers*

Le juge Felix Baumann entretient un échange régulier avec ses collègues des autres cantons et est membre du comité de rédaction de la feuille d'information des tribunaux des mesures de contrainte. Il est également juge suppléant au Tribunal cantonal et traducteur pour la revue juridique online ZPO-CPC.

Le juge Michel Wuilleret représente le Tribunal aux réunions des intervenants auprès de la Prison centrale, à Fribourg. Il fonctionne également comme Président suppléant de la Commission de recours de l'Université de Fribourg.

La juge Géraldine Pontelli-Barras représente le Tribunal dans un groupe de travail relatif à la mise en oeuvre des bracelets électroniques en tant que mesure de substitution à la détention provisoire.

Les trois juges prennent part à tour de rôle aux réunions des Tribunaux des mesures de contrainte romands, qui se réunissent une à deux fois par année.

Jusqu'au 31 mars 2016, les juges Felix Baumann et Géraldine Pontelli-Barras ont chacun travaillé à 75 % afin de compenser l'absence du juge Michel Wuilleret. Dès le 1^{er} avril 2016, les trois juges ont chacun repris leur taux d'activité à 50 %.

5. Zwangsmassnahmengericht

5.1. Allgemeiner Teil

5.1.1. Zuständigkeit

Gemäss Art. 18 StPO ist das Zwangsmassnahmengericht zuständig für die Anordnung der Untersuchungs- und Sicherheitshaft und überprüft deren Gesetzmässigkeit. Es obliegt ihm ebenfalls, andere Zwangsmassnahmen anzuordnen, zu bewilligen oder zu verweigern (Überwachung des Post- und Fernmeldeverkehrs sowie solche mit technischen Überwachungsgeräten, verdeckte Ermittlung, DNA-Massenuntersuchungen usw.).

Unabhängig von seinen strafprozessualen Befugnissen entscheidet das Zwangsmassnahmengericht in Anwendung von Art. 74 JG auch über Zwangsmassnahmen im Ausländerrecht, soweit hierfür die richterliche Beurteilung vorgeschrieben ist.

5.1.2. Allgemeine Bemerkungen

5.1.2.1. Richter

Das Zwangsmassnahmengericht setzt sich zusammen aus drei ordentlichen Richtern mit einem Beschäftigungsgrad von je 50 %, nämlich Michel Wuilleret, Felix Baumann und Géraldine Pontelli-Barras, sowie aus vier Ersatzrichtern, nämlich den Gerichtspräsidenten Laurent Schneuwly, Alexandra Rossi-Carré und Reinold Raemy, sowie Peter Stoller, Gerichtsschreiber des Bezirksgerichts des Sees.

Das Zwangsmassnahmengericht entscheidet ohne Gerichtsschreiberin oder Gerichtsschreiber (Art. 73 Abs. 1 JG).

5.1.2.2. Nicht juristische Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter (VZÄ)

Vollzeitäquivalente	VZÄ
Total VZÄ nicht juristische Mitarbeiter	0.5

Die Bürochefin ist zu 50 % angestellt. Sie ist jeweils morgens anwesend. Ihr obliegt neben den üblichen Sekretariatsarbeiten auch die Führung der Buchhaltung des Gerichts.

Erneut konnte sich das Gericht dank zeitlich beschränkter Anstellungsverträge über einen Kredit für junge Stellensuchende der Dienste einer jungen Stellensuchenden versichern; diese Person war bzw. ist zu 60 % angestellt und jeweils nachmittags sowie einen Vormittag pro Woche anwesend. Zudem kümmert sich das Zwangsmassnahmengericht seit dem 16. August 2016 für die Dauer eines Jahres um die Ausbildung eines Praktikanten des Ausbildungsgangs « 3+1 ».

An dieser Stelle ist zu betonen, dass ohne diese ausserbudgetmässige Unterstützung das ordnungsgemässe Funktionieren des Gerichts und insbesondere die Einhaltung der gesetzlichen Fristen nicht zur Zufriedenheit gewährleistet werden könnte.

Im Sommer 2016 stellte das Gericht einen Rechtsstudenten an, der ein unbezahltes zweimonatiges Gerichtspraktikum absolvieren sollte. Das Gericht konnte in den vergangenen Jahren regelmässig von der Unterstützung von Rechtsstudenten als Praktikanten profitieren. Diese erarbeiten für das Gericht Verfügungsentwürfe, bereiten Protokolle vor, nehmen an Verhandlungen teil, nehmen rechtliche Abklärungen vor und erledigen Sekretariatsarbeiten. Der im Sommer 2016 ausgewählte Student hat sein

Parktikum leider nach einer Woche abgebrochen. Das Zwangsmassnahmengericht beabsichtigt trotzdem, diese normalerweise positive Erfahrung im kommenden Jahr zu wiederholen.

5.1.2.3. *Räumlichkeiten*

Die Räumlichkeiten des Zwangsmassnahmengerichts befinden sich am Liebfrauenplatz 8 in Freiburg. Im gleichen Gebäude befinden sich überdies der Justizrat sowie sechs Privatwohnungen. Das Gericht verfügt über fünf Räume, wovon drei von den drei ordentlichen Richtern und ein vierter vom Sekretariat/Empfang belegt sind. Dazu kommt eine Küche/Bibliothek/Sitzungszimmer/Büro Praktikant 3+1. Aus offensichtlichen Gründen der Sicherheit und der Vertraulichkeit, aber auch aus Platzgründen, können diese Räume nicht für Parteianhörungen genutzt werden. Das Bezirksgericht der Saane stellt hierfür während vier Tagen pro Woche einen Verhandlungssaal zur Verfügung. Dieser ist jeweils mittwochs von der Schlichtungsbehörde für Mietsachen des Saanebezirks besetzt. Bis jetzt konnte allerdings das Bezirksgericht der Saane bzw. deren Weibel stets einen Saal finden, wenn Sitzungen an einem Mittwoch durchzuführen waren. Diese Lösung erlaubt ein gesetzmässiges Funktionieren des Zwangsmassnahmengerichts. Sie entspricht auch den sicherheitspolizeilichen Anforderungen bei der Zuführung der Häftlinge, gewährleistet eine gewisse Diskretion und ermöglicht den Anwälten, sich mit ihren Mandanten in einem abgetrennten Raum zu besprechen. Hingegen weist die aktuelle Lösung den grossen Nachteil auf, dass sich Richter und Sekretärin verschieben müssen, was mit einem beträchtlichen Zeitverlust verbunden ist. Andererseits ermöglicht die räumliche Nähe zur Staatsanwaltschaft eine sehr rasche Aktenübergabe zwischen den beiden Behörden, was einen unbestreitbaren Vorteil darstellt.

5.1.3. Gerichtstätigkeit

5.1.3.1. *Allgemeine Bemerkungen*

In seinem sechsten Tätigkeitsjahr wurden beim Zwangsmassnahmengericht zusätzlich zu den am 31. Dezember 2015 hängigen 4 Dossiers 915 neue Angelegenheiten einregistriert (2011: 574, 2012: 735, 2013: 797, 2014: 777, 2015: 759). Davon waren am 31. Dezember 2016 noch 10 hängig. Die Rechtsnatur dieser Angelegenheiten und deren Erledigungsart ergeben sich aus dem statistischen Teil dieses Berichts.

Von den 909 erledigten Angelegenheiten waren 854 (2015: 718) in französischer und 55 (2015: 46) in deutscher Sprache zu behandeln, das heisst 94 % auf Französisch und 6 % auf Deutsch. Die sprachliche Verteilung der Angelegenheiten ist stabil. Die Ersatzrichter haben 2 Angelegenheiten behandelt. Das Gericht hat 128 Verhandlungen durchgeführt (2015: 122).

Nach einer starken Zunahme der Angelegenheiten in den Jahren 2012 und 2013 hatte sich deren Anzahl in den Jahren 2014 und 2015 stabilisiert. 2016 ist nun erneut eine starke Zunahme der Anzahl Angelegenheiten zu verzeichnen. Sie beläuft sich gegenüber dem Vorjahr auf 20 %. Die Arbeitslast hat somit stark zugenommen, während der Tätigkeitsgrad der Richterinnen und Richter unverändert geblieben ist. Sollte die Anzahl der anhängig gemachten Angelegenheiten im gleichen Mass zunehmen wie bisher, muss der Tätigkeitsgrad der Magistratspersonen erhöht werden. Aufgrund der sehr kurzen gesetzlichen Fristen (48 bzw. 96 Stunden in Straf- bzw. Administrativsachen) müssen die Haftgesuche sehr rasch behandelt werden, was die drei Richter regelmässig dazu zwingt, einen Teil der Wochenenden der Entscheidung und Urteilsredaktion zu widmen. Aufgrund der Pikettdienste am Wochenende und aufgrund von Verhandlungen Ende Woche wird nicht nur von den drei ordentlichen Richtern, sondern auch von den Sekretärinnen und der Transportgruppe ein beträchtliches Mass an Verfügbarkeit verlangt. Auf die Unterstützung der Ersatzrichter kann nur ausnahmsweise zurückgegriffen werden, da diese Magistraten bereits stark ausgelastet sind. Um die offensichtliche Unterbesetzung des Sekretariats zu beseitigen, hat das Gericht seit 2012 jedes Jahr im Rahmen der ordentlichen Budgets die Anstellung einer zusätzlichen Sekretärin beantragt. Der Staatsrat hat diesem Begehren nach wie vor keine Folge gegeben, und das Sekretariat des Gerichts sieht sich weiterhin gezwungen, mit Notlösungen zu operieren (junge Stellensuchende, Praktikantinnen usw.). Die häufigen

personellen Wechsel im Sekretariat liegen nicht wirklich im Interesse einer gesunden Justizverwaltung. Die vom Kanton getroffenen Sparmassnahmen lassen indessen nur wenig Hoffnung.

5.1.3.2. Strafsachen

Die Anordnung von Untersuchungshaft sowie die Genehmigung geheimer Überwachungsmassnahmen stellen die hauptsächlichen Tätigkeitsbereiche des Zwangsmassnahmengerichts dar. Die Anzahl von Haftentscheiden hat im Vergleich zum Vorjahr stark zugenommen (2016: 525; 2015: 442; 2014: 462). Nach einer starken Zunahme im Jahr 2012 und einem Rückgang im Jahr 2014 hat die Anzahl geheimer Überwachungsmassnahmen, insbesondere der Telefonüberwachungen, im Jahr 2016 wie bereits im Vorjahr erneut zugenommen (2016: 283; 2015: 234, 2014: 206; 2013: 232, 2012: 229, 2011: 144).

Im Jahr 2016 ist gegen die Verfügungen des Zwangsmassnahmengerichts in 31 Fällen Beschwerde an die Strafkammer des Kantonsgerichts eingereicht worden; dazu kommen zwei zu Jahresbeginn hängige Beschwerden. Zwei Beschwerden wurden teilweise gutgeheissen. Vier Angelegenheiten wurden an das Bundesgericht weitergezogen.

5.1.3.3. Zwangsmassnahmen im Ausländerrecht

Unabhängig von seinen strafprozessualen Befugnissen entscheidet das Zwangsmassnahmengericht auch über Zwangsmassnahmen im Ausländerrecht, soweit hierfür die richterliche Beurteilung vorgeschrieben ist. Dabei geht es hauptsächlich darum, die Rechtmässigkeit und Angemessenheit der vom Amt für Bevölkerung und Migration (BMA) angeordneten verwaltungsrechtlichen Haft zu überprüfen. Nach einer Abnahme im Jahr 2015 hat die Anzahl der vom Gericht überprüften Fälle von verwaltungsrechtlicher Haft im Jahr 2016 wieder zugenommen (2016: 83, 2015: 75, 2014: 90, 2013: 71; 2012: 61). Unter den übrigen verwaltungsrechtlichen Zwangsmassnahmen, mit denen sich das Gericht zu befassen hatte, sind Beschwerden gegen Ausgrenzungen sowie die Ausstellung von Durchsuchungsbefehlen zuhanden der Polizei zu erwähnen.

Im Jahr 2016 waren keine Beschwerden an das Kantonsgericht gegen ausländerrechtliche Entscheide des Zwangsmassnahmengerichts zu verzeichnen. Eine am 1. Januar 2016 vor Kantonsgericht hängige Beschwerde wurde abgewiesen.

5.1.4. Verschiedenes

Der Richter Felix Baumann unterhält regelmässige Kontakte mit seinen Kollegen aus den anderen Kantonen und ist Mitglied des Redaktionskomitees des Infoblattes der Schweizer Zwangsmassnahmengerichte. Er ist zudem Ersatzrichter am Kantonsgericht und Übersetzer für die juristische Online-Zeitschrift ZPO-CPC.

Der Richter Michel Wuilleret vertritt das Gericht an den Treffen der Intervenienten des Zentralgefängnisses Freiburg. Weiter ist er Stellvertreter des Präsidenten der Rekurskommission der Universität Freiburg.

Die Richterin Géraldine Pontelli-Barras vertritt das Zwangsmassnahmengericht in einer Arbeitsgruppe zur Einführung der elektronischen Fussfessel als Ersatzmassnahme zur Untersuchungshaft.

Die drei Richter nehmen abwechslungsweise an den Treffen der französischsprachigen Zwangsmassnahmengerichte teil, die 1-2-mal jährlich stattfinden.

Bis zum 31. März 2016 haben die beiden Richter Felix Baumann und Géraldine Pontelli-Barras ihr Arbeitspensum offiziell von 50 % auf 75 % erhöht, um die Abwesenheit des Richters Michel Wuilleret zu kompensieren. Seit dem 1. April 2016 arbeiten alle drei Richter wieder im 50%-Pensum.

5.2. Partie statistiques / Statistischer Teil

5.2.1. Statistique générale / Allgemeine Statistik

	2015	2016
Affaires pendantes au 1er janvier / <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	9	4
Affaires introduites / <i>eingereichte Angelegenheiten</i>	759	915
Affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	764	909
ordonnance / <i>Verfügung</i>	764	907
par un autre moyen / <i>auf andere Weise</i>	0	2
Affaires pendantes au 31 décembre / <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	4	10

5.2.2. Affaires liquidées / Erledigte Angelegenheiten

5.2.2.1. Affaires pénales / Strafsachen

	2015	2016
Matières traitées / <i>behandelte Rechtsgebiete</i>	676	814
Détention pénale adultes / <i>strafprozessuale Haft Erwachsene</i>	435	514
Détention pénale mineurs / <i>strafprozessuale Haft Minderjährige</i>	7	11
Surveillance de la correspondance par poste et télécommunication / <i>Überwachung des Post- und Fernmeldeverkehrs</i>	224	283
Garantie de l'anonymat / <i>Zusicherung der Anonymität</i>	0	1
Levée des scellés / <i>Entsiegelung</i>	3	1
Prélèvement d'échantillons ADN en masse / <i>DNA-Massenuntersuchungen</i>	0	0
Investigation secrète / <i>verdeckte Ermittlung</i>	7	4
Cautionnement préventif / <i>Friedensbürgschaft</i>	0	0

	2015	2016
Sort réservé aux affaires / <i>Erledigungsweise</i>		
Admission / <i>Gutheissung</i>	368	409
Admission partielle / <i>teilweise Gutheissung</i>	46	76
Rejet / <i>Abweisung</i>	21	29
Irrecevabilité manifeste / <i>offensichtliche Unzulässigkeit</i>	0	1
Retrait / <i>Rückzug</i>	0	1
Causes devenues sans objet pour d'autres motifs / <i>aus anderen Gründen gegenstandslos gewordene Angelegenheiten</i>	7	8
Transmission à l'autorité compétente / <i>Weiterleitung an die zuständige Behörde</i>	0	0
Classé sans suite / <i>ohne Folge klassiert</i>	0	0
Liquidation par lettre / <i>Erledigung durch Brief</i>	0	1
Mesures de surveillance autorisées / <i>Überwachungsmaßnahmen genehmigt</i>	217	276
Mesures de surveillance pas autorisées / <i>Überwachungsmaßnahmen nicht genehmigt</i>	2	1
Mesures de surveillance partiellement autorisées / <i>Überwachungsmaßnahmen teilweise genehmigt</i>	3	3

	2015	2016
Retrait / <i>Rückzug</i>	1	1
Mesures de surveillance devenues sans objet / <i>Überwachungsmassnahmen gegenstandslos geworden</i>	1	2
Garantie de l'anonymat refusée / <i>Zusicherung der Anonymität verweigert</i>	0	1
Levée des scellés partiellement admis / <i>Entsiegelung teilweise bewilligt</i>	3	0
Levée des scellés sans objet / <i>Entsiegelung gegenstandslos geworden</i>	0	1
Investigation secrète autorisée / <i>verdeckte Ermittlung genehmigt</i>	7	3
Investigation secrète sans objet / <i>verdeckte Ermittlung gegenstandslos geworden</i>	0	1
Cautionnement préventif ordonné ou refusé / <i>Friedensbürgschaft angeordnet/verweigert</i>	0	0

5.2.2.2. Recours à la Chambre pénale du Tribunal cantonal / Beschwerden an die Strafkammer des Kantonsgerichts

	2015	2016
Pendants au 1er janvier / <i>am 1. Januar hängig</i>	1	2
Recours introduits / <i>eingereichte Beschwerden</i>	20	31
Jugements notifiés / <i>zugestellte Entscheide</i>	19	33
Pendants au 31 décembre / <i>am 31. Dezember hängig</i>	2	0

Sort réservé aux recours contre les ordonnances du TMC / *Erledigungsweise*

Admission / <i>Gutheissung</i>	2	0
Admission partielle / <i>teilweise Gutheissung</i>	2	2
Rejet / <i>Abweisung</i>	10	22
Retrait / <i>Rückzug</i>	1	1
Irrecevable / <i>Nichteintreten</i>	2	4
Causes devenues sans objet pour d'autres motifs / <i>aus anderen Gründen gegenstandslos gewordene Angelegenheiten</i>	2	4

5.2.2.3. Mesures de contrainte en droit des étrangers / Zwangsmassnahmen im Ausländerrecht

	2015	2016
Matières traitées / <i>behandelte Rechtsgebiete</i>	88	95
Détention administrative / <i>administrativrechtliche Haft</i>	75	83
Autres mesures de contrainte administrative / <i>andere verwaltungsr. Zwangsmassnahmen</i>	3	5
Assistance judiciaire / <i>unentgeltliche Rechtspflege</i>	9	7
Réclamation / <i>Einsprache</i>	1	0
 Sort réservé aux affaires / <i>Erledigungsweise</i>		
Détention administrative confirmée / <i>Genehmigung der Administrativhaft</i>	35	29
Détention administrative refusée / <i>Nichtgenehmigung der Administrativhaft</i>	2	1
Détention adm. sans procédure orale confirmée / <i>Bestätigung Administrativhaft ohne mündl. Verhandlung</i>	35	50
Causes devenues sans objet pour d'autres motifs / <i>aus anderen Gründen gegenstandslos gewordene Angelegenheiten</i>	4	5
Autres mesures de contrainte admin. accordées ou confirmées / <i>andere verwaltungsrechtliche Zwangsmassnahmen gewährt oder bestätigt</i>	2	4

	2015	2016
Mesure partiellement admise / <i>Massnahme teilweise bestätigt</i>	0	0
AJ (avec avocat) octroyée / <i>URP (mit Anwalt) gewährt</i>	9	6
AJ (avec avocat) refusé / <i>URP (mit Anwalt) verweigert</i>	0	0
Réclamation partiellement admise / <i>Einsprache teilweise gutgeheissen</i>	1	0

5.2.2.4. Recours au Tribunal cantonal / Beschwerden an das Kantonsgericht

	2015	2016
Pendants au 1er janvier / <i>am 1. Januar hängig</i>	2	1
Recours introduits / <i>eingereichte Beschwerden</i>	4	0
Jugements notifiés / <i>zugestellte Entscheide</i>	5	1
Pendants au 31 décembre / <i>am 31. Dezember hängig</i>	1	0

Sort réservé aux recours contre les ordonnances du TMC /

Erledigungsweise

Admission / <i>Gutheissung</i>	0	0
Admission partielle / <i>teilweise Gutheissung</i>	0	0
Rejet / <i>Abweisung</i>	4	1
Retrait / <i>Rückzug</i>	0	0
Causes devenues sans objet pour d'autres motifs / <i>aus anderen Gründen gegenstandslos gewordene Angelegenheiten</i>	1	0

5.2.2.5. Recours au Tribunal fédéral / Beschwerden an das Bundesgericht

	2015	2016
Pendants au 1er janvier / <i>am 1. Januar hängig</i>	1	0
Recours introduits / <i>eingereichte Beschwerden</i>	1	4
Jugements notifiés / <i>zugestellte Entscheide</i>	2	3
Pendants au 31 décembre / <i>am 31. Dezember hängig</i>	0	1

Sort réservé aux recours contre les ordonnances du TMC /

Erledigungsweise

Admission / <i>Gutheissung</i>	0	0
Admission partielle / <i>teilweise Gutheissung</i>	0	0
Rejet / <i>Abweisung</i>	2	0
Irrecevable ou retrait / <i>Nichteintreten oder Rückzug</i>	0	3

5.2.3. Langue des affaires liquidées / Verfahrenssprache

Sur les 909 (2015: 764) affaires liquidées, 854 (2015: 718) ont été traitées en français et 55 (2015: 46) en allemand, soit 94 % (2015: 94 %) en français et 6 % (2015: 6 %) en allemand.

Von den 909 (2015: 764) erledigten Angelegenheiten wurden 854 (2015: 718) auf Französisch und 55 (2015: 46) auf Deutsch behandelt, das heisst 94 % (2015: 94 %) auf Französisch und 6 % (2015: 6 %) auf Deutsch.

6. Les Justices de paix

6.1. Partie générale

6.1.1. Justice de paix de la Sarine

6.1.1.1. Composition et locaux

6.1.1.1.1. Composition de la Justice de paix (Juges, y compris les juges-asseesseurs)

La Justice de paix de la Sarine est composée de cinq cellules judiciaires pour un 380% de juge de paix.

Les juges de paix exercent leur fonction à 100% pour Delphine Queloz, à 90% pour Gaël Gobet, à 70% pour Wanda Suter, à 60% pour Mélanie Imhof et 60% pour Violaine Monnerat.

La Justice de paix dispose actuellement de 22 assesseurs dont les formations et qualifications répondent aux critères de pluridisciplinarité exigés par la loi.

Juges professionnels		
Prénom/nom	Fonction	EPT
Gaël Gobet	Juge de paix (vice répondant administratif)	0.9
Mélanie Imhof	Juge de paix	0.6
Wanda Suter	Juge de paix (répondante administrative)	0.7
Delphine Queloz	Juge de paix	1
Violaine Monnerat	Juge de paix	0.6
Total équivalents plein temps EPT		3.8

Juges-asseesseurs	
Prénom/nom	Fonction
Béatrice Ackermann	Juge assesseure
Michel Allemann	Juge assesseur
Fabienne Bapst	Juge assesseure
Andrea Bertoni	Juge assesseur
Véronique Blanc Audergon	Juge assesseure
Lucas Chocomeli	Juge assesseur
Florian Felder	Juge assesseur
Stefanie Frölicher-Güggi	Juge assesseure
Nathalie Grisser	Juge assesseure
Myriam Guillet	Juge assesseure
Christian Gummy	Juge assesseur
Marine Jordan	Juge assesseure
Roger Marthe	Juge assesseur
Danièle Mayer Aldana	Juge assesseure

Juges-asseesseurs	
Prénom/nom	Fonction
Madeleine Merkle	Juge assesseure
Sonia Nicolet	Juge assesseure
Monica Piller-Trüssel	Juge assesseure
Jacqueline Raemy	Juge assesseure
Claire Roelli	Juge assesseure
Christian Seydoux	Juge assesseur
Matthias Wattendorff	Juge assesseur
Yves Turchet	Juge assesseur

6.1.1.1.2. Composition du Greffe et du secrétariat

Equivalents plein temps	EPT
Total EPT personnel juriste :	
Greffiers	5.8
Juges de paix	3.8
Total EPT personnel non juriste	5.4

Durant l'année 2016, une greffière a souhaité réorienter sa carrière professionnelle, une greffière a été remplacée durant un congé maternité et un greffier a été en incapacité de travail durant plusieurs mois. Nous avons également remis au concours la place de greffière-chef, suite à la démission de la titulaire qui a également souhaité réorienter sa carrière professionnelle. Grâce au soutien précieux d'une greffière, le remplacement a pu être assuré rapidement, à l'interne. Le poste a été scindé en deux 50% et attribué à deux greffières expérimentées.

Nous bénéficions également du soutien d'une greffière à 50% et d'une secrétaire à 60% engagées sur le crédit des invalides, de 2 apprentis, d'un stagiaire MPC (maturité professionnelle commerciale) et de 3 greffiers stagiaires.

A cela s'ajoute du personnel engagé avec un statut précaire, hors budget fixe :

Contrats de durée déterminée et autres statuts précaires		
1.4	Greffier	CDD
1	Secrétaire de Juge	CDD
0.7	Secrétaire comptable	CDD
1	Greffier	JDE
1	Secrétaire-comptable jusqu'au	PET puis CDD
1	Secrétaire-comptable (dès le	JDE
1	Secrétaire comptable	PET
7.1 EPT en statut précaire		

Comme les années précédentes, nous avons recherché du soutien additionnel au niveau du personnel (hors budget), notamment en poursuivant notre collaboration avec le Tribunal des mesures de contrainte, l'ORP et le SPO.

En 2016 un juge de paix de la Sarine ne disposait ni d'un greffier ni d'une secrétaire de juge engagés en contrat de durée indéterminée. A la suite des bons résultats financiers de l'Etat de Fribourg, la conférence des juges de paix a demandé la pérennisation des postes précaires.

Nous avons eu l'heureuse surprise d'apprendre en fin d'année 2016 que 3.35 EPT (greffier, secrétaire de juge et comptable) seront pérennisés dès le 1^{er} janvier 2017. Nos collaborateurs seront mis au bénéfice d'un contrat de durée indéterminée.

La gestion du personnel a été complexe durant l'année 2016 en raison du nombre important de personnes en contrat précaire, ce qui génère une forte rotation du personnel. Nous espérons que la transformation des contrats précaires en contrats de durée indéterminée aura un effet positif sur la stabilité du personnel.

6.1.1.1.3. Locaux

La Justice de paix de l'arrondissement de la Sarine dispose actuellement de locaux adéquats et fonctionnels.

6.1.1.2. Activité juridictionnelle (charge de travail globale, rapports avec les autorités et les avocats etc.)

L'arrivée du nouveau juge, Gaël Gobet, au 1^{er} octobre 2015 a permis de soulager les cellules judiciaires.

Nous constatons une augmentation des nouvelles affaires (un peu moins de 10% par rapport à l'année précédente).

Une fois encore, nous soulignons l'importante charge de travail à laquelle est soumis tout le personnel de notre service. Nous sommes toujours très inquiets pour la santé de nos collaborateurs dont les absences pour maladie et accident se succèdent. La fatigue se ressent également au niveau des juges de paix.

A toutes fins utiles, nous relevons que les juges de paix ont procédé, entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2016, à 1484 auditions. Du 1^{er} janvier au 31 décembre 2016, les Juges de paix ont instruit 1964 nouvelles procédures, mineurs et adultes confondus. Sur la même période, ils ont clos 2012 affaires. Il en ressort qu'au 31 décembre 2016, la Justice de paix comptabilise 3'247 dossiers adultes et mineurs en cours. Nous entretenons de bons rapports tant avec les autorités qu'avec les avocats. Nous relevons que les justiciables sont de plus en plus fréquemment assistés par un mandataire professionnel devant la justice de paix.

6.1.1.3. Formation

Les juges ont suivi une journée d'étude organisée par la COPMA à Fribourg le 5 février 2016 et suivront avec les greffiers, les traditionnelles journées de formation continue proposées par la COPMA les 7 et 8 septembre 2016. Les greffiers ont pu bénéficier de diverses formations en lien avec leur activité.

Nous relevons que les juges sont régulièrement sollicités pour exposer leur travail ou participer à des tables rondes.

6.1.1.4. Divers et remarques finales (proposition de modifications législatives, informatiques etc.)

6.1.1.4.1. Perspectives législatives

Nous apprécions de travailler avec le droit actuel de la protection de l'enfant et de l'adulte. Par ailleurs, nous avons assimilé la nouvelle modification entrée en vigueur au 1^{er} juillet 2015 (autorité parentale conjointe) et nous nous préparons à une nouvelle modification du Code civil pour le 1^{er} janvier 2017 (nouveau droit sur l'entretien de l'enfant).

6.1.1.4.2. Contrôle et approbation des comptes

Depuis la réorganisation des Justices de paix en 2008, nous accusons un important retard dans la vérification et l'approbation des comptes des personnes concernées. Cette situation n'est pas sans danger notamment au vu de la responsabilité de l'Etat. Nous avons consenti d'importants efforts pour combler ce retard en affectant régulièrement du personnel à notre service comptable. La réflexion de fond entamée en 2015 se poursuit. Elle a notamment pu déboucher sur l'engagement à durée déterminée d'un comptable expérimenté, d'abord placé par l'ORP, qui est chargé de réfléchir à la mise en place de nouveaux processus de travail en optimisant les moyens informatiques à notre disposition. Dans le cadre des réflexions visant à créer des services (entités) transversaux entre les Justices de paix, nous envisageons de proposer l'engagement de ce comptable pour l'ensemble des Justices de paix du canton.

6.1.1.4.3. Spécificité du district de la Sarine

Nous soulignons que sur les 1199 requérants d'asile résidant dans le canton de Fribourg (cf. portail internet Etat de Fribourg, statistiques, état au 15.07.2016), 835 sont logés dans le district de la Sarine, ce qui représente presque le 70% de tous les demandeurs. Cette population a une influence directe sur notre activité, tant au niveau de la protection des adultes que des mineurs. Les procédures sont en effet plus complexes en raison de la difficulté de la langue et de la diversité des cultures.

Nous relevons également que la répartition des familles suivies par le service AEMO (action éducative en milieu ouvert) se concentre en grande majorité sur le district de la Sarine : sur 214 familles suivies dans le canton en 2015, 93 l'ont été dans le district de la Sarine (plus de 40%). De plus, sur les 65 jeunes en difficulté placés en urgence à Transit, 36 provenaient du district de la Sarine, soit plus de la moitié (cf. rapport annuel 2015 de la Fondation Transit).

Nous tenons encore à ajouter que sur 525 placements à des fins d'assistance prononcés par les médecins sur le canton de Fribourg, 291 étaient relatifs à des personnes domiciliées sur le district de la Sarine, soit un pourcentage de 55%.

6.1.1.4.4. Déplacements/place de parc

Les Juges de paix continuent de se déplacer toutes les semaines au Centre de soins hospitaliers de Marsens, dans les divers établissements hospitaliers du canton, dans d'autres institutions du canton ou au domicile des personnes concernées. Malgré leurs demandes réitérées, aucune solution de parcage n'a été apportée, en précisant que les Juges de paix n'utilisent pas leurs voitures pour se rendre au travail, mais uniquement pour se déplacer dans l'exercice de leur fonction.

6.1.2. Justice de la Singine

6.1.2.1. Composition et locaux

6.1.2.1.1. Composition de la justice de paix (juges, y c. assesseurs)

Béatrice Kaeser est juge de paix ordinaire à plein temps. Johanna Mayer-Ladner a exercé la fonction de juge de paix ad hoc de janvier à juin 2016 à un taux de 20 % et Elias Moussa de mi-novembre à mi-décembre 2016. Pour l'année 2017, un poste supplémentaire de juge de paix à 50 % a été attribué en novembre 2016 à la Justice de paix de la Singine.

Juges de paix		
Prénom/nom	Fonction	EPT
Béatrice Kaeser	Juge de paix	1
Johanna Mayer-Ladner	Juge de paix ad hoc à 20 % de janvier à juin 2016	0,2
Elias Moussa	Juge de paix ad hoc du 12.11 au 14.12.2016	0,2-0,3
Total en équivalents plein temps EPT : 1 en nomination ordinaire		

Assesseurs (à titre accessoire)	
Prénom/nom	
Gabrielle Aerschmann	Bruno Tinguely
Dominik Andrey	Rita Raemy
Brigitte Gauch	Silvia Reidy
Bernadette Mäder	Yvo Riedo
Marie-Therese Piller	

La Justice de paix de la Singine dispose actuellement de neuf assesseurs. Rita Raemy, psychologue, a renforcé l'équipe en 2016. Ses qualifications de pédopsychologue sont un complément très précieux pour la justice de paix.

6.1.2.1.2. Composition du greffe et du secrétariat

Le greffe se compose de trois greffiers et greffières travaillant à temps partiel (1x 90 %, 2x 50 %). Ces postes ont pu être temporairement augmentés de 30 % pour un semestre. Le greffe est complété par un poste de stagiaire.

Le secrétariat du tribunal est assumé par deux collaboratrices de longue date, l'une et l'autre à temps partiel (1x 80 %, 1x 40 %). Le poste à 40 % a pu être temporairement augmenté de 10 % pour un semestre.

Équivalents plein temps	EPT
Total EPT des collaborateurs avec formation juridique	1,9
Total EPT des collaborateurs sans formation juridique	1,2

6.1.2.1.3. Locaux

La justice de paix est installée depuis 2008 dans l'Amtshaus à Tavel. Elle y tient ses audiences dans la salle du tribunal, que se partagent le tribunal d'arrondissement et la justice de paix. Les locaux sont bien, mais la place disponible est limitée. En raison du poste de juge supplémentaire en 2017, la justice de paix aura besoin de locaux en conséquence.

6.1.2.2. *Activité judiciaire (charge de travail en général, relations avec les autorités et les avocats, etc.)*

L'activité judiciaire ressort principalement de la statistique jointe au présent rapport. Au 1^{er} janvier 2016, 131 personnes faisaient l'objet d'une mesure de protection de l'enfant et 493 d'une mesure de protection de l'adulte ; au 31 décembre 2016, c'étaient 152 mineurs pour l'une et 536 adultes pour l'autre. Dans l'ensemble, 57 dossiers ont été ouverts s'agissant d'un placement aux fins d'assistance, la plupart étant ordonnés par un médecin. La justice de paix en a traité 17 par la suite (demandes de prolongation et de libération, recours contre des PAFA ordonnés par un médecin).

En 2016, la charge de travail a été exceptionnellement lourde. Les ressources disponibles ont tout juste permis de traiter dans les délais et avec soin les cas urgents et les affaires courantes grâce à une approche très pragmatique. Toute absence en raison de vacances, maladie ou autre s'est faite sentir et révélée difficilement supportable. Nos procédures étaient marquées par l'urgence et les affaires courantes nous ont toujours submergés. C'était et c'est pénible de travailler dans de telles conditions, d'autant plus qu'il s'agit de dossiers complexes dans la plupart des cas. Pour ce qui est de la fonction de juge de paix, la nomination d'un deuxième juge à 50 % devrait apporter la décharge urgemment nécessaire. Quant au secrétariat du tribunal, la situation s'est nettement améliorée depuis la révision de la loi s'agissant de l'inventaire fiscal.

La collaboration avec les autorités et autres interlocuteurs est excellente et constructive.

6.1.2.3. *Formation*

La juge de paix et les greffiers et greffières ont suivi plusieurs cours de formation continue, notamment sur le nouveau droit en matière de contribution d'entretien. Les détails figurent dans la liste en annexe.

6.1.2.4. *Divers et remarques finales (propositions de modification de lois, informatique, etc.)*

L'année 2016 a mis l'équipe de la justice de paix à rude contribution. Des changements et des défis nous attendent aussi en 2017 : il s'agit notamment d'appliquer le nouveau droit en matière de contribution d'entretien, d'adapter les processus et l'organisation du travail au regard du nouveau poste de juge et d'agrandir les locaux. Malgré la situation difficile, nous faisons face à ces défis avec confiance et optimisme.

6.1.3. Justice de paix de la Gruyère

6.1.3.1. Composition et locaux

6.1.3.1.1. Composition de la Justice de paix (Juges, y compris les juges-asseesseurs)

Juges professionnels		
Prénom/nom	Fonction	EPT
Jean-Jospeh Brodard	Juge de paix, répondant-administratif 2016	0.7
Sophie Margueron Gumy	Juge de paix	0.7
Marie-Laure Paschoud Page	Juge de paix	0.7
Total équivalents plein temps EPT		2.1

Juges-asseesseurs	
Prénom/nom	Fonction
Mireille Barbey	Juge asseseure
Frédérique Brodard	Juge asseseure
Marie-Antoinette Christen Bloch	Juge asseseure
Mick Décosterd	Juge asseseur
Laurence Genoud	Juge asseseure
Noëlle Genoud	Juge asseseure
Véronique Glasson	Juge asseseure
René Jaquet	Juge asseseur
Jean-Pierre Levrat	Juge asseseur
Maria-Elvira Nordmann	Juge asseseure
François Oberson	Juge asseseur
Pascale Pache	Juge asseseure

6.1.3.1.2. Composition du Greffe et du secrétariat

Equivalents plein temps	EPT
Total EPT personnel juriste	5
Total EPT personnel non juriste	3.15

Relevons que, sur les 5 EPT de collaborateurs juristes, 2 EPT sont des greffiers-stagiaires, lesquels, une fois formés, apportent une aide significative dans la gestion du volume des affaires et sont nécessaires au bon respect des délais de traitement des dossiers.

6.1.3.1.3. *Locaux*

Depuis le mois de septembre 2014, la Justice de paix occupe de nouveaux locaux à la Rue de l'Europe 10, à Bulle. Ces locaux modernes, lumineux et fonctionnels sont appréciés de l'ensemble des collaborateurs. Il convient cependant de relever que la Justice de paix est d'ores et déjà à l'étroit dans ce nouvel espace ; certains collaborateurs doivent se déplacer d'un poste de travail à l'autre chaque jour, faute de place de travail fixe.

6.1.3.2. *Activité juridictionnelle (charge de travail globale, rapports avec les autorités et les avocats etc.)*

La Justice de paix de la Gruyère travaille toujours à flux tendu et toute absence est immédiatement ressentie et contraint le personnel présent à effectuer des heures supplémentaires, étant relevé que, cette année, la Justice de paix a dû faire face à deux arrêts de travail de longue durée. Les Juges de paix et la greffière-cheffe demeurent surchargés et cumulent les heures supplémentaires et les vacances non prises.

La Justice de paix est organisée en trois équipes, chacune composée d'un Juge, d'un greffier principal et d'une secrétaire principale. Les trois Juges et le personnel sont présents de manière à pouvoir utiliser les locaux et la salle d'audience de manière optimale durant la semaine, chaque Juge ayant un jour par semaine fixe pour ses séances. Enfin, les dossiers sont répartis entre les trois Juges de paix par la greffière-cheffe.

6.1.3.3. *Formation*

Le personnel de la Justice de paix de la Gruyère, en particulier les Juges de paix et greffiers, ont participé à plusieurs formations juridiques ayant trait aux domaines de la protection de l'adulte et de l'enfant, en particulier s'agissant du nouveau droit de l'entretien de l'enfant.

6.1.3.4. *Divers et remarques finales (proposition de modifications législatives, informatiques etc.)*

S'agissant des objectifs 2017, la priorité pour la Justice de paix de la Gruyère reste d'accomplir ses tâches au mieux, dans les meilleurs délais et dans un bon climat de travail. La Justice de paix de la Gruyère remercie particulièrement ses collaborateurs pour leur engagement. Les efforts déjà entrepris se poursuivent également s'agissant de l'amélioration des processus mis en place et quant à l'harmonisation des pratiques. En outre, une des priorités de la Justice de paix pour l'année 2017, consiste à rencontrer les différents intervenants avec lesquels nous collaborons régulièrement que nous n'avons pas pu aborder en 2016.

6.1.4. Justice de paix du Lac

6.1.4.1. Composition et locaux

6.1.4.1.1. Composition de la justice de paix (juges, y c. assesseurs)

Juges de paix		
Prénom/nom	Fonction	EPT
Claudine Lurf-Vonlanthen	Juge de paix	1
Total en équivalents plein temps EPT		1

Assesseurs (à titre accessoire)	
Nom/prénom	Fonction
Claudia Achermann	Assesseure
Nicole Aebi	Assesseure
Jean-Daniel Andrey	Assesseur
Marie-Madeleine Bovigny Rossy	Assesseure
Els de Kock	Assesseure
Guido Egger	Assesseur
Jacqueline Haefliger	Assesseure
Brigitte Laubscher	Assesseure
Marianne Reinhard Ryser	Assesseure
Olivier Simonet	Assesseur
Sabine Spring	Assesseure
Annakatharina Walser Beglinger	Assesseure

La justice de paix de l'arrondissement du Lac dispose de 12 assesseurs et assesseures qui ont une longue expérience à ce titre auprès de la justice de paix et des qualifications répondant dans l'ensemble au nouveau profil d'exigences des membres des autorités chargées d'appliquer le droit de protection de l'enfant et de l'adulte. Deux assesseures et un assesseur ont pris la décision de ne pas participer à des audiences ni de procéder à la vérification des comptes.

6.1.4.1.2. Composition du greffe et du secrétariat

Équivalents plein temps	EPT
Total EPT des collaborateurs avec formation juridique	1,5
Total EPT des collaborateurs sans formation juridique	2,2

En 2016 encore, le personnel de la justice de paix de l'arrondissement du Lac n'a connu aucune mutation.

Les affaires sont réparties en fonction des langues entre les greffières et les secrétaires. Tant les greffières que les secrétaires ont à nouveau rempli, en 2016, leur cahier des charges à l'entière satisfaction de la juge de paix. Malgré une lourde charge de travail assumée fréquemment dans des situations difficiles et sous énorme pression de temps, les collaboratrices ont toujours rempli leurs tâches dans un esprit loyal et positif. Elles possèdent, en sus de leurs capacités professionnelles, toutes les qualités humaines permettant de maîtriser le travail délicat de la justice de paix.

6.1.4.1.3. Locaux

La justice de paix est installée depuis 2008 dans des locaux à la Rathausgasse 6-8. La commune de Morat a résilié le bail pour la fin 2017. Sa nouvelle adresse sera à la Freiburgstrasse 69 au plus tard dès la fin 2017.

6.1.4.2. Activité judiciaire (charge de travail en général, relations avec les autorités et les avocats, etc.)

Sur les douze assesseurs et assesseuses, neuf ont été mis à contribution en un tournus régulier pour les auditions et l'examen des comptes annuels. On tente de respecter aussi bien que possible la composition adéquate de l'autorité appelée à statuer, telle qu'elle est prévue par le nouveau droit de la protection de l'adulte et de l'enfant.

Les greffières sont responsables de la rédaction des décisions de la justice de paix. En plus de l'exécution de nombreux autres travaux, elles rédigent le procès-verbal des auditions en matière de protection de l'enfant et de l'adulte ainsi que toutes les convocations à ce propos et gèrent les dossiers. La greffière Sara Fiechter est en outre en charge du décompte des heures des assesseurs et assesseuses.

Parallèlement à de nombreuses autres tâches administratives, le secrétariat est responsable des citations à comparaître pour l'établissement de l'inventaire fiscal en cas de décès. Les deux secrétaires gèrent pour leur part les dossiers dans le domaine des successions (inventaires fiscaux, certificats d'hérédité, procès-verbal d'ouverture d'une disposition pour cause de mort, etc.). Elles prennent part à l'établissement de l'inventaire et rédigent le procès-verbal. Elles sont chargées de l'expédition de l'inventaire aux héritiers et au Service cantonal des contributions. Le secrétariat règle en outre toute la facturation, l'établissement des certificats de salaire des mandataires ainsi que les décomptes à l'attention de la Caisse de compensation du canton de Fribourg.

Le secrétariat et le greffe du tribunal sont desservis en permanence (du lundi au vendredi, de 8 h à 11 h 30 et de 14 h à 17 h). Le contact avec les autres autorités et institutions peut être qualifié de bon.

En 2016, la charge de travail est restée très importante, l'équipe a dû faire des heures supplémentaires.

6.1.4.3. Formation

La juge de paix a suivi une formation continue en droit des successions et deux formations continues en matière de protection de l'enfant et de l'adulte à l'Université de Fribourg.

Les greffières, les secrétaires du tribunal et les collaboratrices administratives se sont aussi perfectionnées.

En qualité de membre du groupe de travail Tribuna V3, la greffière Sara Fiechter a aussi investi de nombreux jours de travail en 2016 dans le développement et l'amélioration du programme informatique Tribuna V3 et dans la rédaction de projets de jugement.

6.1.5. Justice de paix de la Glâne

6.1.5.1. Composition et locaux

6.1.5.1.1. Composition de la Justice de paix (Juges, y compris les juges-asseesseurs)

Juges professionnels		
Prénom/nom	Fonction	EPT
Marc Butty	Juge de paix	0.8
Total équivalents plein temps EPT		0.8

Juges-asseesseurs	
Prénom/nom	Fonction
Charlotte Aeberhard	agricultrice, ancienne présidente de l'Entente sociale intercommunale de la Glâne, Chavannes-sous-Orsonnens
Baudois Isabelle	employée de commerce, Ecublens (démissionnaire au 31.12.16)
Alexis Carrel	instituteur retraité, président de PassePartout Glâne, Mézières
Marguerite Morand-Delabays	infirmière en psychiatrie, Massonnens
Bernard Sansonnens	instituteur retraité, ancien président de l'Association fribourgeoise de football, Syndic de Châtonnaye
Michel Seydoux	chauffeur de car et transporteur scolaire, ancien Tuteur officiel et membre de l'Entente sociale intercommunale de la Glâne, Conseiller communal de Vuisternens-devant-Romont/Sommentier

6.1.5.1.2. Composition du Greffe et du secrétariat

Equivalents plein temps	EPT
Total EPT personnel juriste	1.2
Total EPT personnel non juriste	2.0

6.1.5.1.3. Locaux

Rue des Moines 58, 1680 Romont

Dès 2017, la Justice de paix de la Glâne disposera de 2 salles supplémentaires, à l'étage, reprises du 4^{ème} arrondissement forestier, qui lui a déménagé. Cela lui permettra de gagner de la place, pour ses séances notamment (audiences du juge unique, ouvertures de testament, inventaires successoraux et entretiens personnels), mais aussi en confidentialité (entretiens plus personnels) ; d'être plus à l'aise et d'accueillir peut-être, un jour, une ou des personnes supplémentaires (apprenti, stagiaire ou autre personnel d'appoint). En effet, les locaux dont elle disposait jusqu'alors, bien qu'adéquats et fonctionnels, étaient insuffisants. Les assesseurs pourront avoir désormais leur propre bureau, ce qui facilitera leur travail, notamment en période de contrôles des comptes.

La Justice de paix dispose certes de la salle du tribunal, mais un jour fixe par semaine seulement, soit le lundi, les autres jours lui étant laissés uniquement à la demande et de manière tout à fait exceptionnelle.

Dans le même bâtiment se trouvent le greffe du Tribunal, l'Office des poursuites, le Registre foncier et la Gendarmerie ; proximité qui facilite grandement les contacts et l'échange d'informations. En outre, sa localisation, à l'entrée de la Vieille-ville de Romont, et à proximité de places de parc, est idéale, à la fois discrète et facile à trouver.

A noter que le secrétariat, tout comme le greffe de la justice de paix, sont desservis en permanence (lu-ve, 08h00 - 11h30 ; 14h00 - 17h00 actuellement).

6.1.5.2. *Activité juridictionnelle (charge de travail globale, rapports avec les autorités et les avocats etc.)*

En 2016, le volume de travail est resté conséquent, malgré la période transitoire de 3 ans (2013-2015), liée à l'introduction du nouveau droit, aujourd'hui derrière nous. Les demandes et signalements sont en constante augmentation et le flot des affaires continu, liés pour partie à l'évolution démographique, mais aussi et surtout à la paupérisation de certains, à la complexité de notre société - l'administratif est devenu compliqué ! -, la judiciarisation des conflits et la fragilité toujours plus grande de nos jeunes. Les dossiers à traiter sont exigeants et requièrent beaucoup de temps, de doigté et d'écoute.

A ce jour, l'ensemble des mesures d'adulte ont été adaptées, à l'exception d'une vingtaine d'anciennes tutelles / interdictions civiles (elles étaient encore au nombre de cinquante au 31.12.15), qui le seront d'ici l'automne 2017.

Comme toutes les APEA de notre canton, la Justice de paix de la Glâne travaille à flux tendu et toute absence est immédiatement ressentie. Bien qu'en constante diminution, les heures supplémentaires restent importantes. De nouvelles compétences ont été attribuées aux justices de paix et le nouveau droit de la protection de l'enfant et de l'adulte, entré en vigueur au 01.01.13, exige une instruction plus détaillée, laquelle engendre incontestablement un surcroît de travail. Le 120 % (2 x 60 %) de greffiers, actuellement attribué à la Justice de paix de la Glâne, est largement insuffisant ; il devrait être du double du pourcentage du Juge de paix, soit de 150%, au minimum, à 200 %, dans l'idéal.

Une attention particulière a été portée cette année sur la vérification et l'approbation des comptes (plus de 400 dossiers), dont la charge de travail est importante ; d'autant que le système de rémunération a été entièrement revu, fin 2015, à la demande des communes de la Glâne, et que la facturation des curateurs privés, jusqu'alors assumée par la Région Glâne-Veveyse, a été reprise, dès cette année, par la justice de paix. La question de la rémunération des curateurs, avec la prise en charge de leurs honoraires et frais, parfois importants, reste délicate, avec un service officiel - imposé par l'Etat - coûteux pour les communes, qui de surcroît doivent assumer les cas d'indigence. En ce domaine, deux visions s'affrontent, l'une plus sociale, l'autre plus économique !

La Justice de paix de la Glâne entretient de bons rapports avec l'ensemble de ses partenaires (collectivités publiques, services de l'Etat, établissements et autres institutions actives dans le domaine de la protection - de l'enfant comme de l'adulte -, du social et de la santé) qu'avec les avocats et notaires. A noter que les justiciables sont de plus en plus fréquemment assistés par des mandataires professionnels devant la justice de paix ; d'où une forte augmentation des demandes d'assistance judiciaire.

En dehors des curateurs privés, qui dans le district sont au nombre de 170 et représentent plus des deux tiers des mesures d'adultes (300 mandats environ), la Justice de paix de la Glâne peut aujourd'hui compter sur un service officiel enfin au complet et efficace : 3 curateurs professionnels pour environ 160 dossiers.

Les statistiques jointes au présent rapport ne sont pas totalement fiables, des oublis ou l'introduction d'une fausse mesure pouvant toujours arriver, ni entièrement représentatives des activités de la justice de paix. N'y sont pas incluses les activités de conseil et de médiation, les opérations d'instruction qui, pour différentes raisons, n'ont débouché sur aucune mesure et/ou n'ont fait l'objet d'aucune décision formelle de classement,

ainsi que l'établissement de certains documents (certificats et autres attestations). Quant aux chiffres, ils sont difficilement comparables, la manière de les inscrire pouvant être très différente d'une autorité à l'autre.

Au 31 décembre 2016, la Justice de paix de la Glâne comptait :

393 mesures de curatelles d'adultes, pour 348 personnes concernées

3 administrations officielles de successions

137 mandats de curatelles d'enfants (sans compter les naissances hors mariage), pour 114 personnes concernées, dont 9 mandats de tutelles de mineurs

Dans le courant de l'année 2016, 39 dossiers de placement à des fins d'assistance (PAFA) ont été ouverts par la Justice de paix de la Glâne, pour la plupart prononcés d'urgence par des médecins, pour 8 prolongations judiciaires ou recours (appel au juge).

En matière de successions, les nouvelles dispositions législatives entrées en vigueur au 01.01.16 (absence d'inventaire fiscal pour les successions en ligne directe ou celles dont la fortune fiscale nette du défunt était inférieure à CHF 15'000.00) ont permis de gagner en efficacité et rapidité (24 inventaires fiscaux en 2016 contre 138 l'année précédente). De la compétence du seul juge de paix, chargé d'assurer la dévolution de toutes successions, ce poste (domaine) demeure important, avec plus de 176 décisions rendues en 2016, pour 157 décès dans le district.

S'agissant des décisions de mise à ban, elles ont été cette année au nombre de 7 (contre seulement 2 l'année précédente).

6.1.5.3. Formation

L'ensemble du personnel, sans exception, a suivi cette année des formations, juridiques notamment (COPMA, UNIFRI et OAF), que ce soit dans le domaine de la famille et des successions, mais aussi des assurances sociales, administratif (de gestion) et du personnel (SAP et GTA).

L'inspection annuelle de la Justice de paix de la Glâne a été faite cette année par le Conseil de la magistrature.

6.1.5.4. Divers et remarques finales (proposition de modifications législatives, informatiques etc.)

Pour la Justice de paix de la Glâne, la priorité reste et restera d'accomplir ses tâches au mieux, dans les meilleurs délais et dans un bon climat de travail.

Tant les greffières que les secrétaires et collaboratrices administratives ont à nouveau rempli, en 2016, leur cahier des charges à l'entière satisfaction du juge de paix, avec professionnalisme, loyauté et solidarité, dans un esprit positif et constructif, malgré une charge de travail élevée, assumée fréquemment dans des situations difficiles et sous pression du temps. Quelles en soient remerciées, au même titre que les assesseurs.

Après avoir mis l'accent, de 2014 à 2016, sur les transformations de mesures, la Justice de paix de la Glâne s'attaquera, en 2017, aux comptes bancaires sans héritiers connus. Il s'agit de successions (34), vraisemblablement sans héritiers, reprises des anciens cercles de justice de paix (3), d'avant la fusion et professionnalisation.

L'année 2017 verra l'introduction (au 01.02.17), pour la Justice de paix, mais aussi le Tribunal, l'Office des poursuites et le Registre foncier de notre district, d'un nouveau système de Gestion du temps de travail et des activités (GTA), pour lequel l'ensemble des collaborateurs de la justice de paix ont été formés via le Service du personnel et d'organisation (SPO).

Les objectifs 2017 seront de gagner encore en temps et efficacité sur le contrôle et l'approbation des comptes, qui sont chronophages, et d'obtenir si possible des forces supplémentaires en matière de greffiers/juristes.

6.1.6. Justice de paix de la Broye

6.1.6.1. Composition et locaux

6.1.6.1.1. Composition de la Justice de paix (Juges, y compris les juges-asseesseurs)

Juges professionnels		
Prénom/nom	Fonction	EPT
Sylviane Sateur	Juge de paix	1
Total équivalents plein temps EPT		1

Juges-asseesseurs	
Prénom/nom	Fonction
Sylvie Bise	Assesseure
Marie-Claire Corminboeuf	Assesseure
Prisca Grandgirard	Assesseure
Gérard Pillonel	Assesseur
Jean-Bernard Renevey	Assesseur
Benoît Rimaz	Assesseur
Rose-Marie Rodriguez	Assesseure
Walter Tramaux	Assesseur

6.1.6.1.2. Composition du Greffe et du secrétariat

Equivalents plein temps	EPT
Total EPT personnel juriste dont 0,8 EPT sous forme de CDD et 1 EPT JDE greffier	2,6
Total EPT personnel non juriste dont 1,45 EPT sous forme de CDD	2,3

6.1.6.1.3. Locaux

Les locaux, idéalement situés à proximité de la gare, offrent des places de parc dans les environs et bénéficient de la discrétion nécessaire quant à son accès. L'espace à disposition est totalement utilisé. Comme relevé l'année dernière, la gestion des archives est problématique. Une solution à court terme doit être trouvée.

6.1.6.2. *Activité juridictionnelle (charge de travail globale, rapports avec les autorités et les avocats etc.)*

La charge de travail demeure globalement en augmentation, un parallèle devant être fait avec l'accroissement constant de la population résidente et la complexification des situations sociales et familiales. Celle-ci a néanmoins été supportable en 2016 uniquement grâce à l'engagement, pour une durée déterminée, de collaborateurs supplémentaires par le biais de montants forfaitaires ainsi que de la mesure "jeune demandeur d'emploi". Il est à noter que chaque absence (vacances, maladie, formation) est difficilement absorbable par les autres collaborateurs.

Les modifications législatives en lien avec l'établissement de l'inventaire fiscal au décès ont certes permis une diminution des tâches y relatives de l'autorité. Cela étant, celle-ci a été largement compensée par les sollicitations régulières des administrés, en raison de leur incompréhension de la nouvelle procédure, laquelle n'a au demeurant pas fait l'objet d'une information claire du public par l'Etat.

Concernant les mesures de protection de l'adulte ayant été transformées de par la loi au 1^{er} janvier 2013 en curatelle de portée générale, la majorité d'entre elles doivent encore être adaptées afin d'être en conformité avec l'art. 14 du titre final Code civil.

Les assesseurs oeuvrent activement au bon fonctionnement de la Justice de paix et siègent toujours selon leurs compétences, en conformité avec la législation, même si cela complique et alourdit la planification des séances, eu égard aux disponibilités limitées de certains assesseurs.

Les relations avec les avocats sont dans l'ensemble professionnelles et satisfaisantes. Quelques difficultés sont néanmoins apparues dans le cadre de la fixation de la rémunération des curateurs appelés à fournir des services propres à leurs activités professionnelles, eu égard à la distinction prévue à l'art. 10 al. 2 OPEA.

6.1.6.3. *Formation*

La Juge de paix et les greffier/greffières ont participé, ensemble ou de manière individuelle, à diverses journées d'étude et de formation (*Journée d'étude en droit de protection de l'enfant et de l'adulte (UNIFR) - Journée d'information et d'échange sur les limites du discernement (ASCP) - Journées d'étude 2016 de la COPMA - Journée de formation OAF*).

6.1.6.4. *Divers et remarques finales (proposition de modifications législatives, informatiques etc.)*

Concernant l'informatique, Mme Ding œuvre toujours activement au sein du GT Tribuna V3, lequel établit des modèles et propose des améliorations du programme.

La Justice de paix est toujours dans l'attente de la promotion d'un/e greffier/ère au poste de greffier/ère-chef/fe, et ce malgré les conditions dûment remplies de l'art. 24 al. 3 LJ et son règlement interne prévoyant un tel poste.

La Justice de paix, seule entité à cotoyer au quotidien les assesseurs, regrette que son avis requis dans le cadre de la nomination d'un nouvel assesseur ne soit pas communiqué au Grand Conseil.

Pour terminer la Justice de paix remercie sincèrement l'ensemble du personnel pour son travail et son dévouement à la cause des personnes en difficulté.

6.1.7. Justice de paix de la Veveyse

6.1.7.1. Composition et locaux

6.1.7.1.1. Composition de la Justice de paix (Juges, y compris les juges-asseesseurs)

Juges professionnels		
Prénom/nom	Fonction	EPT
Périsset Gantner Sylviane	Juge de paix et Présidente de l'Autorité de protection	0.75
Total équivalents plein temps EPT		0.75

Juges-asseesseurs	
Prénom/nom	Fonction
Chaperon Anne-Lise	Audiences, contrôle des comptes avec comptes, archivage
Colliard Véronique	Audiences
Cottet Simon	Audiences (surtout à Marsens), spécialisé en médecine
Dewarrat Valérie	Audiences, contrôle des rapports avec comptes
Ducrot Charles	Audiences particulières : vente d'immeuble, etc.
Genoud Marie-Claude	Audiences, inventaires, contrôle des rapports avec comptes, rémunération des curateurs
Mesot Roland	Audiences
Paillard Nicole	Audiences, contrôle des rapports sans comptes
Pilloud Amélie	Audiences, contrôle des rapports sans comptes
Vauthey Patrick (→ sept.)	Audiences, contrôle des comptes avec comptes
Vial Jean-Daniel	Audiences, contrôle des comptes avec comptes
Werro Maryline	Audiences, contrôle des comptes avec comptes, rémunération des curateurs, charges sociales des curateurs privés

La participation des assesseurs est très variable d'un assesseur à l'autre, certains n'ayant participé qu'à une ou deux audiences alors que d'autres font pratiquement un 50% durant la période de contrôle des comptes (mars à env. novembre).

Suite au départ de Patrick Vauthey, un assesseur spécialisé en comptabilité/gestion de biens est recherché.

Il manque toujours un assesseur spécialisé en psychologie.

6.1.7.1.2. Composition du Greffe et du secrétariat

Equivalents plein temps	EPT
Total EPT personnel juriste	1
Total EPT personnel non juriste	0.8

Greffe

La greffière ad hoc ayant participé à la transformation des anciennes mesures a assuré le remplacement de la greffière titulaire, STE, durant son congé maternité. A son retour, à la fin juin, cette dernière a repris à 60%, en complément d'une deuxième greffière, LSA, laquelle avait été engagée en mai à 40%. Dès 2017, STE et LSA se partageront le poste à raison de 50% chacune.

Avec des locaux plus spacieux, nous sommes à même d'accueillir des stagiaires. C'est ainsi que nous avons pu bénéficier de l'aide de deux stagiaires employées à 100%, l'une pour 4 mois et l'autre pour 6 mois.

Secrétariat

SMO étant tombée malade dès le mois de mars, c'est SCA, une secrétaire placée par l'ORP, qui a pu être engagée à 20% dès avril et a assuré, avec NBE, à 20%, son remplacement jusqu'à la fin de l'année. Son emploi du temps étant ainsi fixé comme suit à la fin 2016 : 20% CDI, 20% CDD et 20% rempl.

Pour l'année 2017, on repart avec la même configuration avec SMO, toujours malade, remplacée par SCA (40% CDI et 20% rempl.) et NBE, dont le contrat en CDD avait été résilié à la fin de l'année, et qui a accepté de poursuivre un moment, assumant ainsi l'autre 20% de remplacement.

6.1.7.1.3. Locaux

Nous sommes toujours très satisfaits de nos nouveaux locaux.

6.1.7.2. *Activité juridictionnelle (charge de travail globale, rapports avec les autorités et les avocats etc.)*

Le contrôle des quelque 250 rapports et comptes 2015 (226 dossiers d'adultes et 48 dossiers concernant 72 enfants au total) par les huit assesseurs contrôleurs s'est déroulé sans gros problème, si ce n'est la tendance de certains curateurs privés à vouloir faire passer de nombreux actes relevant de la gestion courante pour des actes particuliers à rémunérer en sus.

En raison de l'absence de longue durée de SMO, l'organisation du secrétariat a dû être revue et l'aide régulière d'une assesseuse a été nécessaire pour assurer l'envoi dans les temps des décisions d'approbations des rapports et comptes.

Au 31 décembre 2016, la Veveyse comptait :

- > 275 mesures de curatelles d'adultes ;
- > 8 administrations officielles de successions ;
- > 93 mandats de curatelles d'enfants et 5 mandats de tutelles de mineurs.

Le service officiel des curatelles de la Veveyse (SOC) emploie actuellement deux curateurs officiels pour 1.6 EPT. Avec le départ d'une curatrice à 40% à fin juin et celui de la responsable d'équipe à 60% à fin juillet, il n'a pas été possible de confier le nombre prévu de dossiers audit service. Ainsi, à la fin 2016, le SOC assume 46 des 275 dossiers de curatelles d'adultes et les curateurs privés supportent toujours le plus gros des mandats en Veveyse. Un nouveau poste de curateur professionnel/chef d'équipe est actuellement au concours pour un 0.7-0.9 EPT supplémentaire.

Nous vous remettons avec ce rapport les statistiques demandées et y joignons celle de la COPMA pour information. Le nombre d'inventaires au décès a fortement diminué en raison du changement de loi n'en exigeant un plus qu'en cas de succession en ligne indirecte.

6.1.7.3. Formation

5 février : journée d'étude en droit de la protection de l'enfant et de l'adulte (juge de paix et greffière ad hoc)

17 février (matin) : formation à l'établissement d'un budget (greffière ad hoc)

7 et 8 septembre : **journées d'études COPMA (juge de paix, STE et LSA)**

2 décembre : journée OAF (LSA)

6.1.7.4. Divers et remarques finales (proposition de modifications législatives, informatiques etc.)

Participation de la juge de paix au Temps Présent diffusé par la RTS sur les Juges de paix et au groupe de projet pour la réforme de la LASoc.

6. Friedensgerichte

6.1. Allgemeiner Teil

6.1.1. Friedensgericht des Saanebezirks

6.1.1.1. Zusammensetzung und Räumlichkeiten

6.1.1.1.1. Zusammensetzung des Friedensgerichts (Richter/innen, einschliesslich Richter/innen-Beisitzer/innen)

Das Friedensgericht Saane setzt sich aus 5 Einheiten zusammen, die sich 380 % Friedensrichterstellen teilen.

Die Friedensrichter/innen haben folgende Stellenprozente: Delphine Queloz 100 %, Gaël Gobet 90 %, Wanda Suter 70 %, Mélanie Imhof 60 % und Violaine Monnerat 60 %.

Das Friedensgericht verfügt zurzeit über 22 Beisitzerinnen und Beisitzer, deren Ausbildungen und Qualifikationen den Kriterien der Interdisziplinarität gemäss dem Gesetz entsprechen.

Berufsrichter/innen		
Vorname / Name	Funktion	VZÄ
Gaël Gobet	Friedensrichter (administrativer Vizevorsitzender)	0,9
Mélanie Imhof	Friedensrichterin	0,6
Wanda Suter	Friedensrichterin (administrative Vorsitzende)	0,7
Delphine Queloz	Friedensrichterin	1
Violaine Monnerat	Friedensrichterin	0,6
Total Vollzeitäquivalente VZÄ		3,8

Richter/innen-Beisitzer/innen	
Vorname / Name	Funktion
Béatrice Ackermann	Richterin-Beisitzerin
Michel Allemann	Richter-Beisitzer
Fabienne Bapst	Richterin-Beisitzerin
Andrea Bertoni	Richter-Beisitzer
Véronique Blanc Audergon	Richterin-Beisitzerin
Lucas Chocomeli	Richter-Beisitzer
Florian Felder	Richter-Beisitzer
Stefanie Frölicher-Güggi	Richterin-Beisitzerin
Nathalie Grisser	Richterin-Beisitzerin
Myriam Guillet	Richterin-Beisitzerin
Christian Gumy	Richter-Beisitzer
Marine Jordan	Richterin-Beisitzerin
Roger Marthe	Richter-Beisitzer

Richter/innen-Beisitzer/innen	
Danièle Mayer Aldana	Richterin-Beisitzerin
Madeleine Merkle	Richterin-Beisitzerin
Sonia Nicolet	Richterin-Beisitzerin
Monica Piller-Trüssel	Richterin-Beisitzerin
Jacqueline Raemy	Richterin-Beisitzerin
Claire Roelli	Richterin-Beisitzerin
Christian Seydoux	Richter-Beisitzer
Matthias Wattendorff	Richter-Beisitzer
Yves Turchet	Richter-Beisitzer

6.1.1.1.2. Zusammensetzung der Gerichtsschreiberei und des Sekretariats

Vollzeitäquivalente	VZÄ
Total VZÄ juristisches Personal:	
Gerichtsschreiber	5,8
Friedensrichter	3,8
Total VZÄ nichtjuristisches Personal	5,4

Im Verlauf des Jahres 2016 wollte sich eine Gerichtsschreiberin beruflich neu orientieren, wurde eine Gerichtsschreiberin während eines Mutterschaftsurlaubs vertreten und war ein Gerichtsschreiber während mehrerer Monate arbeitsunfähig. Wir haben ebenfalls die Stelle als Chefgerichtsschreiber/in wieder ausgeschrieben, nachdem die Inhaberin gekündigt hat, weil sie sich auch beruflich neu orientieren wollte. Dank der wertvollen Unterstützung durch eine Gerichtsschreiberin konnte die Vertretung innert kürzester Frist intern geregelt werden. Die Stelle wurde auf zweimal 50 % aufgeteilt und zwei erfahrenen Gerichtsschreiberinnen übertragen.

Wir werden ausserdem von einer Gerichtsschreiberin zu 50 %, einer Sekretärin zu 60 %, die über den Invalidenkredit angestellt wurden, 2 Lernenden, einem KBM-Praktikanten (kaufmännische Berufsmatura) und 3 Gerichtsschreiber-Praktikanten unterstützt.

Dazu kommt Personal, das einen ungesicherten Status ausserhalb des festen Budgets hat.

Befristete Verträge und ungesicherter Status		
1,4	Gerichtsschreiber	BV
1	Gerichtssekretärin	BV
0,7	Sekretär-Buchhalter	BV
1	Gerichtsschreiber	JAS
1	Sekretär-Buchhalter bis 30.09.2016	PvB, dann BV
1	Sekretär-Buchhalter (ab 01.09.16)	JAS
1	Sekretär-Buchhalter	PvB
7,1 VZÄ mit ungesichertem Status		

Wie in den vorhergehenden Jahren suchten wir zusätzliche personelle Unterstützung (ausserhalb des Budgets), namentlich mit der Fortsetzung unserer Zusammenarbeit mit dem Zwangsmassnahmengericht, dem RAV und dem POA.

2016 verfügte 1 Richter weder über einen Gerichtsschreiber noch eine Gerichtsssekretärin mit unbefristetem Vertrag. Nach den guten finanziellen Ergebnissen des Staates Freiburg verlangte die Friedensrichterkonferenz, dass die ungesicherten in feste Stellen umgewandelt werden.

Ende 2016 durften wir zu unserer freudigen Überraschung zur Kenntnis nehmen, dass 3,35 VZÄ (Gerichtsschreiber, Gerichtsssekretärin und Buchhalter) ab 1. Januar 2017 feste Stellen sind. Unsere Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter werden einen unbefristeten Vertrag erhalten.

Das Personalmanagement blieb 2016 komplex, weil zahlreiche Personen nur vorübergehende Verträge haben, was eine grosse Personalfuktuation zur Folge hat. Wir hoffen, dass die Umwandlung von vorübergehenden Verträgen in unbefristete Verträge eine positive Auswirkung auf die Stabilität des Personals hat.

6.1.1.1.3. Räumlichkeiten

Das Friedensgericht des Saanebezirks verfügt derzeit über angemessene und funktionale Räumlichkeiten.

6.1.1.2. Rechtsprechung (gesamte Arbeitslast, Verhältnis zu den Behörden und den Rechtsanwältinnen und Rechtsanwälten usw.)

Mit dem Stellenantritt des neuen Richters Gaël Gobet am 1. Oktober 2015 konnten die Einheiten entlastet werden.

Wir stellen eine Zunahme der neuen Geschäfte fest (etwas mehr als 10 % gegenüber dem Vorjahr).

Einmal mehr unterstreichen wir, dass das ganze Personal unserer Dienststelle unter einer bedeutenden Arbeitslast leidet. Wir machen uns immer noch Sorgen um die Gesundheit unserer Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter, bei denen sich die krankheitsbedingten Abwesenheiten häufen. Die Müdigkeit macht sich auch unter den Friedensrichterinnen und Friedensrichtern breit.

Für alle Fälle weisen wir darauf hin, dass die Friedensrichterinnen und Friedensrichter vom 1. Januar bis 31. Dezember 2016 1484 Sitzungen durchführten. Vom 1. Januar bis 31. Dezember 2016 instruierten die Friedensrichterinnen und Friedensrichter 1964 neue Verfahren für Minderjährige und Erwachsene. Im gleichen Zeitraum schlossen sie 2012 Geschäfte ab. Am 31. Dezember 2016 zählte das Friedensgericht 3247 laufende Massnahmen für Erwachsene und für Minderjährige. Wir unterhalten gute Beziehungen sowohl mit den Behörden als auch mit den Anwältinnen und Anwälten. Wir weisen darauf hin, dass die Rechtsuchenden sich vor dem Friedensgericht immer häufiger von einer berufsmässigen Vertreterin oder einem berufsmässigen Vertreter unterstützen lassen.

6.1.1.3. Weiterbildung

Die Richterinnen und Richter haben am 5. Februar 2016 in Freiburg an einem Studientag, der von der KOKES organisiert wurde, teilgenommen und besuchten am 7. und 8. September 2016 die traditionellen Weiterbildungstage, die von der KOKES angeboten werden. Die Gerichtsschreiberinnen und Gerichtsschreiber konnten verschiedene Weiterbildungen im Zusammenhang mit ihrer Tätigkeit in Anspruch nehmen.

Wir weisen darauf hin, dass die Richterinnen und Richter regelmässig gebeten werden, ihre Arbeit zu erklären oder an Diskussionsrunden teilzunehmen.

6.1.1.4. *Verschiedenes und Schlussbemerkungen (Vorschläge für Gesetzesänderungen, Änderungen bei der Informatik usw.)*

6.1.1.4.1. *Aussichten in der Gesetzgebung*

Wir schätzen es, mit dem neuen Kindes- und Erwachsenenschutzrecht zu arbeiten. Ausserdem haben wir die neue Änderung, die am 1. Juli 2015 in Kraft getreten ist (gemeinsame elterliche Sorge), übernommen, und wir bereiten uns auf eine Änderung des Zivilgesetzbuchs auf den 1. Januar 2017 (neues Recht über den Unterhalt des Kindes) vor.

6.1.1.4.2. *Prüfung und Genehmigung der Rechnungen*

Seit der Reorganisation der Friedensgerichte im Jahr 2008 beklagen wir einen beträchtlichen Rückstand bei der Prüfung und der Genehmigung der Rechnungen der betroffenen Personen. Diese Situation birgt eine gewisse Gefahr, namentlich was die Haftung des Staats angeht. Wir haben grossen Anstrengungen zur Behebung des Rückstands zugestimmt, indem wir der Buchhaltungsabteilung regelmässig Personal zugewiesen haben. Die grundsätzliche Überlegung, die 2015 begonnen wurde, wird fortgesetzt. Sie führte namentlich zur befristeten Anstellung eines erfahrenen Buchhalters, der zunächst vom RAV vermittelt wurde und den Auftrag hat, über die Schaffung eines neuen Arbeitsverfahrens nachzudenken und unsere Informatikmittel zu optimieren. Im Rahmen dieser Überlegungen, die dazu führen sollten, dass Querschnittsämter (-einheiten) zwischen den Friedensgerichten geschaffen werden, beabsichtigen wir, diesen Buchhalter für alle Friedensgerichte im Kanton anzustellen.

6.1.1.4.3. *Besonderheit des Saanebezirks*

Wir unterstreichen, dass von den 1199 Asylbewerberinnen und Asylbewerbern, die sich im Kanton Freiburg aufhalten (s. Internetportal Staat Freiburg, Statistiken, Stand am 15.07.2016), 835 im Saanebezirk untergebracht sind, was fast 70 % aller Asylantragstellerinnen und Asylantragsteller entspricht. Diese Bevölkerung hat einen direkten Einfluss auf unsere Arbeit, sowohl beim Erwachsenenschutz als auch beim Kinderschutz. Die Verfahren sind aufgrund sprachlicher Schwierigkeiten und kultureller Unterschiede komplexer.

Wir weisen ausserdem darauf hin, dass sich die Familien, die von der Dienststelle SPFB (sozialpädagogische Familienbegleitung) begleitet werden, grossmehrheitlich auf den Saanebezirk konzentrieren: von 214 Familien, die 2015 im Kanton begleitet wurden, entfallen 93 auf den Saanebezirk (über 40 %). Ausserdem stammen 36 von 65 Jugendlichen mit Schwierigkeiten, die notfallmässig bei Transit platziert wurden, aus dem Saanebezirk; das ist mehr als die Hälfte (s. Jahresbericht 2015 der Stiftung Transit).

Wir möchten noch anfügen, dass 291 von 525 fürsorgerische Unterbringungen, die von den Ärztinnen und Ärzten im Kanton ausgesprochen wurden, Personen, die im Saanebezirk wohnhaft sind, betreffen; das sind 55 %.

6.1.1.4.4. *Fahrten/Parkplätze*

Die Friedensrichterinnen und Friedensrichter gehen weiterhin wöchentlich ins Spitalpflegezentrum Marsens, in die verschiedenen Spitäler des Kantons, in weitere Einrichtungen des Kantons und zu den betroffenen Personen nach Hause. Trotz wiederholter Gesuche konnte für das Parkieren keine Lösung gefunden werden, wobei darauf hingewiesen sei, dass die Friedensrichterinnen und Friedensrichter ihr Fahrzeug nicht für den Arbeitsweg, sondern für dienstliche Fahrten brauchen.

6.1.2. Friedensgericht des Sensebezirks

6.1.2.1. Zusammensetzung und Räumlichkeiten

6.1.2.1.1. Zusammensetzung des Friedensgerichts (Richter/innen, inkl. Beisitzer/innen)

Hauptamtliche Friedensrichterin ist Béatrice Kaeser zu 100%. Als zusätzliche Friedensrichter ad hoc amtierten Johanna Mayer-Ladner von Januar bis Juni 2016 zu 20% sowie Elias Moussa von Mitte November bis Mitte Dezember 2016. Für das Jahr 2017 wurde dem Friedensgericht des Sensebezirks im November 2016 eine zusätzliche 50%-Friedensrichterstelle gesprochen.

Friedensrichter/innen		
Vorname/Name	Funktion	VZE
Béatrice Kaeser	Friedensrichterin	1
Johanna Mayer-Ladner	Friedensrichterin ad hoc 20% von Jan. bis Juni 2016	0.2
Elias Moussa	Friedensrichter ad hoc von 12.11. bis 14.12.2016	0.2-0.3
Total Vollzeitäquivalenzen VZE: 1 in ordentlicher Ernennung		

Beisitzer/innen (nebenberuflich)	
Vorname/Name	Vorname/Name
Gabrielle Aerschmann	Bruno Tinguely
Dominik Andrey	Rita Raemy
Brigitte Gauch	Silvia Reidy
Bernadette Mäder	Yvo Riedo
Marie-Therese Piller	

Das Friedensgericht des Sensebezirks verfügt derzeit über 9 Beisitzer/innen. Neu ist im Jahr 2016 Rita Raemy, Psychologin, hinzugestossen. Ihre Qualifikation als Kinderpsychologin ist eine äusserst wertvolle Ergänzung für das Friedensgericht.

6.1.2.1.2. Zusammensetzung der Gerichtsschreiberei und des Sekretariats

Die Gerichtsschreiberei setzt sich aus drei Gerichtsschreiber/innen zusammen, welche jeweils Teilzeit arbeiten (1x 90%, 2x 50%). Befristet konnten diese Verträge für ein halbes Jahr um 30% aufgestockt werden. Die Gerichtsschreiberei wird jeweils durch eine/einen Praktikanten ergänzt.

Das Gerichtssekretariat wird von zwei langjährigen Mitarbeiterinnen geführt, beide im Teilzeitpensum (1x 80%, 1x 40%). Die Stelle zu 40% konnte befristet für ein halbes Jahr um 10% aufgestockt werden.

Vollzeitäquivalenzen	VZE
Total VZE Mitarbeiter/innen mit juristischer Ausbildung	1.9
Total VZE Mitarbeiter/innen ohne juristische Ausbildung	1.2

6.1.2.1.3. Räumlichkeiten

Das Friedensgericht befindet sich seit 2008 im Amthaus in Tafers. Es führt seine Verhandlungen im Gerichtssaal des Amthauses, welche sich das Bezirks- und Friedensgericht teilen. Die Lokalitäten sind gut, der Platz ist allerdings knapp. Aufgrund der zusätzlichen Richterstelle im 2017 wird das Friedensgericht zusätzliche Räumlichkeiten benötigen.

6.1.2.2. Rechtsprechung (gesamte Arbeitslast, Verhältnis zu den Behörden und den Rechtsanwältinnen usw.)

Die Gerichtstätigkeit ergibt sich vorwiegend aus der eingereichten Statistik. Per 1. Januar 2016 waren 131 Minderjährige von einer Kinderschuttmassnahme und 493 Personen von einer Erwachsenenschuttmassnahme betroffen; am 31.12.2016 waren es 152 Minderjährige und 536 Erwachsene. Insgesamt wurden 57 Dossiers betreffend eine Fürsorgerische Unterbringung eröffnet, wobei es sich dabei mehrheitlich um ärztliche Unterbringungen handelte. Davon wurden 17 Dossiers durch das Friedensgericht weiter bearbeitet (Verlängerungs- und Entlassungsgesuche, Beschwerden gegen ärztliche FU).

Die Arbeitslast im Jahre 2016 war ausserordentlich hoch. Mit den vorhandenen Ressourcen konnten knapp die dringenden Fälle und das anstehende Tagesgeschäft dank einer überaus pragmatischen Vorgehensweise einigermaßen zeitgerecht und sorgfältig bewältigt werden. Jede Abwesenheit wegen Ferien, Krankheit etc. machte sich bemerkbar und war kaum tragbar. Unsere Arbeitsabläufe waren geprägt durch die Dringlichkeit und das Tagesgeschäft „überrollte“ uns stetig. Es war und ist belastend, unter solchen Bedingungen arbeiten zu müssen, umso mehr es sich in der Mehrheit unserer Dossiers um komplexe Dossiers handelt. In Bezug auf die Friedensrichterfunktion sollte die Ernennung eines zweiten Friedensrichters zu 50% hier die dringend notwendige Entlastung bringen. In Bezug auf das Gerichtsssekretariat hat sich die Situation seit der Gesetzesänderung in Bezug auf die Steuerinventare stark verbessert.

Die Zusammenarbeit mit anderen Behörden und anderen Ansprechpersonen sind sehr gut und konstruktiv.

6.1.2.3. Ausbildung

Die Friedensrichterin sowie die Gerichtsschreiber/innen haben verschiedene Weiterbildungsveranstaltungen besucht, namentlich auch zum neuen Unterhaltsrecht. Die Details können der beiliegenden Liste entnommen werden.

6.1.2.4. Verschiedenes und Schlussbemerkungen (Vorschläge Gesetzesänderungen, Informatik usw.)

Das Jahr 2016 hat das Team des Friedensgerichts ausserordentlich gefordert. Änderungen und Herausforderungen stehen uns auch im 2017 bevor: Es gilt u.a., das neue Unterhaltsrecht umzusetzen, die Arbeitsabläufe und -organisation aufgrund der neu geschaffenen Richterstelle anzupassen und die Räumlichkeiten zu vergrössern. Trotz der schwierigen Rahmenbedingungen schauen wir diesen Herausforderungen zuversichtlich und positiv entgegen.

6.1.3. Friedensgericht des Greyerzbezirks

6.1.3.1. Zusammensetzung und Räumlichkeiten

6.1.3.1.1. Zusammensetzung des Friedensgerichts (Richter/innen, einschliesslich Richter/innen-Beisitzer/innen)

Berufsrichter/innen		
Vorname / Name	Funktion	VZÄ
Jean-Joseph Brodard	Friedensrichter, administrativer Vorsitzender 2016	0,7
Sophie Margueron Gumy	Friedensrichterin	0,7
Marie-Laure Paschoud Page	Friedensrichterin	0,7
Total Vollzeitäquivalente VZÄ		2,1

Richter/innen-Beisitzer/innen	
Vorname / Name	Funktion
Mireille Barbey	Richterin-Beisitzerin
Frédérique Brodard	Richterin-Beisitzerin
Marie-Antoinette Christen Bloch	Richterin-Beisitzerin
Mick Décosterd	Richter-Beisitzer
Laurence Genoud	Richterin-Beisitzerin
Noëlle Genoud	Richterin-Beisitzerin
Véronique Glasson	Richterin-Beisitzerin
René Jaquet	Richter-Beisitzer
Jean-Pierre Levrat	Richter-Beisitzer
Maria-Elvira Nordmann	Richterin-Beisitzerin
François Oberson	Richter-Beisitzer
Pascale Pache	Richterin-Beisitzerin

6.1.3.1.2. Zusammensetzung der Gerichtsschreiberei und des Sekretariats

Vollzeitäquivalente	VZÄ
Total VZÄ juristisches Personal	5
Total VZÄ nichtjuristisches Personal	3,15

Zu erwähnen ist, dass von den 5 VZÄ der juristischen Mitarbeiter 2 VZÄ Gerichtsschreiber-Praktikanten sind, die, sobald sie ausgebildet sind, eine bedeutende Hilfe in der Verwaltung der zu bearbeitenden Angelegenheiten darstellen und benötigt werden, um die Fristen bei der Bearbeitung der Dossiers einzuhalten.

6.1.3.1.3. Räumlichkeiten

Seit September 2014 befindet sich das Friedensgericht in den neuen Räumlichkeiten an der Rue de l'Europe 10, in Bulle. Die modernen, hellen und praktischen Räumlichkeiten werden von allen Mitarbeitenden geschätzt. Man muss aber darauf hinweisen, dass der Platz für das Friedensgericht am neuen Ort schon wieder knapp ist; einige Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter müssen täglich den Arbeitsplatz wechseln, weil es zu wenige feste Arbeitsplätze gibt.

6.1.3.2. Rechtsprechung (gesamte Arbeitslast, Verhältnis zu den Behörden und den Rechtsanwältinnen und Rechtsanwälten usw.)

Das Friedensgericht des Greyerzbezirks arbeitet immer in einem hohen Rhythmus, und jede Absenz macht sich sofort bemerkbar, so dass das anwesende Personal zu Überstunden gezwungen wird. Wobei angemerkt werden muss, dass das Friedensgericht dieses Jahr zwei längere Arbeitsausfälle bewältigen musste. Die Friedensrichterinnen und Friedensrichter und die Chefgerichtsschreiberin sind immer noch überbelastet, und es häufen sich Überstunden und nicht bezogene Ferientage an.

Das Friedensgericht besteht aus drei Gruppen, wovon jede aus einer Richterin oder einem Richter, einer Hauptgerichtsschreiberin oder einem Gerichtsschreiber und einer Hauptsekretärin besteht. Die drei Richterinnen und Richter und das Personal sind so anwesend, dass die Räumlichkeiten und der Gerichtssaal während der Woche optimal genutzt werden können; jede Richterin und jeder Richter hat einen fixen Tag pro Woche für seine Sitzungen. Schliesslich werden die Dossiers von der Chefgerichtsschreiberin auf die drei Friedensrichterinnen und Friedensrichter verteilt.

6.1.3.3. Weiterbildung

Das Personal des Friedensgerichts des Greyerzbezirks, namentlich die Friedensrichterinnen und Friedensrichter und die Gerichtsschreiberinnen und Gerichtsschreiber, nahmen an mehreren juristischen Ausbildungen über das Kinder- und Erwachsenenschutzrecht teil, insbesondere ging es um das neue Unterhaltsrecht des Kindes.

6.1.3.4. Verschiedenes und Schlussbemerkungen (Vorschläge für Gesetzesänderungen, Änderungen bei der Informatik usw.)

Wie es bereits in den Zielen 2017 des Friedensgerichts des Greyerzbezirks steht, geht es weiterhin darum, die Aufgaben bestmöglich, möglichst schnell und in einem guten Arbeitsklima zu erledigen. Das Friedensgericht des Greyerzbezirks dankt ganz besonders den Mitarbeiterinnen und Mitarbeitern für ihr Engagement. Die bereits unternommenen Anstrengungen bei der Verbesserung der geschaffenen Verfahren und die Harmonisierung der Praxis werden weitergeführt. Des Weiteren ist eine der Prioritäten des Friedensgerichts für das Jahr 2017, verschiedene Beteiligte zu treffen, mit denen wir regelmässig zusammenarbeiten und die wir 2016 nicht ansprechen konnten.

6.1.4. Friedensgericht des Seebezirks

6.1.4.1. Zusammensetzung und Räumlichkeiten

6.1.4.1.1. Zusammensetzung des Friedensgerichts (Richter/innen, inkl. Beisitzer/innen)

Friedensrichter/innen		
Vorname/Name	Funktion	VZE
Claudine Lurf-Vonlanthen	Friedensrichterin	1
Total Vollzeitäquivalenzen VZE		1

Beisitzer/innen (nebenberuflich)	
Vorname/Name	Funktion
Claudia Achermann	Beisitzerin
Nicole Aebi	Beisitzerin
Jean-Daniel Andrey	Beisitzer
Marie-Madeleine Bovigny Rossy	Beisitzerin
Els de Kock	Beisitzerin
Guido Egger	Beisitzer
Jacqueline Haefliger	Beisitzerin
Brigitte Laubscher	Beisitzerin
Marianne Reinhard Ryser	Beisitzerin
Olivier Simonet	Beisitzer
Sabine Spring	Beisitzerin
Annakatharina Walser Beglinger	Beisitzerin

Das Friedensgericht des Seebezirks zählt 12 Beisitzerinnen und Beisitzer, welche alle über jahrelange Erfahrung als Beisitzer auf dem Friedensgericht und über Qualifikationen verfügen, die dem Anforderungsprofil der Mitglieder der Kindes- und Erwachsenenschutzbehörden im Grossen und Ganzen entsprechen. Zwei Beisitzerinnen und ein Beisitzer haben auf eigenen Entscheid weder an Gerichtsverhandlungen teilgenommen noch Rechnungsprüfungen vorgenommen.

6.1.4.1.2. Zusammensetzung der Gerichtsschreiberei und des Sekretariats

Vollzeitäquivalenzen	VZE
Total VZE Mitarbeiter/innen mit juristischer Ausbildung	1,5
Total VZE Mitarbeiter/innen ohne juristische Ausbildung	2,2

Auf dem Friedensgericht des Seebezirks ist im Jahre 2016 wiederum kein personeller Wechsel erfolgt.

Die Angelegenheiten werden nach Sprachen unter den Gerichtsschreiberinnen und den Sekretärinnen aufgeteilt. Sowohl die Gerichtsschreiberinnen als auch die Sekretärinnen und die Büromitarbeiterinnen erfüllten ihr Pflichtenheft im Jahre 2016 wieder zur vollsten Zufriedenheit der Friedensrichterin. Trotz hoher Arbeitslast, oft schwierigen Situationen und häufig enormem Zeitdruck sind die Mitarbeiterinnen stets loyal und positiv ihrer Arbeit gegenüber eingestellt, und sie besitzen nebst den beruflichen auch alle menschlichen Qualitäten, um die schwierige Arbeit auf dem Friedensgericht bewältigen zu können.

6.1.4.1.3. Räumlichkeiten

Das Friedensgericht ist seit 2008 an der Rathausgasse 6-8 eingemietet. Die Gemeinde Murten hat den Mietvertrag per Ende 2017 gekündigt. Die neue Adresse des Friedensgerichts befindet sich ab spätestens Ende 2017 an der Freiburgstrasse 69.

6.1.4.2. Rechtsprechung (gesamte Arbeitslast, Verhältnis zu den Behörden und den Rechtsanwältinnen usw.)

Von den zwölf Beisitzern und Beisitzerinnen wurden neun in einem regelmässigen Turnus für die Anhörungen und die Prüfung der Jahresrechnungen aufgeboten. Es wurde so gut als möglich versucht, die vom Erwachsenen- und Kinderschutzrecht vorgesehene fachgerechte Zusammensetzung des Spruchkörpers zu respektieren.

Die Gerichtsschreiberinnen sind verantwortlich für die Redaktion der Entscheide des Friedensgerichts. Nebst der Erledigung vieler anderer Arbeiten führen sie das Protokoll der Anhörungen im Kindes- und Erwachsenenschutz, verfassen alle diesbezüglichen Vorladungen und führen die Aktenhefte. Die Gerichtsschreiberin Sara Fiechter ist im Weiteren zuständig für die Stundenabrechnung der Beisitzer und Beisitzerinnen.

Das Sekretariat ist nebst der Erledigung vieler anderer Administrativarbeiten verantwortlich für die Vorladungen zur Errichtung des Steuerinventars bei Todesfall. Die beiden Sekretärinnen führen die Dossiers Erbschaftswesen (Steuerinventare, Erbescheinigungen, Protokolle über die Eröffnung einer Verfügung von Todes wegen usw.). Die Sekretärinnen nehmen an der Inventaraufnahme teil und führen das Protokoll. Sie sind verantwortlich für den Versand des Inventars an die Erben und die kantonale Steuerverwaltung. Die ganze Fakturierung wie auch das Erstellen der Lohnausweise für die Mandatsträger und die Abrechnungen für die Ausgleichskasse des Kantons Freiburg werden über das Sekretariat abgewickelt.

Das Sekretariat bzw. die Gerichtsschreiberei ist permanent besetzt (Mo-Fr 08.00 – 11.30 Uhr; 14.00 – 17.00 Uhr). Der Kontakt mit anderen Behörden und Institutionen kann als gut bezeichnet werden.

Im Jahre 2016 blieb die Arbeitslast sehr hoch, es mussten Überstunden geleistet werden.

6.1.4.3. Ausbildung

Die Friedensrichterin hat an der Universität Freiburg eine Weiterbildung im Erbrecht und zwei Weiterbildungen im Kindes- und Erwachsenenschutz besucht.

Ebenso haben die Gerichtsschreiberinnen, die Gerichtssekretärinnen und die Büromitarbeiterinnen Weiterbildungen absolviert.

Die Gerichtsschreiberin Sara Fiechter hat als Mitglied der Arbeitsgruppe Tribuna V3 auch im Jahre 2016 viele Arbeitstage in die Weiterentwicklung bzw. die Verbesserung des Informatikprogramms Tribuna V3 und das Verfassen von Entscheidvorlagen investiert.

6.1.5. Friedensgericht des Glanebezirks

6.1.5.1. Zusammensetzung und Räumlichkeiten

6.1.5.1.1. Zusammensetzung des Friedensgerichts (Richter/innen, einschliesslich Richter/innen-Beisitzer/innen)

Berufsrichter/innen		
Vorname / Name	Funktion	VZÄ
Marc Butty	Friedensrichter	0,8
Total Vollzeitäquivalente VZÄ		0,8

Richter/innen-Beisitzer/innen	
Vorname / Name	Beruf
Charlotte Aeberhard	Landwirtin, ehemalige Präsidentin des interkommunalen Sozialdiensts des Glanebezirks, Chavannes-sous-Orsonnens
Baudois Isabelle	kaufmännische Angestellte, Ecublens (Rücktritt auf den 31.12.16)
Alexis Carrel	pensionierter Primarlehrer, Präsident von PassePartout Glâne,
Marguerite Morand-Delabays	Psychiatriepflegerin, Massonnens
Bernard Sansonnens	pensionierter Primarlehrer, ehemaliger Präsident des Freiburger Fussballverbands, Ammann von Châtonnaye
Michel Seydoux	Car- und Schulbuschauffeur, ehemaliger Amtsvormund und Mitglied des interkommunalen Sozialdiensts des Glanebezirks, Gemeinderat in Vuisternens-devant-Romont/Sommentier

6.1.5.1.2. Zusammensetzung der Gerichtsschreiberei und des Sekretariats

Vollzeitäquivalente	VZÄ
Total VZÄ juristisches Personal	1,2
Total VZÄ nichtjuristisches Personal	2,0

6.1.5.1.3. Räumlichkeiten

Rue des Moines 58, 1680 Romont

Ab 2017 verfügt das Friedensgericht des Glanebezirks über 2 zusätzliche Zimmer, die vom 4. Forstkreis übernommen werden; dieser ist umgezogen. Dadurch gewinnt es Platz, namentlich für die Sitzungen (Anhörungen vor dem Einzelrichter, Testamentsöffnungen, Erbschaftsinventare und persönliche Gespräche), aber auch Vertraulichkeit (persönlichere Gespräche); es hat mehr Komfort und kann vielleicht eines Tages eine oder mehrere zusätzliche Personen aufnehmen (Lernende/r, Praktikant/in oder weiteres Aushilfspersonal). Die Räumlichkeiten, über die es bisher verfügte, waren angemessen und funktional, aber ungenügend. Die Beisitzerinnen und Beisitzer haben nun ihr eigenes Büro, was ihre Arbeit namentlich zur Zeit der Rechnungsprüfungen erleichtern wird.

Das Friedensgericht verfügt zwar über den Gerichtssaal, aber nur an einem festen Tag pro Woche, nämlich am Montag; an anderen Wochentagen kann es ihn nur auf Verlangen und wirklich nur ausnahmsweise benützen.

Im selben Gebäude befinden sich die Gerichtsschreiberei, das Betreibungsamt, das Grundbuchamt und die Gendarmerie; eine Nähe, welche die Kontakte und den Informationsaustausch wesentlich erleichtert. Ausserdem ist sein Standort am Eingang der Altstadt von Romont und in der Nähe von Parkplätzen ideal; er ist gleichzeitig diskret und leicht zu finden.

Es sei darauf hingewiesen, dass das Sekretariat und die Gerichtsschreiberei des Friedensgerichts ständig besetzt sind (derzeit Mo–Fr, 08.00–11.30 Uhr; 14.00–17.00 Uhr).

6.1.5.2. Rechtsprechung (gesamte Arbeitslast, Verhältnis zu den Behörden und den Rechtsanwältinnen und Rechtsanwälten usw.)

2016 blieb die Arbeitslast hoch, obwohl die 3-jährige Übergangsfrist (2013–2015) für die Einführung des neuen Rechts hinter uns liegt. Die Gesuche und Ausschreibung und die ständige Flut an Geschäften, die teilweise mit der Bevölkerungszunahme, aber auch und vor allem mit der Verarmung gewisser Leute, mit der Komplexität unserer Gesellschaft – das Administrative ist kompliziert geworden! –, mit der Verrechtlichung der Konflikte und der immer grösseren Verletzlichkeit unserer Jugendlichen zusammenhängen, nehmen ständig zu. Die zu behandelnden Fälle sind anspruchsvoll, und es braucht dafür viel Zeit, Geschicklichkeit und Zuhören.

Nun sind alle Massnahmen für Erwachsene mit Ausnahme von rund 20 alten Vormundschaften / Entmündigungen (am 31.12.15 waren es noch 50) angepasst worden; die verbleibenden Fälle werden bis im Herbst 2017 angepasst.

Wie alle KESB in unserem Kanton arbeitet das Friedensgericht des Glanebezirks in einem straffen Rhythmus, und jede Abwesenheit macht sich sofort bemerkbar. Obwohl die Überstunden abnehmen, bleibt ihre Zahl bedeutend. Den Friedensgerichten wurden neue Kompetenzen übertragen, und das neue Kinder- und Erwachsenenschutzrecht, das am 01.01.13 in Kraft getreten ist, macht eine detailliertere Instruktion nötig, die unbestreitbar einen grösseren Arbeitsaufwand zur Folge hat. Die 120 % (2 x 60 %) Gerichtsschreiberstellen, die derzeit dem Friedensgericht des Glanebezirks zugewiesen sind, genügen bei Weitem nicht; es bräuchte den doppelten Prozentsatz des Friedensrichters, nämlich 150 %, idealerweise 200 %.

In diesem Jahr wurde der Prüfung und der Genehmigung der Rechnungen (über 400 Fälle), die eine bedeutende Arbeitslast verursachen, besondere Aufmerksamkeit geschenkt; das gilt umso mehr, als das Entschädigungssystem Ende 2015 auf Ersuchen der Gemeinden des Glanebezirks vollständig umgestellt wurde und die Rechnungstellung der privaten Vormündern und Vormünder, die bis jetzt von der Region Glane-Vivisbach sichergestellt wurde, ab diesem Jahr vom Friedensgericht übernommen wurde. Die Frage der Entschädigung der Vormünderinnen und Vormünder mit der Übernahme ihrer manchmal beträchtlichen Honorare und Kosten bleibt heikel, da der Staat eine amtliche Dienststelle vorschreibt, die für die Gemeinden teuer ist; diese müssen ausserdem noch die Fälle von Bedürftigkeit übernehmen. In diesem Bereich stossen zwei Sichtweisen, von denen die eine eher sozial, die andere eher wirtschaftlich geprägt ist, aufeinander!

Das Friedensgericht des Glanebezirks unterhält ein gutes Verhältnis zu allen Partnern (Gemeinwesen, Dienststellen des Staates, Anstalten und weitere Einrichtungen, die im Bereich des Kinder- und des Erwachsenenschutzes, des Sozialen und der Gesundheit tätig sind) und zu den Rechtsanwältinnen und Rechtsanwälten und Notarinnen und Notaren. Es sei darauf hingewiesen, dass die Rechtssuchenden sich vor dem Friedensgericht immer häufiger von berufsmässigen Vertreterinnen und Vertretern unterstützen lassen; deshalb nehmen die Gesuche um unentgeltliche Rechtspflege stark zu.

Das Friedensgericht des Glanebezirks kann nun ausser auf die privaten Beiständinnen und Beistände, von denen es im Bezirk 170 gibt und die mehr als zwei Drittel der Massnahmen für Erwachsene betreuen (rund 300 Mandate) auch auf einen endlich vollständigen und effizienten amtlichen Dienst zählen:
3 Berufsbeiständinnen und Berufsbeistände für rund 160 Fälle.

Die Statistiken, die diesem Bericht beiliegen, sind nicht immer ganz verlässlich, da sich jederzeit Versäumnisse oder die Einführung einer falschen Massnahme einschleichen können; sie sind auch nicht immer ganz repräsentativ für die Tätigkeit des Friedensgerichts. Nicht enthalten sind die Beratungs- und Schlichtungstätigkeit, die einleitenden Operationen, die aus verschiedenen Gründen zu keiner Massnahme geführt haben oder für die es keine formelle Einstellungsverfügung gibt, und das Ausstellen von einigen Dokumenten (Zeugnisse und weitere Atteste). Die Zahlen sind nur schwer vergleichbar, da die Art, wie sie eingetragen werden, von Behörde zu Behörde sehr unterschiedlich sein kann.

Am 31. Dezember 2016 zählte das Friedensgericht des Glanebezirks:

393 Beistandschaftsmassnahmen für Erwachsene, die 348 Personen betrafen;

3 Amtliche Verwaltungen von Nachlässen;

137 Beistandsmandate für Kinder (ohne aussereheliche Geburten), die 114 Personen betrafen, darunter waren 9 Vormundschaften für Minderjährige.

Im Verlauf des Jahres 2016 wurden vom Friedensgericht des Glanebezirks 39 Fälle von fürsorglicher Unterbringung (FU) eröffnet, die meistens notfallmässig von den Ärztinnen und Ärzten ausgesprochen wurden; in 8 Fällen gab es eine Fristerstreckung oder eine Beschwerde (Anruf des Richters).

Bei den Nachlässen gab es dank den neuen Gesetzesbestimmungen, die am 01.01.16 in Kraft getreten sind (kein Steuerinventar für Nachlässe in direkter Linie oder solche, bei denen das steuerbare Nettovermögen unter 15 000.00 Fr. lag), einen Gewinn an Effizienz und Geschwindigkeit (24 Steuerinventare 2016 gegenüber 138 im vorhergehenden Jahr). Für die Abwicklung aller Nachlässe ist der Friedensrichter allein zuständig, und dieser Posten (Bereich) bleibt mit 176 Entscheiden 2016 für 157 Todesfälle im Bezirk bedeutend.

Dieses Jahr wurden 7 richterliche Verbote (gegenüber lediglich 2 im Vorjahr) ausgesprochen.

6.1.5.3. Weiterbildung

Das ganze Personal hat dieses Jahr ohne Ausnahme namentlich juristische Weiterbildungen (KOKES, UNIFRI und FAV) besucht, sei es im Bereich der Familie und der Nachlässe, aber auch der Sozialversicherungen sowie im administrativen (Verwaltung) und Personalbereich (SAP und VAT).

Die jährliche Inspektion des Friedensgerichts des Glanebezirks wurde dieses Jahr vom Justizrat durchgeführt.

6.1.5.4. Verschiedenes und Schlussbemerkungen (Vorschläge für Gesetzesänderungen, Änderungen bei der Informatik usw.)

Das Friedensgericht des Glanebezirks will in erster Linie seine Aufgaben bestmöglich, möglichst schnell und in einem guten Arbeitsklima erledigen.

Sowohl die Gerichtsschreiberinnen als auch die Sekretärinnen und die Verwaltungssachbearbeiterinnen haben 2016 erneut ihr Pflichtenheft zur vollen Zufriedenheit des Friedensrichters professionell, loyal und solidarisch erfüllt. Trotz der hohen Arbeitslast, die oft in schwierigen Situationen und unter Zeitdruck erledigt wurde, herrschte ein positives und konstruktives Klima. Es sei ihnen und den Beisitzerinnen und Beisitzern dafür gedankt.

Nachdem der Schwerpunkt von 2014 bis 2016 auf die Umwandlungen von Massnahmen gelegt wurde, nimmt das Friedensgericht des Glanebezirks 2017 die Bankkonten ohne bekannte Erben in Angriff. Es

handelt sich um Nachlässe (34), bei denen es wahrscheinlich keine Erben gibt und die von den ehemaligen Friedensgerichtskreisen (3), wie sie vor der Zusammenlegung und der Professionalisierung bestanden, übernommen wurden.

2017 (am 01.02.17) wird für das Friedensgericht, aber auch für das Gericht, das Betreibungsamt und das Grundbuchamt unseres Bezirks ein neues System zur Verwaltung der Arbeitszeiten und der Tätigkeit (VAT) eingeführt. Alle Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter des Friedensgerichts wurden über das Amt für Personal und Organisation (POA) ausgebildet.

Die Ziele für 2017 bestehen darin, bei der Kontrolle und der Genehmigung der Rechnungen, die viel Zeit beanspruchen, an Zeit und Effizienz zu gewinnen und wenn möglich bei den Gerichtsschreiberinnen und Gerichtsschreibern/Juristinnen und Juristen zusätzlich Kräfte zu erhalten.

6.1.6. Friedensgericht des Broyebezirks

6.1.6.1. Zusammensetzung und Räumlichkeiten

6.1.6.1.1. Zusammensetzung des Friedensgerichts (Richter/innen, einschliesslich Richter/innen-Beisitzer/innen)

Berufsrichter/innen		
Vorname / Name	Funktion	VZÄ
Sylviane Sauteur	Friedensrichterin	1
Total Vollzeitäquivalente VZÄ		1

Richter/innen-Beisitzer/innen	
Vorname / Name	Funktion
Sylvie Bise	Beisitzerin
Marie-Claire Corminboeuf	Beisitzerin
Prisca Grandgirard	Beisitzerin
Gérard Pillonel	Beisitzer
Jean-Bernard Renevey	Beisitzer
Benoît Rimaz	Beisitzer
Rose-Marie Rodriguez	Beisitzerin
Walter Tramaux	Beisitzer

6.1.6.1.2. Zusammensetzung der Gerichtsschreiberei und des Sekretariats

Vollzeitäquivalente	VZÄ
Total VZÄ juristisches Personal davon 0,8 VZÄ befristet und 1 VZÄ JAS Gerichtsschreiber	2,6
Total VZÄ nichtjuristisches Personal davon 1,45 VZÄ befristet	2,3

6.1.6.1.3. Räumlichkeiten

Die Räumlichkeiten in der Nähe des Bahnhofs sind gut erreichbar (Parkplätze in der Umgebung) und bieten die nötige Diskretion für den Zugang. Der verfügbare Platz wird gänzlich genutzt. Wie letztes Jahr festgestellt, ist die Verwaltung des Archivs problematisch. Dafür muss demnächst eine Lösung gefunden werden.

6.1.6.2. Rechtsprechung (gesamte Arbeitslast, Verhältnis zu den Behörden und den Rechtsanwältinnen und Rechtsanwälten usw.)

Die Arbeitslast steigt insgesamt weiterhin, was auch mit dem konstanten Wohnbevölkerungswachstum und den komplexer werdenden sozialen und familiären Situationen zusammenhängt. Sie war 2016 dennoch erträglich; dies dank dem befristeten Einsatz zusätzlicher Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter, die durch Pauschalansätze entlohnt wurden, und der Massnahme «junge Stellensuchende». Es muss festgehalten werden, dass jegliche Absenz (Ferien, Krankheit, Weiterbildung) nur schwer durch die anderen Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter gedeckt werden kann.

Die Gesetzesänderungen im Zusammenhang mit der Einrichtung des Steuerinventars im Todesfall haben sicherlich eine Verringerung der damit verbundenen Aufgaben der Behörde erlaubt. Allerdings wurde diese Verringerung grösstenteils wieder durch regelmässige Anfragen von Bürgerinnen und Bürgern zum neuen Verfahren kompensiert, weil sie das neue Verfahren, über das der Staat die Öffentlichkeit noch nicht klar informiert hat, nicht verstehen.

Von den Erwachsenenschutzmassnahmen, die durch das Gesetz vom 1. Januar 2013 in allgemeine Beistandschaften abgeändert wurden, muss die Mehrheit noch angepasst werden, um mit Art. 14 des Schlusstitels des Zivilgesetzbuches übereinzustimmen.

Die Beisitzerinnen und Beisitzer tragen aktiv zur guten Funktionsweise des Friedensgerichts bei und tagen immer entsprechend ihren Kompetenzen und im Einklang mit der Gesetzgebung, auch wenn dies im Hinblick auf die beschränkten Verfügbarkeiten gewisser Beisitzerinnen und Beisitzer die Planung der Sitzungen erschwert.

Die Beziehungen zu den Anwältinnen und Anwälten sind insgesamt professionell und zufriedenstellend. Dennoch traten aufgrund der vorgesehenen Unterscheidung gemäss Artikel 10 Abs. 2 KESV einige Schwierigkeiten bei der Festsetzung der Entlohnung von Beiständinnen und Beiständen, die berufsspezifische Dienste leisten, auf.

6.1.6.3. Weiterbildung

Die Friedensrichterin und die Gerichtsschreiber/innen nahmen gemeinsam oder einzeln an verschiedenen Studien- und Weiterbildungstagen teil (*Studententag des Kindes- und Erwachsenenschutzrechts (UNIFR) - Informations- und Austauschtag über die Grenzen der Urteilsfähigkeit (SVBB) - Studententag 2016 der KOKES - Weiterbildungstag des FAV*).

6.1.6.4. Verschiedenes und Schlussbemerkungen (Vorschläge für Gesetzesänderungen, Änderungen bei der Informatik usw.)

In der Informatik setzt sich Frau Ding aktiv bei der AG Tribuna V3, die Modelle entwickelt und Verbesserungen des Programms vorschlägt, ein.

Beim Friedensgericht steht immer noch die Beförderung einer Gerichtsschreiberin oder eines Gerichtsschreibers zur Chefgerichtsschreiberin oder zum Chefgerichtsschreiber aus, obwohl die Bedingungen nach Artikel 21 Abs. 3 JG und dessen internem Reglement, die eine solche Stelle vorsehen, ordnungsgemäss erfüllt sind.

Das Friedensgericht, die einzige Einheit, die regelmässig mit Beisitzerinnen und Beisitzern verkehrt, bedauert es, dass seine obligatorische Stellungnahme zur Nominierung einer neuen Beisitzerin oder eines neuen Beisitzers dem Grossen Rat nicht mitgeteilt wird.

Abschliessend bedankt sich das Friedensgericht aufrichtig beim gesamten Personal für seine Arbeit und seinen Einsatz für bedürftige Personen.

6.1.7. Friedensgericht des Vivisbachbezirks

6.1.7.1. Zusammensetzung und Räumlichkeiten

6.1.7.1.1. Zusammensetzung des Friedensgerichts (Richter/innen, einschliesslich Richter/innen-Beisitzer/innen)

Berufsrichter/innen		
Vorname / Name	Funktion	VZÄ
Périsset Gantner Sylviane	Friedensrichterin und Präsidentin der Schutzbehörde	0,75
Total Vollzeitäquivalente VZÄ		0,75

Richter/innen-Beisitzer/innen	
Vorname / Name	Funktion
Chaperon Anne-Lise	Anhörungen, Rechnungsprüfung mit Rechnung, Archivierung
Colliard Véronique	Anhörungen
Cottet Simon	Anhörungen (vor allem in Marsens), Medizinspezialist
Dewarrat Valérie	Anhörungen, Kontrolle der Berichte mit Rechnungen
Ducrot Charles	Besondere Anhörungen: Liegenschaftsverkauf usw.
Genoud Marie-Claude	Anhörungen, Inventare, Kontrolle der Berichte mit Rechnungen, Entschädigung der Beiständigen und Beistände
Mesot Roland	Anhörungen
Paillard Nicole	Anhörungen, Kontrolle der Berichte ohne Rechnungen
Pilloud Amélie	Anhörungen, Kontrolle der Berichte ohne Rechnungen
Vauthey Patrick (→ Sept.)	Anhörungen, Rechnungsprüfung mit Rechnungen
Vial Jean-Daniel	Anhörungen, Rechnungsprüfung mit Rechnungen
Werro Maryline	Anhörungen, Rechnungsprüfung mit Rechnungen, Entschädigung der Beiständigen und Beistände, Sozialabgaben der privaten Beiständigen und Beistände

Die Mitwirkung der Beisitzer und Beisitzerinnen schwankt je nach Person; einige nahmen an einer oder zwei Anhörungen teil, während andere in der Zeit der Rechnungsprüfungen (März bis ca. November) praktisch zu 50 % arbeiten.

Nach dem Weggang von Patrick Vauthey wird eine Beisitzerin oder ein Beisitzer, die oder der in Buchhaltung/Vermögensverwaltung spezialisiert ist, gesucht.

Es fehlt noch immer eine Beisitzerin oder ein Beisitzer, die oder der in Psychologie spezialisiert ist.

6.1.7.1.2. Zusammensetzung der Gerichtsschreiberei und des Sekretariats

Vollzeitäquivalente	VZÄ
Total VZÄ juristisches Personal	1
Total VZÄ nichtjuristisches Personal	0,8

Gerichtsschreiberei

Die Ad-hoc-Gerichtsschreiberin, die an der Umwandlung der alten Massnahmen mitgewirkt hat, stellte die Vertretung der ordentlichen Gerichtsschreiberin, STE, während des Mutterschaftsurlaubs sicher. Bei ihrer Rückkehr Ende Juni begann diese mit 60 %, zusätzlich zu einer zweiten Gerichtsschreiberin, LSA, die im Mai für ein 40 %-Pensum angestellt wurde. Ab 2017 teilen sich STE und LSA die Stelle zu je 50 %.

Da wir grössere Räumlichkeiten haben, können wir sogar Praktikantinnen und Praktikanten aufnehmen. So konnten wir die Hilfe von zwei Praktikantinnen, die für ein 100 %-Pensum angestellt wurden, die eine für 4 Monate und die andere für 6 Monate, in Anspruch nehmen.

Sekretariat

Da SMO seit März krank war, wurde SCA, eine Sekretärin, die vom RAV vermittelt wurde, von April an für ein 20 %-Pensum angestellt und stellte so zusammen mit NBE, die ebenfalls eine 20 %-Stelle hat, die Vertretung sicher. Ende 2016 wurde ihre Arbeitszeit wie folgt aufgeteilt: 20 % befristeter Vertrag, 20 % unbefristeter Vertrag und 20 % Vertretung.

Für 2017 geht es mit derselben Zusammenstellung mit SMO, die immer noch krank ist und von SCA (40 % unbefristeter Vertrag und 20 % Vertretung) und NBE, deren unbefristeter Vertrag Ende Jahr gekündigt wurde, vertreten wird, weiter; NBE war bereit, noch einen Moment weiterzufahren, und stellt so die anderen 20 % der Vertretung sicher.

6.1.7.1.3. Räumlichkeiten

Wir sind immer noch sehr zufrieden mit unseren neuen Räumlichkeiten.

6.1.7.2. Rechtsprechung (gesamte Arbeitslast, Verhältnis zu den Behörden und den Rechtsanwältinnen und Rechtsanwälten usw.)

Die Kontrolle der rund 250 Berichte und Rechnungen 2015 (226 Dossiers von Erwachsenen und 48 Dossiers über insgesamt 72 Kinder) durch die 8 Beisitzerinnen-Prüferinnen und Beisitzer-Prüfer verlief ohne grösseres Problem, abgesehen davon, dass die privaten Beiständinnen und Beistände die Tendenz haben, zahlreiche Handlungen, die zur laufenden Verwaltung gehören, als besondere Handlungen, die zusätzlich bezahlt werden, auszuweisen.

Wegen der langen Abwesenheit von SMO musste die Organisation des Sekretariats geprüft werden, und die regelmässige Hilfe einer Beisitzerin war nötig, um den rechtzeitigen Versand der Entscheide über die Genehmigung der Berichte und Rechnungen sicherzustellen.

Am 31. Dezember 2016 zählte man im Vivisbachbezirk:

- > 275 Beistandschaftsmassnahmen für Erwachsene;
- > 8 Amtliche Verwaltungen von Nachlässen;
- > 93 Beistandschaften für Kinder und 5 Vormundschaften für Minderjährige.

Die öffentliche Berufsbeistandschaft des Vivisbachbezirks (ÖB) beschäftigt zurzeit zwei amtliche Beiständinnen und Beistände im Umfang von 1,6 VZÄ. Aufgrund des Weggangs einer Beiständin mit einem 40 %-Pensum und eines Teamverantwortlichen mit einem 60 %-Pensum Ende Juli, war es nicht möglich, der Beistandschaft die vorgesehene Zahl von Dossiers zu übergeben. So bearbeitet die ÖB Ende 2016 46 der 275 Dossiers der Beistandschaften von Erwachsenen, und die privaten Beiständinnen und Beistände nehmen den Grossteil der Mandate im Vivisbachbezirk wahr. Eine neue Stelle einer Berufsbeiständin-Equipenchefin/eines Berufsbeistands-Equipenchefs ist zurzeit ausgeschrieben, so dass 0,7–0,9 VZÄ dazukommen sollten.

Wir geben mit diesem Bericht die verlangten Statistiken ab und legen zur Information diejenige der KOKES bei. Die Zahl der Inventare bei Todesfall verringerte sich stark, weil das Gesetz geändert wurde und nur noch bei Vererbung in ungerader Linie eines verlangt.

6.1.7.3. Weiterbildung

5. Februar: Studientag in Kinder- und Erwachsenenschutzrecht (Friedensrichterin und Ad-hoc-Gerichtsschreiberin)

17. Februar (Vormittag): Ausbildung über die Erstellung eines Budgets (Ad-hoc-Gerichtsschreiberin)

7. und 8. September: **KOKES-Studientage (Friedensrichterin, STE und LSA)**

2. Dezember: FAV-Tag (LSA)

6.1.7.4. Verschiedenes und Schlussbemerkungen (Vorschläge für Gesetzesänderungen, Änderungen bei der Informatik usw.)

Mitwirkung der Friedensrichterin bei der Sendung Temps Présent der RTS über die Friedensrichterinnen und Friedensrichter und bei der Projektgruppe für die Revision des SHG.

6.2. Partie statistique / Statistischer Teil

6.2.1. Statistique générale / Allgemeine Statistik

Justices de paix Friedensgerichte	Dossiers enregistrés durant l'année (du 01.01. au 31.12.) / <i>Im Verlauf des Jahres erfasste Dossiers (vom 01.01. bis 31.12.)</i>	Dossiers liquidés durant l'année (du 01.01. au 31.12.) / <i>Im Verlauf des Jahres erledigte Dossiers (vom 01.01. bis 31.12.)</i>	Affaires pendantes au 01.01.2016 / <i>Am 01.01.2016 hängige Angelegenheiten</i>	Décisions prises durant l'année (du 01.01. au 31.12.) / <i>Im Verlauf des Jahres gefällte Entscheide (vom 01.01. bis 31.12.)</i>
Sarine / Saane	2860	2740	2683	5860
Singine / Sense	747	765	695	2145
Gruyère / Greyerz	1684	1607	1127	2983
Lac / See	803	815	1000	1246
Glâne / Glane	575	627	591	1234
Broye / Broye	901	826	847	1399
Veveyse / Vivisbach	417	425	323	891
Total	7987	7805	7266	15758

6.2.2. Protection des adultes / Erwachsenenschutz

Mesures de protection / Erwachsenenschutzmassnahmen	Sarine Saane	Singine Sense	Gruyère Greyerz	Lac See	Glâne Glane	Broye Broye	Veveyse Vivisbach	Total
1. Actes nécessitant le consentement de l'autorité de protection de l'adulte (art. 416, 417 CC) / <i>Geschäfte, die die Zustimmung der Erwachsenenschutzbehörde erfordern (Art. 416, 417 ZGB)</i>	94	30	82	16	23	44	82	371
2. Mesures provisionnelles (art. 445 CC) / <i>Vorsorgliche Massnahmen (Art. 445 ZGB)</i>	23	14	22	0	12	20	4	95
3. Approbation des rapports et/ou des comptes (art. 415 et 425 CC) / <i>Genehmigung der Rechnung und/oder der Berichte (Art. 415 und 425 ZGB)</i>	2587	579	1030	364	482	241	313	5596
4. Nomination, changement, libération et décharge du curateur (art. 400, 422, 423 et 425 al. 4 CC) / <i>Ernenennung, Entlassung und Entlastung der Beiständin / des Beistandes (Art. 400, 422, 423 und 425 Abs. 4 ZGB)</i>	1349	351	567	353	81	132	137	2970
5. Fixation des honoraires du curateur (art. 404 CC) / <i>Festlegung der Entschädigung der Beiständin / des Beistandes (Art. 404 ZGB)</i>	2331	460	986	334	406	234	283	5034
6. Décision sur le placement et la préservation des biens (art. 408 CC) / <i>Entscheide betreffend die Verwaltung der Vermögenswerte (Art. 408 ZGB)</i>	0	1	2	107	0	0	5	115

Placement à des fins d'assistance / Fürsorgerische Unterbringung	Sarine <i>Saane</i>	Singine <i>Sense</i>	Gruyère <i>Grejerz</i>	Lac <i>See</i>	Glâne <i>Glane</i>	Broye <i>Broye</i>	Veveyse <i>Vivisbach</i>	Total
Décision sur recours de l'APEA (levée et maintien) (art. 3 al. 2 LPEA) / <i>Entscheide auf Antrag der Kindes- und Erwachsenenschutzbehörde (Aufhebung und Vollstreckung) (Art. 3 Abs. 2 KESG)</i>	17	17	6	0	1	4	1	46

6.2.3. Protection des mineurs / Kinderschutz

Mesures de protection/ Kindeschutzmassnahmen	Sarine <i>Saane</i>	Singine <i>Sense</i>	Gruyère <i>Grejerz</i>	Lac <i>See</i>	Glâne <i>Glane</i>	Broye <i>Broye</i>	Veveyse <i>Vivisbach</i>	Total
1. Fixation des relations personnelles avec un tiers (art. 274a CC) / <i>Festlegung des persönlichen Verkehrs mit Dritten (Art. 274a ZGB)</i>	6	1	4	0	1	2	0	14
2. Modification d'un jugement matrimonial concernant les mesures de protection de l'enfant (art. 315b al. 2 CC) / <i>Abänderung gerichtlicher Anordnungen über die Kindes-zuteilung und den Kinderschutz (Art. 315b Abs. 2 ZGB)</i>	9	1	17	3	3	3	2	38
3. Ratification d'une convention d'accueil (art. 316 CC) / <i>Genehmigung einer Vereinbarung über die Aufnahme eines Pflegekindes (Art. 316 ZGB)</i>	3	2	0	0	0	0	0	5
4. Actes nécessitant le consentement de l'autorité de protection de l'enfant (art. 416 et 417 CC) / <i>Geschäfte, die die Zustimmung der Kinderschutzbehörde erfordern (Art. 416 und 417 ZGB)</i>	7	10	29	2	7	2	5	62
5. Nomination, changement, libération et décharge du curateur (art. 400, 422, 423 et 425 al. 4 CC) / <i>Ernennung, Wechsel, Entlassung und Entlastung der Beiständin / des Beistandes (Art. 400, 422, 423 und 425 Abs. 4 ZGB)</i>	603	77	246	65	65	164	65	1285
6. Fixation des honoraires du curateur (art. 404 CC) / <i>Festlegung der Entschädigung der Beiständin / des Beistandes (Art. 404 ZGB)</i>	30	2	40	1	19	7	8	107
7. Approbation des rapports et des comptes (art. 415 et 425 CC) / <i>Genehmigung der Rechnung und der Berichte (Art. 415 und 425 ZGB)</i>	602	154	323	136	138	146	55	1554
8. Décision sur le placement et la préservation des biens (art. 318, 325 et 408 CC) / <i>Entscheide betreffend die Verwaltung der Vermögenswerte (Art. 318, 325 und 408 ZGB)</i>	53	0	5	1	0	4	6	69
9. Mesures provisionnelles (art. 445 CC) / <i>Vorsorgliche Massnahmen (Art. 445 ZGB)</i>	51	16	75	2	22	42	5	213

6.2.4. Activités judiciaires / Richterliche Tätigkeit

Juge de paix / Friedensrichter	Sarine <i>Saane</i>	Singne <i>Sense</i>	Grüyère <i>Grejörz</i>	Lac <i>See</i>	Glâne <i>Glane</i>	Broye <i>Broye</i>	Veveyse <i>Vivisbach</i>	Total
1. Apposition de scellés (art. 24 LACC) / <i>Siegelungen (Art. 24 EGZGB)</i>	40	7	6	5	4	0	1	63
2. Prise d'inventaire conservatoire et en cas d'absence (art. 551 ss CC, 24 LACC et 546 ss CC, 23 LACC) / <i>Inventare als Sicherungsmassregel und bei Abwesenheit (Art. 551 ff. ZGB, 24 EGZGB und 546 ff. ZGB, 23 EGZGB)</i>	0	7	2	0	1	9	4	23
3. Bénéfice d'inventaire (art. 581 ss CC, 26 LACC) / <i>Öffentliches Inventar (Art. 581 ff. ZGB, 26 EGZGB)</i>	21	0	0	3	1	1	0	26
4. Décision sur revendication dans la prise d'inventaire (art. 490, 551 ss, 568 CC, 25 LACC) / <i>Anspruchentscheide im Verfahren der Inventaraufnahme (Art. 490, 551 ff., 568 ZGB, 25 EGZGB)</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
5. Ouverture de testaments (art. 557 CC, 18 LACC) / <i>Testamentseröffnungen (Art. 557 ZGB, 18 EGZGB)</i>	105	65	84	70	27	28	26	405
6. Approbation de certificats d'héritiers (art. 559 CC, 14 al. 1 LACC – clause générale) / <i>Genehmigung von Erbscheinigungen (Art. 559 ZGB, 14 Abs. 1 EGZGB – allgemeine Klausel)</i>	374	209	269	176	102	116	85	1331
7. Répudiation de la succession (art. 566 CC, 14 al. 1 LACC – clause générale) / <i>Ausschlagung einer Erbschaft (Art. 566 ZGB, 14 Abs. 1 EGZGB – allgemeine Klausel)</i>	86	68	182	13	16	40	31	436
8. Consignation d'un testament oral (art. 507 CC, 14 al. 2 let. a LACC) / <i>Entgegennahme eines mündlichen Testaments (Art. 507 ZGB, 14 Abs. 2 Bst. a EGZGB)</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
9. Dépôt de sûretés des absents (art. 546 CC, 14 al. 2 let b LACC) / <i>Sicherstellung bei Verschollenheit (Art. 546 ZGB, 14 Abs. 2 Bst. b EGZGB)</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
10. Sursis au partage et mesures conservatoires pour les héritiers d'un insolvable (art. 604 al. 2 et 3 CC, 14 al. 2 let c LACC) / <i>Verschiebung der Teilung und vorsorgliche Massregeln für zahlungsunfähige Erben (Art. 604 Abs. 2 und 3 ZGB, 14 Abs. 2 Bst. c EGZGB)</i>	0	1	0	0	0	0	0	1
11. Administration des biens de la succession (art. 581 et 585 CC, 28 LACC) / <i>Verwaltung der Erbschaftssachen (Art. 581 und 585 ZGB, 28 EGZGB)</i>	2	0	0	0	0	0	0	2
12. Envoi en possession provisoire (art. 556 al. 3 CC, 14 LACC – clause générale) / <i>provisorische Besitzweisung (Art. 556 Abs. 3 ZGB, 14 EGZGB – allgemeine Klausel)</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
13. Administration d'office de la succession (art. 554 CC, 14 al. 1 LACC – clause générale) / <i>Erbschaftsverwaltung (Art. 554 ZGB, 14 Abs. 1 EGZGB – allgemeine Klausel)</i>	7	1	4	4	1	8	8	33
14. Désignation d'un représentant de la communauté héréditaire (art. 602 al. 3 CC, 14 al. 1 LACC – clause générale) / <i>Bezeichnung eines Vertreters der Erbengemeinschaft (Art. 602 Abs. 3 ZGB, 14 Abs. 1 EGZGB – allgemeine Klausel)</i>	5	0	5	2	0	0	0	12
15. Etablissement de l'inventaire fiscal (LIFD, LICD) / <i>Aufnahme eines Steuerinventars (DBG, DSiG)</i>	83	62	72	29	24	37	18	325
16. Mise à ban (art. 65 LACC, 258 CPC) / <i>Gerichtliches Verbot (Art. 65 EGZGB, 258 ZPO)</i>	25	9	27	6	7	10	6	90
17. Décision d'irrecevabilité / <i>Nichteintreten</i>	44	0	22	8	23	102	26	225
18. Divers / <i>Verschiedenes</i>	134	4	272	125	53	180	37	805

Juge de paix / Friedensrichter	Sarine <i>Sarine</i>	Singine <i>Singine</i>	Gruyère <i>Gruyère</i>	Lac <i>Lac</i>	Glâne <i>Glâne</i>	Broye <i>Broye</i>	Veveyse <i>Veveyse</i>	Total
19. Octroi/refus de l'assistance judiciaire et fixation de la liste de frais (art. 117 CPC) / <i>Anspruch/Abweisung der unentgeltlichen Rechtspflege und Festlegung der Kostenliste (Art. 117 ZPO)</i>	145	27	69	32	20	30	19	342
Justice de paix / Friedensgericht								
Divers / <i>Verschiedenes</i>	411	47	225	66	61	119	79	1008

7. Tribunal pénal des mineurs

7.1. Partie générale

7.1.1. Personnel

7.1.2. Composition du Tribunal des mineurs

7.1.2.1.1. Composition du Tribunal

Juges professionnels		
Prénom/nom	Fonction	EPT
Sandrine Boillat Zaugg	Magistrat de 1 ^{ère} instance	0.8
Pierre-Laurent Dougoud	Magistrat de 1 ^{ère} instance	1.0
Julien Aubry	Magistrat de 1 ^{ère} instance	0.5
Total équivalents plein temps EPT		2.3

Juges-asseurs	
Prénom/nom	Fonction
Claude Pauchard	Juge-asseur
Irène Hämmerli	Juge-asseur
Gisèle Cotting	Juge-asseur
Claude Rey	Juge-asseur
Juges-asseurs suppléants	
Prénom/nom	Fonction
Nicolas Rime	Juge-asseur suppléant
Sylvie Gobet	Juge-asseur suppléant
Brigitte Bauer	Juge-asseur suppléant
Mario Bugnon	Juge-asseur suppléant

7.1.2.2. Présidence

Conformément à l'art. 21 de la Loi sur la Justice du 31 mai 2010 entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2011, Mme Sandrine Boillat Zaugg a, en 2016, assuré la Présidence administrative du Tribunal des mineurs.

M. Arthur Lehmann a bénéficié d'un congé d'une année, du 1^{er} février 2016 au 31 janvier 2017. M. Julien Aubry a été nommé juge des mineurs ad hoc pour cette période.

7.1.2.3. Assesseurs

Il n'y a rien de particulier à signaler dans la composition du Tribunal des mineurs.

7.1.2.3.1. Composition du Greffe et du secrétariat

Equivalents plein temps	EPT
Total EPT personnel juriste	2.8
Total EPT personnel non juriste	5.0 dont 1,5 IPE

7.1.2.3.2. Greffiers

Mme Inès Bruggisser fonctionne en qualité de greffière-chef à 80%. En congé maternité du 3 août 2016 au 22 novembre 2016, elle a été remplacée, à raison de 40%, par Mme Brigitte Magnin Touron, greffière à 80%. Mme Magnin Touron a en outre remplacé la cheffe du bureau en congé maladie durant 2 mois.

Suite à une incapacité de travail due à un accident, Mme Christine Bürgisser Gaiardo, greffière à 70%, a été remplacée, du 8 février 2016 au 4 octobre 2016, par M. Nicolas Lauper au taux de 40%. M. Nicolas Lauper a travaillé au Tribunal des mineurs jusqu'au 30 novembre 2016.

Mme Séverine Häni est entrée en fonction le 1^{er} mars 2016 avec un taux d'activité de 50%, suite au départ de Mme Aline Sermet. Mme Séverine Häni a quitté ses fonctions le 30 novembre 2016.

Mme Ariane Borruat-Fehlmann a été engagée comme greffière à 100% dès le 13 juin 2016, puis à 80% dès le 1^{er} décembre 2016, pour effectuer les remplacements des taux manquants.

7.1.2.3.3. Intervenantes en protection de l'enfant (IPE)

Suite aux départs de Mme Isabelle Vauthey à 60% le 30 avril 2016 et de Mme Sybille Clerc à 20% le 31 août 2016, Mme Antoaneta Zadory a débuté son activité à 80% dès le 1^{er} mai 2016. Le taux d'activité de 70% de Mme Corina Zurkinden demeure inchangé.

7.1.2.3.4. Cheffes de bureau

Mmes Monique Dorsaz et Françoise Magne ont partagé le poste de cheffe de bureau chacune à 50% jusqu'au départ de Mme Dorsaz à la retraite. Dès le 1^{er} mai 2016, Mme Françoise Magne a repris le poste à 100%.

7.1.2.3.5. Secrétariat

Mme Noémie Aerne a débuté son activité à 60% début janvier en remplacement de Mme Géraldine Cudré-Mauroux. Mme Ursula Aeby demeure à 100%, Mme Marianne Marchon à 50% et Mme Monique Walther à 40%.

Mme Marie-Claude Rey a été engagée, dès le 18 janvier 2016, dans le cadre d'un contrat jeunes demandeurs d'emploi (JDE) à 100%. Mme Joanna Bowman a été engagée, dès le 1^{er} août 2016 comme stagiaire 3+1.

7.1.2.3.6. Stagiaires

Mmes Ariane Borruat-Fehlmann et Laura Dingas ont respectivement terminé leur stage de greffières les 29 février et 31 mai 2016. Mme Sarah Müller a effectué un stage du 1^{er} avril au 30 septembre 2016 et M. Alessandro Nolfo du 1^{er} juin au 30 novembre 2016. Mmes Melany Madrid et Laura Vargas ont débuté leur stage le 01 septembre 2016, respectivement le 1^{er} décembre 2016. Mme Delphine Braidi a effectué un stage universitaire d'un mois.

7.1.3. Commentaires de la statistique et remarques sur la mise en oeuvre de la Loi fédérale régissant la condition pénale des mineurs (DPMIn)

Statistique

En 2016, le Tribunal des mineurs a inscrit 1774 affaires au rôle (1520 en 2015), lesquelles ont concerné 1139 mineurs (1028 en 2015). Ces chiffres représentent, entre 2015 et 2016, une augmentation de 254 affaires (+16,7%) et de 111 mineurs (+10,7%). Ils confirment en outre, en comparaison aux statistiques portant sur les années 2006 à 2012 qui montraient une réduction progressive des affaires et des mineurs dénoncés, une nouvelle hausse, depuis 2013, de la délinquance juvénile dans le canton de Fribourg. La recrudescence de la délinquance juvénile est constatée ailleurs en Suisse (OFSTAT 2015).

Une affaire inscrite au rôle correspond à un rapport de dénonciation pour un mineur, lequel rapport contient une ou plusieurs infractions.

Une comparaison entre les années 2015 et 2016 s'agissant de la nature des infractions dénoncées (cf. 1.1.7 Partie statistique) n'est pas réalisable, dans la mesure où l'approche statistique se fonde en 2016 sur les infractions enregistrées au rôle.

Mesures

Le droit pénal des mineurs met l'accent sur la personne de l'auteur, son éducation et son insertion et prévoit, outre les peines, la possibilité de prononcer des mesures d'éducation. En 2016, des mesures de protection ont été prononcées en faveur de 3% des mineurs dénoncés, ce qui correspond à la moyenne nationale. 27 mineurs (dont 3 placements en observation) étaient placés en institutions. Ce dernier chiffre n'est toutefois pas représentatif des besoins réels en placements pénaux (placement de durée indéterminée et/ou placement en observation), dans la mesure où, dans un certain nombre de situations, aucune solution de placement n'a pu être trouvée, faute de places disponibles.

En Suisse romande, la mise en œuvre des placements fermés a été particulièrement difficile, voire impossible. S'agissant des garçons, les Juges des mineurs ne disposent plus que du Centre éducatif fermé de Pramont/VS, établissement concordataire. Le Foyer d'éducation de Prêles/BE, destiné aux cas difficiles et qui comptait une section fermée, a en effet été fermé durant l'été 2016, par décision du Conseil d'Etat du canton de Berne. Le Centre éducatif de Pramont, qui compte 24 places, accueille également les jeunes adultes de Suisse romande et du Tessin. A fin novembre 2016, 11 mineurs romands se trouvaient sur liste d'attente. Quant aux filles, aucune institution n'offre la possibilité de prononcer des placements fermés selon l'art. 15 al. 2 DPMIn. Suite à l'abandon du projet neuchâtelois de construction d'un établissement fermé pour jeunes filles, quatre places sous forme de phase-test pour une période de 4 ans, pour l'ensemble de la Suisse romande et le Tessin, devraient toutefois être créées en 2018 dans le canton de Fribourg.

Dans le cadre des placements de mineurs auprès d'institutions ouvertes, qui accueillent des mineurs placés tant civilement que pénalement, les délais d'attente ont parfois été conséquents. En outre, dans la mesure où les mineurs placés dans une institution ouverte doivent faire preuve d'un minimum d'adhésion au placement, plusieurs placements ont échoué en 2016. Des mesures disciplinaires selon l'art. 16 al. 2 DPMIn, représentant au total 30 journées exécutées en milieu carcéral, ont été prononcées en 2016 dans le cadre de placements ordonnés en milieu ouvert.

Face au manque de solutions de placement, les Juges des mineurs se sont tournés notamment vers des mesures ambulatoires et/ou des peines qui n'offrent toutefois pas un encadrement et un suivi comparables.

Modification législative entrée en vigueur le 01.07.2016 (art. 19 al. 2 DPMIn)

L'art. 19 al. 2 DPMIn a été modifié en ce sens que les mesures de protection peuvent se poursuivre jusqu'à l'âge de 25 ans (22 ans auparavant). Les missions d'éducation et de protection des mineurs ainsi que de protection de la société étant désormais plus étendues, il importe que les moyens de sa mise en œuvre soient adaptés également.

Peines

Durant l'année 2016, le Tribunal des mineurs a organisé 504 journées (4'032 heures) de prestations personnelles pour 186 mineurs, auxquels se sont ajoutés des programmes de sensibilisation (REPER) contre la consommation de drogues pour 142 mineurs. Les condamnations à suivre des cours de prévention contre la drogue ont augmenté de 22%. L'organisation des journées de prestations personnelles s'est avérée, en 2016, plus difficile que par le passé. Les institutions sociales ou d'intérêt public avec lesquelles le Tribunal des mineurs collabore sont également sollicitées par d'autres services. Ainsi, lorsque des condamnés adultes effectuent un nombre élevé d'heures de travail d'intérêt général, sur une période de plusieurs mois, les institutions en question ne sont pas en mesure de prendre simultanément en charge les mineurs condamnés. Le Tribunal des mineurs s'est efforcé d'élargir le réseau d'institutions d'intérêt public afin d'assurer la célérité de l'exécution des prestations personnelles. Plusieurs institutions n'ont toutefois pas souhaité assurer ou été en mesure d'assurer cette prise en charge bénévole. Les difficultés de mise en œuvre et d'exécution des prestations personnelles, respectivement le temps investi dans ce contexte, se sont reportés sur les missions du Tribunal des mineurs d'accompagnement et d'éducation.

S'agissant des peines privatives de liberté, 344 jours de détention provisoire et 235 jours de détention (exécution de peine) ont été exécutés en 2016, essentiellement auprès de l'Établissement de détention pour mineurs « Aux Léchaires », à Palézieux (établissement concordataire). Cet établissement, qui a ouvert ses portes en mai 2014, offre 18 places. 18 autres places ont été attribuées, dès le 1^{er} juillet 2016, aux jeunes adultes (décision du Conseil d'Etat du canton de Vaud). Le nombre de places attribuées aux mineurs s'est révélé, dans quelques cas, insuffisant en 2016.

Expertises en cas de doute sur la santé physique ou psychique ou en cas de placement en établissement fermé (art. 9 al. 3 DPMIn)

La possibilité de mandater, dans de brefs délais, des experts forensiques en psychiatrie pour enfants et adolescents doit être assurée. Les Juges des mineurs se sont heurtés, durant l'année 2016, à d'importantes difficultés dans ce domaine.

Remarque finale

Grâce à l'engagement notable de l'ensemble de ses collaborateurs, le Tribunal des mineurs a été en mesure de faire face à l'augmentation de sa charge de travail et aux problématiques exposées ci-dessus relevant de la mise en œuvre du droit pénal des mineurs. Afin toutefois de maintenir et d'assurer, à l'avenir, la qualité du travail du Tribunal des mineurs, plusieurs réflexions doivent être menées sur les sujets suivants : les moyens réels de prise en charge des mineurs délinquants dans le cadre tant des peines que des mesures ; les ressources en matière de personnel en général ; le temps consacré à la direction et à la gestion administrative du Tribunal des mineurs (« management »), par son Président administratif et la Greffière-chef ; le temps à disposition des magistrats et des collaborateurs pour la mise à jour de leurs compétences métier.

7. Jugendstrafgericht

7.1. Allgemeiner Teil

7.1.1. Personal

7.1.2. Zusammensetzung des Jugendgerichts

7.1.2.1.1. Zusammensetzung des Gerichts (ausschliesslich Richter/innen, inkl. Beisitzer/innen)

Berufsrichter/innen		
Vorname/Name	Funktion	VZE
Sandrine Boillat Zaugg	Richterin erste Instanz	0.8
Pierre-Laurent Dougoud	Richter erste Instanz	1.0
Julien Aubry	Richter erste Instanz	0.5
Total Vollzeitäquivalenzen VZE		2.3

Beisitzer/innen (nebenberuflich)	
Vorname/Name	Funktion
Claude Pauchard	Beisitzer
Irène Hämmerli	Beisitzerin
Gisèle Cotting	Beisitzerin
Claude Rey	Beisitzer
Ersatzbeisitzer	
Prénom/nom	Funktion
Nicolas Rime	Ersatzbeisitzer
Sylvie Gobet	Ersatzbeisitzerin
Brigitte Bauer	Ersatzbeisitzerin
Mario Bugnon	Ersatzbeisitzer

7.1.2.2. Präsidium

Gemäss Art. 21 des Justizgesetzes, welches seit dem 1. Januar 2011 in Kraft ist, führte Frau Sandrine Boillat Zaugg im Jahre 2016 den Vorsitz des Jugendgerichts in administrativen Angelegenheiten, nachdem Herr Arthur Lehmann im Jahre 2015 das Jugendgericht präsiidiert hatte.

Herr Arthur Lehmann nahm sich eine einjährige Auszeit zwischen dem 1. Februar 2016 und dem 31. Januar 2017 und wurde in dieser Zeitspanne von Herrn Julien Aubry, Jugendrichter ad hoc, vertreten.

7.1.2.3. Beisitzer

Es sind keine Änderungen in der Zusammensetzung des Jugendgerichts zu verzeichnen.

7.1.2.3.1. Zusammensetzung der Gerichtsschreiberei und des Sekretariats

Vollzeitäquivalenzen	VZE
Total VZE juristisches Personal	2.8
Total VZE nicht juristisches Personal	5.0 unter 1,5 IPE

7.1.2.3.2. Gerichtsschreiber/innen

Frau Inès Bruggisser amtet als Chef-Gerichtsschreiberin zu 80%. Während ihrem Mutterschaftsurlaub zwischen dem 3. August 2016 und dem 22. November 2016 wurde sie von Frau Brigitte Magnin Touron (Gerichtsschreiberin zu 80%) zu 40 % vertreten. Frau Magnin Touron vertrat auch die Bürocheffin während ihrer 2 monatigen krankheitsbedingten Abwesenheit.

Frau Christine Bürgisser Gaiardo, Gerichtsschreiberin zu 70%, wurde während ihrer unfallbedingten Abwesenheit vom 8. Februar 2016 bis 4. Oktober 2016 von Herrn Nicolas Lauper zu 40% vertreten. Herr Nicolas Lauper war für das Jugendgericht bis am 30. November 2016 tätig.

Frau Séverine Häni begann am 1. März 2016 ihre Tätigkeit als Gerichtsschreiberin zu 50% und trat an die Stelle von Frau Aline Sermet. Frau Séverine Häni kündigte ihr Arbeitsverhältnis per 30. November 2016.

Aufgrund der Ausfälle wurde Frau Ariane Borruat-Fehlmann am 13. Juni 2016 als Gerichtsschreiberin zu 100% sowie ab dem 1. Dezember 2016 zu 80% eingestellt.

7.1.2.3.3. Fachpersonen für Kinderschutz (IPE)

Frau Antoaneta Zadory wurde am 1. Mai 2016 zu 80% eingestellt, nachdem Frau Isabelle Vauthey, Fachperson für Kinderschutz zu 60%, und Frau Sybille Clerc, Fachperson für Kinderschutz zu 20%, am 30. April 2016 respektive am 31. August 2016, gekündigt hatten. Das Arbeitspensum von Frau Corina Zurkinder beträgt nach wie vor 70%.

7.1.2.3.4. Bürocheffinnen

Frau Monique Dorsaz und Frau Françoise Magne teilten sich bis Ende April 2016 mit je 50% die Stelle. Nachdem Frau Dorsaz in den Ruhestand getreten war, übernahm Frau Françoise Magne ab dem 1. Mai 2016 die Stelle zu 100%.

7.1.2.3.5. Sekretariat

Frau Noémie Aerne wurde anfangs Januar 2016 zu 60% eingestellt und trat an die Stelle von Frau Géraldine Cudré-Mauroux. Die Arbeitspensum von Frau Ursula Aeby, Frau Marianne Marchon und Frau Monique Walther betragen nach wie vor 100% bzw. 50%, bzw. 40%.

Im Rahmen eines Vertrages « junge Stellensuchende » wurde Frau Marie-Claude Rey ab dem 18. Januar 2016 zu 100% eingestellt. Frau Joanna Bowman wurde ab dem 1. August 2016 als Praktikantin 3+1 eingestellt.

7.1.2.3.6. Praktikant-innen

Frau Ariane Borruat-Fehlmann und Frau Laura Dingas haben ihr Praktikum am 29. Februar 2016 respektive am 31. Mai 2016 beendet. Frau Sarah Müller absolvierte ihr Praktikum vom 1. April bis 30. September 2016 und wurde von Frau Melany Madrid am 1. September 2016 ersetzt. Herr Alessandro Nolfo absolvierte sein Praktikum vom 1. Juni bis 30. November 2016. An seine Stelle trat am 1. Dezember 2016 Frau Laura Vargas. Im Rahmen ihres Rechtsstudiums absolvierte Frau Delphine Braidì im Sommer ein einmonatiges Praktikum.

7.1.3. Kommentare zur Statistik und Bemerkungen zur Umsetzung des Bundesgesetzes über das Jugendstrafrecht (JStG)

Statistik

Im Jahre 2016 wurden beim Jugendgericht 1774 Angelegenheiten anhängig gemacht (2015: 1520), welche 1139 Minderjährige betrafen (2015: 1028). Insgesamt stellt dies im Vergleich zum Vorjahr eine Zunahme um 254 Fälle (+16,7%) und 111 Minderjährige (+10%) dar. Im Vergleich zu den Statistiken der Jahre 2006-2012, welche tendenziell eine Abnahme der Anzahl Verfahren und verzeigter Minderjähriger aufgezeigt hatten, bestätigen die Zahlen ab 2013 eine erneute Zunahme der Jugendkriminalität im Kanton Freiburg. Diese Rekrudescens der Jugendkriminalität wurde auch anderweitig in der Schweiz festgestellt (OFSTAT 2015).

Eine anhängig gemachte Angelegenheit entspricht einem Anzeigerapport und einem Minderjährigen. Der Rapport betrifft eine oder mehrere strafbare Handlungen.

Bezüglich strafbare und eingetragene Handlungen (vgl. Ziff. 1.1.7 Statistischer Teil) ist ein Vergleich zwischen den Jahren 2015 und 2016 nicht möglich, da für das Jahr 2016 die eingetragenen Fälle berücksichtigt worden sind (ausschliesslich Ziff. 1.1.7 betreffend).

Massnahmen

Im Jugendstrafrecht steht der Täter, seine Erziehung und Wiedereingliederung im Vordergrund. Nebst den Strafen sieht das Jugendstrafrecht auch Erziehungsmassnahmen vor. Im Jahre 2016 wurden zu Gunsten von 3% der Minderjährigen Schutzmassnahmen angeordnet, was dem nationalen Durchschnitt entspricht. Von den insgesamt 27 platzierten Minderjährigen waren 3 zur stationären Beobachtung untergebracht. Angesichts dessen, dass in einigen Fällen keine geeignete Institution gefunden werden konnte, sind diese Zahlen nicht repräsentativ und widerspiegeln nicht den reellen Bedarf an Unterbringungsplätzen (unbefristete Platzierungen und/oder stationäre Beobachtungen).

Die Umsetzung der geschlossenen Platzierungen hat sich in der Westschweiz als sehr schwierig, beinahe als unmöglich erwiesen. Für die Knaben, verfügen die Jugendrichter nur noch über die Erziehungsanstalt Pramont/VS, (Konkordatsanstalt). Die Erziehungsanstalt Prêles/BE, welche für schwierige Fälle bestimmt war und eine geschlossene Abteilung hatte, wurde mit Entscheid des Staatsrats des Kantons Bern im Sommer 2016 geschlossen. In der Erziehungsanstalt Pramont, welche 24 Plätze zur Verfügung stellt, werden auch junge Erwachsene aus der Westschweiz und dem Tessin platziert. Ende November 2016 befanden sich 11 Minderjährige aus der Westschweiz auf der Warteliste. Was die Mädchen anbelangt, so bietet keine Institution die Möglichkeit einer geschlossenen Platzierung gemäss Art. 15 Abs. 2 JStG an. Das im Kanton Neuenburg gestartete Projekt, eine geschlossene Anstalt für Mädchen zu errichten, wurde eingestellt. Ab 2018 ist im Kanton Freiburg eine vierjährige Testphase geplant, innerhalb welcher für die Westschweiz und das Tessin für Mädchen 4 Plätze im geschlossenen Rahmen angeboten werden sollen.

Offene Institutionen, welche strafrechtlich und zivilrechtlich platzierte Jugendliche aufnehmen, hatten zum Teil lange Wartezeiten. Im Jahre 2016 sind mehrere Platzierungen gescheitert, was nicht zu letzt auf mangelnde Einsicht und Kooperation der Jugendlichen zurückzuführen ist. Im Rahmen des Vollzugs offener Platzierungen wurden im Jahre 2016 30 Tage Disziplinararrest gemäss Art. 16 Abs. 2 JStG angeordnet und im Gefängnis vollzogen.

Angesichts der dürftigen Platzierungsmöglichkeiten, haben die Jugendrichter vermehrt ambulante Massnahmen oder Strafen angeordnet. Diese bieten hingegen keine vergleichbare Form, um auf den Jugendlichen einwirken und ihn begleiten zu können.

Änderung des Sanktionenrechts, in Kraft seit 1. Juli 2016 (Art. 19 Abs. 2 JStG)

Art. 19 Abs. 2 des Jugendstrafgesetzes wurde dahingehend abgeändert, dass nunmehr Schutzmassnahmen erst mit Vollendung des 25. Altersjahres enden (früher mit 22 Jahren). Um bei dieser ausgedehnten Zuständigkeit die Aufgaben des Jugendgerichts, namentlich Erziehung und Schutz der Minderjährigen sowie Schutz der Gesellschaft weiterhin erfüllen zu können, müssen auch die Umsetzungsmöglichkeiten angepasst werden.

Strafen

Im Verlauf des Jahres 2016 organisierte das Jugendgericht für 186 Minderjährige insgesamt 504 Tage (4'032 Stunden) persönliche Leistungen. Hinzu kamen für 142 Minderjährige Sensibilisierungsprogramme betreffend Drogenkonsum (REPER). Die Verurteilungen zum Besuch eines Präventionskurses gegen Drogen, haben um 22% zugenommen. Es stellte sich heraus, dass die Organisation der persönlichen Leistungen im Berichtsjahr schwieriger war, als zuvor. Die sozialen Einrichtungen und Werke in öffentlichem Interesse, mit denen das Jugendgericht zusammenarbeitet, werden auch von anderen Behörden für den Vollzug von Strafen beigezogen. Wenn beispielsweise verurteilte Erwachsene über mehrere Monate hinweg gemeinnützige Arbeiten leisten müssen, ist es den erwähnten Institutionen nicht möglich, gleichzeitig auch noch verurteilte Minderjährige zu berücksichtigen. Um dennoch einen zügigen Vollzug der persönlichen Leistungen gewährleisten zu können, hat sich das Jugendgericht bemüht, das Netzwerk auf weitere Institutionen auszudehnen. Einige der Institutionen sind hingegen nicht bereit oder nicht in der Lage, ein solches Angebot bereit zu stellen. Die vorgenannten Schwierigkeiten der Umsetzung und des Vollzugs der persönlichen Leistungen sowie der damit verbundene Zeitaufwand, wirken sich ungünstig auf die Mission des Jugendgerichts, namentlich Begleitung und Erziehung der Minderjährigen, aus.

Was die Freiheitsstrafen anbelangt so wurden im Jahre 2016 344 Tage Untersuchungshaft und 235 Tage Haft (Vollzug der Strafe) vollzogen. Der Vollzug fand vor allem in der Jugendstrafanstalt « Aux Léchaies » in Palézieux (Konkordatsanstalt) statt. Erwähnte Institution wurde im Mai 2014 eröffnet und stellt 18 Plätze zur Verfügung. Ab dem 1. Juli 2016 wurden mit Entscheid des Staatsrats des Kantons Waadt, weitere 18 Plätze für junge Erwachsene geschaffen. In einigen Fällen erwies sich die Anzahl Plätze für Minderjährige als ungenügend.

Begutachtung in Fällen, in denen die physische oder psychische Gesundheit angezweifelt wird oder bei Unterbringung in einer geschlossenen Einrichtung (Art. 9 Abs. 3 JStG)

Es muss möglich sein, einen Experten für forensische Psychiatrie für Kinder und Jugendliche auch in kurzer Zeit mit einem Mandat betrauen zu können. In diesem Bereich sind die Jugendrichter im Jahre 2016 auf erhebliche Schwierigkeiten gestossen.

Schlussbemerkung

Dank des bemerkenswerten Einsatzes seiner Mitarbeiter, war das Jugendgericht in der Lage, die zunehmende Arbeitsbelastung und die oben erläuterten Probleme betreffend Umsetzung des Jugendstrafrechts zu

bewältigen. Um auch in Zukunft die Qualität der Arbeit weiterhin beibehalten und gewährleisten zu können, sind Überlegungen betreffend nachfolgender Punkte anzustellen:

Die im Rahmen von Strafen und Massnahmen effektiv zur Verfügung stehenden Mittel; Allgemeine Personalressourcen; Die vom administrativen Präsidenten und von der Chefgerichtsschreiberin für die administrative Geschäftsführung des Jugendgerichts aufgewendete Zeit („management“); Die den Jugendrichtern und seinen Mitarbeitern zur Verfügung stehende Zeit, um ihre Kernkompetenzen erweitern zu können.

7.2. Partie statistique / Statistischer Teil

7.2.1. Dénonciations et plaintes / Anzeigen und Strafanträge

	2015	2016
Entrées / Neueingänge	1520	1774
Nombre des mineurs concernés/Anzahl betroffene Minderjährige	1028	1139
Répartition par âge et par sexe / Aufteilung nach Alter und Geschlecht		
Enfants (10-15 ans révolus) / Kinder (10-15 Jahre)	280	290
Adolescents (15-18 ans révolus) / Jugendliche (15-18 Jahre)	1243	1487
Filles/ Mädchen	323	371
Garçons / Knaben	1200	1406
Répartition linguistique / Aufteilung nach Sprache		
Mineurs de langue allemande / Minderjährige deutscher Sprache	263	224
soit le en %/ d.h. in %	17.3%	12.6%
Mineurs de langue française / Minderjährige franz. Sprache	1260	1553
soit le en %/ d.h. in %	82.9%	87.5%
Répartition selon le domicile / Aufteilung nach Wohnsitz		
Fribourg-Ville / Stadt Freiburg	296	328
Sarine-Campagne / Saane-Land	291	327
Singine / Sense	146	105
Gruyère / Greyerz	321	281
Lac / See	117	173
Broye / Broye	111	181
Glâne / Glane	55	85
Veveyse / Vivisbach	54	52
Autres cantons / Andere Kantone	97	143
Etrangers sans domicile fixe en Suisse / Ausländer ohne festen Wohnsitz in der Schweiz	32	98
Total	1520	1773

7.2.2. Nombre de mineurs entendus par le Juge / Anzahl der vom Richter einvernommenen Minderjährigen

	2015	2016
Nombre des mineurs concernés/Anzahl betroffene Minderjährige	183	170

7.2.3. Mesures à titre provisionnel / Vorsorgliche Massnahmen

	2015	2016
Détention provisoire / <i>Untersuchungshaft</i>	11	12
Observation / <i>Beobachtung</i>	5	3
Placement à titre provisionnel / <i>Vorsorgliche Unterbringung</i>	29	24
Autres mesures de protection à titre provisionnel / <i>Andere vorsorgliche Schutzmassnahmen</i>	8	11

7.2.4. Enquêtes / Strafuntersuchungen

Les enquêtes en cours au 1er janvier 2016 et celles ouvertes durant l'année, ont connu le sort suivant / *Die Untersuchungen, die am 1. Januar 2016 hängig waren oder im Laufe des Jahres eröffnet worden sind, nahmen folgenden Ausgang:*

	2015	2016
Non-entrée en matière / <i>Nichtanhandnahme</i>	58	85
Classement / <i>Einstellung</i>	98	50
Classement suite à une médiation / <i>Einstellung nach Mediation</i>	81	68
Classement suite à un retrait de plainte / <i>Klagerückzug</i>	109	77
Classement rendu à la place d'une exemption de peine (21 DPmin, 5 PPMin) / <i>Einstellung anstatt einer Strafbefreiung</i>	27	14
Suspension / <i>Sistierung</i>	14	17
Dessaisissements / <i>Abtretungen</i>	87	122
Ordonnances pénales / <i>Strafbefehle</i>	955	984
Renvois devant le Juge unique ou devant le Tribunal / <i>Überweisung an den Einzelrichter oder an das Gericht</i>	6	4
Enquêtes en cours / <i>Hängige Untersuchungen</i>	376	729
Total	1811	2150

7.2.5. Affaires déléguées au Bureau de la Médiation (du 01.01.2016 au 31.12.2016) / An das Büro für Mediation übertragene Angelegenheiten (vom 01.01.2016 bis 31.12.2016)

	2015	2016
Nombre d'affaires déléguées par les juges / <i>Anzahl der von den Richtern übertragenen Angelegenheiten:</i>	88	65
Nombre des mineurs concernés / <i>Anzahl betroffene Minderjährige</i>	85	94
Processus ayant conduit à un accord de médiation / <i>Verfahren, die zu einer Vereinbarung geführt haben:</i>	56	53
Nombre des mineurs concernés / <i>Anzahl betroffene Minderjährige</i>	75	66
Processus n'ayant pas abouti à un accord de médiation / <i>Verfahren, die zu keiner Vereinbarung geführt haben:</i>	16	9
Nombre des mineurs concernés / <i>Anzahl betroffene Minderjährige</i>	16	8
Processus en cours au 31 décembre 2016 / <i>per 31. Dezember 2016 hängige Verfahren:</i>		42
Nombre des mineurs concernés / <i>Anzahl betroffene Minderjährige</i>		47

7.2.6. Activité du Tribunal / Tätigkeit des Gerichts

	2015	2016
Nombre des réunions du Tribunal / <i>Anzahl Tagungen des Gerichts</i>	6	3
Nombre des mineurs jugés / <i>Anzahl verurteilte Minderjährige</i>	6	4

7.2.7. Infractions enregistrées / Strafbare Handlungen eingetragen

7.2.7.1. Code pénal / Strafgesetzbuch

	2015	2016
contre la vie et l'intégrité corporelle / gegen Leib und Leben		
Homicide par négligence / <i>Fahrlässige Tötung</i>	0	0
Complicité de meurtre / <i>Gehilfenschaft zu vorsätzlicher Tötung</i>	0	0
Infanticide / <i>Kindestötung</i>	0	0
Lésions corporelles simples / <i>Einfache Körperverletzung</i>	10	54
objet dangereux / <i>gefährlicher Gegenstand</i>	1	0
Lésions corporelles graves / <i>Schwere Körperverletzung</i>	0	3
tentative / <i>Versuch</i>	0	0
Lésions corporelles par négligence / <i>Fahrlässige Körperverletzung</i>	1	1
Voies de fait / <i>Tätlichkeiten</i>	7	43
Mise en danger de la vie d'autrui / <i>Gefährdung des Lebens</i>	0	5
Omission de prêter secours / <i>Unterlassung der Nothilfe</i>	0	4
Fausse alerte / <i>Falscher Alarm</i>	2	4
Rixe / <i>Raufhandel</i>	6	14
Agression / <i>Angriff</i>	3	15
Remise de substances nocives / <i>Verabreichen gesundheitsgefährdender Stoffe</i>	0	0

	2015	2016
contre le patrimoine / gegen das Vermögen		
Appropriation illégitime / <i>Unrechtmässige Aneignung</i>	9	5
Abus de confiance / <i>Veruntreuung</i>	0	2
Vol / <i>Diebstahl</i>	54	177
simple / <i>einfacher</i>	53	175
en bande / <i>bandenmässiger</i>	0	1
par métier / <i>gewerbsmässiger</i>	1	1
au préjudice des proches / <i>zum Nachteil eines Angehörigen</i>	0	0
Tentative de vol / <i>Diebstahlversuch</i>	1	0
simple / <i>einfacher</i>	1	0
en bande / <i>bandenmässiger</i>	0	1
par métier / <i>gewerbsmässiger</i>	0	0
Complicité de vol / <i>Gehilfenschaft zum Diebstahl</i>	0	0
Vol d'importance mineure / <i>Geringfügiger Diebstahl</i>	7	8
Brigandage / <i>Raub</i>	2	11
avec arme / <i>bewaffnet</i>	0	0
en bande / <i>bandenmässiger</i>	0	0
Dommages à la propriété / <i>Sachbeschädigung</i>	35	205
Escroquerie / <i>Betrug</i>	8	10
Utilisation frauduleuse d'un ordinateur / <i>Betrügerischer Missbrauch einer Datenverarbeitungsanlage</i>	1	1
Filouterie d'auberge / <i>Zechprellerei</i>	0	0
Obtention frauduleuse d'une prestation / <i>Erschleichen einer Leistung</i>	0	8
Extorsion / <i>Erpressung</i>	0	1
avec violence ou menace d'un danger imminent / <i>mit Gewalt oder Bedrohung mit einer gegenwärtigen Gefahr</i>	0	0
Extorsion – tentative / <i>Erpressung – Versuch</i>	0	0
Recel / <i>Hehlerei</i>	5	8
contre l'honneur et le domaine secret ou privé / gegen die Ehre und den Geheim- oder Privatbereich		
Diffamation / <i>Üble Nachrede</i>	1	7
Calomnie / <i>Verleumdung</i>	1	13
Injure / <i>Beschimpfung</i>	7	63
Utilisation abusive d'une installation de télécommunication / <i>Missbrauch einer Fernmeldeanlage</i>	0	10
Violation du domaine secret / <i>Verletzung des Geheimbereichs</i>	0	10
contre la liberté / gegen die Freiheit		
Menaces / <i>Drohung</i>	11	40
Contrainte / <i>Nötigung</i>	1	6
dont tentative / <i>Versuch</i>	0	0
Séquestration / <i>Freiheitsberaubung</i>	1	0
Violation de domicile / <i>Hausfriedensbruch</i>	24	109
tentative / <i>Versuch</i>	0	0

	2015	2016
contre l'intégrité sexuelle / gegen die sexuelle Integrität		
Actes d'ordre sexuel avec des enfants / <i>sexuelle Handlungen mit Kindern</i>	2	18
Actes d'ordre sexuel commis sur une personne incapable de discernement ou de résistance / <i>Schändung</i>	1	2
Contrainte sexuelle / <i>Sexuelle Nötigung</i>	2	6
Viol / <i>Vergewaltigung</i>	0	3
Exhibitionnisme / <i>Exhibitionismus</i>	0	0
Pornographie / <i>Pornographie</i>	3	9
Désagréments causés par la confrontation à un acte d'ordre sexuel / <i>Unzüchtige Belästigung</i>	4	0
Inceste / <i>Inzest</i>	0	0
créant un danger collectif / Gemeingefährliche Verbrechen und Vergehen		
Incendie intentionnel / <i>Brandstiftung</i>	0	7
tentative / <i>Versuch</i>	0	0
complicité / <i>Gehilfenschaft</i>	0	0
Incendie par négligence / <i>Fahrlässige Verursachung einer Feuerbrunst</i>	2	4
Explosion / <i>Verursachung einer Explosion</i>	0	0
Emploi sans dessein délictueux ou par négligence / <i>Gefährdung ohne verbrecherische Absicht oder Fahrlässige Gefährdung</i>	0	0
Fausse monnaie, falsification des timbres officiels de valeur, des marques officielles, des poids et mesures / Fälschung von Geld, amtlichen Wertzeichen, amtlichen Zeichen, Mass und Gewicht		
Fabrication de fausse monnaie / <i>Geldfälschung</i>	4	0
Mise en circulation de fausse monnaie / <i>In Umlaufsetzen falschen Geldes</i>	2	0
Imitation de billets de banque sans dessein de faux / <i>Nachmachen von Banknoten ohne Fälschungsabsicht</i>	0	0
Faux dans les titres / Urkundenfälschung		
Faux dans les titres / <i>Urkundenfälschung</i>	3	5
Faux dans les certificats / <i>Fälschung von Ausweisen</i>	11	9

	2015	2016
contre les communications et la paix publiques / gegen den öffentlichen Verkehr und Frieden		
Entrave à la circulation publique / <i>Störung des öffentlichen Verkehrs</i>	0	0
Entrave au service des chemins de fer / <i>Störung des Eisenbahnverkehrs</i>	2	3
Entrave aux services d'intérêt général / <i>Störung von Betrieben, die der Allgemeinheit dienen</i>	0	1
Actes préparatoires délictueux / <i>Strafbare Vorbereitungshandlungen</i>	0	1
Emeute / <i>Aufruhr</i>	1	0
Atteinte à la liberté de croyance et des cultes / <i>Störung der Glaubens- und Kultusfreiheit</i>	0	0
Discrimination raciale / <i>Rassendiskriminierung</i>	0	0
Atteinte à la paix des morts / <i>Störung des Totenfriedens</i>	0	0
contre l'autorité publique / gegen die öffentliche Gewalt		
Violence ou menace contre les autorités et les fonctionnaires / <i>Gewalt oder Drohung gegen Behörden und Beamte</i>	6	17
Opposition aux actes de l'autorité / <i>Hinderung einer Amtshandlung</i>	9	67
Insoumission à une décision de l'autorité / <i>Ungehorsam gegen amtliche Verfügungen</i>	0	0
Soustraction d'objets mis sous main de l'autorité / <i>Bruch amtlicher Beschlagnahme</i>	0	0
contre l'administration de la justice / gegen die Rechtspflege		
Dénonciation calomnieuse / <i>Falsche Anschuldigung</i>	2	3
Induction de la justice en erreur / <i>Irreführung der Rechtspflege</i>	1	3
Entrave à l'action pénale / <i>Begünstigung</i>	0	0
Faux témoignage / <i>Falsches Zeugnis</i>	0	0
Faire évader des détenus / <i>Befreiung von Gefangenen</i>	0	0
7.2.7.2. Autres lois fédérales / Andere Bundesgesetze		
sur les stupéfiants / Betäubungsmittel		
Total	308	683
Crimes et délits / <i>Verbrechen und Vergehen</i>	53	
Contraventions / <i>Übertretungen</i>	250	
Cas bénins / <i>Leichter Fall</i>	5	

	2015	2016
sur la circulation routière / <i>Strassenverkehr</i>		
Vol d'usage / <i>Entwendung zum Gebrauch</i>	23	52
dont tentative / <i>Versuch</i>	0	1
Conduite sans permis / <i>Fahren ohne Führerausweis</i>	36	44
Conduite en état d'incapacité / <i>Fahren in fahruntfähigem Zustand</i>	13	21
Violation des devoirs en cas d'accident / <i>Pflichtwidriges Verhalten bei Unfall</i>	6	6
Contraventions diverses / <i>Verschiedene Übertretungen</i>	169	170
sur les étrangers / <i>Ausländerinnen und Ausländer</i>	11	54
sur les armes / <i>Waffen</i>	19	54
sur le transport des voyageurs / <i>Gesetz über die Personenbeförderung</i>	167	392
sur la police des chemins de fer / <i>Eisenbahnpolizei</i>	3	6
sur la navigation intérieure / <i>Binnenschiffahrt</i>	0	4
sur la protection des animaux / <i>Tierschutz</i>	0	0
sur la protection des eaux / <i>Gewässerschutzgesetz</i>	0	0
sur les autres lois fédérales / <i>andere Bundesgesetze</i>	1	3
Lois cantonales / <i>kantonale Gesetze</i>		
sur les établissements publics et la danse / <i>öffentliche Gaststätten und Tanz</i>	3	2
sur la pêche et la chasse / <i>Fischerei und Jagd</i>	1	0
d'application du CP / <i>EGStGB</i>	38	119
d'application du CC / <i>EGZGB</i>	0	0
sur les appareils et les salons de jeu / <i>Spielapparate und Spielsalons</i>	0	0
autres lois cantonales / <i>andere kantonale Gesetze</i>	15	60
7.2.8. Décisions rendues par le Juge des mineurs et par le Tribunal / <i>Durch den Jugendrichter und das Gericht gefällte Entscheide</i>		
7.2.8.1. Jugements / <i>Urteile</i>		
Mesures de protection / <i>Schutzmassnahmen</i>		
Surveillance / <i>Aufsicht</i>	0	0
Assistance personnelle / <i>Persönliche Betreuung</i>	0	0
Maintien de l'assistance personnelle / <i>Beibehaltung der persönlichen Betreuung</i>		
Placement familial / <i>Unterbringung in einer geeigneten Familie</i>	0	0
Placement dans un établissement d'éducation ouvert / <i>Unterbringung in einer offenen Einrichtung</i>	1	0
Placement dans un établissement d'éducation fermé / <i>Unterbringung in einer geschlossenen Einrichtung</i>	0	1
Maintien dans une maison d'éducation / <i>Beibehaltung in einem Erziehungsheim</i>		
Changement de mesure / <i>Änderung der Massnahme</i>	1	0
Traitement ambulatoire / <i>Ambulante Behandlung</i>	0	1
Accompagnement / <i>Begleitung</i>	2	0

	2015	2016
Peines / Strafen		
Réprimande / <i>Verweis</i>	0	0
Réprimande avec délai d'épreuve / <i>Bedingter Verweis</i>	0	0
Prestation personnelle (travail) / <i>Persönliche Leistung (Arbeit)</i>	1	0
Prestation personnelle avec sursis / <i>Bedingte persönliche Leistung</i>	0	0
Prestation personnelle avec sursis partiel / <i>Teilweise bedingte persönliche Leistung</i>	1	0
Amende avec sursis / <i>Bedingte Busse</i>	0	0
Amende avec sursis partiel / <i>Teilweise bedingte Busse</i>	0	0
Amende sans sursis / <i>Unbedingte Busse</i>	0	0
Privation de liberté avec sursis / <i>Bedingter Freiheitsentzug</i>	2	2
Privation de liberté avec sursis partiel / <i>Teilweise bedingter Freiheitsentzug</i>	1	0
Privation de liberté sans sursis / <i>Unbedingter Freiheitsentzug</i>	0	1
Prestation personnelle (cours d'éducation routière) / <i>Persönliche Leistung (Verkehrserziehungskurs)</i>	0	0
Prestation personnelle (cours sur la drogue) / <i>Persönliche Leistung (Präventionskurs)</i>	0	0
Cumuls / Verbindung		
Peine + peine / <i>Strafe + Strafe</i>	0	0
Peine + mesure de protection / <i>Strafe + Schutzmassnahme</i>	3	1
Mesure + mesure / <i>Massnahme + Massnahme</i>	0	0
Exemption de peine / Strafbefreiung	0	0
Acquittement / Freispruch	5	3
7.2.8.2. Décisions administratives et d'exécution / Administrativ- und Ausführungsentscheide		
Inscription au casier judiciaire / <i>Eintragung ins Strafregister</i>	26	22
Radiation du casier judiciaire / <i>Löschung im Strafregister</i>	0	0
Révocation du sursis / <i>Widerruf des bedingten Strafvollzugs</i>	0	1
Renonciation à révoquer le sursis / <i>Verzicht auf Widerruf des bedingten Strafvollzugs</i>	0	0
Prolongation du délai d'épreuve / <i>Verlängerung der Probezeit</i>		0
Refus de radiation du casier judiciaire / <i>Verweigerung der Löschung im Strafregister</i>		0
Libération conditionnelle accordée / <i>Bedingte Freilassung gewährt</i>		0
Libération conditionnelle refusée ou révoquée / <i>Bedingte Freilassung verweigert oder widerrufen</i>	1	2
Fin de mesure / <i>Beendigung der Massnahme</i>	10	1
Fin d'accompagnement / <i>Beendigung der Begleitung</i>	10	2

	2015	2016
Conversions / Umwandlungen		
Conversion d'amende en privation de liberté / <i>Umwandlung der Busse in Freiheitsentzug</i>	19	4
Conversion prestation personnelle en amende / <i>Umwandlung der persönlichen Leistung in Busse</i>	8	10
Conversion prestation personnelle en privation de liberté / <i>Umwandlung der persönlichen Leistung in Freiheitsentzug</i>	2	0
Demande conversion privation de liberté en prestation personnelle / <i>Gesuch Umwandlung des Freiheitsentzuges in persönlicher Leistung</i>		0
Demande conversion amende en prestation personnelle / <i>Gesuch um Umwandlung der Busse in persönliche Leistung</i>	2	3
7.2.8.3. Ordonnances pénales / Strafbefehle		
Mesures de protection / Schutzmassnahmen		
Surveillance / <i>Aufsicht</i>	0	0
Assistance personnelle / <i>Persönliche Betreuung</i>	5	0
Maintien de l'assistance personnelle / <i>Beibehaltung der Persönlichen Betreuung</i>	8	4
Maintien en maison d'éducation		
Changement de mesure / <i>Massnahmenwechsel</i>	1	
Traitement ambulatoire / <i>Ambulante Behandlung</i>	1	1
Accompagnement / <i>Begleitung</i>	4	4
Peines / Strafen		
Réprimande / <i>Verweis</i>	206	191
Amende avec sursis / <i>Bedingte Busse</i>	6	11
Amende avec sursis partiel / <i>Teilweise bedingte Busse</i>	4	3
Amende sans sursis / <i>Unbedingte Busse</i>	176	159
Prestation personnelle (travail) / <i>Persönliche Leistung (Arbeit)</i>	110	96
Prestation personnelle avec sursis / <i>Bedingte persönliche Leistung</i>	7	36
Prestation personnelle avec sursis partiel / <i>Teilweise bedingte persönliche Leistung</i>	29	41
Prestation personnelle (cours d'éducation routière) / <i>Persönliche Leistung (Verkehrserziehungskurs)</i>	48	15
Prestation personnelle (cours sur la drogue) / <i>Persönliche Leistung (Präventionskurs)</i>	98	120
Prestation personnelle (rendez-vous en bibliothèque) / <i>Persönliche Leistung (Rendez-vous in der Bibliothek)</i>	0	0
Privation de liberté avec sursis / <i>Bedingter Freiheitsentzug</i>	10	11
Privation de liberté avec sursis partiel / <i>Teilweise bedingter Freiheitsentzug</i>	3	2
Privation de liberté sans sursis / <i>Unbedingter Freiheitsentzug</i>	6	7
Cumuls / Verbindung		
Peine + peine / <i>Strafe + Strafe</i>	12	26
Peine + mesure de protection / <i>Strafe + Schutzmassnahme</i>	9	14
Mesure + mesure / <i>Massnahme + Massnahme</i>	3	0

8. Commissions et autres autorités / Kommissionen und andere Behörden

8.1. Préfectures

8.1.1. Partie générale

8.1.1.1. Préfecture de la Sarine

8.1.1.1.1. Personnel et organisation

Le nombre de collaborateurs affecté au secteur pénal n'a pas évolué par rapport aux années précédentes ; outre le Lieutenant de Préfet secondé par une secrétaire à 60 %, il y a deux collaborateurs à plein temps épaulés par une personne placée par le Service public de l'emploi (100 %).

8.1.1.1.2. Statistiques et généralités

Même si l'on enregistre une diminution par rapport à l'année 2015, le volume des affaires pénales reste important. Concernant le nombre et le détail des affaires traitées, nous renvoyons au tableau annexé.

Plaintes

Durant l'année 2016, les affaires transmises par le Ministère public en vue d'une tentative de conciliation (délits poursuivables sur plainte uniquement) ont été au nombre de 250 ; sur ce dernier chiffre, 174 affaires (69.6 %) ont été liquidées par une convention, voire par un retrait de plainte pur et simple. Comme par le passé, les infractions les plus souvent invoquées dans le cadre des diverses plaintes étaient essentiellement les suivantes : voies de fait, lésions corporelles simples, menaces, injures, appropriation illégitime, abus de confiance au préjudice des proches, filouterie d'auberge, dommages à la propriété, violation de domicile, atteintes à l'honneur, vols à l'étalage et violation d'une obligation d'entretien.

Dans la plupart des cas, le dossier est transmis à la suite d'une enquête préliminaire menée par la police avec audition des parties, voire de personnes appelées à donner des renseignements ; dans les affaires simples d'atteinte à l'honneur, le Procureur général transmet directement la plainte au Préfet sans mesures d'instruction.

Dénonciations

Le nombre total de 7'394 ordonnances pénales (OP) se décompose de la manière suivante :

- > 1'561 OP ordinaires ;
- > 4'771 OP pour violation d'une mise à ban ;
- > 639 OP sanctionnant des stationnements illicites sur le domaine privé des CFF ;
- > 310 OP en matière d'accident de la circulation ;
- > 113 OP de classement prononcées après opposition à une première ordonnance pénale.

La majorité des OP ordinaires concerne le domaine de la circulation routière ; de nombreuses enquêtes, voire des commissions rogatoires internationales, ont été ouvertes afin de déterminer les auteurs de ces infractions. Les autres affaires relèvent essentiellement de la loi sur les établissements publics, la loi scolaire, la loi sur le contrôle des habitants, la loi sur la prostitution et la loi sur les constructions.

En matière de violation des obligations scolaires, le nombre de dénonciations reste important et demande parfois l'ouverture d'une enquête au vu des arguments avancés par les parents pour justifier telle ou telle absence (motifs d'ordre médical notamment).

Concernant les violations de mises à ban, ces dénonciations entraînent un important travail administratif de vérification et de recherche ainsi qu'une correspondance nourrie entre la Préfecture et les propriétaires privés.

Sur l'ensemble de ces affaires, 28 dossiers (0.37 %) ont été transmis au Juge de police en vue d'un débat contradictoire à la suite de l'opposition de la personne condamnée ; sur ce nombre, environ la moitié des procédures aboutit à un retrait d'opposition.

Enfin, comme à l'accoutumée, les dossiers classés avant l'ouverture d'une quelconque procédure (une dizaine de classeurs fédéraux) ont été soumis au Procureur général pour visa en juin et en décembre.

8.1.1.1.3. Divers

Le 26 septembre 2016, une délégation du Conseil de la magistrature a inspecté le secteur pénal de la Préfecture.

8.1.1.2. Préfecture de la Singine

8.1.1.2.1. Personnel et organisation

La responsabilité principale en matière de plaintes et dénonciations pénales incombe à Mme Sarah Hagi Göksu, lieutenant de préfet. La gestion administrative des plaintes et dénonciations pénales enregistrées en continu est assurée de façon autonome par l'adjointe administrative, Mme Karin Peissard, ainsi que par Mme Lydia Jeckelmann, employée administrative.

8.1.1.2.2. Statistiques et généralités

Toutes les affaires pénales sont enregistrées dès leur réception. L'évaluation des cas enregistrés figurant ci-après donne une idée de la distinction entre les diverses infractions, du nombre d'enregistrements ainsi que du statut du dossier. Il en ressort que le nombre d'enregistrements (1492) a légèrement diminué par rapport à l'année précédente (-22). Les rubriques « 2 LCR - Vitesse » et « 3 Infractions LCR » enregistrent une baisse notable, alors que la rubrique « 5 Non-paiement d'amendes d'ordre » présente une augmentation de près de 100 enregistrements.

Code statistique	Nature du délit
1	Accident de la circulation
2	LCR - Vitesse
3	Infractions LCR (interdiction de parcage, dépassement, surcharge, conduite en état d'ébriété, etc.)
4	Infractions à l'OTR
5	Non-paiement d'amendes d'ordre
6	Infractions chemins alpestres et forestiers / cueillette de champignons / contravention à la protection des espèces
7	Police des constructions
8	Plainte pénale / audience de conciliation fructueuse ou retrait de la plainte pénale
9	Plainte pénale / échec de l'audience de conciliation, transmission du dossier au Ministère public
10	Placement à des fins d'assistance PAFA / envoi chez un médecin ordonné par le préfet aux fins d'élucidation
11	Enregistrement sans suites (personne en difficulté, accident de travail, conflit familial, informations émanant de la police)
12	À l'attention du Ministère public ou de la Chambre pénale des mineurs en raison de la compétence
13	Police du feu
14	Divers sans attribution
15	Violation de la scolarité obligatoire
16	Esclandre dans une auberge / non-respect des heures d'ouverture / service de boissons sans autorisation
17	Audition de conciliation fixée / cas toujours en suspens au 31.12
18	Ordonnance de classement / de non-entrée en matière
19	Médiation
20	Ordonnances de suspension / auteur inconnu

Nombre de dossiers sous statut « ouvert »	21
Nombre de dossiers sous statut « en cours de traitement »	18
Nombre de dossiers sous statut « réglé »	1453

Statistique 2016

Code	Nombre d'enregistrements	Montant total des amendes	Total des émoluments	Total des coûts de la préfecture
1	103	27 560.00	4458.40	1158.00
2	609	262 650.00	38 400.00	7516.00
3	157	20 480.00	4620.00	1915.00
4	0	-	-	-
5	541	64 970.00	13 830.00	5830.00
6	29	2750.00	830.00	351.00
7	3	800.00	120.00	26.00
8	17	-	-	-
9	8	-	-	-
10	3	-	-	-
11	8	-	-	-
12	1	-	-	-
13	0	-	-	-
14	4	-	-	-
15	3	630.00	120.00	39.00
16	0	-	-	-
17	6	-	-	-
18	0	-	-	-
19	0	-	-	-
20	0	-	-	-
Total	1492	379 840.00	62 378.40	16 835.00

Les codes 10, 11, 14 et 18 ne sont pas pris en considération dans la statistique annuelle officielle qui est également adressée au Conseil de la magistrature, car il ne s'agit pas là d'audiences de conciliation, ni d'ordonnances et de décisions pénales, ni de transmissions du cas au juge compétent.

Plaintes pénales

La lieutenant de préfet Sarah Hagi Göksu est responsable de l'exécution des séances de conciliation prévues par la loi. Le nombre de plaintes pénales a diminué par rapport à l'année précédente, de 40 en 2015 à 31. Il y a toujours lieu de constater que les tentatives de conciliation deviennent visiblement plus compliquées. Sur demande des prévenus, la présence d'un représentant légal est également autorisée lors des auditions.

Dénonciations pénales

En comparaison de l'année précédente, le nombre de dénonciations enregistrées est presque identique (-5). Au total, 1445 ordonnances pénales ont été prononcées. Dont 12 ont fait l'objet d'une contestation par voie d'opposition.

L'envoi et l'encaissement des ordonnances pénales pour les conducteurs domiciliés à l'étranger deviennent manifestement plus difficiles et plus longs. La plupart des excès de vitesse sont enregistrés par le radar installé sur l'autoroute (commune de Bösingen) et concernent des personnes domiciliées à l'étranger qui conduisent principalement des voitures de location. Des adresses imprécises, des départs, des envois sans résultats dans des régions en guerre, des excès de vitesse commis par des membres de troupes de l'OTAN, etc. compliquent le travail et nécessitent toujours plus un avis de recherche dans RIPOL.

Autre constat qui perdure, un nombre croissant de personnes demandent un paiement par tranches. Le cas échéant, le montant minimum de la tranche mensuelle est fixé à 50 francs.

L'encaissement des amendes prononcées a lieu exclusivement par l'intermédiaire du Service des finances du canton de Fribourg. Après une tentative d'encaissement restée vaine, l'ordonnance pénale est transformée en peine et transmise pour exécution contrainte au Service de l'application des sanctions pénales et des prisons (137 au total en 2016). Rares sont les demandes de réduction de peine ou de conversion de l'amende en travail d'intérêt général directement adressées chez nous.

8.1.1.2.3. Divers

Un grand merci va ici à tous les services impliqués pour la collaboration agréable et excellente.

8.1.1.3. Préfecture de la Gruyère

8.1.1.3.1. Personnel et organisation

La responsabilité en matière de dénonciations pénales incombe au Préfet. Le Lieutenant de préfet est responsable du domaine des plaintes. La gestion administrative des plaintes et des dénonciations pénales enregistrées est assurée de manière autonome par le personnel en charge de ces secteurs.

8.1.1.3.2. Statistiques et généralités

Plaintes

Le nombre total de plaintes enregistrées pour notre district est stable. Les plaintes reçues en préfecture et devant être transmises d'office au Ministère public le sont dès leur réception. Pour 2016, elles sont au nombre de 19 et celles retirées avant l'audience au nombre de 7. Sauf problème particulier, les parties citées à comparaître sont convoquées en audience dans un délai d'un mois dès réception de la plainte.

Le nombre de personnes prévenues et plaignantes ne se présentant pas, sans excuse, à une audience de conciliation, est relativement important. Il est de 20 pour l'année 2016.

Comparatif	<u>2015</u>	<u>2016</u>
Tentatives de conciliation	94	80
> ayant abouti	47	43
> ayant échoué, transmises au Ministère public	47	37
> en suspens	8	14

Dénonciations pénales

Le nombre de dénonciations pénales s'est stabilisé durant l'année 2016. La majorité des dénonciations concernent des infractions liées à des violations de mise à ban et à la loi sur la circulation routière (LCR). Les procédures relatives aux violations de mise à ban soulèvent toujours de nombreuses contestations et entraînent un travail administratif important. L'Etat n'est pas gagnant au vu du montant de l'amende. En Gruyère, le Préfet ordonne des mesures d'enquête surtout en matière d'aménagement du territoire et de loi scolaire. Ces infractions, ainsi que celles liées à la loi sur les établissements publics sont stables par rapport à l'année 2015.

Comparatif	<u>2015</u>	<u>2016</u>
Ordonnances pénales	2754	2432
> définitives	2700	2382
> frappées d'opposition	54	50
> ordonnance de classement	88	97

Sur l'ensemble des affaires, le nombre de dossiers transmis au Juge de police en vue d'un débat contradictoire, suite à une opposition, reste minime.

Les affaires classées concernent essentiellement des dénonciations liées aux violations de mise à ban, pour lesquelles l'auteur de l'infraction n'a pas pu être identifié, ou qu'il y a eu, ultérieurement, un retrait de la dénonciation.

Un seul cas de conversion d'amende en travail d'intérêt général (TIG) a été enregistré en 2016.

Le nombre de dossiers transmis au Service de l'application des sanctions pénales et des prisons (SASPP), en application de l'art. 106 al. 2 CP, en vue de l'exécution de la peine privative de liberté de substitution, a légèrement baissé par rapport à l'année précédente (2015/244 – 2016/172).

8.1.1.4. Préfecture du Lac

8.1.1.4.1. Personnel et organisation

Les affaires pénales sont traitées par le lieutenant de préfet Reto Hauser. Pour les plaintes pénales ou les séances de conciliation, le travail administratif (procès-verbaux, correspondance) est assumé par Mélanie Corminboeuf, juriste, et, s'agissant des ordonnances pénales, par le secrétariat.

Suite à une absence du lieutenant de préfet pour cause de maladie, les affaires pénales et les séances de conciliation ont été traitées par Mélanie Corminboeuf, juriste, du début de l'année 2016 à la fin février 2016. Pendant cette même période, Nadine Baschung, juriste, l'a aidée pour l'administration.

Depuis le 1^{er} septembre 2016, Dylan Iacazzi travaille comme stagiaire à la préfecture dans le domaine de l'administration. Il est notamment chargé de tâches administratives en lien avec les ordonnances pénales. À des fins de formation, il est prévu qu'il assiste aussi aux séances de conciliation.

8.1.1.4.2. Statistiques et généralités

Plaintes

Les plaintes pénales sont traitées par le lieutenant de préfet Reto Hauser, qui mène également les audiences de conciliation (voir néanmoins le ch. 1, al. 2).

En tout, 36 plaintes pénales ont été déposées (57 l'année précédente). Six d'entre elles sont parvenues directement à la préfecture, qui les a transmises au Ministère public pour l'ouverture d'une procédure. Celui-ci ne les a pas encore faites parvenir à la préfecture. Deux dossiers ont été renvoyés au Ministère public pour des raisons de compétence : pour l'une des plaintes, le prévenu est domicilié en Roumanie, quant à l'autre, il s'agit d'un délit qui ne relève pas de la compétence de la préfecture (discrimination raciale).

Les 28 autres plaintes ont entraîné la fixation d'une séance de conciliation (52 l'année précédente). 25 séances de conciliation ont été menées. Trois dossiers sont pendants à la préfecture. La séance de conciliation a déjà été fixée pour deux d'entre eux, le dernier est provisoirement suspendu pour cause de maladie du prévenu.

Sur les 25 séances de conciliation, 21 ont donné un résultat (positif ou négatif). Quatre dossiers sont encore pendants dans la mesure où une suspension a été convenue à l'occasion de la séance de conciliation et où la préfecture n'a pas été informée de la suite de la procédure après avoir transmis le dossier au Ministère public. Ces cas figurent sous le statut de dossiers en suspens dans la statistique. Sur les 21 cas réglés, neuf séances de conciliation ont pu être menées à bien. Le nombre de conciliations fructueuses a diminué par rapport à l'année précédente (9 cas ou 42,85 % contre 25 cas ou 51,02 % en 2015). Dans 12 cas (57,14 %), la conciliation a échoué.

En règle générale, les parties sont convoquées immédiatement pour une séance de conciliation, mais au plus tard dans le délai d'un mois à compter de la réception de la plainte. Il arrive souvent que les rendez-vous fixés doivent être reportés, le plus souvent quand des avocats sont impliqués. Les plaintes directement déposées à la préfecture sont transmises sans retard au Ministère public pour l'ouverture de la procédure.

Dans la majorité des cas, les parties ne sont pas assistées par des avocats lors des séances de conciliation. Il y a lieu de constater qu'en présence d'avocats, une conciliation est plutôt difficile à obtenir car, en l'occurrence, la question du règlement des frais revêt une plus grande importance. Comme les audiences de conciliation visent avant tout une explication entre les parties adverses, leurs représentants sont le cas échéant priés de faire preuve de retenue ; les avocats le comprennent généralement bien, en particulier lorsque l'autre partie comparaît sans représentant.

Tableau comparatif des plaintes	2013	2014	2015	2016
Tentatives de conciliation	54	44	57	28
- conciliations qui ont abouti	24	28	25	9
- transmises au Ministère public	24	14	24	12
- dossiers en suspens	6	2	3	7

Plaintes et ordonnances pénales

En comparaison de l'exercice antérieur, le nombre d'ordonnances pénales a une nouvelle fois considérablement augmenté en 2016 (3346 ; +8,00 % par rapport aux 3098 ordonnances de 2015 et même +29,39 % par rapport aux 2586 ordonnances de 2014). En tout, 52 oppositions ont été formulées contre des ordonnances pénales (= 1,55 %) ; en pourcentage, le nombre d'oppositions diminue ainsi légèrement (2,07 % en 2015 ; 1,82 % en 2014).

Les dénonciations pour absences injustifiées à l'école obligatoire (12 cas) ont de nouveau augmenté (en comparaison : 7 dénonciations en 2015 et en 2014, 14 en 2013, 16 en 2012).

Durant l'année sous rapport, 4 demandes (5 en 2015, 1 en 2014 et 1 en 2013) de transformation d'une amende en travaux d'intérêt général ont été transmises au Service de l'application des sanctions pénales et des prisons.

490 dossiers (463 en 2015, 392 en 2014 et 181 en 2013) ont été adressés au service précité en raison d'amendes impayées.

182 personnes ont été inscrites dans le système RIPOL (149 l'année précédente, 138 en 2014).

209 dossiers ont été réglés par voie de décision en 2016.

58 dossiers ont dû être classés sans suite faute d'adresse.

Tableau comparatif des ordonnances pénales	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ordonnances pénales	2109	2565	2860	2586	3098	3346
- définitives	2071	2531	2824	2539	3034	3294
- oppositions	38	34	36	47	64	52

8.1.1.5. Préfecture de la Glâne

8.1.1.5.1. Personnel et organisation

La préfecture dispose d'un personnel stable, motivé et compétent lui permettant de répondre aux nombreuses sollicitations et attentes de la population qui va souvent bien au-delà des tâches usuelles d'une préfecture. Les conseils et réponses rendent service, sécurisent la population et/ou évitent souvent de longues procédures ou erreurs d'appréciation.

Elle joue également parfaitement son rôle d'ambassadeur de l'Etat dans les régions et donne ainsi une image positive de l'administration.

Une des forces de notre préfecture est que chaque employé est capable d'assumer l'ensemble des tâches principales, ce qui permet en tout temps d'assurer un travail de qualité avec célérité.

Par ailleurs, il me paraît important d'être un acteur au profit de la formation. En 2016, notre apprenti et notre stagiaire MPC ont terminé leur formation avec succès. En août 2016, nous avons engagé une nouvelle apprentie et nous acceptons volontiers des jeunes en stage afin de leur offrir une première immersion dans le monde professionnel.

8.1.1.5.2. Statistiques et généralités

L'année 2016 a connu une diminution du volume des affaires en matière pénale avec une réduction globale de 21.3%. Le nombre d'affaires transmis par le Ministère public a été sensiblement supérieur (40 en 2016 contre 32 en 2015) mais ce sont les dénonciations qui ont été nettement moins importantes passant de 482 à 365 cas.

Plaintes

Madame Sarah Devaud, Lieutenante de préfet, s'occupe en principe des plaintes et des séances de conciliation y relatives. Le nombre de plaintes a progressé de 25% par rapport à 2015 et les tentatives de conciliation ont abouti dans 62.5% des cas. A noter que, comme les deux années précédentes, 4 plaintes ont été retirées avant la séance de conciliation.

Les motifs les plus fréquemment invoqués pour les plaintes sont les voies de fait, parfois accompagnées de menaces ou d'injures, puis viennent ensuite les violations d'obligation d'entretien.

En principe, les parties citées à comparaître sont convoquées en audience dans un délai d'un mois dès réception de la plainte. Cependant, s'agissant des plaintes déposées par le Service de l'action sociale, il a été convenu de regrouper les plaintes afin d'en traiter au minimum 3 en une matinée, ceci afin d'éviter que le représentant du Service ne se déplace pour rien. Force est de constater en effet que les prévenus ne se présentent pas forcément en séance de conciliation dans ce genre de plaintes.

Dénonciations

La réduction des affaires (- 117) est à imputer pour plus de 90% à la réduction des dénonciations pour violation d'une mise à ban. En effet, en 2015 plusieurs nouveaux dénonciateurs privés avaient adressé de nombreux rapports à ce sujet. Les dénonciations en matière de vitesse sont restées stables alors que les dénonciations liées à des accidents de la circulation ont régressé (- 17). Les dénonciations pour des infractions à la loi sur le contrôle de l'habitant ont plus que doublé passant de 8 à 20 cas.

A relever que 2 ordonnances pénales ont été prononcées suite à la violation de la LATeC avec un des prévenus plus sévèrement jugé car il s'agissait d'un cas de récidive. Il a été condamné au paiement d'une amende à laquelle s'est ajoutée une créance compensatrice.

Une seule ordonnance pénale (violation de mise à ban) a fait l'objet d'une opposition, laquelle n'a pas été maintenue après transmission du dossier au Juge de police et 22 dénonciations se sont soldées par un classement contre 28 en 2015.

8.1.1.5.3. Divers

L'année 2016 s'est déroulée à satisfaction de l'équipe de la préfecture. Il n'y a pas de retard à signaler et les affaires sont traitées dans les délais, ce dont nous nous réjouissons.

Cette organisation répond parfaitement aux besoins.

8.1.1.6. Préfecture de la Broye

8.1.1.6.1. Personnel et organisation

Sous la responsabilité du Préfet Christophe Chardonnens, la Préfecture de la Broye emploie cinq personnes (4,5 EPT) ainsi qu'un apprenti. Le volet pénal est essentiellement l'apanage du préfet, du lieutenant de préfet et d'une secrétaire.

8.1.1.6.2. Statistiques et généralités

La Préfecture de la Broye enregistre une légère diminution de son activité juridictionnelle en matière pénale. Celle-ci reste toutefois dans la moyenne des années précédentes (quelque 1'000 dossiers par an). Il est particulièrement réjouissant de constater l'efficacité d'une justice simple et rapide, la plupart des plaintes et dénonciations transmises à la préfecture étant traitées de manière définitive.

Plaintes

Le nombre de plaintes transmises au préfet pour conciliation est en nette diminution avec la satisfaction de régler définitivement une bonne partie de ces dossiers (42.5 %).

Dénonciations

Quand bien même le nombre de dénonciations est en diminution, il reste dans la moyenne des années précédentes. Il convient de relever que la majeure partie de ces dénonciations porte sur des infractions LCR, tout en soulignant le peu de situations dans lesquelles l'ordonnance rendue est frappée d'opposition (1,58 %).

8.1.1.6.3. Divers

Il y a lieu de souligner la qualité de la collaboration avec le Ministère public, ce tant dans le traitement des plaintes que dans le contrôle préalable des ordonnances de classement.

8.1.1.7. Préfecture de la Veveyse

8.1.1.7.1. Personnel et organisation

2016 a vu quelques changements au sein du personnel amené à traiter de problèmes relatifs au pénal.

Il y a d'abord eu l'absence prolongée du lieutenant de préfet (burn-out). Ce dernier a repris progressivement de l'activité depuis juin 2016, pour arriver, dès octobre 2016 à un taux d'activité définitif de 50%.

Il y a eu ensuite la défection de l'apprentie de dernière année, celle-ci ayant également été en congé maladie de longue durée.

Représentant à elles deux 1,5 EPT, les collaboratrices régulières de la Préfecture ont rédigé les ordonnances pénales. Le préfet a, évidemment, mis la main à la pâte.

Pour pallier tant que faire se peut les absences prolongées et compléter une dotation qui aurait de toute façon dû être augmentée, rapport au transfert de tâches dans le domaine des constructions, le préfet a été entendu par la Direction des institutions. Il a ainsi pu s'attacher l'aide de deux jeunes juristes, l'un et l'autre en phase préparatoire de leur brevet d'avocat (un 0.5 EPT dès le 7 décembre 2015, un second 0,5 EPT dès avril 2016).

Quant aux séances de conciliation, c'est le préfet qui les a toutes dirigées. Pour quelques-unes d'entre elles, il a eu recours à l'un des deux jeunes juristes pour en tenir le procès-verbal.

8.1.1.7.2. Statistiques et généralités

Les statistiques attestent d'une certaine stabilité par rapport aux chiffres de l'an dernier.

Le nombre de tentatives de conciliation est resté bas (33), une petite moitié d'entre elles ayant abouti. Il n'y a, en cela, rien de nouveau.

Les contacts avec les autres instances ponctuellement concernées par une affaire ont toujours été bons. Pour la quasi-totalité d'entre eux, nous pourrions même les qualifier d'empreints d'une certaine cordialité. La coopération avec le Ministère public, le Tribunal d'arrondissement, la Police cantonale, y compris Police de proximité a très bien fonctionné.

Avec la Justice de paix, dont les locaux sont contigus à ceux de la Préfecture, les relations ont été un peu plus complexes. Sous l'angle purement professionnel, le préfet soussigné n'a toutefois aucune remarque à formuler à l'encontre de la Justice de paix.

Plaintes

Nous l'avons dit, les statistiques attestent de chiffres similaires à ceux de l'an dernier.

Nous notons, une fois de plus, les difficultés pour le Service de l'action sociale de simplement rencontrer les personnes coupables d'une violation des obligations d'entretien. Une fois sur deux, ces personnes ne se présentent même pas à la séance.

Au-delà des complications que cet état de fait génère, nous constatons une nouvelle fois l'augmentation des situations de précarité, consécutives à un divorce.

Il y a là en puissance, à n'en pas douter, un travail considérable pour les services sociaux.

En règle générale, les parties citées à comparaître sont convoquées en audience dans un délai d'un mois dès réception de la plainte. 9 fois sur 10, elles comparaissent seules, sans être accompagnées d'un mandataire.

Dès leur éventuelle réception par la Préfecture, les plaintes pénales sont systématiquement transmises, sans délai, au Ministère public.

Tableau comparatif	2015	2016
Tentatives de conciliation	35	33
ayant abouti	16	12
ayant échoué, transmises au juge compétent	15	16
en suspens + citées	3	5
transmises d'office au juge compétent	1	3

Dénonciations

En matière de dénonciations également, la Préfecture de la Veveyse a constaté une certaine stabilité dans les chiffres.

Les dénonciations relatives aux infractions à la loi sur la circulation routière (LCR) représentent évidemment la plus grande partie des dénonciations reçues par la Préfecture: 420/523.

Suivent les dénonciations pour violation de mise à ban (56). Nous pourrions ensuite mentionner les travaux entrepris sans autorisation (11), la fermeture tardive des établissements publics (4), les ceintures de sécurité (3), les mesures de signalisation (3), les tests antipollution (1).

Le nombre de dénonciations pour absences scolaires illégitimes est, en 2016, de 11 (9 en 2015). Nous pensons qu'il va falloir vivre avec ces chiffres, liés pour l'essentiel au départ prématuré en vacances des étrangers vivant en Suisse, ou à leur difficile retour, retardé par les traditionnelles maladies ou autres ennuis mécaniques du véhicule.

Ensuite de l'envoi de l'ordonnance pénale, l'encaissement, quant à lui, reste aléatoire. Le nombre de dossiers d'ordonnances pénales impayées transmises au Service de l'application des sanctions pénales pour l'exécution de la peine privative de liberté par substitution est toujours important: 83, 56 en 2015.

Tableau comparatif	2015	2016
Ordonnances pénales	506	523
définitives	493	505
frappées d'opposition	11	13
transmises d'office au juge compétent	2	5

8.1.1.7.3. Divers

Vous trouverez, en annexe, le tableau des statistiques 2016 en matière pénale. Je vous en souhaite bonne réception et me tiens, le cas échéant, à votre entière disposition pour fournir les compléments d'information qui vous feraient défaut.

8.1. Oberämter

8.1.1. Allgemeiner Teil

8.1.1.1. Oberamt des Saanebezirks

8.1.1.1.1. Personal und Organisation

Die Zahl der Mitarbeitenden, die dem Strafssektor zugeteilt sind, ist im Vergleich mit den Vorjahren gleich geblieben; nebst dem Vizeoberamtmann, der von einer Sekretärin zu 60 % unterstützt wird, gibt es zwei Vollzeitmitarbeiterinnen und Vollzeitmitarbeiter und eine Person, die vom Amt für den Arbeitsmarkt vermittelt wurde (100 %).

8.1.1.1.2. Statistiken und Allgemeines

Auch wenn man gegenüber 2015 einen leichten Rückgang der Zahl der Straffälle feststellt, bleibt diese Zahl erheblich. Für die Zahl und die Einzelheiten der behandelten Fälle verweisen wir auf die beiliegende Tabelle.

Klagen

Während des Jahres 2016 wurden von der Staatsanwaltschaft 250 Fälle für einen Schlichtungsversuch (nur Antragsdelikte) überwiesen; davon wurden 174 Fälle (69,6 %) mit einer Vereinbarung oder ganz einfach mit einem Rückzug der Klage erledigt. Wie früher wird am häufigsten wegen folgender Straftaten geklagt: Tötlichkeiten, einfache Körperverletzungen, Drohungen, Beschimpfungen, unrechtmässige Aneignung, Vertrauensmissbrauch zum Nachteil Angehöriger, Zechprellerei, Sachbeschädigung, Hausfriedensbruch, Ehrverletzung, Ladendiebstahl und Vernachlässigung von Unterhaltspflichten.

In den meisten Fällen wird das Dossier überwiesen, nachdem die Polizei ermittelt und die Beteiligten angehört hat. Gelegentlich werden weitere Personen um Auskunft gebeten; in einfachen Ehrverletzungsfällen überweist der Generalstaatsanwalt die Klage direkt und ohne Untersuchungsmassnahmen an den Oberamtmann.

Verzeigungen

Die Gesamtzahl von 7394 Strafbefehlen (StB) lässt sich wie folgt aufgliedern:

- > 1561 ordentliche StB;
- > 4771 StB für Verletzung eines richterlichen Verbots;
- > 639 StB für unerlaubtes Parkieren auf dem Privatgrund der SBB;
- > 310 StB wegen Verkehrsunfällen;
- > 113 StB zur Einstellung des Verfahrens nach Einsprache gegen einen ersten Strafbefehl.

Die Mehrheit der ordentlichen StB betrifft den Strassenverkehr; zahlreiche Untersuchungen und internationale Rechtshilfekommissionen wurden eröffnet resp. eingesetzt, um die Urheber dieser Vergehen zu ermitteln. Die übrigen Fälle fallen im Wesentlichen unter das Gesetz über die öffentlichen Gaststätten, das Schulgesetz, das Gesetz über die Einwohnerkontrolle, das Gesetz über die Ausübung der Prostitution und das Baugesetz.

Bei der Verletzung der Schulpflichten bleibt die Zahl der Verzeigungen hoch; angesichts der von den Eltern vorgebrachten Argumente, um diese oder jene Absenz zu begründen (namentlich medizinische Gründe), muss manchmal eine Untersuchung eröffnet werden.

Die Verzeigungen wegen Verletzung eines richterlichen Verbots bringen einen beträchtlichen administrativen Aufwand (Überprüfung, Nachforschung) und eine rege Korrespondenz zwischen Oberamt und Privateigentümern mit sich.

Von all diesen Fällen wurden 28 Dossiers (0,37 %) dem Polizeirichter zu einem Streitgespräch überwiesen, nachdem die verurteilte Person Einsprache erhoben hatte; ungefähr die Hälfte dieser Verfahren endet mit einem Rückzug der Einsprache.

Schliesslich wurden die Dossiers, die noch vor der Eröffnung eines Verfahrens erledigt wurden (rund 10 Bundesordner), im Juni und im Dezember wie gewohnt dem Generalstaatsanwalt zur Beglaubigung vorgelegt.

8.1.1.1.3. *Verschiedenes*

Am 26. September 2016 inspizierte eine Delegation des Kantonsgerichts den Strafsektor des Oberamts.

8.1.1.2. Oberamt des Sensebezirks

8.1.1.2.1. Personal und Organisation

Die Hauptverantwortlichkeit im Bereich der Strafanträge und Strafanzeigen liegt bei Frau Vize-Oberamtfrau Sarah Hagi Göksu. Die Sachbearbeitung der laufend eingehenden Strafanträge und Strafanzeigen erfolgt selbstständig durch die Verwaltungsadjunktin Frau Karin Peissard sowie durch die Verwaltungsangestellte Frau Lydia Jeckelmann.

8.1.1.2.2. Statistiken und Allgemeines

Sämtliche Angelegenheiten bezüglich Strafsachen werden bei Eingang registriert. Die nachfolgende Auswertung der Registrierungen gibt Ihnen Auskunft über die Unterscheidung nach verschiedenen Vergehen, die Anzahl der Registrierungen sowie den Dossierstatus. Daraus ist ersichtlich, dass sich die Anzahl Registrierungen (1492) zum Vorjahr leicht, d.h. um 22 Eingänge, verringert hat. Eine deutliche Abnahme ist in den Rubriken „2 SVG-Geschwindigkeit“ und „3 SGV-Uebertretungen“ zu verzeichnen, hingegen weist die Rubrik „5 Nichtbezahlen der Ordnungsbussen“ einen Anstieg von rund 100 Einträgen auf.

Statistikcode	Art des Vergehens
1	Verkehrsunfall
2	SVG-Geschwindigkeit
3	SVG-Uebertretungen (Parkverbot, Ueberholen, Ueberladen, FIAZ etc.)
4	ARV-Uebertretungen
5	Nichtbezahlen von Ordnungsbussen
6	Übertretungen Alp- und Forstwege / Sammeln von Pilzen / Verstoss gegen Artenschutz
7	Baupolizei
8	Strafklage / Erfolgreiche Versöhnungsverhandlung oder Rückzug der Strafklage
9	Strafklage / Versöhnungsverhandlung nicht erfolgreich, weiterleiten an Staatsanwaltschaft
10	Fürsorgerische Unterbringung FU / Zuweisung an Arzt durch Oberamt für Abklärung
11	Registrierung ohne Folgen (Person in Schwierigkeiten, Arbeitsunfall, Familienstreit, Polizeiinfos)
12	An Staatsanwaltschaft oder Jugendstrafkammer infolge Zuständigkeit
13	Feuerpolizei
14	Diverses ohne Zuordnung
15	Verletzung der Schulpflicht
16	Wirtshauskandal / Ueberwirten / Getränkeausschank ohne Bewilligung
17	Angesetzte Versöhnungsverhandlung / Per 31.12 noch hängig
18	Einstellungsverfügung / Nichtanhandnahmeentschied
19	Mediation
20	Sistierungsverfügungen / Täterschaft Unbekannt

Anzahl Dossier mit Status "Offen"	21
Anzahl Dossier mit Status "In Bearbeitung"	18
Anzahl Dossier mit Status "Erledigt"	1453

Statistik 2016

Code	Anzahl Registrierungen	Total Bussenbetrag	Total Gebühren	Total Kosten Oberamt
1	103	27'560.00	4'458.40	1'158.00
2	609	262'650.00	38'400.00	7'516.00
3	157	20'480.00	4'620.00	1'915.00
4	0	-	-	-
5	541	64'970.00	13'830.00	5'830.00
6	29	2'750.00	830.00	351.00
7	3	800.00	120.00	26.00
8	17	-	-	-
9	8	-	-	-
10	3	-	-	-
11	8	-	-	-
12	1	-	-	-
13	0	-	-	-
14	4	-	-	-
15	3	630.00	120.00	39.00
16	0	-	-	-
17	6	-	-	-
18	0	-	-	-
19	0	-	-	-
20	0	-	-	-
Total	1492	379'840.00	62'378.40	16'835.00

Statistikcode 10, 11, 14 und 18 werden in der offiziellen Jahresstatistik, welche ebenfalls dem Justizrat zugestellt wird, nicht berücksichtigt, da es sich hierbei nicht um Schlichtungsverhandlungen, Strafbefehle resp. Strafsentscheide oder Überweisungen an den zuständigen Richter handelt.

Strafanträge

Frau Vize-Oberamtsfrau Sarah Hagi Göksu ist verantwortlich für die Durchführung der gesetzlich vorgeschriebenen Versöhnungsverhandlungen. Die Anzahl der Strafanträge hat gegenüber dem Vorjahr abgenommen, d. h. 31 gegenüber 40 im 2015. Es muss weiterhin festgestellt werden, dass die Schlichtungsversuche zusehends komplizierter werden. Auf Verlangen des/der Beklagten wird ebenfalls eine Rechtsvertretung zur Verhandlung zugelassen.

Strafanzeigen

Die eingegangenen Strafanzeigen sind im Vergleich zum Vorjahr fast identisch, d. h. eine Abnahme von 5 Anzeigen. Insgesamt wurden 1'445 Strafbefehle ausgestellt. Davon wurden 12 mittels Einsprache angefochten.

Die Zustellung und das Inkasso der Strafbefehle für im Ausland wohnhafte LenkerInnen wird zusehends schwieriger und zeitaufwändiger. Die meisten Geschwindigkeitsübertretungen werden bei der Radarstelle der Autobahn (Gde. Bösinggen) gemessen und betreffen sehr oft im Ausland wohnhafte Lenker, die vorwiegend mit Mietwagen unterwegs sind. Ungenaue Adressen, Wegzüge, erfolglose Zustellungen in Kriegsgebieten, Geschwindigkeitsübertretungen durch Mitglieder von NATO-Truppen usw. erschweren die Arbeit und erfordern gegebenenfalls immer häufiger eine Ausschreibung im Ripol.

Es wird weiterhin festgestellt, dass immer mehr Personen eine Ratenzahlung beantragen. In diesen Fällen ist der Minimalbetrag pro Monatsrate auf Fr. 50.00 festgelegt.

Das Inkasso der ausgesprochenen Bussen erfolgt ausschliesslich durch den Finanzdienst des Kantons Freiburg. Nach einem erfolglosen Inkassoversuch wird der Strafbefehl in Haft umgewandelt und zur Vollstreckung an das Amt für Straf- und Massnahmenvollzug übermittelt (2016 Total 137). Nur selten werden direkt bei uns Anträge um Bussenreduktionen oder um Umwandlung der Busse in gemeinnützige Arbeit eingereicht.

8.1.1.2.3. Verschiedenes

Ein grosser Dank geht wiederum an alle involvierten Ämter für die angenehme und hervorragende Zusammenarbeit.

8.1.1.3. Oberamt des Greyerzbezirks

8.1.1.3.1. Personal und Organisation

Der Oberamtmann ist verantwortlich für Strafanzeigen. Der Vizeoberamtmann ist verantwortlich für Klagen. Die Verwaltung der eingegangenen Klagen und Strafanzeigen wird vom Personal, das für diese Sektoren zuständig ist, selbständig sichergestellt.

8.1.1.3.2. Statistiken und Allgemeines

Klagen

Die Zahl der eingetragenen Klagen in unserem Bezirk ist stabil. Die Klagen, die beim Oberamt entgegengenommen werden und von Amtes wegen der Staatsanwaltschaft übermittelt werden müssen, werden sofort nach der Entgegennahme weitergeleitet. Im Jahr 2016 waren dies 19 Fälle; 7 wurden vor der Verhandlung zurückgezogen. Falls es kein besonderes Problem gibt, werden die vorgeladenen Parteien innert einem Monat nach Entgegennahme der Klage zu einer Sitzung einberufen.

Die Zahl der beschuldigten und der klagenden Personen, die einer Schlichtungsverhandlung unentschuldigt fernbleiben, ist relativ hoch. Im Jahr 2016 beträgt sie 20.

Vergleich	2015	2016
Schlichtungsversuche	94	80
> erfolgreich	47	43
> gescheitert, an die Staatsanwaltschaft weitergeleitet	47	37
> hängig	8	14

Strafanzeigen

Die Zahl der Strafanzeigen hat sich im Verlauf des Jahres 2016 stabilisiert. Die meisten Anzeigen betreffen Verstösse im Zusammenhang mit richterlichen Verboten und mit dem Strassenverkehrsgesetz (SVG). Die Verfahren wegen Verletzung eines richterlichen Verbots werden häufig angefochten und haben eine bedeutende administrative Arbeit zur Folge. Der Staat verdient angesichts des Betrags der Busse nichts. Im Greyerzbezirk ordnet der Oberamtmann Untersuchungsmaßnahmen vor allem bei der Raumplanung und beim Schulgesetz an. Die Zahl dieser strafbaren Handlungen und diejenige der Widerhandlungen gegen das Gesetz über die öffentlichen Gaststätten sind gegenüber 2015 stabil geblieben.

Vergleich	2015	2016
Strafbefehle	2745	2432
> endgültig	2700	2382
> mit Einsprache belegt	54	50
> Einstellungsverfügungen	88	97

Die Zahl der Fälle, die dem Polizeirichter nach einer Einsprache zu einem Streitgespräch übermittelt werden, bleibt äusserst klein.

Die eingestellten Verfahren betreffen im Wesentlichen Verzeigungen im Zusammenhang mit Übertretungen von richterlichen Verboten, bei denen der Täter nicht identifiziert werden konnte oder die Strafanzeige später zurückgezogen wurde.

In einem einzigen Fall wurde 2016 eine Busse in gemeinnützige Arbeit (GA) umgewandelt.

Die Zahl der Fälle, die dem Amt für Straf- und Massnahmenvollzug und Gefängnisse (ASMVG) zum Vollzug einer Ersatzfreiheitsstrafe in Anwendung von Artikel 106 Abs. 2 StGB überwiesen wurden, ging gegenüber dem Vorjahr leicht zurück (2015/244 – 2016/172).

8.1.1.4. Oberamt des Seebezirks

8.1.1.4.1. Personal und Organisation

Die Strafsachen werden vom Vizeoberamtmann Reto Hauser behandelt. Bei den Strafklagen bzw. Versöhnungsverhandlungen wird die Administration (Protokolle, Korrespondenz) von Mélanie Corminboeuf, Juristin, geführt, bei den Strafbefehlen vom Sekretariat.

Infolge Krankheitsabwesenheit des Vizeoberamtmanne wurden die Strafsachen und Versöhnungsverhandlungen ab Jahresbeginn 2016 bis Ende Februar 2016 von Mélanie Corminboeuf, Juristin, behandelt. In derselben Zeitspanne stand Ihr Nadine Baschung, Juristin, für die Administration bei.

Seit dem 1. September 2016 ist Dylan Iacazzi als Stagiaire (Praktikant) im Verwaltungsbereich am Oberamt tätig. Er ist insbesondere mit administrativen Aufgaben im Zusammenhang mit den Strafbefehlen betraut. Zu Ausbildungszwecken ist vorgesehen, dass er auch den Versöhnungsverhandlungen beiwohnen wird.

8.1.1.4.2. Statistik und Allgemeines

Klagen

Die Strafklagen werden von Vize-Oberamtmann Reto Hauser behandelt, welcher auch die Versöhnungsverhandlungen durchführt (siehe aber auch Ziff. 1. Abs. 2).

Es sind insgesamt 36 Strafklagen eingegangen (Vorjahr 57). 6 davon sind direkt dem Oberamt zugegangen, vom Oberamt zur Eröffnung eines Verfahrens der Staatsanwaltschaft übermittelt und von dieser bisher noch nicht wieder dem Oberamt zugestellt worden. 2 Dossiers sind zuständigkeitshalber der Staatsanwaltschaft zurückgeschickt worden: Bei der einen Klage ist der Beklagte in Rumänien wohnhaft, bei der anderen handelt es sich um ein Delikt ausserhalb des Zuständigkeitsbereichs des Oberamtes (Rassendiskriminierung).

Die übrigen 28 Klagen hatten die Ansetzung einer Versöhnungsverhandlung zur Folge (Vorjahr 52). 25 Versöhnungsverhandlungen sind durchgeführt worden. 3 Dossiers sind beim Oberamt hängig, wovon für 2 Dossiers die Versöhnungsverhandlung bereits angesetzt ist und eines wegen Krankheit des Beklagten vorläufig suspendiert ist.

In den 25 Versöhnungsverhandlungen kamen 21 Fälle zu einem (positiven oder negativen) Ergebnis. 4 Dossiers sind insofern noch hängig, als anlässlich der Versöhnungsverhandlung eine Sistierung vereinbart und das Oberamt nach Übersendung des Dossiers an die Staatsanwaltschaft nicht über den weiteren Verlauf des Verfahrens orientiert worden ist. Diese Fälle sind in der Statistik bei den hängigen Dossiers ausgewiesen. Von den 21 erledigten Fällen konnten 9 Versöhnungsverhandlungen erfolgreich abgeschlossen werden. Die Anzahl der gelungenen Versöhnungen ist gegenüber dem Vorjahr gesunken (9 Fälle oder 42.85 % gegenüber 25 Fällen oder 51,02 % im Vorjahr). In 12 Fällen (57.14 %) ist die Versöhnung gescheitert.

In der Regel werden die Parteien sofort, aber spätestens innerhalb Monatsfrist ab Eingang der Klage zur Versöhnungsverhandlung vorgeladen. Es kommt oft vor, dass die angesetzten Termine verschoben werden müssen, meistens dann, wenn Rechtsanwälte involviert sind. Direkt beim Oberamt eingereichte Klagen werden ohne Verzug der Staatsanwaltschaft zur Verfahrenseröffnung weitergeleitet.

In den meisten Fällen werden die Parteien bei Versöhnungsverhandlungen nicht von Rechtsanwälten begleitet. Es muss festgestellt werden, dass bei der Mitwirkung von Rechtsanwälten eine Versöhnung eher schwierig zu erreichen ist, da in diesem Falle die Frage der Kostenregelung eine zusätzliche Bedeutung erhält. Da bei der Versöhnungsverhandlung vor allem eine Aussprache der Kontrahenten angestrebt wird, werden Parteienvertreter gegebenenfalls gebeten, sich zurückzuhalten; dies wird in der Regel von den Rechtsanwälten auch mit Verständnis nachvollzogen, insbesondere wenn die andere Partei ohne Rechtsanwalt zugegen ist.

Vergleichstabelle Klagen	2013	2014	2015	2016
Versöhnungsversuche	54	44	57	28
- Versöhnungen gelungen	24	28	25	9
- der Staatsanwaltschaft weitergeleitet	24	14	24	12
- hängige Dossiers	6	2	3	7

Anzeigen bzw. Strafbefehle

Gegenüber dem Vorjahr hat die Anzahl Strafbefehle im Jahre 2016 erneut massiv zugenommen auf nun 3346 Strafbefehlen (= + 8.00 % gegenüber 3098 Strafbefehlen im Jahr 2015 und sogar + 29.39 % gegenüber 2586 Strafbefehlen im Jahre 2014). Insgesamt wurden 52 Einsprachen gegen Strafbefehle erhoben (= 1.55 %); der prozentuale Anteil der Einsprachen ist damit leicht sinkend (2.07 % im 2015; 1,82 % im 2014).

Die Anzeigen wegen unentschuldigter Absenzen vom obligatorischen Schulunterricht sind mit 12 Anzeigen wieder gestiegen (zum Vergleich: je 7 Anzeigen im Jahre 2015 und im Jahre 2014, 14 Anzeigen im Jahre 2013, 16 Anzeigen im Jahre 2012).

Im Berichtsjahr sind dem Amt für Straf- und Massnahmenvollzug und Gefängnisse 4 Gesuche zur Umwandlung einer Busse in gemeinnützige Arbeit zugestellt worden (5 Gesuche im Jahre 2015, je 1 Gesuch im 2014 und im 2013).

490 Dossiers mussten dem Amt für Straf- und Massnahmenvollzug und Gefängnisse wegen nichtbezahlter Busse zugestellt werden (463 Dossier im Jahre 2015, 392 Dossiers im 2014 und 181 im 2013).

182 Personen wurden im Ripol ausgeschrieben (149 im Vorjahr, 138 im Jahr 2014).

209 Dossiers wurden im Jahre 2016 mittels Verfügung eingestellt.

58 Dossiers mussten ohne Folge klassiert werden, da eine Adresse fehlte.

Vergleichstabelle Strafbefehle	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Strafbefehle	2109	2565	2860	2586	3098	3346
- definitive	2071	2531	2824	2539	3034	3294
- Einsprachen	38	34	36	47	64	52

8.1.1.5. Oberamt des Glanebezirks

8.1.1.5.1. Personal und Organisation

Das Oberamt verfügt über stabiles, motiviertes und kompetentes Personal, dank dem es den zahlreichen Anliegen und Erwartungen der Bevölkerung entsprechen kann; diese gehen oft über die üblichen Aufgaben eines Oberamts hinaus. Die Ratschläge und Antworten helfen, versichern die Bevölkerung und verhindern oft lange Verfahren und Beurteilungsfehler.

Es erfüllt auch seine Rolle als Botschafter des Staates in den Regionen perfekt und gibt so ein positives Bild von der Verwaltung.

Eine der Stärken unseres Oberamtes liegt darin, dass alle Angestellten alle Hauptaufgaben erfüllen können, was dazu führt, dass unsere Arbeit jederzeit gut und flink erledigt wird.

Ausserdem scheint es mir wichtig, Akteur der Bildungsförderung zu sein. 2016 haben unser Lernender und unser KBM-Praktikant ihre Ausbildung erfolgreich abgeschlossen. Im August 2016 haben wir eine neue Lernende angestellt, und wir nehmen gerne Jugendliche für ein Praktikum auf, damit wir ihnen einen ersten Einstieg ins Berufsleben bieten können.

8.1.1.5.2. Statistiken und Allgemeines

2016 ist der Umfang der Strafsachen insgesamt um 21,3 % zurückgegangen. Die Zahl der Angelegenheiten, die von der Staatsanwaltschaft überwiesen wurden, war spürbar höher (40 im Jahr 2016 gegenüber 32 im Jahr 2015), aber die Strafanzeigen sind deutlich weniger zahlreich; sie gingen von 482 auf 365 Fälle zurück.

Klagen

Sarah Devaud, Vizeoberamtfräule, kümmert sich grundsätzlich um die Klagen und die dazugehörigen Schlichtungssitzungen. Die Zahl der eingegangenen Klagen nahm gegenüber 2015 um 25 % zu, und die Schlichtungsversuche waren in 62,5 % der Fälle erfolgreich. Es sei darauf hingewiesen, dass, wie in den vorhergehenden zwei Jahren, 4 Klagen vor der Schlichtungssitzung zurückgezogen wurden.

Die häufigsten Klagegründe sind Tötlichkeiten, manchmal zusammen mit Drohungen und Beschimpfungen, danach kommt die Vernachlässigung von Unterhaltspflichten.

Grundsätzlich werden die vorgeladenen Parteien innert einem Monat nach Entgegennahme der Klage zu einer Sitzung einberufen. Bei Klagen, die vom Kantonalen Sozialamt eingereicht wurden, wurde hingegen vereinbart, dass die Klagen so zusammengelegt werden, dass an einem Vormittag mindestens 3 behandelt werden können und der Vertreter des Amtes nicht umsonst erscheinen muss. Man muss feststellen, dass die Beschuldigten bei dieser Art der Klagen nicht unbedingt zur Schlichtungssitzung erscheinen.

Verzeigungen

Der Rückgang der Angelegenheiten (-117) ist zu mehr als 90 % auf den Rückgang der Verzeigungen wegen Verletzung eines richterlichen Verbots zurückzuführen. 2015 haben mehrere neue private Anzeiger zahlreiche Berichte zu diesem Thema eingereicht. Die Verzeigungen wegen zu hoher Geschwindigkeit sind stabil geblieben, während die Verzeigungen im Zusammenhang mit Verkehrsunfällen zurückgingen (-17). Die Verzeigungen wegen Vergehens gegen das Gesetz über die Einwohnerkontrolle haben sich mehr als verdoppelt und nahmen von 8 auf 20 Fälle zu.

Es sei darauf hingewiesen, dass 2 Strafbefehle wegen Verletzung des RPBG verhängt wurden; einer der Beschuldigten wurde strenger bestraft, weil es sich um einen Wiederholungstäter handelte. Er wurde zur Zahlung einer Busse verurteilt; dazu kommt noch eine Ersatzforderung.

Gegen einen einzigen Strafbefehl (Verletzung eines richterlichen Verbots) wurde Einsprache erhoben, die jedoch nach der Überweisung der Akten an den Polizeirichter zurückgezogen wurde, und 22 Verzeigungen endeten mit einer Nichtweiterverfolgung (gegenüber 28 im Jahr 2015).

8.1.1.5.3. *Verschiedenes*

Das Jahr 2016 verlief zur Zufriedenheit des Teams des Oberamts. Es muss keine Verspätung gemeldet werden, und die Angelegenheiten werden fristgerecht behandelt, worüber wir froh sind.

Diese Organisation entspricht vollkommen den Bedürfnissen.

8.1.1.6. Oberamt des Broyebezirks

8.1.1.6.1. Personal und Organisation

Das Oberamt des Broyebezirks beschäftigt unter der Verantwortung von Oberamtmann Christophe Chardonnens fünf Personen (4,5 VZÄ) und einen Lernenden. Für Fälle aus dem Strafrecht sind im Wesentlichen der Oberamtmann, der Vizeoberamtmann und eine Sekretärin zuständig.

8.1.1.6.2. Statistiken und Allgemeines

Das Oberamt des Broyebezirks verzeichnet eine leichte Abnahme seiner richterlichen Tätigkeit im Strafrecht. Diese Tätigkeit bleibt jedoch im Mittel der vergangenen Jahre (rund 1000 Fälle jährlich). Es ist besonders erfreulich, festzustellen, wie eine einfach und rasch arbeitende Rechtsprechung die meisten Klagen und Verzeigungen, die dem Oberamt überwiesen wurden, endgültig erledigen konnte.

Klagen

Die Zahl der Fälle, die zur Schlichtung an den Oberamtmann überwiesen werden, nimmt deutlich ab. Wir nehmen mit Befriedigung zur Kenntnis, dass manch einer dieser Fälle definitiv erledigt werden kann (42,5 %).

Verzeigungen

Die Zahl der Verzeigungen nimmt zwar ab, bleibt aber im Mittel der vergangenen Jahre. Man muss darauf hinweisen, dass der grösste Teil dieser Verzeigungen wegen Übertretungen des SVG eingereicht wird, wobei man unterstreichen muss, dass gegen den Strafbefehl in den wenigsten Fällen Einsprache erhoben wird (1,58 %).

8.1.1.6.3. Verschiedenes

Es bleibt noch die gute Qualität der Zusammenarbeit mit der Staatsanwaltschaft sowohl bei der Behandlung der Klagen als auch bei der Vorkontrolle der Einstellungsverfügungen zu erwähnen.

8.1.1.7. Oberamt des Vivisbachbezirks

8.1.1.7.1. Personal und Organisation

2016 gab es einige Änderungen beim Personal, das die strafrechtlichen Probleme behandeln muss.

Da war zunächst die lange Abwesenheit des Vizeoberamtmanns (Burn-out). Er hat seine Tätigkeit seit Juni 2016 schrittweise wiederaufgenommen und erreichte im Oktober 2016 den endgültigen Beschäftigungsgrad von 50 %.

Anschliessend fiel die Lernende im letzten Lehrjahr aus, auch sie war längere Zeit krank geschrieben.

Die ordentlichen Mitarbeiterinnen des Oberamts, die sich 1,5 VZÄ teilen, haben die Strafbefehle verfasst. Der Oberamtmann hat natürlich auch mitgeholfen.

Um die langen Absenzen so gut wie möglich zu überbrücken und eine Stellendotierung, die angesichts der Übertragung von Aufgaben im Baubereich ohnehin hätte erhöht werden müssen, zu vervollständigen, wurde der Oberamtmann von der Direktion der Institutionen angehört. Er konnte sich deshalb die Hilfe von zwei jungen Juristen, die sich beide auf das Anwaltspatent vorbereiten, sichern (0,5 VZÄ seit dem 7. Dezember 2015, noch einmal 0,5 VZÄ seit April 2016).

Der Oberamtmann leitete sämtliche Schlichtungssitzungen. Bei einigen Sitzungen zog er einen der beiden jungen Juristen zur Protokollführung bei.

8.1.1.7.2. Statistiken und Allgemeines

Die Statistik weist im Vergleich mit den Zahlen des Vorjahrs eine gewisse Stabilität aus.

Die Zahl der Schlichtungsversuche blieb gering (33), knapp die Hälfte davon war erfolgreich. Das ist nichts Neues.

Die Kontakte mit anderen Instanzen, die punktuell von einer Angelegenheit betroffen sind, bleiben weiterhin gut. Fast alle könnten wir geradezu als herzlich bezeichnen. Die Zusammenarbeit mit der Staatsanwaltschaft, dem Bezirksgericht, der Kantonspolizei, einschliesslich der bürgernahen Polizei, hat sehr gut funktioniert.

Mit dem Friedensgericht, dessen Räumlichkeiten gleich neben dem Oberamt liegen, waren die Beziehungen etwas komplexer. Rein unter beruflichen Gesichtspunkten kann der unterzeichnete Oberamtmann aber keine Bemerkung gegen das Friedensgericht formulieren.

Klagen

Wie bereits gesagt, zeigt die Statistik vergleichbare Zahlen wie im Vorjahr.

Wir halten einmal mehr fest, dass es für das Kantonale Sozialamt schwierig ist, die Personen, die sich der Vernachlässigung einer Unterhaltspflicht schuldig gemacht haben, einfach zu treffen. In der Hälfte aller Fälle kommen diese Personen nicht einmal zur Sitzung.

Über die dadurch verursachten Komplikationen hinaus stellen wir erneut fest, dass die Notlagen nach einer Scheidung zunehmen.

Es gibt hier potenziell ohne Zweifel eine beträchtliche Arbeit für die Sozialdienste.

Im Allgemeinen werden die vorgeladenen Parteien innert einem Monat nach Entgegennahme der Klage zu einer Sitzung einberufen. In 9 von 10 Fällen erscheinen sie allein, ohne Rechtsvertreterin oder Rechtsvertreter.

Sobald Strafklagen beim Oberamt eingegangen sind, werden sie systematisch unverzüglich der Staatsanwaltschaft überwiesen.

Vergleichende Tabelle	2015	2016
Schlichtungsversuche	35	33
erfolgreich	16	12
gescheitert, an die Staatsanwaltschaft weitergeleitet	15	16
hängig + vorgeladen	3	5
von Amtes wegen dem zuständigen Richter überwiesen	1	3

Verzeigungen

Auch bei den Verzeigungen stellte das Oberamt des Vivisbachbezirks eine gewisse Stabilität bei den Zahlen fest.

Die Verzeigungen wegen Widerhandlungen gegen das Strassenverkehrsgesetz (SVG) machen natürlich den grössten Teil der Verzeigungen, die beim Oberamt eingehen, aus: 420/523.

Danach kommen die Übertretungen eines richterlichen Verbots (56). Dann könnte man die Arbeiten ohne Baubewilligung (11), die späte Schliessung der öffentlichen Gaststätten (4), die Sicherheitsgurte (3), die Signalisationsmassnahmen (3) und die Abgastests (1) erwähnen.

2016 beträgt die Zahl der Verzeigungen wegen unrechtmässiger Absenzen in der Schule 11 (2015: 9). Wir denken, dass man wohl mit diesen Zahlen leben muss; sie hängen damit zusammen, dass Ausländer, die in der Schweiz wohnen, vorzeitig in die Ferien fahren oder dass sich die Rückkehr aufgrund der üblichen Krankheiten oder von Autopannen verzögert.

Nach der Zustellung des Strafbefehls hängt es vom Zufall ab, ob die Bussen und Gebühren einkassiert werden können. Die Zahl der Fälle, in denen Strafbefehle nicht bezahlt wurden und die dem Amt für Straf- und Massnahmenvollzug und Gefängnisse für den Vollzug der an die Stelle der Busse tretenden Freiheitsstrafe überwiesen werden, wird immer grösser: 83 (2015: 56)

Vergleichende Tabelle	2015	2016
Strafbefehle	506	523
endgültig	493	505
mit Einsprache belegt	11	13
von Amtes wegen dem zuständigen Richter überwiesen	2	5

8.1.1.7.3. Verschiedenes

Sie finden in der Beilage die Tabelle mit den Statistiken des Strafrechts 2016. Für zusätzliche Informationen stehe ich Ihnen gern zur Verfügung.

8.1.2. Partie statistique / Statistischer Teil

Activité judiciaire des préfets / Richterliche Tätigkeit der Oberamtmänner

	Sarine <i>Sarine</i>	Singine <i>Sene</i>	Gruyère <i>Grezerz</i>	Lac <i>See</i>	Glâne <i>Glane</i>	Broye <i>Broye</i>	Veveyse <i>Vrisbach</i>	Total
Plaintes et dénonciations / Strafanträge und Strafanzeigen								
1. Tentatives de conciliation / Schlichtungsversuche	250	31	94	28	40	40	33	516
ayant abouti / <i>erfolgreich</i>	174	17	43	9	25	17	12	297
ayant échoué, transmises au Ministère public / <i>gescheitert, der Staatsanwaltschaft übermittle</i>	76	8	37	12	15	23	16	187
en suspens / <i>hängig</i>	0	6	14	7	0	0	5	32
2. Transmises d'office au Ministère public / von Amtes wegen der Staatsanwaltschaft übermittle	41	1	26	8	5	0	8	89
3. Ordonnances pénales / Strafbefehle	7394	1445	2432	3346	365	884	518	16384
définitive / <i>endgültige</i>	7366	1433	2382	3294	365	870	505	16215
Frappées d'opposition, dossiers transmis au juge / <i>Einsprache erhoben, Akten dem Richter Übermittle</i>	28	12	50	52	0	14	13	169
Total	7685	1477	2522	3382	410	924	559	16989

8.2. Commission de recours de l'Université / Rekurskommission der Universität

8.2.1. Statistique générale / Allgemeine Statistik

	2015	2016
Affaires pendantes au 1er janvier <i>Am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	9	8
Affaires introduites / <i>eingereichte Angelegenheiten</i>	13	17
Affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	14	16
Décision de la Commission / <i>Kommissionsentscheide</i>	11	8
Prononcé présidentiel / <i>Präsidialverfügung</i>	3	8
Par un autre moyen / <i>auf andere Weise</i>	--	--
Affaires pendantes au 31 décembre <i>Am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	8	9

8.2.2. Affaires liquidées / Erledigte Angelegenheiten

Matières traitées / *behandelte Rechtsgebiete*

Examens et travaux écrits / <i>Examen und schriftliche Arbeiten</i>	8	10
Admission aux études et changement d'études / <i>Zulassung zum Studium und Studienwechsel</i>	2	2
Autres / <i>andere</i>	4	4
Prolongation d'un stage pratique / <i>Verlängerung eines Praktikums</i>	--	--
Blâme / <i>Verweis</i>	--	--

Sort réservé aux affaires / *Erledigungsweise*

Décisions de la Commission / <i>Kommissionsentscheide</i>		
Admission / <i>Gutheissung</i>	--	--
Admission partielle / <i>teilweise Gutheissung</i>	--	--
Admission avec renvoi à l'autorité inférieure / <i>Gutheissung mit Rückweisung an die Vorinstanz</i>	6	--
Irrecevabilité / <i>Nichteintreten</i>	--	--
Rejet / <i>Abweisung</i>	5	7
Rejet dans la mesure où recevable / <i>Abweisung soweit Eintreten</i>	--	1
Admission dans la mesure où recevable / <i>Gutheissung soweit Eintreten</i>	--	--
Prononcés présidentiels / <i>Präsidialverfügungen</i>		
Irrecevabilité manifeste / <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	1	2
Retrait / <i>Rückzug</i>	--	3
Causes devenues sans objet pour d'autres motifs / <i>aus anderen Gründen gegenstandslos gewordene Angelegenheiten</i>	--	2
Rejet dans la mesure où recevable / <i>Abweisung soweit Eintreten</i>	--	--
Transmission à l'autorité compétente / <i>Weiterleitung an zuständige Behörde</i>	2	1

8.2.3. Recours au Tribunal cantonal / Beschwerden an das Kantonsgerichts

	2015	2016
Pendants au 1er janvier / am 1. Januar hängig	2	--
Recours introduits / eingereichte Beschwerden	1	--
Jugements notifiés / zugestellte Entscheide	3	--
Pendants au 31 décembre / am 31. Dezember hängig	--	--
Admission / Gutheissung	--	--
Rejet / Abweisung	3	--
Irrecevabilité / Nichteintreten	--	--
Retrait / Rückzug	--	--
Transmission à l'autorité compétente / Weiterleitung an zuständige Behörde	--	--

8.2.4. Commentaires / Kommentare

8.2.4.1. *Appréciation générale et commentaire au sujet du tableau des statistiques / Allgemeine Beurteilung und Kommentare bezüglich der Statistik*

Aucun commentaire / Kein Kommentar.

8.2.4.2. *Organisation interne (indications relatives à la composition de la Commission, commentaires) / Interne Organisation der Kommission (Angaben betr. Zusammenstellung, Kommentare)*

Durant la période déterminante, la commission a connu un changement: Madame Sarah Riedo a été élue le 2 février 2016 en tant qu'assesseure en remplacement de Monsieur Marius Osterfeld.

Im massgeblichen Zeitraum kam es zu einem Wechsel innerhalb der Kommission: Frau Sarah Riedo wurde am 2. Februar 2016 als Beisitzerin gewählt, als Ersatz für den zurückgetretenen Herrn Marius Osterfeld.

Président / Präsident: Markus Julmy

Vice-président / Vize-Präsident: Michel Wuilleret

Assesseurs / Beisitzer: Sascha Bischof, Ambroise Bulambo, Lucas Chocomeli, Eric Davoine, Marina Eggelhöfer, Barbara Hallensleben, Michel Heinzmann, Sophie Marchon Modolo, Sarah Riedo, Sébastien Schief, Isabelle Théron, Laure Zbinden

Secrétaire juridique /
Juristischer Sekretär: Elias Moussa

8.3. Commission de recours en matière d'améliorations foncières / Rekurskommission für Bodenverbesserungen

8.3.1. Statistique générale / Allgemeine Statistik

	2015	2016
Affaires pendantes au 1er janvier <i>Am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	1	0
Affaires introduites / <i>eingereichte Angelegenheiten</i>	3	1
Affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	4	1
Décision de la Commission / <i>Kommissionsentscheide</i>	3	1
Prononcé présidentiel / <i>Präsidialverfügung</i>	1	0
Par un autre moyen / <i>auf andere Weise</i>	0	0
Affaires pendantes au 31 décembre <i>Am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	0	0

8.3.2. Affaires liquidées / Erledigte Angelegenheiten

Matières traitées / *behandelte Rechtsgebiete*

Améliorations foncières agricoles / <i>landwirtschaftliche Bodenverbesserungen</i>	3	1
Remaniement parcellaire forestier / <i>Waldzusammenlegungen</i>	0	0
Terrains à bâtir / <i>Baulandumlegungen</i>	1	0

Sort réservé aux affaires / *Erledigungsweise*

Décisions de la Commission / <i>Kommissionsentscheide</i>		
Admission / <i>Gutheissung</i>	0	0
Admission partielle / <i>teilweise Gutheissung</i>	0	0
Admission avec renvoi à l'autorité inférieure / <i>Gutheissung mit Rückweisung an die Vorinstanz</i>	0	0
Irrecevabilité / <i>Nichteintreten</i>	0	0
Rejet / <i>Abweisung</i>	0	1
Retrait de recours / <i>Rückzug</i>	3	0
Prononcés présidentiels / <i>Präsidialverfügungen</i>		
Irrecevabilité manifeste / <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	0	0
Retrait / <i>Rückzug</i>	1	0
Causes devenues sans objet pour d'autres motifs / <i>aus anderen Gründen gegenstandslos gewordene Angelegenheiten</i>	0	0
Rejet dans la mesure où recevable / <i>Abweisung soweit Eintreten</i>	0	0
Transmission à l'autorité compétente / <i>Weiterleitung an zuständige Behörde</i>	0	0
Admission / <i>Zulassung</i>	0	0
Rejet / <i>Abweisung</i>	0	0
Retrait de recours / <i>Rückzug</i>	0	0

8.3.3. Recours au Tribunal fédéral / Beschwerden an das Bundesgericht

	2015	2016
Pendants au 1er janvier / <i>am 1. Januar hängig</i>	0	0
Recours introduits / <i>eingereichte Beschwerden</i>	0	0
Jugements notifiés / <i>zugestellte Entscheide</i>	0	0
Pendants au 31 décembre / <i>am 31. Dezember hängig</i>	0	0

8.3.4. Commentaires / Kommentare

8.3.4.1. *Appréciation générale et commentaire au sujet du tableau des statistiques / Allgemeine Beurteilung und Kommentare bezüglich der Statistik*

Néant. *Keine.*

8.3.4.2. *Organisation interne (indications relatives à la composition de la Commission, commentaires) / Interne Organisation der Kommission (Angaben betr. Zusammenstellung, Kommentare)*

Comme par le passé, la Commission siège en deux chambres séparées suivant la langue de la procédure. Selon la langue de celle-ci, la chambre est présidée par Monsieur Jacques Menoud, président, pour la langue française, et par Monsieur Thomas Meyer, vice-président, pour la langue allemande. Le secrétariat est dédoublé suivant le même principe.

Die Rekurskommission tagt in zwei verschiedenen Kammern, je nach der Prozesssprache. Je nach Prozesssprache wird die Kommission vom Präsidenten, Herrn Jacques Menoud, oder vom Vizepräsidenten, Herrn Thomas Meyer, präsiert. Die Kommission verfügt über zwei Sekretariate, je eines für die beiden Sprachgruppen.

Composition pour l'année 2016 / Zusammensetzung im Jahr 2016

Président / *Präsident:* Jacques Menoud

Vice-président / *Vizepräsident:* Thomas Meyer

Assesseurs / *Beisitzer/-innen:* Baertschi Félix, Chassot Yvan, Emery Nicolas, Genoud Jacques, Hirsiger René, Mabillard Sylvie, Rhône Joseph, Schaller Dominique

Secrétaire / *Sekretär:* Grandjean Yann

Secrétaires suppléantes /
Stellvertretende Sekretärinnen: Riedo Maria, Menoud Tatiana

8.4. Commission de recours en matière de premier relevé / Rekurskommission für die Ersterhebung

8.4.1. Statistique générale / Allgemeine Statistik	2015	2016
Affaires pendantes au 1er janvier <i>Am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	00	00
Affaires introduites / <i>eingereichte Angelegenheiten</i>	00	03
Affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	00	00
Décision de la Commission / <i>Kommissionsentscheide</i>	00	00
Prononcé présidentiel / <i>Präsidialverfügung</i>	00	00
Par un autre moyen / <i>auf andere Weise</i>	00	00
Affaires pendantes au 31 décembre <i>Am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	00	03
8.4.2. Affaires liquidées / Erledigte Angelegenheiten		
Matières traitées / <i>behandelte Rechtsgebiete</i>		
Abornement / <i>Vermarkung</i>	00	00
Mensuration officielle / <i>amtliche Vermessung</i>	00	00
Sort réservé aux affaires / <i>Erledigungsweise</i>		
Décisions de la Commission / <i>Kommissionsentscheide</i>		
Admission / <i>Gutheissung</i>	00	00
Admission partielle / <i>teilweise Gutheissung</i>	00	00
Admission avec renvoi à l'autorité inférieure / <i>Gutheissung mit Rückweisung an die Vorinstanz</i>	00	00
Irrecevabilité / <i>Nichteintreten</i>	00	00
Rejet / <i>Abweisung</i>	00	00
Prononcés présidentiels / <i>Präsidialverfügungen</i>		
Irrecevabilité manifeste / <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	00	00
Retrait / <i>Rückzug</i>	00	00
Causes devenues sans objet pour d'autres motifs / <i>aus anderen Gründen gegenstandslos gewordene Angelegenheiten</i>	00	00
Rejet dans la mesure où recevable / <i>Abweisung soweit Eintreten</i>	00	00
Transmission à l'autorité compétente / <i>Weiterleitung an zuständige Behörde</i>	00	00
Admission / <i>Zulassung</i>	00	00
Rejet / <i>Abweisung</i>	00	00
Retrait de recours / <i>Rückzug</i>	00	00

8.4.3. Recours au Tribunal fédéral / Beschwerden an das Bundesgericht	2015	2016
Pendants au 1er janvier / <i>am 1. Januar hängig</i>	00	00
Recours introduits / <i>eingereichte Beschwerden</i>	00	00
Jugements notifiés / <i>zugestellte Entscheide</i>	00	00
Pendants au 31 décembre / <i>am 31. Dezember hängig</i>	00	00

8.4.4. Commentaires / Kommentare

8.4.4.1. *Appréciation générale et commentaire au sujet du tableau des statistiques / Allgemeine Beurteilung und Kommentare bezüglich der Statistik*

Pas de remarque. *Keine Bemerkung.*

8.4.4.2. *Organisation interne (indications relatives à la composition de la Commission, commentaires) / Interne Organisation der Kommission (Angaben betr. Zusammenstellung, Kommentare)*

Pas de remarque. *Keine Bemerkung.*

8.5. Commission d'expropriation / Enteignungskommission

8.5.1. Statistique générale / Allgemeine Statistik	2015	2016
Affaires pendantes au 1er janvier <i>Am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	11	11
Affaires introduites / <i>eingereichte Angelegenheiten</i>	8	8
Affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	8	10
Décision de la Commission / <i>Kommissionsentscheide</i>	2	1
Prononcé présidentiel / <i>Präsidialverfügung</i>	2	
Par un autre moyen / <i>auf andere Weise</i>	4	8
Affaires pendantes au 31 décembre <i>Am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	11	9
8.5.2. Affaires liquidées / Erledigte Angelegenheiten		
Sort réservé aux affaires / Erledigungsweise		
Décisions de la Commission / <i>Kommissionsentscheide</i>		
Admission / <i>Gutheissung</i>	1	0
Admission partielle / <i>teilweise Gutheissung</i>	0	0
Admission avec renvoi à l'autorité inférieure / <i>Gutheissung mit Rückweisung an die Vorinstanz</i>	0	0
Irrecevabilité / <i>Nichteintreten</i>	0	0
Rejet / <i>Abweisung</i>	0	1
Prononcés présidentiels / <i>Präsidialverfügungen</i>		
Irrecevabilité manifeste / <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	1	0
Retrait / <i>Rückzug</i>	2	3
Causes devenues sans objet pour d'autres motifs / <i>aus anderen Gründen gegenstandslos gewordene Angelegenheiten</i>	2	1
Rejet dans la mesure où recevable / <i>Abweisung soweit Eintreten</i>	0	
Transmission à l'autorité compétente / <i>Weiterleitung an zuständige Behörde</i>	0	
Admission / <i>Zulassung</i>	0	
Rejet / <i>Abweisung</i>	0	
Retrait de recours / <i>Rückzug</i>	0	
Conciliation / <i>Versöhnung</i>	3	4
8.5.3. Recours au Tribunal cantonal / Beschwerden an das Kantonsgerichts		
Pendants au 1er janvier / <i>am 1. Januar hängig</i>	1	1
Recours introduits / <i>eingereichte Beschwerden</i>	1	0
Jugements notifiés / <i>zugestellte Entscheide</i>	1	0
Pendants au 31 décembre / <i>am 31. Dezember hängig</i>	1	1

8.5.4. Commentaires / Kommentare

8.5.4.1. *Appréciation générale et commentaire au sujet du tableau des statistiques / Allgemeine Beurteilung und Kommentare bezüglich der Statistik.*

La décision rendue concerne le rejet d'une demande d'indemnité pour un prétendu dommage consécutif à une dérogation au règlement communal de construction. Cinq des affaires introduites en 2016 concernent également des demandes d'indemnités suite à des dérogations obtenues à l'occasion d'une mise à l'enquête en vue de l'obtention d'un permis de construire. Trois de ces demandes ont été retirées par leurs auteurs dument informés des conditions à remplir pour obtenir gain de cause dans ce domaine. Deux procédures sont suspendues le temps nécessaire à la révision du PAL. Enfin cinq dossiers ouverts ont trait à des demandes d'indemnité pour expropriation matérielle qui ont fait l'objet d'un échange de mémoires et pourront ainsi être traitées en 2017.

Mit dem Kommissionsentscheid wurde ein Entschädigungsgesuch für einen angeblichen Schaden infolge einer Abweichung vom Gemeindebaureglement abgewiesen. Fünf der 2016 eingereichten Angelegenheiten betreffen ebenfalls Entschädigungsgesuche im Zusammenhang mit Abweichungen, welche im Rahmen des Baubewilligungsverfahrens bewilligt wurden. Drei dieser Gesuche wurden wieder zurückgezogen, nachdem die Gesuchsteller auf die Voraussetzungen für einen erfolgreichen Ausgang des Verfahrens hingewiesen worden waren. Zwei Verfahren wurden bis zum Abschluss der Revision des Ortsplanes suspendiert. Fünf hängige Verfahren haben eine materielle Enteignung zum Inhalt; der Schriftenwechsel ist erfolgt und diese Gesuche werden 2017 behandelt werden.

8.5.4.2. *Organisation interne (indications relatives à la composition de la Commission, commentaires) / Interne Organisation der Kommission (Angaben betr. Zusammenstellung, Kommentare)*

Aucun changement n'a été apporté à la composition de la Commission d'expropriation.

Die Zusammensetzung der Enteignungskommission hat keine Änderung erfahren.

8.6. Autorité de surveillance du registre foncier / Aufsichtsbehörde über das Grundbuch

8.6.1. Statistique générale / Allgemeine Statistik

	2015	2016
Affaires pendantes au 1er janvier <i>Am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	3	4
Affaires introduites / <i>eingereichte Angelegenheiten</i>	9	2
Affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	7	6
Décision de l'Autorité / <i>Entscheid der Behörde</i>	3	4
Prononcé présidentiel / <i>Präsidentialverfügung</i>	3	2
Par un autre moyen / <i>auf andere Weise</i>	0	0
Affaires pendantes au 31 décembre <i>Am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	3	0

8.6.2. Affaires liquidées / Erledigte Angelegenheiten

Matières traitées / behandelte Rechtsgebiete

Pouvoir de contrôle du conservateur / <i>Kontrollbefugnis des Grundbuchverwalters</i>	1	2
Production de documents / <i>Einreichen von Unterlagen</i>	0	1
Inscriptions et annotations de saisie / <i>Eintragungen und Vormerkungen von Pfändungen</i>	0	1
Registre des créanciers / <i>Gläubigerregister</i>	0	1
Servitude / <i>Dienstbarkeit</i>	2	0
Usufruit / <i>Nutzniessung</i>	0	1

Sort réservé aux affaires / Erledigungsweise

Décisions de l'Autorité / <i>Entscheide der Behörde</i>		
Admission / <i>Gutheissung</i>	2	1
Admission partielle / <i>teilweise Gutheissung</i>	0	1
Admission avec renvoi à l'autorité inférieure / <i>Gutheissung mit Rückweisung an die Vorinstanz</i>	0	0
Irrecevabilité / <i>Nichteintreten</i>	0	0
Rejet / <i>Abweisung</i>	1	2
Prononcés présidentiels / <i>Präsidentialverfügungen</i>		
Irrecevabilité manifeste / <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	0	0
Retrait / <i>Rückzug</i>	1	0
Causes devenues sans objet pour d'autres motifs / <i>aus anderen Gründen gegenstandslos gewordene Angelegenheiten</i>	2	2

8.6.3. Recours à la Cour d'appel du Tribunal cantonal / Beschwerden an den Appellationshof des Kantonsgerichts

	2015	2016
Pendants au 1er janvier / <i>am 1. Januar hängig</i>	1	0
Recours introduits / <i>eingereichte Beschwerden</i>	0	1
Jugements notifiés / <i>zugestellte Entscheide</i>	1	1
Admission / <i>Gutheissung</i>	0	0
Rejet / <i>Abweisung</i>	1	1
Irrecevabilité / <i>Nichteintreten</i>	0	0
Retrait / <i>Rückzug</i>	0	0
Transmission à l'autorité compétente / <i>Weiterleitung an zuständige Behörde</i>	0	0
Pendants au 31 décembre / <i>am 31. Dezember hängig</i>	0	0

8.6.4. Commentaires / Kommentare

8.6.4.1. *Appréciation générale et commentaire au sujet du tableau des statistiques / Allgemeine Beurteilung und Kommentare bezüglich der Statistik*

L'Autorité a liquidé les affaires courantes et traité les questions juridiques. Elle a visité tous les bureaux et procédé à des contrôles par sondages. L'Autorité a été saisie de 2 recours (9 en 2015). Elle a rendu 6 décisions: 2 recours ont été admis – dont l'un seulement pour partie, étant irrecevable pour le surplus –, 2 recours ont été rayés du rôle car devenus sans objet et 2 recours ont été rejetés. Aucune affaire n'est reportée en 2017. En outre, le recours introduit au Tribunal cantonal contre une décision de l'Autorité de surveillance rendue en 2016 a été rejeté le 27 juin 2016.

Die Behörde hat die laufenden Geschäfte erledigt und die sich stellenden juristischen Fragen behandelt. Sie hat alle Grundbuchämter besucht und Stichkontrollen vorgenommen. Bei der Behörde wurden 2 Beschwerden anhängig gemacht (9 im Jahr 2015). Es wurden 6 Entscheide gefällt: 2 Beschwerden wurden gutgeheissen – eine davon nur teilweise, da sie im Übrigen unzulässig war –, 2 Beschwerden wurden abgeschrieben, da sie gegenstandslos geworden waren, und 2 Beschwerden wurden abgewiesen. Es wurde kein Fall in das Jahr 2017 übertragen. Eine beim Kantonsgericht eingereichte Beschwerde gegen einen 2016 gefassten Entscheid der Aufsichtsbehörde wurde am 27. Juni 2016 abgewiesen.

8.6.4.2. *Organisation interne (indications relatives à la composition de la Commission, commentaires) / Interne Organisation der Kommission (Angaben betr. Zusammensetzung, Kommentare)*

En 2016, l'Autorité de surveillance du registre foncier a été présidée par Mme Bettina Hürlimann-Kaup, professeure à l'Université de Fribourg. M. Pierre-Henri Gapany, avocat, et Mme Catherine Overney, Juge au Tribunal cantonal, ont siégé comme membres. Mme Alexandra Jungo, professeure à l'Université, M. Jérôme Delabays, Juge cantonal, et M. Ludovic-Jean Egger, notaire, ont fonctionné comme membres suppléants.

La fonction de secrétaire-juriste de l'Autorité a été exercée par Mme Séverine Zehnder, greffière-rapporteuse auprès du Tribunal cantonal.

2016 wurde die Aufsichtsbehörde über das Grundbuch präsiert von Frau Bettina Hürlimann-Kaup, Professorin an der Universität Freiburg. Als Mitglieder gehörten der Behörde an Herr Pierre-Henri Gapany, Anwalt und Vizepräsident der Aufsichtsbehörde, sowie Frau Catherine Overney, Richterin am Kantonsgericht. Frau Alexandra Jungo, Professorin an der Universität Freiburg, Herr Jérôme Delabays, Kantonsrichter, sowie Herr Ludovic-Jean Egger, Notar, gehörten der Behörde als Ersatzmitglieder an.

Das Sekretariat der Behörde wurde von Frau Séverine Zehnder, Gerichtsschreiberin-Berichterstatterin am Kantonsgericht, geführt.

8.7. Tribunal arbitral en matière d'assurance maladie et accidents / Schiedsgericht in Sachen Kranken- und Unfallversicherung

8.7.1. Statistique générale / Allgemeine Statistik	2015	2016
Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten		
pendantes au 1er janvier / am 1. Januar hängig	2	0
nouvelles affaires / neue Angelegenheiten	0	5
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten		
par arrêt de cour / durch Gerichtshofentscheid	2	0
par décision présidentielle / durch Präsidialverfügung	0	1
par arrêt présidentiel / durch Präsidialentscheid	0	0
Pendantes au 31 décembre / am 31. Dezember hängig	0	4
8.7.2. Recours au Tribunal fédéral / Beschwerden an das Bundesgericht		
Pendant au 1er janvier / am 1. Januar hängig	0	2
Recours introduits / eingereichte Beschwerden	2	0
Jugements notifiés / zugestellte Entscheide	0	2
Pendant au 31 décembre / am 31. Dezember hängig	2	0
8.7.3. Mode de liquidation / Erledigungsart		
Assurance-maladie / Krankenversicherung		
admission / Gutheissung	0	0
admission partielle / teilweise Gutheissung	2	0
rejet / Abweisung	0	0
irrecevabilité / Nichteintreten	0	0
irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	0	1
retrait / Rückzug	0	0
nouvelle décision / neuer Entscheid	0	0
accord / Einigung	0	0
Transaction / Vergleich	0	0
Assurance-accidents / Unfallversicherung		
admission / Gutheissung	0	0
admission partielle / teilweise Gutheissung	0	0
rejet / Abweisung	0	0
irrecevabilité / Nichteintreten	0	0
retrait / Rückzug	0	0
nouvelle décision / neuer Entscheid	0	0
accord / Einigung	0	0

8.7.4. Commentaires / Kommentare

Le Tribunal arbitral a enregistré cinq nouvelles affaires en 2016, dont un renvoi du Tribunal fédéral dans une affaire compliquée de polypragmasie qu'il faudra réinstruire. Une action a d'ores et déjà été déclarée irrecevable, une autre suspendue jusqu'à droit connu sur une affaire similaire pendante dans le canton du Valais. Les deux dernières actions ont été déposées en vue de sauvegarder des délais de prescription et des pourparlers devraient débiter. La charge de travail du Tribunal arbitral demeure raisonnable mais reste difficile à évaluer, tant elle subit des fluctuations importantes.

Dem Schiedsgericht sind 2016 fünf neue Fälle unterbreitet worden, unter denen sich ein vom Bundesgericht rückgewiesenes kompliziertes Dossier in einem Fall betreffend Polypragmasie befindet, der neu instruiert werden muss. Eine Klage ist bereits als unzulässig abgewiesen, eine andere bis zum Abschluss eines im Kanton Wallis hängigen ähnlichen Falles suspendiert worden. Die beiden letzten Klagen wurden eingereicht, um die Verjährungsfristen zu wahren. Dort sollten nächstens Besprechungen beginnen. Die Arbeitslast des Schiedsgerichts ist weiterhin erträglich, jedoch schwer abzuschätzen, da sie grossen Schwankungen unterliegt.

8.8. Commission de conciliation en matière d'égalité entre les sexes dans les rapports de travail / Schlichtungskommission für Gleichstellung der Geschlechter im Erwerbsleben

8.8.1. Statistique générale / Allgemeine Statistik	2015	2016
Affaires pendantes au 1er janvier <i>Am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	00	00
Affaires introduites / <i>eingereichte Angelegenheiten</i>	01	02
Affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	01	02
Décision de la Commission / <i>Kommissionsentscheide</i>	01	02
Prononcé présidentiel / <i>Präsidialverfügung</i>	00	00
Par un autre moyen / <i>auf andere Weise</i>	00	00
Affaires pendantes au 31 décembre <i>Am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	00	00
8.8.2. Affaires liquidées / Erledigte Angelegenheiten		
Sort réservé aux affaires / Erledigungsweise		
Décisions de la Commission / <i>Kommissionsentscheide</i>		
Admission / <i>Gutheissung</i>	00	00
Admission partielle / <i>teilweise Gutheissung</i>	00	00
Admission avec renvoi à l'autorité inférieure / <i>Gutheissung mit Rückweisung an die Vorinstanz</i>	00	00
Irrecevabilité / <i>Nichteintreten</i>	01	00
Délivrance d'une autorisation de procéder	00	00
Retrait de la demande / <i>Rückzug</i>	00	01
Prononcés présidentiels / Präsidialverfügungen		
Irrecevabilité manifeste / <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	00	00
Retrait / <i>Rückzug</i>	00	00
Causes devenues sans objet pour d'autres motifs / <i>aus anderen Gründen gegenstandslos gewordene Angelegenheiten</i>	00	00
Rejet dans la mesure où recevable / <i>Abweisung soweit Eintreten</i>	00	00
Transmission à l'autorité compétente / <i>Weiterleitung an zuständige Behörde</i>	00	00
Admission / <i>Zulassung</i>	00	00
Rejet / <i>Abweisung</i>	00	00
Retrait de recours / <i>Rückzug</i>	00	00
Conciliation / <i>Versöhnung</i>	00	00

8.8.3. Recours au Tribunal fédéral / Beschwerden an das
Bundesgericht

	2015	2016
Pendants au 1er janvier / am 1. Januar hängig	00	00
Recours introduits / eingereichte Beschwerden	00	00
Jugements notifiés / zugestellte Entscheide	00	00
Pendants au 31 décembre / am 31. Dezember hängig	00	00

8.8.4. Commentaires / Kommentare

8.8.4.1. *Appréciation générale et commentaire au sujet du tableau des statistiques / Allgemeine Beurteilung und Kommentare bezüglich der Statistik*

Seules deux causes ont été introduites devant la Commission en 2016. Dans la première cause, la tentative de conciliation ayant échoué, une autorisation de procéder a été délivrée à la partie requérante. Quant à la deuxième cause, elle a été rayée du rôle, suite au retrait, par la partie requérante, de sa requête de conciliation.

Nur zwei Fälle wurden bei der Kommission in 2016 eingereicht. Im ersten Fall, scheiterte der Schlichtungsversuch, eine Klagebewilligung wurde der klagenden Partei ausgehändigt. Was den zweiten Fall betrifft, dieser wurde gestrichen, nach dem Rückzug des Schlichtungsantrags der klagenden Partei.

8.8.4.2. *Organisation interne (indications relatives à la composition de la Commission, commentaires) / Interne Organisation der Kommission (Angaben betr. Zusammenstellung, Kommentare)*

Aucun changement n'est intervenu dans la composition de la Commission en 2016. Un nouvel assesseur principal, de sexe masculin, représentant les travailleurs, sera toutefois élu en 2017, afin de permettre à l'assesseure principale Viviane Collaud de siéger ; en effet, compte tenu des parités exigées par les art. 200 CPC et 62 LJ, la prénommée ne peut actuellement pas siéger au sein de la Commission.

Es gab keine Veränderungen in der Zusammensetzung der Kommission im Jahr 2016. Ein neuer männlicher Beisitzer, der die Arbeitnehmer vertritt, wird jedoch im Jahr 2017 gewählt werden, damit die Beisitzerin Viviane Collaud, tagen kann; Aufgrund der Parität gemäss ZPO 200 und JG 62, konnte sie bisher innerhalb der Kommission nicht tagen.

8.9. Commission de conciliation en matière de bail de la Sarine / Schlichtungskommission für Mietsachen des Saanebezirks

8.9.1. Statistique générale / Allgemeine Statistik

	2015	2016
Affaires pendantes au 1er janvier <i>Am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	97	79
Affaires introduites / <i>eingereichte Angelegenheiten</i>	411	369
Affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	427	425
Affaires pendantes au 31 décembre <i>Am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	81	57

8.9.2. Affaires liquidées / Erledigte Angelegenheiten

Matières traitées / *behandelte Rechtsgebiete*

Loyer initial / <i>Anfangsmietzins</i>	34	47
Augmentation de loyer / <i>Mietzinserhöhung</i>	27	48
Baisse de loyer / <i>Mietzinssenkung</i>	89	66
Frais accessoires / <i>Nebenkosten</i>	27	16
Résiliation ordinaire / <i>ordentliche Vertragskündigung</i>	94	81
Résiliation extraordinaire / <i>ausserordentliche Vertragskündigung</i>	11	10
Prolongation de bail / <i>Erstreckung Mietverhältnis</i>	16	5
Créance de paiement / <i>Forderung auf Zahlung</i>	32	48
Défaut / <i>Mietzinshinterlegung</i>	23	35
Autres raisons / <i>andere Gründe</i>	74	29

Sort réservé aux affaires / *Erledigungsweise*

Décision de constatation de la Commission / <i>Feststellungsverfügungen der Kommission</i>		1
Irrecevabilité, retrait de recours / <i>Nichteintreten, Rückzug</i>	115	104
Transmission au Tribunal arbitral / <i>Weiterleitung ans Schiedsgericht</i>	64	91
Autres raisons / <i>andere Gründe</i>	0	0

8.9.3. Commentaires / Kommentare

8.9.3.1. *Appréciation générale et commentaire au sujet du tableau des statistiques / Allgemeine Beurteilung und Kommentare bezüglich der Statistik*

En 2016, la Commission a traité 425 dossiers (contre 427 dossiers en 2015), en 24 séances par la Présidente et 12 séances par le vice-Président, pour un taux moyen de conciliation de 88,7 %.

Les résiliations de bail, les contestations du bail initial et les contestations d'augmentation de loyer ensuite de travaux à plus-value restent les motifs les plus nombreux.

Les requêtes de baisse de loyer ont tendance à diminuer, eu égard au fléchissement du taux fédéral unique, fixé à 1.75 % depuis juin 2015.

Enfin, la différence entre le nombre d'affaires introduites (369) et le nombre d'affaires liquidées (425) s'explique par le fait qu'une affaire introduite peut concerner plusieurs locataires.

2016 behandelte die Kommission 425 Dossiers (gegenüber 427 Dossiers im Jahr 2015) in 24 Sitzungen unter der Leitung der Präsidentin und 12 Sitzungen, die vom Vizepräsidenten geleitet wurden; der mittlere Schlichtungsgrad betrug 88,7 %.

Die Kündigungen, die Anfechtungen der Anfangsmiete und die Anfechtungen von Mieterhöhungen nach Arbeiten, die einen Mehrwert schaffen, bleiben die häufigsten Gründe.

Die Gesuche um Mietzinssenkungen nehmen tendenziell ab, da seit Juni 2015 ein Einheitssatz des Bundes von 1,75 % festgelegt ist.

Schliesslich lässt sich die Differenz zwischen den eingeleiteten Angelegenheiten (369) und den erledigten Angelegenheiten (425) damit erklären, dass eine eingeleitete Angelegenheit mehrere Mieter betreffen kann.

8.9.3.2. *Organisation interne (indications relatives à la composition de la Commission, commentaires) / Interne Organisation der Kommission (Angaben betr. Zusammenstellung, Kommentare)*

Pas de remarque particulière. *Keine besondere Bemerkung.*

8.10. Commission de conciliation en matière de bail de la Singine et du Lac / Schlichtungskommission für Mietsachen des Sense- und Seebezirks

8.10.1. Statistique générale / Allgemeine Statistik

	2015	2016
Affaires pendantes au 1er janvier <i>Am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	18	30
Affaires introduites / <i>eingereichte Angelegenheiten</i>	152	89
Affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	140	117
Affaires pendantes au 31 décembre <i>Am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	30	2

8.10.2. Affaires liquidées / Erledigte Angelegenheiten

Matières traitées / behandelte Rechtsgebiete

Loyer initial / <i>Anfangsmietzins</i>	1	1
Augmentation de loyer / <i>Mietzinserrhöhung</i>	8	9
Baisse de loyer / <i>Mietzinssenkung</i>	19	25
Frais accessoires / <i>Nebenkosten</i>	11	9
Résiliation ordinaire / <i>ordentliche Vertragskündigung</i>	25	10
Résiliation extraordinaire / <i>ausserordentliche Vertragskündigung</i>	7	7
Prolongation de bail / <i>Erstreckung Mietverhältnis</i>	6	27
Créance de paiement / <i>Forderung auf Zahlung</i>	24	13
Défaut / <i>Mietzinshinterlegung</i>	3	5
Autres raisons / <i>andere Gründe</i>	36	11

Sort réservé aux affaires / Erledigungsweise

Décision de constatation de la Commission / <i>Feststellungsverfügungen der Kommission (Einigungen)</i>	76	75
Irrecevabilité, retrait de recours / <i>Nichteintreten, Rückzug</i>	16	4
Transmission au Tribunal arbitral / <i>Weiterleitung ans Schiedsgericht (keine Einigung)</i>	41	33
Autres raisons / <i>andere Gründe</i>	7	5

8.10.3. Commentaires / Kommentare

8.10.3.1. *Appréciation générale et commentaire au sujet du tableau des statistiques / Allgemeine Beurteilung und Kommentare bezüglich der Statistik.*

Das Jahr 2016 mit lediglich 89 eingereichten Gesuchen darf als ruhiges Jahr mit einer unterdurchschnittlichen Anzahl an Gesuchen betrachtet werden. Dies erlaubte es unserer Kommission mit den vorhandenen Ressourcen die Pendenzen aus dem vorangehenden Jahr abzubauen und mit lediglich zwei hängigen Fällen am Jahreswechsel sehr gut à jour zu sein. Im Zentrum standen vor allem Anfechtungen von Kündigungen mit Gesuch auf Erstreckung.

L'année 2016, avec seulement 89 demandes déposées, peut être considérée comme une année calme avec un nombre de demandes inférieur à la moyenne. Cela a permis à notre commission de réduire le nombre d'affaires en souffrance de l'année précédente avec les ressources disponibles et d'être presque à jour à la fin de l'année, avec seulement deux cas pendants. La plupart des affaires concernaient des contestations de résiliation avec demande de prolongation de bail.

8.10.3.2. *Organisation interne (indications relatives à la composition de la Commission, commentaires) / Interne Organisation der Kommission (Angaben betr. Zusammenstellung, Kommentare)*

Präsident / Président

Marius Schneuwly, Buchenweg 25, 3185 Schmitten

Vize-Präsidentin / Vice-présidente

Sarah Reitze, Rue de Zaehringen 13, 1700 Freiburg

Beisitzer/innen Mietervertreter/innen / Assesseurs-es représentant les locataires

- > Susanne Heiniger, Rainstrasse 56, 3185 Schmitten
- > Gabriella Weber Morf, Waldweg 12, 1717 St. Ursen
- > Beatrix Vogl Ott, Bündenweg 21, 3286 Muntelier

Beisitzer/innen Vermietervertreter/innen / Assesseurs-es représentant les bailleurs

- > Hanspeter Bellorini, Geuer 22, 1715 Alterswil
- > Marianne Isler, Buchenweg 11, 1718 Rechthalten
- > Edgar Jenny, Brugerastrasse 30, 3186 Düdingen

Sekretariat / Secrétariat

- > Cornelia Boschung, Obstgarten 24, 1717 St. Ursen

Im vergangenen Jahr waren keine Mutationen in der Zusammensetzung der Kommission zu verzeichnen und wir können auf erfahrene und sehr kompetente Kommissionsmitglieder zählen.

Durant l'année sous revue, il n'y a pas eu de changement dans la composition de la commission et nous pouvons compter sur des membres expérimentés et très compétents en son sein.

8.11. Commission de conciliation en matière de bail de la Gruyère, de la Glâne, de la Broye et de la Veveyse / Schlichtungskommission für Mietsachen des Greyerz-, Glane-, Broye- und Vivisbachbezirks

8.11.1. Statistique générale / Allgemeine Statistik

	2015	2016
Affaires pendantes au 1er janvier <i>Am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	112	99
Affaires introduites / <i>eingereichte Angelegenheiten</i>	369	294
Affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	382	306
Affaires pendantes au 31 décembre <i>Am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	99	87

8.11.2. Affaires liquidées / Erledigte Angelegenheiten

Matières traitées / *behandelte Rechtsgebiete*

Loyer initial / <i>Anfangsmietzins</i>	20	27
Augmentation de loyer / <i>Mietzinserhöhung</i>	66	20
Baisse de loyer / <i>Mietzinssenkung</i>	57	31
Frais accessoires / <i>Nebenkosten</i>	34	28
Résiliation ordinaire / <i>ordentliche Vertragskündigung</i>	67	48
Résiliation extraordinaire / <i>ausserordentliche Vertragskündigung</i>	35	37
Prolongation de bail / <i>Erstreckung Mietverhältnis</i>	14	10
Créance de paiement / <i>Forderung auf Zahlung</i>	28	34
Défaut / <i>Mietzinshinterlegung</i>	45	37
Autres raisons / <i>andere Gründe</i>	16	34

Sort réservé aux affaires / *Erledigungsweise*

Décision de constatation de la Commission / <i>Feststellungsverfügungen der Kommission</i>		
Irrecevabilité, retrait de recours / <i>Nichteintreten, Rückzug</i>	25	17
Transmission au Tribunal arbitral / <i>Weiterleitung ans Schiedsgericht</i>	4	9
Autres raisons / <i>andere Gründe</i>	00	0

8.11.3. Commentaires / Kommentare

8.11.3.1. Appréciation générale et commentaire au sujet du tableau des statistiques / *Allgemeine Beurteilung und Kommentare bezüglich der Statistik*

Contrairement à l'année dernière, on constate que le nombre d'affaires introduites en 2016 est moindre qu'en 2015. Si l'on examine de plus près ces affaires, par matières traitées, on remarque que le nombre de dossiers a diminué par rapport à 2015, à l'exception des contestations du loyer initial, des résiliations extraordinaires de bail et des créances en paiement. On pourrait éventuellement tirer de ce constat que le marché immobilier se tend et que ses acteurs adoptent une attitude plus agressive. On observe également que le nombre de demandes de baisse de loyer a diminué de manière importante. Tout comme l'an dernier, la contestation de résiliation ordinaire de bail demeure la matière la plus traitée en 2016.

Enfin, quant au nombre de dossiers encore pendants au 31 décembre, à l'instar de l'année dernière, il est moins important. Cela s'explique d'une part par un nombre moins élevé de dossiers ouverts en 2016 mais aussi par une organisation efficace de la commission, une grande disponibilité des assesseurs et des justiciables.

Anders als im vergangenen Jahr stellt man fest, dass die Zahl der im Jahr 2016 eingeleiteten Angelegenheiten kleiner ist als im Jahr 2015. Wenn man diese Angelegenheiten näher, nämlich nach behandelten Themen, untersucht, bemerkt man, dass die Zahl der Fälle gegenüber 2015 abgenommen hat; Ausnahmen bilden Anfechtungen der Anfangsmiete, ausserordentliche Kündigungen und Forderungen. Man könnte aus dieser Feststellung die Folgerung ableiten, dass der Immobilienmarkt angespannt ist und die Akteure aggressiver auftreten. Es kann auch beobachtet werden, dass die Zahl der Gesuche um Mietzinssenkung stark zurückging. Wie im vergangenen Jahr machte 2016 die bestrittene ordentliche Kündigung des Mietvertrags die häufigsten Fälle aus.

Schliesslich war die Zahl der Fälle, die am 31. Dezember noch hängig waren, wie im Vorjahr weniger hoch. Das lässt sich einerseits mit einer geringeren Zahl eröffneter Fälle im Jahr 2016, aber andererseits auch mit einer effizienten Organisation der Kommission und einer grossen Verfügbarkeit der Beisitzerinnen und Beisitzer und der Rechtsuchenden erklären.

8.11.3.2. Organisation interne (indications relatives à la composition de la Commission, commentaires) / Interne Organisation der Kommission (Angaben betr. Zusammenstellung, Kommentare)

En 2016, la Commission de conciliation a fonctionné avec cinq assesseurs propriétaires et cinq assesseurs locataires ainsi qu'une Vice-Présidente. Comme annoncé, l'apport de trois nouveaux assesseurs fin 2015 a permis un meilleur tournus et la fixation d'audiences plus nombreuses. A relever que Madame Oriane Perroud, Secrétaire de la Commission, s'est trouvée en fin d'année 2016 en arrêt pour congé-maternité. Elle a été remplacée sans aucune difficulté pour ce congé par Madame Véronique Morel, qui par ailleurs avait déjà officié en cette qualité trois ans auparavant.

2016 funktionierte die Schlichtungskommission mit fünf Beisitzerinnen und Beisitzern, welche die Eigentümerinnen und Eigentümer vertreten, und fünf Beisitzerinnen und Beisitzern, welche die Mieterinnen und Mieter vertreten, sowie mit einer Vizepräsidentin. Wie angekündigt ermöglichte der Einsatz von drei neuen Beisitzerinnen und Beisitzern Ende 2015 einen besseren Turnus und mehr Anhörungen. Es sei darauf hingewiesen, dass Oriane Perroud, Kommissionssekretärin, Ende 2016 im Mutterschaftsurlaub war. Sie konnte für diesen Urlaub mühelos von Véronique Morel, die diese Stelle bereits vor drei Jahren innehatte, ersetzt werden.

Conseil de la magistrature CM

Justizrat JR

Place Notre-Dame 8, CH-1701 Fribourg

T +41 26 305 90 20, F +41 26 305 90 23, cm@fr.ch

www.fr.ch/cmagg

–

© Avril 2017/April 2017

–

Imprimé sur papier 100% recyclé
gedruckt auf 100% Recyclingpapier

Annexe

Anhang

GRAND CONSEIL

2017-GC-99

GROSSER RAT

2017-GC-99

Rapport annuel 2016

Jahresbericht 2016

Conseil de la magistrature

Justizrat

Proposition de la Commission de justice

Antrag der Justizkommission

Présidence : Nicolas Kolly

Präsidium: Nicolas Kolly

Vice-présidence : Antoinette de Weck

Vize-Präsidium: Antoinette de Weck

Membres : Francine Defferrard, Pierre Mauron, Elias Moussa,
Marie-France Roth Pasquier, André Schneuwly

Mitglieder: Francine Defferrard, Pierre Mauron, Elias Moussa,
Marie-France Roth Pasquier, André Schneuwly

La Commission de justice

Die Justizkommission

prend acte

du rapport annuel 2016 du Conseil de la magistrature et invite le Grand Conseil à en faire de même.

nimmt Kenntnis

vom Jahresbericht 2016 des Justizrats und lädt den Grossen Rat ein, dasselbe zu tun.

Catégorisation du débat

La Commission de justice propose au Bureau que l'objet soit traité par le Grand Conseil selon la catégorie I (débat libre).

Kategorie der Behandlung

Die Justizkommission beantragt dem Büro, dass dieser Gegenstand vom Grossen Rat nach der Kategorie I (freie Debatte) behandelt wird.

Le 7 juin 2017

Den 7. Juni 2017



**Réseau fribourgeois
de santé mentale**

Rapport annuel 2016

En marche vers le futur

Pour des raisons de commodité de lecture, nous avons renoncé à féminiser les catégories de personnes et de fonctions sur les pages du rapport annuel du RFSM.
Nous remercions nos lectrices et nos lecteurs de leur compréhension.



M^{me} Anne-Claude DEMIERRE
Conseillère d'Etat et présidente
du conseil d'administration du RFSM

En 2016, le RFSM a poursuivi le développement de ses prestations pour l'ensemble de la population de notre canton. Avec un double objectif: répondre de manière efficace aux besoins des Fribourgeois et des Fribourgeoises en matière de santé mentale et développer des prestations de qualité, qui agrègent professionnalisme et éthique. Dans ce contexte, deux projets sont à mentionner en particulier: l'ouverture en 2017 des premières prestations d'un centre de santé mentale pour les patients germanophones – le FNPG Freiburg – et l'adoption d'une charte éthique institutionnelle par l'ensemble des professionnels du RFSM.

Un RFSM dynamique, éthique et plus proche de toute la population

C'est la première étape d'une importante réforme de la santé mentale fribourgeoise qui a été préparée en 2016 par les équipes du RFSM. En effet, la création d'un centre spécialisé en santé mentale pour tous les patients germanophones du canton est à bout touchant. Cette nouvelle entité, qui portera le nom de FNPG Freiburg, comprendra un hôpital, une clinique de jour et des consultations ambulatoires. Elle offrira des prestations uniquement en allemand dans l'ancien Centre diocésain, situé à proximité de l'HFR – Hôpital cantonal. Les premiers travaux seront terminés en avril 2017 et le FNPG Freiburg pourra alors accueillir ses premiers patients en clinique de jour et en consultations ambulatoires.

Des travaux importants ont été entrepris l'année passée pour fédérer et renforcer les équipes actuelles et créer une filière de soins psychiatriques pour les patients germanophones, qui sera opérationnelle sur le futur site de Fribourg. 2016 a donc été une année de net renforcement de nos prestations pour les patients alémaniques notamment avec le déploiement d'une unité hospitalière de 20 lits, mais aussi avec l'ouverture de plusieurs groupes

thérapeutiques ambulatoires ainsi que d'une consultation ambulatoire pédopsychiatrique. Avec l'arrivée de l'hôpital à l'horizon 2018 et 2019, le RFSM offrira aux patients germanophones l'ensemble des prestations hospitalières, intermédiaires et ambulatoires dans leur langue maternelle.

J'aimerais conclure cet éditorial avec un projet moins gigantesque que ne l'est le FNPG Freiburg par son ampleur et par ses coûts, mais qui démontre le souci d'amélioration constante de la qualité des prestations par les professionnels du RFSM. Préparée par un groupe pluridisciplinaire avec des représentants des médecins, du personnel soignant, des services transversaux et de l'administration et adoptée par le conseil de direction, la charte éthique du RFSM marque de manière très concrète l'engagement des professionnels de l'ensemble du réseau envers les patients, les proches, les partenaires et la population fribourgeoise.

La charte éthique révèle des valeurs communes fondamentales que sont l'humanité, la bienveillance, l'optimisme, le partenariat, la qualité, la responsabilité et

le savoir. Ces valeurs ont pour objectif de guider les pratiques des professionnels et d'inspirer le développement des prestations pour enfants et adolescents, adultes et personnes âgées, en complétant les dispositifs réglementaires et légaux en vigueur. Elles feront partie intégrantes des conditions de recrutement et d'engagement du personnel.

Avec un RFSM très dynamique et des projets importants pour l'avenir de la santé publique cantonale, je remercie sincèrement l'ensemble des collaborateurs et des collaboratrices du RFSM pour leur immense investissement, pour leurs hautes compétences et pour leurs qualités humaines qui permettent une prise en charge de qualité et en confiance de tous les patients et patientes de notre canton.



06 NOS VALEURS

09 PROFIL

12 RAPPORT DE LA DIRECTION GÉNÉRALE

14 RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

16 SECTEUR ENFANTS ET ADOLESCENTS

18 SECTEUR ADULTES

20 SECTEUR PERSONNES ÂGÉES

22 DIRECTION DES SOINS

24 SERVICES TRANSVERSAUX

28 ÉCLAIRAGES STATISTIQUES

34 FINANCES

50 PERSONNEL

52 ORGANIGRAMME

54 CONTACTS

Chère patiente, cher patient, notre engagement envers vous, vos proches et l'ensemble de nos partenaires repose sur les valeurs contenues dans notre charte éthique. Ces valeurs communes fondamentales que sont l'humanisme, la bienveillance, l'optimisme, le partenariat, la qualité, la responsabilité et le savoir guident nos pratiques ainsi que le développement de nos prestations pour enfants et adolescents, adultes et personnes âgées et complètent les dispositifs réglementaires et légaux en vigueur.

La charte éthique du Réseau fribourgeois de santé mentale

Au travers des valeurs déclinées ci-dessous, nous nous engageons à:

HUMANISME

Considérer votre dignité comme une valeur centrale et à mettre votre santé au centre de nos préoccupations.

—
Veiller au respect des droits humains.

—
Vous proposer un traitement et un accompagnement personnalisés qui tiennent compte de vos dimensions biologiques, psychiques, culturelles, sociales, environnementales et spirituelles.

—
Vous garantir le droit à l'égalité de traitement quel que soit votre sexe, âge, origine, croyance, état de santé, orientation sexuelle, situation personnelle ou encore statut social.

BIENVEILLANCE

Vous écouter et prendre le temps de vous comprendre.

Cultiver l'hospitalité en faisant preuve de bienveillance, de cordialité et d'ouverture dans la manière de vous accueillir.

—
Offrir un espace communautaire de soins, qui préserve autant que possible votre sphère individuelle.

OPTIMISME

Travailler avec vous à la promotion de votre santé et à l'amélioration de votre qualité de vie.

—
Reconnaître et soulager votre souffrance, recouvrer votre santé, mobiliser et renforcer vos ressources, prévenir les rechutes et développer de nouvelles capacités.

—
Vous soutenir dans l'influence positive que vous pouvez exercer sur votre environnement et sur votre propre existence, afin de trouver un nouvel équilibre dans votre vie.

—
Rechercher avec vous et vos proches les solutions les plus respectueuses, lorsque nous sommes confrontés à des situations complexes et aux dilemmes qu'elles

peuvent engendrer tels que l'opposition entre l'autonomie de la personne et le devoir de protection.

PARTENARIAT

Mettre tout en œuvre afin d'offrir les conditions favorables pour développer une relation thérapeutique, processus indispensable à l'élaboration et à la réalisation de votre projet de soins.

—
Valoriser la communication, la confiance mutuelle, la solidarité et l'empathie comme moteurs de cette relation.

—
Offrir les compétences professionnelles pluridisciplinaires adaptées à votre situation et à vos besoins.

—
Encourager les liens et la collaboration avec l'ensemble des intervenants de votre réseau, que sont vos proches, vos thérapeutes ainsi que les partenaires concernés.

—
Favoriser ces valeurs de coopération, de concertation et de mobilisation, qui sont utiles à votre processus de rétablissement.



RESPONSABILITÉ

Etre conscient de notre responsabilité envers la collectivité et la population pour ce qui est du vivre-ensemble et du bien commun.

—
Valoriser la prévention et la promotion de la santé mentale dans la société fribourgeoise.

—
Avoir une démarche critique face à nos attitudes et nos pratiques.

—
Assurer l'utilisation adéquate, efficace et efficiente des ressources à disposition dans le respect du développement durable.

SAVOIR

Veiller à ce que nos collaborateurs soient au bénéfice d'une formation en adéquation avec leur fonction et puissent continuer à se former aux meilleures pratiques, afin de répondre aux exigences de l'évolution des soins.

—
Assurer un rôle de formateur en tant que

pôle de compétence cantonal en psychiatrie et psychothérapie pour enfants et adolescents, adultes et personnes âgées.

QUALITÉ

Développer un accompagnement professionnel au plus près de votre cadre de vie habituel en coordonnant de manière adéquate nos prestations et en garantissant la continuité des soins.

—
Offrir et développer des prestations en français et en allemand ainsi que, dans la mesure du possible, des services de traduction pour les autres langues.

—
Evaluer nos prestations en tenant compte de l'avis de nos patients et de nos partenaires, notamment par le biais d'enquêtes qualité ou de satisfaction.

—
Respecter vos droits en tant que patient, tels que le droit à l'information, à l'accès au dossier médical, au consentement libre et éclairé, à rédiger des directives anticipées ou encore à être accompagné par un représentant thérapeutique.

Vous donner les informations nécessaires sur le traitement envisagé, afin que vous puissiez donner votre consentement et vous impliquer avec confiance dans votre projet de soins.

—
Veiller à ce que toutes les informations recueillies dans le cadre de la relation thérapeutique soient traitées de manière confidentielle.



Le Réseau fribourgeois de santé mentale (RFSM) a vu le jour le 1^{er} janvier 2008. Sa création repose sur la loi du 5 octobre 2006 sur l'organisation des soins en santé mentale (LSM). Le RFSM regroupe ainsi dans une même entreprise, autonome dans le cadre des limites prévues dans la loi, l'ensemble des prestations publiques en matière de psychiatrie, psychothérapie et politique de santé mentale.

Le réseau public de la santé mentale fribourgeoise

Le RFSM est un établissement de droit public doté de la personnalité juridique. Il est rattaché administrativement à la Direction de la santé et des affaires sociales (DSAS). L'entrée en vigueur de la nouvelle loi sur le financement des hôpitaux au 1^{er} janvier 2012 a accru l'autonomie, mais aussi la responsabilité du RFSM. Le cadre financier est désormais régi par la facturation des prestations effectives à la journée ou à l'acte aux partenaires payeurs représentés par les assureurs maladie d'une part et l'Etat d'autre part. En plus, l'Etat confie au RFSM la réalisation de prestations de nature publique et d'intérêt général qui font l'objet d'une rémunération prévue dans le cadre de mandats annuels.

La mission du RFSM est de permettre à toute personne souffrant d'un trouble, d'une maladie ou d'un handicap en santé mentale de bénéficier de soins adéquats et de qualité, en favorisant son autonomie relationnelle, familiale, sociale et économique. Il a également une mission de prévention et de promotion de la santé mentale et de favoriser la réinsertion des patients. Enfin, le RFSM est également actif dans la formation avec le suivi de plus de deux cents personnes par an.

Dans le cadre de la planification sanitaire, le RFSM exploite trois secteurs, à savoir le Secteur de psychiatrie et psychothérapie pour enfants et adolescents, le Secteur de psychiatrie et psychothérapie pour adultes et le Secteur de psychiatrie et psychothérapie pour personnes âgées.

En 2016, les activités du RFSM (y compris celles de l'EMS Les Camélias) se sont déroulées sur 11 sites principaux et pour les activités de liaison dans plusieurs dizaines d'institutions partenaires comme, notamment, les sites de l'HFR, les EMS ou les foyers spécialisés dans le handicap psychique.

PROFIL

94,13%

TAUX D'OCCUPATION DU CENTRE
DE SOINS HOSPITALIERS
• (170 lits)

18 437

ESTIMATION EN FRANCS
DU COÛT COMPLET
D'UN SÉJOUR MOYEN AU CENTRE
DE SOINS HOSPITALIERS

8629

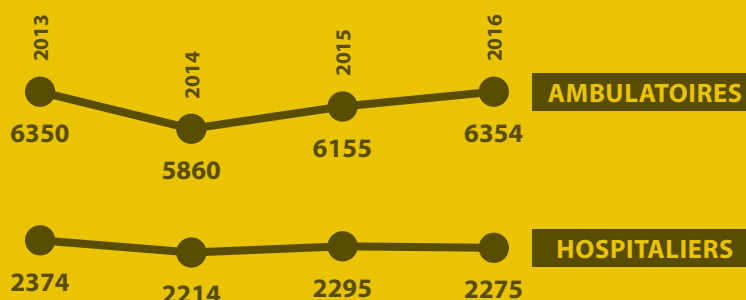
TOTAL DE LA POPULATION
EN TRAITEMENT EN 2016



11

SITES PRINCIPAUX OÙ SE DÉROULENT
DES ACTIVITÉS DU RFSM
• (Y compris EMS)

Séjours hospitaliers et ambulatoires



45,6%

PART DES CONTRIBUTIONS
DES CAISSES MALADIE
DANS LE STATIONNAIRE
ET L'AMBULATOIRE
• (Soit 30,4 millions de francs)

32,65

PARTICIPATION TOTALE DE L'ÉTAT
EN MILLIONS DE FRANCS

417,15

ÉQUIVALENTS PLEIN-TEMPS
• (Total: 660 collaboratrices et
collaborateurs)

68

EQUIVALENTS PLEIN-TEMPS
POUR LES MÉDECINS
• (Soit 80 personnes)

RFSM 2016

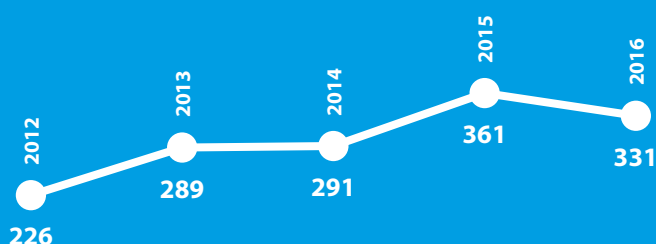
0,87

VALEUR DU POINT TARMED
PROVISOIRE
• (En tiers payant)

0,9%

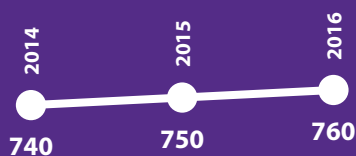
AUGMENTATION DU PERSONNEL
EN 2016 PAR RAPPORT À 2015

Séjours en clinique de jour



760 fr.

ESTIMATION DU COÛT
DE LA JOURNÉE D'HÔPITAL



230 fr.

DÉPENSES POUR LA PRISE
EN CHARGE PAR HABITANT

- 70,65 millions au total
- Soit 230 francs par habitant

37

NOMBRE D'EMS BÉNÉFICIAIRE
DE PRESTATIONS DE LIAISON

24,26

DURÉE MOYENNE DE SÉJOUR
• (En jours)

24,26
Centre de soins hospitaliers

23,54
Adolescents

22,69
Adultes

29,90
Personnes âgées

336,5 fr.

TARIF MOYEN RECONNU PAR L'ASSURANCE OBLIGATOIRE DES SOINS EN 2016
• (47% de 716 francs)



M. Serge RENEVEY
Directeur général

2016, neuvième année d'existence du Réseau fribourgeois de santé mentale (RFSM) fut à nouveau une année vivifiante sur quantité de dimensions dont il m'est donné l'occasion de faire une synthèse dans ce rapport annuel.

Le RFSM en marche vers son nouveau centre pour les patients germanophones

Sur le plan clinique, rappelons les objectifs et les missions du projet RFSM. Ils sont nombreux, comme l'orientation vers plus d'humanisation de la clinique, le développement de synergies positives issues de l'interprofessionnalité, le passage ambitieux de la psychiatrie à une notion plus large de santé mentale, l'organisation des prestations dans la langue du patient, soit en français ou en allemand, l'utilisation optimale de l'hospitalisation selon le principe de subsidiarité au profit préalable de modes de traitement moins stigmatisants tels que les prises en charge en clinique de jour ou en ambulatoire, le travail en réseau avec les partenaires du réseau sanitaire, tant publics que privés, l'organisation structurée des suites de traitement par une plus fine et juste coordination des différentes étapes du rétablissement, des traitements basés le plus possible sur la preuve de leur efficacité et répondant en tout temps aux meilleures pratiques internationales du moment.

Ces intentions se réalisent-elles sur le terrain? Même si les efforts doivent certainement se poursuivre, la réponse est pourtant de l'intérieur clairement affirmative. Quelques arguments démonstratifs

peuvent être cités ici certes sans exhaustivité. Par exemple, le RFSM a pu maintenir un ratio de lits psychiatriques sur son territoire largement inférieur à la moyenne suisse, ce qui contribue notamment à une économie des coûts de la santé dans notre région. Notre population ne disposait ensuite d'aucune place en clinique de jour à la naissance du RFSM qui en exploite aujourd'hui 60, en deux langues, et qui planifie l'ouverture d'une nouvelle structure de ce type pour les personnes âgées.

En matière de réseau, le RFSM est présent dans les EMS du canton, dans les sites de l'hôpital somatique, dans certains foyers spécialisés dans le handicap mental ou encore dans les lieux de détention. Il collabore avec les services de soins à domicile, avec les services de Justice et l'ensemble des acteurs sanitaires et sociaux du canton.

Sur le thème de la coordination des traitements, mentionnons le succès pérenne de la ligne d'indication et d'orientation active 24 h sur 24, 7 jours sur 7 au profit des professionnels et des patients, l'active participation du RFSM à la structure d'indication de la trajectoire de traitements des patients

souffrant d'addictions, l'étroite collaboration entre le centre de soins hospitaliers et les cliniques de jour et l'ambulatoire, la consultation liaison présente dans la plupart des autres institutions sanitaires du canton et d'autres mécanismes plus spécifiques comme la consultation mémoire, la nouvelle collaboration avec le centre de la prostate de l'HFR ou avec le centre métabolique de l'HIB.

Tous ces exemples démontrent que la médecine d'aujourd'hui reconnaît que le rétablissement du patient passe souvent par le soin du corps et de l'âme et que le RFSM, en plus des soins aigus psychiatriques, est activement présent dans la plupart des interfaces sanitaires du canton par des apports spécifiques, compétents et complémentaires.

L'évaluation de la qualité du travail clinique est fort complexe, multiaxiale et requiert beaucoup d'humilité. Nous disposons néanmoins depuis deux ans des relevés de l'Association nationale pour le développement de la qualité dans les hôpitaux et les cliniques (ANQ) qui situe le RFSM, en matière hospitalière, comme l'un des établis-



sements suisses dans lequel la diminution des symptômes entre l'admission et la sortie du patient est la plus efficace.

Mentionnons pour clore ce chapitre clinique que 2016 fut une année du net renforcement de nos prestations purement germanophones avec le succès à Marsens d'une unité de 20 lits exploitée intégralement en allemand, mais aussi avec l'ouverture de plusieurs groupes thérapeutiques ambulatoires et d'une consultation ambulatoire pédopsychiatrique en allemand.

Sur le plan administratif, le RFSM se prépare activement à l'entrée en vigueur, en 2018, du nouveau système de tarification des séjours hospitaliers, intitulé TARPSY, similaire aux DRG en médecine somatique. Ce système permet de déterminer le coût moyen des cas et des séjours hospitaliers regroupés en une vingtaine de cas, dont les diagnostics principaux, la durée de séjour et l'âge du patient créent des discriminations significatives en termes de coûts globaux finals et donc de rémunérations.

2016 a vu également au sein du RFSM l'introduction d'un système de suivi des per-

formances de facturations ambulatoires des thérapeutes afin de valoriser au mieux le travail effectué dans les différents sites, de diminuer les déficits et de permettre un développement de ces activités qui restent, comme dans la plupart des cantons, fortement déficitaires. Le résultat financier ambulatoire 2016 s'est vu ainsi amélioré.

À l'heure du lancement du projet de cyber-santé dans le canton de Fribourg, précisons que le dossier patient informatisé (DPI) est utilisé depuis plusieurs années au sein du RFSM et que la dernière étape du projet s'est concrétisée en 2016 par l'introduction du DPI dans toutes nos structures ambulatoires.

En parallèle à l'ensemble de ces actions cliniques et administratives de consolidation, le RFSM mène maintenant depuis deux ans un projet technique d'envergure, soit la rénovation des bâtiments du séminaire diocésain sur la commune de Villars-sur-Glâne, dont la première étape se concrétisera par l'ouverture en avril 2017 d'une clinique de jour et d'un centre ambulatoire pour la population germanophone de notre canton. Plus tard, entre 2018 et 2020, ce centre si-

tué à proximité de l'Hôpital cantonal proposera une multitude de prestations psychiatriques, psychothérapeutiques et de santé mentale pour la population du centre et du nord du canton en complément des services situés à Marsens et à Bulle, complétant ainsi de manière plus proche et harmonieuse le dispositif cantonal.

Je remercie ici l'ensemble des collaboratrices et collaborateurs du RFSM pour leur engagement à la réussite de notre entreprise et l'ensemble des patientes et patients qui, chaque jour, nous accordent leur confiance.

Le conseil d'administration, organe supérieur du RFSM, est composé de neuf membres. Dans le cadre de la planification sanitaire et du mandat de prestations établis par le Conseil d'Etat, il prend les décisions stratégiques nécessaires afin de soutenir le développement dynamique du RFSM, cela en privilégiant la collaboration des partenaires publics et privés dans le domaine de la santé mentale.

Conseil d'administration du Réseau fribourgeois de santé mentale

Chargé de mettre en place des structures rationnelles et efficaces, il veille au bon fonctionnement du RFSM et à la qualité de ses prestations, favorisant en particulier la formation continue de son personnel. Sous la présidence de M^{me} Anne-Claude Demierre, conseillère d'Etat en charge de la Direction de la santé et des affaires sociales, le conseil d'administration s'est réuni à neuf reprises durant l'année 2016, dont sept fois en séance ordinaire. Il a notamment pris connaissance et/ou validé les objets suivants:

Le conseil d'administration (CA) a pris les décisions suivantes:

accepter que la D^r Isabelle Gothuey et le D^r Armin Kratzel supervisent les services psychiatriques du Jura bernois à temps partiel et pour une durée limitée;

valider la stratégie du RFSM afin de lutter contre le déficit prévu en 2016;

nommer le D^r Luca Rampa en tant que médecin adjoint de la chaîne germanophone à 90% dès le 1^{er} août 2016;

nommer le D^r Johannes Drescher en tant que médecin adjoint du secteur de psychiatrie et psychothérapie pour enfants et adolescents à 80% dès le 1^{er} janvier 2017;

adopter le rapport annuel 2015;

approuver les comptes 2015 du RFSM;

approuver les comptes 2015 de l'EMS Les Camélias;

approuver les comptes 2015 de la buanderie de Marsens;

approuver le rapport d'audit des comptes 2015 du RFSM par l'organe de révision KPMG;

accepter la version initiale du budget 2017;

accepter les mandats de prestations 2017;

accepter la création de l'unité Jasmin dès le 1^{er} mai 2016 dans le secteur III;

mandater le directeur général d'examiner la faisabilité d'une clinique de jour pour personnes âgées francophones sur le site de Fribourg;

adopter une convention de collaboration interinstitutionnelle entre le RFSM et les institutions partenaires membres de l'Association fribourgeoise des institutions spécialisées (INFRI);

adopter la convention de collaboration entre le RFSM et le Centre de la prostate Fribourg;

adopter la convention entre le RFSM et



la Fondation espace thérapeutique, psychiatrique et psychothérapeutique pour enfants relative à la mise à disposition du D^r Angelo Bernardon à la Tagesklinik;

—
accepter le renouvellement du contrat d'assurance responsabilité civile du RFSM;

—
adopter la charte éthique du RFSM;

—
accepter la signature d'un contrat informatique entre le RFSM et l'EFR.

En lien avec le futur Centre de psychiatrie germanophone de Fribourg, les membres du CA ont pris les décisions suivantes:

accepter le crédit bancaire auprès de la Banque cantonale fribourgeoise;

—
appuyer la pose de panneaux photovoltaïques sur le bâtiment;

—
accepter le concept de restauration proposé par le RFSM;

—
résilier le bail entre le Séminaire diocésain et la Fondation Rose d'automne;

accepter un financement supplémentaire pour le projet;

—
accepter l'acquisition d'un droit de superficie par le RFSM sur les bâtiments A, B, C, D, E et le terrain y afférent;

—
accepter la rénovation du bâtiment E selon la variante b (rénovation et l'agrandissement pour une clinique de jour pour personnes âgées).

Le conseil d'administration a pris connaissance des objets suivants:

du projet de planification hospitalière 2016;

—
des résultats ANQ 2014 et 2015 du RFSM;

—
des résultats de la comptabilité analytique 2015;

—
des résultats de l'enquête de satisfaction des patients ambulatoires 2015 du RFSM

—
de l'audit de KPMG relatif à la véracité des journées hospitalières;

du projet d'un service d'urgences du RFSM à Fribourg;

—
du nouvel organigramme du secteur de psychiatrie et psychothérapie pour enfants et adolescents;

—
du feedback de la visite de la Commission nationale de prévention de la torture sur le site du CSH à Marsens les 5 et 6 décembre 2016;

—
de l'état des activités de recherches et des perspectives;

—
de la situation financière du RFSM pour 2017.



D' Angelo BERNARDON
Médecin directeur du Secteur de psychiatrie
et de psychothérapie pour enfants et
adolescents

Dans le contexte d'un réaménagement de son dispositif, le Secteur de psychiatrie et de psychothérapie pour enfants et adolescents (SPPEA) définit trois axes cliniques principaux et une unité de recherche et de formation postgraduée. En outre, les réflexions pour offrir à terme une infrastructure mieux adaptée aux besoins des patients ont été poursuivies.

Le Secteur de psychiatrie et de psychothérapie pour enfants et adolescents pose des bases solides pour l'avenir

Organisation du dispositif

En 2016, le SPPEA a mis en œuvre avec dynamisme des changements organisationnels essentiels. Quatre axes principaux ont ainsi été définis: l'ambulatoire francophone, l'ambulatoire germanophone, l'hospitalier et l'unité de recherche et de formation postgraduée. L'ambulatoire francophone comprend des consultations à Fribourg, Bulle et Estavayer. L'ambulatoire germanophone, quant à lui, se trouve au Centre de pédopsychiatrie (CPP) à Fribourg. PsyMobile, le service de consultation-liaison à l'HFR, et les consultations spécialisées sont rattachés aux deux ambulatoires. De cette manière, le SPPEA entend améliorer l'organisation et la clarté de son dispositif et faciliter son accessibilité pour les patients et leurs familles.

Consultations spécialisées

Il faut également mentionner deux formes de prises en charge pédopsychiatriques spécialisées, qui ont été créées en 2016. Il s'agit, d'une part, du service de diagnostic et de conseil en matière de troubles du spectre autistique qui comble une lacune importante dans le dispositif du RFSM. Cette nouvelle prestation a l'avantage de fa-

voriser la collaboration avec les spécialistes actifs dans le canton et de créer un cercle de qualité commun. D'autre part, pour les patients les plus jeunes et leurs familles, le SPPEA a étendu son offre de consultation mère-enfant à l'HFR et à l'Office familial. Ce développement a été rendu possible grâce à la collaboration qui existe depuis un certain temps déjà avec les professionnels de l'Office familial et grâce aux bons contacts avec le service d'obstétrique de l'HFR.

Collaboration avec la Fondation Espace thérapeutique

Dans le canton de Fribourg, l'évaluation et le traitement d'enfants et d'adolescents en clinique de jour sont assumés par une fondation privée externe au RFSM, la Fondation Espace Thérapeutique. Les relations déjà très bonnes avec cette fondation qui assure la gestion des centres thérapeutiques de jour ont été consolidées en 2016. La reprise de la direction médicale de la clinique de jour pour enfants germanophones (TAKLIK) par le médecin directeur du SPPEA a permis d'établir une collaboration plus étroite au profit des patients. Ce nouveau partenariat avec le médecin-chef du centre thérapeutique de jour franco-

phone et le directeur thérapeutique de la TAKLIK et les actions communes qui en ont découlé ont ainsi permis d'améliorer la prise en charge médicale et thérapeutique au sein de ce dispositif.

Mise en route de projets structurels et recherche d'un nouveau bâtiment

Une mise à niveau des infrastructures actuelles aux besoins des patients et aux standards de la discipline s'avère aujourd'hui nécessaire. Cela implique le déplacement de l'unité de soins pour adolescents en ville de Fribourg et son rapprochement du CPP. Autant le grand nombre d'admissions en urgence que la pression vers une spécialisation toujours plus marquée de la discipline rendent une concentration du dispositif inévitable. Le fait qu'il manque une offre hospitalière pour les patients de moins de 14 ans confronte le RFSM, nos partenaires de réseau, mais également les familles concernées à d'importantes difficultés. Soit ces enfants sont pris en charge hors canton ou dans l'unité de soins pour adolescents soit ils sont placés dans une institution non clinique, ce qui n'est pas une solution satisfaisante.



Afin de pallier à ces problèmes structurels historiques, d'autres démarches innovantes ont été entreprises afin de concrétiser la vision d'un accueil et d'un accompagnant des enfants, des adolescents et de leurs familles dans un environnement agréable, adapté à leur âge et non stigmatisant. La directrice de la Santé et des affaires sociales a mandaté une étude de faisabilité afin de déterminer les coûts d'un tel projet et d'élaborer une planification de mise en œuvre pour sa concrétisation. En parallèle à ces objectifs à moyen terme, nous recherchons actuellement activement un nouveau bâtiment pour notre Centre de pédopsychiatrie, le bâtiment du chemin des Mazots n'offrant plus aucune possibilité de développement.

Formation, enseignement et recherche

Le SPPEA a participé à plusieurs congrès spécialisés en y apportant des contributions scientifiques ainsi qu'au congrès annuel de la Société suisse de psychiatrie et psychothérapie de l'enfant et de l'adolescent (SSPEA) organisé avec la Société suisse de psychiatrie et psychothérapie. Le SPPEA a assumé avec dynamisme son rôle d'établissement de formation pour les mé-

decins, les psychologues, les infirmiers et les autres filières professionnelles. Parmi les manifestations particulières qui ont eu lieu dans le cadre de la formation postgraduée et continue de nos collaborateurs thérapeutiques, il faut en outre citer la Journée CEPUSPP (Centre d'enseignement postuniversitaire pour la spécialisation en psychiatrie et psychothérapie). En 2016, cette manifestation s'est tenue, pour la première fois de son histoire, en ville de Fribourg, avec un record de participation à la clé. Outre les activités de formation postgraduée et continue internes et externes, l'engagement à l'Université de Fribourg a été renforcé, notamment au sein des départements de psychologie, de médecine et de pédagogie spécialisée.

Je profite de l'occasion qui m'est donnée pour remercier chaleureusement toutes mes collaboratrices, tous mes collaborateurs ainsi que l'ensemble de nos partenaires pour leur excellente collaboration dans l'intérêt des enfants et des adolescents confiés au SPPEA, ainsi que de leurs familles.



D^r Isabelle GOTHUEY
Médecin directrice du Secteur de psychiatrie
et de psychothérapie pour adultes

Pour le Secteur de psychiatrie et de psychothérapie de l'adulte, l'année 2016 fut une année de consolidation et de préparation aux changements importants du dispositif prévus en 2017 et en 2018, notamment l'ouverture d'un centre germanophone à Fribourg.

2016: une année de préparation et de consolidation

La direction médicale du secteur adulte remercie chaleureusement toutes les personnes engagées dans ces préparatifs ainsi que tous les collaborateurs qui, au quotidien, assurent par leur engagement des soins psychiques de qualité auprès des personnes adultes atteintes dans leur santé mentale.

Les préparatifs

L'engagement d'un médecin adjoint et de nouveaux collaborateurs pour la filière de soins germanophone a été l'une des premières mesures prises. Dans les suites de la réorganisation du secteur entreprise en 2015, avec la création d'une unité hospitalière germanophone sur le site de Marsens, l'engagement d'un médecin-cadre s'est concrétisé début août 2016. Le secteur adulte a donc accueilli le D^r Luca Rampa, dont la tâche visera à fédérer les équipes actuelles et créer la filière de soins psychiatriques pour les patients germanophones, sur le futur site de Fribourg. Le déménagement de la clinique de jour germanophone, la constitution de l'ambulatorio germanophone et le déménagement de deux unités hospitalières seront échelonnés durant les deux prochaines années.

Outre les collaborateurs déjà engagés pour mener cette tâche à bien, le Dr Rampa a été rejoint cette année par un psychologue, par un chef de clinique, et par une infirmière-chef d'unité pour la clinique de jour germanophone.

Des modifications et le splitting des cliniques de jours francophone et germanophone ainsi que la réorganisation de l'ambulatorio germanophone ont été entrepris. Un comité de pilotage a été mis sur pied sous l'impulsion de la direction générale, pour envisager les multiples tâches à mener à bien jusqu'à la réalisation en 2019 d'un deuxième site psychiatrique à Fribourg. Depuis l'étude des plans, aux visites de chantiers, jusqu'au projet de soins final, il faut relever quantité de questions d'une extrême variété à résoudre. L'enthousiasme et la volonté d'avancer ont fédéré les forces et convaincu les plus sceptiques.

Le renforcement du dispositif adulte

Outre la filière de soins germanophone, plusieurs unités de soins ont bénéficié de renforcements. La filière de psychiatrie générale du sud a vu l'arrivée, en février 2016,

d'une médecin adjointe. Le Centre de soins et de santé mentale de Bulle a accueilli également un chef de clinique, étayant ainsi le dispositif de soins psychiatriques ambulatoires.

Le Centre de psychiatrie forensique a engagé une cheffe de clinique, et envisagé la création d'un deuxième poste de médecin en formation. Il a accueilli également deux psychologues en formation visant toutes deux un titre en psychologie légale.

Le Centre cantonal d'addictologie a créé un poste de médecin assistant en formation. Il a déposé une demande d'accréditation pour être reconnu comme établissement de formation spécialisé en psychiatrie et psychothérapie des addictions. Le D^r André Kuntz, médecin adjoint, responsable de la filière de soins addictologiques, a obtenu le titre de formation approfondie en psychiatrie et psychothérapie des addictions.

Le Service de psychiatrie de liaison est devenu un établissement de formation spécifique, sous la houlette du D^r Christoph Salathé, nouvellement détenteur du titre de formation approfondie en psychiatrie

de liaison. Les prestations de ce service font l'objet de multiples demandes (participation au centre de la prostate à l'HFR, meilleure couverture du sud du canton ou encore prestations couvrant le domaine des addictions), qui sont à l'étude et qui, dans l'avenir, donneront lieu à des modifications d'organisation.

Le rayonnement institutionnel, la formation et la recherche

Les cadres du secteur adulte, toutes professions confondues, ont été fortement sollicités par des conférences et par l'enseignement prégradué à l'Université de Fribourg et de Lausanne pour les médecins et psychologues, par l'enseignement postgradué au Centre d'enseignement postuniversitaire en psychiatrie et psychothérapie de Lausanne, par la formation continue des médecins de premier recours en collaboration avec l'HFR et le Service du médecin cantonal ainsi que par l'enseignement infirmier au niveau de la HES. Enfin, l'enseignement au sein du RFSM a été valorisé par la publication d'une brochure de formation, valorisant les formations et les ouvrant aux partenaires externes. Une excellente collaboration intersectorielle et multidisciplinaire a permis cette belle réalisation.

Plusieurs études ont vu leur aboutissement et les publications acceptées dans des revues de bon niveau scientifique. Les contributions au sein de divers congrès ont été soutenues, renforçant ainsi le rayonnement de l'institution et la mise en valeur de ses pratiques cliniques.

Les mesures limitatives de liberté

Faisant suite à la récolte des mesures limitatives de liberté pour l'Agence nationale pour la qualité (ANQ), un groupe de travail composé de professionnels de terrain s'est penché sur l'adaptation des procédures cliniques en cas d'utilisation des chambres de soins intensifs, avec l'objectif d'obtenir une diminution de cette utilisation et une diminution de la durée de telles mesures. Cet excellent travail s'est concrétisé par une modification de fond des pratiques cliniques, et a fait l'objet de plusieurs contributions, conférences et articles. Ce travail va se poursuivre dans l'avenir.

La signature d'une convention avec l'INFRI en automne 2016

La nécessité de partenariats accrus entre l'hôpital psychiatrique et les lieux d'hébergements (foyers) s'est imposée, puisque une partie de nos patients résident momentanément ou pour une longue durée dans un lieu d'hébergement. Une convention a pu être signée en automne 2016, admettant le principe d'une collaboration renforcée de l'hôpital avec les foyers INFRI, et le démarrage d'un projet pilote de liaison psychiatrique dans les foyers.

L'objectif de la liaison psychiatrique, sur le modèle existant dans le secteur pour personnes âgées, est d'intervenir avant l'hospitalisation, pour maintenir, autant que possible, la personne dans son environnement habituel. Deux foyers se sont annoncés comme institutions pilotes, La Traversée et Applico. La direction médicale du secteur adulte se réjouit de la mise en œuvre de ce projet.

La construction de l'enseignement en psychiatrie pour le Master en médecine

C'est un projet passionnant que celui de construire l'enseignement en psychiatrie pour les trois dernières années de médecine. Les travaux ont démarré en automne 2016 par la participation à un Comité de pilotage qui réunit l'HFR, l'Université de Fribourg, la DSAS et le RFSM. C'est une occasion unique pour la psychiatrie de prendre des options novatrices dans l'enseignement et de promouvoir les soins psychiques auprès des médecins de demain.



D' Serge ZUMBACH
Médecin directeur du Secteur de psychiatrie
et de psychothérapie pour personnes âgées

La philosophie du secteur de psychiatrie et de psychothérapie de la personne âgée avait comme objectif de départ une vision de santé publique. Qu'en est-il à ce jour?

Secteur III et santé publique

Pour rappel, le secteur de psychiatrie et de psychothérapie de la personne âgée est né en automne 2008, à la suite de la réorganisation de la santé mentale dans le canton de Fribourg.

A cette époque, il y avait 51 lits hospitaliers, 45 aigus et 6 de type EMS, donc de longs séjours. La psychiatrie de liaison était en phase de croissance et 14 EMS en bénéficiaient.

La vision, alors, fut de se concentrer sur le contrôle des portes d'entrée et de sortie du centre hospitalier et donc de mettre en place des structures en amont et en aval.

On identifia 2 milieux de soins pertinents. Le premier se trouve en institution où résident des patients potentiels, soit les EMS. Le second, beaucoup plus vaste, est constitué par la santé communautaire, là où les personnes vivent, sans être en institution. Cette dernière catégorie représente un nombre de patients potentiels également important.

Devant construire pas à pas et avec les moyens à disposition, le 1^{er} dispositif fut

de consolider la partie «patients en institution» et ainsi de la développer à l'ensemble des EMS du canton le souhaitant. Ce fut fait dès 2009 et, à ce jour, 38 EMS bénéficient de nos prestations sur place de la part de nos médecins, infirmiers et psychologues. Il s'agit donc d'un dispositif mobile se déplaçant toutefois selon un calendrier établi et non au coup par coup.

Après consolidation de ce premier milieu de soins, on commença à se concentrer sur les patients vivant à domicile et les structures cantonales y afférentes. La première étape fut de mettre en place des consultations ambulatoires à Fribourg, à Bulle, à Estavayer et pour la partie germanophone à Tafers. Il s'agit de consultations de psychiatrie générale, médicales et spécialisées, tenant compte des différentes dimensions de la personne âgée. De ce fait, elles ne sont effectuées que par des médecins cadres.

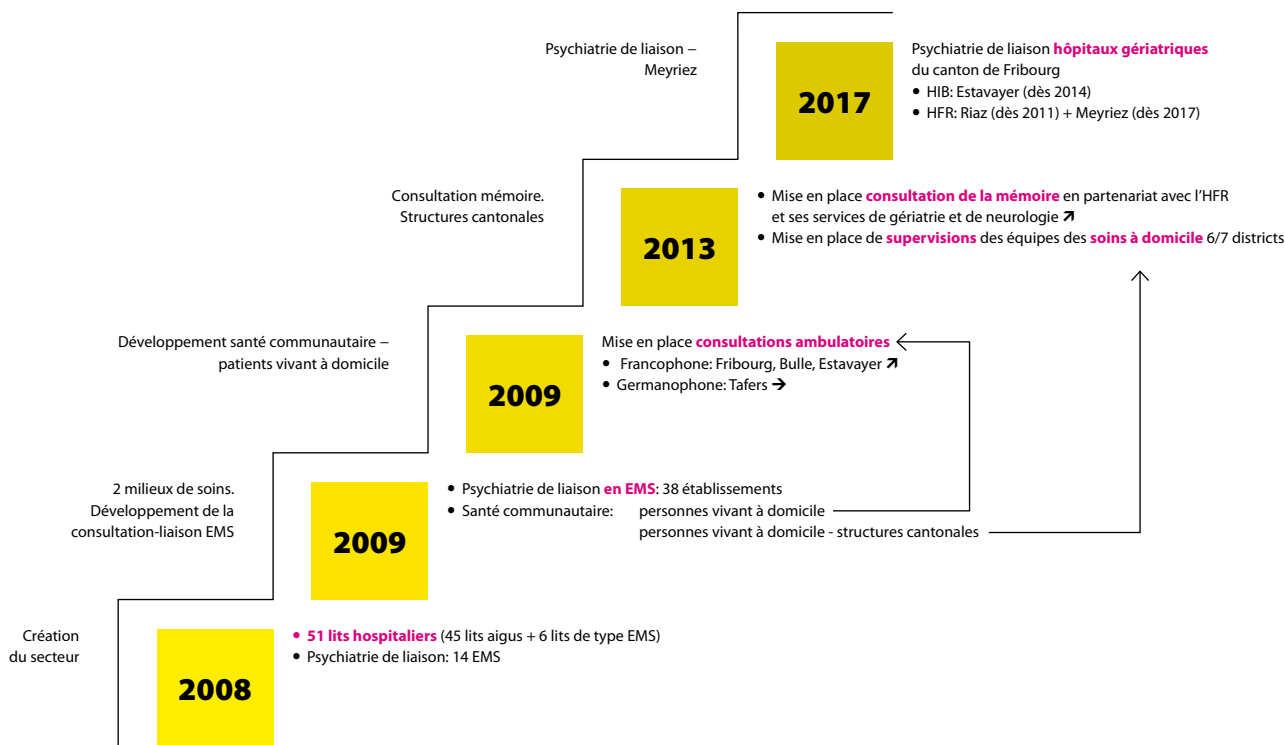
Les consultations dans la partie franco-phonie sont en constante progression, même si dans un canton à prédominance rurale comme Fribourg, cela va lentement. Par contre, la demande reste très faible dans la partie germanophone.

A côté des consultations générales, on a mis en place la consultation de la mémoire en partenariat avec l'HFR et ses services de gériatrie et de neurologie à partir de 2013. Là, également, en ce qui concerne les patients vus au RFSM, leur nombre est croissant et ces consultations ne sont réalisées jusqu'à ce jour que par des médecins cadres supérieurs, adjoint et directeur.

Les structures cantonales, piliers des gens vivant à domicile, sont les réseaux de soins à domicile. Dès 2013, on a mis en place des supervisions des équipes des soins à domicile, et à ce jour, 6 réseaux sur les 7 districts en bénéficient avec d'excellents retours. Nous regrettons que la partie germanophone n'en a pas voulu.

En finalité, relevons la mise en œuvre d'une psychiatrie de liaison auprès des hôpitaux gériatriques du canton, soit à Estavayer pour l'HIB et à Riaz pour l'HFR. L'hôpital de Meyriez (HFR) vient de faire la demande d'un tel service qui sera mis en place dans le courant du premier trimestre 2017.

En parallèle, nous avons pu diminuer la capacité des lits hospitaliers à ce jour à 40 lits



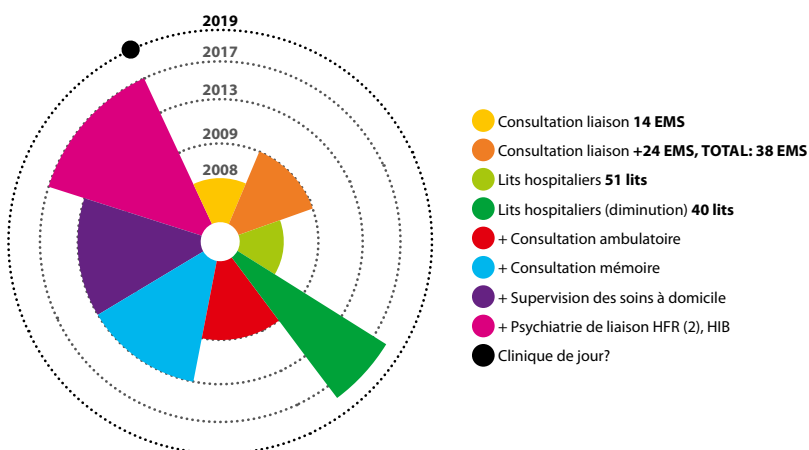
VISION SYNTHÉTIQUE

aigus, 25 de psychiatrie générale et 15 pour les troubles cognitifs au Centre de soins hospitaliers de Marsens.

Pourtant, le nombre d'hospitalisations n'a cessé de croître, passant d'environ 200 en 2007, à environ 400 en 2016. La durée d'hospitalisation a diminué de 60 jours à en moyenne 30 jours. Cela corrobore l'importance d'une prise en charge efficace en partenariat avec les membres du Réseau

de santé fribourgeois en amont et en aval du centre hospitalier.

Subsiste une structure manquante de choix, à savoir une clinique de jour spécialisée dans la prise en charge de la personne âgée non démentifiée. Avec la mise en place de cette structure, les objectifs de départ seront alors atteints. Un projet allant dans ce sens devrait aboutir en 2019 dans les nouveaux locaux de Fribourg.



QUELQUES CHIFFRES CLÉS

Le taux d'occupation du secteur de psychiatrie et psychothérapie des personnes âgées au CSH de Marsens a été de **85,33%**. Il y a eu **390 admissions** avec une durée moyenne de séjour de **29,90 jours**.

En plus des consultations en EMS (408 cas traités), environ **437 cas** ont été traités sur différents sites en ambulatoire, soit Marsens, Fribourg, Bulle, Estavayer et Tavel ainsi que la liaison à Riaz, Estavayer-le-Lac et Tavel.

Comme chaque année, je tiens à remercier l'ensemble de mes collaboratrices et collaborateurs de tous les corps de métier, pour leur aide précieuse et l'esprit d'équipe, sans lesquels tout ce travail serait impossible.



M. Jean-Claude GOASMAT
Directeur des soins

L'adaptation aux changements permanents nous amène à reconsidérer sans cesse notre organisation. La reconfiguration d'unité, l'acquisition d'outils performants et le développement de nouvelles compétences nous permettent de remplir notre mission de soins avec le maximum d'humanisme et d'efficacité. A travers notre rôle de formateur, nous participons à la relève du personnel soignant dont la pénurie guette ces prochaines années.

Rien n'est permanent sauf le changement (Héraclite)

L'année 2016 a apporté son lot d'améliorations. En début d'année, la direction des soins s'était fixé bon nombre d'objectifs qui, pour la plupart, sont atteints.

Sur le plan organisationnel, un rééquilibrage des capacités d'accueil des structures hospitalières s'est avéré nécessaire en tenant compte des taux d'occupation. Le secteur de la personne âgée a pris l'initiative de fusionner les unités Lavande et Narcisse sous-employées, en une nouvelle unité nommée Jasmin. Cette démarche a permis de réduire sa capacité d'accueil de 5 lits au profit du secteur de pédopsychiatrie et du secteur adulte.

Cette décision a été développée en 3 phases: premièrement, la création d'un groupe de travail pluridisciplinaire qui a précisé la nouvelle mission, et le concept de l'unité Jasmin, deuxièmement, l'aménagement de l'infrastructure en collaboration avec les équipes technique et logistique et, enfin, troisièmement, l'accompagnement du personnel dans ce processus de changement. Une journée au vert dans le Valais a permis aux 2 équipes de créer une nouvelle identité à l'unité Jasmin.

Le RFSM a connu un changement majeur de culture institutionnelle. Désormais toutes les unités (hormis l'unité spécialisée dans le traitement des troubles cognitifs) sont considérées comme des unités dites ouvertes. Quotidiennement, dans chaque unité, un tandem médico-infirmier évalue la pertinence de la fermeture de la porte de l'unité. Cette nouvelle approche en conformité avec les droits des patients renforce aussi le lien de confiance entre le soignant et le patient.

Sous l'impulsion du département des soins, le RFSM, en collaboration avec l'HFR, s'est doté du logiciel informatique H-Kurs, de New-Win AG, pour la gestion des formations. Cette acquisition professionnalise notre organisation interne et facilite notre coopération avec l'HFR, l'AFAS et l'AFIPA, partenaires avec lesquels nous partageons nos programmes de formation.

Le financement des prestations infirmières ambulatoires implique dorénavant l'autoportance à 50%. Chaque collaborateur bénéficie désormais d'un tableau de bord individualisé lui permettant le pilotage de son activité. Cet objectif est quasiment

atteint pour l'ensemble du personnel infirmier.

Une demi-journée thématique et un programme de formation interne en collaboration avec la Fondation de Nant ont permis de réintroduire la pratique des enveloppements humides (packs). Cette technique de soins utilise le corps comme moyen d'expression et de communication.

Le travail de master de notre infirmière spécialiste clinique du secteur adulte s'est axé sur les mesures limitatives de liberté (MLL). Ce travail de recherche a actualisé nos pratiques soignantes. Les mesures de l'ANQ et des statistiques internes relatives aux mesures limitatives de liberté ont été le point de départ de notre analyse. Un groupe de travail composé de 3 médecins et de 3 infirmières a révisé l'intégralité des procédures.

En parallèle, 3 focus groupes ont permis d'investiguer les indications et contre-indications des MLL, de répertorier les mesures alternatives à l'utilisation de la chambre de soins intensifs (CSI) et d'identifier les facteurs augmentant le risque d'agressivité et



les éléments à prendre en compte pour optimiser les stratégies de désescalade et ainsi diminuer l'utilisation des CSI au Centre de soins hospitaliers.

En collaboration avec deux infirmières du RFSM, étudiantes en master ès sciences infirmières à l'Institut universitaire de formation et de recherches en soins à Lausanne (IUFRS), l'unité de pédopsychiatrie la Chrysalide a développé un projet de recherche intitulé «renforcement de la cohésion et de la philosophie soignante entre éducateurs et infirmiers». L'objectif visé tend à définir les rôles spécifiques de ces deux fonctions pour asseoir une collaboration optimale.

Comme chaque année, notre mission de formation s'est soldée par l'accueil de 87 étudiants répartis de la manière suivante: 58 étudiants pour le Bachelor cursus standard et en emploi, ASSC: 6 personnes pour la formation duale d'ASSC dont 2 CFC reçus en 2016, 7 personnes de l'école-stage de Grangeneuve, 1 personne en formation duale ASA qui a obtenu son attestation fédérale (AFP), 5 personnes en formation d'ambulancier aux écoles de Genève et de Lausanne, 4 personnes pour des maturités

spécialisées, 4 personnes de l'ECG de Bulle et 2 infirmières diplômées en passerelle.

Le changement n'arrive pas à nous, mais il émerge de la participation de chacun d'entre nous. C'est pourquoi j'adresse mes chaleureux remerciements à tous les collaborateurs qui œuvrent quotidiennement pour réaliser la mission de soins qui nous est dévolue.



Mme Sabine
CORZANI
Responsable
du Service social



Mme Florence
GUENOT
Responsable
du Service de psychologie



Mme Sophie
MAILLARD
Responsable
du Service de pharmacie



M. Frederico Emilio
LUCIA
Responsable du Service
des thérapies spécialisées

Le domaine de la santé mentale s'ouvre à de nouveaux paradigmes qui visent à enrichir le processus de soins par l'expérience et la compétence des personnes concernées. De nouveaux rôles se mettent en place, à savoir ceux des pairs praticiens en santé mentale. Leurs expériences peuvent être mises au service des patients pour soutenir efficacement leur processus de rétablissement.

Les pairs praticiens au RFSM: une mutation dans la collaboration pluridisciplinaire

L'intégration du pair praticien dans le domaine de la santé mentale est directement liée au modèle du rétablissement en psychiatrie, mouvement initié en Amérique du Nord dans les années 90 sous l'influence notamment de la psychiatrie centrée sur la personne¹. On postule alors que des personnes atteintes dans leur santé psychique, et pour lesquelles il n'existe plus de ressources psychothérapeutiques, se rétablissent malgré des pronostics défavorables. Rapidement, professionnels et proches se penchèrent sur ce phénomène afin de comprendre les leviers de changement sous-jacents. C'est ainsi qu'ont pu être identifiés non seulement les éléments du modèle du rétablissement, mais encore l'efficacité du processus de soins lorsqu'il est porté par l'expertise d'un pair praticien en santé mentale.

Soutenu par des professionnels constatant la valeur ajoutée du soutien apporté par des personnes en rétablissement à d'autres patients (reconnaissance et entraide mutuelles), ce concept a progressivement été institutionnalisé dans les systèmes de santé. Sur le continent nord-américain comme en Suisse alémanique par exemple, l'inter-

vention de pairs intégrés dans les équipes de soins se pratique depuis plusieurs années déjà.

En Suisse, deux formations se sont mises successivement en place pour former les pairs praticiens. Globalement, il s'agit de la formation EX-IN à Berne (2010) et celle de l'EESP à Lausanne (2013) en collaboration avec Pro Mente Sana et la Coraasp. Ces formations professionnalisantes donnent le statut de pairs praticiens en santé mentale aux lauréats. Par cette formation, le pair développe un rôle et des outils spécifiques permettant à d'autres patients de trouver leurs propres stratégies pour surmonter les obstacles liés à la maladie et engager leur processus de rétablissement².

Ces dernières années, le RFSM a progressivement mis en place une forme de collaboration avec les pairs praticiens tout en tenant compte des interrogations que peut amener un tel projet. Un comité de pilotage transversal s'est notamment constitué (clinique pluridisciplinaire et département des ressources humaines) dans le but de concrétiser des collaborations en favorisant des conditions cadres claires (défini-

tion du besoin pour notre organisation, limite de l'intervention, élaboration d'un cahier des charges, ajustement nécessaire aux contraintes assurantielles, supervision et accompagnement du pair, etc.). En effet, les expériences menées dans différents contextes de santé mentale ces dernières décennies ont montré l'importance d'introduire les pairs d'une manière méthodique et très progressive dans les systèmes.

2016 a été l'année de cette concrétisation pour notre réseau de soins par l'engagement d'un pair praticien en formation dans une unité hospitalière. Pour le RFSM, le pair praticien en santé mentale est considéré comme un coéquipier du patient. Il l'accompagne par différentes prestations afin d'encourager, de motiver, de soutenir et de permettre la concrétisation de stratégies de rétablissement (voir p. 26). Pour ce faire, le pair mobilise les ressources du patient, fait appel à son autonomie et à sa capacité d'agir dans son projet de vie (autodétermination et *empowerment*). En ce sens, le pair peut être considéré comme un partenaire de l'équipe de soins qui agit en complémentarité des professionnels de la santé. En effet, à la différence – mais



surtout en complément – du soignant qui agira en première ligne sur le symptôme du patient et, par là même sur la maladie, le pair va offrir un accompagnement au patient, lui permettant de retrouver un sens à sa vie malgré – ou à travers – la maladie. Il lui permettra de développer également la confiance en ses ressources personnelles (solidarité, espoir, coping ou identification à un processus de rétablissement abouti, complicité).

L'intégration des pairs praticiens en santé mentale se poursuit dans notre pays. Des contacts réguliers avec l'association Re-pairs³ et nos partenaires romands et allemands montrent que chaque institution de santé fait appel aux pairs praticiens de façon différente et avec une pratique d'engagement diverse. La mise en réseau se poursuit afin de pouvoir dépasser ensemble les obstacles (représentations faussées du rôle du pair praticien, ancien malade qui l'est encore, etc.). Certains dilemmes se posent encore au quotidien pour pouvoir améliorer les conditions cadres de ces collègues. Du côté du RFSM, notre comité de pilotage transversal va procéder à des réajustements au regard de l'expertise acquise par

l'expérience de cette première collaboration avec notre pair praticien dans l'idée de pouvoir intégrer ce partenariat à notre concept de soins clinique.

Références:

- 1) Chinman, M., Shoai, R., & Cohen, A. *Using organizational change strategies to guide peer support technician implementation in the Veterans Administration*. *Journal of Psychiatric Rehabilitation*, 2010 (33) 269-277
- 2) Drake, R.E., Whitley, R., *Recovery and severe mental illness: description and analysis*. *Canadian Journal of psychiatry*, 2014, 59 (236-242)
- 3) Pour plus d'informations, nous vous encourageons à vous intéresser à l'Association Re-pairs, réseau romand des pairs praticiens en santé mentale: <http://reseau.re-pairs.ch>
- 4) Lien vers le site internet de EX-IN à Berne: <https://www.ex-in-bern.ch>
- 5) Lien vers le site internet de la formation de l'EESP: <https://www.eesp.ch/formation-continue/formations-certifiantes/certificats-eesp/formation-de-pairs-praticiens-en-sante-mentale>



Mme Kathia VONLANTHEN
Pair praticien en formation

Et un jour, j'ai pu redire le mot «demain»

Le rôle du pair praticien en santé mentale (ci-après pair) est d'être un accompagnateur du patient, à savoir une personne qui est là pour l'écouter et échanger sur les expériences faites. En ce sens, le but du pair n'est pas de devenir un thérapeute ou soignant. Le pair – en cherchant à valoriser en priorité ce qui va chez le patient – se concentre sur ses ressources disponibles qui lui permettent de vivre une vie qui vaut la peine d'être vécue.

Le but de cet accompagnement ne vise pas l'absence des symptômes, mais bien l'idée de se concentrer sur les ressources qui fonctionnent, que ce soit avec ou sans symptômes. Il s'agit donc d'offrir au patient une aide supplémentaire aux côtés des différents intervenants du soin, de la médication et des autres thérapies. Basé sur la philosophie du rétablissement (recovery), le pair cherche à soutenir le patient dans son propre chemin vers le rétablissement.

Les pairs peuvent travailler dans différentes institutions, qu'elles soient psychiatriques ou en lien direct avec la santé psychique (par exemple, établissement d'accueil de crise, écoles, associations, etc.).

Voici quelques exemples de formes d'intervention pouvant être accomplies par des pairs auprès des patients: accompagner, conseiller et soutenir, gérer et animer un groupe d'entraide (par exemple sur le thème du processus de rétablissement), faire valoir le point de vue des patients dans les discussions cliniques, dans les rapports ou dans les colloques d'équipes et participer à la recherche et au développement dans les soins.

Mais le rôle des pairs s'exerce également au-delà des patients pour toucher le grand public ou des publics cibles spécifiques, en proposant des cours dans la formation du personnel soignant, professionnel ou dans

les formations continues, en menant des projets de prévention et/ou de formation dans les écoles, en faisant la promotion de la santé mentale auprès du grand public grâce à des campagnes, des exposés ou des films documentaires.

Il s'agit d'une activité précieuse. Les cours que je donne à des futurs psychothérapeutes pour leur révéler une vue de «l'intérieur» est un exercice enrichissant pour les deux points de vue et les échanges réalisés sont très beaux. Il en est de même pour l'activité menée avec des jeunes, par exemple au travers d'ateliers avec eux. Le pair a alors la possibilité d'une autre forme d'engagement pour prôner la tolérance dans nos sociétés, car c'est tout ce travail dans des campagnes de sensibilisation qui permet de diminuer les préjugés et la stigmatisation.

En qualité de pair, comment ai-je acquis cette «expertise par l'expérience»? Certainement en vivant tout cela, tout d'abord, pendant ma maladie, pendant les différentes phases de soins (séjour en clinique, suivi ambulatoire, prise en charge stationnaire ou même en chambre de soins intensifs), ensuite, à travers les nombreuses heures de thérapies, où mon comportement, mes pensées, mes réactions, mes émotions étaient analysés, enfin, par le travail sur moi, avec moi, car, finalement, c'est quand même la personne elle-même qui doit faire ce chemin. D'avancer, de s'accrocher à ce qui va, à ce qui fonctionne: voilà comment je m'y suis prise. J'ai reçu énormément d'aide pour y parvenir, que ça soit de mon entourage familial ou professionnel.

Trouver mon propre chemin de rétablissement a été un processus qui s'est construit petit à petit. Il a en partie été mené par le fait que je suis devenue une personne sachant se faire respecter. Je n'ai plus eu alors comme but d'être sans symptômes. Je me suis fixé des rêves ou buts que je voulais et pouvais atteindre, même en étant «malade». Dans mon parcours, j'ai essayé de transmettre que je suis un être avec des souhaits et des besoins, et pas seulement une personne avec un diagnostic. J'insistais pour que l'on

regarde aussi la personne, l'être humain derrière cette maladie.

Pendant longtemps, je fixais toujours mon attention avec beaucoup de tristesse sur les portes qui se sont fermées pour moi à cause de la maladie. Un jour, j'ai décidé de me retourner et de regarder quelles portes se sont ouvertes pour moi. J'ai alors pu voir ce que cette maladie a pu m'apporter de positif.

J'ai pu aussi me rencontrer et apprendre à me connaître de façon intensive et profonde. Aujourd'hui, je traverse le monde avec les yeux et le cœur ouverts, et en pouvant me réjouir de toutes les petites choses de la vie; ces petites choses que l'on apprécie seulement, si une fois, on ne les a plus. Ce qu'il ne faut jamais perdre, c'est l'espoir! Premier ingrédient au modèle du rétablissement sur lequel le pair repose son intervention.

C'est cela que j'insuffle aux personnes se trouvant dans une situation de crise: l'espoir, la force et la volonté de faire son propre chemin de rétablissement.



Taux d'occupation moyen par unité de soins

RFSM – CENTRE DE SOINS HOSPITALIERS

	Moyenne annuelle du nombre de lits	Entrées	Sorties	Journées d'hospitalisation	Taux d'occupation
UNITÉS DE SOINS					
ATLAS , Psychiatrie générale francophone – focus 35/65	21	337	313	7 559	98,35%
HERMÈS , Psychiatrie générale francophone – focus 18/35	21	322	308	7 544	98,15%
CALLISTO , Troubles de l'humeur et de la personnalité	19	297	303	6 924	99,57%
THALASSA , Addictologie (bilingue)	21	266	277	7 609	99,00%
DA , Psychiatrie générale germanophone	20	209	216	6 369	93,17%
VÉNUS , Troubles de l'humeur et crise (bilingue)	19	351	351	6 752	97,10%
TOTAL Secteur de psychiatrie et psychothérapie pour adultes	121	1 782	1 768	42 757	97,61%
LA CHRYSALIDE , Adolescence (bilingue)	9	103	108	2 801	88,28%
TOTAL Secteur de psychiatrie et psychothérapie pour enfants et adolescents	9	103	108	2 801	88,28%
AUBÉPINE , Troubles cognitifs	15	48	54	1 454	80,11%
NARCISSE , Psychiatrie générale (bilingue)	15	54	51	1 433	78,95%
LAVANDE , Psychiatrie générale	15	39	39	1 503	82,81%
TOTAL Secteur de psychiatrie et psychothérapie pour personnes âgées (jusqu'au 30.4.2016)	45	141	144	4 390	80,62%
AUBÉPINE , Troubles cognitifs	15	87	91	3 035	82,59%
JASMIN , Psychiatrie générale	25	162	163	5 583	91,15%
TOTAL Secteur de psychiatrie et psychothérapie pour personnes âgées (dès le 1.5.2016)	40	249	254	8 618	87,94%
TOTAL GÉNÉRAL	170	2 275	2 274	58 566	94,13%



Mme Patricia DAVET
Responsable du Département
de l'administration des patients

Au 1^{er} mai 2016, notamment afin d'équilibrer l'occupation des divers services, 5 lits du Secteur de psychiatrie et psychothérapie pour personnes âgées ont été transférés dans les autres secteurs, 4 au Secteur de psychiatrie et psychothérapie pour adultes et 1 au Secteur de psychiatrie et psychothérapie pour enfants et adolescents.

Le Secteur de psychiatrie et de psychothérapie pour enfants et adolescents montre un taux d'occupation de 88,28% contre 119,86% en 2015. Le Secteur de psychiatrie et de psychothérapie pour adultes, bénéficiant d'un rééquilibrage du nombre de lits par unité de soins a réalisé un taux d'occupation de 97,61%, taux qui était de 99,54% en 2015 après une première réorganisation des unités de soins effectuée le 1^{er} mai 2015. Le Secteur de psychiatrie et psychothérapie des personnes âgées a

été réorganisé en deux unités de soins, la première pour les troubles cognitifs restant à 15 lits, la seconde pour la psychiatrie générale étant créée avec 25 lits. Le taux d'occupation pondéré en 2016 pour ce secteur est de 85,33%, alors qu'il était de 90,56% en 2015. Le taux d'occupation général pour le Centre de soins hospitalier en 2016 est de 94,13% contre 98,11% en 2015.

A noter que le nombre de journées facturables de 58 566 est sensiblement différent de celui qui sera publié en comptabilité financière puisque les patient-e-s n'étant plus couvert-e-s par le forfait hospitalier complet entrent dans une autre catégorie de prise en charge.

Durée moyenne de séjour par unité de soins

RFSM – CENTRE DE SOINS HOSPITALIERS

Journées d'hospitalisation Durée moyenne de séjour par unité de soins 2016 Durée moyenne de séjour par unité de soins 2015

UNITÉS DE SOINS

ATLAS , Psychiatrie générale francophone – focus 35/65	7 559	19,63	21,53
HERMÈS , Psychiatrie générale francophone – focus 18/35	7 544	20,39	16,20
CALLISTO , Troubles de l'humeur et de la personnalité	6 924	20,79	25,68
THALASSA , Addictologie (bilingue)	7 609	24,39	25,41
DA , Psychiatrie générale germanophone	6 369	26,43	16,06
VÉNUS , Troubles de l'humeur et crise (bilingue)	6 752	17,63	16,98
TOTAL Secteur de psychiatrie et psychothérapie pour adultes	42 757	22,69	21,11
LA CHRYSALIDE , Adolescence (bilingue)	2 801	23,54	29,91
TOTAL Secteur de psychiatrie et psychothérapie pour enfants et adolescents	2 801	23,54	29,91
AUBÉPINE , Troubles cognitifs	1 454	20,77	29,53
NARCISSE , Psychiatrie générale (bilingue)	1 433	20,18	30,06
LAVANDE , Psychiatrie générale	1 503	28,36	31,07
TOTAL Secteur de psychiatrie et psychothérapie pour personnes âgées (jusqu'au 30.4.2016)	4 390	23,86	32,83
AUBÉPINE , Troubles cognitifs	3 035	26,56	29,53
JASMIN , Psychiatrie générale	5 583	28,63	--
TOTAL Secteur de psychiatrie et psychothérapie pour personnes âgées (dès le 1.5.2016)	8 618	29,90	32,83
TOTAL GÉNÉRAL	58 566	24,26	24,83

De manière générale, le Centre de soins hospitaliers a connu peu de variation de la durée moyenne de séjour entre 2015 (24,83) et 2016 (24,26). A la suite des transferts de lits du 1^{er} mai 2016 entre les secteurs, les durées moyennes de séjour pondérées par secteur montrent 22,69 pour le Secteur de psychiatrie et psychothérapie des adultes (21,11 en 2015), une baisse significative à 23,54 pour le Secteur de psychiatrie et psychothérapie des enfants et adolescents (29,91 en 2015) et également une diminution à 29,90 pour le Secteur de psychiatrie et psychothérapie pour personnes âgées (32,83 en 2015).

Cas traités en ambulatoire 2016

Site	Nombre de cas traités	% / Secteur	% / RFSM
Secteur I			
CSH Marsens	34	3,26	
CPP Fribourg	807	77,37	
CSSM Bulle	74	7,09	
Liaison HFR	64	6,14	
Gardes HFR	64	6,14	
TOTAL SECTEUR I	1 043		16,41
Secteur II			
CSH Marsens	138	3,09	
CPS Fribourg	1 048	23,47	
CCA Fribourg	664	14,87	
CSSM + CDJ Bulle	590	13,21	
CPF Fribourg	64	1,43	
Liaison Etablissements de Bellechasse	146	3,27	
Liaison Prison centrale	110	2,46	
Clinique de jour Fribourg - germanophone	161	3,61	
Ambulatoire germanophone	165	3,69	
Gardes HFR	527	11,80	
Liaison HFR	772	17,29	
Clinique de jour Fribourg - francophone	81	1,81	
TOTAL SECTEUR II	4 466		70,29
Secteur III			
CSH Marsens	170	20,12	
CPS Fribourg	67	7,94	
CSSM Bulle	28	3,31	
Liaison HIB Estavayer-le-Lac	41	4,85	
Consultation liaison	408	48,28	
Ambulatoire Tavel	41	4,85	
Liaison HFR Riaz	61	7,22	
Ambulatoire Estavayer/Lac	29	3,43	
TOTAL SECTEUR III	845		13,30
TOTAL RFSM	6 354		100

Le Réseau fribourgeois de santé mentale a traité 6354 cas ambulatoires durant l'année 2016 contre 6155 en 2015 (+ 3,2%).

Le secteur de psychiatrie et de psychothérapie des enfants et adolescents a traité 1043 cas (16,41% des cas ambulatoires du RFSM). Les nouveaux cas sont au nombre de 604.

En 2016, 4466 cas (70,29% des cas du RFSM) ont été traités par le secteur de psychiatrie et de psychothérapie des adultes, dont 1572 nouveaux cas. Le nombre de cas en 2015 était de 4201.

Les cas ambulatoires traités dans le secteur de psychiatrie et psychothérapie pour personnes âgées sont au nombre de 845 (13,30% des cas du RFSM) contre 836 en 2015. Les nouvelles situations sont au nombre de 300.

Le RFSM a effectué 92 expertises psychiatriques durant 2016 (99 en 2015), dont 9 pour le secteur des enfants et adolescents et 83 pour le secteur des adultes.

Cliniques de jour

Nombre de jours ouvrables 2016: 250 jours	Nbre de séjours	Potentiel de journées	Entrées	Sorties	Nombre de prestations	Durée moyenne de séjour	Taux d'occupa- tion
Clinique de jour Fribourg Potentiel théorique de 20 places	143	5 000	126	122	4 648	32,50	92,96%
Tagesklinik Freiburg Potentiel théorique de 15 places	88	3 750	73	81	3 168	36,00	84,48%
Clinique de jour du Sud Potentiel théorique de 20 places	100	5 000	80	82	4 327	43,27	86,54%
TOTAL GÉNÉRAL	331	13 750	279	285	12 143	36,68	88,31%

Personnel

	Effectif 2015	Effectif 2016
RFSM		
Personnel administratif	31,35	31,90
Personnel d'exploitation	59,69	61,50
Personnel médicotechnique	78,09	76,25
Personnel médical et soignant	228,50	228,47
TOTAL	397,63	398,12
Personnel en formation	41,71	41,93
EMS Les Camélias		
Personnel médicotechnique	0,00	0,00
Personnel médical et soignant	16,44	16,37
TOTAL	16,44	16,37
Personnel en formation	2,17	2,58



MARHOP.B.RE01.01

CAT. - 5
DIAISON: B02 (1-10) / B003

2EME ETAGE

1ER ETAGE

REZ-CHAMUSSEE

B0020 TT



Bilan au 31.12.2016

ACTIF	2016 CHF	NOTE	2015 CHF
ACTIF CIRCULANT			
Trésorerie	40 834 633	1	23 871 649
Titres détenus à court terme	11		11
Créances résultant de la vente de biens et de prestations de services		2	
envers des tiers	4 033 167		4 258 439
envers le canton	0		98 471
Autres créances à court terme	646 840	3	813 540
Stocks	398 768		419 960
Actifs de régularisation	277 768		170 693
TOTAL ACTIF CIRCULANT	46 191 187		29 632 763
ACTIF IMMOBILISÉ			
Immobilisations corporelles		4	
Immobilisations corporelles meubles	875 189		1 082 176
Immobilisations corporelles immeubles	22 337 111		21 050 562
Immobilisations incorporelles	360 041		433 586
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ	23 572 341		22 566 324
TOTAL ACTIF	69 763 528		52 199 087

PASSIF	2015 CHF	NOTE	2014 CHF
CAPITAUX ÉTRANGERS			
Capitaux étrangers à court terme			
Dettes résultant d'achat de biens et de prestations de services			
envers des tiers	1 570 804		1 436 609
envers le canton	306 324	2	0
Dettes à court terme portant intérêt	880 418	5	1 905 690
Provisions à court terme	655 897	6	599 658
Passifs de régularisation	587 735		308 505
TOTAL CAPITAUX ÉTRANGERS À COURT TERME	4 001 178		4 250 462
Capitaux étrangers à long terme			
Dettes à long terme portant intérêt	21 410 447	5	7 290 865
Provisions à long terme	1 987 470	6	2 296 760
TOTAL CAPITAUX ÉTRANGERS À LONG TERME	23 397 917		9 587 625
TOTAL CAPITAUX ÉTRANGERS	27 399 095		13 838 087
CAPITAUX PROPRES			
Fonds propres libres	23 165 237	8	23 165 236
Fonds propres affectés	16 308 205	7	12 697 005
Réserves facultatives issues des bénéfices cumulés	2 890 991	8	2 498 759
TOTAL CAPITAUX PROPRES	42 364 433		38 361 000
TOTAL PASSIF	69 763 528		52 199 087

Compte de résultat 2016

PRODUITS	2016 CHF	NOTE	2015 CHF
Produits nets de l'activité stationnaire	42 387 834		43 518 886
Produits nets de l'activité ambulatoire et cliniques de jour	10 750 621	9	8 641 183
Contributions du canton	10 389 180	10	11 007 160
Autres produits	3 125 643		3 023 227
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION	66 653 278		66 190 456
CHARGES			
Charges de matériel, marchandises et prestations			
Matériel et prestations médicales	1 340 538		1 377 261
Produits alimentaires	1 526 160		1 536 478
Charges de ménage	806 380		734 904
Entretien et réparation	2 026 643		2 414 313
Total charges de matériel, marchandises et prestations	5 699 721		6 062 956
Total des charges de personnel	49 929 565	11	49 706 645
Autres charges d'exploitation			
Charges de l'administration et informatique	1 716 540		1 454 299
Energies et eau	1 060 628		1 232 945
Locations	1 392 235		1 379 955
Autres charges liées aux patients	532 896		481 057
Autres charges non liées aux patients	464 742		443 231
Total autres charges d'exploitation	5 167 041		4 991 487
Total des amortissements et corrections de valeur sur les postes de l'actif immobilisé	2 089 497		2 289 104
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION	62 885 824		63 050 192

	2016 CHF	NOTE	2015 CHF
RÉSULTAT D'EXPLOITATION AVANT RÉSULTAT FINANCIER	3 767 454		3 140 264
Charges financières	119 101		123 931
Produits financiers	998		3 388
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	3 649 351		3 019 721
Charges hors exploitation	1 140 345		1 281 178
Produits hors exploitation	1 270 400		1 417 303
Résultat hors exploitation	130 055		136 125
Charges exceptionnelles	0		0
Produits exceptionnels et hors période	224 026	12	0
Résultat exceptionnel	224 026		0
BÉNÉFICE DE L'EXERCICE AVANT VARIATION DES FONDS PROPRES	4 003 432		3 155 846
Attributions aux fonds propres affectés		7	
fonds propres autres	28 963		42 262
fonds propres investissements stationnaires	4 209 050		4 381 042
fonds propres investissements ambulatoire et cliniques de jour	893 892		775 922
fonds propres prestations d'intérêt général	854 696		364 150
fonds propres rénovation biens hors exploitation	130 055		136 125
Utilisation des fonds propres affectés	2 505 456		2 501 029
BÉNÉFICE / (PERTE) DE L'EXERCICE	392 232		(42 626)

Annexe aux comptes annuels 2016 du RFSM

GÉNÉRALITÉS

Le RFSM est un établissement de droit public doté de la personnalité juridique dont le siège est à Fribourg. Il est rattaché administrativement à la Direction de la santé et des affaires sociales. Il est autonome dans les limites de la loi.

Sa mission est de permettre à toute personne souffrant d'un trouble, d'une maladie ou d'un handicap en santé mentale de bénéficier de soins adéquats et de qualité, en favorisant son autonomie relationnelle, familiale, sociale et économique.

Le bilan et les comptes couvrent l'ensemble de ses activités stationnaires, ambulatoires, cliniques de jour, mais également certaines activités hors exploitations (station d'essence et location de surfaces pour des bâtiments propriété du RFSM).

- **Bases légales**

- > 822.2.1 Loi sur l'organisation des soins en santé mentale
- > 822.0.3 Loi concernant le financement des hôpitaux et des maisons de naissance

RÉFÉRENTIEL COMPTABLE

Les présents comptes annuels ont été établis en respectant les dispositions du Code des obligations.

Le conseil d'administration du RFSM applique le nouveau droit comptable depuis l'exercice 2014.

Les principaux principes d'évaluation appliqués qui ne sont pas prescrits par la loi sont décrits ci-après. A cet égard, il faut tenir compte du fait qu'afin d'assurer la prospérité de l'entreprise à long terme, l'entité peut saisir la possibilité de constituer et de dissoudre des réserves latentes.

PRINCIPES RÉGISSANT L'ÉTABLISSEMENT DES COMPTES

- **Actif circulant**

- > **Créances résultant de la vente de biens et de prestations de services.** Ce poste comprend les créances à court terme qui arrivent à échéance dans une année au plus et qui proviennent de l'activité ordinaire du RFSM. Les créances sont enregistrées à la valeur nominale. Les corrections de valeur économiquement nécessaires sont prises en considération de manière appropriée.
- > **Stocks.** Les stocks sont inscrits au bilan au prix moyen pondéré. Exception faite pour la valorisation du stock de l'activité hors exploitation «station d'essence» qui se calcule sur la base du prix mentionné sur la dernière facture du fournisseur.

- **Actif immobilisé**

- > **Immobilisations corporelles.** L'évaluation des immobilisations corporelles se base sur les coûts d'acquisition ou de revient sous déduction des amortissements économiquement nécessaires.

Les amortissements sont effectués de manière linéaire pendant la durée d'utilisation économique du bien d'investissement. Celle-ci a été déterminée de la manière suivante:

CLASSE DES ACTIFS PAR CATÉGORIE		Durée d'utilisation en année
A0	Terrains bâtis et non bâtis	pas d'amortissement
A1	Bâtiments	33 1/3
C1	Installations d'exploitation générale	20
C2	Installations spécifiques aux bâtiments	20
D1	Mobilier	10
D2	Machines de bureau	5
D3	Véhicules	5
D4	Instruments et outillage	5
E1	Appareils et instruments médicotechniques	8
F1	Matériel informatique	4

La limite d'activation d'un bien est fixée à CHF 10 000 conformément aux dispositions de l'Ordonnance sur le calcul des coûts et le classement des prestations par les hôpitaux, les maisons de naissance et les établissements médicosociaux dans l'assurance maladie (OCP – 832.104).

- > **Immobilisations incorporelles.** Les immobilisations incorporelles se composent de logiciels développés par des tiers ou acquis de tiers. Elles sont amorties de manière linéaire sur une durée d'utilisation de 4 ans. En cas de signe de surévaluation, les valeurs comptables sont vérifiées et font éventuellement l'objet d'une correction de valeur.

● Engagements (passifs)

- > **Dettes financières à court terme.** Les dettes à court terme sont saisies au bilan à leur valeur nominale et concernent celles qui doivent être acquittées dans les 12 mois à compter de la clôture du bilan.
- > **Dettes financières à long terme.** Les dettes à long terme sont saisies au bilan à leur valeur nominale et concernent celles qui doivent être acquittées dans un délai supérieur à 12 mois à compter de la clôture du bilan.
- > **Provisions.** Les provisions sont constituées lorsqu'un événement est survenu avant la clôture du bilan et qu'il en résulte un engagement probable et dont le montant et/ou l'échéance peuvent être estimés bien qu'ils soient incertains. Cet engagement peut être fondé sur des motifs juridiques ou des motifs de fait. Les provisions sont évaluées sur la base des sorties de fonds probables et elles sont augmentées, maintenues ou dissoutes en fonction du résultat d'un réexamen annuel.
- > **Fonds propres affectés.** Les fonds propres affectés sont des moyens à disposition du RFSM qui sont liés à un but clairement déterminé soit par l'entité elle-même dans le but de financer certaines tâches ou projets futurs soit par un tiers dans le cadre de legs ou donation. Il n'existe aucune condition de restitution à un tiers si le but du fonds n'est pas atteint. Pour chaque fonds affecté un règlement définit le but du fonds ainsi que les critères d'alimentation et d'utilisation.

Les mouvements (constitution, utilisation et attribution) des fonds propres affectés sont définis par des règlements internes approuvés par le conseil d'administration du RFSM. **Voir note 7.**

1. TRÉSORERIE

2. CRÉANCES RÉSULTANT DE LA VENTE DE BIENS ET DE PRESTATIONS DE SERVICES

● Produits – délimitation des recettes

Les recettes de l'activité stationnaire et ambulatoire sont enregistrées sur la base des montants bruts facturés, déduction faite des pertes effectives sur débiteurs ainsi que des corrections de valeur sur les créances pour les risques et pertes latentes.

Les produits de l'activité ambulatoire et des cliniques de jour sont délimités entre le 1^{er} décembre 2015 et le 30 novembre 2016.

Les produits de l'activité stationnaire sont quant à eux délimités conformément à l'année civile (1^{er} janvier au 31 décembre).

Informations sur les postes du bilan et du compte de résultat

La trésorerie se compose majoritairement de comptes courants auprès de la Banque Cantonale de Fribourg ainsi que du solde du compte courant avec l'Administration des finances de l'Etat de Fribourg en faveur du RFSM.

Conformément au contrat de crédit en compte courant entre l'Administration des finances et le RFSM du 10 février 2012, si le solde du compte courant est en faveur de l'Administration des finances (limite maximale du crédit fixée à 4,5 millions de francs), celui-ci est rémunéré à un taux d'intérêts de 1,5%. Par contre si, durant l'année, il est en faveur du RFSM, il est rémunéré à un taux d'intérêts de 0,125%.

- > **Envers des tiers:** Il s'agit des créances ouvertes auprès des assureurs maladie (conventions selon le système du tiers payant) dans le cadre des activités stationnaires, ambulatoires et cliniques de jour du RFSM.

	2016 CHF	2015 CHF
Créances	4 293 167	4 779 139
Ducroire	(260 000)	(520 700)
TOTAL	4 033 167	4 258 439

- > **Envers le canton:** A fin 2016, le RFSM a une dette envers le canton de CHF 306 324, le RFSM ayant enregistré moins de journées stationnaires par rapport au volume prévu dans le contrat de prestations.

Pour 2015, il s'agissait du solde des journées supplémentaires 2015 de l'activité stationnaire par rapport au mandat de prestations. Un ducroire sur les journées 2015 des patients sans mandat dont le financement était encore en discussion avec le canton avait été enregistré.

3. AUTRES CRÉANCES À COURT TERME

	2016	2015
	CHF	CHF
Créances	0	307 071
Ducroire	0	(208 600)
TOTAL	0	98 471

> **Envers des tiers:** Il s'agit des créances ouvertes auprès de débiteurs autres concernant diverses facturations (station essence, locations de locaux...).

	2016	2015
	CHF	CHF
Créances	668 340	829 940
Ducroire	(21 500)	(16 400)
TOTAL	646 840	813 540

4. IMMOBILISATIONS

> **Immobilisations corporelles**

ANNÉE 2016	Bâtiments	Appareils	Mobilier	Matériel	Construction	TOTAL
	Installations	médico-techniques	Machines	informatique	en cours	
	CHF	CHF	CHF	CHF	CHF	CHF
Etat au 01.01	20 388 544	18 279	970 920	92 977	662 018	22 132 738
Entrées	0	0	46 591	0	3 756 901	3 803 492
Sorties	(769 074)	0	(25)	0	0	(769 099)
Amortissements	(1 659 553)	(3 432)	(187 059)	(44 182)	0	(1 894 226)
Amortissements extraordinaires	(41 725)	0	(15 472)	0	0	(57 197)
Amortissements hors exploitation	0	0	(3 408)	0	0	(3 408)
Etat au 31.12	17 918 192	14 847	811 547	48 795	4 418 919	23 212 300

La construction en cours concerne les investissements du Centre germanophone à Villars-sur-Glâne.

ANNÉE 2015	Bâtiments	Appareils	Mobilier	Matériel	Construction	TOTAL
	Installations	médico-techniques	Machines	informatique	en cours	
	CHF	CHF	CHF	CHF	CHF	CHF
Etat au 01.01	21 956 008	21 711	1 209 462	139 419	0	23 326 600
Entrées	154 543	0	18 825	0	662 018	835 386
Amortissements	(1 678 562)	(3 432)	(235 653)	(46 442)	0	(1 964 089)
Amortissements extraordinaires	(43 445)	0	(18 306)	0	0	(61 751)
Amortissements hors exploitation	0	0	(3 408)	0	0	(3 408)
Etat au 31.12	20 388 544	18 279	970 920	92 977	662 018	22 132 738

> **Immobilisations incorporelles**

ANNÉE 2016	Logiciels informatiques
	CHF
Etat au 01.01	433 586
Entrées	68 862
Amortissements	(138 075)
Amortissements hors exploitation	(4 332)
Etat au 31.12	360 041

5. DETTES À COURT ET LONG TERME PORTANT INTÉRÊTS

6. PROVISIONS À COURT ET LONG TERME

ANNÉE 2015		Logiciels informatiques
		CHF
Etat au 01.01		518 101
Entrées		183 081
Amortissements		(263 264)
Amortissements hors exploitation		(4 332)
Etat au 31.12		433 586

A fin 2015, il s'agissait du solde du compte courant en faveur de l'administration des finances de l'Etat de Fribourg ainsi que du prêt à long terme pour la reprise des immobilisations corporelles. Le solde à fin 2016 est en faveur du RFSM et figure en trésorerie.

Les conditions du contrat de crédit en compte courant entre l'administration des finances et le RFSM sont décrites dans la **note 1**.

Conformément à la loi fribourgeoise sur le financement hospitalier et à l'arrêté du 18 décembre 2012, le Conseil d'Etat a décidé d'octroyer un prêt de CHF 8 412 536 remboursable sur 30 ans au taux fixe de 1,5% pour une période de 5 ans afin de permettre au RFSM de financer la reprise des immobilisations corporelles.

Une avance à terme fixe de CHF 15 000 000 au taux de 1,3% avec échéance au 31 août 2026, a été octroyée par la BCF pour le financement du Centre germanophone à Villars-sur-Glâne.

	2016	2015
	CHF	CHF
Compte courant avec l'Etat de Fribourg	0	1 625 272
Part à court terme – remboursable en 2017	880 418	280 418
TOTAL dettes à court terme portant intérêts	880 418	1 905 690
Part à long terme	21 410 447	7 290 865
TOTAL dettes à court et long terme	22 290 865	9 196 555

ANNÉE 2016	PROVISIONS À COURT TERME	Provision pour litiges	Provision risque tarifaire TARMED	TOTAL
		CHF	CHF	CHF
		250 000	349 658	599 658
		0	165 265	165 265
		0	(109 026)	(109 026)
Etat au 31.12		250 000	405 897	655 897

ANNÉE 2016	PROVISION À LONG TERME	Provision heures supplémentaires et vacances
		CHF
		2 296 760
		(203 000)
		(106 290)
Etat au 31.12		1 987 470

7. FONDS PROPRES AFFECTÉS

ANNÉE 2015	PROVISIONS À COURT TERME	Provision pour litiges	Provision risque tarifaire TARMED	TOTAL
		CHF	CHF	CHF
		250 000	147 216	397 216
	Etat au 01.01			
	Constitution	0	202 442	202 442
	Etat au 31.12	250 000	349 658	599 658

ANNÉE 2015	PROVISION À LONG TERME	Provision heures supplémentaires et vacances
		CHF
		2 455 282
	Etat au 01.01	
	Utilisation	(139 657)
	Dissolution	(18 865)
	Etat au 31.12	2 296 760

ANNÉE 2016	Prestations intérêt général	Investissements stationnaires	Investissements ambulatoires et cliniques de jour	Hors exploitations	Autres	TOTAL
	CHF	CHF	CHF	CHF	CHF	CHF
	813 056	6 947 429	4 531 078	136 125	269 317	12 697 005
	Etat au 01.01.2016					
	Attributions	854 696	4 209 050	893 892	130 055	6 116 656
	Utilisations	(296 858)	(1 970 557)	(220 576)	0	(2 505 456)
	Etat au 31.12.2016	1 370 894	9 185 922	5 204 394	266 180	16 308 205

ANNÉE 2015	Prestations intérêt général	Investissements stationnaires	Investissements ambulatoires et cliniques de jour	Hors exploitations	Autres	TOTAL
	CHF	CHF	CHF	CHF	CHF	CHF
	550 000	4 729 130	3 972 801	0	246 602	9 498 533
	Etat au 01.01.2015					
	Attributions	364 150	4 381 042	775 922	136 125	5 699 501
	Utilisations	(101 094)	(2 162 743)	(217 645)	0	(2 501 029)
	Etat au 31.12.2015	813 056	6 947 429	4 531 078	136 125	12 697 005

- > **Fonds prestations d'intérêt général.** Ce fonds a pour but de permettre au RFSM de couvrir d'éventuels ou futurs déficits de financement des prestations d'intérêt général et autres prestations financées dans le cadre des mandats annuels conclus avec l'Etat de Fribourg. Ce fonds est alimenté par la différence entre le résultat analytique des prestations d'intérêt général et les montants de financement reçus et définis dans les contrats de prestations. Lors du bouclage des comptes au 31.12.2016, le résultat analytique n'étant pas connu, une estimation a été faite quant à l'attribution et sera corrigée dans l'exercice 2017 lorsque le résultat réel sera connu.

Une attribution extraordinaire de CHF 224 026 a été effectuée lors du bouclage des comptes 2016 en lien avec la note 12.

- > **Fonds d'investissements stationnaires.** Ce fonds est alimenté par la quote-part destinée aux investissements dans le cadre des tarifs hospitaliers journaliers. Ce fonds est utilisé pour la couverture des coûts d'utilisation des immobilisations liés

8. CAPITAUX PROPRES

9. PRODUITS NETS DE L'ACTIVITÉ AMBULATOIRE ET CLINIQUES DE JOUR

10. CONTRIBUTIONS DU CANTON

11. CHARGES DE PERSONNEL

aux investissements du domaine stationnaire (amortissements et intérêts).

- > **Fonds d'investissements ambulatoires et cliniques de jour.** Ces fonds sont alimentés par une quote-part sur les recettes ambulatoires et cliniques de jour. Ces fonds sont utilisés pour le financement des investissements ambulatoires et cliniques de jour, ainsi que pour la couverture des coûts d'utilisation des immobilisations (amortissements et intérêts).
- > **Fonds d'investissements pour biens hors exploitation.** Ce fonds a pour but de permettre au RFSM de financer les investissements de remplacements pour les biens attribués aux activités hors exploitation.

ANNÉE 2016	Fonds propres libres	Fonds propres affectés	Réserves facultatives issues bénéfiques cumulés	TOTAL
	CHF	CHF	CHF	CHF
Etat au 01.01.2016	23 165 237	12 697 005	2 498 759	38 361 000
Bénéfice de l'exercice	0	0	392 232	392 232
Attributions	0	6 116 656	0	6 116 656
Utilisations	0	(2 505 456)	0	(2 505 456)
Etat au 31.12.2016	23 165 237	16 308 205	2 890 991	42 364 433

ANNÉE 2015	Fonds propres libres	Fonds propres affectés	Réserves facultatives issues bénéfiques cumulés	TOTAL
	CHF	CHF	CHF	CHF
Etat au 01.01.2015	23 165 236	9 498 533	2 541 385	35 205 154
Perte de l'exercice	0	0	(42 626)	(42 626)
Attributions	0	5 699 501	0	5 699 501
Utilisations	0	(2 501 029)	0	(2 501 029)
Etat au 31.12.2015	23 165 236	12 697 005	2 498 759	38 361 000

En 2016, les recettes ambulatoires et cliniques de jour intègrent toutes les prestations effectuées entre le 1^{er} décembre 2015 et le 30 novembre 2016, soit 12 mois d'activité (2015: 1^{er} décembre 2014 au 30 novembre 2015).

Produits reçus de l'Etat de Fribourg dans le cadre des mandats annuels de prestations d'intérêt général et autres prestations 2016, cela conformément aux articles 4 et 5 de la loi du 4 novembre 2011 (822.0.3) concernant le financement des hôpitaux et des maisons de naissance.

En 2016, les charges de personnel intègrent la variation de la provision pour heures supplémentaires et vacances de CHF 309 290 (CHF 158 522 pour 2015).

Voir également **note 6** sur la variation de provision heures supplémentaires et vacances. EPT moyen 2016 du RFSM: 398,12 (397,63 pour 2015).

12. PRODUITS EXCEPTIONNELS ET HORS PÉRIODE

- > Produits hors période (CHF 224 026): il s'agit de la dissolution de la provision sur la valeur du point TARMED ainsi que du montant supplémentaire à recevoir des caisses maladie concernant l'année 2013 à la suite de la décision du Tribunal administratif fédéral (TAF). En effet, le TAF a rejeté le recours intenté par tarifsuisse sa, filiale de santésuisse chargée des questions tarifaires et représentant une cinquantaine d'assureurs, ainsi que par les assureurs Supra et Assura. La valeur du point validée par le TAF est de 90 ct. alors que la valeur provisoire facturée était de 87 ct.

Informations complémentaires

● Droits de superficie

- > 1. L'Etat de Fribourg, Direction de l'aménagement, de l'environnement et des constructions (DAEC) concède, par acte notarié du 29 octobre 2014, au superficiaire le RFSM, qui accepte, une servitude personnelle de droit de superficie qui s'exercera sur l'immeuble article 4 et sur l'immeuble article 5 du Registre foncier de la commune de Marsens. Le droit de superficie est constitué pour une durée échéant le 1^{er} janvier 2107.

Les droits sont concédés pour le prix de CHF 8412536 payable par prêt de pareil montant remboursable jusqu'au 31 décembre 2041. Le prêt susmentionné figure dans les dettes à court et à long terme au bilan du RFSM. **Voir note 5.**

- > 2. La Fondation Grand Séminaire Diocésain concède par acte notarié du 7 décembre 2016, au RFSM, superficiaire, une servitude personnelle de droit de superficie qui s'exercera sur l'immeuble article 3194 du Registre foncier de la commune de Villars-sur-Glâne. Le droit de superficie est constitué pour une durée échéant le 31 décembre 2067 en contrepartie du versement d'une rente de superficie annuelle de CHF 425 000. L'entrée en jouissance est fixée au 1^{er} janvier 2017.

● Montants résiduels des engagements de locations

Il s'agit des contrats de bail pour des surfaces louées par le RFSM ainsi qu'un droit de superficie distinct et permanent qui ne sont pas échus ou qui ne peuvent pas être dénoncés dans les douze mois qui suivent la date du bilan.

Les montants du tableau ci-dessous contiennent les locations à payer jusqu'à la fin des contrats de bail ou à l'expiration du délai de résiliation.

	Valeur résiduelle au 31.12.2016	Valeur résiduelle au 31.12.2015
	CHF	CHF
Jusqu'à 1 an (loyers à payer durant la période 2017)	1 448 305	1 377 845
2 ans à 5 ans	4 454 476	5 319 781
De plus de 5 ans	22 185 135	9 728 335
Total	28 087 916	16 425 961



KPMG SA
Audit Suisse romande
Rue du Seyon 1
CH-2000 Neuchâtel

Case postale 2572
CH-2001 Neuchâtel

Téléphone +41 58 249 61 30
Téléfax +41 58 249 61 58
www.kpmg.ch

Rapport de l'organe de révision au Conseil d'administration sur les comptes annuels du **Réseau fribourgeois de santé mentale (RFSM) à Fribourg**

Rapport de l'organe de révision sur les comptes annuels

En notre qualité d'organe de révision et conformément à notre mandat, nous avons effectué l'audit des comptes annuels ci-joints du Réseau fribourgeois de santé mentale (RFSM), comprenant le bilan, le compte de résultat et l'annexe pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2016.

Responsabilité de la Direction du RFSM

La responsabilité de l'établissement des comptes annuels, conformément aux dispositions légales, incombe à la direction du RFSM. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le maintien d'un système de contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation des comptes annuels afin que ceux-ci ne contiennent pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En outre, la Direction du RFSM est responsable du choix et de l'application de méthodes comptables appropriées, ainsi que des estimations comptables adéquates.

Responsabilité de l'organe de révision

Notre responsabilité consiste, sur la base de notre audit, à exprimer une opinion d'audit sur les comptes annuels. Nous avons effectué notre audit conformément aux Normes d'audit suisses. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique et de planifier et réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les comptes annuels ne contiennent pas d'anomalies significatives.

Un audit inclut la mise en œuvre de procédures d'audit en vue de recueillir des éléments probants concernant les valeurs et les informations fournies dans les comptes annuels. Le choix des procédures d'audit relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation des risques que les comptes annuels puissent contenir des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Lors de l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en compte le système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes annuels, pour définir les procédures d'audit adaptées aux circonstances, et non pas dans le but d'exprimer une opinion sur l'existence et l'efficacité de celui-ci. Un audit comprend, en outre, une évaluation de l'adéquation des méthodes comptables appliquées, du caractère plausible des estimations comptables effectuées ainsi qu'une appréciation de la présentation des comptes annuels dans leur ensemble. Nous estimons que les éléments probants recueillis constituent une base suffisante et adéquate pour former notre opinion d'audit.

Opinion d'audit

Selon notre appréciation, les comptes annuels sont conformes aux dispositions du nouveau droit comptable suisse (titre trente-deuxième du Code des Obligations) ainsi qu'à la loi du 5 octobre 2006 sur l'organisation des soins en santé mentale (LSM) et à la loi du 4 novembre 2011 concernant le financement des hôpitaux et des maisons de naissance.

KPMG SA



Sandrine Wagnière
Expert-réviser agréée
Réviser responsable



Valérie Reymond Benetazzo
Expert-réviser agréée

Neuchâtel, le 27 mars 2017

Annexe :

- Comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe)

Comptes et bilan de l'EMS Les Camélias

BILAN DE L'EMS LES CAMÉLIAS	2016	2015
	CHF	CHF
ACTIF		
Trésorerie	81 950	457 641
Débiteurs	365 953	177 642
Actifs de régularisation	61 119	13 399
TOTAL ACTIF	509 023	648 682

PASSIF		
Créanciers	373 287	374 199
Compte courant Administration des finances	125 486	8 865
Passifs de régularisation	9 834	264 995
Fonds affecté	416	623
TOTAL PASSIF	509 023	648 682

COMPTES D'EXPLOITATION DE L'EMS	2016	2015
	CHF	CHF
Total des charges	2 388 392	2 296 823
Total des recettes	2 367 145	2 307 958

EXCÉDENT DE REVENUS 11 135

EXCÉDENT DE CHARGES -21 247

L'EMS Les Camélias avec une capacité d'accueil de 15 lits a atteint un taux d'occupation de 99,70%.

Le résultat final présente un excédent de charges de CHF 21 247 conforme aux prévisions et qui démontre que les coûts sont maîtrisés et que l'activité de l'EMS reste dans la ligne des exigences fixées par le RFSM qui en a la gestion.



ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

Inspection des finances IF
Finanzinspektorat FI

Rue Joseph-Piller 13, Case postale, 1701 Fribourg

T +41 26 305 31 40, F +41 26 305 31 41
www.fr.ch/if

Rapport de l'organe de révision

EMS « Les Camélias »

Madame la Présidente,
Monsieur le Vice-président,
Mesdames, Messieurs les membres du Conseil d'administration,

En notre qualité d'organe de révision, nous avons vérifié la comptabilité et les comptes annuels de l'EMS « Les Camélias », pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2016.

La responsabilité de l'établissement des comptes annuels incombe au Conseil d'administration alors que notre mission consiste à vérifier ces comptes et à émettre une appréciation les concernant. Nous attestons que nous remplissons les exigences légales de qualification et d'indépendance.

Notre révision a été effectuée selon les normes de la profession en Suisse. Ces normes requièrent de planifier et de réaliser la vérification de manière telle que des anomalies significatives dans les comptes annuels puissent être constatées avec une assurance raisonnable. Nous avons révisé les postes des comptes annuels et les indications fournies dans ceux-ci en procédant à des analyses et à des examens par sondages. En outre, nous avons apprécié la manière dont ont été appliquées les règles relatives à la présentation des comptes, les décisions significatives en matière d'évaluation, ainsi que la présentation des comptes annuels dans leur ensemble. Nous estimons que notre révision constitue une base suffisante pour former notre opinion.

Selon notre appréciation, la comptabilité et les comptes annuels répondent aux exigences légales.

Nous recommandons d'approuver les comptes annuels qui vous sont soumis.

La Cheffe de l'IF :

I. Moullet

**INSPECTION DES FINANCES
DE L'ETAT DE FRIBOURG**

D. Berthoud

Fribourg, le 24 février 2017

Conseils et cadres 2016

● CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU RFSM

PRÉSIDENTE

M^{me} Anne-Claude DEMIERRE

Conseillère d'État, directrice de la Santé
et des affaires sociales

VICE-PRÉSIDENTE

M. Dominique SPRUMONT

Directeur adjoint de l'Institut de droit de la santé, Neuchâtel,
et vice-directeur de l'École suisse de santé publique (SSPH+)

MEMBRES

M^{me} Emerith BÄCHLER

Infirmière et économiste d'entreprise diplômée HEG

M^{me} Bea VONLANTHEN-MINNIG

Ancienne codirectrice de la Fondation Applico

M. Alain BOUTAT

Chargé de cours à la Faculté des sciences économiques et sociales de
l'Université de Fribourg et à l'Institut d'économie et de management de la
santé de l'Université de Lausanne

M. Pierre-André ÉTIENNE

Médecin spécialiste FMH en médecine générale

M. Michel KAPPLER

Directeur général adjoint de la Clinique de la Source

M. Daniel CORNAZ

Médecin spécialiste FMH en psychiatrie et psychothérapie

M. Thomas RENZ

Psychologue spéc. en psychologie clinique et psychothérapie FSP

AVEC VOIX CONSULTATIVE

M. Serge RENEVEY

Directeur général

M^{me} Isabelle GOTHUEY

Médecin directrice du Secteur de psychiatrie
et de psychothérapie pour adultes

M. Angelo BERNARDON

Médecin directeur du Secteur de psychiatrie
et de psychothérapie pour enfants et adolescents

M. Serge ZUMBACH

Médecin directeur du Secteur de psychiatrie
et de psychothérapie pour personnes âgées

M. Patrice ZURICH

Chef du Service de la santé publique

M. Stéphane ANTILLE

Infirmier chef d'unité de soins,
délégué du personnel au CA du RFSM

M^{me} Dorothée PIEK

Psychologue, psychothérapeute FSP,
déléguée du personnel au CA du RFSM

SECRÉTARIAT

M^{me} Nathalie FAVRE

Secrétaire générale

● CONSEIL DE DIRECTION
DU RFSM**M. Serge RENEVEY**

Directeur général

M. Angelo BERNARDON

Médecin directeur du Secteur de psychiatrie
et de psychothérapie pour enfants et adolescents

M. Battiste CESA

Responsable du Service médias et relations publiques

M^{me} Sabine CORZANI

Responsable du Service social

M^{me} Patricia DAVET

Responsable du Département de l'administration des patients

M^{me} Nathalie FAVRE

Secrétaire générale

M. Jean-Claude GOASMAT

Directeur des soins

M^{me} Isabelle GOTHUEY

Médecin directrice du Secteur de psychiatrie
et de psychothérapie pour adultes

M^{me} Florence GUENOT

Responsable du Service de psychologie

M. Michel JORDAN

Responsable des projets immobiliers du RFSM

M. Frederico Emilio LUCIA

Responsable du Service des thérapies spécialisées

M^{me} Sophie MAILLARD

Responsable du Service de pharmacie

M. Thierry MENOUD

Responsable du Département des systèmes d'information

M. Norbert PANCHAUD

Responsable du Département des finances

M^{me} Véronique POULIN

Responsable du Département des ressources humaines

M. Serge ZUMBACH

Médecin directeur du Secteur de psychiatrie
et de psychothérapie pour personnes âgées

● MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE
D'INFORMATION DES CADRES
DU RFSM (ADIC)**M. Serge RENEVEY**

Directeur général

M^{me} Isabelle GOTHUEY

Médecin directrice du Secteur de psychiatrie
et de psychothérapie pour adultes

M. Angelo BERNARDON

Médecin directeur du Secteur de psychiatrie
et de psychothérapie pour enfants et adolescents

M. Serge ZUMBACH

Médecin directeur du Secteur de psychiatrie
et de psychothérapie pour personnes âgées

A M. Abdel-Messieh ALNAWAQIL

Médecin adjoint

M^{me} Carmen AMEJEIRAS DOMINGUEZ

Infirmière responsable des formations initiales

M^{me} Elisabeth ANCELIN

Infirmière cheffe d'unité de soins adjointe

M. Stéphane ANTILLE

Infirmier chef d'unité de soins
et délégué du personnel auprès du CA

M^{me} Altagracia ASENSIO PEÑA

Médecin cheffe de clinique adjointe

M^{me} Régina ATTIAS

Intendante générale

B M^{me} Marie-Christine BAECHLER

Infirmière cheffe de projets cliniques

M^{me} Liliane BARRAS

Infirmière cheffe d'unité de soins

M^{me} Nadine BLANC

Coordinatrice administrative responsable de site

M^{me} Ioana-Valentina BORLEANU

Médecin cheffe de clinique adjointe

M. Rafik BOUZGAOU

Médecin chef de clinique adjoint

M. Théo BRAEUNIG

Médecin chef de clinique

M^{me} Véronique BUSSARD

Infirmière cheffe d'unité de soins

C M^{me} Sybille CASTELLA-BEER

Médecin cheffe de clinique

M. Battiste CESA

Responsable du Service médias et relations publiques

M^{me} Catherine CLÉMENT

Adjointe de la responsable du Service social

M. Olivier CLÉMENT

Psychologue répondant

M^{me} Laurence CLIVAZ MARIOTTI

Médecin adjoint

M^{me} Sylviane CORREA

Responsable facturation

M^{me} Sabine CORZANI

Responsable du Service social

M^{me} Guénhaelle COUVRAND

Infirmière cheffe d'unité de soins

D M^{me} Patricia DAVET

Responsable du Département de l'administration des patients

M. Norbert DESPOND

Chef de la restauration

M^{me} Corinne DEVAUD CORNAZ

Médecin adjoint

M. Olivier DEVILLE

Médecin chef de clinique adjoint

M. Manfred DREIER

Médecin chef de clinique adjoint

F M. Frédéric FABRIZIO

Responsable des approvisionnements

M^{me} Nathalie FAVRE

Secrétaire générale

M^{me} Stefanie FOLLY

Secrétaire de direction

M^{me} Claudine FOMBONNAT BORDAS

Secrétaire de direction et coordinatrice de site

M^{me} Valérie FRAGNIÈRE

Responsable publications et multimédias

M^{me} Elodie FROSSARD

Secrétaire de direction

M^{me} Ana FRUCTUOSO

Médecin cheffe de clinique

G M^{me} Jacqueline GALSTER

Coordinatrice administrative et responsable de secrétariat de site

M^{me} Mariana GAWRYSIAK
Psychologue répondante et responsable du centre culturel

M^{me} Annick GEINOZ
Infirmière cheffe d'unité de soins

M^{me} Marie-Claire GILLER
Cheffe de projet des systèmes d'information

M. Jean-Claude GOASMAT
Directeur des soins

M. Irénée GOBET
Chef du Service technique

M^{me} Murielle GREMAUD
Infirmière cheffe d'unité de soins

M^{me} Florence GUENOT
Responsable du Service de psychologie

M. André GUNZINGER
Médecin permanent

H M^{me} Caroline HAETTEL
Médecin cheffe de clinique adjointe

M^{me} Samia HAKIMI
Médecin adjointe

M. Gérald HENTSCH
Médecin chef de clinique

M. Mohamad Ehsan HOUSSAINI
Médecin chef de clinique adjoint

M^{me} Marilena HUTANU
Médecin cheffe de clinique

J M^{me} Ana Maria JEANMONOD-TIRADO
Médecin cheffe de clinique

M^{me} Carole JORDAN
Médecin cheffe de clinique adjointe

M. Michel JORDAN
Responsable des projets immobiliers du RFSM

M. Pierre-Alain JORDAN
Infirmier chef de l'EMS Les Camélias

M^{me} Cristina JULIO
Intendante adjointe

K M. Rigobert Hervais KAMDEM
Médecin adjoint

M^{me} Maria KARYOTI
Médecin adjointe

M^{me} Cornelia KOLLER
Médecin adjointe

M. Dylan KONRAD
Coordinateur administratif responsable de site

M. Armin KRATZEL
Médecin directeur adjoint

M. André KUNTZ
Médecin adjoint

L M^{me} Christa LEU
Réceptionniste-responsable

M. Adolfo LOPEZ IBANEZ
Médecin chef de clinique

M. Frederico Emilio LUCIA
Responsable du Service des thérapies spécialisées

M M. Cyril MACH
Médecin chef de clinique

M^{me} Sophie MAILLARD
Responsable du Service de pharmacie

M. Didier MARCHIONI
Traducteur

M. Gianfranco MASDEA
Médecin chef de clinique adjoint

M^{me} Tatiana MASSARDI
Médecin adjointe

M^{me} Françoise MATHEZ
Responsable Système qualité

M^{me} Besire MAZREKU
Médecin cheffe de clinique adjointe

M. Thierry MENOUD
Responsable du Département des systèmes d'information

M. Nicolas MICHEL
Infirmier chef d'unité de soins

M. Pascal MISSONNIER-EVRARD
Maître assistant neurophysiologie clinique

Rebeca MONTE ALTO
Médecin cheffe de clinique adjointe

M^{me} Véréne MÜLLER
Coordinatrice administrative responsable de site

N M^{me} Josette NGO
Médecin cheffe de clinique

M. Lan NOVAK
Médecin chef de clinique adjoint

M^{me} Mirjana NOZINIC
Médecin cheffe de clinique adjointe

O M^{me} Nathalie OBERSON
Infirmière responsable de projets, fonction clinique

P M. Norbert PANCHAUD
Responsable du Département des finances

M^{me} Madalina PATRINJEL
Médecin cheffe de clinique

M. Konstantin Léo PAVLOPOULOS
Médecin chef de clinique adjoint

M^{me} Aurélie PERRITAZ
Infirmière cheffe de projets clinicienne

M^{me} Corinne PFEUTI
Assistante sociale, vice-présidente de la commission du personnel

M^{me} Dorothée PIEK
Psychologue, déléguée du personnel auprès du CA

M. Marc PONCET
Infirmier chef d'unité de soins

M^{me} Véronique POULIN
Responsable du Département des ressources humaines

R M. Luca RAMPÀ
Médecin adjoint

M. Philippe RAY
Médecin adjoint

M. Marcel RHYN
Educateur chef d'unité de soins

M^{me} Silvia RIGUCCI
Médecin cheffe de clinique

S M^{me} Virginie SALAMIN
Adjointe de la responsable du Service de psychologie

M. Christophe SALATHE
Médecin adjoint

M. Gaston SAPIN
Infirmier chef d'unité de soins

M^{me} Angelika Gerlinde SCHOPF
Médecin adjointe

M^{me} Otilia SECARA
Médecin adjointe

M. Markus SIGG
Responsable de la cafétéria

M. Bertrand SPARFEL
Infirmier chef d'unité de soins

M^{me} Isabelle STEINAUER
Coordinatrice de l'EMUPS

M. Jérôme STUDER
Responsable du Service horticole

T M^{me} Anna TAJES
Infirmière cheffe de service

M. Afrim TELAKU
Médecin chef de clinique adjoint

M^{me} Nathalie TERCIER
Adjointe du responsable du Département des finances

M^{me} Véronique THOUA
Médecin adjointe

M. Jean-Marc TINGUELY
Responsable du Service de sécurité et chargé sécurité

M. Phuc TO THANH
Responsable du Service informatique et télécommunications

U M. Flavio UNGARELLI
Médecin chef de clinique adjoint

V M^{me} Katalin VEG
Médecin cheffe de clinique

M. Hilmi VISHAJ
Infirmier chef d'unité de soins

W M. Albert WAHL
Directeur adjoint des soins

M^{me} Patrizia WINTER
Médecin cheffe de clinique

Z M^{me} Sarah ZENUNAJ-SPRENG
Médecin cheffe de clinique adjointe

● DIVERS

M. Frédéric FABRIZIO
Responsable des approvisionnements

M. Séraphin HANDRINIAINA
Prêtre auxiliaire pour la messe dominicale

M^{me} Anna Elisabeth MARTI
Aumônier

M^{me} Claudia IBARRA
Responsable de l'aumônerie catholique

M^{me} Françoise MARTIN
Infirmière responsable de la médecine du personnel

M. Luc Olivier RAZAFISIMALONA
Prêtre auxiliaire pour la messe dominicale

M^{me} Marianne WEYMANN
Responsable de l'aumônerie évangélique réformée

● EMS LES CAMÉLIAS

M. Serge RENEVEY
Directeur général

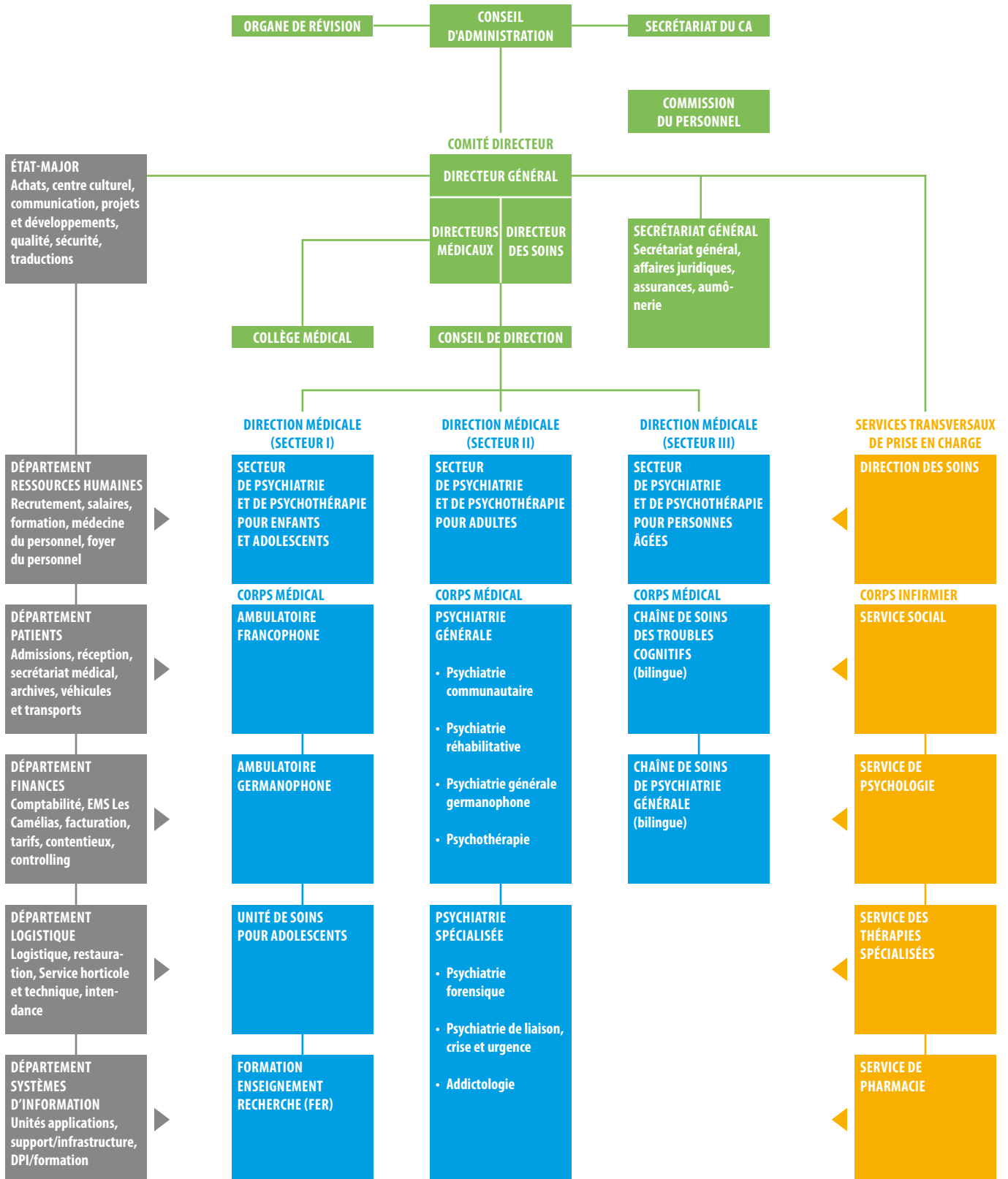
M. Pierre-Alain JORDAN
Infirmier chef de l'EMS Les Camélias

M. Norbert PANCHAUD
Responsable du Département des finances

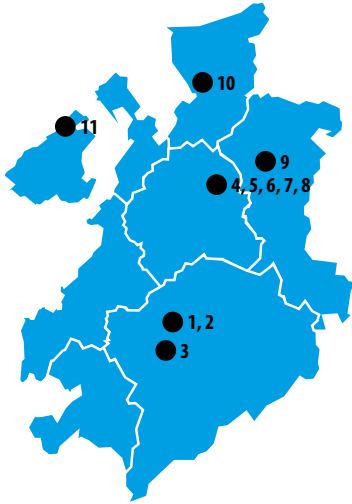
M^{me} Patricia DAVET
Adjointe administrative

M^{me} Véronique ZANETTA
Comptable

Organigramme du RFSM







● RÉSEAU FRIBOURGEOIS DE SANTÉ MENTALE (RFSM)

L'Hôpital 140, case postale 90
1633 Marsens

- Secteur enfants et adolescents, secteur adultes, secteur personnes âgées
- Plate-forme d'accueil et d'information
Téléphone 026 305 77 77
- Direction générale – réception – administration
Téléphone 026 305 78 00
Fax 026 305 78 05

① CENTRE DE SOINS HOSPITALIERS MARSENS (CSH)

L'Hôpital 140, case postale 90
1633 Marsens

Téléphone 026 305 78 00
Fax 026 305 78 05

② EMS LES CAMÉLIAS MARSENS

L'Hôpital 140, case postale 90
1633 Marsens

Téléphone 026 305 78 00
Fax 026 305 78 05

③ CENTRE DE SOINS EN SANTÉ MENTALE – BULLE (CSSM)

Clinique de jour et ambulatoire
Rue de la Condémine 60

1630 Bulle
Téléphone 026 305 63 73
Fax 026 305 63 72

④ CENTRE PSYCHOSOCIAL FRIBOURG (CPS)

Avenue du Général-Guisan 56
1700 Fribourg

- Secteur adultes
Téléphone 026 305 21 60
Fax 026 305 21 61
- Secteur personnes âgées
Téléphone 026 305 76 30
Fax 026 305 76 40

⑤ CENTRE CANTONAL D'ADDICTOLOGIE (CCA)

Rue de Morat 8
1700 Fribourg

Téléphone 026 305 90 00
Fax 026 305 90 19

⑥ CENTRE DE PÉDOPSYCHIATRIE FRIBOURG (CPP)

Chemin des Mazots 2
1700 Fribourg

Téléphone 026 305 30 50
Fax 026 305 30 49

⑦ CLINIQUE DE JOUR FRIBOURG (CDJ)

Rue du Botzet 18
1700 Fribourg

Téléphone 026 305 46 46
Fax 026 305 46 45

⑧ CENTRE DE PSYCHIATRIE FORENSIQUE (CPF)

Unité d'expertises psychiatriques
Unité de thérapies

Boulevard de Pérolles 30
1700 Fribourg

Téléphone 026 304 14 40
Fax 026 304 14 41

⑨ CONSULTATION RÉGIONALE TAVEL (CR)

c/o HFR Tavel
Maggenberg 1
1712 Tavel

- Secteur enfants et adolescents
Téléphone 026 305 30 50
Fax 026 305 30 49
- Secteur adultes
Téléphone 026 305 21 60
Fax 026 305 21 61
- Secteur personnes âgées
Téléphone 026 305 76 30
Fax 026 305 76 40

⑩ CONSULTATION RÉGIONALE MEYRIEZ (CR)

c/o HFR Meyriez-Morat
Chemin du Village 24
3280 Meyriez

- Secteur enfants et adolescents
Téléphone 026 305 30 50
Fax 026 305 30 49
- Secteur adultes
Téléphone 026 305 21 60
Fax 026 305 21 61

⑪ CONSULTATION RÉGIONALE ESTAVAYER-LE-LAC (CR)

c/o Hôpital intercantonal de la Broye (HIB)
Rue de la Rochette
1470 Estavayer-le-Lac

- Secteur enfants et adolescents
Téléphone 026 305 30 50
Fax 026 305 30 49
- Secteur adultes
Téléphone 026 305 21 60
Fax 026 305 21 61
- Secteur personnes âgées
Téléphone 026 305 76 30
Fax 026 305 76 40

● IMPRESSUM

Concept de communication

- Battiste Cesa

Concept graphique et mise en pages

- Adrien Cesa

Photographies

- Mélanie Rouiller

Traduction

- Didier Marchioni

Imprimerie

- Glasson Imprimeurs Editeurs SA

Impression

- 200 exemplaires en français
- 100 exemplaires en allemand



ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

WWW.FR.CH





**Freiburger Netzwerk
für psychische Gesundheit**

Jahresbericht 2016

Auf dem Weg in die Zukunft



Anne-Claude DEMIERRE
Staatsrätin und Präsidentin des Verwaltungsrats des FNPG

2016 entwickelte das FNPG sein Angebot für die ganze Kantonsbevölkerung weiter, mit dem zweifachen Ziel, wirksam auf die Bedürfnisse der Freiburgerinnen und Freiburger im Bereich der psychischen Gesundheit zu antworten und qualitativ hochstehende Leistungen zu entwickeln, welche Fachkompetenz und Ethik in sich vereinen. In diesem Kontext sind insbesondere zwei Projekte zu erwähnen: die Eröffnung im Jahr 2017 der ersten Leistungen eines Zentrums für psychische Gesundheit für deutschsprachige Patienten – das FNPG Freiburg – und die Verabschiedung einer institutionellen Ethikcharta durch die Gesamtheit der Fachpersonen des FNPG.

Das FNPG: dynamisch, ethisch und näher bei der ganzen Bevölkerung

Es ist die erste Etappe einer bedeutenden Reform der Freiburger Psychiatrie, welche die Teams des FNPG im Jahr 2016 vorbereitet haben: Die Schaffung eines auf psychische Gesundheit spezialisierten Zentrums für alle deutschsprachigen Patienten im Kanton ist fast vollendet. Diese neue Einheit, die «FNPG Freiburg» heissen wird, wird eine Klinik, eine Tagesklinik und ambulante Sprechstunden umfassen. Sie wird im ehemaligen Diözesanzentrum neben dem HFR – Kantonsspital untergebracht sein und ausschliesslich deutschsprachige Leistungen anbieten. Ein Teil der Arbeiten wird im April 2017 beendet sein, und das FNPG Freiburg wird dann seine ersten Patienten in der Tagesklinik und in den ambulanten Sprechstunden empfangen können.

Im Berichtsjahr wurden bedeutende Arbeiten begonnen, um die aktuellen Teams zu stärken, ihre Zusammenarbeit zu festigen und eine Behandlungskette für deutschsprachige Patienten zu schaffen, die am künftigen Standort Freiburg operativ sein wird. 2016 war damit ein Jahr der klaren Stärkung unserer Leistungen für deutschsprachige Patienten – insbesondere mit dem Betrieb einer Station mit 20 Betten,

aber auch mit der Eröffnung mehrerer ambulanter therapeutischer Gruppen und einer ambulanten kinder- und jugendpsychiatrischen Sprechstunde. Mit der Inbetriebnahme der Klinik am Zeithorizont 2018 und 2019 wird das FNPG den deutschsprachigen Patienten das ganze Spektrum an stationären, tagesklinischen und ambulanten Leistungen in ihrer Muttersprache anbieten.

Ich möchte dieses Editorial mit einem weniger gigantischen Projekt abschliessen, als es das FNPG Freiburg aufgrund seiner Grösse und seiner Kosten ist – das aber zeigt, dass die Fachpersonen des FNPG darum besorgt sind, die Qualität ihrer Leistungen ständig zu verbessern: die Ethikcharta des FNPG. Sie wurde von einer interdisziplinären Gruppe bestehend aus Fachkräften aus den Reihen der Medizin, der Pflege, der bereichsübergreifenden Dienste und der Verwaltung vorbereitet, durch den Verwaltungs- und den Direktionsrat genehmigt und veranschaulicht sehr konkret das Engagement der Fachpersonen des gesamten Netzwerks für die Patienten, die Angehörigen, die Partner und die Gesamtheit der Freiburger Bevölkerung.

In der Ethikcharta sind grundlegende gemeinsame Werte verankert wie Humanismus, Wohlwollen, Optimismus, Partnerschaft, Qualität, Verantwortung und Wissen. Diese Werte leiten die Praxis der Fachpersonen, inspirieren die Entwicklung der Leistungen für Kinder und Jugendliche, Erwachsene und ältere Menschen und ergänzen die geltenden Richtlinien und Vorschriften. Sie werden integraler Bestandteil der Rekrutierungs- und Anstellungsbedingungen bilden.

Mit einem sehr dynamischen FNPG und Projekten, die für die Zukunft der kantonalen Volksgesundheit wichtig sind, danke ich der Gesamtheit der Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter des FNPG aufrichtig für ihren immensen Einsatz, für ihre hohen Kompetenzen und für ihre menschlichen Qualitäten, dank derer sich die Patientinnen und Patienten in unserem Kanton auf eine hochwertige Versorgung verlassen können.



06	UNSERE WERTE
09	PROFIL
12	BERICHT DER GENERALDIREKTION
14	BERICHT DES VERWALTUNGSRATS
16	BEREICH KINDER UND JUGENDLICHE
18	BEREICH ERWACHSENE
20	BEREICH ÄLTERE MENSCHEN
22	PFLEGEDIREKTION
24	BEREICHSÜBERGREIFENDE DIENSTE
28	STATISTISCHE BETRACHTUNGEN
34	FINANZEN
50	PERSONAL
52	ORGANIGRAMM
54	KONTAKTE

Sehr geehrte Patientin, sehr geehrter Patient. Unser Engagement für Sie, Ihre Angehörigen und alle unsere Partner beruht auf den Werten, die in unserer Ethikcharta verankert sind: Humanismus, Wohlwollen, Optimismus, Partnerschaft, Qualität, Verantwortung und Wissen. Diese gemeinsamen Grundwerte leiten unsere Praxis und die Entwicklung unserer Leistungen für Kinder und Jugendliche, Erwachsene und ältere Menschen und ergänzen die geltenden Richtlinien und Vorschriften.

Durch die hiernach erläuterten Werte verpflichten wir uns:

HUMANISMUS

Ihre Würde als ein zentraler Wert zu betrachten und Ihre Gesundheit in den Mittelpunkt unserer Arbeit zu stellen.

für die Einhaltung der Menschenrechte zu sorgen.

Ihnen eine personalisierte Behandlung und Begleitung vorzuschlagen, die Ihrer biologischen, psychischen, kulturellen, sozialen, umweltbezogenen und spirituellen Dimension Rechnung trägt.

Ihnen das Recht auf Gleichbehandlung zu garantieren – unabhängig von Ihrem Geschlecht, Ihrem Alter, Ihrer Herkunft, Ihrem Glauben, Ihrem Gesundheitszustand, Ihrer sexuellen Orientierung, Ihrer beruflichen Situation oder Ihrem sozialen Status.

WOHLWOLLEN

Ihnen zuzuhören und uns Zeit zu nehmen, um Sie zu verstehen.

die Gastfreundschaft zu kultivieren, indem

Ethikcharta des Freiburger Netzwerks für psychische Gesundheit

wir Ihnen bei Ihrer Aufnahme wohlwollend, herzlich und offen begegnen.

einen gemeinschaftlichen Betreuungsrahmen zu bieten, in dem Ihre Individualität so weit wie möglich gewahrt wird.

OPTIMISMUS

mit Ihnen an der Förderung Ihrer Gesundheit und an der Verbesserung Ihrer Lebensqualität zu arbeiten.

Ihr Leiden zu erkennen und zu lindern, Sie bei der Wiedererlangung Ihrer Gesundheit zu unterstützen, Ihre Ressourcen zu mobilisieren und zu stärken, Rückfällen vorzubeugen und neue Fähigkeiten zu entwickeln.

Sie im guten Einfluss zu unterstützen, den Sie auf Ihre Umgebung und auf Ihre eigene Existenz ausüben können, damit Sie ein neues Gleichgewicht in Ihrem Leben finden.

mit Ihnen und Ihren Angehörigen nach der respektvollsten Lösung zu suchen,

wenn wir mit komplexen Situationen und möglichen Dilemmas wie dem Gegensatz zwischen persönlicher Autonomie und Schutzpflicht konfrontiert sind.

PARTNERSCHAFT

Bedingungen zu bieten, die der Entwicklung einer therapeutischen Beziehung förderlich sind, denn dieser Prozess ist für die Ausarbeitung und Verwirklichung Ihres Behandlungsprojekts unentbehrlich.

Kommunikation, gegenseitiges Vertrauen, Solidarität und Empathie als Triebkräfte dieser Beziehung zu fördern.

interdisziplinäre Fachkompetenzen zu bieten, die auf Ihre Situation und auf Ihre Bedürfnisse zugeschnitten sind.

den Kontakt und die Zusammenarbeit mit allen Personen aus Ihrem sozialen Netz zu fördern: mit Angehörigen, Therapeuten und anderen involvierten Partnern.

diese Werte der Kooperation, des Einvernehmens und der Mobilisierung, die Ihrer



Recovery bzw. Erholung zuträglich sind, zu fördern.

QUALITÄT

eine fachliche Betreuung möglichst nahe an Ihrem gewohnten Lebensumfeld zu entwickeln, indem wir unsere Leistungen adäquat koordinieren und die Behandlungskontinuität sicherstellen.

Leistungen auf Deutsch und auf Französisch sowie, soweit ratsam, Übersetzungen in die anderen Sprachen zu bieten und zu entwickeln.

unsere Leistungen unter Berücksichtigung der Meinung unserer Patienten und Partner zu beurteilen – insbesondere durch Qualitäts- oder Zufriedenheitsumfragen.

Ihre Patientenrechte zu wahren: Auskunftsrecht, Zugang zur Patientenakte, freie Einwilligung nach Aufklärung, Verfassung einer Patientenverfügung oder Begleitung durch einen therapeutischen Vertreter.

Ihnen die erforderlichen Informationen

über die beabsichtigte Behandlung zu erteilen, damit Sie Ihre Einwilligung geben und sich zuversichtlich in Ihrem Behandlungsprojekt einsetzen können.

alle Informationen, die im Rahmen der therapeutischen Beziehung gesammelt werden, vertraulich zu behandeln.

VERANTWORTUNG

zu berücksichtigen, dass wir gegenüber der Gemeinschaft und der Bevölkerung eine gewisse Verantwortung für das gute Zusammenleben und das Gemeinwohl tragen.

die psychische Gesundheit und die Prävention in der Freiburger Gesellschaft zu fördern.

ein kritisches Auge für unsere eigene Einstellung und Praxis zu bewahren.

die verfügbaren Ressourcen angemessen, wirksam, effizient und im Einklang mit der nachhaltigen Entwicklung zu nutzen.

WISSEN

dafür zu sorgen, dass unsere Mitarbeitenden eine mit ihrer Funktion übereinstimmende Ausbildung haben und sich in den vorbildlichen Verfahren weiterbilden können, um mit den Entwicklungen der Gesundheitsversorgung Schritt zu halten.

als kantonales psychiatrisches und psychotherapeutisches Kompetenzzentrum für Kinder und Jugendliche, Erwachsene und ältere Menschen Ausbildungsaufgaben wahrzunehmen.



Das Freiburger Netzwerk für psychische Gesundheit (FNPG) wurde am 1. Januar 2008 gegründet. Seine Einsetzung beruht auf dem Gesetz vom 5. Oktober 2006 über die Organisation der Pflege im Bereich psychische Gesundheit. Das FNPG vereinigt in einer selben Einrichtung, die in den Grenzen des Gesetzes selbständig ist, die Gesamtheit der öffentlichen Leistungen im Bereich der Psychiatrie, der Psychotherapie und der psychischen Gesundheit.

Das öffentliche Netzwerk der Freiburger Psychiatrie

Das FNPG ist eine öffentlich-rechtliche Anstalt mit eigener Rechtspersönlichkeit. Es ist der Direktion für Gesundheit und Soziales administrativ zugewiesen. Mit dem Inkrafttreten des neuen Gesetzes über die Finanzierung der Spitäler und Geburtshäuser am 1. Januar 2012 hat sich die Autonomie des FNPG erhöht, aber auch seine Verantwortung. Der finanzielle Rahmen kennzeichnet sich nun dadurch, dass den finanziellen Partnern, d. h. den Krankenkassensicherern und dem Staat, die effektiven Leistungen pro Tag oder Leistung in Rechnung gestellt werden. Ausserdem vertraut der Staat dem FNPG die Verwirklichung von Tätigkeiten öffentlicher und gemeinwirtschaftlicher Natur an, die gemäss jährlichen Aufträgen vergütet werden.

Das FNPG hat den Auftrag, jeder Person, die an einer psychischen Störung, Krankheit oder Behinderung leidet, den Zugang zu einer geeigneten und guten Versorgung zu ermöglichen, die ihrer Autonomie in Beziehungen, in familiären, sozialen und wirtschaftlichen Belangen förderlich ist. Sein Auftrag umfasst auch Tätigkeiten auf dem Gebiet der Prävention, der Förderung der psychischen Gesundheit und der Wiedereingliederung der Patienten. Das FNPG ist zudem an der Ausbildung von mehr als zweihundert Personen im Jahr beteiligt.

Im Rahmen der Gesundheitsplanung führt das FNPG drei Bereiche: den Bereich Kinder- und Jugendpsychiatrie und -psychotherapie, den Bereich Erwachsenenpsychiatrie und -psychotherapie und den Bereich Alterspsychiatrie und -psychotherapie.

2016 erbrachte das FNPG (einschliesslich des Pflegeheims *Les Camélias*) seine Leistungen an 11 Hauptstandorten, sowie, was die Konsiliar- und Liaisonstätigkeit angeht, in mehreren Dutzend Partnerinstitutionen wie namentlich an den Standorten des HFR, in den Alters- und Pflegeheimen und in den Heimen für psychisch Behinderte.

PROFIL

94,13%

BELEGUNGSGRAD DES STATIONÄREN
BEHANDLUNGSZENTRUMS
• (170 Betten)

18 437

KOSTENSCHÄTZUNG FÜR EINEN
DURCHSCHNITTLICHEN AUFENTHALT
IM SBZ
• (in Franken)

8629

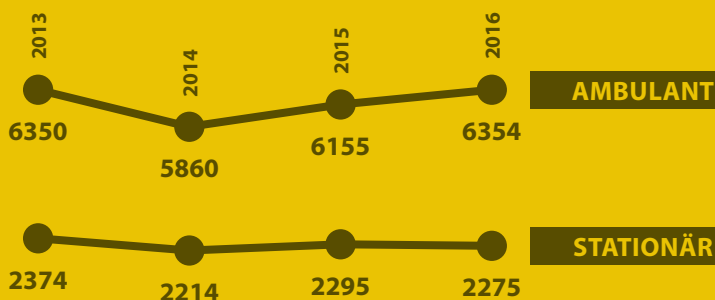
BEHANDELTE POPULATION 2016



11

HAUPTSTANDORTE, AN DENEN DAS
FNPG LEISTUNGEN ERBRINGT
• (inkl. Pflegeheim)

Stationäre und ambulante Behandlungen



45,6%

GESAMTBEITRAG DER
KRANKENVERSICHERUNGEN IM
STATIONÄREN UND AMBULANTEN
BEREICH
• (30,4 Millionen Franken)

32,65

GESAMTBETEILIGUNG DES STAATES
• (Millionen Franken)

417,15

VOLLZEITÄQUIVALENTE
• (TOTAL: 660 Mitarbeitende)

68

VOLLZEITÄQUIVALENTE FÜR
ÄRZTINNEN UND ÄRZTE
• (80 Personen)

F N P G 2016

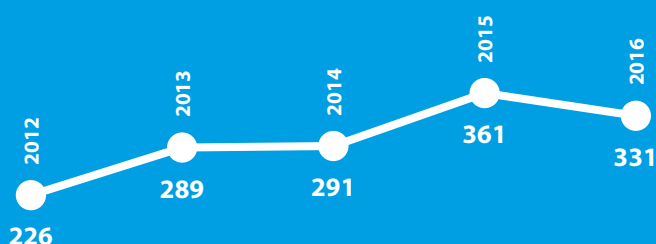
0,87

WERT DES PROVISORISCHEN
TARMED-TAXPUNKTES
• («Tiers payant»)

0,9%

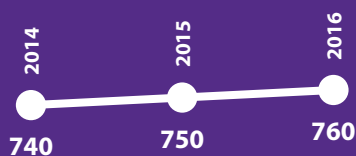
ZUNAHME DES PERSONALBESTANDES
SEIT 2015

Therapien in der Tagesklinik



760 Fr.

KOSTENSCHÄTZUNG
FÜR EINEN PFLEGETAG
• (in Franken)



230 Fr.

AUSGABEN FÜR DIE PSYCHIATRISCHE
VERSORGUNG PRO EINWOHNER
• TOTAL: 70,65 Millionen Franken
• d.h. 230 Franken pro Einwohner

37

ANZAHL PFLEGEHEIME MIT
KONSULTATION-LIAISON

24,26

DURCHSCHNITTLICHE
AUFENTHALTSDAUER (TAGE)

24,26
Stationäres Behandlungszentrum

23,54
Jugendliche

22,69
Erwachsene

29,90
Ältere Menschen

336.50 Fr.

VON DER OBLIGATORISCHEN KV ANERKANNTER DURCHSCHNITTSTARIF 2016
• (47% von 716 Franken)



Serge RENEVEY
Generaldirektor

2016, das neunte Jahr seines Bestehens, war für das Freiburger Netzwerk für psychische Gesundheit (FNPG) wieder ein belebendes Jahr, und dies in einer ganzen Reihe von Bereichen. Der Jahresbericht gibt mir die Gelegenheit, diese hiernach kurz zu präsentieren.

Das FNPG auf dem Weg zum neuen Zentrum für deutschsprachige Patienten

Im klinischen Bereich sei an die zahlreichen Ziele und Aufträge des Projekts FNPG erinnert: die stärkere Ausrichtung auf die Humanisierung des klinischen Umfelds; die Entwicklung positiver Synergien aus der Interprofessionalität; der ehrgeizige Übergang von der Psychiatrie zum weiteren Begriff der psychischen Gesundheit; die Organisation der Leistungen in der Sprache des Patienten, d. h. auf Französisch oder auf Deutsch; die Subsidiarität der Hospitalisation gegenüber weniger stigmatisierenden Behandlungsarten wie der tagesklinischen oder ambulanten Behandlung; die Netzwerkarbeit mit den öffentlichen und privaten Partnern des Gesundheitsnetzes; die strukturierte Organisation der Nachsorge durch eine feinere und bessere Koordination der verschiedenen Etappen der Gesundung; Behandlungen, die möglichst auf den Beweis ihrer Wirksamkeit abgestützt sind und jederzeit der aktuell besten internationalen Praxis entsprechen.

Werden diese Absichten in der Praxis erfüllt? Dies ist von innen betrachtet klar zu bejahen, was natürlich nicht heisst, dass die entsprechenden Anstrengungen jetzt aufgegeben werden können.

Die Erfüllung der Absichten soll hiernach mit konkreten Beispielen veranschaulicht werden: Das FNPG konnte in seinem Zuständigkeitsgebiet eine Psychiatriebettendichte aufrechterhalten, die deutlich unter dem schweizerischen Durchschnitt liegt, wodurch auch zur Einsparung von Gesundheitskosten in unserer Region beigetragen wird. Bei der Gründung des FNPG umfasste sein Angebot noch keine Tagesklinikplätze; heute verfügt es über 60 Plätze für beide Kantonssprachen, und es plant die Eröffnung einer Tagesklinik für ältere Menschen.

Im Bereich der Netzwerkarbeit sei erwähnt, dass das FNPG in den Pflegeheimen des Kantons präsent ist, an den Standorten des somatischen Spitals, in bestimmten spezialisierten Heimen für psychisch Behinderte und in den Gefängnissen. Es arbeitet mit der Spitex zusammen, mit den Justizämtern und mit allen Gesundheits- und Sozialakteuren des Kantons.

Im Bereich der Koordination der Behandlungen sind gleich mehrere Punkte hervorzuheben: der stetige Erfolg der zentralen Rufnummer, die der Bevölkerung und den Fachpersonen sieben Tage die Woche

rund um die Uhr zur Verfügung steht; die aktive Teilnahme des FNPG an der Indikationsstruktur für Abhängigkeitskranke; die enge Zusammenarbeit zwischen dem Stationären Behandlungszentrum, den Tageskliniken und dem ambulanten Bereich; die Präsenz der Konsultation-Liaison in den meisten Gesundheitsinstitutionen des Kantons. Dazu kommen weitere, spezifischere Mechanismen wie die Gedächtnissprechstunde und die neue Zusammenarbeit mit dem Prostatazentrum des HFR und dem Stoffwechselzentrum des HIB (*Hôpital intercantonal de la Broye*). All diese Beispiele veranschaulichen Folgendes: Nach heutiger medizinischer Erkenntnis ist zur Gesundung der Patienten oftmals sowohl die körperliche als auch die geistige Dimension zu berücksichtigen, und das FNPG ist – zusätzlich zur akutpsychiatrischen Versorgung – mit spezifischen, kompetenten und ergänzenden Beiträgen in den meisten Gesundheitsschnittstellen des Kantons präsent.

Die Evaluation der Qualität der klinischen Arbeit ist sehr komplex, multiaxial und erfordert viel Bescheidenheit. Seit zwei Jahren verfügen wir dazu allerdings über die



Erhebungen des Nationalen Vereins für Qualitätsentwicklung in Spitälern und Kliniken (ANQ). Dieser stuft das FNPG im stationären Bereich unter den schweizerischen Einrichtungen ein, in denen der Rückgang der Symptombelastung zwischen dem Klinikeintritt und dem Klinikaustritt am grössten ist.

Zum Schluss dieses klinischen Kapitels sei auch erwähnt, dass 2016 ein Jahr der klaren Stärkung unserer rein deutschsprachigen Leistungen war: In Marsens wurde eine 20-Betten-Station mit Erfolg vollständig auf Deutsch betrieben, und im ambulanten Bereich wurden mehrere deutschsprachige therapeutische Gruppen eingeführt und wurde eine deutschsprachige kinder- und jugendpsychiatrische Sprechstunde eröffnet.

Im administrativen Bereich bereitet sich das FNPG aktiv auf das Inkrafttreten des neuen Tarifsystems für die stationäre Psychiatrie TARPSY im Jahr 2018 vor, das den in der Somatik geltenden DRG nachgebildet ist. Mit diesem System werden die Durchschnittskosten der stationären Fälle bzw. Aufenthalte anhand einer Einteilung

in etwa zwanzig Kostengruppen bestimmt, wobei sich die Hauptdiagnose, die Aufenthaltsdauer und das Alter der Patienten auf die globalen Endkosten und damit auch auf die Abgeltung auswirken.

2016 wurde im FNPG ferner ein System eingeführt, mit dem die Fakturierung der ambulanten Fachpersonen überwacht wird, damit die Arbeit, die an den verschiedenen Standorten verrichtet wird, optimal erhoben und abgerechnet, das Defizit reduziert und dadurch eine Entwicklung dieser Tätigkeiten ermöglicht wird, die wie in den meisten Kantonen stark defizitär bleiben. Das Finanzergebnis 2016 des ambulanten Bereichs konnte so verbessert werden.

In der Zeit der Lancierung des Projekts Cybergesundheit im Kanton Freiburg sei präzisiert, dass das informatisierte Patientendossier (DPI) im FNPG seit mehreren Jahren verwendet wird und dass die letzte Etappe des Projekts im Jahr 2016 konkretisiert wurde, indem das DPI in allen unseren ambulanten Strukturen eingeführt wurde.

Parallel zu all diesen klinischen und administrativen Konsolidierungsmassnahmen

führt das FNPG seit nun zwei Jahren ein umfangreiches technisches Projekt: Die Renovation der Gebäude des Diözesanseminars in der Gemeinde Villars-sur-Glâne in unmittelbarer Nähe des Kantonsspitals. Die erste Etappe wird im April 2017 mit der Eröffnung einer Tagesklinik und eines ambulanten Zentrums für die deutschsprachige Kantonsbevölkerung abgeschlossen. Zwischen 2018 und 2020 wird das Zentrum der Bevölkerung des mittleren und nördlichen Teils des Kantons eine Vielzahl von psychiatrischen und psychotherapeutischen Leistungen sowie von Leistungen in psychischer Gesundheit anbieten, in Ergänzung zu den in Marsens und Bulle befindlichen Diensten, und dadurch das kantonale Angebot harmonisch durch gemeindenahen Leistungen ergänzen.

Zum Schluss möchte ich die Gelegenheit nutzen, um allen Mitarbeiterinnen und Mitarbeitern des FNPG für ihr Engagement für den Erfolg unseres Unternehmens und allen Patienten für ihr Vertrauen zu danken.

Der Verwaltungsrat (VR) ist das oberste Organ des FNPG und zählt neun Mitglieder. Im Rahmen der Gesundheitsplanung und des Leistungsauftrags des Staatsrats fasst er die für die dynamische Entwicklung des FNPG nötigen strategischen Entscheide und privilegiert dabei die Zusammenarbeit mit den öffentlichen und privaten Partnern im Bereich der psychischen Gesundheit.

Verwaltungsrat des Freiburger Netzwerks für psychische Gesundheit

Er sorgt für die Einsetzung rationeller und effizienter Strukturen, für den ordnungsgemässen Betrieb des FNPG und für die Qualität der Leistungen, wobei er die Fortbildung des Personals fördert. Unter dem Vorsitz von Anne-Claude Demierre, Staatsrätin und Direktorin für Gesundheit und Soziales, fanden im Berichtsjahr neun VR-Sitzungen statt, worunter sieben ordentliche. Der VR hat insbesondere folgende Geschäfte zur Kenntnis genommen und/oder genehmigt:

Der VR hat folgende Beschlüsse gefasst:

- Annahme der vorübergehenden Supervision der Psychiatrischen Dienste des Berner Juras durch Dr. Isabelle Gothuey und Dr. Armin Kratzel in Teilzeit;
-
- Genehmigung der Strategie des FNPG zur Bekämpfung des 2016 vorgesehenen Defizits;
-
- Ernennung von Dr. Luca Rampa als Leitender Arzt der deutschsprachigen Behandlungskette zu 90 % ab dem 1. August 2016;
-
- Ernennung von Dr. Johannes Drescher als Leitender Arzt des Bereichs Kinder- und Jugendpsychiatrie und -psychotherapie zu 80 % ab dem 1. Januar 2017;
-
- Verabschiedung des Jahresberichts 2015;
-
- Genehmigung der Jahresrechnung 2015 des FNPG;
-
- Genehmigung der Jahresrechnung 2015 des Pflegeheims *Les Camélias*;
-
- Genehmigung der Jahresrechnung 2015

- der Wäscherei Marsens;
-
- Genehmigung des Prüfberichts der Revisionsstelle KPMG zur Jahresrechnung 2015 des FNPG;
-
- Annahme der ersten Fassung des Budgets 2017;
-
- Annahme der Leistungsaufträge 2017;
-
- Annahme der Schaffung der Station Jasmin ab dem 1. Mai 2016 im Bereich III;
-
- Beauftragung des Generaldirektors, die Machbarkeit einer Tagesklinik für französischsprachige ältere Menschen am Standort des FNPG Freiburg zu prüfen;
-
- Verabschiedung einer interinstitutionellen Zusammenarbeitsvereinbarung zwischen dem FNPG und den Partnerinstitutionen des Freiburger Verbands der spezialisierten Institutionen (INFRI);
-
- Verabschiedung der Zusammenarbeitsvereinbarung zwischen dem FNPG und dem Prostatazentrum Freiburg;
-



Verabschiedung der Vereinbarung zwischen dem FNPG und der *Fondation espace thérapeutique, psychiatrique et psychothérapeutique pour enfants* (Stiftung zur Förderung kinder- und jugendpsychiatrischer Betreuungsstrukturen) über den Einsatz von Dr. Angelo Bernardon in der Tagesklinik;

—
Annahme der Verlängerung des Haftpflichtversicherungsvertrags des FNPG;

—
Verabschiedung der Ethikcharta des FNPG;

—
Annahme der Unterzeichnung eines Informatikvertrags zwischen dem FNPG und dem HFR.

Im Zusammenhang mit dem künftigen deutschsprachigen Psychiatriezentrum in Freiburg wurden die VR-Mitglieder regelmässig über den Stand des Projekts und über die Tätigkeit der Baukommission, die das Projekt betreut, informiert und haben folgende Beschlüsse gefasst:

Annahme des Kredits bei der Freiburger Kantonalbank;

Befürwortung des Einbaus von Solarmodulen auf dem Gebäude;

—
Annahme des vom FNPG vorgeschlagenen Restaurationskonzepts;

—
Kündigung des Mietvertrags zwischen dem Diözesanseminar und der «Fondation Rose d'automne»;

—
Annahme einer Zusatzfinanzierung für das Projekt;

—
Annahme des Erwerbs eines Baurechts durch das FNPG an den Gebäuden A, B, C, D, E und den entsprechenden Bodenflächen;

—
Annahme der Renovation des Gebäudes E gemäss Variante b (Renovation und Vergrößerung für eine Tagesklinik für ältere Menschen)

Der VR hat folgende Geschäfte zur Kenntnis genommen:

den Entwurf der Spitalplanung 2016;

—
die ANQ-Ergebnisse des FNPG für die

Jahre 2014 und 2015;

—
die Ergebnisse der Kostenrechnung 2015;

—
die Ergebnisse der Zufriedenheitsumfrage bei den ambulanten Patienten des FNPG von 2015;

—
die Prüfung der Richtigkeit der Spitaltage durch KPMG;

—
das Projekt einer Notaufnahme des FNPG in Freiburg;

—
das neue Organigramm des Bereichs Kinder- und Jugendpsychiatrie und -psychotherapie;

—
das Feedback des Besuchs des Stationären Behandlungszentrums durch die Nationale Kommission zur Verhütung von Folter am 5. und 6. Dezember 2016;

—
den Stand der Forschungstätigkeit und die Perspektiven;

—
die finanzielle Lage des FNPG für das Jahr 2017.



Dr. Angelo BERNARDON
 Ärztlicher Direktor des Bereichs
 Kinder- und Jugendpsychiatrie und
 -psychotherapie

Im Zuge einer Neuordnung seines Angebots definiert der Bereich Kinder- und Jugendpsychiatrie und -psychotherapie (BKJPP) drei klinische Hauptangebote und einen Forschungs- und Weiterbildungsschwerpunkt. Zudem wurde das Ziel weiterverfolgt, künftig eine patientengerechtere Infrastruktur anzubieten zu können.

Die Kinder- und Jugendpsychiatrie und -psychotherapie des FNPG stellt wichtige Weichen für die Zukunft

Angebotsorganisation

Der BKJPP setzt im Berichtsjahr mit Elan wesentliche Änderungen in der Organisation um. Es wurden vier Hauptangebote definiert: das französischsprachige Ambulatorium, das deutschsprachige Ambulatorium, das Stationäre Behandlungszentrum sowie die Forschungs- und Weiterbildungsabteilung (AUF). Das französischsprachige Ambulatorium umfasst Konsultationen in Freiburg, Bulle und Estavayer. Das deutschsprachige Ambulatorium befindet sich im Zentrum für Kinder- und Jugendpsychiatrie (ZKJP) in Freiburg. Beiden Ambulatorien angegliedert sind die Angebote *PsyMobile*, der Konsultations- und Liaisondienst am HFR sowie die Spezialsprechstunden. Damit will der BKJPP die Organisation und Übersichtlichkeit des Angebots verbessern und die Zugänglichkeit für die Patienten und deren Familien erleichtern.

Spezialsprechstunden

Zwei im Jahre 2016 neu ins Leben gerufene Formen der spezialisierten kinder- und jugendpsychiatrischen Versorgung sollen in diesem Bericht zusätzlich Erwähnung finden. Zum einen schliesst die Diagnostik- und Beratungsstelle für Autismusspek-

trumsstörungen eine wichtige Lücke im Angebot des FNPG, wobei die Zusammenarbeit mit den im Kanton tätigen Spezialisten gesucht und ein gemeinsamer Qualitätszirkel gebildet wurde. Zum andern können auch die jüngsten Patienten und ihre Familien von einer weiteren Leistung des FNPG profitieren: Die bereits seit längerer Zeit bestehende Zusammenarbeit mit den Fachleuten der Familienberatungsstelle (*Office familial*) und die Kontakte mit der Geburtsabteilung des HFR haben es ermöglicht, eine Mutter-Kind-Sprechstunde des BKJPP neu im HFR und in der Familienberatungsstelle anbieten zu können.

Zusammenarbeit mit der *Fondation Espace Thérapeutique*

Die wichtige tagesklinische Abklärung und Behandlung von Kindern und Jugendlichen wird im Kanton Freiburg von einer Stiftung ausserhalb des FNPG, der *Fondation Espace Thérapeutique* wahrgenommen. Die bereits bestehenden guten Beziehungen mit der unter privater Trägerschaft stehenden Stiftung, die den Betrieb der Tageskliniken verantwortet, wurden im vergangenen Jahr weiter gestärkt. Durch die Übernahme der medizinischen Direk-

tion der deutschsprachigen Tagesklinik (TAKLIK) durch den Ärztlichen Direktor des BKJPP wurde eine vertiefte Zusammenarbeit im Sinne der Patienten etabliert. Im gemeinsamen Wirken mit der Chefärztin der französischsprachigen Tagesklinik und dem therapeutischen Direktor der TAKLIK konnte so eine Verbesserung der ärztlichen und therapeutischen Versorgung innerhalb dieses Angebotes erreicht werden.

Aufgleisen von Strukturprojekten und Suche nach einem neuen Gebäude

Es hat sich als notwendig erwiesen, dass die Strukturkriterien den heutigen Patientenbedürfnissen und den Fachstandards angepasst werden. Das beinhaltet die Verlegung der Jugendlichenstation in die Stadt Freiburg und die Annäherung an das ZKJP. Die grosse Zahl von Notfallanmeldungen und der hohe Spezialisierungsdruck in der Fachdisziplin machen eine Konzentration des Angebots zusätzlich unausweichlich. Das fehlende stationäre Angebot für Patienten unter 14 Jahren stellt das FNPG, unsere Netzwerkpartner und nicht zuletzt die betroffenen Familien zusätzlich vor erhebliche Probleme. Sei es, dass die Kinder ausserhalb des Kantons oder in der Ju-



gendlichenstation behandelt werden, sei es, dass sie in nichtklinischen Institutionen fehlplatziert werden.

In Anerkennung dieser historisch bedingten Strukturprobleme und ganz im Sinne der Vision, Kinder, Jugendliche und ihre Familien in einem einladenden, altersangepassten, nichtstigmatisierenden Umfeld empfangen zu können, wurden weitere wegweisende Schritte eingeleitet. Die Gesundheitsdirektorin hat den Auftrag zu einer Machbarkeitsstudie erteilt, um die Aufwände und die Umsetzungsplanung der notwendigen Veränderungen festzustellen. Neben diesen mittelfristigen Projekten besteht die nun dringliche Suche nach einem neuen Gebäude für unser ZKJP, weil das Gebäude am *chemin des Mazots* keine Entwicklungsmöglichkeiten mehr bietet.

Ausbildung – Unterricht – Forschung

Der BKJPP war an mehreren Fachkongressen mit wissenschaftlichen Beiträgen vertreten, so auch am Jahreskongress der Schweizerischen Fachgesellschaft für Kinder- und Jugendpsychiatrie und psychotherapie (SGKJPP), der gemeinsam mit der Schweizerischen Gesellschaft für Psychiatrie

und Psychotherapie organisiert wurde. Ausserdem nahm der BKJPP seinen Auftrag als Ausbildungsstätte für Fachkräfte aus den Reihen der Medizin, Psychologie, Pflege und anderen Berufsgruppen mit Engagement wahr. Als besonderer Anlass im Rahmen der kontinuierlichen Weiterbildung unserer therapeutischen Mitarbeitenden ist die *Journée CEPUSPP (Centre d'enseignement post-universitaire pour la spécialisation en psychiatrie et psychothérapie)* zu erwähnen. Diese Veranstaltung fand 2016 im Beisein der Präsidentin der SGKJPP und zum ersten Mal in ihrer Geschichte in der Stadt Freiburg statt und erreichte einen Besucherrekord. Neben den bisherigen internen und externen Fort- und Weiterbildungstätigkeiten der Mitarbeitenden des BKJPP wurde das Engagement für die Universität Freiburg, insbesondere für die Departemente für Psychologie, Medizin und Heilpädagogik verstärkt.

Für die gute Zusammenarbeit im Sinne der dem BKJPP anvertrauten Kinder und Jugendlichen sowie ihrer Familien sei allen Mitarbeiterinnen und Mitarbeitern und externen Kooperationspartnern an dieser Stelle ganz herzlich gedankt.



Dr. Isabelle GOTHUEY
 Ärztliche Direktorin des Bereichs
 Erwachsenenpsychiatrie
 und -psychotherapie

Für den Bereich Erwachsenenpsychiatrie und -psychotherapie war 2016 ein Jahr der Konsolidierung und der Vorbereitung auf die wichtigen Änderungen des Dispositivs, die 2017 und 2018 vorgesehen sind, vor allem die Eröffnung eines deutschsprachigen Zentrums in Freiburg.

2016: ein Jahr der Vorbereitung und Konsolidierung

Die ärztliche Direktion des Erwachsenenbereichs bedankt sich ganz herzlich bei allen Personen, die an diesen Vorbereitungen beteiligt sind, und bei allen Mitarbeiterinnen und Mitarbeitern, die durch ihr Engagement Tag für Tag eine qualitativ hochstehende psychiatrische Versorgung zu Gunsten der psychisch kranken Erwachsenen sicherstellen.

Die Vorbereitungen

Die Anstellung eines Leitenden Arztes und neuer Mitarbeitenden für die deutschsprachige Behandlungskette war eine der ersten Massnahmen, die getroffen wurden: Anfangs August 2016 erfolgte die Anstellung eines Leitenden Arztes im Zuge der Reorganisation des Bereichs, die 2015 mit der Schaffung einer deutschsprachigen Station am Standort Marsens begonnen worden war. Der Erwachsenenbereich durfte mithin Dr. Luca Rampa willkommen heissen, dessen Aufgabe es sein wird, die Zusammenarbeit der heutigen Teams zu festigen und die Behandlungskette für deutschsprachige Patienten am künftigen Standort Freiburg aufzubauen. Die Verlegung der deutschsprachigen Tagesklinik, der Aufbau des

deutschsprachigen Ambulatoriums und die Verlegung zweier Stationen werden über die nächsten zwei Jahre gestaffelt.

Neben den Mitarbeitenden, die für diese Aufgabe bereits angestellt worden waren, wurde das Team von Dr. Rampa in diesem Jahr mit einer Psychologin, einem Oberarzt und einer Stationsleiterin verstärkt, die in der deutschsprachigen Tagesklinik eingesetzt werden.

Die Änderung und das Splitting der französisch- und deutschsprachigen Tageskliniken sowie die Reorganisation des deutschsprachigen ambulanten Bereichs wurden an die Hand genommen. Unter dem Impuls der Generaldirektion wurde ein Lenkungsausschuss eingerichtet, um die zahlreichen Aufgaben zu thematisieren, die bis zur Realisierung des deutschsprachigen Zentrums im Raum Grossfreiburg im Jahr 2019 zu erfüllen sind. Vom Studium der Pläne über Baustellenbegehungen bis hin zum definitiven Behandlungsprojekt müssen zahlreiche und sehr unterschiedliche Fragen behandelt werden. Die Begeisterung und der Wille, voranzukommen, haben die Kräfte gebün-

delt und auch die grössten Skeptiker überzeugt.

Die Verstärkung des Angebots für Erwachsene

Ausser der deutschsprachigen Behandlungskette wurden mehrere Stationen verstärkt. Im Februar 2016 stiess eine Leitende Ärztin zur allgemeinpsychiatrischen Behandlungskette Süd, und das Team des Zentrums für psychische Gesundheit Bulle wurde durch einen Oberarzt ergänzt, wodurch das Dispositiv der ambulanten Psychiatrie verstärkt wurde.

Im Zentrum für forensische Psychiatrie (ZFP) nahmen eine Oberärztin und zwei Psychologinnen in Weiterbildung, die einen Fachtitel in Rechtspsychologie anstreben, ihre Tätigkeit auf. Auch wurde im ZFP in Betracht gezogen, eine zweite ärztliche Weiterbildungsstelle zu schaffen.

Im Zentrum für Abhängigkeitserkrankungen wurde die Stelle einer Assistenzärztin oder eines Assistenzarztes in Weiterbildung geschaffen. Das Zentrum hat einen Antrag auf Anerkennung als Weiterbildungsstätte für den Schwerpunkt Psych-

iatrie und Psychotherapie der Abhängigkeitserkrankungen eingereicht, und Dr. André Kuntz, Leitender Arzt, Verantwortlicher der Behandlungskette für Abhängigkeitserkrankungen, hat den Schwerpunkt-titel Psychiatrie und Psychotherapie der Abhängigkeitserkrankungen erworben.

Aus der Behandlungskette für Krisenintervention und Konsultation-Liaison ist eine Schwerpunkt-Weiterbildungsstätte unter der Verantwortung von Dr. Christoph Salathé geworden, der den Schwerpunkttitel Konsiliar- und Liaisonpsychiatrie erworben hat. Die Leistungen dieser Behandlungskette sind gegenwärtig sehr gefragt (Teilnahme am Prostatazentrum im HFR, bessere Abdeckung des Südens des Kantons und Leistungen im Bereich der Abhängigkeitserkrankungen); diese Fragen werden gegenwärtig geprüft und werden organisatorische Änderungen zur Folge haben.

Institutionelle Ausstrahlung, Ausbildung und Forschung

Das Kader aller Berufsgruppen des Erwachsenenbereichs wurde durch die Teilnahme an Konferenzen und den prägradualen Unterricht an den Universitäten Freiburg und Lausanne (Ärztinnen und Ärzte, Psychologinnen und Psychologen) stark beansprucht, ebenso durch den postgradualen Unterricht im Weiterbildungszentrum für Psychiatrie und Psychotherapie in Lausanne, die Fortbildung der ärztlichen Erstversorgerinnen und Erstversorger in Zusammenarbeit mit dem HFR und dem Kantonsarztamt sowie durch den Unterricht in Pflege auf Ebene Fachhochschule. Schliesslich wurde der FNPG-interne Unterricht gewürdigt, indem eine Ausbildungsbroschüre publiziert wurde, mit der die Ausbildungen zur Geltung gebracht und externen Partnern angeboten werden. Ein stolzes Ergebnis, das der ausgezeichneten Zusammenarbeit zwischen den Bereichen und Disziplinen zu verdanken ist.

Darüber hinaus wurden mehrere Studien abgeschlossen und ihre Ergebnisse in Zeitschriften von gutem wissenschaftlichem Niveau veröffentlicht. Es gab mehrere Beiträge an verschiedenen Kongressen, mit denen zur Ausstrahlung der Institution

und zur Würdigung ihrer klinischen Praxis beigetragen wurde.

Freiheitsbeschränkende Massnahmen

Im Zuge der Datenerfassungen über freiheitsbeschränkende Massnahmen für den Nationalen Verein für Qualitätsentwicklung (ANQ) befasste sich eine Arbeitsgruppe aus Praktikerinnen und Praktikern mit der Anpassung der klinischen Verfahren im Zusammenhang mit dem Einsatz des Intensivzimmers, damit solche Einsätze und ihre Dauer möglichst reduziert werden. Diese ausgezeichnete Arbeit ist auf eine tiefreichende Änderung der klinischen Praxis hinausgelaufen und bildete Gegenstand mehrerer Beiträge, Konferenzen und Artikel. Diese Arbeit wird in Zukunft fortgesetzt werden.

Die Unterzeichnung einer Vereinbarung mit dem Freiburger Verband der spezialisierten Institutionen (INFRI) im Herbst 2016

Die Notwendigkeit einer engeren Partnerschaft zwischen der Klinik und den Wohnheimen ergab sich aus der Tatsache, dass ein Teil unserer Patienten vorübergehend oder dauerhaft in einem Wohnheim wohnt. Im Herbst 2016 konnte eine Vereinbarung unterzeichnet werden, mit welcher das Prinzip einer verstärkten Zusammenarbeit zwischen der Klinik und den Heimen von INFRI anerkannt und der Grundstein eines liaisonpsychiatrischen Pilotprojekts in den Heimen gelegt wird.

Die Liaisonpsychiatrie bezweckt in Analogie zu dem im Altersbereich bestehenden Modell, vor einer Hospitalisierung zu intervenieren, damit die betroffene Person möglichst in ihrem gewohnten Umfeld belassen wird. Zwei Heime beteiligen sich als Pilot-Institutionen: *La Traversée* und *Applique*. Die ärztliche Direktion des Erwachsenenbereichs freut sich über die Umsetzung dieses Projekts.

Der Aufbau des Unterrichts in Psychiatrie für den Master in Humanmedizin

Es ist ein spannendes Projekt, den Unterricht in Psychiatrie für die drei letzten Jahre Humanmedizin aufzubauen. Die Arbeiten begannen im Herbst 2016 mit der

Teilnahme an einem Lenkungsausschuss, in dem das HFR, die Universität Freiburg, die Direktion für Gesundheit und Soziales und das FNPG vertreten sind. Es ist eine einmalige Gelegenheit für die Psychiatrie, in der Ausbildung innovative Optionen zu wählen und die psychiatrische Versorgung bei den Ärztinnen und Ärzten von morgen zu fördern.



Dr. Serge ZUMBACH
 Ärztlicher Direktor des Bereichs
 Alterspsychiatrie und -psychotherapie

Die Philosophie des Bereichs Alterspsychiatrie und -psychotherapie umfasste in ihrer Zielsetzung ursprünglich eine volksgesundheitliche Vision. Wie verhält es sich heute damit?

Bereich III und Volksgesundheit

Der Bereich Alterspsychiatrie und -psychotherapie entstand im Herbst 2008 mit der Neuorganisation der Psychiatrie im Kanton Freiburg. Damals zählte der Bereich 51 Betten, 45 für die Akut- und 6 für die Langzeitpflege. Die Liaisonpsychiatrie befand sich im Wachstum und wurde in 14 Pflegeheimen erbracht.

Die damalige Vision war, sich auf die Kontrolle der Ein- und Ausgangstore der stationären Versorgung zu konzentrieren und dementsprechend vor- und nachgelagerte Strukturen einzurichten.

Dabei wurden zwei Settings identifiziert:

die Institutionen, in denen mögliche Patienten wohnen, d. h. die Pflegeheime;

—
 eine viel weiter gefasste, gemeindenähe Ebene, d. h. dort wo die Personen leben, die sich nicht in Institutionen befinden; diese Ebene umfasst ebenfalls eine bedeutende Anzahl potenzieller Patienten.

Da der Aufbau schrittweise und mit den verfügbaren Mitteln erfolgen musste, bestand die erste Massnahme darin, den Teil

«Patienten in Institutionen» zu konsolidieren und auf alle Pflegeheime im Kanton auszuweiten, die dies wünschten. Dies wurde 2009 vollbracht, und heute beziehen 38 Pflegeheime von uns psychiatrische, pflegerische und psychologische Leistungen vor Ort. Die Besuche erfolgen dabei allerdings nach einer festgelegten Agenda und nicht fallweise.

Nach der Konsolidierung dieses ersten Settings begannen wir, uns auf die zu Hause lebenden Patienten und auf die entsprechenden kantonalen Strukturen zu konzentrieren. Die erste Etappe bestand in der Einrichtung ambulanter Sprechstunden in Freiburg, Bulle, Estavayer und, für den deutschsprachigen Teil, in Tafers: allgemeinpsychiatrische, medizinische und spezialisierte Sprechstunden, in denen die verschiedenen Dimensionen der älteren Person berücksichtigt und die daher von Kaderärzten gehalten werden.

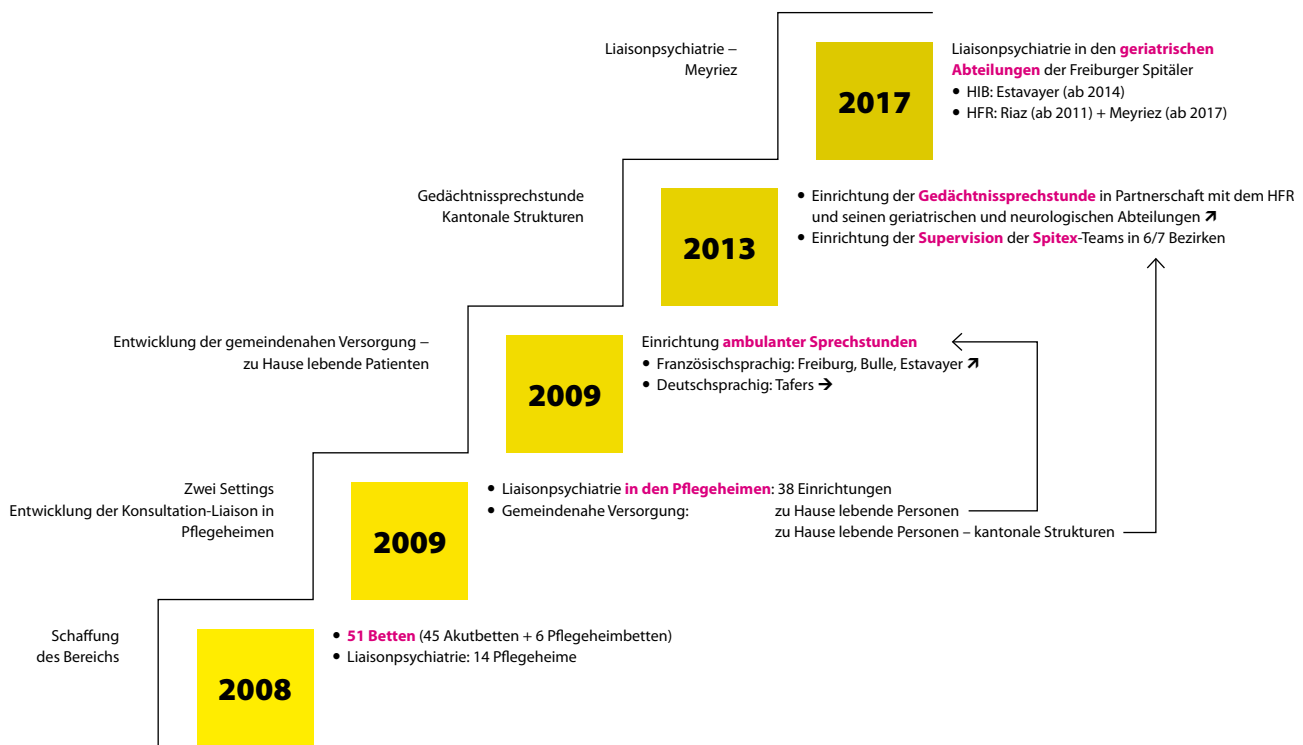
Die Sprechstunden im französischsprachigen Teil nehmen stetig zu, obwohl dies in einem vorwiegend ländlichen Kanton wie Freiburg langsam vonstattengeht. Dagegen bleibt die Nachfrage im deutschspra-

chigen Teil sehr tief.

Neben den allgemeinen Sprechstunden haben wir in Partnerschaft mit dem HFR und seiner geriatrischen und neurologischen Abteilung im Jahr 2013 die Gedächtnissprechstunde eingerichtet. Auch hier nimmt die Zahl der Patienten, die im FNPG untersucht werden, zu, und diese Sprechstunden wurden bisher nur von höheren Kaderärzten durchgeführt.

Für Menschen, die zu Hause leben, ist die Spitex die Pfeilerstruktur im Kanton. Ab 2013 haben wir Supervisionen der Spitex-Teams eingerichtet, und bislang machen 6 Organisationen in 6 von 7 Bezirken davon Gebrauch und sind damit zufrieden. Wir bedauern, dass der deutschsprachige Teil das Angebot nicht nutzen will.

Zum Schluss ist die Umsetzung einer Liaisonpsychiatrie in den geriatrischen Abteilungen der somatischen Spitäler hervorzuheben, d. h. in Estavayer für das HIB und in Riaz für das HFR. Das HFR Meyriez hat diesen Dienst kürzlich beantragt; er soll im ersten Trimester 2017 dort eingerichtet werden.



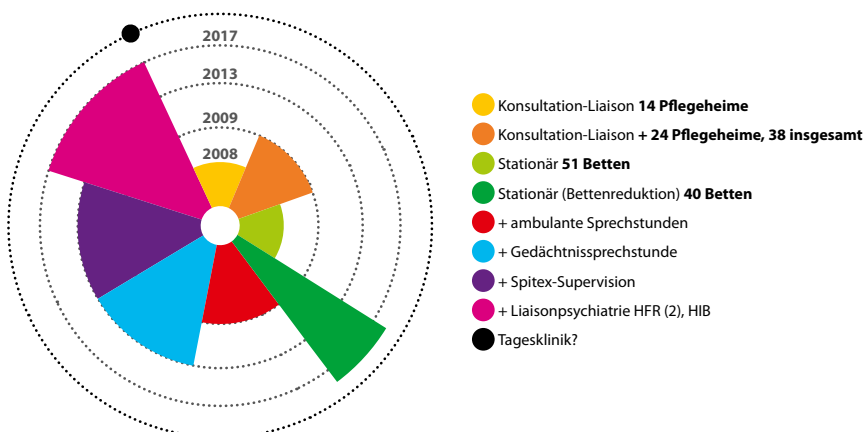
ÜBERSICHT

Parallel dazu konnten wir die Bettenzahl bis heute auf 40 Akutbetten reduzieren: 25 für die Allgemeinpsychiatrie und 15 für kognitive Störungen.

Die Zahl der Klinikaufenthalte nimmt jedoch unaufhörlich zu (2007: etwa 200; 2016: etwa 400), während die durchschnittliche Aufenthaltsdauer im selben Zeitraum von 60 auf 30 Tage zurückgegangen ist. Dies zeigt, wie wichtig es ist, im Vor- und Nachfeld des Stationären Behandlungs-

zentrums über eine wirksame Versorgung zu verfügen, die in Partnerschaft mit den Mitgliedern des Freiburger Gesundheitsnetzes gewährleistet wird.

Eine wichtige Struktur fehlt noch, und zwar eine Tagesklinik für die Betreuung von nichtdementen älteren Menschen. Mit ihrer Einrichtung werden die Ausgangsziele erreicht sein. Ein diesbezügliches Projekt sollte 2019 in den Räumen des FNPG Freiburg vollendet werden.



EINIGE KENNZAHLEN

Der Belegungsgrad des Bereichs Alterspsychiatrie und -psychotherapie im SBZ Marsens betrug **85,33 %**. Es gab **390 Eintritte** mit einer durchschnittlichen Aufenthaltsdauer von **29,90 Tagen**.

Neben den Konsultationen in den Pflegeheimen (408 Fälle) wurden etwa **437 Fälle** an verschiedenen Standorten ambulant betreut, so in Marsens, Freiburg, Bulle, Estavayer und Tafers, sowie im Rahmen der Liaison in Riaz, Estavayer und Tafers.

Wie jedes Jahr möchte ich allen meinen Mitarbeiterinnen und Mitarbeitern aller Berufsgruppen, ohne die diese ganze Arbeit unmöglich wäre, für ihre wertvolle Hilfe und für ihren Teamgeist danken.



Jean-Claude GOASMAT
Pflegedirektor

Die Anpassung an die ständigen Veränderungen veranlasst uns, unsere Organisation immer wieder neu zu überdenken. Die Neukonfiguration von Stationen, der Erwerb leistungsfähiger Tools und die Entwicklung neuer Kompetenzen sind Wege, unseren Pflegeauftrag mit noch mehr Humanismus und Effizienz zu erfüllen. Durch unsere Ausbildungsfunktion beteiligen wir uns zudem an der Sicherung des Nachwuchses an Pflegepersonal, an dem sich in den kommenden Jahren eine Knappheit abzeichnet.

Veränderung ist die einzige Konstante (Heraklit)

Das Jahr 2016 brachte einige Verbesserungen. Zum Jahresanfang hatte sich die Pflegedirektion eine Reihe von Zielen gesetzt, und diese wurden mehrheitlich erreicht.

Auf organisatorischer Ebene mussten die Aufnahmekapazitäten der Stationen mit Blick auf die Belegungsgrade neu kalibriert werden. Der Altersbereich ergriff die Initiative, die unterbelegten Stationen *Lavande* und *Narcisse* zu einer neuen Station namens *Jasmin* zu fusionieren. Deren Aufnahmekapazität wurde um fünf Betten reduziert, die dem Jugendlichen- und Erwachsenenbereich zugeteilt wurden.

Die Umsetzung dieses Fusionsentscheids umfasste drei Phasen: erstens, die Schaffung einer interdisziplinären Arbeitsgruppe, die den neuen Auftrag und das Konzept der Station *Jasmin* ausgearbeitet hat; zweitens, die Einrichtung der Infrastruktur gemeinsam mit der Technik und der Logistik; und drittens, die Begleitung des Personals durch diesen Änderungsprozess. Dazu wurde ein Tag im Grünen im Wallis organisiert, an dem beide Teams an einer neuen Identität für die Station *Jasmin* gearbeitet haben.

Das FNPG hat einen wichtigen Wandel seiner Institutionskultur vollzogen. Nunmehr gelten alle Stationen (mit Ausnahme der spezialisierten Station für kognitive Störungen) als offene Stationen. Jeden Tag beurteilt ein Tandem aus einer Ärztin oder einem Arzt und einer Pflegefachperson auf jeder Station die Zweckmässigkeit des Abschliessens der Stationstüre. Dieser neue Ansatz steht im Einklang mit den Patientenrechten und stärkt das Vertrauensverhältnis zwischen den Gesundheitsfachpersonen und den Patienten.

Unter dem Impuls der Pflegeabteilung hat das FNPG in Zusammenarbeit mit dem HFR das Kursadministrationstool H-Kurs der Firma New-Win AG angeschafft. Mit dieser Anwendung können wir unsere interne Organisation professioneller ausgestalten und unsere Zusammenarbeit mit dem HFR, dem Spitex Verband Freiburg und der Vereinigung freiburgischer Alterseinrichtungen vereinfachen, mit welchen wir unsere Ausbildungsprogramme teilen.

Das System der Finanzierung der ambulanten Pflegeleistungen verlangt nunmehr, dass wir zu 50 % selbsttragend sind. In

diesem Zusammenhang verfügen nun alle Mitarbeitenden über ein individualisiertes Tool zur Steuerung ihrer Tätigkeit. Dieses Ziel ist fast für die Gesamtheit des Pflegepersonals erfüllt.

Auf der Grundlage eines Themenhalbtags und eines internen Ausbildungsprogramms in Zusammenarbeit mit der *Fondation de Nant* wurde die Praxis der Feuchtwickel bzw. -packung wieder eingeführt. Bei dieser Pflegetechnik wird der Körper als Ausdrucks- und Kommunikationsmittel eingesetzt.

Die Masterarbeit unserer klinischen Pflegeexpertin des Erwachsenenbereichs befasst sich mit freiheitsbeschränkenden Massnahmen (FM). Diese Forschungsarbeit war ein Weg, unsere Pflegepraxis zu aktualisieren. Ausgangspunkt unserer Analyse bildeten die Messungen der ANQ und interne Statistiken über FM. Eine Arbeitsgruppe aus drei Ärztinnen und Ärzten und drei Pflegefachfrauen hat sämtliche Verfahren revidiert. Parallel dazu kümmerten sich drei Fokusgruppen um die Analyse der Indikationen und Gegenindikationen für FM, die Ermittlung von Alternativen zu Verle-



gungen ins Intensivzimmer (IVZ) und um die Ermittlung von aggressivitätsfördernden Faktoren und von Elementen, die zur Optimierung der Deeskalationsstrategien und zur Reduktion von IVZ-Einsätzen zu berücksichtigen sind.

In Zusammenarbeit mit zwei Pflegefachfrauen des FNPG, Masterstudentinnen in Pflege am Lausanner Hochschulinstitut für Bildung und Forschung in Pflege (IUFBS), hat die jugendpsychiatrische Station *Chrysalide* ein Forschungsprojekt zur Stärkung der Kohäsion und der Pflegephilosophie zwischen Erziehern und Pflegefachpersonen entwickelt. Damit wird bezweckt, die spezifischen Rollen dieser zwei Funktionen zu definieren, um die Basis einer optimalen Zusammenarbeit zu festigen.

Was die Jahresbilanz unseres Ausbildungsauftrags angeht, haben wir im Berichtsjahr 87 Studierende aufgenommen, die folgendermassen verteilt waren: 58 Bachelorstudierende im Standard- und berufsbegleitenden Lehrgang; FaGe: 6 Personen für die duale FaGe-Ausbildung, von denen 2016 zwei ein EFZ erlangt haben, und 7 Personen im Rahmen der Praktikum-Schule

Grangeneuve; 1 Person in dualer Ausbildung zur Assistentin Gesundheit und Soziales, die das eidgenössische Berufsattest erlangt hat; 5 Personen in Ausbildung in Rettungssanität der Schulen in Genf und Lausanne; 4 Studierende der Fachmaturität; 4 Studierende der Fachmittelschule Bulle und 2 diplomierte Pflegefachpersonen in der Passerelle.

Veränderung kommt nicht einfach zu uns – sie entsteht aus der Teilnahme jeder und jedes Einzelnen von uns. Deshalb danke ich allen Mitarbeiterinnen und Mitarbeitern, die sich täglich für die Erfüllung des uns obliegenden Pflegeauftrags engagieren.



Sabine CORZANI
Verantwortliche des Sozialdienstes



Florence GUENOT
Verantwortliche des psychologischen Dienstes



Sophie MAILLARD
Verantwortliche der Apotheke



Frederico Emilio LUCIA
Verantwortlicher der Spezialtherapien

Die Psychiatrie öffnet sich neuen Paradigmen, die auf die Bereicherung des Behandlungsprozesses durch die Erfahrung und die Kompetenz Betroffener zielen. Neue Funktionen bilden sich heraus: die Peers in psychischer Gesundheit. Ihre Erfahrungen werden in den Dienst der Patienten gestellt, um deren Recovery-, d. h. Genesungsprozess wirksam zu unterstützen.

Peers im FNPG: ein Wandel in der interdisziplinären Zusammenarbeit

Die Integration von Peers in der Psychiatrie ist direkt verbunden mit dem Modell der Recovery, eine Bewegung, die in den Neunzigerjahren in Nordamerika unter dem Einfluss insbesondere der personenzentrierten Psychiatrie von Betroffenen initiiert wurde.¹ Damals wurde das Postulat aufgestellt, dass Personen mit psychischen Beeinträchtigungen, für welche die psychotherapeutischen Ressourcen ausgeschöpft sind, trotz ungünstiger Prognosen genesen können. Fachpersonen und Angehörige setzten sich mit diesem Phänomen auseinander, um die darunterliegenden Wirkmechanismen zu verstehen. So wurden die Elemente des Recovery-Modells identifiziert und wurde festgestellt, dass es der Wirksamkeit des Behandlungsprozesses zuträglich ist, wenn er durch die Erfahrung eines Peers in psychischer Gesundheit unterstützt wird.

Dank Fachpersonen, die den Wert der Unterstützung von Patienten durch genesende Personen (in Form von Anerkennung und gegenseitiger Hilfe) bestätigen, wurde dieses Konzept progressiv in den Gesundheitssystemen institutionalisiert. In Nordamerika wie auch in der Deutschschweiz

beispielsweise wird die Intervention von Peers, die in den Behandlungsteams integriert sind, bereits seit mehreren Jahren praktiziert.

In der Schweiz entwickelten sich zwei Ausbildungen zum Peer: die Ausbildung EX-IN in Bern (2010) und die Ausbildung der Hochschule für Soziale Arbeit und Pädagogik (éesp) in Lausanne (2013) in Zusammenarbeit mit Pro Mente Sana und der Westschweizer Koordination der Vereinigungen für psychische Gesundheit (Co-raasp). Absolventinnen und Absolventen dieser berufsvorbereitenden Ausbildungen erlangen den Status des Peers in psychischer Gesundheit. Diese Ausbildungen vermitteln den Peers eine spezifische Rolle und spezifische Werkzeuge, um die Patienten zu ermutigen, eigene Strategien zur Bewältigung krankheitsbedingter Hindernisse zu finden und ihren Recovery-Prozess anzugehen.²

In den letzten Jahren hat das FNPG progressiv eine Zusammenarbeit mit Peers eingerichtet und dabei die Fragen berücksichtigt, die ein solches Projekt mit sich bringen kann. Es wurde ein bereichsüber-

greifender Lenkungsausschuss eingerichtet (interdisziplinärer klinischer Bereich und Personalabteilung), um die Zusammenarbeit zu konkretisieren und klare Rahmenbedingungen vorzusehen (Definition des Bedarfs des FNPG, Interventionsgrenzen, Ausarbeitung eines Pflichtenhefts, Anpassung an die versicherungstechnischen Erfordernisse, Supervision und Begleitung der Peers usw.). In der Tat haben die Erfahrungen, die in den letzten Jahrzehnten in verschiedenen Kontexten der Psychiatrie gemacht wurden, gezeigt, dass es wichtig ist, Peers methodisch und sehr progressiv in die Systeme einzuführen.

Diese Konkretisierung fand in unserem Netzwerk 2016 statt. Es wurde eine Genesungsbegleiterin (Peer) in Ausbildung angestellt, die auf einer Station eingesetzt wird. Im FNPG werden Peers als Partner der Patienten betrachtet. Sie oder er begleitet die Patientin oder den Patienten durch verschiedene Leistungen, mit denen Mut gespendet, motiviert, unterstützt und die Konkretisierung von Genesungsstrategien ermöglicht wird (s. Beitrag auf S. 26). Dazu mobilisieren Peers die Ressourcen der Patienten, berufen sich auf deren Autonomie



und auf deren Fähigkeit, Akteure ihres Lebensprojekts zu sein (Selbstbestimmung und *Empowerment*). In diesem Sinn können Peers als Partner des Behandlungsteams betrachtet werden, die in Ergänzung zu den Gesundheitsfachpersonen handeln: Die Tätigkeit der Gesundheitsfachpersonen richtet sich in erster Linie auf die Symptome und ist vorab krankheitsgerichtet. Im Unterschied und vor allem in Ergänzung dazu begleiten Peers die Patienten dabei, trotz der Krankheit – oder gerade durch sie – wieder einen Lebenssinn zu finden. Sie unterstützen sie auch dabei, das Vertrauen in ihre persönlichen Ressourcen zu entwickeln (Solidarität, Hoffnung, Coping oder Identifikation mit einem vollendeten Recovery-Prozess, Komplizität).

In der Schweiz setzt sich die Integration von Peers im Bereich der psychischen Gesundheit fort. Unsere regelmässigen Kontakte mit der Vereinigung Re-pairs³ und unseren Partnern in der West- und Deutschschweiz zeigen, dass jede Gesundheitseinrichtung bei der Hinzuziehung und Anstellung von Peers anders vorgeht. Die Vernetzung setzt sich fort, um die Hindernisse gemeinsam überwinden zu kön-

nen (falsche Vorstellung von der Rolle der Peers als vormals Kranke, die immer noch krank sind usw.). Bestimmte Dilemmas zeigen sich noch täglich beim Vorhaben, die Rahmenbedingungen dieser Kolleginnen und Kollegen zu verbessern. Im FNPG wird unser bereichsübergreifender Lenkungsausschuss mit Blick auf das Know-how, das dank dieser ersten Zusammenarbeit mit einer Genesungsbegleiterin erworben wurde, Anpassungen vornehmen, um diese Partnerschaft in unser klinisches Behandlungskonzept integrieren zu können.

Quellen:

- 1) Chinman, M. Shoaib, R., & Cohen, A. *Using organizational change strategies to guide peer support technician implementation in the Veterans Administration.* Journal of Psychiatric rehabilitation, 2010 (33) 269-277
- 2) Drake, R.E., Whitley, R., *Recovery and severe mental illness: description and analysis.* Canadian Journal of psychiatry, 2014, 59 (236-242)
- 3) Für weitere Informationen: die Vereinigung «Re-pairs – Réseau romand des pairs praticiens en santé mentale»: <http://reseau.re-pairs.ch>
- 4) Link auf die Website von EX-IN Bern: <https://www.ex-in-bern.ch>
- 5) Link auf die Website der Ausbildung der éesp: <https://www.eesp.ch/formation-continue/formations-certifiantes/certificats-eesp/formation-de-pairs-praticiens-en-sante-mentale>



Kathia VONLANTHEN
Peer in Ausbildung

Und eines Tages konnte ich wieder «morgen» sagen

Peers in psychischer Gesundheit begleiten die Patienten, sie sind da, um ihnen zuzuhören und sich mit ihnen über Erfahrungen auszutauschen. In diesem Sinn ist es nicht ihr Zweck, die Aufgaben der Therapeuten oder Pflegenden zu übernehmen. Peers versuchen in erster Linie das zu würdigen, was bei den Patienten funktioniert, und konzentrieren sich dabei auf diejenigen Ressourcen, die ihnen ermöglichen, ein lebenswertes Leben zu führen.

Das Ziel dieser Begleitung ist nicht die Symptomfreiheit, sondern die Konzentration auf die eigenen funktionierenden Ressourcen ungeachtet allfälliger Symptome. Es geht darum, den Patienten eine zusätzliche Hilfe zu bieten, neben den Gesundheitsfachpersonen, der Medikation und den anderen Therapien. Gestützt auf die Philosophie der Recovery versuchen Peers, die Patienten auf ihrem eigenen Weg zur Genesung zu unterstützen.

Peers können in verschiedenartigen Institutionen arbeiten, in psychiatrischen oder in solchen, die mit psychischer Gesundheit in direktem Zusammenhang stehen (z. B. Aufnahmeheime, Schulen, Vereinigungen usw.).

Die patientenbezogenen Interventionen der Peers können verschiedene Formen annehmen: begleiten, beraten und unterstützen, eine Selbsthilfegruppe verwalten und leiten (z. B. zum Thema Recovery-Prozess), den Standpunkt der Patienten bei klinischen Diskussionen, Rapporten oder Teambesprechungen vertreten und an der Forschung und Entwicklung in der Pflege teilnehmen.

Aber die Peer-Funktion kommt auch über den Patientenbezug hinaus zum tragen, wo es darum geht, die Öffentlichkeit oder spezifische Zielgruppen zu erreichen. Dies geschieht etwa durch Aus- und Fortbildungskurse für Pflege- und andere Gesund-

heitsfachpersonen, durch Präventions- und/oder Ausbildungsprojekte in Schulen oder durch die Förderung der psychischen Gesundheit in der Öffentlichkeit in Form von Kampagnen, Vorträgen oder Dokumentarfilmen.

Es ist eine wertvolle Tätigkeit. Die Kurse, die ich künftigen Psychotherapeuten erteile, um ihnen eine Sicht «von Innen» zu zeigen, sind für beide Seiten eine bereichernde Erfahrung und es kommt zu wunderbaren Austausch. Gleiches gilt für die Tätigkeit mit jungen Menschen, z. B. in Workshops. Peers haben hierbei einen anderen Zugang, um die Toleranz in unserer Gesellschaft zu fördern, denn Vorurteile und Stigmatisierungen werden immer noch zu einem grossen Teil dank der ganzen Arbeit abgebaut, die in den Sensibilisierungskampagnen geleistet wird.

Wie habe ich als Peer dieses «Know-how durch Erfahrung» erworben? Bestimmt einmal, indem ich das alles selbst erlebt habe, vorab während meiner Krankheit, in den verschiedenen Phasen der Behandlung (Klinikaufenthalt, ambulante Folgebehandlung, erneuter Klinikaufenthalt, Verlegung ins Intensivzimmer), dann durch die vielen Therapiestunden, in denen mein Verhalten, meine Gedanken, meine Reaktionen und meine Emotionen analysiert wurden, und schliesslich durch die Arbeit an und mit mir selbst, denn letztlich ist es immer die betroffene Person selbst, die den Weg gehen muss. Vorwärtskommen, sich an das zu klammern, was funktioniert, was klappt: Das ist, wie ich vorgegangen bin. Ich habe enorm viel Hilfe erhalten, um dies zu erreichen, sei es von meinem familiären oder beruflichen Umfeld.

Meinen eigenen Recovery-Weg zu finden war ein Prozess, der nach und nach aufgebaut wurde. Dazu gehörte auch, dass ich gelernt habe, mir Achtung zu verschaffen. Mein Ziel war nicht mehr die Symptomfreiheit. Ich habe mir Ziele gesetzt, Träume, die ich erreichen wollte und konnte, trotz meiner «Krankheit». Auf meinem Weg versuchte ich zu vermitteln, dass ich ein Mensch mit Wünschen und Bedürfnissen bin und nicht nur die Trägerin einer Diagnose. Ich bestand

darauf, dass man auch die Person sah, den Menschen hinter der Krankheit.

Ich habe lange mit viel Traurigkeit immer nur die Türen gesehen, die wegen meiner Krankheit vor mir zungen. Eines Tages beschloss ich, mich umzudrehen und zu sehen, welche Türen sich mir geöffnet haben. So konnte ich das Positive sehen, das mir die Krankheit gebracht hat.

Ich konnte mir auch neu begegnen und mich intensiv und tiefer kennenlernen. Heute gehe ich mit offenen Augen und offenem Herzen durch die Welt und kann mich über die kleinen Dinge des Lebens freuen; diese kleinen Dinge, die man nur dann schätzt, wenn man sie einmal nicht mehr hatte. Was man niemals verlieren darf, ist die Hoffnung! Hoffnung ist das primäre Element des Recovery-Modells, auf das Peers ihre Interventionen abstützen.

Dies ist, was ich Personen vermittele, die sich in einer Krisensituation befinden: die Hoffnung, die Kraft und den Willen, seinen eigenen Recovery-Weg zu gehen.



Durchschnittlicher Belegungsgrad nach Stationen

FNPG – STATIONÄRES BEHANDLUNGSZENTRUM

STATIONEN	Bettenzahl im Jahresdurch- schnitt	Eintritte	Austritte	Pflegetage	Belegungs- grad
ATLAS , französischsprachige Allgemeinpsychiatrie – Fokus 35/65	21	337	313	7 559	98,35 %
HERMÈS , französischsprachige Allgemeinpsychiatrie – Fokus 18/35	21	322	308	7 544	98,15 %
CALLISTO , affektive und Persönlichkeitsstörungen	19	297	303	6 924	99,57 %
THALASSA , Abhängigkeitserkrankungen (zweisprachig)	21	266	277	7 609	99,00 %
DA , deutschsprachige Allgemeinpsychiatrie	20	209	216	6 369	93,17 %
VÉNUS , affektive Störungen und Krise (zweisprachig)	19	351	351	6 752	97,10 %
TOTAL Bereich Erwachsenenpsychiatrie und -psychotherapie	121	1 782	1 768	42 757	97,61 %
LA CHRYSALIDE , Jugendalter (zweisprachig)	9	103	108	2 801	88,28 %
TOTAL Bereich Kinder- und Jugendpsychiatrie und -psychotherapie	9	103	108	2 801	88,28 %
AUBÉPINE , kognitive Störungen	15	48	54	1 454	80,11 %
NARCISSE , Allgemeinpsychiatrie (zweisprachig)	15	54	51	1 433	78,95 %
LAVANDE , Allgemeinpsychiatrie	15	39	39	1 503	82,81 %
TOTAL Bereich Alterspsychiatrie und -psychotherapie (bis am 30.04.2016)	45	141	144	4 390	80,62 %
AUBÉPINE , kognitive Störungen	15	87	91	3 035	82,59 %
JASMIN , Allgemeinpsychiatrie	25	162	163	5 583	91,15 %
TOTAL Bereich Alterspsychiatrie und -psychotherapie (ab dem 01.05.2016)	40	249	254	8 618	87,94 %
GESAMTTOTAL	170	2 275	2 274	58 566	94,13 %



Patricia DAVET
Verantwortliche der Abteilung
Patientenadministration

Am 1. Mai 2016 wurden fünf Betten vom Altersbereich in die anderen Bereiche übertragen: vier in den Erwachsenenbereich und eines in den Kinder- und Jugendlichenbereich, womit vor allem die Belegung der Stationen ausgeglichen wurde.

Der durchschnittliche Belegungsgrad des Kinder- und Jugendlichenbereichs betrug im Berichtsjahr 88,28 %, gegenüber 119,86 % im Vorjahr. Im Erwachsenenbereich betrug er dank eines Neuausgleichs der Anzahl Betten pro Station 97,61 %, gegenüber 99,54 % im Vorjahr, wobei der Vorjahreswert durch eine erste Umorganisation der Stationen per 1. Mai 2015 beeinflusst worden war. Der Altersbereich wurde im Berichtsjahr in zwei Stationen umorganisiert, eine Station für kognitive Störungen mit weiterhin 15 Betten und eine neu geschaffene allgemein-

psychiatrische Station mit 25 Betten. Der (gewichtete) Belegungsgrad dieses Bereichs betrug im Berichtsjahr 85,33 %, gegenüber 90,56 % im Vorjahr. Der Belegungsgrad des gesamten Stationären Behandlungszentrums betrug 94,13 %, gegenüber 98,11 % im Vorjahr.

Die Zahl der fakturierbaren Tage (58 566) unterscheidet sich merklich von der Zahl, die von der Buchhaltung veröffentlicht wird; dies erklärt sich dadurch, dass die Patienten, die nicht mehr durch die volle Klinikpauschale gedeckt sind, in eine andere Versorgungskategorie fallen.

Durchschnittliche Aufenthaltsdauer nach Stationen

FNPG – STATIONÄRES BEHANDLUNGSZENTRUM

Pflegetage Durchschnittliche Aufenthaltsdauer pro Station 2016 Durchschnittliche Aufenthaltsdauer pro Station 2015

STATIONEN

STATIONEN	Pflegetage	Durchschnittliche Aufenthaltsdauer pro Station 2016	Durchschnittliche Aufenthaltsdauer pro Station 2015
ATLAS , französischsprachige Allgemeinpsychiatrie – Fokus 35/65	7 559	19,63	21,53
HERMÈS , französischsprachige Allgemeinpsychiatrie – Fokus 18/35	7 544	20,39	16,20
CALLISTO , affektive und Persönlichkeitsstörungen	6 924	20,79	25,68
THALASSA , Abhängigkeitserkrankungen (zweisprachig)	7 609	24,39	25,41
DA , deutschsprachige Allgemeinpsychiatrie	6 369	26,43	16,06
VÉNUS , affektive Störungen und Krise (zweisprachig)	6 752	17,63	16,98
TOTAL Bereich Erwachsenenpsychiatrie und -psychotherapie	42 757	22,69	21,11
LA CHRYSALIDE , Jugendalter (zweisprachig)	2 801	23,54	29,91
TOTAL Bereich Kinder- und Jugendpsychiatrie und -psychotherapie	2 801	23,54	29,91
AUBÉPINE , kognitive Störungen	1 454	20,77	29,53
NARCISSE , Allgemeinpsychiatrie (zweisprachig)	1 433	20,18	30,06
LAVANDE , Allgemeinpsychiatrie	1 503	28,36	31,07
TOTAL Bereich Alterspsychiatrie und -psychotherapie (bis am 30.04.2016)	4 390	23,86	32,83
AUBÉPINE , kognitive Störungen	3 035	26,56	29,53
JASMIN , Allgemeinpsychiatrie	5 583	28,63	--
TOTAL Bereich Alterspsychiatrie und -psychotherapie (ab dem 01.05.2016)	8 618	29,90	32,83
GESAMTTOTAL	58 566	24,26	24,83

Insgesamt blieb die durchschnittliche Aufenthaltsdauer des Stationären Behandlungszentrums zwischen 2015 und 2016 praktisch unverändert (minimale Abnahme von 24,83 auf 24,26 Tage). Unter Berücksichtigung der Bettenübertragung zwischen den Bereichen vom 1. Mai 2016 betrug die gewichtete durchschnittliche Aufenthaltsdauer in den einzelnen Bereichen: 22,69 Tage im Erwachsenenbereich (gegenüber 21,11 Tagen im Vorjahr), 23,54 Tage im Kinder- und Jugendlichenbereich (gegenüber 29,91 Tagen im Vorjahr, was einer deutlichen Abnahme entspricht) und 29,9 Tage im Altersbereich (gegenüber 32,83 Tagen im Vorjahr, was ebenfalls einer Abnahme entspricht).

Anzahl ambulante Fälle 2016

	Standort	Anzahl Fälle	%-Anteil im Bereich	%-Anteil im FNPG
Bereich I	SBZ Marsens	34	3,26	
	ZKJP Freiburg	807	77,37	
	ZPG Bulle	74	7,09	
	Liaison HFR	64	6,14	
	Bereitschaftsdienst HFR	64	6,14	
TOTAL BEREICH I		1 043		16,41
Bereich II	SBZ Marsens	138	3,09	
	PSZ Freiburg	1 048	23,47	
	FZA Freiburg	664	14,87	
	ZPG und Tagesklinik Bulle	590	13,21	
	ZFP Freiburg	64	1,43	
	Liaison Anstalten von Bellechasse	146	3,27	
	Liaison Zentralgefängnis	110	2,46	
	Tagesklinik Freiburg (deutsch)	161	3,61	
	Deutschsprachiges Ambulatorium	165	3,69	
	Bereitschaftsdienst HFR	527	11,80	
	Liaison HFR	772	17,29	
	Tagesklinik Freiburg (französisch)	81	1,81	
	TOTAL BEREICH II		4 466	
Bereich III	SBZ Marsens	170	20,12	
	PSZ Freiburg	67	7,94	
	ZPG Bulle	28	3,31	
	Liaison HIB Estavayer/Lac	41	4,85	
	Konsultation-Liaison	408	48,28	
	Ambulatorium Tafers	41	4,85	
	Liaison HFR Riaz	61	7,22	
	Ambulatorium Estavayer-le-Lac	29	3,43	
TOTAL BEREICH III		845		13,30
TOTAL FNPG		6 354		100

2016 verzeichnete das FNPG 6354 ambulante Fälle, gegenüber 6155 im Vorjahr (+ 3,2 %).

Der Kinder- und Jugendlichenbereich verzeichnete 1043 ambulante Fälle (16,41 % der ambulanten Fälle des FNPG); 604 davon waren neue Fälle.

Der Erwachsenenbereich verzeichnete 4466 ambulante Fälle (70,29 % der ambulanten Fälle des FNPG); 1572 davon waren neue Fälle. Im Vorjahr verzeichnete dieser Bereich 4201 ambulante Fälle.

Der Altersbereich verzeichnete 845 ambulante Fälle (13,30 % der ambulanten Fälle des FNPG); 300 davon waren neue Fälle. Im Vorjahr verzeichnete dieser Bereich 836 ambulante Fälle.

Im Berichtsjahr wurden im FNPG zudem 92 psychiatrische Gutachten erstellt (gegenüber 99 im Vorjahr); davon entfielen 9 auf den Kinder- und Jugendlichenbereich und 83 auf den Erwachsenenbereich.

Tageskliniken

Anzahl Arbeitstage 2016:
250

	Anzahl Be- handlungen	Mögliche Pflegetage	Eintritte	Austritte	Effektive Pflegetage	Durch- schnittliche Behand- lungsdauer	Belegungs- grad
Tagesklinik Fribourg	143	5 000	126	122	4 648	32,50	92,96 %
Verfügbare Plätze: 20							
Tagesklinik Freiburg	88	3 750	73	81	3 168	36,00	84,48 %
Verfügbare Plätze: 15							
Tagesklinik Süd	100	5 000	80	82	4 327	43,27	86,54 %
Verfügbare Plätze: 20							
GESAMTTOTAL	331	13 750	279	285	12 143	36,68	88,31 %

Personalstatistik

	Bestand 2015	Bestand 2016
Freiburger Netzwerk für psychische Gesundheit		
Verwaltungspersonal	31,35	31,90
Betriebspersonal	59,69	61,50
Medizinisch-technisches Personal	78,09	76,25
Arzt- und Pflegepersonal	228,50	228,47
TOTAL	397,63	398,12
Personal in Ausbildung	41,71	41,93
Pflegeheim Les Camélias		
Medizinisch-technisches Personal	0,00	0,00
Arzt- und Pflegepersonal	16,44	16,37
TOTAL	16,44	16,37
Personal in Ausbildung	2,17	2,58



MARHOP.B.RE01.01

CAT. - 5
DIAISON: B02 (1-10) / B003

2EME ETAGE

1ER ETAGE

REZ-CLAUSSÉE

B0020 TT



Bilanz per 31.12.2016

AKTIVEN	2016 CHF	Anm.	2015 CHF
UMLAUFVERMÖGEN			
Flüssige Mittel	40 834 633	1	23 871 649
Kurzfristig gehaltene Aktiven	11		11
Forderungen aus Lieferungen und Leistungen		2	
gegenüber Dritten	4 033 167		4 258 439
gegenüber dem Kanton	0		98 471
Übrige kurzfristige Forderungen	646 840	3	813 540
Vorräte	398 768		419 960
Aktive Rechnungsabgrenzungen	277 768		170 693
TOTAL UMLAUFVERMÖGEN	46 191 187		29 632 763
ANLAGEVERMÖGEN			
Sachanlagen		4	
Bewegliche Sachanlagen	875 189		1 082 176
Unbewegliche Sachanlagen	22 337 111		21 050 562
Immaterielle Werte	360 041		433 586
TOTAL ANLAGEVERMÖGEN	23 572 341		22 566 324
TOTAL AKTIVEN	69 763 528		52 199 087

PASSIVEN	2015	Anm.	2014
	CHF		CHF
FREMDKAPITAL			
Kurzfristiges Fremdkapital			
Verbindlichkeiten aus Lieferungen und Leistungen			
gegenüber Dritten	1 570 804		1 436 609
gegenüber dem Kanton	306 324	2	0
Kurzfristige verzinsliche Verbindlichkeiten	880 418	5	1 905 690
Kurzfristige Rückstellungen	655 897	6	599 658
Passive Rechnungsabgrenzungen	587 735		308 505
TOTAL KURZFRISTIGES FREMDKAPITAL	4 001 178		4 250 462
Langfristiges Fremdkapital			
Langfristige verzinsliche Verbindlichkeiten	21 410 447	5	7 290 865
Langfristige Rückstellungen	1 987 470	6	2 296 760
TOTAL LANGFRISTIGES FREMDKAPITAL	23 397 917		9 587 625
TOTAL FREMDKAPITAL	27 399 095		13 838 087
EIGENKAPITAL			
Freies Eigenkapital	23 165 237	8	23 165 236
Gebundenes Eigenkapital	16 308 205	7	12 697 005
Freiwillige Reserven aus kumulierten Gewinnen	2 890 991	8	2 498 759
TOTAL EIGENKAPITAL	42 364 433		38 361 000
TOTAL PASSIVEN	69 763 528		52 199 087

Erfolgsrechnung 2016

ERTRAG	2016 CHF	Anm.	2015 CHF
Nettoerlöse aus stationärer Tätigkeit	42 387 834		43 518 886
Nettoerlöse aus ambulanter und tagesklinischer Tätigkeit	10 750 621	9	8 641 183
Beiträge des Kantons	10 389 180	10	11 007 160
Andere Erlöse	3 125 643		3 023 227
TOTAL BETRIEBSERTRAG	66 653 278		66 190 456
AUFWAND			
Material-, Waren- und Leistungsaufwand			
Medizinischer Bedarf	1 340 538		1 377 261
Lebensmittel	1 526 160		1 536 478
Haushaltsaufwand	806 380		734 904
Unterhalt und Reparaturen	2 026 643		2 414 313
Total Material-, Waren- und Leistungsaufwand	5 699 721		6 062 956
Total Personalaufwand	49 929 565	11	49 706 645
Übriger betrieblicher Aufwand			
Verwaltungs- und Informatikaufwand	1 716 540		1 454 299
Energie und Wasser	1 060 628		1 232 945
Mieten	1 392 235		1 379 955
Übriger patientenbezogener Aufwand	532 896		481 057
Übriger nicht patientenbezogener Aufwand	464 742		443 231
Total übriger betrieblicher Aufwand	5 167 041		4 991 487
Total Abschreibungen und Wertberichtigungen auf Positionen des Anlagevermögens	2 089 497		2 289 104
TOTAL BETRIEBSAUFWAND	62 885 824		63 050 192

	2016 CHF	Anm.	2015 CHF
BETRIEBSERGEBNIS VOR FINANZERGEBNIS	3 767 454		3 140 264
Finanzaufwand	119 101		123 931
Finanzertrag	998		3 388
BETRIEBSERGEBNIS	3 649 351		3 019 721
Betriebsfremder Aufwand	1 140 345		1 281 178
Betriebsfremder Ertrag	1 270 400		1 417 303
Betriebsfremdes Ergebnis	130 055		136 125
Ausserordentlicher Aufwand	0		0
Ausserordentlicher und periodenfremder Ertrag	224 026	12	0
Ausserordentliches Ergebnis	224 026		0
JAHRESGEWINN VOR ÄNDERUNG DES EIGENKAPITALS	4 003 432		3 155 846
Zuweisungen zum gebundenen Eigenkapital		7	
Eigenkapital andere	28 963		42 262
Eigenkapital stationäre Investitionen	4 209 050		4 381 042
Eigenkapital ambulante und tagesklinische Investitionen	893 892		775 922
Eigenkapital gemeinwirtschaftliche Leistungen	854 696		364 150
Eigenkapital Erneuerung betriebsfremder Güter	130 055		136 125
Verwendungen des gebundenen Eigenkapitals	2 505 456		2 501 029
JAHRESGEWINN/ (JAHRESVERLUST)	392 232		(42 626)

ALLGEMEINE BEMERKUNGEN

Das FNPG ist eine öffentlich-rechtliche Anstalt mit eigener Rechtspersönlichkeit mit Sitz in Freiburg. Es ist administrativ der Direktion für Gesundheit und Soziales zugewiesen und ist in den Grenzen des Gesetzes selbstständig.

Das FNPG verfolgt den Zweck, jeder Person, die an einer psychischen Störung, Krankheit oder Behinderung leidet, den Zugang zu einer geeigneten und guten Versorgung zu ermöglichen, die ihrer Autonomie in Beziehungen, in familiären, sozialen und wirtschaftlichen Belangen förderlich ist.

Die Bilanz und die Erfolgsrechnung umfassen die gesamte stationäre, ambulante und tagesklinische Tätigkeit sowie bestimmte betriebsfremde Tätigkeiten (Tankstelle und Vermietung eigener Gebäudeflächen).

● **Gesetzliche Grundlagen**

- > 822.2.1 Gesetz über die Organisation der Pflege im Bereich psychische Gesundheit
- > 822.0.3 Gesetz über die Finanzierung der Spitäler und Geburtshäuser

Die vorliegende Jahresrechnung wurde nach den Bestimmungen des Obligationenrechts erstellt.

Der Verwaltungsrat des FNPG wendet seit dem Geschäftsjahr 2014 das neue Rechnungslegungsrecht an.

Die wichtigsten angewandten Bewertungsgrundsätze, die nicht gesetzlich vorgeschrieben sind, werden nachstehend kurz erklärt. Dabei ist zu berücksichtigen, dass das FNPG die Möglichkeit hat, stille Reserven zu bilden und aufzulösen, um das stete Gedeihen des Unternehmens zu fördern.

RECHNUNGSLEGUNGSSTANDARD

● **Umlaufvermögen**

- > **Forderungen aus Lieferungen und Leistungen.** Diese Position umfasst kurzfristige Forderungen, die innert eines Jahres fällig werden und vom Kerngeschäft des FNPG herrühren. Die Forderungen werden zum Nennwert erfasst. Betriebswirtschaftlich notwendige Wertberichtigungen werden angemessen berücksichtigt.
- > **Vorräte.** Die Vorräte werden zum gewogenen Durchschnittspreis bilanziert. Eine Ausnahme bilden die Vorräte der betriebsfremden Tätigkeit «Tankstelle»; diese werden auf der Basis des Preises bewertet, der auf der letzten Lieferantenrechnung aufgeführt ist.

BILANZIERUNGSGRUNDSÄTZE

● **Anlagevermögen**

- > **Sachanlagen.** Die Bewertung der Sachanlagen erfolgt ausgehend von den Anschaffungs- oder Herstellungskosten, abzüglich der betriebswirtschaftlich notwendigen Abschreibungen.

Die Abschreibungen erfolgen linear über die wirtschaftliche Nutzungsdauer des

Investitionsgutes, die folgendermassen festgelegt ist:

ANLAGEKATEGORIE		Nutzungsdauer in Jahren
A0	Bebautes und unbebautes Land	keine Abschreibung
A1	Gebäude	33 1/3
C1	Allgemeine Betriebsinstallationen	20
C2	Gebäudespezifische Installationen	20
D1	Möbiliar	10
D2	Büromaschinen	5
D3	Fahrzeuge	5
D4	Instrumente und Werkzeuge	5
E1	Medizintechnische Geräte und Instrumente	8
F1	Hardware	4

Gemäss der Verordnung über die Kostenermittlung und die Leistungserfassung durch Spitäler, Geburtshäuser und Pflegeheime in der Krankenversicherung (SR 832.104) beträgt die Aktivierungsgrenze für Objekte 10 000 Franken.

- > **Immaterielle Werte.** Die immateriellen Werte bestehen aus Software, die von Dritten entwickelt oder bei Dritten gekauft wurde. Sie werden über eine Nutzungsdauer von 4 Jahren linear abgeschrieben. Bei Anzeichen einer Überbewertung werden die Buchwerte überprüft und eventuell einer Wertberichtigung unterzogen.

● **Verpflichtungen (Passiven)**

- > **Kurzfristige Finanzverbindlichkeiten.** Die kurzfristigen Finanzverbindlichkeiten werden zum Nennwert bilanziert und betreffen Schulden, die innert 12 Monaten nach dem Bilanzstichtag zu begleichen sind.
- > **Langfristige Finanzverbindlichkeiten.** Die langfristigen Finanzverbindlichkeiten werden zum Nennwert bilanziert und betreffen Schulden, die innert einer Frist von mehr als 12 Monaten nach dem Bilanzstichtag zu begleichen sind.
- > **Rückstellungen.** Rückstellungen werden gebildet, wenn vor dem Bilanzstichtag ein Ereignis eintritt, das eine wahrscheinliche Verpflichtung begründet, deren Höhe und/oder Fälligkeit schätzbar, aber ungewiss sind. Die Verpflichtung kann auf Rechts- oder Sachgründen beruhen. Die Rückstellungen bemessen sich nach den erwarteten Ausgaben und werden gestützt auf eine jährliche Überprüfung erhöht, beibehalten oder aufgelöst.
- > **Gebundenes Eigenkapital.** Das «gebundene Eigenkapital» sind Mittel, die dem FNPG im Zusammenhang mit einem klar definierten Ziel zur Verfügung stehen; das Ziel wird entweder durch das FNPG selber festgelegt, um gewisse Tätigkeiten oder zukünftige Projekte zu finanzieren, oder durch Dritte im Rahmen eines Legats oder einer Schenkung. Es liegen keine Bedingungen vor, wonach das Kapital einem Dritten zurückzuerstatten wäre, wenn das Ziel nicht erreicht würde. Für jedes gebundene Kapital sind das Ziel und die Kriterien der Äufnung und Verwendung in einem Reglement festgelegt.
- > Die Änderungen (Einrichtung, Verwendungen und Zuweisungen) im gebundenen Eigenkapital sind in internen Reglementen definiert, die vom Verwaltungsrat des FNPG genehmigt wurden. Weitere Einzelheiten sind in **Anmerkung 7** enthalten.

1. FLÜSSIGE MITTEL

2. FORDERUNGEN AUS LIEFERUNGEN UND LEISTUNGEN

● **Ertrag – Abgrenzung der Einnahmen**

Die Einnahmen aus der stationären und ambulanten Tätigkeit werden auf der Grundlage der Bruttorechnungsbeträge erfasst, abzüglich der effektiven Debitorenverluste sowie der Wertberichtigungen auf Forderungen für Risiken und latente Verluste.

Die Erlöse der ambulanten und tagesklinischen Tätigkeit sind vom 1. Dezember 2015 bis am 30. November 2016 abgegrenzt.

Die Erlöse der stationären Tätigkeit sind dagegen in Übereinstimmung mit dem Kalenderjahr (1. Januar–31. Dezember) abgegrenzt.

Informationen zu den Positionen der Bilanz und der Erfolgsrechnung

Die flüssigen Mittel bestehen hauptsächlich aus Kontokorrenten bei der Freiburger Kantonalbank und aus dem Saldo zu Gunsten des FNPG auf dem Kontokorrent bei der Finanzverwaltung des Staates Freiburg.

Gemäss dem Kontokorrentkreditvertrag zwischen der Finanzverwaltung und dem FNPG vom 10. Februar 2012 beträgt der Zins 1,5%, wenn der Saldo zu Gunsten der Finanzverwaltung lautet (die maximale Kreditlimite beträgt 4,5 Millionen Franken), und er beträgt 0,125%, wenn der Saldo während des Jahres zu Gunsten des FNPG lautet.

- > **Gegenüber Dritten:** Es handelt sich um offene Forderungen gegen die Krankenversicherer im Rahmen der stationären, ambulanten und tagesklinischen Tätigkeit des FNPG (Vereinbarungen nach dem System des *Tiers payant*).

	2016	2015
	CHF	CHF
Forderungen	4 293 167	4 779 139
Delkredere	(260 000)	(520 700)
TOTAL	4 033 167	4 258 439

- > **Gegenüber dem Kanton:** Ende 2016 schuldet das FNPG dem Kanton 306 324 Franken, weil es weniger stationäre Pflgetage verzeichnet hat als im Leistungsvertrag vorgesehen wurde.

2015 handelte es sich um den Wert der stationären Pflgetage 2015, die über das im Leistungsauftrag vorgesehene Volumen hinausgingen. Für die stationären Pflgetage 2015 ohne Leistungsauftrag, deren Finanzierung noch mit dem Kanton diskutiert wurde, wurde ein Delkredere verbucht.

3. ÜBRIGE KURZFRISTIGE FORDERUNGEN

	2016	2015
	CHF	CHF
Forderungen	0	307 071
Delkrederere	0	(208 600)
TOTAL	0	98 471

> **Gegenüber Dritten:** Es handelt sich um offene Forderungen gegenüber anderen Debitoren (Tankstelle, Vermietung von Räumen usw.).

	2016	2015
	CHF	CHF
Forderungen	668 340	829 940
Delkrederere	(21 500)	(16 400)
TOTAL	646 840	813 540

4. ANLAGEN

> **Sachanlagen**

2016	Gebäude Installationen	Medizin- technische Geräte	Mobiliar Maschinen Fahrzeuge Werkzeuge	Hardware	Laufende Bauarbeiten	TOTAL
	CHF	CHF	CHF	CHF	CHF	CHF
Stand am 01.01.	20 388 544	18 279	970 920	92 977	662 018	22 132 738
Eingänge	0	0	46 591	0	3 756 901	3 803 492
Ausgänge	(769 074)	0	(25)	0	0	(769 099)
Abschreibungen	(1 659 553)	(3 432)	(187 059)	(44 182)	0	(1 894 226)
Ausserordentliche Abschreibungen	(41 725)	0	(15 472)	0	0	(57 197)
Betriebsfremde Abschreibungen	0	0	(3 408)	0	0	(3 408)
Stand am 31.12.	17 918 192	14 847	811 547	48 795	4 418 919	23 212 300

Unter laufende Bauarbeiten sind die Investitionen für das deutschsprachige Zentrum in Villars-sur-Glâne ausgewiesen.

2015	Gebäude Installationen	Medizin- technische Geräte	Mobiliar Maschinen Fahrzeuge Werkzeuge	Hardware	Laufende Bauarbeiten	TOTAL
	CHF	CHF	CHF	CHF	CHF	CHF
Stand am 01.01.	21 956 008	21 711	1 209 462	139 419	0	23 326 600
Eingänge	154 543	0	18 825	0	662 018	835 386
Abschreibungen	(1 678 562)	(3 432)	(235 653)	(46 442)	0	(1 964 089)
Ausserordentliche Abschreibungen	(43 445)	0	(18 306)	0	0	(61 751)
Betriebsfremde Abschreibungen	0	0	(3 408)	0	0	(3 408)
Stand am 31.12.	20 388 544	18 279	970 920	92 977	662 018	22 132 738

> **Immaterielle Werte**

2016	Software
	CHF
Stand am 01.01.	433 586
Eingänge	68 862
Abschreibungen	(138 075)
Betriebsfremde Abschreibungen	(4 332)
Stand am 31.12.	360 041

5. KURZ- UND LANGFRISTIGE VERZINSLICHE VERBINDLICHKEITEN

2015	Software CHF
Stand am 01.01.	518 101
Eingänge	183 081
Abschreibungen	(263 264)
Betriebsfremde Abschreibungen	(4 332)
Stand am 31.12.	433 586

Ende 2015 handelte es sich um den Saldo des Kontokorrents zu Gunsten der Finanzverwaltung des Staates Freiburg sowie um das langfristige Darlehen für die Übernahme der Sachanlagen. Ende 2016 lautet der Saldo des Kontokorrents zu Gunsten des FNPG und ist unter den flüssigen Mitteln ausgewiesen. Die Bedingungen des Kontokorrentkreditvertrags zwischen der Finanzverwaltung und dem FNPG sind in der **Anmerkung 1** beschrieben.

In Anlehnung an das Freiburger Gesetz über die Finanzierung der Spitäler und Geburtshäuser hat der Staatsrat dem FNPG mit Ausführungsbeschluss vom 18. Dezember 2012 ein auf 30 Jahre rückzahlbares Darlehen von 8 412 536 Franken mit einem fünfjährigen Festzins von 1,5 % gewährt. Das Darlehen soll dem FNPG erlauben, die Übernahme der Sachanlagen zu finanzieren.

Die Freiburger Kantonalbank hat dem FNPG zur Finanzierung des deutschsprachigen Zentrums in Villars-sur-Glâne einen festen Vorschuss von 15 Millionen Franken zum Zinssatz von 1,3 % mit Laufzeit bis zum 31. August 2026 gewährt.

	2016 CHF	2015 CHF
Kontokorrent beim Staat Freiburg	0	1 625 272
Kurzfristiger Teil – rückzahlbar 2017	880 418	280 418
TOTAL kurzfristige verzinsliche Verbindlichkeiten	880 418	1 905 690
Langfristiger Teil	21 410 447	7 290 865
TOTAL kurz- und langfristige Verbindlichkeiten	22 290 865	9 196 555

6. KURZ- UND LANGFRISTIGE RÜCKSTELLUNGEN

2016	KURZFRISTIGE RÜCKSTELLUNGEN		TOTAL
	Für Streitigkeiten	Für Tarifrisko TARMED	
	CHF	CHF	CHF
Stand am 01.01.	250 000	349 658	599 658
Bildung	0	165 265	165 265
Auflösung	0	(109 026)	(109 026)
Stand am 31.12.	250 000	405 897	655 897

2016	LANGFRISTIGE RÜCKSTELLUNGEN	Für Überstunden und Ferien
		CHF
Stand am 01.01.		2 296 760
Verwendung		(203 000)
Auflösung		(106 290)
Stand am 31.12.		1 987 470

7. GEBUNDENES EIGENKAPITAL

2015	KURZFRISTIGE RÜCKSTELLUNGEN	Für Streitigkeiten	Für Tarifrisko TARMED	TOTAL
		CHF	CHF	CHF
Stand am 01.01.		250 000	147 216	397 216
Bildung		0	202 442	202 442
Stand am 31.12.		250 000	349 658	599 658

2015	LANGFRISTIGE RÜCKSTELLUNGEN	Für Überstunden und Ferien
		CHF
Stand am 01.01.		2 455 282
Verwendung		(139 657)
Auflösung		(18 865)
Stand am 31.12.		2 296 760

2016	Gemeinwirtschaftliche Leistungen	Stationäre Investitionen	Ambulante und tagesklinische Investitionen	Betriebsfremde Güter	Andere	TOTAL
	CHF	CHF	CHF	CHF	CHF	CHF
Stand am 01.01.2016	813 056	6 947 429	4 531 078	136 125	269 317	12 697 005
Zuweisungen	854 696	4 209 050	893 892	130 055	28 963	6 116 656
Verwendungen	(296 858)	(1 970 557)	(220 576)	0	(17 465)	(2 505 456)
Stand am 31.12.2016	1 370 894	9 185 922	5 204 394	266 180	280 815	16 308 205

2015	Gemeinwirtschaftliche Leistungen	Stationäre Investitionen	Ambulante und tagesklinische Investitionen	Betriebsfremde Güter	Andere	TOTAL
	CHF	CHF	CHF	CHF	CHF	CHF
Stand am 01.01.2015	550 000	4 729 130	3 972 801	0	246 602	9 498 533
Zuweisungen	364 150	4 381 042	775 922	136 125	42 262	5 699 501
Verwendungen	(101 094)	(2 162 743)	(217 645)	0	(19 547)	(2 501 029)
Stand am 31.12.2015	813 056	6 947 429	4 531 078	136 125	269 317	12 697 005

- > **Fonds für gemeinwirtschaftliche Leistungen.** Dieser Fonds dient dem FNPG dazu, eventuelle oder künftige Lücken in der Finanzierung der gemeinwirtschaftlichen und anderen Leistungen zu decken, die im Rahmen der jährlichen Verträge mit dem Staat Freiburg finanziert werden. Die Äufnung des Fonds erfolgt durch die Differenz zwischen dem analytischen Ergebnis der gemeinwirtschaftlichen Leistungen und den gemäss Leistungsverträgen erhaltenen Finanzierungsbeträgen. Beim Rechnungsabschluss am 31.12.2016 war das analytische Ergebnis noch nicht bekannt. Die Zuweisung wurde daher geschätzt und wird im Lauf des Geschäftsjahres 2017 korrigiert, sobald das effektive Ergebnis bekannt sein wird.

Beim Rechnungsabschluss 2016 erfolgte eine ausserordentliche Zuweisung von 224 026 Franken, die in Anmerkung 12 erklärt wird.

- > **Fonds für stationäre Investitionen.** Dieser Fonds wird durch den Anteil an den Tagespauschalen geäufnet, der für die Investitionen bestimmt ist. Er dient der Deckung der Anlagenutzungskosten im Zusammenhang mit Investitionen des stati-

8. EIGENKAPITAL

onären Bereichs (Abschreibungen und Zinsen).

- > **Fonds für ambulante und tagesklinische Investitionen.** Diese Fonds werden durch einen Anteil an den Einnahmen aus ambulanten und tagesklinischen Leistungen geüfnet. Sie dienen der Finanzierung von Investitionen in die ambulanten und tagesklinischen Dienste sowie der Deckung der Anlagenutzungskosten (Abschreibungen und Zinsen).
- > **Fonds für Investitionen in betriebsfremde Güter.** Dieser Fonds dient dem FNPG dazu, Investitionen für den Ersatz von Gütern zu finanzieren, die der betriebsfremden Tätigkeit zugewiesen sind.

2016	Freies Eigenkapital	Gebundenes Eigenkapital	Freiwillige Reserven aus kumulierten Gewinnen	TOTAL
	CHF	CHF	CHF	CHF
Stand am 01.01.2016	23 165 237	12 697 005	2 498 759	38 361 000
Jahresgewinn	0	0	392 232	392 232
Zuweisungen	0	6 116 656	0	6 116 656
Verwendungen	0	(2 505 456)	0	(2 505 456)
Stand am 31.12.2016	23 165 237	16 308 205	2 890 991	42 364 433

2015	Freies Eigenkapital	Gebundenes Eigenkapital	Freiwillige Reserven aus kumulierten Gewinnen	TOTAL
	CHF	CHF	CHF	CHF
Stand am 01.01.2015	23 165 236	9 498 533	2 541 385	35 205 154
Jahresverlust	0	0	(42 626)	(42 626)
Zuweisungen	0	5 699 501	0	5 699 501
Verwendungen	0	(2 501 029)	0	(2 501 029)
Stand am 31.12.2015	23 165 236	12 697 005	2 498 759	38 361 000

9. NETTOERLÖSE AUS AMBULANTER UND TAGESKLINISCHER TÄTIGKEIT

2016 umfassen die ambulanten und tagesklinischen Einnahmen alle Leistungen, die zwischen dem 1. Dezember 2015 und dem 30. November 2016, d. h. innerhalb von 12 Monaten erbracht wurden (2015: 1. Dezember 2014 bis 30. November 2015).

10. BEITRÄGE DES KANTONS

Erlöse, die dem FNPG im Rahmen der jährlichen Leistungsaufträge 2016 für gemeinwirtschaftliche und andere Leistungen im Sinne von Artikel 4 und 5 des Gesetzes vom 4. November 2011 über die Finanzierung der Spitäler und Geburtshäuser (822.0.3) vom Staat Freiburg zugeflossen sind.

11. PERSONALAUFWAND

2016 umfasst der Personalaufwand eine Änderung der Rückstellung für Überstunden und Ferien von 309 290 Franken (im Jahr 2015: 158 522 Franken).

Siehe auch **Anmerkung 6** über die Änderung der Rückstellung für Überstunden und Ferien.

12. AUSSERORDENTLICHER UND PERIODENFREMDER ERTRAG

Durchschnittliche Anzahl Vollzeitäquivalente im FNPG im Jahr 2016: 398,12 (im Jahr 2015: 397,63).

- > Periodenfremder Ertrag (224 026 Franken): Es handelt sich um die Auflösung der Rückstellung für den TARMED-Taxpunktwert und um den Zusatzbetrag, den die Krankenkassen infolge des Entscheids des Bundesverwaltungsgerichts (BVGer) für das Jahr 2013 bezahlen müssen. Tatsächlich hat das BVGer die Beschwerde der Tarifsuisse AG und der Versicherer Supra und Assura abgewiesen. Tarifsuisse AG ist eine Tochtergesellschaft von Santésuisse, die sich um Tariffragen kümmert und etwa fünfzig Versicherer vertritt. Der Taxpunktwert, den das BVGer bestätigt hat, beträgt 90 Rappen, während der provisorisch fakturierte Wert 87 Rappen betrug.

Zusatzinformationen

● Baurechte

- > 1. Der Staat Freiburg, vertreten durch die Raumplanungs-, Umwelt- und Baudirektion, hat dem FNPG mit öffentlicher Urkunde vom 29. Oktober 2014 ein Baurecht auf den Grundstücken Art. 4 und Art. 5 des Grundbuchs der Gemeinde Marsens gewährt. Das Baurecht läuft am 1. Januar 2107 ab.

Das Baurecht wurde zum Preis von 8 412 536 Franken gewährt. Die Bezahlung erfolgt in Form eines Darlehens in gleicher Höhe, das bis am 31. Dezember 2041 rückzahlbar ist. Das Darlehen ist in der Bilanz des FNPG unter den kurz- und langfristigen Verbindlichkeiten ausgewiesen. **Siehe Anmerkung 5.**

- > 2. Die Stiftung Diözesanseminar hat dem FNPG mit öffentlicher Urkunde vom 7. Dezember 2016 ein Baurecht auf dem Grundstück Art. 3194 des Grundbuchs der Gemeinde Villars-sur-Glâne gewährt. Das Baurecht läuft am 31. Dezember 2067 ab; der Baurechtszins beträgt jährlich 425 000 Franken. Der Nutzungsbeginn ist der 1. Januar 2017.

● Restbeträge der Mietverpflichtungen

Es handelt sich um Verträge über die Miete von Flächen durch das FNPG und um ein selbstständiges und dauerndes Baurecht, die innert zwölf Monaten ab Bilanzstichtag nicht auslaufen oder gekündigt werden können.

Die folgende Tabelle zeigt die Mieten, die bis zum Ende der Mietverträge oder bis zum Ablauf der Kündigungsfrist bezahlt werden müssen.

	Restbetrag am 31.12.2016	Restbetrag am 31.12.2015
	CHF	CHF
Bis zu 1 Jahr (in der Periode 2017 zahlbare Mieten)	1 448 305	1 377 845
2 bis 5 Jahre	4 454 476	5 319 781
Über 5 Jahre	22 185 135	9 728 335
Total	28 087 916	16 425 961



KPMG AG
Audit Suisse romande
Rue du Seyon 1
CH-2000 Neuenburg

Postfach 2572
CH-2001 Neuenburg

Telefon +41 58 249 61 30
Telefax +41 58 249 61 58
Internet www.kpmg.ch

Bericht der Revisionsstelle an den Verwaltungsrat zur Jahresrechnung des
Freiburger Netzwerks für psychische Gesundheit (FNPG)

Bericht der Revisionsstelle zur Jahresrechnung

Auftragsgemäss haben wir als Revisionsstelle die beiliegende Jahresrechnung des Freiburger Netzwerks für psychische Gesundheit (FNPG) bestehend aus Bilanz, Erfolgsrechnung und Anhang für das am 31. Dezember 2016 abgeschlossene Geschäftsjahr geprüft.

Verantwortung der Direktion des FNPG

Die Direktion des FNPG ist für die Aufstellung der Jahresrechnung in Übereinstimmung mit den gesetzlichen Vorschriften verantwortlich. Diese Verantwortung beinhaltet die Ausgestaltung, Implementierung und Aufrechterhaltung eines internen Kontrollsystems mit Bezug auf die Aufstellung einer Jahresrechnung, die frei von wesentlichen falschen Angaben als Folge von Verstössen oder Irrtümern ist. Darüber hinaus ist die Direktion des FNPG für die Auswahl und die Anwendung sachgemässer Rechnungslegungsmethoden sowie die Vornahme angemessener Schätzungen verantwortlich.

Verantwortung der Revisionsstelle

Unsere Verantwortung ist es, aufgrund unserer Prüfung ein Prüfungsurteil über die Jahresrechnung abzugeben. Wir haben unsere Prüfung in Übereinstimmung mit den Schweizer Prüfungsstandards vorgenommen. Nach diesen Standards haben wir die beruflichen Verhaltensanforderungen einzuhalten und die Prüfung so zu planen und durchzuführen, dass wir hinreichende Sicherheit gewinnen, ob die Jahresrechnung frei von wesentlichen falschen Angaben ist.

Eine Prüfung beinhaltet die Durchführung von Prüfungshandlungen zur Erlangung von Prüfungsnachweisen für die in der Jahresrechnung enthaltenen Wertansätze und sonstigen Angaben. Die Auswahl der Prüfungshandlungen liegt im pflichtgemässen Ermessen des Prüfers. Dies schliesst eine Beurteilung der Risiken wesentlicher falscher Angaben in der Jahresrechnung als Folge von Verstössen oder Irrtümern. Bei der Beurteilung dieser Risiken berücksichtigt der Prüfer das interne Kontrollsystem, soweit es für die Aufstellung der Jahresrechnung von Bedeutung ist, um die den Umständen entsprechenden Prüfungshandlungen festzulegen, nicht aber um ein Prüfungsurteil über die Wirksamkeit des internen Kontrollsystems abzugeben. Die Prüfung umfasst zudem die Beurteilung der Angemessenheit der angewandten Rechnungslegungsmethoden, der Plausibilität der vorgenommenen Schätzungen sowie eine Würdigung der Gesamtdarstellung der Jahresrechnung. Wir sind der Auffassung, dass die von uns erlangten Prüfungsnachweise eine ausreichende und angemessene Grundlage für unser Prüfungsurteil bilden.

Prüfungsurteil

Nach unserer Beurteilung entspricht die Jahresrechnung den Bestimmungen des neuen Rechnungslegungsrechts (32. Titel des Obligationenrechts) sowie dem Gesetz vom 5. Oktober 2006 über die Organisation der Pflege im Bereich psychische Gesundheit (PGG) und dem Gesetz vom 4. November 2011 über die Finanzierung der Spitäler und Geburtshäuser.

KPMG AG



Sandrine Wagnière
Zugelassene Revisionsexpertin
Leitender Revisor



Valérie Reymond Benetazzo
Zugelassene Revisionsexpertin

Neuenburg, 27 March 2017

Beilage:

- Jahresrechnung (Bilanz, Erfolgsrechnung und Anhang)

Bilanz und Betriebsrechnung des Pflegeheims *Les Camélias*

BILANZ DES PFLEGEHEIMS LES CAMÉLIAS	2016	2015
	CHF	CHF
AKTIVEN		
Flüssige Mittel	81 950	457 641
Debitoren	365 953	177 642
Aktive Rechnungsabgrenzungen	61 119	13 399
TOTAL AKTIVEN	509 023	648 682

PASSIVEN		
Kreditoren	373 287	374 199
Kontokorrent Finanzverwaltung	125 486	8 865
Passive Rechnungsabgrenzungen	9 834	264 995
Gebundener Fonds	416	623
TOTAL PASSIVEN	509 023	648 682

BETRIEBSRECHNUNG DES PFLEGEHEIMS	2016	2015
	CHF	CHF
Total Aufwand	2 388 392	2 296 823
Total Ertrag	2 367 145	2 307 958

ERTRAGSÜBERSCHUSS 11 135

AUFWANDÜBERSCHUSS -21 247

Das Pflegeheim *Les Camélias* mit 15 Betten erzielte einen durchschnittlichen Belegungsgrad von 99,70 %.

Das Ergebnis des Geschäftsjahrs ist ein Aufwandüberschuss von 21 247 Franken, der den Erwartungen entspricht und zeigt, dass die Kostenentwicklung unter Kontrolle ist und die Tätigkeit des Pflegeheims weiterhin den Anforderungen des FNPG entspricht, unter dessen Verwaltung es steht.



ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

Inspection des finances IF
Finanzinspektorat FI

Rue Joseph-Piller 13, Case postale, 1701 Fribourg

T +41 26 305 31 40, F +41 26 305 31 41
www.fr.ch/if

Bericht der Revisionsstelle

Pflegeheim Les Camélias

Sehr geehrte Präsidentin,
Sehr geehrter Vizepräsident,
Sehr geehrte Mitglieder des Verwaltungsrates,

Als Revisionsstelle haben wir die Buchführung und die Jahresrechnung des Pflegeheims am 31. Dezember 2016 geprüft.

Für die Jahresrechnung ist der Verwaltungsrat verantwortlich, während unsere Aufgabe darin besteht, diese zu prüfen und zu beurteilen. Wir bestätigen, dass wir die gesetzlichen Anforderungen hinsichtlich Befähigung und Unabhängigkeit erfüllen.

Unsere Prüfung erfolgte nach der schweizerischen Berufsnormen, wonach eine Prüfung so zu planen und durchzuführen ist, dass wesentliche Fehlaussagen in der Jahresrechnung mit angemessener Sicherheit erkannt werden. Wir prüften die Posten der Jahresrechnung mittels Analysen und Erhebungen auf der Basis von Stichproben. Ferner beurteilten wir die Anwendung der massgebenden Rechnungslegungsgrundsätze, die wesentlichen Bewertungsentscheide sowie die Darstellung der Jahresrechnung als Ganzes. Wir sind der Auffassung, dass unsere Prüfung eine ausreichende Grundlage für unser Urteil bildet.

Gemäss unserer Beurteilung entsprechen die Buchführung und die Jahresrechnung den Gesetzforderungen.

Wir empfehlen, die vorliegende Jahresrechnung zu genehmigen.

Die Vorgesetzte des FI :

I. Moullet

**FINANZINSPEKTORAT
DES STAATES FREIBURG**

D. Berthoud

Freiburg, 24. Februar 2017

Gremien und Kader 2016

● VERWALTUNGSRAT DES FNPG

PRÄSIDENTIN

Anne-Claude DEMIERRE

Staatsrätin, Direktorin für Gesundheit und Soziales

VIZEPRÄSIDENT

Dominique SPRUMONT

Stellvertretender Direktor des Instituts für Gesundheitsrecht, Neuenburg, und Vizedirektor der Swiss School of Public Health (SSPH+)

MITGLIEDER

Emerith BÄCHLER

Pflegefachfrau und diplomierte Betriebsökonomin HSW

Bea VONLANTHEN-MINNIG

Ehemalige Kodirektorin der Stiftung Applico

Alain BOUTAT

Lehrbeauftragter an der Wirtschafts- und Sozialwissenschaftlichen Fakultät der Universität Freiburg und am Institut für Gesundheitsökonomie und -management der Universität Lausanne

Pierre-André ÉTIENNE

Facharzt FMH für Allgemeinmedizin

Michel KAPPLER

Stellvertretender Generaldirektor der Clinique de la Source

Daniel CORNAZ

Facharzt FMH für Psychiatrie und Psychotherapie

Thomas RENZ

Fachpsychologe für klinische Psychologie und Psychotherapie FSP

MIT BERATENDER STIMME

Serge RENEVEY

Generaldirektor

Isabelle GOTHUEY

Ärztliche Direktorin des Bereichs Erwachsenenpsychiatrie und -psychotherapie

Angelo BERNARDON

Ärztlicher Direktor des Bereichs Kinder- und Jugendpsychiatrie und -psychotherapie

Serge ZUMBACH

Ärztlicher Direktor des Bereichs Alterspsychiatrie und -psychotherapie

Patrick ZURICH

Vorsteher des Amtes für Gesundheit

Stéphane ANTILLE

Stationsleiter, Personaldelegierter im VR des FNPG

Dorothee PIEK

Psychologin, Psychotherapeutin FSP, Personaldelegierte im VR des FNPG

SEKRETARIAT

Nathalie FAVRE

Generalsekretärin

● DIREKTIONS-RAT DES FNPG

Serge RENEVEY

Generaldirektor

Angelo BERNARDON

Ärztlicher Direktor des Bereichs Kinder- und Jugendpsychiatrie und -psychotherapie

Battiste CESA

Verantwortlicher Medien und Öffentlichkeitsarbeit

Sabine CORZANI

Verantwortliche des Sozialdienstes

Patricia DAVET

Verantwortliche der Abteilung Patientenadministration

Nathalie FAVRE

Generalsekretärin

Jean-Claude GOASMAT

Pflegedirektor

Isabelle GOTHUEY

Ärztliche Direktorin des Bereichs Erwachsenenpsychiatrie und -psychotherapie

Florence GUENOT

Verantwortliche des psychologischen Dienstes

Michel JORDAN

Verantwortlicher der Immobilienprojekte des FNPG

Frederico Emilio LUCIA

Verantwortlicher der Spezialtherapien

Sophie MAILLARD

Verantwortliche Apothekerin

Thierry MENOUD

Verantwortlicher der Abteilung Informationssysteme

Norbert PANCHAUD

Verantwortlicher der Finanzabteilung

Véronique POULIN

Verantwortliche der Personalabteilung

Serge ZUMBACH

Ärztlicher Direktor des Bereichs Alterspsychiatrie und -psychotherapie

● MITGLIEDER DER KADERINFORMATIONSSITZUNG DES FNPG

Serge RENEVEY

Generaldirektor

Isabelle GOTHUEY

Ärztliche Direktorin des Bereichs Erwachsenenpsychiatrie und -psychotherapie

Angelo BERNARDON

Ärztlicher Direktor des Bereichs Kinder- und Jugendpsychiatrie und -psychotherapie

Serge ZUMBACH

Ärztlicher Direktor des Bereichs Alterspsychiatrie und -psychotherapie

A Abdel-Messieh ALNAWAQIL

Leitender Arzt

Carmen AMEIJERAS DOMINGUEZ

Verantwortliche Grundbildung Pflege

Elisabeth ANCELIN

Stellvertretende Stationsleiterin

Stéphane ANTILLE

Stationsleiter und Personaldelegierter im VR

Altagracia ASENSIO PEÑA

Stellvertretende Oberärztin

Régina ATTIAS

Leiterin Hauswirtschaft

B Marie-Christine BAECHLER

Projektleiterin Pflege

Lilianne BARRAS

Stationsleiterin

Nadine BLANC

Standortverantwortliche administrative Koordinatorin

Ioana-Valentina BORLEANU

Stellvertretende Oberärztin

Rafik BOUZGAOU

Stellvertretender Oberarzt

Théo BRAEUNIG

Oberarzt

Véronique BUSSARD

Stationsleiterin

C Sybille CASTELLA-BEER

Oberärztin

Battiste CESA

Verantwortlicher Medien und Öffentlichkeitsarbeit

Catherine CLÉMENT

Stellvertretende Verantwortliche des Sozialdienstes

Olivier CLEMENT

Bereichsverantwortlicher Psychologe

Laurence CLIVAZ MARIOTTI

Leitende Ärztin

Sylviane CORREA

Verantwortliche der Fakturation

Sabine CORZANI

Verantwortliche des Sozialdienstes

Guénhaelle COUVRAND

Stellvertretende Stationsleiterin

D Patricia DAVET

Verantwortliche der Abteilung Patientenadministration

Norbert DESPOND

Leiter Restauration

Corinne DEVAUD CORNAZ

Leitende Ärztin

Olivier DEVILLE

Stellvertretender Oberarzt

Manfred DREIER

Stellvertretender Oberarzt

F Frédéric FABRIZIO

Verantwortlicher Materialwirtschaft

Nathalie FAVRE

Generalsekretärin

Stefanie FOLLY

Direktionssekretärin

Claudine FOMBONNAT BORDAS

Direktionssekretärin und Standortkoordinatorin

Valérie FRAGNIÈRE

Verantwortliche Publikationen und Multimedia

Elodie FROSSARD

Direktionssekretärin

Ana FRUCTUOSO

Oberärztin

G Jacqueline GALSTER

Administrative Koordinatorin und Verantwortliche des Standortsekretariats

Mariana GAWRYSIAK

Bereichsverantwortliche Psychologin und Verantwortliche des Kulturforums

Annick GEINOZ

Stationsleiterin

Marie-Claire GILLER
Projektleiterin Informationssysteme

Jean-Claude GOASMAT
Pflegedirektor

Irénée GOBET
Leiter des technischen Dienstes

Murielle GREMAUD
Stationsleiterin

Florence GUENOT
Verantwortliche des psychologischen Dienstes

André GUNZINGER
Arzt im Vollamt

H **Caroline HAETTEL**
Stellvertretende Oberärztin

Samia HAKIMI
Leitende Ärztin

Gérald HENTSCH
Oberarzt

Mohamad Ehsan HOUSAINI
Stellvertretender Oberarzt

Marilena HUTANU
Oberärztin

J **Ana Maria JEANMONOD-TIRADO**
Oberärztin

Carole JORDAN
Stellvertretende Oberärztin

Michel JORDAN
Verantwortlicher der Immobilienprojekte des FNPG

Pierre-Alain JORDAN
Stationsleiter des Pflegeheims *Les Camélias*

Cristina JULIO
Stellvertretende Leiterin Hauswirtschaft

K **Rigobert Hervais KAMDEM**
Leitender Arzt

Maria KARYOTI
Leitende Ärztin

Cornelia KOLLER
Leitende Ärztin

Dylan KONRAD
Standortverantwortlicher administrativer Koordinator

Armin KRATZEL
Stellvertretender Ärztlicher Direktor

André KUNTZ
Leitender Arzt

L **Christa LEU**
Verantwortliche Empfangsmitarbeiterin

Adolfo LOPEZ IBANEZ
Oberarzt

Frederico Emilio LUCIA
Verantwortlicher der Spezialtherapien

M **Cyril MACH**
Oberarzt

Sophie MAILLARD
Verantwortliche Apothekerin

Didier MARCHIONI
Übersetzer

Gianfranco MASDEA
Stellvertretender Oberarzt

Tatiana MASSARDI
Leitende Ärztin

Françoise MATHEZ
Verantwortliche des Qualitätssystems

Besire MAZREKU
Stellvertretende Oberärztin

Thierry MENOUD
Verantwortlicher der Abteilung Informationssysteme

Nicolas MICHEL
Stationsleiter

Pascal MISSONNIER
Oberassistent Klinische Neurophysiologie

Rebeca MONTE ALTO
Stellvertretende Oberärztin

Vérène MÜLLER
Standortverantwortliche administrative Koordinatorin

N **Josette NGO**
Oberärztin

Lan NOVAK
Stellvertretende Oberärztin

Mirjana NOZINIC
Stellvertretende Oberärztin

O **Nathalie OBERSON**
Projektverantwortliche Pflege

P **Norbert PANCHAUD**
Verantwortlicher der Finanzabteilung

Madalina PATRINJEL
Oberärztin

Konstantin Leo PAVLOPOULOS
Stellvertretender Oberarzt

Aurélien PERRITAZ
Projektleiterin klinische Pflege

Corinne PFEUTI
Sozialarbeiterin, Vizepräsidentin der Personalkommission

Dorothee PIEK
Psychologin, Personaldelegierte im VR

Marc PONCET
Stationsleiter

Véronique POULIN
Verantwortliche der Personalabteilung

R **Luca RAMPA**
Leitender Arzt

Philippe RAY
Leitender Arzt

Marcel RHYN
Stationsleiter

Silvia RIGUCCI
Oberärztin

S **Virginie SALAMIN**
Stellvertretende Verantwortliche des psychologischen Dienstes

Christophe SALATHE
Leitender Arzt

Gaston SAPIN
Stationsleiter

Angelika Gerlinde SCHOPF
Leitende Ärztin

Otilia SECARA
Leitende Ärztin

Markus SIGG
Verantwortlicher der Cafeteria

Bertrand SPARFEL
Stationsleiter

Isabelle STEINAUER
Koordinatorin des mobilen Teams für psychosoziale Notfälle

Jérôme STUDER
Verantwortlicher der Gärtnerei

T **Anna TAJES**
Leiterin Pflege

Afrim TELAKU
Stellvertretender Oberarzt

Nathalie TERCIER
Adjunktin des Verantwortlichen der Finanzabteilung

Véronique THOUA
Leitende Ärztin

Jean-Marc TINGUELY
Verantwortlicher des Sicherheitsdienstes und Sicherheitsbeauftragter

Phuoc TO THANH
Verantwortlicher des Informations- und Telekommunikationsdienstes

U **Flavio UNGARELLI**
Stellvertretender Oberarzt

V **Katalin VEG**
Oberärztin

Hilmi VISHAJ
Stationsleiter

W **Albert WAHL**
Stellvertretender Pflegedirektor

Patrizia WINTER
Oberärztin

Z **Sarah ZENUNAJ-SPRENG**
Stellvertretende Oberärztin

● ANDERE DIENSTE

Frédéric FABRIZIO
Verantwortlicher Materialwirtschaft

Séraphin HANDRINIAINA
Hilfspriester für die Sonntagsgottesdienste

Anna Elisabeth MARTI
Seelsorgerin

Claudia IBARRA
Verantwortliche der katholischen Seelsorge

Françoise MARTIN
Verantwortliche Pflegefachfrau der Personalmedizin

Luc Olivier RAZAFISIMALONA
Hilfspriester für die Sonntagsgottesdienste

Marianne WEYMANN
Verantwortliche der evangelisch-reformierten Seelsorge

● PFLEGEHEIM LES CAMÉLIAS

Serge RENEVEY
Generaldirektor

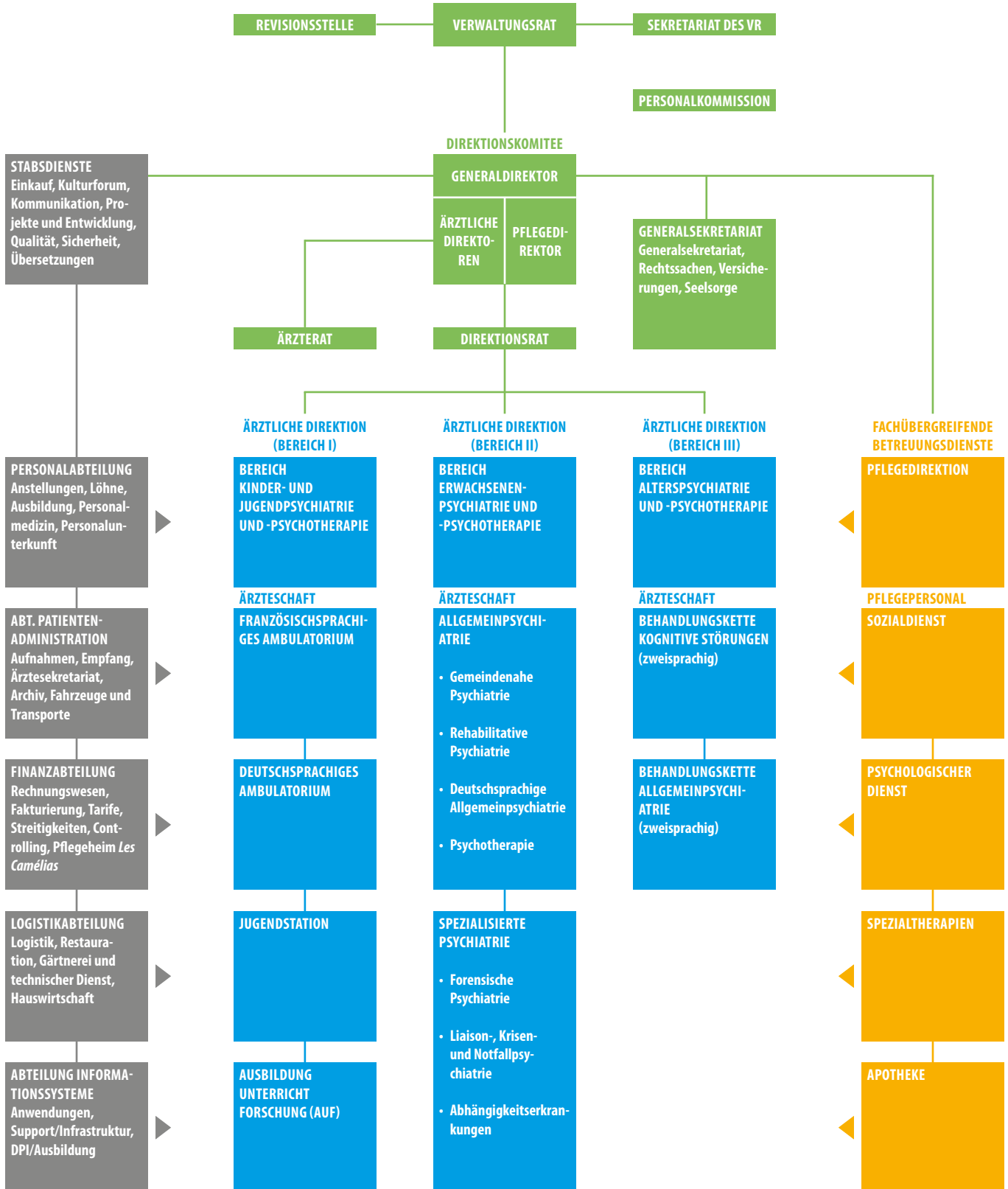
Pierre-Alain JORDAN
Stationsleiter des Pflegeheims *Les Camélias*

Norbert PANCHAUD
Verantwortlicher der Finanzabteilung

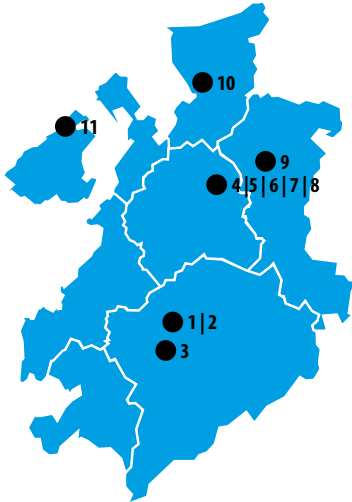
Patricia DAVET
Verwaltungsadjunktin

Véronique ZANETTA
Buchhalterin

Organigramm des FNPG







● FREIBURGER NETZWERK FÜR PSYCHISCHE GESUNDHEIT (FNPG)

L'Hôpital 140, Postfach 90
1633 Marsens

- Bereich Kinder- und Jugendpsychiatrie, Bereich Erwachsenenpsychiatrie, Bereich Alterspsychiatrie
- Zentrale Anlaufstelle
Telefon 026 305 77 77
- Generaldirektion – Empfang – Verwaltung
Telefon 026 305 78 00
Fax 026 305 78 05

❶ STATIONÄRES BEHANDLUNGSZENTRUM MARSENS (SBZ)

L'Hôpital 140, Postfach 90
1633 Marsens
Telefon 026 305 78 00
Fax 026 305 78 05

❷ PH LES CAMÉLIAS MARSENS

L'Hôpital 140, Postfach 90
1633 Marsens
Telefon 026 305 78 00
Fax 026 305 78 05

❸ ZENTRUM FÜR PSYCHISCHE GESUNDHEIT BULLE (ZPG)

Tagesklinik und Ambulatorium
Rue de la Condémine 60
1630 Bulle
Telefon 026 305 63 73
Fax 026 305 63 72

❹ PSYCHOSOZIALES ZENTRUM FREIBURG (PSZ)

Avenue du Général-Guisan 56
1700 Freiburg
• Bereich Erwachsenenpsychiatrie
Telefon 026 305 21 60
Fax 026 305 21 61
• Bereich Alterspsychiatrie
Telefon 026 305 76 30
Fax 026 305 76 40

❺ FREIBURGER ZENTRUM FÜR ABHÄNGIGKEITSERKRANKUNGEN (FZA)

Murtenstrasse 8
1700 Freiburg
Telefon 026 305 90 00
Fax 026 305 90 19

❻ ZENTRUM FÜR KINDER- UND JUGENDPSYCHIATRIE FREIBURG (ZKJP)

Chemin des Mazots 2
1700 Freiburg
Telefon 026 305 30 50
Fax 026 305 30 49

❼ TAGESKLINIK FREIBURG (TK)

Rue du Botzet 18
1700 Freiburg
Telefon 026 305 46 46
Fax 026 305 46 45

❽ ZENTRUM FÜR FORENSISCHE PSYCHIATRIE (ZFP)

Abteilung für psychiatrische Begutachtung
Abteilung für Therapien
Boulevard de Pérolles 30
1700 Freiburg
Telefon 026 304 14 40
Fax 026 304 14 41

❾ REGIONALE SPRECHSTUNDE TAFERS (RS)

c/o HFR Tafers
Maggenberg 1
1712 Tafers

- Bereich Kinder- und Jugendpsychiatrie
Telefon 026 305 30 50
Fax 026 305 30 49
- Bereich Erwachsenenpsychiatrie
Telefon 026 305 21 60
Fax 026 305 21 61
- Bereich Alterspsychiatrie
Telefon 026 305 76 30
Fax 026 305 76 40

❿ REGIONALE SPRECHSTUNDE MEYRIEZ (RS)

c/o HFR Meyriez-Murten,
Chemin du Village 24
3280 Meyriez

- Bereich Kinder- und Jugendpsychiatrie
Telefon 026 305 30 50
Fax 026 305 30 49
- Bereich Erwachsenenpsychiatrie
Telefon 026 305 21 60
Fax 026 305 21 61

⓫ REGIONALE SPRECHSTUNDE ESTAVAYER-LE-LAC (RS)

c/o Hôpital intercantonal de la Broye (HIB) Rue de la Rochette
1470 Estavayer-le-Lac

- Bereich Kinder- und Jugendpsychiatrie
Telefon 026 305 30 50
Fax 026 305 30 49
- Bereich Erwachsenenpsychiatrie
Telefon 026 305 21 60
Fax 026 305 21 61
- Bereich Alterspsychiatrie
Telefon 026 305 76 30
Fax 026 305 76 40

● IMPRESSUM

Kommunikationskonzept

- Battiste Cesa

Grafikkonzept und Layout

- Adrien Cesa

Fotos

- Mélanie Rouiller

Übersetzung

- Didier Marchioni

Druck

- Glasson Imprimeurs Editeurs SA

Auflage

- 200 Exemplare auf Französisch
- 100 Exemplare auf Deutsch



ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

WWW.FR.CH



RAPPORT ANNUEL 2016 DE LA COMMISSION INTERPARLEMENTAIRE DE CONTRÔLE DE L'HÔPITAL INTERCANTONAL DE LA BROYE, VAUD-FRIBOURG

Messieurs les Présidents des Grands Conseils des cantons de Fribourg et Vaud,
Mesdames et Messieurs les Députés,

La Commission interparlementaire de contrôle de l'Hôpital intercantonal de la Broye (HIB), vous soumet pour adoption son rapport annuel qui porte sur son activité de l'année 2016, y compris sa première séance de janvier 2017. Durant cette période, la commission s'est réunie à trois reprises, le 3 mars et le 18 août 2016, et le 26 janvier 2017.

1. CADRE LÉGAL

La CoParl¹ du 5 mars 2010 (art. 1) régit l'intervention des parlements des cantons contractants dans la procédure d'élaboration, de ratification, d'exécution et de modifications des conventions intercantionales et des traités avec l'étranger.

La constitution d'une Commission interparlementaire de contrôle répond aux dispositions du Chapitre IV – Contrôle de gestion interparlementaire, articles 15 à 19, de ladite CoParl.

Le présent rapport répond à la disposition reprise à l'article 7, alinéa 3 de la Convention intercantonale sur l'Hôpital intercantonal de la Broye (HIB) Vaud-Fribourg (C-HIB), entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2014, qui stipule que la commission interparlementaire adresse une fois par année aux deux Grands Conseils un rapport sur le résultat de son contrôle.

Rappel des compétences de la commission interparlementaire de contrôle :

Conformément à l'alinéa 2 de cet article 7 de la Convention (C-HIB), le contrôle que la commission interparlementaire exerce sur l'Établissement porte sur :

- a. les objectifs stratégiques de l'Établissement et la réalisation de son mandat ;
- b. la planification financière pluriannuelle de l'Établissement ;
- c. le budget et les comptes annuels de l'Établissement ;
- d. l'évaluation des résultats obtenus par l'Établissement, sur la base du contrat de prestations annuel passé avec le Département de la santé et de l'action sociale du canton de Vaud, respectivement la Direction de la santé et des affaires sociales du canton de Fribourg (ci-après : les Départements), conformément à l'article 16.

Le contrôle est de nature politique et de haute surveillance. Dans ce contexte, la commission interparlementaire de contrôle ne définit pas les objectifs stratégiques, mais en vérifiera les réalisations. Cette organisation du contrôle parlementaire est spécifique aux établissements régis par des conventions intercantionales.

Les deux Grand Conseils vaudois et fribourgeois auront toujours à se prononcer sur les moyens financiers de l'Établissement au travers des budgets cantonaux.

2. COMPOSITION ET FONCTIONNEMENT DE LA COMMISSION INTERPARLEMENTAIRE DE CONTRÔLE

Conformément à l'article 7, alinéa 1, lettre a. de la Convention (C-HIB), la commission est composée de douze membres, soit six par canton.

¹ Convention relative à la participation des Parlements cantonaux dans le cadre de l'élaboration, de la ratification, de l'exécution et de la modification des conventions intercantionales et des traités des cantons avec l'étranger (CoParl)

Présidence

M. Daniel Ruch (VD) a assuré la présidence de la commission durant l'année 2016. Conformément au principe d'alternance entre les deux cantons, la commission a élu Mme Anne Meyer Loetscher (FR) à sa présidence pour la période du 1^{er} janvier 2017 au 30 juin 2019.

M. Daniel Ruch reste chef de la délégation vaudoise et ainsi à la vice-présidence de la commission jusqu'à la séance d'août 2017, à laquelle participera la délégation vaudoise nouvellement nommée, suite aux élections cantonales du 30 avril 2017.

Délégation fribourgeoise en 2016 :

Mme Anne MEYER LOETSCHER (cheffe de délégation et vice-présidente de la commission)
Mme Madeleine HAYOZ
M. Roland MESOT
Mme Rose-Marie RODRIGUEZ
Mme Nadia SAVARY-MOSER
M. Ralph Alexander SCHMID

Délégation fribourgeoise nouvellement constituée suite aux élections de novembre 2016 :

Mme Anne MEYER LOETSCHER (cheffe de délégation et nouvelle présidente de la commission)
M. David BONNY
Mme Violaine COTTING
M. Nicolas PASQUIER
Mme Nadia SAVARY-MOSER
M. Michel ZADORY

Délégation vaudoise :

M. Daniel RUCH (chef de délégation et président de la commission en 2016)
Mme Sonya BUTERA
M. Olivier KERNEN
Mme Christelle LUISIER BRODARD
Mme Alette REY-MARION
M. Felix STÜRNER

3. VISION STRATÉGIQUE DU HIB

Le HIB a présenté à la commission, les orientations prioritaires suivantes concernant le pilotage du HIB :

- Projet qualité / sécurité patients.
- Accueil patients : mettre en place une stratégie orientée sur la satisfaction des patients, et faire en sorte que le patient devienne un véritable acteur de sa prise en charge.
- Collaborateurs : améliorer l'accueil des nouveaux collaborateurs et développer une politique institutionnelle de formation.
- Bloc opératoire : améliorer le fonctionnement des plannings opératoires ; il est d'ailleurs prévu l'audit d'un expert dans ce domaine.
- Communication / marketing : valoriser et améliorer l'image du HIB.
- Travail en réseau et avec les partenaires de type soins à domicile et médecins installés.
- Flux patients, itinéraires de patients et itinéraires cliniques : mettre en place des gestionnaires de cas « case managers ».

Stratégie (objectifs stratégiques de l'Établissement)

En janvier 2016, un mandat a été donné à un bureau de conseil pour accompagner le HIB dans la définition de sa vision stratégique. L'arrivée du nouveau directeur général a permis de démarrer cette démarche. Le Conseil d'Établissement et la direction générale confirment leur volonté d'élargir le plan

d'action au-delà du HIB, vers le développement de collaborations avec d'autres acteurs et partenaires régionaux de la santé. Par ailleurs, le HIB suit avec intérêt les projets stratégiques cantonaux qui pourraient avoir une influence sur les objectifs futurs.

Le Conseil d'Établissement travaille sur ce projet depuis plus de deux ans, mais s'il a pris plus de temps que prévu, c'est qu'une stratégie doit être unanimement acceptée par les acteurs concernés. Le document final sera ensuite transmis aux départements de la santé des deux cantons, puis à la commission interparlementaire de contrôle dans le courant 2017.

Le directeur général mentionne que le HIB poursuit ses projets en matière de développement de soutien à la médecine de premier recours dans la région. A ce sujet, le projet à Moudon avance bien, à Estavayer-le-Lac, des travaux sont en cours pour installer un cabinet de groupe, il souhaite encore prendre des contacts avec Avenches pour mettre à disposition des prestations médicales en collaboration avec les médecins déjà installés sur place, afin d'amener des compétences selon le mode de la subsidiarité (apporter des prestations qui n'existent pas ou renforcer des prestations spécialisées).

Libre circulation dans les EMS de la Broye - projet pilote de 3 ans

Il a été rappelé à la commission que deux motions avaient conjointement été déposées aux parlements des cantons de Vaud et de Fribourg en 2001 déjà concernant le libre-passage dans les EMS valdo-fribourgeois de la Broye. Ce dossier a pris du temps surtout parce que les deux systèmes de calcul pour les prestations dans les EMS sont très différents entre les deux cantons.

Finalement, les deux Conseils d'État ont enfin abouti à un projet pilote, de trois ans, qui préconise que, dès le 1^{er} janvier 2017, les résidents fribourgeois et vaudois de la Broye ont un libre passage dans les EMS des deux cantons respectifs au sein de cette région. La période de trois ans permettra d'analyser les conséquences sur le plan financier.

Selon le principe de cet accord, le résident ne paiera pas davantage que s'il est hébergé dans un EMS de son propre canton. Il devra préalablement bénéficier de l'accord des services vaudois et fribourgeois, mais il gardera les aides financières de son canton de provenance. En parallèle, les deux services de la santé vont effectuer un suivi financier pour chaque situation. Sur la base des incidences financières et de planification, les cantons pourront décider, au bout de trois ans, de pérenniser cette libre circulation dans les EMS de la Broye.

La commission se déclare unanimement très satisfaite que les deux cantons aient pu trouver cette solution qui va dans l'intérêt des habitants de la Broye.

Fusion des aides et soins à domicile (intégration dans la Convention intercantonale sur le HIB)

La commission a pris connaissance du nouveau projet de rapprochement intercantonal relatif aux soins à domicile qui découle de la volonté de créer un vrai réseau de santé dans la région de la Broye valdo-fribourgeoise et qui comprendrait le HIB, les services d'aide et de soins à domicile et les EMS. L'objectif de cette coordination globale vise à renforcer les mesures de maintien à domicile en travaillant de manière encore plus efficace avec le HIB.

La Conseillère et le Conseiller d'État ont donné leur accord quant à la poursuite du concept afin qu'il soit opérationnel à l'horizon 2019. Des discussions devront être menées avec le Conseil d'établissement et la direction générale du HIB, car les Conseils d'État souhaiteraient que cette nouvelle organisation s'intègre au sein de la Convention intercantonale sur le HIB.

Ce projet ambitieux pour la région a déjà été présenté aux communes de la Broye fribourgeoise et vaudoise.

Convention collective de travail (CCT) du personnel

Suite à l'élection des membres de la commission du personnel au début 2016, le HIB avait pour objectif de finaliser rapidement cette convention collective de travail. Mais, en juin 2016, le Conseil d'établissement a pris acte qu'une partie du personnel du HIB avait mandaté les syndicats SSP et Syna pour négocier une nouvelle CCT propre au HIB, avec pour modèle la CCT de l'Hôpital Riviera-

Chablais (HRC). Face à cette demande, le Conseil d'Établissement a maintenu sa position, c'est-à-dire sa volonté que le HIB adhère dans les meilleurs délais à la CCT Santé Vaud (CCT dans le domaine parapublic de la santé).

Le Conseil d'Établissement privilégie, dans un premier temps, l'adhésion dans les meilleurs délais à la CCT Santé Vaud afin de bénéficier d'une force de négociation mutualisée notamment avec les hôpitaux de la FHV et en parallèle de négocier des améliorations spécifiques.

En date du 21 décembre 2016, une pétition signée par 388 personnes a été remise à une délégation du Conseil d'Établissement et de la direction demandant d'ouvrir des négociations sur une CCT propre au HIB.

Vu ces faits, le Conseil d'Établissement va consulter la Conseillère et le Conseiller d'Etat en charge de la santé des cantons de Fribourg et Vaud pour connaître leur position sur ce dossier et, notamment, sur l'éventuelle part de financement pour les améliorations demandées. Il s'agit de débloquer une situation où la commission du personnel demande une CCT spécifique, mais où, financièrement, le Conseil d'Établissement du HIB ne peut y répondre favorablement.

CCT du personnel – conséquences sur le personnel des soins à domicile et des EMS

La commission relève que la volonté des deux Conseils d'Etat d'intégrer les soins à domicile dans la même Convention intercantonale sur le HIB, conduirait à appliquer une même CCT à l'ensemble du personnel. Une telle évolution aurait des conséquences salariales considérables pour le personnel fribourgeois dans le domaine des soins à domicile. Actuellement, la loi sur le personnel de l'Etat de Fribourg (LPers) s'applique au personnel des services d'aide et de soins à domicile. Le directeur général du HIB confirme que sur Fribourg une infirmière touche environ Fr. 600 de plus par mois en début de carrière et Fr. 1100 en fin de carrière. Il faudra attentivement prendre en compte le fait que la CCT ira au-delà du personnel de l'Hôpital.

CCT des médecins-cadres

Concernant la CCT des médecins-cadres, les discussions se déroulent dans un climat constructif et de confiance, même si la décision du département vaudois de la santé de mettre en place un règlement sur l'organisation médicale des hôpitaux reconnus d'intérêt public et sur la rémunération de leurs médecins cadres a questionné la commission paritaire.

Après avoir reçu des explications de la part du chef de département, les travaux ont pu continuer et, en décembre 2016, la commission paritaire a adopté le texte de la CCT. Celui-ci a été transmis aux deux chefs de département des cantons de Vaud et Fribourg pour consultation. Il doit également être validé par le Conseil d'Établissement et le collège des médecins.

En 2017, il reste une part importante de négociation concernant la part variable de la rémunération, le statut et la rémunération des médecins-agrégés. L'objectif étant que la convention entre en vigueur au 1er janvier 2018.

Centre métabolique

La commission s'est interrogée quant aux conséquences de l'ouverture d'un centre métabolique à l'HFR (hôpital fribourgeois) sur celui déjà existant au HIB sur le site d'Estavayer-le-Lac. À ce sujet, le Conseil d'Établissement a confirmé que le centre métabolique du HIB est maintenu et que ses activités se poursuivent en collaboration étroite avec le CHUV. Le directeur général met en avant les compétences avérées et l'excellente réputation du centre métabolique du HIB, notamment au niveau des équipes médicales et soignantes (nutritionnistes, psychologues, etc.); il ajoute que des développements se profilent dans le cadre de la médecine sportive.

Projet IMUD (Infirmières Mobile Urgence-Domicile)

Concernant les développements en 2016, le HIB est entré de plein pied dans un projet intercantonal d'envergure en collaboration avec les soins à domicile (SAD) de la Broye vaudoise et fribourgeoise,

ainsi qu'avec les médecins extrahospitaliers (l'AMeHB, association des médecins extrahospitaliers de la Broye). Ce projet s'insère dans une vision consistant à réduire les risques de dépendance liés à une hospitalisation, en particulier pour les personnes âgées.

Axée premièrement sur le confort de la personne, il est souhaité que cette organisation réduise le nombre d'hospitalisations dites inappropriées, donc celles qui pourraient être évitées. Ce projet consiste essentiellement à la création d'une équipe d'infirmières spécialisées en urgence et en soins à domicile, située la nuit aux urgences du HIB à Payerne. Il s'agit d'un bel exemple de collaboration entre partenaires de la santé et entre cantons.

Cette nouvelle équipe IMUD a débuté son activité en 2016, un bilan sera fait dans le courant de l'année 2017 dont les résultats seront transmis à la commission interparlementaire.

4. COMPTES ET BUDGET DU HIB

Comptes 2015

Le contrôle de la commission interparlementaire porte sur les comptes 2015 validés par le Conseil d'Établissement le 28 juin 2016. Le HIB applique les règles comptables valables pour tous les hôpitaux du canton de Vaud. La fiduciaire a constaté que les comptes étaient conformes à la loi et aux statuts.

Le HIB a clôturé l'exercice 2015 avec un bénéfice de Fr. 1'263'888.79 ; alors que le bénéfice d'exploitation se monte à Fr. 803'735.60. La différence s'explique principalement par la provision que le HIB a dû créer pour les patients hospitalisés au 31 décembre.

Le HIB dégage aussi un bénéfice sur la partie dite investissement de Fr. 876'768.14, viré au fonds de réserve spécifique.

Concernant les indicateurs clés d'activité pour les trois dernières années 2013/2014/2015, l'augmentation des cas en réadaptation (lits B), de 627 à 729, est due au fait qu'en 2014 de nombreux lits étaient occupés en attente de placement (lits C), il s'agit donc d'un rattrapage pour cette activité en 2015. Au niveau de la maternité, le HIB a battu son record absolu avec 626 naissances en 2015.

Produits : les hospitalisations diminuent Fr. -468'858.55 car les cas ont été moins lourds et un peu moins nombreux, l'indice case mix (lourdeur des cas) se situe à 0.79 alors qu'il était prévu 0.80 au budget, pour obtenir le total du cost weight on multiple l'indice par le nombre de cas, le HIB a atteint 4'150 points au lieu de 4'181 points. L'activité ambulatoire augmente par contre de Fr. +1'364'241.79.

Charges : sur la base des comptes, le HIB estime que les charges sont maîtrisées.

Les résultats sur exercices précédents de Fr. 480'360.84 correspondent à la valorisation des revenus des patients présents au 31 décembre. Il s'agit du premier exercice où ce montant est comptabilisé, ce qui signifie que dès 2016, seule une variation de provision sera enregistrée.

La capacité d'autofinancement s'élève à Fr. 2'624'728.66 qui a notamment été utilisée pour les investissements 2015 qui se montent à Fr. 4'638'676.99 et ont ainsi nécessité un financement externe (emprunt).

Budget 2017

Le budget 2017 est équilibré, en tenant compte du fait que les tarifs n'étaient pas encore disponibles au moment de l'élaboration de ce budget. Ces tarifs étaient en cours de négociation, mais le HIB indiquait qu'ils étaient plutôt à la baisse, ce qui pourrait entraîner entre Fr. 200'000 et Fr. 300'000 de revenus en moins. Il s'agirait alors de trouver des solutions pour pallier ce manque de ressources.

Le HIB ne disposait pas non plus du contrat de prestations 2017, ce qui ne permettait pas d'avoir l'intégralité des éléments pour établir le budget.

Le directeur des finances a présenté les grandes masses du budget.

Au niveau des recettes, le budget passe à un total de Fr. 92'619'000, dont les éléments principaux sont composés de :

– total des hospitalisations :	51'835'580
• activité A	35'329'327
• activité B	10'436'664
• autres revenus hosp.	2'285'000
• prestations d'intérêt général	3'784 590
– recettes ambulatoires :	25'816'571

Le budget étant équilibré, le total des charges au budget 2017 se monte donc à Fr. 92'619'000.

- au niveau des charges salariales, le total budgétisé passe à Fr. 64'973'181 ; l'augmentation est principalement liée à de nouveaux postes, à savoir un directeur logistique, un responsable qualité, un chargé de communication.
- concernant les autres postes de charges, il s'agit d'écarts concernant des ajustements par rapport à 2016, mais il n'y a pas d'importantes différences.

Budget « investissement »

Au HIB, la partie exploitation est séparée de la partie des coûts d'investissement. Par rapport à la planification des investissements sur plusieurs années, le budget 2017 permet encore de dégager un résultat bénéficiaire sur investissement de Fr. 100'000.

5. ÉVALUATION DU CONTRAT DE PRESTATION 2015

La commission a reçu ce rapport le 20 janvier 2016, la commission constate globalement que le HIB se porte bien et elle s'en réjouit.

Il est rappelé que le HIB figure sur les deux listes hospitalières vaudoise et fribourgeoise qui autorisent à exercer à charge de la LAMal. De la liste hospitalière découle un mandat de prestations qui précise les conditions que le HIB doit remplir. Le mandat précise également les prestations offertes par l'établissement. Chaque année, un contrat de prestations fixe les engagements mutuels, ainsi que le financement. L'évaluation examinée par la commission concerne le contrat de prestations 2015.

La très grande majorité des engagements sont tenus et évalués en vert dans le rapport établi par le service de la santé publique Vaud, en collaboration avec celui de Fribourg.

La deuxième partie du rapport concerne l'audit du reporting financier (comptabilité financière), en résumé les évaluations de cet audit montrent :

- ☺ 21 évaluations positives.
- ☹ 4 évaluations avec remarques qui concernent principalement le système de contrôle interne, dont il s'agit de mieux documenter les processus, une analyse des risques à réaliser, et quelques règlements de fonds à finaliser (principalement des fonds transférés de l'association HZP au HIB).
- ☹ 0 évaluation négative (sur le point financier).

6. INVESTISSEMENTS

Développement des infrastructures : Réalisation d'un bâtiment de transition

Le Conseil d'Établissement s'est adjoint les conseils d'un bureau spécialisé pour mener une analyse sur les infrastructures du site de Payerne du HIB. Il convient de satisfaire des besoins assez urgents, comme par exemple une construction nouvelle pour l'ambulatorie, sans préteriter le développement futur du HIB dont les bâtiments sont vieillissants.

Les projets d'infrastructures s'inscrivent dans le prolongement de la stratégie du HIB. Si un besoin urgent a été identifié concernant la construction d'un nouveau bâtiment ambulatorie, il s'agit, plus globalement et en parallèle, de définir l'avenir du HIB vers sa rénovation ou sa reconstruction. Le bâtiment ambulatorie pourrait ainsi être la base d'un futur hôpital, à réaliser dans une deuxième étape. Dans le même temps, il faudra trouver le financement pour ces projets.

Ce premier volet d'un projet de nouvel HIB comprend donc un bâtiment de transition. Les réflexions sont finalisées concernant le programme des locaux de ce bâtiment, appelé aussi aile ambulatoire, qui comprendra notamment des cabinets de consultation, de physiothérapie, d'ergothérapie, des laboratoires d'analyses. Une fois ce projet validé par les deux Conseils d'Etat, le HIB entrera dans une phase de concours d'architecte. L'objectif ambitieux consiste à réaliser ce bâtiment à l'horizon 2019.

Dans le cadre d'une prochaine phase de construction qui ferait l'objet d'un projet de décret, il conviendra de déterminer la forme du suivi de la construction par les deux Grands Conseils.

Globalement, le programme des infrastructures va s'inscrire dans la vision stratégique que le Conseil d'Établissement est sur le point de finaliser. Des indications plus précises sur ces différents projets seront données à la commission interparlementaire dans le courant de l'année 2017.

Transfert des biens immobiliers

La finalisation de ce mandat est à bout touchant. Comme cela a déjà été mentionné dans la presse, le HIB a trouvé un accord avec l'association HZP sur un montant de l'ordre de 4,2 millions pour solde de tout compte. Le Conseil d'Établissement précise que ce montant intègre les opérations comptables liées à l'activité de l'IRM/Scanner d'environ 3.9 millions. En contrepartie, le HIB sera au bénéfice d'un droit de superficie (DDP) de 99 ans sur l'ensemble des bâtiments et biens immobiliers. En 2017, il s'agira de finaliser le projet de convention qui sera ensuite soumis aux deux Conseils d'Etat.

Reste en suspens, au-delà de 2018, la reprise de l'EMS Les Cerisiers liée à la construction d'un nouvel établissement par l'association HZP, en ville de Payerne.

7. REMERCIEMENTS ET CONCLUSION

Remerciements

La Commission remercie Madame et Monsieur les Conseillers d'Etat Anne-Claude Demierre et Pierre-Yves Maillard qui ont participé aux séances et répondu de manière complète et détaillée aux questions de la commission.

Durant cette année 2016 la Commission a pu fonctionner grâce à la contribution efficace des responsables du HIB. Nous remercions tout particulièrement Mme Susan Elbourne Rebet, présidente du Conseil d'Établissement, M. Christophe Chardonens, vice-président du Conseil d'Établissement et M. Laurent Exquis, directeur général du HIB.

Nous tenons à relever la qualité des informations financières transmises par M. Pablo Gonzalez, directeur financier du HIB, qui ont permis aux membres de la Commission de mieux comprendre et de mieux appréhender les comptes et le budget de l'Établissement.

Nos remerciements vont aussi à M. Yvan Cornu du secrétariat général du Grand Conseil vaudois, pour l'organisation de nos travaux et la tenue des procès-verbaux des séances.

Conclusion

Éventuelle révision de la Convention intercantonale sur le HIB

Les projets de rapprochement des soins à domicile et le libre-passage en EMS représentent pour le HIB un nouveau modèle de fonctionnement, une nouvelle organisation au sein d'un réseau de soins qui modifie le modèle de prise en charge de la population de la Broye. Ce nouveau système, à inclure dans la Convention intercantonale révisée, constitue un enjeu très important qui nécessite l'adhésion des partenaires santé de la région.

Dans l'éventualité de la construction d'un bâtiment qui ferait l'objet d'un projet de décret, avec une demande d'octroi d'une garantie étatique, il conviendra de déterminer la forme du suivi de cette construction par les deux Grands Conseils vaudois et fribourgeois. Ce point pourrait aussi être intégré dans une révision de la Convention intercantonale sur le HIB.

La Commission interparlementaire de contrôle de l'hôpital intercantonal de la Broye, Vaud-Fribourg recommande aux deux Grands Conseils des cantons de Fribourg et Vaud d'adopter son rapport d'activité 2016.

Corcelles-le-Jorat, le 6 avril 2017

Daniel Ruch (VD), jusqu'au 31.12.16

Anne Meyer Loetscher, dès le 1.1.17

Président et présidente de la Commission
interparlementaire de contrôle
de l'Hôpital intercantonal de la Broye

JAHRESBERICHT 2016 DER INTERPARLAMENTARISCHEN AUFSICHTSKOMMISSION ÜBER DAS INTERKANTONALE SPITAL DER BROYE, WAADT-FREIBURG

Sehr geehrte Herren Grossratspräsidenten der Kantone Freiburg und Waadt
Sehr geehrte Grossrätinnen und Grossräte

Die interparlamentarische Aufsichtskommission über das Interkantonale Spital der Broye (HIB) legt Ihnen ihren Tätigkeitsbericht, der sich mit ihrer Tätigkeit im Jahr 2016 einschliesslich der ersten Sitzung 2017 befasst, zur Genehmigung vor. In diesem Zeitraum ist die Kommission dreimal, am 3. März und am 18. August 2016 und am 26. Januar 2017, zusammengetreten.

1. GESETZLICHER RAHMEN

Der ParlVer¹ vom 5. März 2010 (Artikel 1) regelt die Mitwirkung der Parlamente der Vertragskantone bei der Ausarbeitung, der Ratifizierung, dem Vollzug und der Änderung von interkantonalen Verträgen und von Verträgen der Kantone mit dem Ausland.

Die Einsetzung einer interparlamentarischen Aufsichtskommission entspricht den Bestimmungen von Kapitel IV – interparlamentarische Geschäftsprüfung, Artikel 15 bis 19 des erwähnten ParlVer.

Dieser Bericht entspricht der Bestimmung von Artikel 7 Abs. 3 der Interkantonalen Vereinbarung über das Interkantonale Spital der Broye (HIB) Waadt–Freiburg, die am 1. Januar 2014 in Kraft getreten ist; dort wird vorgeschrieben, dass die interparlamentarische Kommission einmal pro Jahr den beiden Grossen Räten einen Bericht mit den Ergebnissen ihrer Aufsicht unterbreitet.

Zuständigkeit einer interparlamentarischen Aufsichtskommission:

Gemäss Artikel 7 Abs. 2 der Vereinbarung (HIB-V) umfasst die Aufsicht, welche die interparlamentarische Kommission über die Anstalt ausübt, folgende Punkte:

- a. die strategischen Ziele der Anstalt und die Erfüllung ihres Auftrags;
- b. die mehrjährige Finanzplanung der Anstalt;
- c. das Budget und die Jahresrechnung der Anstalt;
- d. die Auswertung der von der Anstalt erzielten Ergebnisse auf der Grundlage des jährlichen Leistungsvertrags, der gemäss Artikel 16 mit dem Departement für Gesundheit und Soziales des Kantons Waadt («Département de la santé et de l'action sociale du canton de Vaud») bzw. mit der Direktion für Gesundheit und Soziales des Kantons Freiburg (die Departemente) abgeschlossen wird.

Die Aufsicht ist eine politische Obergrenze. In diesem Zusammenhang legt die interparlamentarische Aufsichtskommission die strategischen Ziele nicht fest, sondern prüft deren Umsetzung. Diese Organisation der parlamentarischen Aufsicht ist spezifisch für Anstalten, die mit interkantonalen Vereinbarungen geregelt werden.

Die Grossen Räte der beiden Kantone Waadt und Freiburg werden sich über die kantonalen Budgets immer zu den Finanzmitteln der Anstalt äussern können.

2. ZUSAMMENSETZUNG UND ARBEITSWEISE DER INTERPARLAMENTARISCHEN AUFSICHTSKOMMISSION

Gemäss Artikel 7 Abs. 1 Bst. a der Vereinbarung (HIB-V) gehören der Kommission 12 Mitglieder, d. h. 6 pro Kanton, an.

¹ Vertrag über die Mitwirkung der Kantonsparlamente bei der Ausarbeitung, der Ratifizierung, dem Vollzug und der Änderung von interkantonalen Verträgen und von Verträgen der Kantone mit dem Ausland (ParlVer)

Präsidentschaft

Daniel Ruch (VD) stellte das Präsidium der Kommission im Jahr 2016 sicher. Gemäss dem Prinzip der Alternanz der beiden Kantonen wählte die Kommission Anne Meyer Loetscher (FR) für die Zeit vom 1. Januar 2017 bis 30. Juni 2019 zu ihrer Präsidentin.

Daniel Ruch bleibt Vorsteher der Waadtländer Delegation und damit Vizepräsident der Kommission bis zur Sitzung im August 2017, an der die nach den kantonalen vom 30. April 2017 neu ernannte Waadtländer Delegation teilnimmt.

Freiburger Delegation 2016:

Anne MEYER LOETSCHER (Delegationsleiterin und Vizepräsidentin der Kommission)
Madeleine HAYOZ
Roland MESOT
Rose-Marie RODRIGUEZ
Nadia SAVARY-MOSER
Ralph Alexander SCHMID

Neu gebildete Freiburger Delegation nach den Wahlen im November 2016:

Anne MEYER LOETSCHER (Delegationsleiterin und neue Präsidentin der Kommission)
David BONNY
Violaine COTTING
Nicolas PASQUIER
Nadia SAVARY-MOSER
Michel ZADORY

Waadtländer Delegation:

Daniel RUCH (Delegationsleiter und Präsident der Kommission 2016)
Sonya BUTERA
Olivier KERNEN
Christelle LUISIER BRODARD
Aliette REY-MARION
Felix STÜRNER

3. STRATEGISCHE VISION DES HIB

Das HIB stellte der Kommission die folgenden Hauptausrichtungen bei der Steuerung des HIB vor:

- Projekt Qualität / Patientensicherheit
- Patientenaufnahme: Schaffung einer Strategie, die auf die Zufriedenheit der Patientinnen und Patienten ausgerichtet ist, und Bestreben, dass die Patientin oder der Patient ein richtiger Akteur seiner Betreuung wird.
- Mitarbeitende: verbesserter Empfang der neuen Mitarbeitenden und Entwicklung einer institutionellen Ausbildungspolitik.
- Operationsblock: verbessertes Funktionieren der Operationsplanungen; es ist ausserdem ein Audit eines Experten in diesem Bereich geplant.
- Kommunikation / Marketing: Aufwertung und Verbesserung des Images des HIB.
- Arbeit im Netzwerk und mit Partnern der Art spitalexterne Krankenpflege und frei praktizierenden Ärzten.
- Patientenflüsse, Wege der Patientinnen und Patienten und klinische Wege: Schaffung von «Case Managers».

Strategie (Strategische Ziele der Anstalt)

Im Januar 2016 wurde einem Consultingbüro ein Auftrag erteilt, das HIB bei der Definition seiner strategischen Vision zu begleiten. Dank dem neuen Generaldirektor konnte dieses Vorgehen gestartet

werden. Der Anstaltsrat und die Generaldirektion bestätigen ihre Absicht, den Aktionsplan über das HIB hinaus auszuweiten, in Richtung von Zusammenarbeit mit weiteren regionalen Akteuren und Partnern der Gesundheit. Ausserdem verfolgt das HIB mit Interesse die kantonalen strategischen Projekte, die Auswirkungen auf seine künftigen Ziele haben könnten.

Der Anstaltsrat arbeitet seit über zwei Jahren an diesem Projekt, aber es nahm mehr Zeit als vorgesehen in Anspruch, denn eine Strategie muss von den betreffenden Akteuren einstimmig gutgeheissen werden. Das Schlussdokument wird anschliessend den Gesundheitsdepartementen der beiden Kantone, dann im Verlauf des Jahres 2017 der interparlamentarischen Kontrollkommission, überwiesen.

Der Generaldirektor erwähnt, dass das HIB seine Projekte auf dem Gebiet der Entwicklung von Unterstützung der Notfallmedizin in der Region fortsetzt. Das Projekt in Moudon kommt gut voran, in Estavayer-le-Lac sind Arbeiten im Gang, um eine Gruppenpraxis einzurichten; sie will dann Kontakt mit Avenches aufnehmen, um medizinische Leistungen in Zusammenarbeit mit den bereits vor Ort vorhandenen Ärzten anzubieten, damit die Kompetenzen nach dem Subsidiaritätsprinzip angesiedelt werden (Leistungen erbringen, die es noch nicht gibt oder fachliche Leistungen verstärken).

Freizügigkeit bei den Pflegeheimen der Region Broye - Pilotprojekt über 3 Jahre

Die Kommission wurde daran erinnert, dass bereits 2001 in den Parlamenten der Kantone Waadt und Freiburg gleichzeitig zwei Motionen über die Freizügigkeit bei den Waadtländer und den Freiburger Pflegeheimen der Region Broye eingereicht wurden. Dieses Geschäft nahm Zeit in Anspruch, vor allem weil die beiden Systeme zur Berechnung der Leistungen in den Pflegeheimen in beiden Kantonen sehr verschieden sind.

Schliesslich schufen die beiden Staatsräte ein Pilotprojekt über drei Jahre, laut dem für Freiburger und Waadtländer Einwohnerinnen und Einwohner der Region Broye ab 1. Januar 2017 die Freizügigkeit bei den Pflegeheimen beider Kantone in dieser Region gilt. Der Zeitraum von 3 Jahren erlaubt es, die finanziellen Folgen zu untersuchen.

Gemäss dem Grundsatz dieser Übereinkunft zahlen die Einwohnerinnen und Einwohner nicht mehr, als wenn sie in einem Pflegeheim des eigenen Kantons aufgenommen werden. Sie müssen zuvor das Einverständnis des Waadtländer und des Freiburger Amtes einholen, aber sie behalten die Finanzhilfen des Herkunftskantons. Gleichzeitig führen die beiden Ämter für Gesundheit ein finanzielles Controlling jeder Situation durch. Aufgrund der finanziellen Auswirkungen und der Planung können die Kantone nach drei Jahren entscheiden, ob diese Freizügigkeit bei den Pflegeheimen der Region Broye endgültig eingeführt wird.

Die Kommission erklärt sich einstimmig sehr zufrieden damit, dass die beiden Kantone diese Lösung, die im Interesse der Einwohnerinnen und Einwohner der Region Broye liegt, gefunden haben.

Zusammenlegung der Hilfe und Pflege zu Hause (Integration in die Interkantonale Vereinbarung über das HIB)

Die Kommission hat Kenntnis genommen vom neuen Projekt zur interkantonalen Annäherung der spitalexternen Krankenpflege, welche die Folge der Absicht ist, in der Waadtländer und der Freiburger Broyeregion ein richtiges Gesundheitsnetz zu schaffen, dem das HIB, die Dienste für Hilfe und Pflege zuhause und die Pflegeheime angehören. Das Ziel dieser umfassenden Koordination liegt darin, die Massnahmen zum Verbleib zuhause zu verstärken und noch effizienter mit dem HIB zu arbeiten.

Die Staatsrätin und der Staatsrat haben ihr Einverständnis zur Fortsetzung des Konzepts gegeben, damit es 2019 betriebsbereit ist. Diskussionen mit dem Anstaltsrat und der Generaldirektion des HIB müssen geführt werden, denn die Staatsräte möchten, dass diese neue Organisation in die Interkantonale Vereinbarung über das HIB integriert wird.

Dieses ehrgeizige Projekt für die Region wurde schon den Gemeinden der Freiburger und der Waadtländer Region Broye vorgestellt.

Gesamtarbeitsvertrag (GAV) des Personals

Nach der Wahl der Mitglieder der Personalkommission Anfang 2016 verfolgte das HIB das Ziel, diesen Gesamtarbeitsvertrag schnell unter Dach zu bringen. Aber im Juni 2016 nahm der Anstaltsrat zur Kenntnis, dass ein Teil des Personals des HIB die Gewerkschaften VPOD und Syna beauftragt hatte, nach dem Vorbild des GAV des Hôpital Riviera-Chablais (HRC) einen neuen GAV nur für das HIB auszuhandeln. Angesichts dieses Gesuchs hielt der Anstaltsrat an seiner Meinung fest, nämlich an der Absicht, dass das HIB so schnell wie möglich dem GAV Santé Vaud (GAV im halbstaatlichen Gesundheitsbereich) beitrifft.

Der Anstaltsrat gab zunächst dem schnellstmöglichen Beitritt zum GAV Santé Vaud den Vorzug, um über eine gemeinsame Verhandlungsmacht, namentlich mit den Spitälern der FHV, zu verfügen und gleichzeitig besondere Verbesserungen auszuhandeln.

Am 21. Dezember 2016 wurde einer Delegation des Anstaltsrats und der Direktion eine von 388 Personen unterschriebene Petition, mit der verlangt wurde, dass Verhandlungen über einen GAV nur für das HIB eröffnet werden, übergeben.

Angesichts dieses Sachverhalts wird der Anstaltsrat die Staatsrätin und den Staatsrat, die für das Gesundheitswesen der Kantone Freiburg und Waadt zuständig sind, anhören, um deren Haltung zu dieser Angelegenheit und namentlich zu einem allfälligen Teil der Finanzierung für die verlangten Verbesserungen kennenzulernen. Es geht darum, die Situation zu deblockieren, in der die Personalkommission einen besonderen GAV verlangt, aber der Anstaltsrat des HIB finanziell das Gesuch nicht positiv beantworten kann.

GAV des Personals – Folgen für das Personal der spitalexternen Krankenpflege und der Pflegeheime

Die Kommission weist darauf hin, dass die Absicht der beiden Staatsräte, die spitalexterne Krankenpflege in die Interkantonale Vereinbarung über das HIB zu integrieren, dazu führen würde, dass für das ganze Personal ein GAV gilt. Eine solche Entwicklung hätte beträchtliche Folgen für die Löhne des Freiburger Personals im Bereich der spitalexternen Krankenpflege. Zurzeit gilt für das Personal der Dienste für die Hilfe und Pflege zuhause das Gesetz über das Personal des Staates Freiburg (StPG). Der Generaldirektor des HIB bestätigt, dass eine Krankenschwester im Kanton Freiburg zu Beginn der Laufbahn pro Monat ungefähr 600 Franken und am Ende der Laufbahn 1100 Franken mehr verdient. Man muss die Tatsache, dass der GAV über das Personal des Spitals hinausgeht, aufmerksam berücksichtigen.

GAV der Kaderärztinnen und -ärzte

Die Diskussionen über den GAV der Kaderärztinnen und -ärzte verlaufen konstruktiv und in einem Klima des Vertrauens, obwohl der Entscheid des Waadtländer Gesundheitsdepartements, ein Reglement über die medizinische Organisation der Spitäler von öffentlichem Interesse und über die Bezahlung der Kaderärztinnen und -ärzte zu schaffen, die paritätische Kommission vor Fragen stellte.

Nachdem die paritätische Kommission von Seiten des Departementvorstehers Erklärungen erhalten hatte, konnten die Arbeiten weitergehen, und im Dezember 2016 nahm sie den Text des GAV an. Dieser wurde den beiden Departementvorstehern der Kantone Waadt und Freiburger zur Vernehmlassung übermittelt. Er muss noch vom Anstaltsrat und vom Ärztekollegium genehmigt werden.

2017 bleibt ein bedeutender Teil der Verhandlung über den variablen Teil der Besoldung, die Stellung und die Besoldung der Belegärztinnen und -ärzte. Das Ziel besteht darin, dass der Vertrag am 1. Januar 2018 in Kraft tritt.

Stoffwechszentrum

Die Kommission hat sich Fragen zu den Folgen der Eröffnung eines Stoffwechszentrums beim HFR (freiburger spital) für das bestehende Zentrum am Standort Estavayer-le-Lac des HIB gestellt. Dazu hat der Anstaltsrat bestätigt, dass das Stoffwechszentrum des HIB beibehalten und die Aktivität in

enger Zusammenarbeit mit dem CHUV fortgesetzt wird. Der Generaldirektor hebt die erwiesenen Kompetenzen und den ausgezeichneten Ruf des Stoffwechszentrums des HIB, namentlich auf der Ebene der medizinischen Teams (Ernährungsberater/innen, Psychologinnen und Psychologen) hervor; er fügt hinzu, dass sich Entwicklungen im Rahmen der Sportmedizin abzeichnen.

Projekt IMUD (Infirmières Mobile Urgence-Domicile)

Unter den Entwicklungen 2016 ist zu erwähnen, dass das HIB in Zusammenarbeit mit der spitalexternen Krankenpflege (SAD) der waadtländischen und freiburgischen Region Broye und den spitalexternen Ärzten (AMeHB, association des médecins extrahospitaliers de la Broye) ein umfangreiches Projekt in Angriff genommen hat. Dieses Projekt gehört zu einer Vision, nach der die Gefahr der Abhängigkeit in Zusammenhang mit einem Spitalaufenthalt, insbesondere für Betagte, vermindert werden soll.

Diese Organisation ist in erster Linie auf das Wohlergehen der Person fixiert, und es wird gewünscht, dass sie die Zahl der sogenannten unangebrachten Spitalaufenthalte, also derjenigen, die verhindert werden könnten, vermindert. Dieses Projekt besteht im Wesentlichen in der Schaffung eines Teams von Krankenschwestern, die sich auf Notfälle und Hilfe und Pflege zuhause spezialisiert haben; das Team befindet sich nachts bei der Notfallaufnahme des HIB in Payerne. Es handelt sich um ein schönes Beispiel der Zusammenarbeit zwischen Partnern der Gesundheit und zwischen Kantonen.

Das neue IMUD-Team nahm seine Tätigkeit 2016 auf, im Verlauf des Jahres 2017 wird eine Bilanz gezogen, deren Ergebnisse der interparlamentarischen Kommission überwiesen werden.

4. BUDGET UND JAHRESRECHNUNG DES HIB

Rechnung 2015

Die interparlamentarische Kommission hat die Rechnung 2015, die vom Anstaltsrat am 28. Juni 2016 genehmigt wurde, kontrolliert. Das HIB wendet die Buchhaltungsregeln, die für alle Spitäler des Kantons Waadt gelten, an. Das Treuhandbüro hat festgestellt, dass die Rechnung dem Gesetz und den Statuten entspricht.

Das HIB hat das Jahr 2015 mit einem Einnahmenüberschuss von Fr. 1 263 888.79 abgeschlossen; wobei sich der Betriebsgewinn auf Fr. 803 735.60 beläuft. Der Unterschied lässt sich hauptsächlich mit der Provision, die das HIB für die Patientinnen und Patienten, die am 31. Dezember hospitalisiert waren, anlegen musste.

Das HIB wirft auch einen Gewinn von Fr. 876 768.14 auf dem sogenannten Investitionsteil ab, der dem besonderen Reservefonds überwiesen wird.

Bei den Schlüsselindikatoren für die drei vergangenen Jahre 2013/2014/2015 war die Zunahme der Rehabilitationsfälle (B-Betten) von 627 auf 729 darauf zurückzuführen, dass 2014 zahlreiche Betten von Patientinnen und Patienten, die auf eine Platzierung warteten, besetzt waren (C-Betten); es handelt sich also um ein Aufholen dieser Tätigkeit 2015. Bei der Geburtenabteilung hat das HIB mit 626 Geburten im Jahr 2015 seinen absoluten Rekord gebrochen.

Ertrag: Die Spitalaufenthalte nehmen ab, Fr. -468 858.55, denn die Fälle waren weniger schwer und weniger häufig, der Case-Mix-Index (Schwere der Fälle) steht bei 0,79, während im Voranschlag 0,80 vorgesehen waren; um den gesamten Cost Weight zu erhalten, multipliziert man den Index mit der Zahl der Fälle, das HIB erreichte 4150 an Stelle von 4181 Punkten. Die ambulante Tätigkeit hat hingegen um Fr. +1 364 241.79 zugenommen.

Aufwand: Aufgrund der Rechnung meint das HIB, dass es den Aufwand im Griff hat.

Die Ergebnisse von Fr. 480 360.84 der letzten Jahre entsprechen der Bewertung der Erträge von den Patientinnen und Patienten, die am 31. Dezember da waren. Es handelt sich um das erste Jahr, in dem dieser Betrag verbucht wurde, was bedeutet, dass ab 2016 nur eine Provisionsänderung eingetragen wird.

Der Selbstfinanzierungsanteil beläuft sich auf Fr. 2 624 728.66 und wurde namentlich für die Investitionen 2015, die Fr. 4 638 676.99 betragen und somit eine externe Finanzierung (Anleihe) brauchten, verwendet.

Budget 2017

Das Budget 2017 ist ausgeglichen, wenn man berücksichtigt, dass die Tarife noch nicht bekannt waren, als das Budget ausgearbeitet wurde. Diese Tarife wurden ausgehandelt, aber das HIB gab an, dass sie eher tiefer ausfallen würden und zu Einnahmeverlusten von 200 000 Franken bis 300 000 Franken führen könnten. Es ging deshalb darum, Lösungen zu finden, um diesen Mangel an Mitteln auszugleichen.

Das HIB verfügte auch nicht über den Leistungsauftrag 2017, weshalb es nicht alle Elemente hatte, um das Budget zu erstellen.

Der Finanzdirektor stellte die groben Züge des Budgets vor.

Bei den Einnahmen steigt das Budget auf insgesamt 92 619 000 Franken an; sie setzen sich hauptsächlich aus folgenden Elementen zusammen:

- Spitalaufenthalte insgesamt: 51 835 580
 - Tätigkeit A 35 329 327
 - Tätigkeit B 10 436 664
 - Weitere Einkünfte aus Spitaltätigkeit 2 285 000
 - Leistungen im allgemeinen Interesse 3 784 590
- Einnahmen aus ambulanter Tätigkeit: 25 816 571

Da das Budget ausgeglichen ist, beträgt der Aufwand gemäss Budget 2017 insgesamt 92 619 000 Franken.

- Bei der Lohnsumme steigt der Gesamtbetrag im Budget auf 64 973 181 Franken; die Zunahme hängt hauptsächlich mit neuen Stellen, nämlich einem Logistikdirektor, einem Qualitätsverantwortlichen, einem Kommunikationsbeauftragten, zusammen.
- Bei den anderen Posten des Aufwands handelt es sich um Abweichungen, die auf Anpassungen gegenüber 2016 zurückzuführen sind, aber es gibt keine bedeutenden Unterschiede.

«Investition»sbudget

Beim HIB wird der Betriebsteil vom Teil der Investitionskosten getrennt. Wenn man die Planung der Investitionen über mehrere Jahre betrachtet, kann im Budget 2017 noch ein gewinnbringendes Ergebnis der Investitionen von 100 000 Franken erzielt werden.

5. BEURTEILUNG DES LEISTUNGSVERTRAGS 2015

Die Kommission erhielt diesen Bericht am 20. Januar 2016 und stellt insgesamt fest, dass es dem HIB gut geht, darüber freut sie sich.

Es wird darauf hingewiesen, dass das HIB auf der Waadtländer und auf der Freiburger Spitalliste steht und somit zulasten des KVG tätig sein darf. Diese Spitalliste ist die Folge eines Leistungsauftrags, in dem die Voraussetzungen, die das HIB erfüllen muss, genau festgelegt werden. Im Auftrag werden auch die Leistungen, die vom Spital angeboten werden, genau festgelegt. Jedes Jahr werden die gegenseitigen Verpflichtungen und die Finanzierung in einem Leistungsvertrag festgehalten. Die Entwicklung, die von der Kommission geprüft wurde, betrifft den Leistungsvertrag 2015.

Die Verpflichtungen werden mehrheitlich eingehalten und im Bericht, der vom Waadtländer Amt für Gesundheit in Zusammenarbeit mit demjenigen von Freiburg erstellt wurde, grün beurteilt.

Im zweiten Teil des Berichts befindet sich das Audit des Finanz-Reportings (Finanzbuchhaltung); zusammenfassend zeigt die Beurteilung dieses Audits:

- ☺ 21 positive Beurteilungen.
- ☺ 4 Beurteilungen mit Bemerkungen, die hauptsächlich das interne Kontrollsystem betreffen; es geht darum, die Verfahren besser zu dokumentieren, eine Risikoanalyse auszuführen und einige

Fondsreglemente fertigzustellen (hauptsächlich der Fonds, die vom Verband HZP auf das HIB übertragen wurden).

⊗ 0 negative Beurteilung (bei den Finanzen).

6. INVESTITIONEN

Ausbau der Infrastruktur: Realisierung eines Übergangsbäudes

Der Anstaltsrat nahm die Ratschläge eines Fachbüros zu Hilfe, um eine Untersuchung der Infrastrukturen des Standorts Payerne des HIB durchzuführen. Dringende Bedürfnisse müssen befriedigt werden, wie zum Beispiel ein neues Gebäude für den ambulanten Bereich, ohne die künftige Entwicklung des HIB, dessen Gebäude alt sind, zu beeinträchtigen.

Die Infrastrukturprojekte gehören zur verlängerten Strategie des HIB. Obwohl ein dringender Bedarf nach dem Bau eines neuen Gebäudes für den ambulanten Bereich ausgemacht werden kann, geht es ganz allgemein darum, gleichzeitig festzulegen, ob die Zukunft des HIB in der Renovation oder einem Neubau liegt. Das Gebäude für den ambulanten Bereich könnte so der Kern eines künftigen Spitals, das in einer zweiten Etappe realisiert wird, sein. Gleichzeitig muss die Finanzierung für diese Projekte gefunden werden.

Dieser erste Teil eines Projekts eines neuen HIB umfasst also ein Übergangsbäude. Die Überlegungen zum Raumprogramm dieses Gebäudes, das auch ambulanter Flügel genannt wird, sind zu Ende; im Gebäude werden sich namentlich Physiotherapie-, Ergotherapiepraxen und Laboratorien für die Analysen befinden. Wenn das Projekt von den beiden Staatsräten genehmigt worden ist, beginnt beim HIB die Phase des Architekturwettbewerbs. Das ehrgeizige Ziel besteht darin, dieses Gebäude bis 2019 zu realisieren.

Im Rahmen einer nächsten Bauphase, für die es einen Dekretsentwurf braucht, muss bestimmt werden, wie der Bau von den beiden Grossen Räten verfolgt wird.

Im Gesamten gesehen gehört das Infrastrukturprogramm zur strategischen Vision, die der Anstaltsrat gerade fertigstellt. Genauere Angaben über die verschiedenen Projekte werden der interparlamentarischen Kommission im Verlauf des Jahres 2017 gegeben.

Übertragung von Immobilien

Dieser Auftrag steht vor dem Abschluss. Wie schon in den Medien erwähnt wurde, hat das HIB sich im vergangenen Jahr mit dem Verband HZP über den Betrag in der Grössenordnung von 4,2 Millionen Franken für den Saldo aller Rechnungen einigen können. Der Anstaltsrat weist darauf hin, dass dieser Betrag die Buchhaltungsoperationen in Zusammenhang mit der Tätigkeit des IRM / Scanners von ungefähr 3,9 Millionen Franken einschliesst. Als Gegenleistung kommt das HIB in den Genuss eines Baurechts (stR) über 99 Jahre für alle Gebäude und Immobilien. 2017 muss der Entwurf der Vereinbarung fertiggestellt werden, anschliessend wird er den beiden Staatsräten unterbreitet.

Hängig bleibt nach 2018 die Übernahme des Pflegeheims Les Cerisiers im Zusammenhang mit dem Bau eines neuen Heims durch den Verband HZP in der Stadt Payerne.

7. DANK UND SCHLUSSFOLGERUNG

Dank

Die Kommission dankt Staatsrätin Anne-Claude Demierre und Staatsrat Pierre-Yves Maillard, die an den Sitzungen teilgenommen sowie vollständig und ausführlich auf die Fragen der Kommission geantwortet haben.

Während des Jahres 2016 konnte die Kommission dank einem effizienten Beitrag der Verantwortlichen des HIB funktionieren. Wir danken ganz besonders Susan Elbourne Rebet, Präsidentin des AnstR, Christophe Chardonnens, Vizepräsident des AnstR, und Laurent Exquis, Generaldirektor des HIB.

Wir betonen die Qualität der Finanzinformationen von Pablo Gonzalez, Finanzdirektor des HIB, die den Kommissionsmitgliedern geholfen haben, die Rechnung und den Voranschlag der Anstalt besser zu verstehen.

Unser Dank geht auch an Yvan Cornu vom Generalsekretariat des Waadtländer Grossen Rates für seine Effizienz bei der Organisation unserer Arbeit und für die Sitzungsprotokolle.

Schlussfolgerung

Allfällige Revision der Interkantonalen Vereinbarung über das HIB

Die Projekte der näheren Anbindung der spitalexternen Krankenpflege und die Freizügigkeit bei den Pflegeheimen bilden für das HIB neue Betriebsmodelle, eine neue Organisation innerhalb eines Pflagenetzes, die das Modell der Betreuung der Bevölkerung in der Region Broye ändert. Dieses neue System, das in die revidierte Interkantonale Vereinbarung aufgenommen werden muss, bildet eine äusserst wichtige Herausforderung, bei der die Gesundheitspartner der Region mithelfen müssen.

Falls ein Gebäude errichtet wird, für das es einen Dekretsentwurf mit dem Gesuch um eine Staatsgarantie braucht, muss bestimmt werden, wie der Bau vom Waadtländer und vom Freiburger Grossen Rat verfolgt wird. Das könnte auch in eine Revision der Interkantonalen Vereinbarung über das HIB aufgenommen werden.

Die interparlamentarische Aufsichtskommission über das Interkantonale Spital der Broye, Waadt-Freiburg, empfiehlt den Grossen Räten der beiden Kantone Freiburg und Waadt, ihren Tätigkeitsbericht 2016 anzunehmen.

Corcelles-le-Jorat, 6. April 2017

*Daniel Ruch (VD), bis 31.12.16
Anne Meyer Loetscher, ab 1.1.17*

Präsident und Präsidentin der
interparlamentarischen
Aufsichtskommission des Interkantonalen
Spitals der Broye